



GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie
49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

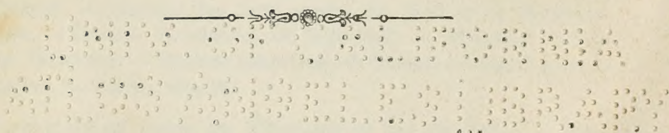
PAR UNE

SOCIÉTÉ D'ECRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME II



PARIS
ABEL PILON, ÉDITEUR
33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

Combat naval du 13 prairial. — Siége d'Ypres, etc. — Combat de la Croix-des-Bouquets. — Siége de Charleroi. — Bataille de Fleurus. — Prise d'Ostende. — Jonction des deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. — Combats du Schänzel, de Trippstadt. — Occupation de Louvain, Mannheim. — Prise de Landrecies, de Namur. — Siége et prise de Nieuport, de Bastia, etc., etc.

Combat naval entre les Français et les Anglais. — Entraînés par la rapidité des opérations militaires sur terre, nous n'avons eu jusqu'ici que bien peu d'occasions de parler de la marine française. Les faibles et infructueuses expéditions dirigées contre la Sardaigne, la Corse et la ville d'Oneglia avaient jeté peu de gloire sur cette partie des forces défensives de la France. Occupé presque uniquement du soin de repousser des frontières les armées qui voulaient les envahir, le gouvernement

1794 — an II. 1er juin. (13 prairial.) France.

1794 — an II. France. semblait avoir oublié que les ports de la république renfermaient encore la plus grande partie de ces mêmes vaisseaux qui, pendant la guerre de l'indépendance de l'Amérique, avaient donné à la patrie une nouvelle et si grande illustration. Il avait fait plus; il avait pris toutes les mesures qui pouvaient rendre inutile le concours des forces de mer dans la lutte de la France contre les peuples de l'Europe. Bientôt même, et par suite de ces mesures désastreuses, la France allait voir son pavillon éprouver de cruelles humiliations, ses flottes vaincues par l'impéritie de ceux qui les commandaient, et ses ports rester déserts et privés des vaisseaux qui auraient pu les défendre et être d'un si grand secours contre les entreprises ambitieuses de l'Angleterre... Mais, avant d'entrer dans des détails sur le second désastre de la marine française (la prise de Toulon avait été le premier), nous croyons devoir reprendre les choses d'un peu plus haut, et dire par quelles fatales erreurs la France se vit tout à coup forcée d'abandonner aux Anglais la suprématie qu'elle exerçait conjointement avec eux sur les mers à l'époque de la révolution.

La décadence de la marine française remonte à l'année 1791. L'opposition constante du corps des officiers aux principes de la révolution doit être regardée comme la première cause de cette décadence. Choisis, pour la plupart, dans les familles les plus anciennes et les plus illustres de l'État, ces officiers virent s'établir avec la plus grande répugnance un ordre de choses qui menaçait de renverser celui auquel ils étaient habitués, et dont ils se croyaient, par leur naissance, les défenseurs naturels. A cette époque de douloureux souvenir, un grand nombre d'entre eux abandonnèrent le poste qui leur avait été confié, suivirent le torrent de l'émigration, et allèrent chercher un asile au milieu du peuple même qu'ils avaient si longtemps et si glorieusement combattu. Sans doute ils ne prévoyaient pas le tort immense qu'ils allaient causer à la France, et la joie si vive qu'en ressentirait l'Angleterre : autrement, les valeureux et dignes compagnons des Suffren, des d'Estaing et des Lafayette auraient-ils ainsi quitté le sol de la patrie et accru par leur abandon les forces déjà si redoutables de ses ennemis les plus acharnés?

Quoi qu'il en soit, les plus fermes appuis de la marine française avaient presque tous émigré en 1792. Loin d'arrêter cette mesure si contraire aux vrais intérêts de l'État, le ministre de la marine, Bertrand, mû sûrement par un motif bien respectable, puisqu'il avait pour principe son attachement à la monarchie, facilita encore l'émigration des officiers de vaisseaux, et, croyant toujours servir la cause qu'il adorait au fond de son cœur, ne crut pas même devoir procéder à leur remplacement. Ainsi, quand arriva le moment où les hommes qui avaient renversé le trône constitutionnel de Louis XVI, fondèrent sur ses débris cette république dont la durée a été si courte, les vaisseaux de l'État se trouvèrent presque tous sans officiers, et le désordre le plus épouvantable régnait dans toutes les parties du service de mer. Les finances même accordées pour ce service avaient eté gaspillées, et le contre-amiral Kerguelen, dans le Précis qu'il a publié sur les opérations maritimes de cette époque, accuse le ministre « de n'avoir donné que le tableau stérile d'un corps de marine dont tous les individus étaient à Coblentz, et cependant payés à Toulon, Brest, Rochefort et Paris. »

1794 — an II. France.

Monge, qui succéda, sous la république, aux ministres de la royauté, tenta, mais en vain, de porter quelques améliorations dans les différentes branches de l'administration de la marine. Contrarié sans cesse par ces *hommes nouveaux*, dont le principe favori était qu'il fallait tout régénérer en bouleversant tout, il s'efforça inutilement de rappeler dans les ports de la France les marins habiles que la crainte de la persécution avait fait fuir. Plusieurs accoururent à sa voix. M. de Taillevis, adjoint à son ministère, donna à cette occasion un exemple de dévouement bien digne d'être imité. Ayant appris que le contre-amiral Kerguelen, l'un des marins les plus expérimentés qu'eût encore la France, n'était pas éloigné de reprendre du service, il proposa au ministre Monge de le choisir à sa place pour adjoint, et offrit de servir sous lui en qualité de chef de bureau. Monge accepta cette généreuse proposition, et déjà Kerguelen avait fait adopter divers plans utiles, lorsque le ministre et lui-même furent destitués sous prétexte de royalisme.

On était alors au fort de la terreur. Tout Français devenait

1794 — an II. France. suspect par cela seul qu'il avait servi sous l'ancien régime, et les membres du Comité de salut public voulurent appliquer dans toute son extension, à la marine française, le grand principe de la régénération. Ce principe avait réussi pour les armées de terre; ils osèrent se flatter qu'il en serait de même pour celles de mer. Mais trois mois suffisent pour faire un soldat français, et une longue suite d'années est nécessaire pour former un marin. Au défaut d'officiers qui eussent par devers eux une pratique exercée dans la marine militaire, on choisit dans la marine marchande, pour les remplacer, des hommes courageux sans doute, et qui brûlaient du désir de le prouver à la patrie; mais, navigateurs habiles, ils ignoraient entièrement la science des évolutions navales. Néanmoins ces choix, au moins imprudents, n'ayant pu suffire à remplir les cadres, on fut forcé de recourir au corps des véritables officiers de marine. Décidé à ne se servir, autant que possible, que d'hommes nouveaux, le Comité de salut public ordonna de préférer toujours la jeunesse, malgré toute son ignorance, à la vieillesse recommandable par une longue expérience et l'ancienneté de service. Ce n'était pas là le système de l'Angleterre, dont la marine est si bien établie, si bien conduite, et si heureuse dans ses expéditions. Ses vaisseaux ou ses flottes sont le plus souvent dirigés par de vieux officiers expérimentés, et son conseil ou collége d'amirauté n'est jamais composé que de vieux amiraux. Mais à cette époque, les anciennes méthodes étaient toutes méprisées en France. Aux esprits turbulents qui tourmentaient la patrie il fallait du neuf et de l'extraordinaire. L'événement ne tarda pas à prouver combien ces innovations étaient dangereuses.

De jeunes officiers de l'ancienne marine, demeurés fidèles à la patrie, franchirent donc rapidement tous les grades, et furent appelés prématurément à commander des vaisseaux, des escadres et même des flottes, lorsqu'ils manquaient encore de l'instruction et de la longue expérience qui sait trop souvent rendre, sur mer, le plus bouillant courage inutile. Pour remporter la victoire sur cet élément, il faut un accord parfait entre les ordres des amiraux et ceux qui sont chargés de les exécuter : or, souvent les capitaines de vaisseaux se trouvèrent, à cause de leur défaut d'instruction, et surtout de pratique,

dans l'impossibilité de faire les manœuvres qui leur étaient ordonnées, tandis que dans d'autres circonstances les équipages, composés d'hommes courageux, mais indisciplinés, refusaient le service de leurs bras et de leur obéissance. De ce mélange singulier de courage et d'ignorance, de patriotisme et d'indiscipline, devaient résulter des avantages dans les combats de vaisseau à vaisseau, des revers dans les batailles, des actions héroïques et des défaites. Ainsi la marine française, manquant de cet ensemble et de cette union qui font la force d'une armée quelconque, devait promptement marcher à sa ruine. Il nous reste à prouver cette triste vérité.

A la fin de l'année 1793, deux armées navales croisaient dans la Méditerranée, sous le commandement du général Truguet, qui, sous le ministère de Bertrand, avait été élévé au grade de contre-amiral. Ces deux flottes n'avaient pu empêcher l'occupation de Toulon par les Anglais, et n'avaient joué qu'un rôle passif pendant le terrible et long siége de cette malheureuse ville. Une troisième armée navale était en même temps en croisière dans l'Océan, entre Grois et Belle-Ile, sous les ordres du vice-amiral Morard de Galles, dont le mérite était avantageusement connu par plusieurs actions d'éclat dans la dernière guerre avec l'Angleterre. Cette dernière station, qui avait été ordonnée par M. d'Albarade, alors ministre de la marine, paraît avoir été blâmée par tous les marins, sous les rapports militaire et politique. La flotte de Morard de Galles ne pouvait y faire aucune prise; elle était exposée, au contraire, à y être attaquée par des forces supérieures qu'aucune retraite ne pouvait faire éviter, vu que la côte forme un golfe sans la ressource d'aucun port; que celui de Lorient ne peut recevoir dix vaisseaux de ligne, et que d'ailleurs on ne peut y entrer qu'au moment de la pleine mer, ce qui est un grand inconvénient et dans un combat et dans une tempête. Il était donc absurde de tenir dans cette position périlleuse pour la marine et pour l'État, toutes les forces navales de l'Océan; mais vainement tous les officiers instruits, et entre autres M. de Kerguelen, firent au ministre d'Albarade les représentations les plus instantes à ce sujet; vainement ils lui firent remarquer les dangers de la position, l'inutilité de la station, et les avantages qu'on trouverait,

1794 — an II. France

au contraire, en établissant une croisière plus rapprochée des côtes d'Angleterre, ou en détachant de l'escadre quelques vaisseaux destinés à protéger et à défendre les colonies; le ministre, dominé sans doute lui-même par les ordres despotiques du Comité de salut public, resta inflexible à toutes ces sollicitations, et répondit vaguement qu'il craignait une descente sur les côtes de la République : comme si, pour des Français surtout, le meilleur moyen d'empêcher l'ennemi d'attaquer n'était pas toujours de l'attaquer lui-même! On pouvait espérer de vaincre les Anglais en croisant sur leurs côtes, au lieu qu'on risquait tout en les attendant sur celles de la France, en leur offrant le double avantage de battre la flotte, et d'effectuer ensuite la descente que le ministre leur supposait le dessein de faire.

Cependant les craintes des officiers de marine se trouvèrent heureusement mal fondées; les Anglais n'osèrent point attaquer les Français dans leur mauvais mouillage; mais une insurrection, que ces mêmes officiers n'avaient pu prévoir, éclata sur les vaisseaux qui composaient la flotte de Morard de Galles, au commencement de 1794. Les équipages de l'armée navale, ennuyés de tenir la mer sans se battre, sans faire de prises, et de naviguer ainsi inutilement depuis quatre mois; réduits à la plus affreuse misère, sans souliers, sans chemises, et nourris presque toujours de salaisons, manifestèrent séditieusement la volonté de retourner à Brest. Le principal auteur de cette insurrection était un canonnier de marine né à Lille, et le prétexte était la trahison des habitants de Toulon. Ils craignaient, disaient les factieux dans les adresses présentées aux généraux, que le port de Brest ne fût livré avec la même facilité. La situation de l'armée devenait critique; les révoltés, furieux, menaçaient de tuer leurs officiers s'ils ne se rendaient pas à leurs désirs. Ils traitaient la fermeté de ceux-ci de complicité avec les Anglais. Déjà, pour appareiller, les huniers avaient été hissés, dans plusieurs vaisseaux, par les mutins qui s'en étaient emparés. Morard de Galles et le contre-amiral Linois [1],

[1] Comte, officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, gouverneur de la Guadeloupe, etc.

qui commandait sous lui, assemblèrent sur le vaisseau amiral les généraux et les capitaines de l'armée, et permirent aux équipages de chaque vaisseau insurgé de députer un homme pour écouter la lecture des ordres du Comité de salut public, qui voulait que l'on continuât à tenir la croisière. Témoins que leurs commandants étaient eux-mêmes dans la nécessité d'obéir, et instruits des dangers qui les attendaient dans le cas contraire, les soldats députés calmèrent leurs camarades et les firent rentrer dans le devoir ; mais, comme la saison était avancée, et qu'il n'y avait plus de vivres pour l'armée, les généraux eux-mêmes se décidèrent à relâcher à Brest. On trouva en route, sur une frégate, le réprésentant du peuple Trehouart, qui se rendait sur la flotte, et qui, d'après le rapport qu'on lui fit de la situation de l'armée, approuva le parti qu'on avait pris.

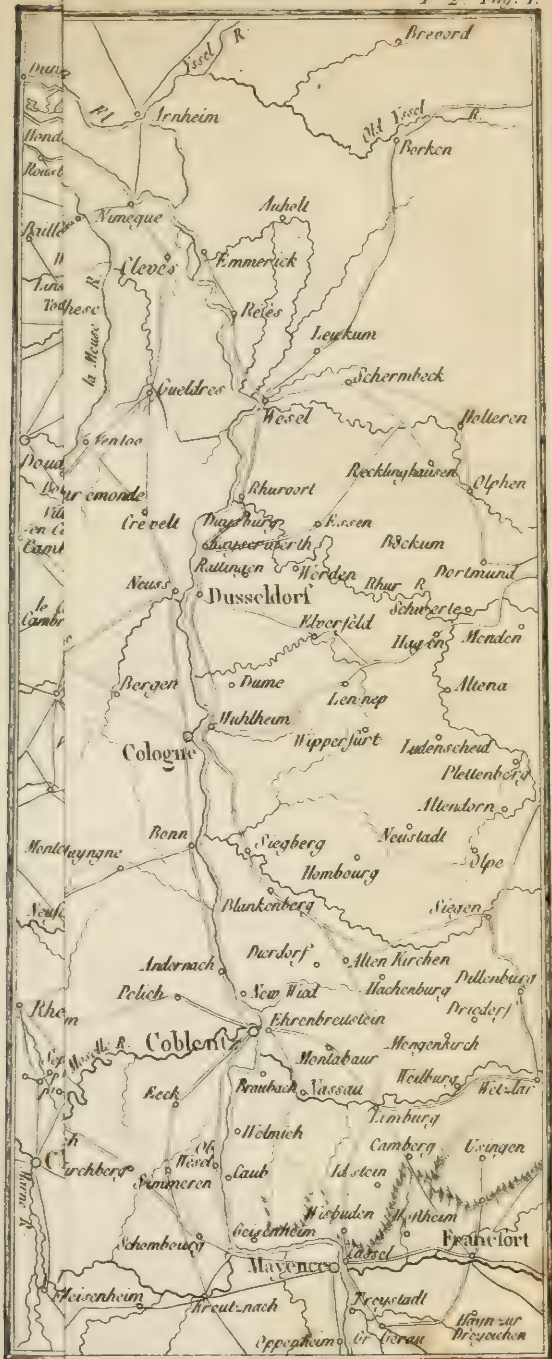
C'était alors l'usage d'envoyer auprès des flottes, comme auprès des armées de terre, des représentants du peuple chargés d'inspecter la conduite des généraux et des soldats. La commission députée, par le Comité de salut public, à Brest, était composée des conventionnels Trehouart, Prieur (de la Marne), et Jean Bon Saint-André, dont il sera souvent question dans le cours de cet article. Avec eux étaient arrivés à Brest une foule d'agents de Robespierre, c'est-à-dire autant de scélérats, dont Duras, secrétaire de la commission, était le chef. Sous le prétexte de l'insurrection arrivée à bord des vaisseaux de la république, la flotte entière de Brest eut bientôt à éprouver toutes les vexations ordinaires aux hommes de Robespierre. Un tribunal révolutionnaire fut créé. Des Français qui se disaient les représentants de la nation n'eurent pas honte d'adopter la fable inventée par les soldats pour justifier leur insurrection ; eux aussi supposèrent qu'il avait existé une conspiration tendant à livrer le port de Brest aux Anglais. Les généraux qui avaient courageusement bravé toutes les rigueurs de la saison pendant leur mouillage dans la baie de Quiberon, furent accusés d'avoir pris part à cette prétendue conspiration. Sous ce motif vain et illusoire, des échafauds furent dressés, le sang coula!!!... et, pour égorger avec plus de sécurité, les tyrans subalternes aux ordres de Robespierre prirent la précaution d'éloigner les troupes de la marine, qu'ils supposaient atta-

1794 — an II. France.

chées à leurs chefs et aux Brestois, et mirent à leur place des troupes dites révolutionnaires. Cette mesure, inepte autant qu'elle était cruelle, priva la marine de ses meilleurs canonniers, qui furent envoyés dans la Vendée, et on leur substitua des paysans de réquisition, dont la plupart n'avaient même jamais vu un vaisseau; et tandis que les chefs de la nation affaiblissaient ainsi la marine française, l'Angleterre augmentait la sienne de 8,000 hommes, en portant à 32,000 hommes ses troupes de mer, qui ne montaient auparavant qu'à 24,000. Comment pouvait-on conserver l'espoir de lutter contre elle avec avantage?

Les représentants ne se contenterent point de ces opérations préjudiciables à la prospérité de la république; ils destituèrent la plupart des officiers supérieurs, et quand ils furent destitués, ils cherchèrent les moyens de les faire périr. Plusieurs payèrent de leur vie leur ardent amour pour la patrie; d'autres furent plongés dans les cachots, et y éprouvèrent toutes les vexations alors en usage. Kerguelen était de ce nombre, et n'échappa à la mort que par la révolution du 9 thermidor. Morard de Galles ne dut la vie qu'à l'inaltérable loyauté de ses sentiments; il fut impossible au tribunal révolutionnaire de trouver un seul grief contre lui. Linois se sauva par un stratagême semblable à celui de Brutus sous Tarquin. Il eut la prudente précaution d'affecter une faiblesse et une incapacité qu'il était loin d'avoir. Les commissaires, le regardant comme un homme sans talent, le crurent par conséquent peu dangereux, et continuèrent de l'employer.

C'est alors surtout que prévalut le fatal système de ne se servir que de jeunes officiers; le peu d'hommes de l'ancienne marine qui restaient encore à l'armée furent congédiés; des matelots même furent licenciés, parce qu'ils s'étaient distingués sous la royauté. Plusieurs vaisseaux furent ainsi confiés à de jeunes capitaines pleins de républicanisme, mais dénués de toute expérience. Pour remplacer Morard de Galles, Jean Bon Saint-André avait proposé Villaret-Joyeuse, qui n'était encore que capitaine. Heureusement Villaret méritait, par ses talents, cette distinction. Cependant ses principes étaient connus pour être opposés à la révolution; les collègues de Jean Bon refu-


AGNES DE 1792 et 1793.
T. 2e. Pag. 1.
Brevord
Issel R.
Arnheim
Old Issel R.
Borken
Nimeque
Anholt
Cleves
Emmerick
Rees
Leukum
la Meuse R.
Gueldres
Schermbeck
Wesel
Holteren
Venloo
Recklinghausen
Olphen
Ruremonde
Rhuroort
Crevelt
Duysburg
Essen
Bockum
Ratingen
Werden
Rhur R.
Dortmund
Neuss
Dusseldorf
Schwerte
Elverfeld
Hagen
Menden
Bergen
Dume
Lennep
Altena
Muhlheim
Cologne
Wipperfurt
Ludenscheid
Plettenberg
Attendorn
Bonn
Neustadt
Siegberg
Olpe
Hombourg
Blankenberg
Siegen
Dierdorf
Alten Kirchen
Andernach
Hachenburg
Dillenburg
Polich
New Wied
Driedorf
Ehrenbreitstein
Moselle R.
Coblentz
Mengenkirch
Montabaur
Weilburg
Wetzlar
Eeck
Braubach
Nassau
Limburg
Welmich
Camberg
Usingen
Kirchberg
Ob Wesel
Caub
Idstein
Simmeren
Wisbaden
Hofheim
Schombourg
Geisenheim
Francfort
Mayence
Cassel
Meisenheim
Kreutznach
Freystadt
Hayn zur Dreyeichen
Oppenheim
Gr Gerau

CARTE GÉNÉRALE POUR L'INTELLIGENCE DES CAMPAGNES DE 1792 et 1793.



kilometres
50 — 80 Kil.

saient, par ce motif, leur assentiment à cette nomination : « Je sais, répondit Saint-André, que Villaret est un aristocrate; mais c'est un brave; il servira bien. » Jean Bon, malgré ses principes outrés, savait donc estimer la bravoure et lui rendre justice ! 1794.—an II. France.

En même temps qu'on destituait les généraux, et qu'on renouvelait ainsi l'état-major de la flotte, les commissaires conventionnels changaient les noms des vaisseaux. *Le Royal-Louis* fut nommé *le Républicain; les Etats-de-Bourgogne, la Montagne;* celui-ci *le Marat,* celui-là *le Jacobin*, cet autre *la Convention,* etc., etc. Un vaisseau rasé, qui, quelque temps après, fit beaucoup de mal aux Anglais sous forme d'une frégate, fut métamorphosé en *Brutus; le Jean-Bart, le Duguay-Trouin, le Tourville,* etc., etc., furent sur le point d'être débaptisés, tant on avait peu de respect pour des héros qui avaient bien servi leur pays, et illustré son nom dans la marine royale !....

Cependant l'escadre de Brest, forte alors de vingt-six vaisseaux de ligne, dont quatre à trois ponts [1], avait reçu l'ordre de se mettre en course et de sortir du port. Le but de cette expédition était d'aller au devant d'un riche convoi arrivant des États-Unis, sous la conserve de deux vaisseaux de ligne, commandés par le général Vanstabel. L'une des plus horribles famines qu'ait essuyées le royaume, affligeait alors la France. En guerre avec toute l'Europe, le gouvernement républicain était obligé d'aller jusqu'en Amérique chercher des subsistances. Il

[1] Voici les noms des vaisseaux qui composaient la flotte, et ceux de leur capitaines :

Vaisseaux.	*Capitaines.*	*Vaisseaux.*	*Capitaines.*
1. La Montagne.	Villaret, amiral. Bazire, 1er cap. Vignot, 2e cap.	12. Le Téméraire.	Morel.
		13. Le Mucius.	Larréguy.
		14. Le Trajan.	Dumoutier.
2. Le Terrible.	Bouvet, contre-amiral. Le Beau, cap.	15. L'Entreprenant. . .	Lefranc.
		16. L'Eole.	Bertrand-Keranguin.
3. Le Républicain. . . .	Nielly, contre-amiral. Longer, cap	17. Le Tourville.	Langlois.
		18. Le Jemappes.	Desmartis.
		19. Le Patriote.	Lucadou.
4. Le Jacobin.	Gassin.	20 Le Révolutionnaire.	Vandangel.
5. Le Scipion.	Huguet.	21. L'Audacieux.	Pilastre.
6. Le Pelletier.	Berade.	22. Le Tyrannicide. . .	Dordelin.
7. Le Neptune.	Tiphaine.	23. Le Sans-Pareil. . .	Courand.
8. Le Trente-un-Mai. .	Gantheaume.	24. L'Indomptable. . . .	Lamel.
9. La Convention. . . .	Allary.	25. Le Vengeur.	Renaudin.
10. Le Montagnard. . .	Bompard.	26. L'Aquilon.	Thevenaut.
11. Le Gasparin.	Tardy.		

1794 — an II. France.

était donc de la plus grande importance de faire arriver à bon port le convoi qui en apportait, et de chercher à tromper la vigilance des Anglais qu'on supposait devoir être à sa poursuite. Aussi les commissaires conventionnels s'empressèrent de faire tous les préparatifs qui pouvaient assurer le succès de l'entreprise. Les travaux du port furent poussés avec la plus grande activité. Argent, promesses, gratifications, honneurs, rien ne fut épargné par les représentants pour avancer et achever l'armement. Jamais le port de Brest n'avait été témoin d'autant d'ardeur et de zèle qu'il en fut déployé dans cette circonstance. Alors seulement on pouvait se convaincre de l'avantage de la jeunesse; c'est en pleine mer, et quand il faudra rivaliser de manœuvres avec les Anglais, qu'on reconnaîtra, mais trop tard, que la froide expérience de la vieillesse est souvent plus utile que la fougue du jeune âge.

Le coup de partance a retenti dans la rade : Brest l'a répété des batteries du château, de sa batterie basse et de la batterie républicaine, armée de vingt-quatre pièces en bronze du calibre de 48. Les forts ont répondu au signal, et les marins en retard se hâtent de regagner leurs bords respectifs. Mille canots couvrent la mer sur une étendue de trois lieues. Tous les équipages brûlent du désir de prouver à l'Angleterre que la France, toujours invincible, saisit avec empressement l'occasion de se mesurer avec elle.

Dejà la flotte avait dépassé les batteries de gauche et de droite (le fort Mingan et les Trois-Bâtons), dont les boulets se croisant compromettront toujours la sûreté des escadres, même les plus formidables, qui voudraient entrer à Brest, lorsque Prieur de la Marne, averti par la chute du jour qu'il doit se retirer, demande son canot, et prononce ces paroles à tribord du vaisseau amiral *la Montagne* : « Mes amis, revenez vainqueurs des Anglais! — En doutez-vous? répondent les marins présents? Nous sommes Français. — Vive la république! ajouta Prieur. — Vivent la France et la gloire nationale! et mort aux Anglais! s'écria d'une voix unanime l'équipage de *la Montagne,* » et ce cri fut dans le même moment répété à l'envi par le reste de la flotte. Quels glorieux avantages n'eût-on pas dû espérer si les Français qui montraient une telle

ardeur, un tel enthousiasme, eussent été dirigés par des hommes capables de les conduire à la victoire! Mais l'amiral Villaret lui-même n'était pas le maître sur sa flotte. Jean Bon Saint-André montait avec lui *la Montagne*, et ce fier conventionnel, dont l'ignorance égalait la hauteur, prétendait diriger lui-même les mouvements de l'armée navale. Sous un tel chef la bravoure française pouvait-elle rester victorieuse?

1794 — an II. France.

Bientôt le phare Saint-Mathieu a offert à la moitié de l'armée [1] un spectacle nouveau pour elle, celui de la pleine mer. Des fanaux allumés sur tous les bords indiquaient la marche à suivre et les mouvements à faire. La flotte entière, favorisée par les vents, vogua majestueusement sur trois lignes et dans l'ordre le plus parfait. Les instructions de Villaret-Joyeuse portaient qu'il se rendrait aux îles Coves et Flores pour se joindre au convoi venant d'Amérique; il devait en l'attendant croiser en pleine mer, évoluer et manœuvrer dans cette station pour exercer les vaisseaux, et aussitôt que la flotte paraîtrait, la ranger sous son escorte pour la conduire sans danger à Brest. Si l'escadre rencontrait alors l'armée anglaise, elle devait la combattre, et le convoi continuer sa route avec les deux vaisseaux qui l'accompagnaient. Jusque-là elle avait ordre d'éviter toute espèce d'engagement, par ce motif qu'il devenait inutile tant que le convoi ne serait pas en sûreté. Mais, malgré la précision de ces instructions et par l'entêtement de Jean Bon Saint-André, on allait se conduire d'une manière diamétralement opposée.

Villaret suivait soigneusement la route qui lui était prescrite par la prudence et l'intérêt même de sa mission; déjà plusieurs prises fort riches [2] avaient signalé son passage, lorsque le

[1] Nous avons déjà dit que des troupes républicaines avaient été appelées pour remplacer les canonniers et artilleurs de marine, envoyés dans la Vendée. La plupart d'entre ces nouveaux marins voyaient donc la haute mer pour la première fois; mais cette portion de l'escadre, appartenant à la levée des trois cent mille hommes, ou à la première réquisition, avait déjà combattu sur terre au nord, à l'ouest ou au sud. Sa bravoure était connue : il ne lui manquait, pour la prouver encore, et la rendre avantageuse à la patrie, que l'habitude de la mer.

[2] Dans un seul jour on amarina dix-sept navires portugais, chargés d'oranges pour Londres. L'un de ces navires, *le Saint-Ignace*, défilant sous la poupe de *la Montagne*, toucha de son beaupré la seconde galerie, précisément à l'endroit où se trouvait Jean Bon Saint-André, qui se fâcha vi-

1794 — an II. France.

28 mai, entre onze heures et midi, les gabiers du haut des hunes font tout à coup retentir ces mots : *Navires sous le vent à nous*. Les haubans, les vergues, le pont, la dunette, l'avant surtout, sont à l'instant couverts de marins. Des cris de joie se font entendre, et le désir de combattre se manifeste sur toutes les figures. Les lunettes sont braquées, et ce qui ne paraissait d'abord qu'un point dans l'horizon est reconnu pour une flotte ennemie. C'était celle des Anglais, forte de vingt-six vaisseaux de ligne, et commandée par l'amiral Howe.

Tous les équipages, animés de cette haine profonde qui tiendra toujours les deux peuples divisés, demandaient à grands cris qu'on les menât au combat. Mais Villaret-Joyeuse, fidèle à ses instructions, était loin de répondre à ces invitations du courage et de la bravoure. Décidé à éviter le combat pour suivre sa route, il donnait déjà les signaux pour manœuvrer en conséquence, quand Jean Bon Saint-André, témoin et comme électrisé par l'enthousiasme de l'armée, prend sur lui de désobéir aux ordres du Comité de salut public, et commande à l'amiral de se préparer à une bataille. En vain celui-ci représente les dangers que peut courir, en cas d'échec, le précieux convoi qu'on attendait. La volonté du représentant du peuple reste formelle; il faut s'y soumettre.

Le signal de *branle-bas général partout* est donné; l'armée se forme sur une seule ligne, et l'on marche à l'ennemi, qui semblait manœuvrer pour gagner le vent, et éviter un engagement que les Français n'eussent point dû chercher malgré lui. Cependant sur le soir, l'amiral Howe se décida à répondre aux menaces de ses adversaires. Son arrière-garde s'avança contre celle de Villaret. Au lieu de tenter de la couper et de l'attaquer avec vigueur avant l'arrivée du corps de l'armée an-

vement contre l'étourdi dont la maladresse l'avait presque renversé. Le jeune Bouvet, qui se trouvait à côté de lui, et qui riait à gorge déployée de sa colère, lui dit d'un grand sang-froid :

Ecce tricornigeri veniunt, nigra agmina, patres,

faisant allusion à la proue de ce navire, qui représentait le saint fondateur des jésuites, Loyola, en long manteau noir. A cette époque, la rade, le port de Brest et la rivière de Landerneau étaient encombrés de prises anglaises, dont les pavillons renversés étaient *à la traine*.

glaise, l'amiral français commit la faute de faire signal à son avant-garde de forcer de voiles; ce mouvement fut suivi par tout son corps de bataille. Cependant, par l'effet des vents qui contrariaient les manœuvres des deux partis, le combat ne devint point général, et n'eut point de résultat sérieux. Le vaisseau amiral *la Montagne* occupait le centre de l'armée française, et la distance des eaux était telle que dans cette affaire, qui dura plus d'une heure, le feu seul des canons et les boulets rouges furent aperçus, et qu'aucune détonation ne se faisait entendre. Les Anglais ne parurent point avoir éprouvé beaucoup de mal; mais le vaisseau français *le Révolutionnaire* fut très-maltraité. Deux vaisseaux anglais parvinrent à le prendre en poupe, tandis que deux autres foudroyaient son babord. Quoique accablé par des forces supérieures, démâté et privé de presque toutes ses voiles, *le Révolutionnaire* réussit à se faire remorquer à Rochefort. La flotte se trouva ainsi réduite à vingt-cinq vaisseaux, dont trois à trois ponts.

Il était nuit, et la flotte française avait hissé des fanaux à tous ses mâts d'artimon. Les Anglais finirent par imiter cet exemple, après avoir longtemps hésité à le faire, et les deux flottes purent enfin s'apercevoir. Quand le jour parut, les Français étaient toujours maîtres du vent. Les deux armées défilèrent deux fois l'une sur l'autre, mais presque hors de portée. On s'esseyait. Les boulets venaient mourir auprès des vaisseaux, en traçant de longs sillons sur l'onde tranquille.

Enfin Villaret donna l'ordre d'arriver, et il fit signal qu'il voulait une action décisive. Il l'aurait obtenue en faisant arriver son armée tout entière en dépendant sur celle de l'ennemi, afin de déployer en même temps toutes les forces françaises, et d'empêcher l'amiral Howe, en le serrant, de gagner le vent. Le signal de serrer l'ennemi au feu fut seulement donné à l'avant-garde; elle fut désemparée. Alors l'amiral français demanda, par un autre signal, si elle pouvait virer vent devant. La réponse ayant été négative, il se décida à faire virer son armée en même temps; mais les Anglais, le prîmant de manœuvre, avaient déjà reviré, et étaient venus combattre l'arrière-garde en gagnant la vitesse du vent. *Le Patriote,* de 74 canons, ayant à son bord 550 malades, ne prit qu'une faible part à ce combat

1794 — an II. France.

du 29 contre l'armée anglaise, forte de 28 vaisseaux, dont 10 à trois ponts.

L'amiral Howe, s'apercevant alors que le signal qu'il avait fait de couper la ligne française n'avait pas été bien compris par l'avant-garde de son escadre, vira de bord sur les deux heures, et pénétra seul dans cette ligne avec son vaisseau amiral, *la Reine-Charlotte*, de 120 canons. Les vaisseaux de son arrière-garde coupèrent la ligne française derrière *le Terrible* et entourèrent le *Tyrannicide* et *l'Indomptable*, dont les capitaine Dordelin et Lamel eurent à combattre les deux tiers de l'armée ennemie pendant plus d'une heure. Pendant quelque temps, Howe courut la même bordée que la flotte française, s'éleva ensuite pour canonner un vaisseau à trois ponts, *le Vengeur*, avarié dans ses agrès, qui s'efforçait de rentrer dans la ligne, et qui deux jours après donnera ce bel exemple d'héroïsme que la poésie s'empressa de célébrer. *Le Bellérophon* et *le Léviathan*, vaisseaux anglais qui avaient voulu imiter la manœuvre de leur amiral, furent vigoureusement repoussés et obligés de se prolonger bord à bord de la ligne française jusqu'au delà de leur arrière-garde. En courant ainsi à contre-bord, le vent étant frais, ils essuyèrent le feu successif de tous nos vaisseaux pendant douze minutes. Ces deux vaisseaux demeurèrent ainsi séparés de leur flotte jusqu'au 1er juin. Les vaisseaux *l'Indomptable* et *le Montagnard* furent si maltraités dans cette journée du 29, qu'ils ne purent se trouver à l'affaire du 1er juin.

Mais pendant que le combat se soutenait sans trop d'ardeur de part et d'autre, une brume épaisse, qui s'éleva vers le soir sur l'Océan, vint tout à coup répandre les ténèbres au milieu des combattants, et les forcer de cesser tout engagement. Ne s'apercevant plus que dans les éclaircies et à la faveur des fanaux allumés sur leurs bords, les deux flottes n'osèrent plus agir l'une contre l'autre. Cette brume dura deux jours, et ne commença à se dissiper que le 1er juin au matin. Pendant ces deux jours l'armée française, dans l'impossibilité de rien entrevoir autour d'elle, manœuvra continuellement à la voile, et les eaux ne furent conservées qu'au moyen de coups de pistolets tirés de temps en temps. Cinq vaisseaux : *le Juste*, capitaine Blavet;

l'América, capitaine l'Héritier ; *le Northumberland*, capitaine Étienne; *l'Achille* et *l'Impétueux* s'étaient joints à l'escadre de Brest, dont ils formaient l'arrière-garde.

Quand enfin parut le 1er juin, ce jour à jamais célèbre dans la marine française, la mer était houleuse et moutonnait; le soleil brillait de tout l'éclat de ses feux, et l'on put voir que l'ennemi, dont les forces s'étaient augmentées, avait profité pour gagner le vent, des brumes épaisses qui couvrirent la mer le 30 et le 31 mai. L'amiral anglais fit, à sept heures, le signal pour se porter sur la ligne française, et ordonna à ses vaisseaux de gouverner de manière à combattre bord à bord le vaisseau qui lui serait opposé. Aussitôt on vit cette flotte s'avancer à pleines voiles, dans un ordre parfait et sur une ligne oblique, vers l'escadre française, dont tous les vaisseaux étaient également bien alignés et disposés au combat. De toutes parts, et sur tous les bords, retentissaient ces airs guerriers par lesquels les Français s'excitaient à la valeur et promettaient de vaincre ou de mourir pour la patrie.

L'action ne tarda pas à s'engager et à devenir générale. L'histoire en offre peu qui aient été aussi glorieuses et aussi meurtrières pour les deux nations. Les vaisseaux s'approchèrent à portée du pistolet, et s'envoyèrent d'abord de nombreuses décharges d'artillerie. Si l'amiral anglais eût dirigé son attaque de manière que chacun de ses vaisseaux eût eu à combattre un des nôtres, nous nous en serions tirés avec plus d'avantage ; mais il avait ordonné à son avant-garde d'aller former l'arrière-garde, de sorte que son corps de bataille, qu'il commandait en personne, se trouva former son avant-garde, et il vint lui-même avec ce corps attaquer notre centre ; notre avant-garde se trouva donc sans ennemi, tandis que notre corps de bataille, et plus encore notre arrière-garde, se trouvèrent écrasés, parce que les vaisseaux de l'arrière-garde ennemie débordaient la nôtre de six vaisseaux, de sorte que plus nos vaisseaux se trouvèrent de l'arrière, plus ils eurent à souffrir.

Bientôt la mêlée devient horrible, on se bat avec un acharnement égal à la haine que se portent les deux peuples. La confusion ne tarde pas à se mettre dans les manœuvres. Elle devient telle que le Français tire sur le Français, l'Anglais sur

1794 — an II. France. l'Anglais, et que les signaux ne peuvent plus être aperçus ni compris.

Les drisses ont disparu ; les pavillons tombent et sont à l'instant *cloutés*. Les voiles vent-dessus, vent-dedans (en panne), n'offrent plus que d'inutiles lambeaux. Les mâts restés debout sont criblés de boulets; car l'Anglais spéculateur, visait à démâter les vaisseaux français, tandis que ceux-ci s'efforçaient de couler bas leurs rivaux. Le feu de l'artillerie était si terrible, il était servi avec une activité si prodigieuse, que la foudre elle-même eût vainement éclaté sans se faire entendre au milieu de plus de quatre mille pièces de canon vomissant ensemble et la destruction et la mort, à travers d'épais tourbillons de fumée qui voilaient la lumiere même du soleil.

Cependant l'amiral Howe, furieux de voir que des Français, dont la moitié connaissaient à peine la mer, lui disputaient si bravement la victoire, faisait les plus grands efforts pour la ranger sous son pavillon. Lui-même, au commencement du combat, avait canonné *la Montagne*, monté par Villaret-Joyeuse. Mais ce vaisseau, vigoureusement aidé par ses deux matelots d'avant et d'arrière, avait riposté avec tant d'avantage au feu redoublé de l'Anglais, que plusieurs fois celui-ci s'était vu obligé de reculer. Enfin, sur le midi, le matelot d'arrière de l'amiral français, *le Jacobin*, qui jusqu'alors avait combattu avec le plus grand courage, fait tout à coup une fausse manœuvre, cède imprudemment au vent, longe *la Montagne,* et se montre bientôt à demi-portée de canon. Tel est le désordre qui règne parmi son équipage, que, dans cette nouvelle position, il continue son feu, et ne s'aperçoit plus qu'il le dirige sur le vaisseau même qu'il devait protéger, sur l'amiral. Des Français sont tués par des Français dans cette fatale circonstance.

Cette fausse et pernicieuse manœuvre du *Jacobin* mettait à découvert *la Montagne*, et compromettait singulièrement sa sûreté. En effet l'amiral Howe, qui n'avait point tardé à s'apercevoir du vide occasionné par la retraite de ce matelot d'arrière, saisit habilement ce moment, force de voiles, coupe la ligne, et fait en même temps le signal pour que chaque vaisseau porte dans l'armée française. L'intervalle perdu donne à l'amiral Howe la facilité d'approcher *la Montagne* à la

hanche. Suivi de deux vaisseaux à trois ponts et de trois autres inférieurs en force, il entoure l'amiral français et lui livre à quart de tribord un combat à outrance dont les annales de la marine offrent peu d'exemples. 1794 — an II. France.

La Montagne fut longtemps canonnée avec avantage par *la Reine Charlotte* (l'amiral anglais) avant d'avoir pu présenter le côté à son ennemi. Enfin Villaret parvient à prendre cette position. Les deux armées se trouvaient alors mêlées et confondues. Les marins français, jaloux de la gloire des guerriers de la terre, combattaient avec enthousiasme : *La victoire ou la mort!* telle était la devise inscrite en lettres d'or sur les pavillons bleus arborés à bord de leurs vaisseaux. Toutes leurs actions montraient qu'ils ne voulaient pas être parjures. Ils se battaient avec la plus rare bravoure, et l'intrépidité des nouvelles recrues rivalisait avec celle des vieux marins. Tous oubliaient la mobilité de l'élément sur lequel ils donnaient ou recevaient la mort. L'image d'un péril imminent était écartée par l'idée seule de triompher, et l'horrible détonation des bouches à feu, la sombre fumée qui s'élevait de toutes parts en nuages immenses et noirs dissimulait à chaque combattant les victimes immolées presque sous sa vue.

Mais de tous les vaisseaux français celui qui se trouvait attaqué avec le plus de fureur était *la Montagne*. Entouré par les vaisseaux anglais, il demeura pendant deux heures invisible au reste de la flotte. Bientôt *la Reine-Charlotte* veut tenter l'abordage, les vergues touchent les vergues, et s'entrelacent; les deux énormes vaisseaux se choquent et s'entr'ouvrent. Les canonniers des deux bords, privés de l'espace nécessaire pour manœuvrer, s'attaquent à coups d'écouvillons. Frappé du spectacle dont ses yeux sont témoins, Jean Bon Saint-André ne peut surmonter la frayeur qu'il éprouve, et, pour éviter le danger, il se hâte de descendre à la première batterie.

Cependant l'amiral français, devinant le dessein de Howe, essaie lui-même de le prévenir. L'ordre d'aborder sort de sa bouche avant que les Anglais aient réussi à le tenter. Les grappins se balancent, et Howe va connaître sur son propre bord ce que peut la valeur française animée par le patriotisme. Mais déjà il a su apprécier l'intrépidité de ses rivaux; et, prudent, il sa-

1794 — an II. France. crifie quelques cordages, et se retire sous le vent, à la distance de plusieurs toises.

Plus libre dans sa manœuvre, l'artillerie française s'efforce alors de lutter contre celle des Anglais. Les canonniers mettent dans leurs pièces des boulets ronds, des boulets ramés et des grappes de raisin. Ces meurtriers instruments de carnage sèment la mort sur le bord ennemi. Mais lui-même riposte avec non moins de succès : le gouvernail de *la Montagne* est arraché et l'étambot brisé à ses gonds, à ses pentures. Deux des sabords de la sainte-barbe à tribord n'en forment plus qu'un; le feu se manifeste à sa seconde galerie. L'amiral Villaret lui-même est renversé de son banc de quart, qui saute en éclats; Villaret, sans se déconcerter, se relève et fait rétablir le banc de quart. Un boulet coupe une longue-vue dans les mains du froid et valeureux Delmotte, major-général. L'intendant Rassé, le capitaine de pavillon Bazire, tombent emportés par le même coup; à côté du grand et brave Vignot, Hue de Granville a le ventre entr'ouvert; Cordier se fait comprimer avec un ceinturon d'épée le tibia, qu'un boulet lui a brisé en esquilles, et reste à son poste. Chardon, de Lorient, tombe blessé à la cuisse[1]; Gérard, de Dieppe, meurt; le courageux Angot, de Saint-Valery en Caux, est frappé d'une balle au talon, se fait panser et remonte sur le pont. Le couronnement du vaisseau porte, empreinte dans ses moulures et dans ses ornements, la cervelle des malheureux lieutenants de Villaret et des pilotes côtiers tués à la barre du gouvernail. L'entre-pont du vaisseau est jonché de cadavres que l'on n'a pas même le temps de jeter à la mer, et c'est dans le sang de leurs camarades que les marins français vont chercher et affronter un destin semblable.

Il est inconcevable que les forces anglaises, quintuplées autour de la *Montagne*, ne fussent pas encore parvenues à la couler, malgré plus de deux cent cinquante boulets qu'avait

[1] Sa blessure était si grave, qu'il fallut lui faire l'amputation. L'intrépide Français ne perdit rien de sa gaieté pendant l'opération. Au moment où le chirurgien de *la Montagne*, Chappon, commençait à trancher les chairs : « C'est dommage, dit Chardon en riant; que de regrets pour les belles de Lorient! »

reçus à fleur d'eau son seul tribord. Le pavillon national flotte toujours à la misaine, au grand mât et à l'artimon. Cependant, l'habitacle était détruit ; le sablier, la fleur-de-lis de la boussole, remplacée sur les autres bords par le bonnet de la liberté, ont totalement disparu. Le pont n'a, pour ainsi dire, plus de combattants, les troisième et seconde batteries sont privées de leurs généreux défenseurs. Le spectacle de la destruction se montre sur toute l'étendue du vaisseau. Des canons sont démontés, d'autres sont fendus à leur bouche par des boulets ennemis que le hasard y a introduits ; plusieurs boutons de culasse, repoussés eux-mêmes par une force irrésistible, ont doublé l'effet du projectile. Les gaillards d'arrière et d'avant, la chaloupe, les canots qu'elle encaisse sont percés à jour. 1794 — an II. France.

Cinq fois de suite, à babord et à tribord, les canonniers des pièces de chasse ont été tués, et, sans que l'ordre eût été donné de les remplacer, de nouveaux braves leur succèdent ; et sur les corps fumants de leurs infortunés camarades, se disputent la gloire de venger leur trépas. Pendant un quart d'heure, la poulaine est le poste d'honneur. On voit jusqu'à des mousses, des enfants de dix ans, oublier le service des gargousses, saisir le boutefeu, et lancer gaiement la mort sur les Anglais. Tout à coup, des caisses remplies de cartouches prennent feu sur la dunette, éclatent, et tuent la moitié des timoniers à côté de leur chef Demay et du sous-lieutenant James. Ce dernier désastre répand la terreur parmi le petit nombre de braves qui restent encore vivants sur *la Montagne*. Le contre-amiral lui-même tourne involontairement la tête, et ce mouvement, qui dénote tous les dangers dont on est entouré, exalte au contraire le courage du jeune Bouvet de Cressé [1], chef de l'imprimerie de l'escadre, et lui inspire un dessein hardi, qui bientôt va sauver le vaisseau amiral et les glorieux débris de son équipage.

L'amiral Howe, témoin des pertes que faisait *la Montagne*, avait profité du ralentissement de son feu pour se rapprocher d'elle. Au moment de la détonation des caisses de cartouches il n'était plus qu'à demi-portée de canon. Bouvet, qui a déjà reçu trois blessures, et dont le bras gauche est en écharpe,

[1] Depuis maître de pension à Paris.

1794 — an II. France.

voit *la Reine-Charlotte* faire force de voiles, et demande audacieusement à Villaret la permission de balayer le pont de l'amiral anglais. « Saisissez la lame; mais vous vous ferez tuer, lui dit Villaret. — Tant mieux, répond le généreux jeune homme; je serai content si ma mort est utile à la patrie. » L'amiral français sourit, et lui serre la main.

Bouvet se glisse et monte en rampant de degré en degré. Les Anglais tirent sur lui du haut des hunes, et avec des espingoles, à demi-portée de pistolet. L'aspect d'une mort presque certaine ne ralentit point son intrépide audace. Les balles criblent ses habits; son chapeau est percé en trois endroits; cinq nouvelles blessures sont le prix de son courage et de sa témérité. Bouvet, parvenu au but de ses efforts, se réjouit de voir son sang couler, met le feu à la caronade de 56 à tribord, et a le bonheur de voir son audace couronnée d'un plein succès.

L'effet de cette caronade, pointée contre le gaillard d'arrière de *la Reine-Charlotte*, fut si prompt, qu'aussitôt l'amiral Howe hissa toutes ses voiles, prit chasse, fit signal aux siens de le suivre, et laissa l'immobile *Montagne* (toujours vent-dessus, vent-dedans) entourée au loin de pontons, notamment, à tribord, du *Terrible*, et libre enfin sur une mer calme et couverte de gaz phosphorescent, de débris de vaisseaux, de cadavres et de sang. Ainsi la valeur d'un seul homme donnait la victoire au vaisseau amiral, et l'arrachait des mains des Anglais, fuyant à toutes voiles [1]

Mais tandis que *la Montagne* donnait à l'ennemi un si bel exemple de la bravoure des Français et de leur opiniâtreté à se défendre, le combat n'était pas moins violent entre les autres vaisseaux des deux flottes. La plupart avaient perdu leurs mâts et la moitié de leurs équipages; les canons étaient démontés, les agrès détruits, et plusieurs avaient amené leur

[1] Le 26 février 1795, la Convention nationale, sur le rapport de Desbourges, membre du comité de secours, décréta qu'il serait délivré au jeune Bouvet une gratification de 300 francs, en dédommagement du temps perdu dans son emploi pendant le pansement de ses huit blessures, et en même temps comme une récompense nationale pour le courage qu'il avait montré dans le combat naval du 1er juin.

pavillon..... Un autre vaisseau français, *le Vengeur*, avait riva- 1794 — an II. France.
lisé de gloire avec *la Montagne*, et venait de donner au monde un nouvel exemple d'héroïsme inconnu jusqu'alors.

Ce vaisseau, qui, dans le combat du 29 mai, avait commis la faute de s'écarter trop de la ligne, avait juré de la réparer, et de venger son honneur à force de dévouement. Abordé par le vaisseau anglais *le Brunswick*, et bientôt entouré par deux autres vaisseaux, *le Vengeur* soutint longtemps, contre ces forces supérieures, un combat que l'excès de la valeur pouvait seul rendre égal. Les Anglais faisaient contre lui un feu si meutrier, que bientôt l'équipage se vit réduit de moitié. Les braves emportés par la mitraille périssaient après avoir fait des prodiges de valeur.

Cependant l'intrépide équipage du *Vengeur* redouble son feu, oppose à l'attaque toujours plus vive des Anglais une défense toujours plus opiniâtre. Les décharges d'artillerie sont servies avec tant d'activité, et sont dirigées avec tant de précision, que le vaisseau *le Brunswick*, qui, le premier, avait abordé, est obligé de s'éloigner. Mais les deux autres vaisseaux redoublent d'efforts. *Le Vengeur* voit toute sa mâture abattue ; criblé et comme transpercé de coups de canon, il reçoit de toutes parts l'eau à son fond de cale. Les généreux marins qui le montaient prennent alors une résolution désespérée, et qu'on peut comparer aux actes de dévouement les plus sublimes de l'ancienne Rome. Au lieu de chercher à sauver sa vie en se rendant prisonnier au moment où le vaisseau menaçait de couler bas, l'équipage décharge sa bordée quand déjà les derniers canons sont à fleur d'eau ; les marins remontent ensuite sur le pont, attachent le pavillon français, de crainte qu'il ne surnage, et les bras levés vers le ciel, agitant en l'air leurs chapeaux, ils descendent comme en triomphe, et aux cris mille fois répétés de *Vive la république ! Vive la liberté et la France !* dans l'abîme qui devient pour eux la plus glorieuse des sépultures. Le capitaine Renaudin, son frère, quelques autres officiers et une quarantaine d'hommes, s'étaient jetés dans des chaloupes, et, recueillis par les Anglais, échappèrent seuls à ce désastre volontaire [1].

Le Mucius et *le Jemappes* furent assaillis par tant d'enne-

[1] Des Français, sans doute peu amis de la gloire nationale, ont révoqué

1794 — an II. Farnce. mis, que leurs trois bas mâts furent abattus. Ils firent des manœuvres pour rallier l'amiral ; ils se remâtèrent et entrerent avec lui à Bertheaume, ainsi que le *Scipion*, qui était le serre-file, c'est-à-dire le dernier vaisseau de notre ligne. Le vaisseau ennemi qui lui était opposé, et les six qui le suivaient, lui envoyèrent de terribles bordées, en se relevant les uns les autres ; il leur riposta vigoureusement, et leur tira quatorze cent quarante coups de canon de ses batteries, sans compter ceux qui furent tirés des gaillards ; cependant ses trois bas mâts furent abattus par les boulets de tant d'ennemis réunis contre lui, dix-sept de ses canons eurent la volée emportée, ses fourneaux furent brisés par l'effet de l'artillerie ennemie, les boulets rouges dont ils étaient pleins se répandirent sur le pont, et menaçaient d'incen-

en doute ce sublime exemple de dévoument donné par l'équipage du *Vengeur;* cependant il n'est point de faits historiques qui soient appuyés sur des preuves plus convaincantes. Les Anglais eux-mêmes se sont empressés de signaler la bravoure de leurs rivaux dans cette circonstance. Entre autres témoignages, d'autant plus irrécusables qu'ils nous viennent des bords de la Tamise, nous citerons deux passages de leurs journaux du temps. Le premier est extrait du *Morning*, à la date du 16 juin 1794 :

« Les partisans de la guerre actuelle, dit le journaliste, par suite de leur respect pour la vérité, et avec leur bonne foi ordinaire, continuent d'assurer que la peur seule produit dans l'âme des Français cet étonnant enthousiasme et cette puissante énergie dont nous sommes tous les jours les témoins. Voici une preuve de ce qu'ils avancent. Dans la brillante action navale qui vient d'avoir lieu, l'équipage d'un vaisseau français, au moment où il coulait bas, fit entendre unanimement les cris de *vive la république! vive la liberté!* et s'est abîmé avec son pavillon et ses flammes aux couleurs nationales flottant de toutes parts. Cette expression d'attachement à la république, cette passion dominante de la liberté, qui l'emporte sur l'horreur même de la mort, est-elle donc ici l'effet de la force ou de la peur ? »

Le second témoignage est extrait d'un autre journal anglais, qui cite ce passage d'une lettre écrite par un officier présent à l'action :

« Vous savez, sans doute, que la flotte française en est venue aux mains avec celle du lord Howe. L'action a été une des plus chaudes qu'on ait vues jusqu'ici sur mer. Les Français se sont battus en désespérés. Ils n'ont point manqué de courage. Entre autres traits de bravoure, un de leurs vaisseaux, se voyant sur le point de couler bas, déchargea sa dernière bordée, au moment que déjà l'eau effleurait ses dernier canons ; ensuite les matelots attachèrent leur pavillon, sans doute pour qu'il ne tombât point en notre pouvoir, et se laissèrent engloutir dans les ondes, plutôt que de se rendre. L'histoire ne nous fournit point de trait de bravoure semblable. »

cier le vaisseau. Au moment où l'on s'occupait de prévenir ce malheur, *le Scipion*, qui n'était plus qu'une carcasse armée, eut à combattre à la demi-portée du pistolet le vaisseau commandant de l'arrière-garde ennemie portant cent canons, et qui n'avait encore pris qu'une très-petite part au combat. Dans cette position critique, quoiqu'il eût 64 hommes tués et 151 blessés, l'artillerie du *Scipion* fut si bien servie, si bien dirigée, et son feu ordonné si à propos, que son formidable ennemi, ne pouvant le soutenir, fut forcé d'abandonner le combat; *le Scipion* se remâta sur le champ de bataille, doubla la tête de l'armée ennemie qui avait reviré pour lui couper la retraite, rallia l'amiral et rentra à Brest. Il est juste de rendre hommage à la conduite des Français qui montaient ces trois vaisseaux.

1794 — an II. France.

Cependant l'arrière-garde de la flotte française, composée de six gros vaisseaux de ligne, était toujours aux prises avec les Anglais, qui avaient porté de ce côté tous leurs efforts. Six vaisseaux, serrés de près par l'escadre entière de l'amiral Howe, étaient dans l'impuissance de se défendre. Les signaux de détresse apprenaient à Villaret-Joyeuse le danger qu'ils couraient, et en même temps la facilité de les dégager. « Il suffisait, dit M. de Kerguelen, pour rallier ces six vaisseaux, et pour prendre deux vaisseaux anglais démâtés, de virer simplement de bord; » aussi l'amiral français s'était empressé de faire signal à cette arrière-garde qu'il allait voler à son secours. Déjà l'avant-garde qui avait paru voguer jusque-là à pleines voiles, se préparait à revirer pour combattre; six vaisseaux français pouvaient ainsi être ravis aux Anglais, qui semblaient eux-mêmes s'étonner qu'on leur abandonnât une si riche proie; mais Jean Bon Saint-André sortit de la première batterie, où il s'était réfugié pendant le combat de *la Montagne* contre l'amiral Howe. Il est pénible de rappeler cet acte de faiblesse de la part d'un représentant du peuple, dont le devoir était de chercher à ranimer le courage des marins s'ils eussent été capables d'en manquer : il n'en coûte pas moins de parler de la défense positive que Jean Bon Saint-André fit à l'amiral Villaret-Joyeuse de retourner au combat. C'est sur le pont de *la Montagne*, en présence de tous les marins assemblés, que ce commissaire de la Convention intimait

1794 — an II. France.

un ordre si peu conforme à l'honneur et aux intérêts de la nation. L'équipage, indigné, éclatait en murmures. Plusieurs des braves qui avaient reçu dans le combat d'honorables blessures, et brûlaient du désir d'en recevoir encore, voulaient se jeter sur le représentant, et parlaient de le lancer à la mer; mais Villaret, qu'effrayait la guillotine, devenue permanente à Brest comme à Paris, donna le signal de la retraite.

L'arrière-garde française se voyait ainsi abandonnée par le gros de la flotte. N'espérant plus de secours, ayant perdu la moitié de ses combattants, ses vaisseaux étant remplis d'eau dans la cale et quelques-uns menacés du feu, se voyant entourée d'ennemis, cette malheureuse partie de l'escadre, après que tous ses équipages, officiers et soldats eurent fait des prodiges de valeur et tout ce qu'on pouvait attendre d'hommes qu'animaient l'amour de la patrie et l'honneur de la marine française, fit signal qu'elle se rendait. Les Anglais l'amarinèrent au moment où il n'y avait plus sur les vaisseaux ni pavillon, ni bâton de pavillon : tous étaient ras comme des pontons. Les six vaisseaux restés prisonniers étaient *le Juste*, *l'América*, *l'Achille*, *le Northumberland*, *le Sans-Pareil* et *l'Impétueux*[1]. Ce dernier brûla, deux mois après, dans le port de Portsmouth. Les Anglais avaient eux-mêmes perdu plusieurs vaisseaux. Ils avaient éprouvé une perte énorme dans leurs équipages. Leur flotte était si maltraitée, que l'amiral Howe, à la seule apparence d'un renouvellement de combat, se serait hâté de fuir. La conduite de Jean Bon Saint-André privait donc les Français d'une victoire presque certaine, et faisait perdre six vaisseaux à la république. Ce représentant avait donc ainsi, dans cette circonstance, commis deux fautes également préjudiciables à l'intérêt de l'État : la première, d'avoir forcé Villaret à livrer bataille, et la seconde, de l'avoir empêché de terminer le combat par un triomphe

Le reste de l'armée française avait mis à la voile pour retourner sur les côtes de France. Elle était désormais incapable de suivre sa première destination, et d'aller protéger l'important convoi qui arrivait d'Amérique. Ainsi, par suite d'une faute

[1] Les noms de presque tous ces vaisseaux avaient été changés à Brest avant le combat.

bien grave sans doute, les Anglais pouvaient s'emparer aisément et avec sécurité des subsistances qui devaient sauver de la famine les côtes françaises de l'Océan. Dans sa route vers Brest, Villaret-Joyeuse rencontra une escadre de dix-sept vaisseaux, qu'à leur mâture, leur coupe et surtout leur beaupré, on reconnut pour Anglais. Cette escadre, qui ignorait le combat livré contre celle de l'amiral Howe, évitait avec le plus grand soin un engagement. Aucun des vaisseaux n'osa même arborer son pavillon. La flotte française, après les avoir inutilement poursuivis et chassés pendant cinq heures, mouilla dans la mauvaise rade de Bertheaume.

Villaret y trouva une escadre toute fraîche qui venait de Cancale. Dans la crainte que les dix-sept vaisseaux anglais ne s'emparassent du convoi d'Amérique, il voulait profiter de ce renfort, et voler à leur poursuite; mais Jean Bon Saint-André, par un entêtement et pour des motifs que l'on ne peut concevoir, s'opposa encore à l'exécution de cette sage mesure. Peut-être ce représentant du peuple appréhendait-il à la fois d'avoir fait d'un côté bien plus, et de l'autre bien moins qu'il ne devait. La flotte resta donc à Bertheaume, parce qu'on rougissait de rentrer à Brest avec un déficit de sept vaisseaux, de 5,000 hommes faits prisonniers, et de plus de 3,000 tués ou morts de leurs blessures. Ce séjour à Bertheaume était encore une imprudence, puisque les vaisseaux désemparés n'y sont point en sûreté lorsque les vents soufflent du sud au sud-sud-ouest. On a vu plusieurs fois des vaisseaux mouillés dans cette rade, dont le fond est un sable sec, obligés de couper leurs câbles pour se réfugier à Brest. Cependant on craignait tant de se montrer dans ce port, qu'on fit venir de la ville les mâtures, les voiles de rechange, et notamment le nouveau gouvernail de *la Montagne*.

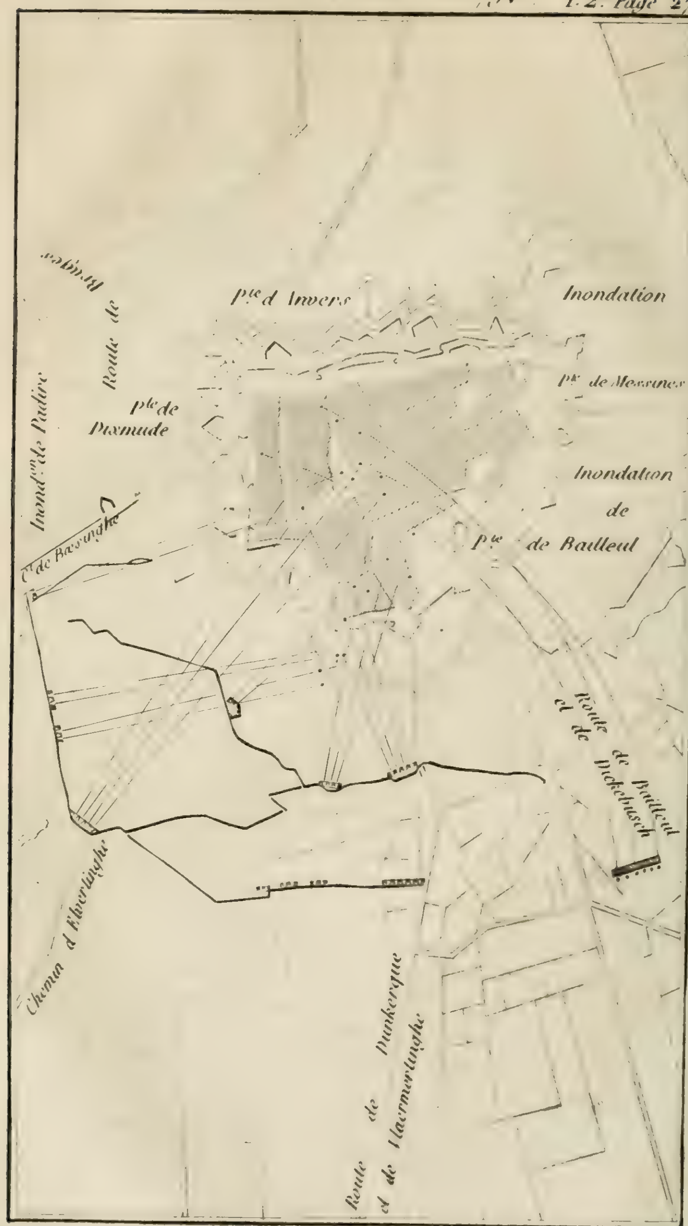
L'alarme se répandit sur les côtes de l'Océan quand on apprit que le convoi, attendu avec tant d'impatience, n'était plus protégé. Les habitants, qui manquaient de pain, se croyaient déjà livrés à toutes les horreurs de la famine. Heureusement, et quelques jours après le combat du 1er juin, le convoi parut à la vue de Brest, et fit son entrée dans le port. Vanstable, qui l'escortait avec deux vaisseaux de ligne, avait traversé le champ de bataille des deux flottes. A l'aspect des mâtures et autres débris

1794 — an II. France. qui couvraient la mer, il avait d'abord hésité s'il continuerait à suivre la même route. Il pouvait craindre que les Anglais, vainqueurs, ne fussent toujours en mer. Mais l'abondance même des débris, indices du combat, fut en même temps pour lui la preuve que ce combat avait dû être terrible pour les deux partis, et que par conséquent le vainqueur et le vaincu devaient également avoir eu besoin de faire voiles vers leurs ports respectifs, pour réparer leurs avaries. Rassuré par cette considération, Vanstable s'était décidé à continuer sa marche, et avait été assez heureux pour ne point être rencontré par les dix-sept vaisseaux anglais qui croisaient dans ces parages [1].

Par un inconcevable délire, et qui prouve le peu de confiance que méritent quelques documents officiels de cette époque historique, celui qui seul avait causé le désastre du 1er juin, Jean Bon Saint-André, dans le rapport qu'il adressa à la Convention sur cette journée, la peignit comme une victoire signalée remportée sur les Anglais. Il fit plus, il osa même assurer que les six vaisseaux amarinés par l'ennemi avaient été laissés en mer pour poursuivre les vaincus. Il débitait un rapport inexact, quand déjà les six vaisseaux, traînés à la suite de l'ennemi, ornaient son triomphe au moment de son entrée dans le port de Portsmouth, où l'amiral anglais vint jeter l'ancre aux acclamations de tous ses compatriotes, et fut visité à son bord par la famille royale. Aucune voix ne fut assez franche pour s'élever contre le récit du commissaire conventionnel, et son imitateur Barrère de Vieuzac, membre du Comité de salut public, vint encore enchérir sur lui, et soutenir, à la face de la représentation nationale, que les Français étaient victorieux sur mer en même temps qu'ils l'étaient sur terre. La Convention, trompée ou qui

[1] Aussitôt que Vanstable fut entré dans le port de Brest, il alla chez Jean Bon Saint-André, pour lui rendre compte de sa mission. Il s'en acquitta de la manière que nous venons de raconter. Villaret, qui était présent à l'entretien, fit au général les compliments qu'il méritait. « Je ne vous en ferai point, moi, dit avec sa franchise de marin Vanstable, qui ignorait la part que Jean Bon Saint-André avait eue dans le combat. Vous vous êtes battu comme un lion; mais vous vous êtes laissé prendre six vaisseaux, quand vous pouviez les sauver et en amariner un pareil nombre à l'ennemi. » Villaret n'osa répliquer. Il se souvenait d'avoir vu guillotiner son parent Kéréon.

SIÈGE D'YPRES en 1794.



1794 — an II.
France.

feignait de l'être, applaudit d'une voix unanime à ce prétendu triomphe. Elle devait applaudir à la bravoure des Français, qui ne s'était jamais montrée plus brillante que dans ce combat, mais non adresser des remercîments à Jean Bon Saint-André, qui, seul, avait paralysé la victoire.

Ce même Barrère, qui avait proclamé avec tant d'emphase la prise de Landrecies, pour exciter l'indignation nationale, et qui venait d'accréditer le récit très-équivoque du combat naval fait par son collègue, engagea l'assemblée à décréter que l'armée navale de Brest avait bien mérité de la patrie, qu'un modèle du vaisseau *le Vengeur* serait suspendu aux voûtes du Panthéon, et que le trait héroïque de dévouement de son équipage serait proposé aux peintres, aux poëtes et aux sculpteurs, pour le célébrer d'une manière digne de la reconnaissance de la patrie.

1er — 17 juin.
(Prairal.)
Belgique.

Siége et prise d'Ypres ; combats de Rousselaer et de Hooghlede. — Reportons maintenant nos regards vers la Belgique. Le combat du 23 mai, sous Tournay, n'avait presque rien changé à la position respective des armées française et alliée après la bataille de Turcoing. Au lieu d'être à Thielt, si le général Clairfait se fût trouvé réuni aux autres corps de l'armée ennemie, et que les troupes commandées par l'archiduc eussent été mises en action, il est permis de penser que l'issue de cette bataille n'eût peut-être pas été aussi favorable aux Français, et que leur gauche se fût trouvée au moins coupée de toute communication,

Pichegru venait, dans le combat du 23 mai, d'acquérir la presque conviction que les efforts qu'il pourrait faire désormais sur Tournay seraient au moins inutiles.

Le terrain coupé de la West-Flandre lui présentait un théâtre de guerre plus facile, avec les forces qu'il avait à sa disposition, et il résolut d'y opérer plus spécialement. D'un autre côté, la position de Clairfait à Thielt lui donnait le moyen de battre ce général isolément ; mais, pour parvenir à son but, il fallait tenter une entreprise qui pût attirer le général autrichien sur un champ de bataille avantageux, et Pichegru fit attaquer Ypres.

Le général Moreau chargé de cette expédition, partit de

1794 — an II. Belgique.

Menin, le 29, pour se rendre à Hondschoote, et se concerta dans ce village avec le général Michaud et le commandant du génie Dejean.

Le 1er juin, la division du général Michaud se mit en mouvement, ainsi que la brigade du général Desenfant, et ces troupes réunies se postèrent en avant d'Elverdinghe et de Vlaemertinghe. Cette première attaque n'était que simulée, pour attirer le général Clairfait de sa position de Thielt; la place d'Ypres ne fut pas même investie, et l'on se contenta d'établir deux batteries peu nombreuses sur les chaussées d'Elverdinghe et de Wlaemertinghe.

Dans le même temps, le général Pichegru concentra des troupes entre Courtray et Menin, prêtes à se porter, au besoin, sur le général Clairfait, fit faire, par les troupes du camp de Sainghin, une démonstration sur Orchies pour y attirer l'attention des alliés, et envoya quelques troupes pour faire diversion en faveur de celles qui opéraient sur la Sambre. C'est ainsi que le général Kléber se trouva à même de secourir l'armée des Ardennes engagée à Merbes-le-Château.

Ces dernières dispositions n'empêchèrent pas les Autrichiens d'envoyer sur la Sambre un corps de 20,000 hommes, que l'empereur François conduisit en personne; mais, d'un autre côté, elles obligèrent l'armée sous Tournay de rester sur la défensive, et de se retrancher dans ses positions.

Cependant, soit prévoyance ou hasard, le général Clairfait ne voulut point quitter sa position de Thielt, et Pichegru se détermina en conséquence à convertir l'attaque d'Ypres en siége régulier.

Le mouvement des 20,000 hommes de l'armée ennemie sur la Sambre lui permettait d'abandonner les garnisons de Courtray et de Menin à leur propre force, et de couvrir les troupes de siége par une armée d'observation.

La brigade du général Vandamme se porta en avant de Dikebusch, pour compléter l'investissement d'Ypres, qui reçut, le 4 juin, un renfort de 2,000 hommes.

Vandamme fit occuper toutes les positions et tous les débouchés entre l'inondation de Messine et le canal de Bœzinghe, et opéra, le 4 juin, sa jonction sur ce canal avec la division Michaud.

L'armée d'observation, composée des troupes de Souham, et commandée par Pichegru en personne, prit position entre les villages de Plasschendaele et de Langhemarcq, en avant de Zonnebecke, pour être en mesure d'appuyer le corps de siége, et de s'opposer aux entreprises de Clairfait, dont les troupes occupaient, comme nous l'avons déjà dit, la position de Thielt et celle de Therout, ayant son avant-garde à Rousselaer. 1794 — an II. Belgique..

Le soir même de l'investissement (le 5 juin), les assiégés, au nombre de 2,000 hommes, firent une sortie vigoureuse sur tout le front des chaussées de Bruges, de Rousselaer, de Courtray et de Menin. Ils parvinrent d'abord à susprendre quelques postes qui n'étaient point sur leurs gardes ; mais ils furent bientôt repoussés sur tous les points, et rentrèrent avec perte dans la ville, sans avoir pu rompre le cordon d'investissement.

Le général Laurent s'était emparé, le même jour, du fort de Cnocke, à droite du canal de Boezinghe.

Le siége ne fut pas poussé d'abord avec une grande vigueur, faute de munitions et d'artillerie suffisantes ; mais le général d'artillerie Songis fit venir un approvisionnement et des pièces de siége qu'il tira de Lille, où le grand parc de l'armée se trouvait encore depuis l'affaire du 18 mai.

Le 7 juin, la division du général Michaud, postée sur la rive droite du canal de Boezinghe, ainsi que quelques bataillons de l'armée d'observation, se virent assaillis par un corps autrichien envoyé au secours de la place. Les Français, qu'une fausse sécurité empêchait de se garder avec assez de précaution, ne reçurent point ce choc avec leur valeur accoutumée, et furent repoussés près de Merckhem. Il eût été facile à l'ennemi de se porter de suite, et sans obstacle, sur les troupes d'investissement appuyées au canal près de Saint-James, et, forçant ces dernières, de jeter par ce point du secours dans la place ; mais il ne le fit pas, et donna le temps au chef du premier bataillon d'Ille-et-Villaine Aubrée, qui commandait dans cette partie sous les ordres de Vandamme, de faire les dispositions nécessaires pour soutenir l'attaque. Elle n'eut point lieu, parce que les Autrichiens, craignant de prêter le flanc à l'armée d'observation, se retirèrent à la hâte. Pendant cette entreprise, les assiégés

1794 — an II. Belgique.

avaient redoublé leur feu et tenté plusieurs sorties partielles, qui toutes avaient été repoussées.

Les travaux de siége dirigés par le commandant Dejean, furent poussés avec plus de vigueur du 7 au 10. La parallèle, déjà commencée, fut prolongée; et sept batteries nouvelles furent ajoutées aux trois déjà établies.

Cependant le général Clairfait ne pouvait pas rester tranquille spectateur du siége d'Ypres, sans tenter au moins quelques efforts pour dégager ou secourir cette place. Jusqu'alors il s'était borné à quelques mouvements partiels pour y faire entrer plusieurs renforts, attendant d'être lui-même secouru par la grande armée; mais Cobourg ayant résolu de secourir les assiégés, Clairfait s'avança à Rousselaer et a Hooghlede, pour appuyer ce mouvement.

Pichegru fit marcher des troupes en avant de Langhemarcq, et dans ce premier engagement, qui eut lieu le 10 juin, Clairfait fut contraint de se retirer sur Thorout et Thielt, pour échapper aux divisions Souham et Despeaux qui menaçaient de l'envelopper.

Le 11, le général Moreau fit sommer le général Salis, qui commandait dans Ypres, de rendre la place; et, sur le refus de ce commandant, le feu recommença avec plus de vigueur, et les travaux furent continués avec une grande activité. Un incendie éclata dans la place, dans la nuit du 11 au 12, et ce jour-là on commença la seconde parallèle.

Le 13 juin, le général Clairfait renforcé de 8,000 Hanovriens que Cobourg lui avait envoyés, et ayant réuni tous ses détachements, renouvela à la tête de 30,000 hommes son attaque sur l'armée d'observation, dans la position que cette dernière avait prise après l'affaire du 10. La gauche des Autrichiens attaqua la position de Rousselaer, à la droite des Français, et cette droite formée de la division Despeaux fut culbutée presque aussitôt par l'impétuosité du choc ennemi. Ce premier succès allait singulièrement compromettre le reste des troupes; mais le centre était sous les ordres de Macdonald. Quoique attaqué de front et sur son flanc, cet habile général, qui occupait le plateau de Hooghlede, prit de si bonnes positions et fit si bonne contenance, que l'ennemi ne put l'entamer.

Cette résistance donna le temps au général Dewinter de se porter sur le champ de bataille avec sa brigade, et d'y rallier les troupes déjà mises en désordre. Les deux généraux faisant alors un effort combiné avec les brigades des généraux Daendels, Jardon et Salm, la position de Rousselaer est reprise, et bientôt Clairfait, vivement attaqué au pas de charge et à la baïonnette, est forcé d'abandonner une seconde fois le champ de bataille, et de se retirer sur Thielt. 1794 — an II. Belgique.

Cette action très-meurtrière eut un succès décisif, et rendit bientôt les Français maîtres de la place d'Ypres et de la West-Flandre. Cependant les Autrichiens avaient 30,000 hommes inactifs à Tournay; 9,000 Anglais venaient de débarquer à Ostende sous les ordres de lord Moyra; et il est difficile de concevoir pourquoi ces troupes ne tentèrent point de donner la main au général Clairfait dans son entreprise, vraiment nécessaire à l'intérêt des alliés. Au surplus, ceci est encore une des conséquences des mauvais plans et de l'irrésolution des mêmes alliés à cette époque. Nous aurons encore plus d'une occasion de faire la même observation dans la suite de nos récits.

Le siége fut poussé encore plus activement après ce dernier succès. Le 17 juin, vingt-huit bouches à feu tirèrent ensemble sur la place, et, pour la première fois, le feu des Français fut supérieur à celui des assiégés, qui cessa entièrement à onze heures du matin. On vit alors le drapeau blanc arboré sur les remparts.

Dans l'après-midi, le général Salis envoya un parlementaire et deux otages au général Moreau; mais, les premières propositions ayant été rejetées en grande partie par le général en chef Pichegru et par Moreau, la capitulation ne fut définitivement consentie et signée que le 18 juin (30 prairial), à trois heures du matin. La garnison, forte de 6,000 hommes, se rendit prisonnière de guerre, et fut conduite dans l'intérieur de la France.

On trouva dans la place plus de cent bouches à feu, dont une partie en bronze, près de cinquante milliers de poudre, des fusils, des bombes, des obus, des boulets en grande quantité, et des magasins remplis de grains; les particuliers avaient aussi des vivres en abondance.

1794 — an II. Belgique.

Les troupes employées au siége d'Ypres, se signalèrent à l'envi l'une de l'autre, et leur conduite mérita les éloges du général en chef. Les généraux Michaud, Vandamme, Laurent et Desenfant, furent cités avec distinction par le général Moreau, digne appréciateur d'un mérite qu'il possédait déjà lui-même à un si haut degré. Parmi les traits particuliers qui honorèrent les soldats français pendant le siége d'Ypres, nous citerons celui-ci.

On venait d'achever la construction d'une des batteries de brèche, et comme on manquait de chevaux pour conduire les pièces destinées à l'armement de cette même batterie, le quatrième bataillon du Nord, empressé de la voir en jeu, s'attela tout entier aux pièces de grosse artillerie qu'il s'agissait de placer, et parcourut ainsi un intervalle de cent cinquante toises, sous le feu plus violent des assiégés; la batterie fut armée.

Ce trait de courage et de dévouement valut à cette brave troupe, qui se distingua d'ailleurs en d'autres occasions, une lettre de félicitation que lui écrivit la Convention nationale par l'organe de son président. A cette époque, il faut bien en convenir, et des milliers de témoins existent encore pour l'attester, de pareilles récompenses agissaient encore plus fortement sur l'esprit des soldats de la patrie, que celles qui furent accordées par la suite à la bravoure individuelle.

20 juin. (2 messidor.)

Combat de Deynse. — Pichegru, après avoir mis Ypres en état de défense, marcha, le 20 juin, sur la Mandel. L'intention de ce général était d'obliquer à droite, de venir passer l'Escaut à Oudenarde, d'isoler ainsi Clairfait du corps du duc d'York, et de se lier à l'armée de Sambre-et-Meuse, pour s'associer aux grandes opérations de cette dernière.

Claifait quitta sa position de Thielt pour se retirer sur Gand. Il venait de faire occuper la petite ville de Deynse, à trois lieues de la première, lorsqu'il fut attaqué par les troupes du général Souham, qui le chassèrent de ce poste. Poursuivi jusqu'aux portes de Gand, le général Clairfait laissa au pouvoir des Français dix pièces de canon et trois cents prisonniers.

Nous ne devons point passer sous silence un trait qui honore les soldats français, et qui va prouver combien ils étaient loin

de partager le délire souvent atroce de ceux qui gouvernaient alors la France. Le décret qui ordonnait de ne plus faire de prisonniers anglais venait d'être promulgué dans les armées, et avait été reçu avec une sourde indignation par des hommes généreux, qui se promettaient bien de ne pas le mettre à exécution de sang-froid, mais qui, liés par cette obéissance passive dont on fait une vertu nécessaire à la guerre, n'avaient point osé faire éclater les sentiments que faisait naître en eux une loi aussi barbare qu'impolitique. Parmi les prisonniers faits dans le combat de Deynse, il y avait un assez bon nombre d'Hanovriens que leur qualité de sujets du roi d'Angleterre rendait passibles de la mesure sanguinaire. Un détachement les conduisit à Wielsbecke, quartier-général de Souham, où un officier d'état-major les reçut des mains d'un sergent qui commandait l'escorte. « Camarades, dit l'officier au détachement, vous allez nous mettre dans un cruel et terrible embarras ; il fallait laisser ces malheureux s'échapper où vous les avez rencontrés. — Mon officier, répond le sergent dans son langage naïf, c'est autant de coups de fusil à recevoir de moins, et nous sommes ici pour affaiblir l'ennemi. — Mais il existe une loi affreuse contre eux, et bien embarrassante pour nous. — Nous la connaissons; mais la Convention n'a pas prétendu que des soldats français fissent le métier de bourreaux. Au reste, voici nos prisonniers; envoyez-les aux représentants du peuple, et si ceux-ci sont des sauvages féroces, qu'ils les tuent et les mangent ensuite; ce n'est plus notre affaire. »

1794 — an II. Belgique.

Combats de la Croix-des-Bouquets. — L'armée des Pyrénées-Occidentales était restée longtemps dans l'inaction; mais ayant reçu quelques renforts dans les derniers jours de mai, le général en chef Muller, d'après l'ordre des commissaires conventionnels, voulut (disent quelques relations) entreprendre une expédition sur le territoire espagnol, dans l'intention de s'emparer de la vallée de Bastan, et de menacer même Pampelune, capitale de la Navarre. Il fit attaquer, à cet effet, la ligne de postes espagnols dans la vallée de Baygorry; mais ce mouvement assez mal combiné, à en juger par les détails qu'en donnent ces mêmes relations, se borna à occuper quelques postes, dont le plus important, et celui qui coûta le plus d'ef-

20 juin. (2 messidor.) France.

1794 — an II. France. forts, fut le village des Aldudes, où se distingua particulièrement l'adjudant-général Harispe. On y fit quelques prisonniers et l'on s'empara de plusieurs pièces de canon.

Quelques jours après cette expédition des Français, le général de l'armée espagnole, Caro, voulant sans doute opérer une diversion, et empêcher le général Muller de mettre à exécution le projet d'invasion dans les vallées de Bastan et de Roncevaux, réunit 10 à 12,000 hommes sur la Bidassoa. Le 23 juin, ce corps de troupes, partagé en quatre colonnes, s'ébranle à la fois. Le général Escalante, à la tète de la premiere colonne, se porte des hauteurs de Berra sur la montagne de Mandal. Le marquis de la Romana, parti de Biriatou, marche sur le Mont-Diamant et sur le Mont-Verd. Le lieutenant général don Juan attaque les positions en avant d'Andaye. La colonne d'Escalante, après une assez grande résistance de la part des Français, parvient à occuper les postes de Mandal, du rocher et du calvaire d'Urrugne. La Romana obtient le même succès dans son attaque; mais sur la gauche des Espagnols, les colonnes des généraux Gil et Camesfort sont moins heureuses. Le poste de la Croix des Bouquets tient ferme, donne le temps au général Frégeville de rallier les différents détachements qui venaient de se replier devant les Espagnols, et permet au général en chef Muller d'envoyer un renfort considérable tiré du camp des Sans-Culottes. L'action change alors de face, et les Espagnols sont attaqués à leur tour avec une grande impétuosité. Les colonnes de la gauche des Espagnols sont sont culbutées et cherchent à se rallier aux troupes d'Escalante et de la Romana, parmi lesquelles le désordre ne tarda pas à s'introduire. Frégeville continue à poursuivre son ennemi la baïonnette dans les reins; les positions prises par les Espagnols leur sont enlevées au pas de charge; et bientôt l'artillerie dont ils s'étaient emparés, mais que les Français reprennent dans leur charge impétueuse, est dirigée sur les fuyards, et la déroute est bientôt complète.

Les ennemis perdirent beaucoup de monde dans cette affaire, qui fut moins sanglante pour les Français, malgré leur premier échec. Les Espagnols, pressés de fuir, avaient, contre leur usage, abandonné presque tous leurs blessés. Ceux-ci furent


Hauteur de Montigni
Marcinelle
Route de Namur
Pte de Bruxelles
Fg de Charleroi
Inondation
Hauteur de Damet
Sambre R.
Route de Bruxelles
1200 Mètres

traités dans les hôpitaux de l'armée avec les mêmes soins et 1794 — an II.
les mêmes égards que les soldats français. France.

Les Espagnols se retirèrent derrière la Bidassoa.

Siége et prise de Charleroi. — Il était temps de mettre un 25 juin.
terme aux tentatives reitérées des Français sur la rive droite (7 messidor.) Belgique.
de la Sambre, à l'effet de s'emparer de Charleroi, et de s'établir dans le comté de Namur. Quatre passages successifs et toujours infructueux de cette rivière, des échecs multipliés, n'avaient point rebuté le Comité de salut public, ou plutôt ses agents Saint-Just et Lebas; et les alliés mettaient la même obstination à défendre un point important, sans l'occupation duquel le succès de la division de Pichegru dans la Flandre autrichienne ne pouvait être complet.

On a vu que, le 29 mai, le dernier passage effectué par l'armée des Ardennes l'avait enfin conduite sous les murs de Charleroi; que cette ville avait été investie et bombardée; et que le 3 juin, un renfort, guidé par l'empereur d'Autriche en personne, avait mis le prince d'Orange à même de battre de nouveau les Français, et de les rejeter encore une fois sur la rive gauche de la Sambre.

Jourdan, sentant l'inutilité et le danger des opérations suivies jusqu'alors tant sur le Rhin qu'aux Pays-Bas, proposait depuis longtemps un plan d'opérations plus décisives. Ce plan consistait à laisser un simple corps d'observation en présence de l'armée prussienne qui, se tenant sur la défensive, se bornait à couvrir Mayence. L'armée du Rhin pouvait se borner, en même temps, à défendre la triple ligne de retranchements qui protégeait la tête de l'Alsace; et de grandes forces, portées tout à coup sur la Sambre, devaient décider du sort de la campagne, en prenant à revers la grande armée impériale qu'absorbait alors le siége de Landrecies. Le 30 avril, le jour même où cette place capitulait entre les mains de Cobourg, un arrêté du Comité de salut public ordonna enfin l'exécution de ce nouveau plan de campagne. 16,000 hommes de l'armée du Rhin vinrent renforcer ou remplacer les divisions qui gardaient les défilés du Mont-Tonnerre. La droite de l'armée de la Moselle resta à Kalserslautern sous les ordres de Moreaux; le reste, formé sur trois colonnes, fut mis en avant, le 21 mai, par les routes de

1794 — an II. Belgique.

Bouillon, de Neufchâteau et de Marche-en-Famène. Beaulieu, qui avait quitté le pays de Luxembourg pour se jeter en fourrageur sur le duché de Bouillon et sur la route même de Jourdan, craignant d'être tourné à Marche, échappa à ce danger en se retirant à Dinant, d'où Lefebvre le replia sur Namur. Là il passa la Sambre et alla prendre à Fleurus la gauche des coalisés, tandis que l'armée de la Moselle, poursuivant son mouvement, fit sa jonction avec les corps qui avaient combattu sous Charleroi. Ce fut le 3 juin au soir que cette armée, forte de 30 et quelques mille hommes, arriva sur la Sambre, au moment même où l'armée des Ardennes était ramenée en désordre.

La réunion de l'armée des Ardennes et des troupes de l'aile droite de l'armée du Nord avec l'armée de la Moselle était devenue indispensable, surtout depuis que les allies s'étaient déterminés à renforcer leur gauche, qui se trouvait en ce moment bien supérieure aux troupes qui lui étaient opposées dans cette partie de la ligne.

Un courrier envoyé par le général Jourdan pour prévenir les généraux Charbonnier et Desjardins de l'arrivée de l'armée de la Moselle, ne put joindre ces derniers en temps utile. Ce retard avait occasionné l'engagement prematuré du 3 juin, où ces deux généraux, pressés par l'empereur d'Autriche et le prince d'Orange, furent rejetés pour la troisième fois sur la rive droite. Instruits à temps, les généraux Charbonnier et Desjardins auraient peut-être évité le combat jusqu'à l'arrivée de Jourdan, dont la présence eût vraisemblablement changé l'issue de cette action meurtrière et funeste.

Quoi qu'il en soit, ce succès des alliés leur inspira une confiance que la présence de l'empereur François dans les murs de Charleroi servit encore à augmenter. Ce monarque y passa les troupes en revue, et distribua des récompenses aux chefs et aux soldats qui s'étaient distingués dans les différents combats livrés sur la Sambre et sous les murs de la ville.

La jonction de l'armée de la Moselle avec celle des Ardennes et le corps de Desjardins venait de s'opérer sur la rive gauche de la Sambre. Cette réunion allait donner aux Français de puissants moyens pour opérer sur cette partie du théâtre de la guerre; et cette armée nouvelle commandée par le gé-

néral Jourdan va bientôt effacer les derniers désastres par des triomphes, et ouvrir à la France une longue carrière de gloire qui placera la nation française au premier rang des peuples guerriers. 1794 — an II. Belgique.

Dès le moment même de son arrivée, Jourdan s'occupa sans délai de l'organisation de l'armée. Les quatre divisions amenées de la Moselle en formèrent le centre. L'armée des Ardennes, réduite aux divisions Marceau et Mayer, fut placée à la droite, sous les ordres immédiats du premier de ces généraux; et les quatre divisions Schérer, Montaigu, Kléber et Muller, qui avaient jusque-là formé l'aile droite de l'armée du Nord, prirent la gauche de la nouvelle armée. Le général Ferrand, qui était resté jusqu'alors dans le camp de Maubeuge, garda le commandement des deux premières, et reçut l'ordre d'étendre sa ligne jusqu'à Thuin, pour défendre sur ce point le passage de la Sambre; les deux dernières furent réunies sous les ordres de Kléber. L'intention de Jourdan était de repasser la Sambre et de renouveler le siége de Charleroi; et il ne tarda point à se trouver pourvu de tout ce qui lui était nécessaire pour commencer cette grande opération, avec probabilité de succès. Huit jours suffirent pour la réunion de tous les préparatifs; et, le 12 juin, à la pointe du jour, le passage fut effectué. L'ennemi voulut en vain opposer quelque résistance; les dispositions avaient été si bien prises, que ses troupes furent repoussées et culbutées. Une partie se renferma dans Charleroi, l'autre prit position en arrière de cette place, qui fut investie.

Le 13, Jourdan se posta en avant pour couvrir le siége. 8,000 hommes restèrent devant la place, sous les ordres du général Hatry. Celui-ci, accompagné du général Bollemont, commandant de l'artillerie, et du chef de bataillon du génie Marescot, fit la reconnaissance de Charleroi, et ordonna les travaux nécessaires pour en commencer le siége. Un poste extérieur, fortifié par l'ennemi, fut emporté le 14 juin avec beaucoup d'intrépidité par l'adjudant-général Devaux. Ce poste était une ancienne redoute abandonnée. L'ennemi l'avait fait réparer en partie, parce que sa position la rendait très-gênante pour la marche des attaques sur la place. Le commandant Marescot en fit démolir les parapets par une compagnie de sapeurs, sous les

1794 — an II. Belgique.

ordres du capitaine Bois-Gérard. Cette opération se fit malgré le feu le plus vif du canon et d'une fusillade presque à bout portant. L'intrépide Bois-Gérard et ses sapeurs ne se retirèrent qu'après avoir achevé la démolition de la redoute.

Dans les nuits du 14 et du 15 juin, on rouvrit les paralleles commencées dans les siéges précédents.

Témoin de nos préparatifs, le prince d'Orange réunit toutes ses forces, résolu à tenter un dernier effort pour délivrer encore une fois Charleroi. Le 15 juin, il part de son camp de Nivelles, à la tête de 50,000 hommes, et, renforcé par le corps de Beaulieu, il attaque, le 16, l'armée française sur quatre colonnes : la première commandée par Beaulieu; la seconde par le comte de Latour; la troisième par le prince de Reuss; et la quatrième par le général Wartensleben. La première colonne, forte de quatorze bataillons et vingt-trois escadrons, fut divisée en deux détachements, dont l'un devait s'emparer de Lambusart et de la forêt de même nom, ainsi que des ponts de Tergnée, du Châtelet et de Montigny, tandis que l'autre s'emparerait de Fleurus; et prenant ensuite la direction de Ransart, se joindrait à la deuxième colonne, composée de neuf bataillons et seize escadrons : celle-ci devait attaquer Wagnée, Hépignies et ensuite Gosselies; la troisième colonne, forte de huit bataillons et douze escadrons, sous la conduite de Quasdanowich, devait se réunir à la deuxième à Gosselies; la quatrième, composée de neuf bataillons et douze escadrons, devait repousser Kléber de ses positions et gêner la retraite de l'ennemi sur Marchiennes. Le général Jourdan avait fait prendre une position circulaire pour investir la place. Les deux ailes étaient appuyées à la Sambre, le centre vers Ransart, se prolongeant jusqu'à Gosselies et Jumet. Un brouillard épais cachait les mouvements des deux armées.

La colonne de gauche des alliés, commandée par le prince de Reuss, attaqua la division Marceau dans la position de Lambusart.

Les deux colonnes du centre, aux ordres des généraux Beaulieu et Alvinzy, marchant concentriquement sur Mellet, attaquèrent vers Gosselies le centre de l'armée française, formé des divisions Championnet, Lefèbvre et Morlot, placées à Ransart,

Gosselies et Courcelles, qui se replièrent sur le moulin situé à la droite de la chaussée de Charleroi à Bruxelles, pres de Jumet. 1794 – an II. Belgique.

Le général Marceau, attaqué par le prince de Reuss, fut forcé, après un combat de quelques heures, de chercher un refuge dans les bois de Tergnée, sur les bords de la Sambre, et le prince put se porter alors vers le bois de Jumet. Ce mouvement compromit le centre des Français dans la position du moulin situé près de Jumet, qui allait être tournée.

Après la retraite de Marceau, la division Championnet, qui avait repoussé les premières attaques des Autrichiens, fut chassée du village d'Hépignies par le comte de Latour, et acculée sur les bois de Ransart. Le général Lefebvre, qui défendait les hauteurs de Fleurus, se trouvant découvert à droite et à gauche par la retraite de ses deux collègues, fut au moment d'être enveloppé par les colonnes de Beaulieu et de Werneck, et opéra difficilement sa retraite sur les bois de Campenaire. La division Morlot, assaillie en même temps par les troupes de Quasdanowich, avait cédé les villages de Mellet et de Saint-Fiacre. Le centre et la droite des Français étaient ainsi enfoncés de toutes parts. La gauche seule disputait encore la victoire.

Le prince d'Orange commandait en personne la quatrieme colonne aux ordres de Wartensleben et destinée à attaquer les Français entre Trazegnies et Forchies. Une partie de la division Morlot se trouva en présence de cette colonne; et, pendant que l'action s'engageait, le général Kléber, qui se trouvait à Fontaine-l'Evèque avec sa division, n'ayant point d'ennemi devant lui, et entendant l'attaque sur les troupes de Morlot, se porta par un changement de front rapide vers cette attaque, en faisant prévenir la division Muller, postée vers Landely, pour l'inviter à appuyer son mouvement. La brigade Frezier, surprise dans le village de Trazegnies, en avait abandonné les retranchements : les brigades Duhesme et Bernadotte les reprirent à la baïonnette. Kléber, se mettant à la tête de la division Muller, chargée de tourner l'ennemi sur la droite, tomba sur les flancs des Autrichiens, et les rejeta, dans le plus grand désordre, dans la vallée du Piéton et sur la route de Nivelles.

La division Morlot, forcée dans ses positions par la réserve d'Alvinzy, accourue au secours de Quasdanowich, menacé par

1794 — an II. Belgique. un mouvement de conversion sur la droite ordonné par le général en chef, abandonnait en désordre le village de Pont-à-Migneloup, lorsque Jourdan, à la tête de la cavalerie du général Dubois, culbute la colonne autrichienne, lui tue 500 hommes, lui fait 600 prisonniers et enlève sept pièces de canon. Morlot rentra dans le village, tandis que Championnet repoussait le comte de Latour et que Lefebvre reprenait sur Werneck les positions de Fleurus. Mais Alvinzy, ralliant les colonnes de Werneck et de Beaulieu, porta cette masse sur la division Lefebvre. Celle-ci, repoussée des positions de Fleurus, traversa en désordre les bois de Campenaire, et se replia sur le pont du Châtelet, pour repasser la Sambre. Beaulieu pénétra par cette trouée et coupa les communications de Championnet et de Marceau. Le premier, repoussé sur Jumet, entraîna le division Morlot, et gagna à la hâte le pont de Marchiennes. Marceau, chassé des bois de Tergnée, se replia sur Pont-à-Loup. Hatry, épouvanté de cette déroute, quitta la position qu'il occupait sous Charleroi, et repassa aussi la Sambre.

La manœuvre du général Kléber avait contraint le prince d'Orange à combattre avec désavantage, et le résultat en eût été plus grand sans les succès obtenus par les alliés à la droite et au centre. Le savant général s'aperçut bientôt qu'il se trouverait compromis en poussant plus loin un mouvement qui n'avait plus d'objet; et, renonçant à son avantage, il s'établit tranquillement sur les hauteurs de Lernes et protégea la retraite du reste de l'armée.

Cette première bataille de Fleurus, car elle eut lieu sur le même terrain que celle qui se livra dix jours plus tard, fut très-meurtrière; les Français y perdirent plus de 4,000 hommes, et les alliés plus de trois mille. La levée du siége de Charleroi fut la conséquence immédiate du succès des alliés. Saint-Just, toujours aussi entêté, voulait qu'on repassât de suite la rivière, et qu'on attaquât l'ennemi pour ne pas lui donner le temps de ravitailler la place et de détruire les travaux de siége. Mais l'armée française était trop fatiguée et les munitions d'artillerie trop peu nombreuses : il fallait d'ailleurs faire venir des munitions de Maubeuge et rétablir l'ordre dans l'armée.

Le 18 juin, Jourdan fit de nouvelles dispositions pour effectuer

le passage. On concevra difficilement les motifs qui engagerent, après la journée du 15, le prince d'Orange à retourner à son quartier-général de Nivelles, au lieu de rester en force sous les murs de Charleroi, et de s'opposer à une nouvelle entreprise de la part des Français. Il n'avait laissé qu'un faible cordon de troupes devant Jourdan, imaginant sans doute que les Français rebutés renonceraient enfin à un projet qui avait si souvent échoué. La Sambre fut traversée une cinquième fois, et ce passage, qui sera le dernier, assurera la conquête de la Belgique.

1794 — an II. Belgique.

Charleroi se trouvait assiégé pour la troisième fois. Les ouvrages déjà détruits en partie furent relevés ou réparés. On ouvrit sur la hauteur de Montigny-sur-Sambre une nouvelle tranchée qui avait pour but une fausse attaque sur ce point, afin d'assurer la gauche de la véritable attaque contre les sorties qui pourraient y être dirigées à la faveur d'un vallon intermédiaire. Les assiégés donnèrent dans ce piége, firent une sortie sur les nouveaux travaux, et furent repoussés.

Cependant l'armée d'observation reprit ses premières positions. Rappelé sans doute à Nivelles par le prince de Cobourg, qui persistait dans le dessein de dégager le corps de Clairfait, toujours compromis, le prince d'Orange se rapprocha, le 20 juin, de l'armée française. Plusieurs escarmouches eurent lieu entre les troupes qu'il commandait et celles de la division Kléber. Le 21, le prince s'avança en tâtonnant jusqu'à la position de la chapelle Herlaymont. Kléber ne permit pas aux alliés de s'avancer davantage, et vint les attaquer dans ce dernier poste. Après une résistance assez vive, les alliés cédèrent le terrain. Le général Dubois contribua puissamment au succès de cette dernière action : il fit avec beaucoup d'intelligence plusieurs charges de cavalerie, prit sept pièces de canon, sabra 7 à 800 hommes, et fit 500 prisonniers. Le général Championnet ayant joint ses troupes à celles du général Kléber, les vaincus furent poursuivis avec acharnement, et repoussés jusqu'au-delà de Genappe.

Pendant que l'armée d'observation enlevait ainsi au prince d'Orange la possibilité de secourir Charleroi, le siége de cette place tirait à sa fin. Les commissaires conventionnels, impatients de voir cette place tomber entre leurs mains, tourmen-

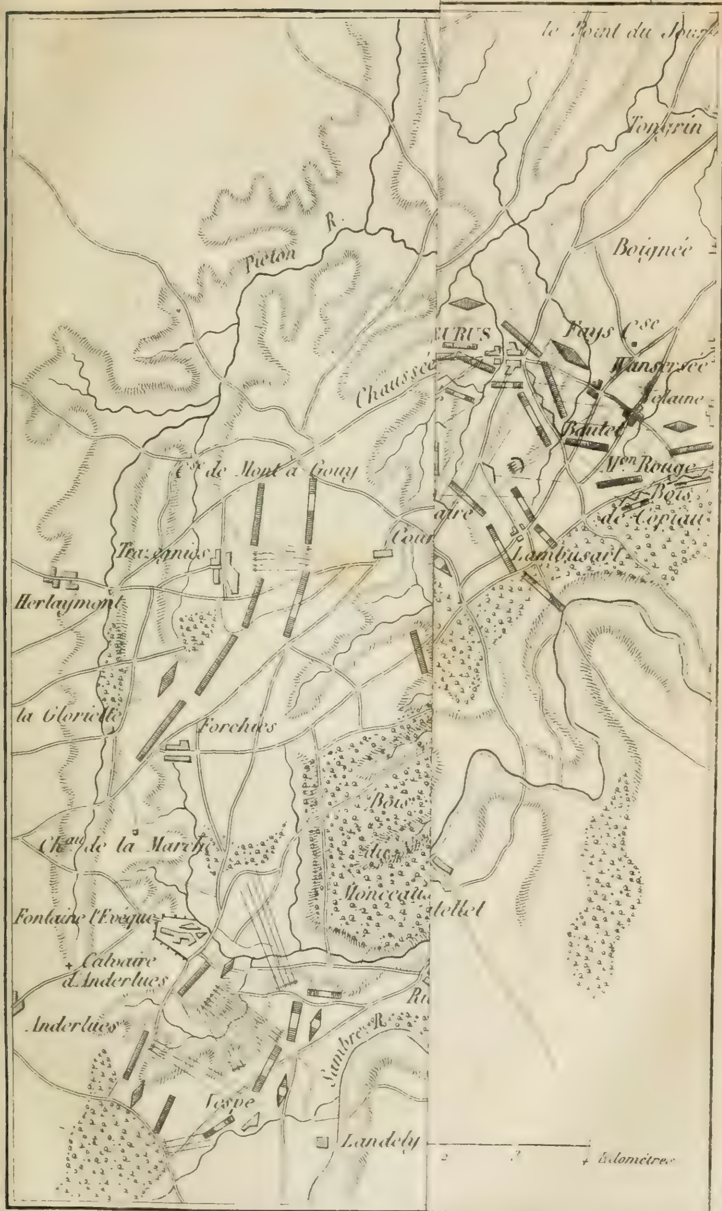
1794 — an II. Belgique.

taient le général Jourdan pour qu'il fit tenter une escalade sous la protection du feu des batteries. Le commandant Marescot fit rassembler à cet effet, dans les villages voisins, le plus grand nombre possible d'échelles, les fit voiturer à la queue de la tranchée, ainsi qu'une certaine quantité de fascines qu'il avait eu la précaution de faire fabriquer dans le bois de Jumet.

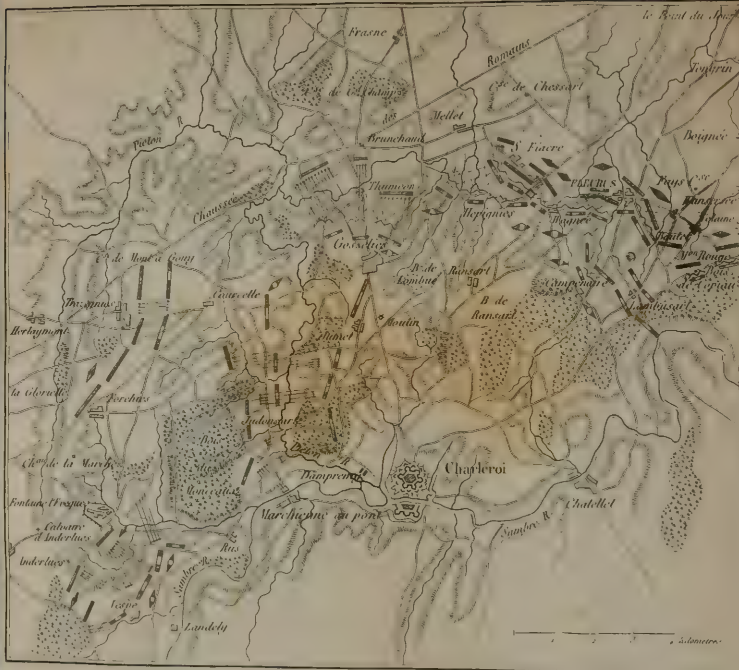
Toutefois ces préparatifs ne satisfirent point le proconsul Saint Just. Cet homme féroce, qui ne se montra jamais à la tranchée, instruit que le capitaine Méras, du 1er régiment d'artillerie, avait apporté quelque négligence dans la construction d'une batterie dont il était chargé, le fit fusiller dans la tranchée avant que Jourdan pût en être informé. Il donna en même temps au général Jourdan l'ordre de faire arrêter, et par conséquent fusiller sur le champ, le général Hatry, commandant les troupes de siége, le général Bellemont, commandant de l'artillerie, et le commandant Marescot. Le général Jourdan eut, au péril de sa propre vie, le courage de résister aux volontés du lâche conventionnel. Les officiers dont nous venons de parler avaient eu la générosité de faire des représentations contre l'arrêt cruel qui condamnait le malheureux Méras; et dans son atroce délire, Saint-Just osait les accuser de complicité.

Le jour même ou cette scène se passait, les six batteries des assiégeants se trouvaient organisées et perfectionnées de manière à pouvoir agir avec force; l'activité des batteries de la place se ralentit à l'instant même.

Le lendemain 24 juin, pendant la nuit, les assiégés essayèrent deux sorties, qui dérangèrent les travaux; mais on profita du brouillard de la matinée pour regagner le temps perdu. Bientôt l'artillerie fit un feu si vif, si soutenu et si bien dirigé, qu'elle fit taire les batteries des assiégés. Le général Jourdan envoya sur le champ sommer le commandant de Charleroi de lui remettre la place. Celui-ci demanda un délai de trois heures pour assembler le conseil de guerre. On lui accorda un quart d'heure, au bout duquel les batteries, qui avaient interrompu leur feu, recommencèrent à jouer. L'artillerie ne cessa point de tirer pendant la nuit et la matinée. Les sapeurs ga-


le Point du Jour
Tongrin
Boignée
Pieton R.
Fleurus
Fays
Wansersée
Chaussée
Velaine
Mn. Rouge
Bois de Copiau
Lambusart
Ch. de Mont à Gouy
Trazegnies
Herlaymont
la Gloriette
Forchies
Bois
Ch. de la Marche
Monceau
Fontaine l'Évêque
Calvaire d'Anderlues
Anderlues
Sambre R.
Lesve
Landely
2
3
4 Kilomètres

BATAILLE DE FLEURUS



gnèrent du terrain, et se trouvèrent à distance de la troisième parallèle. A dix heures du matin, le commandant se décida à entrer en arrangement. On lui répondit que la seule capitulation qu'on pouvait lui accorder était de se rendre à discrétion. Vers midi, un officier superieur, envoyé par le même commandant, vint remettre au général Jourdan les articles d'une capitulation sans doute moins dure dans ses conditions; Saint-Just, qui se trouvait alors chez le général en chef, repousse le paquet qui lui est présenté, en disant : « Ce n'est pas du papier; c'est la place que je demande. » 1794 — an II. Belgique.

Après plusieurs pourparlers infructueux, le commandant autrichien, craignant de subir un assaut, envoya dire que la garnison se rendait à discrétion, et se confiait à la générosité française. Il fut accordé qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre, qu'elle déposerait ses armes et ses drapeaux sur les glacis, et que les officiers conserveraient leurs épées et leurs equipages. Cette garnison était forte de 3,000 hommes. On trouva sur les remparts environ cinquante bouches à feu, dont plusieurs démontées. Les magasins renfermaient encore des vivres et quelques munitions de guerre.

La garnison de Charleroi avait à peine défilé, et il n'y avait encore que la porte de Bruxelles qui fût occupée par une compagnie de grenadiers, lorsqu'on entendit une canonnade dans le lointain. C'était celle des Français aux prises avec les alliés dans les champs de Fleurus. Ce bruit, qui annonçait à la place de Charleroi un secours désormais inutile, répandit une vive allégresse dans l'armée de siége, et dut inspirer des regrets bien cuisants à la garnison prisonnière.

Bataille de Fleurus. — Le canon entendu quelques instants avant la reddition de Charleroi était celui du prince de Cobourg, préludant par des escarmouches à la sérieuse affaire du lendemain. Ce prince, averti des progrès rapides des assiégeants autour de la place, était parti de Tournay le 21, avec l'armée anglaise et la réserve autrichienne. Sa marche précipitée lui avait permis de se trouver, le 23, à Nivelles, et d'y opérer sa jonction avec le prince d'Orange. 26 juin. (8 messidor.)

Mais, au lieu d'attaquer sur le champ les Français, et de manœuvrer pour délivrer Charleroi, il crut devoir donner du

1794 — an II. Belgique.

repos à ses troupes, et perdit ainsi dans l'inaction un temps précieux, dont Jourdan, comme on l'a vu, sut tirer le plus grand avantage. La canonnade, engagée seulement le 25, resta elle-même sans résultat, et, par une fatalité qui semblait présider à toutes les entreprises des alliés dans cette campagne, le prince de Cobourg ne se décida enfin à livrer bataille qu'au moment où la victoire même eût été inutile pour délivrer Charleroi.

Tous les auteurs ont remarqué combien il etait étonnant que dans une province de la domination autrichienne, où il était si facile d'entretenir des intelligences, le prince ait en effet ignoré la prise de Charleroi le lendemain de la capitulation de cette place. Mais, soit que cette ignorance fût réelle, soit que Cobourg l'ait feinte après coup pour excuser sa défaite, il est certain du moins que l'armée alliée n'en avait aucune connaissance. Le bruit de cette reddition ne se répandit dans les rangs qu'au fort de la mêlée, et quelques écrivains ont mis au nombre des causes qui firent perdre la bataille le découragement que cette nouvelle répandit subitement parmi les soldats.

Cobourg avait d'ailleurs pour lui toutes les chances du succès. Son armée, déjà supérieure en nombre, s'était encore augmentée d'une partie des garnisons de Landrecies, de Condé et de Valenciennes. Elle comptait à peu près 110,000 hommes, et s'il eût voulu disposer d'une forte partie de cette masse pour attaquer les Français qui occupaient toujours une position circulaire et trop disséminée autour de Charleroi, il pouvait facilement se flatter de remporter la victoire. Mais la manie des généraux de cette époque était de vouloir faire face sur tous les points, et c'est en effet pour avoir suivi cette méthode vicieuse, dont Lascy avait été le premier propagateur, et que le général Mack avait si malheureusement fait mettre en pratique dans la dernière campagne, que le prince de Cobourg perdit la mémorable bataille que nous allons décrire.

L'armée française, forte de 80,000 hommes environ, occupait les mêmes positions que dans la journée du 16 juin, à l'exception qu'elle était postée un peu plus en avant. Elle était composée des mêmes divisions et commandée par les mêmes géné-

raux. Répandue en croissant autour de Charleroi, elle s'appuyait sur la Sambre par ses deux ailes, la droite vers Lambusart et les bois de Copiau, la gauche vers Landely. Le centre s'avançait jusqu'au bourg de Gosselies. La division du général Marceau s'étendait à Velaine et Wanfersée; celle du général Lefebvre un peu en arrière et sur la gauche de Fleurus; celle du général Championnet au delà d'Hépignies; celle du général Morlot en avant de Gosselies; celle du général Kléber en avant du moulin de Jumet et du village de Courcelles; celle du général Montaigu à Trazegnies; une brigade aux ordres du général Daurier, formant la réserve de l'aile gauche, se trouvait en avant de Landely, derrière Fontaine-l'Evêque. La division du général Hatry était postée en réserve à Ransart, et un corps de cavalerie, aux ordres du général Dubois, était réparti entre Ransart et Wagnée, et près du bois de Lombue. Tout le front des positions françaises était défendu par des retranchements liés entre eux par de fortes redoutes.

1794 — an II. Belgique.

L'armée des alliés occupait, à sa gauche, les hauteurs de Boignée, de Tongrin et du Point-du-Jour; le centre se trouvait le long de la chaussée des Romains, et la droite s'étendait depuis Herlaymont jusque près d'Anderlues. Cette armée était divisée en cinq grands corps, qui devaient, ainsi que nous l'avons déjà dit, attaquer en même temps tout le front de l'armée des Français.

La première division de droite, commandée par le prince d'Orange et le général Latour, avait ordre de se partager en trois colonnes au moment de l'engagement, afin de s'emparer de Trazegnies, de Fontaine-l'Evêque et des bois de Monceaux. La force de cette division était de vingt-quatre bataillons et trente-deux escadrons.

Le deuxième corps, à la droite du centre, dont la force était de huit bataillons et seize escadrons, se trouvait aux ordres du général Quasdanowich. Il devait s'étendre sur la grande route de Bruxelles, et attaquer Frasne, Mellet et Gosselies.

Le troisième corps, à la gauche du centre, était commandé par le prince de Kaunitz. La première ligne de ce corps se composait de dix bataillons et dix-huit escadrons; la seconde ligne se formait de la réserve de l'armée. Sa destination était

1794 — an II. Belgique. d'attaquer les Français entre Mellet et Fleurus, et de s'emparer du village d'Hépignies.

Le quatrième corps, devant se lier à la gauche du troisième, et commandé par le prince Charles, était le moins nombreux de tous; il ne se composait que de huit bataillons et seize escadrons, et avait ordre de se diriger sur Fleurus.

Le cinquème corps, sous le commandement du général Beaulieu, faisait l'extrémité de l'aile gauche, et était, ainsi que le premier, divisé en trois colonnes : la première, à gauche, vers la Sambre, et conduite par Beaulieu en personne; la deuxième, formant le centre, était aux ordres du général Zoph; la troisième enfin, qui formait la droite, était commandée par le général Schmerzing, et devait se lier au corps de l'archiduc. Le cinquième corps d'armée, fort de 16 à 18,000 hommes, devait marcher, par Boignée et Lambusart, sur Charleroi, dans le dessein de faire une trouée jusqu'à cette place, et de la ravitailler s'il était possible.

Les relations du temps remarquent que le prince de Cobourg avait dans son armée une cavalerie beaucoup plus nombreuse et mieux aguerrie que celle des Français; mais, en revanche, les relations autrichiennes prétendent que Jourdan avait une artillerie plus formidable et mieux servie que celle de Cobourg.

Quoi qu'il en soit, les deux partis, désirant vivement engager le combat, se portèrent en avant avec une égale ardeur, le 26 juin, à la pointe du jour, et l'action commença sur les deux lignes par une vive canonnade longtemps prolongée. Vers l'extrémité de la gauche des Français, le prince d'Orange, à la tête de la première colonne de la première division ennemie, s'empara d'abord du calvaire d'Anderlues, de Fontaine-l'Évêque, et pénétra jusqu'au château de Vespe. Dans le dessein d'opérer sa jonction à Rus, avec les deux autres colonnes de son corps d'armée, il attaqua la brigade du général Daurier, et eut, dans le premier instant, quelques succès. Les Français, effrayés du nombre des assaillants, allaient céder à leurs efforts, et abandonner le village qu'ils défendaient, lorsque, renforcés par une brigade que le général Montaigu envoyait à leur secours, ils reprirent courage, et opposèrent une vigoureuse résistance. La colonne du prince d'Orange, ayant perdu

la supériorité du nombre, s'aperçut promptement que la partie 1794 — an II; Belgique.
n'était plus égale. En vain l'ennemi manœuvra avec art, soit pour enlever de front les batteries, soit pour les prendre en flanc; en vain sa cavalerie s'élança elle-même, et chargea brusquement les troupes françaises qui gardaient les pièces; elle fut chaque fois repoussée et écrasée par la mitraille que vomissaient les batteries. Obligé enfin de renoncer à cette attaque, après avoir perdu un grand nombre de ses soldats, le prince d'Orange opéra sa retraite sur Forchies.

Mais pendant que la brigade du général Daurier défendait et gardait ainsi glorieusement sa position, le général Montaigu était contraint d'évacuer la sienne. Les deux autres colonnes du premier corps de l'armée ennemie, commandées par le général Latour, après avoir passé le Piéton, s'étaient rangées en bataille entre le bois de la Gloriette et la cense de Mont-à-Gouy. Elles s'étaient ensuite avancées par échelons vers Trazegnies, en refusant leur gauche. Après une heure d'une canonnade assez vive de part et d'autre, la première ligne ennemie, marchant en avant, attaqua les Français, et, malgré leur résistance assez longtemps prolongée, les força à céder du terrain. Montaigu, désespéré de cet échec, ordonne à sa cavalerie de charger les Autrichiens. Elle obéit, et s'élance avec rapidité. L'ennemi, qui ne s'attendait point à cette brusque attaque, s'étonne et s'arrête. Mais l'exemple de la cavalerie avait ranimé le courage de l'infanterie, qui, revenant à la charge, attaque à son tour l'ennemi avec vigueur, le renverse et reprend sa première position.

Ce succès, dont Montaigu s'applaudissait déjà, ne fut que momentané. Témoin du désordre introduit parmi les siens par la cavalerie française, le général Latour appelle à son secours sa réserve, et bientôt il retourne à l'attaque des retranchements. Le choc des nouveaux assaillants est si impétueux, que la cavalerie du général Montaigu est obligée de reculer à son tour. Poursuivie avec vivacité, elle se jette sur l'infanterie, et répand la confusion dans les rangs. Montaigu ne réussit qu'avec peine à empêcher sa division de se débander tout entière. Cependant il parvint à contenir ses troupes, et se retira, suivant les instructions qu'il avait reçues du général Jourdan, partie

1794—an II. Belgique.

sur le général Daurier, et partie sur Marchiennes-au-Pont, en ayant soin de faire reployer les pontons, et d'établir des batteries sur la rive droite de la Sambre. Le général Kléber, instruit des dangers que courait cette division, envoyait en ce moment un détachement de cavalerie et du canon pour la secourir; mais ce renfort n'arriva que pour être témoin de l'avantage que remportait l'ennemi. Le détachement de Kléber, n'espérant point rétablir le combat, se hâta lui-même de se retirer.

Ce succès remporté par le général Latour sur la gauche de l'armée française avait été prévu par Jourdan, qui l'avait comme préparé, en affaiblissant cette gauche pour renforcer sa droite et son centre. Bien loin d'être avantageux à l'ennemi, il allait lui devenir funeste. Il avait imprudemment employé une partie de son armée contre une seule division française. Le prince d'Orange se trouvait entièrement séparé du prince de Cobourg; et Latour, trop faible pour forcer le passage du Piéton, courait désormais le danger d'être enveloppé dans la position où il s'était placé.

En effet, ce général, s'étant hâté de poursuivre Montaigu, s'était emparé des bois de Monceaux, et venait de faire canonner Marchiennes-au-Pont, où s'était renfermée la droite de la division en retraite. Il espérait être soutenu, dans cette opération, par le prince d'Orange; mais ce prince, arrêté par Daurier, n'avait pu déboucher par Rus. Cependant Latour se flattait encore de garder sa position, lorsqu'une manœuvre habile du général Kléber vint donner aux événements un autre résultat. D'après les ordres de Jourdan, ce général s'empara des hauteurs du Piéton; et, voulant appuyer la résistance de Montaigu dans Marchiennes, il fit placer de fortes batteries sur ces hauteurs, et foudroya les troupes de Latour, occupées elles-mêmes à canonner Marchiennes. En même temps il portait le chef de brigade Bernadotte[1], avec quelques bataillons, sur Baymont, et fit attaquer ce village. Cette double diversion eut tout le succès que Kleber en attendait. Le feu de ces batteries, auxquels voulurent vainement répondre les Autrichiens, répandit

[1] Depuis maréchal, prince de Ponte-Corvo, prince royal, et enfin roi de Suède.

l'alarme parmi les troupes de Latour, et jeta quelque désordre dans leurs rangs. Kléber, remarquant de l'irrésolution dans leurs mouvements, ordonne un dernier effort, dans le dessein de leur faire abandonner leur position. Bernadotte attaque la droite de Latour, la repousse, et pénètre dans les bois de Monceaux. Kléber lui-même attaque leur gauche, et la fait tourner par la brigade du général Duhesme. Cette première division de l'armée de Cobourg, privée de l'appui du prince d'Orange, engagée fort loin du centre des combattants, et menacée d'être enveloppée par toutes les forces de Kléber, jugea qu'une plus longue résistance était inutile, et se décida à opérer sa retraite. Elle se fit à quatre heures du soir, d'abord sur les hauteurs de Forchies, et ensuite sur le champ de Haine-Saint-Paul, et de la chapelle Herlaymont.

1794 — an II. Belgique.

Tandis que le premier corps de l'armée alliée échouait ainsi dans ses derniers efforts sur la gauche des Français, l'ennemi attaquait avec la même impétuosité, mais avec moins de succès, le centre de l'armée républicaine. Le second corps du prince de Cobourg, qui faisait partie du centre des alliés, et que commandait le général Quasdanowich, après avoir manœuvré sur la route de Bruxelles et s'être emparé de Frasne, s'était mis en bataille en avant de la cense de Grand-Champ. Il devait opérer contre la division française aux ordres du général Morlot. Celui-ci, attentif au mouvement de l'ennemi, avait fait avancer des troupes pour s'y opposer. Elles avaient ordre de marcher par Thuméon et par Mellet, afin de prendre l'ennemi en flanc, pendant que Morlot lui-même les attaquerait de front. Mais ces troupes ne mirent point assez de rapidité dans leur marche; elles furent devancées. Le général Quasdanowich avait attaqué, sur la droite, la cense de Brunehaud et repoussé les Français envoyés par Morlot pour le prendre en flanc; après s'être emparé de la cense et de Mellet, il s'était établi sur les hauteurs de ce dernier village, d'où il se mit à canonner le front de la division française, postée en avant de Gosselies. Bientot après il la fit attaquer. Mais les Français se défendirent avec tant d'intrépidité que le génèal Quasdanowich n'osa pas aborder la ligne de bataille; il se borna à continuer sa canonnade, à laquelle l'artillerie française ré-

1794 — an II. Belgique.

pondait avec d'autant plus d'avantage, qu'elle était placée dans des redoutes. Les deux partis restèrent ainsi à se foudroyer jusqu'au soir. Quasdanowich, ayant alors appris la défaite du prince de Cobourg, s'empressa de suivre le mouvement rétrograde de l'armée, et se retira sur Trois-Bras, entre Frasne et Genappe.

L'avant-garde du prince de Kaunitz attaqua d'abord six escadrons de la divison du général Championnet, postés près de la cense de Chessart. Après avoir fait mine de résister, les cavaliers français, ne se sentant point en force, se replièrent sur le gros des troupes retranché entre Saint-Fiacre, Hépignies et Wagnée. Les alliés se portèrent rapidement à leur poursuite, et le prince de Kaunitz, ayant réuni le troisième corps sous ses ordres, vers Saint-Fiacre, le fit ranger en bataille, malgré une vive canonnade qui partait des retranchements français. Championnet, voyant qu'il allait être attaqué, envoie alors huit escadrons, dans le dessein de tourner l'ennemi du côté de Wagnée. Cette manœuvre réussit au gré des désirs du général français. Menacé d'être enveloppé, Kaunitz fit faire un mouvement d'arrière à ses troupes ; et, imitant la prudente circonspection du général Quasdanowich, il n'osa point se porter à l'attaque des retranchements, et resta pendant quelque temps dans la même position, se contentant de répondre par son artillerie, aux continuelles canonnades des Français. Il semblait attendre l'issue des attaques des autres corps pour se décider.

En effet, il était instruit que le général Beaulieu, aux prises avec la droite de l'armée française, poursuivait vigoureusement le combat, se flattant de remporter un avantage décisif. Beaulieu, qui commandait le cinquième corps de l'armée alliée, s'était mis en mouvement de la cense de Faye. Ses tirailleurs engagèrent le combat avec ceux de Marceau, postés vers les villages de Wanfersée, de Velaine et de Baulet. Reçus avec fermeté, ils furent d'abord repoussés ; mais ils revinrent à la charge, firent plier les tirailleurs français, et s'emparèrent de Baulet et de Velaine et du bois du même nom. Les troupes de la droite de Marceau, obligées de céder après le combat le plus opiniâtre, se retirèrent dans les bois de Copiau, derrière

les retranchements qu'elles y avaient élevés. Attaqués presque aussitôt par l'ennemi ardent à les poursuivre, les Français réussirent à l'arrêter longtemps en avant de leurs retranchements; mais, se voyant près d'être tournés par une colonne ennemie qui avait pénétré par la pointe du bois conduisant à la cense de la Maison-Rouge, et, craignant d'être coupés, ils abandonnèrent, quoique à regret, leur position. Quelques soldats, plus effrayés que les autres, répandirent l'alarme parmi leurs camarades en criant le fatal *sauve qui peut!* et cette retraite, commencée dans le plus grand ordre, s'acheva dans la plus grande confusion. L'infanterie se jeta dans Lambusart, et la cavalerie se rallia en avant de ce village. Les rangs n'étaient pas encore formés, quand cette cavalerie fut chargée par celle de l'ennemi ; au lieu d'opposer une résistance qui eût donné à l'infanterie le temps de la soutenir, elle céda et fut obligée de se retirer encore pour se rallier à quelque distance sous la protection d'une batterie. Marceau se flattait qu'elle tiendrait davantage dans cette dernière position ; mais le découragement s'était emparé de cette cavalerie. Chargée de nouveau par quatre escadrons autrichiens postés non loin de Lambusart, elle se laissa culbuter sur l'infanterie. Déjà le désordre commençait à se manifester parmi les fantassins, lorsque Marceau vint par sa présence ranimer les courages près de faiblir. A sa voix, les Français honteux de leur irrésolution s'élançent, la baïonnette en avant, reçoivent avec sang-froid la cavalerie autrichienne, et donnent le temps aux escadrons de se reformer. L'ennemi, repoussé par cette attaque et foudroyé par l'artillerie placée dans Lambusart, est contraint de renoncer à l'espoir de tourner le village.

1794 — an II. Belgique.

Il y eut alors un moment de ralentissement dans le combat. Jourdan en profita pour donner l'ordre au général Hatry de se joindre au général Lefebvre, et de soutenir l'un et l'autre la division Marceau, tandis que le général Dubois se porterait avec la cavalerie de réserve en arrière de Wagnée et d'Hépignies. Mais déjà Beaulieu avait appelé à lui des renforts, et recommençait l'attaque contre Lambusart. Les troupes de Marceau résistèrent avec cette valeur héroïque que leur inspirait leur brave général ; et si la cavalerie eût soutenu leur

1794 — an II. Belgique.

courage, peut-être eussent-elles conservé leur position; mais celle-ci, chargée avec impétuosité par plusieurs escadrons ennemis ne put résister, et rendit nuls tous les efforts de l'infanterie. A la vue de cette cavalerie opérant sa retraite au grand galop, les soldats s'imaginent que tout est perdu, tournent le dos sans songer à prolonger leur défense, et fuient en désordre vers le Pont-à-Loup, afin d'y repasser la Sambre. Marceau sentait les conséquences de cet échec. Lambusart, bâti sur une hauteur près de la Sambre, donne la clef du vaste plateau de Fleurus; l'ennemi débouchant de ce village prenait à revers toute la ligne française et pouvait la mettre en déroute. Cependant le général français réussit à retenir quelques bataillons, et, ayant réuni sous son commandement six autres bataillons que venaient de lui envoyer les généraux Lefebvre et Hatry, il posta ce petit corps dans les haies et dans les jardins de Lambusart, et, soutenu par son artillerie, dont les Autrichiens n'avaient pu s'approcher, il contint l'ennemi et l'empêcha de déboucher du village. Quelques escadrons que Beaulieu s'était hâté de faire filer le long de la Sambre, se présentèrent devant Charleroi, et furent repoussés par l'artillerie de la place.

Tandis que Beaulieu réussissait à déposter Marceau de sa position, le général Lefebvre défendait glorieusement celle qu'il occupait en arrière de Fleurus. Attaqué par le quatrième corps de l'armée alliée, que commandait l'archiduc Charles, il avait d'abord été obligé de faire replier ses avant-postes du village de Fleurus après un combat long et meurtrier. Mais vainement les Autrichiens essayèrent de forcer la position et les retranchements des généraux Lefebvre et Hatry. Deux manœuvres que le prince Charles commanda pour les tourner tantôt à gauche, tantôt à droite, échouèrent également. Voyant enfin que tous ces mouvements étaient inutiles pour surprendre les Français, le général ennemi se décida à les attaquer de front. Trois fois ses troupes arrivent jusqu'à portée de pistolet de la ligne française, trois fois elles sont repoussées par la mitraille et la mousqueterie. Aussitôt qu'elles tournaient le dos pour reformer leurs rangs, elles étaient chargées par des régiments de cavalerie que le général Lefebvre faisait déboucher du camp par des passages qui avaient été ménagés. Enfin, découragé

par le peu de succès de ces trois attaques, et menacé d'être poursuivi, le prince Charles fit un mouvement sur sa droite pour se réunir au prince de Kaunitz. 1794 - an II. Belgique.

Le général Lefebvre se préparait à tirer parti de cet avantage et déjà il était sorti de ses retranchements, lorsque la nouvelle de l'échec éprouvé par Marceau parvint jusqu'à lui en même temps que l'ordre de Jourdan de porter secours à ce général. La retraite de cette division mettait son flanc droit à découvert, et si le prince Charles, au lieu de se retirer, fût alors revenu à la charge, on peut douter que Lefebvre eût été en mesure de résister. Le général français sentit aussitôt toute l'imminence du danger qu'il courait, et prit habilement les moyens les plus propres à l'éviter. Les différents corps, qui déjà avaient réoccupé Fleurus, reçurent en conséquence l'ordre précis d'évacuer ce village, et de se replier par échelons dans les rétranchements du camp. En même temps Lefebvre poussa ses tirailleurs jusqu'auprès de Lambusart, et de cette manière se mit à même de soutenir les bataillons que Marceau avait réunis en arrière de ce village. Un régiment de cavalerie et les grenadiers de la division vinrent se former en potence depuis le village jusqu'au bois. Il se trouvait sur ce point plusieurs hauteurs; Lefebvre y envoya aussitôt quelques troupes, et y fit établir une batterie de douze pièces d'artillerie.

La position de l'armée française à ce moment de la journée était très-critique. L'ennemi, vainqueur sur plusieurs points, résistait sur tous, et se montrait disposé à faire les plus grands efforts pour rester maître du champ de bataille. A la droite des Français, partie de la division du général Marceau avait été forcée de repasser la Sambre ; celle du général Montaigu avait perdu tout son terrain, et plus de la moitié s'était réfugiée derrière la rivière; le centre avait été contraint de reprendre des positions en arrière, où Morlot et Championnet se soutenaient avec peine. Le succès de la journée dépendait maintenant presqu'en entier de l'attaque de Lambusart ; et si Cobourg eût eu plus d'audace; si rassemblant tout à coup ses forces, il fût tombé avec vigueur sur les divisions de Lefebvre, Hatry et Championnet, il paraît presque certain que les Français n'eussent pas remporté la victoire. C'est un hommage que le héros

1794 — an II. Belgique. de cette journée, Jourdan lui-même, s'est plu a rendre à la vérité. Mais Cobourg resta fidèle à son système, et l'événement va prouver combien il était contraire aux véritables regles de l'art.

Cependant Beaulieu, par son opiniâtreté à vouloir forcer les retranchements de Lambusart, prouvait bien qu'il connaissait toute l'importance de ce poste, et que de la dispersion des Français qui le défendaient dépendait tout le succès de la journée. Nous avons vu avec quel acharnement il s'était efforcé de déboucher de ce village après la retraite de la division du général Marceau. Arrêté dans ce mouvement par les bataillons que celui-ci avait réunis et par l'artillerie placée sur les hauteurs, il avait appelé à son secours la colonne du général Schmerzing et une partie de la troisième, commandée par le général Zoph. Schmerzing et Zoph s'avancèrent en même temps par un défilé du côté de Lambusart, dans le dessein de prendre à revers les retranchements français. Mais à ce moment Lefebvre lui-même venait d'opérer son mouvement sur Lambusart. Arrêtées par le régiment de cavalerie, les grenadiers formés en potence et la batterie de douze pièces établie sur les hauteurs, les deux colonnes autrichiennes furent tellement maltraitées par la mitraille, qu'elles se retirèrent en toute hâte, non sans avoir éprouvé une perte considérable en hommes tués ou blessés.

Cet échec, éprouvé quand il osait se flatter de la victoire, ne découragea point le général Beaulieu, qui, dans cette journée, donna des preuves de grands talents militaires. Il fait prier le prince de Kaunitz et l'archiduc de soutenir ses efforts, en attaquant eux-mêmes vigoureusement les Français; et, décidé à tout tenter pour réussir, il réunit toutes ses divisions, attaque en masse les retranchements, et parvient en effet à prendre le camp en flanc pour tourner la droite de l'armée. La victoire était perdue pour les Français, si Jourdan eût laissé ce dernier mouvement s'opérer. Malgré la rapidité avec laquelle Beaulieu l'avait effectué, et quoiqu'il eût cherché à le dérober, à la faveur d'un terrain coupé, le général français, dont l'œil exercé parcourait en ce moment tout le champ de bataille, aperçut promptement la manœuvre du général autrichien. Convaincu de l'im-

portance de cette position dont la conservation assure le salut de l'armée, Jourdan envoie la plus grande partie de la division du général Hatry au secours de celle de Lefebvre, et donne l'ordre à celui-ci de faire les plus grands efforts, non-seulement pour garder sa position, mais aussi pour chasser l'ennemi de Lambusart.

1794 — an II. Belgique.

Beaulieu comptait tellement sur le succès de sa manœuvre, que, s'imaginant voir les Français en pleine retraite, il commença par s'assurer des passages de la Sambre, afin d'empêcher les vaincus de traverser cette rivière. Après cette opération préliminaire, il réunit de nouveau toutes ses forces, et se porte avec impétuosité contre les retranchements ; mais, animés par la voix et l'exemple de leurs généraux, les Français opposent à l'ennemi une résistance proportionnée à ses efforts. A mesure que les Autrichiens veulent déboucher du village de Lambusart, ils sont arrêtés par un feu terrible de mousqueterie, et inquiétés de tous côtés par les troupes légères éparses dans les jardins et dans les haies. Bientôt, renforcé par les détachements du général Hatry, Lefebvre prend lui-même l'offensive ; ses soldats se jettent avec fureur sur ceux de Beaulieu, les culbutent, les chassent de Lambusart, et ne leur permettent de se rallier qu'en arrière de ce village. Mais ce dernier échec ne peut encore rebuter le général Beaulieu.

Nous avons dit qu'il avait fait prier les princes Charles et de Kaunitz de seconder ses efforts. Ceux-ci, prévenus des succès que se promettait le général Beaulieu, avaient en effet réuni leurs forces, et avaient alors attaqué avec un acharnement incroyable la division Championnet, que le prince de Kaunitz canonnait depuis le commencement de la journée. Mais ce fut en vain que ces deux généraux se réunirent contre Championnet. La division de ce général était à l'abri derrière de forts retranchements, appuyée à une redoute armée de dix-huit pièces de canon ; elle était soutenue par la réserve de cavalerie et quatre compagnies d'artillerie légère. Elle résista valeureusement à tous les efforts de l'ennemi. Toutefois, le général Championnet ayant reçu un faux avis, qui lui annonçait que le général Lefebvre avait été forcé d'abandonner sa position, et craignant d'être pris entre deux feux, crut devoir ordonner la retraite de sa division.

1794 — an II. Belgique.

Déjà la grande redoute était entièrement désarmée ; déjà la tête de la colonne débouchait du village d'Hépignies, lorsque Jourdan, qui s'est aperçu de ce faux mouvement, arrive avec six bataillons et deux régiments de cavalerie du général Kléber, et vient une seconde fois sauver l'armée. Surpris autant qu'effrayé d'une manœuvre dont il ne pénètre point la cause, il hésite quand Championnet lui fait dire que Lefebvre étant en pleine retraite, il se voyait forcé de quitter une position compromise. Certain de la fausseté de ce rapport, Jourdan, sans perdre de temps, donne ordre à ce général de faire revenir promptement l'artillerie de la grande redoute, et de se porter en avant, au pas de charge, pour reprendre la position qu'il a abandonnée. Lui-même se met à la tête des six bataillons qu'il a amenés, et les dispose en colonne serrée à la droite d'Hépignies.

A ce moment, Beaulieu, après s'être rallié en arrière de Lambusart, opérait sa jonction avec le prince de Kaunitz et l'archiduc. Ceux-ci, qui s'étaient aperçus du mouvement rétrograde de Championnet, s'étaient emparés des haies et des jardins d'Hépignies, tandis que Beaulieu manœuvrait contre Lambusart. Les trois colonnes autrichiennes s'avançaient majestueusement en bataille sur deux lignes, dans la plaine entre Hépignies et Wagnée. Une artillerie nombreuse accompagnait les colonnes, et était masquée par elles. Le combat qui allait se livrer devait être décisif. Jourdan fait donner l'ordre aux soldats de ne faire feu que lorsque l'ennemi sera parvenu à demi-portée de canon. Cet ordre est exécuté avec précision et exactitude. Le feu de la grande redoute et celui des quatre compagnies d'artillerie légère portent la mort dans les rangs de l'ennemi, et y jettent la confusion. Deux fois les troupes de Kaunitz et de l'archiduc reviennent à la charge, deux fois elles sont repoussées avec une perte immense. La dernière attaque fut la plus vigoureuse. Irrité par les obstacles et devenu furieux par la résistance, l'ennemi bravait les dangers avec une impassibilité que ne surpassait point la bouillante valeur des Français. L'artillerie tirait de part et d'autre avec tant de vivacité, qu'il était impossible de distinguer les coups. Les obus enflammèrent les blés et les baraques du camp : il semblait qu'on combattit dans une plaine de feu. Au milieu de cet incendie général, un obus éclate dans le camp,

plusieurs caissons sautent avec une forte explosion. Le camp est enveloppé un moment d'un nuage de flammes et de fumée. Quelques bataillons, effrayés, demandent l'ordre de la retraite. « Non, dit Jourdan, qui combattait à la tête de ces braves; point de retraite aujourd'hui! » Ces mots retentissent dans tous les cœurs et exaltent tous les courages. Électrisés par l'héroïque ardeur de leur général, les Français se précipitent une dernière fois sur les Autrichiens et les mettent en désordre. Dans tous les rangs, on entendait les soldats s'écrier : « Point de retraite au-« jourd'hui! » et ce cri fut celui de la victoire.

1794 — an II.
Belgique.

En effet, le prince de Kaunitz et l'archiduc opérèrent leur retraite avec précipitation, poursuivis par le général Dubois, auquel Jourdan avait ordonné cette manœuvre.

Pendant que Kaunitz et l'archiduc cédaient ainsi la victoire, Beaulieu l'avait disputée non moins vaillamment qu'eux. Au premier choc, ses troupes avaient repoussé celles du général Lefebvre, et avaient repris Lambusart. Mais Lefebvre n'avait évacué ce poste que dans le dessein de le reprendre. En effet, rallié derrière le village, il dérobe à l'ennemi son mouvement, porte sa deuxième ligne à sa droite, en colonnes d'attaque, sur Lambusart, et fait attaquer de front le village par ses autres troupes. Les Français, animés par la vengeance et le désir de remporter enfin la victoire, s'élancent avec confiance. C'est en vain que l'ennemi se défend jusqu'à la dernière extrémité; il est impossible d'arrêter les Français, et le village est enfin pris par les deux colonnes, qui y entrent à la fois, chacune de leur côté. Dans cette dernière attaque, le général autrichien eut la jambe atteinte d'un boulet.

Il était six heures du soir, et Beaulieu était en pleine retraite, lorsque le prince de Cobourg, voyant qu'il avait perdu la bataille[1], lui envoya ordre de l'opérer par Sombref et Balatre, sur Gembloux. Ainsi tous les corps de l'armée alliée, en se retirant, cédaient la victoire aux Français. Le prince de Kaunitz

[1] « Il est cependant probable, dit dans son ouvrage le général Jomini, que si les trois colonnes du prince d'Orange, au lieu de se retirer sur Forchies et Anderlues, se fussent liées avec celle de Quasdanowich pour attaquer Gosselies et Jumet, tandis que Kaunitz, l'archiduc et Beaulieu se seraient réunis contre Fleurus, la bataille eût été gagnée par les alliés; mais

1794 — an II. Belgique.

avait été chargé par Cobourg de protéger cette retraite ; mais, poursuivi vivement par le général Dubois, il était peu dans le cas de s'acquitter de cette commission délicate. Parvenue à Saint-Fiacre, la cavalerie ennemie fit volte-face ; mais les hussards autrichiens furent vigoureusement repoussés. L'infanterie de Kaunitz se forma en carrés pour les soutenir, et le prince de Lambesc, à la tête des carabiniers, se porta contre les escadrons français, qui n'avancèrent pas plus loin. Le résultat de ce dernier engagement fut la prise de quelques hommes et de quelques canons.

L'armée française resta dans ses positions retranchées. Celle des alliés se retira sur Nivelles, d'où elle porta un corps à Rœulx ; le gros à Mont-Saint-Jean[1], près de Braine-la-Leud, à l'entrée de la forêt de Soignies ; la gauche vers Genappe et Gembloux. Jourdan était encore sur le théâtre de sa victoire, lorsque le 29, il reçut le décret qui donnait une dénomination nouvelle aux trois portions d'armée qui avaient gagné la bataille de Fleurus. Elles formèrent cette armée de Sambre-et-Meuse, qui fut toujours un modèle de valeur, de désintéressement, de subordination et de patriotisme, et qui devint plus tard, avec l'armée de Rhin-et-Moselle, le refuge de toutes les vertus républicaines que dégradaient partout ailleurs la corruption du siècle et les crimes ou les vices de nos gouvernements. On a beaucoup parlé des avantages que Jourdan retira d'un ballon qui l'instruisait des mouvements que l'ennemi faisait pendant la bataille, surtout de celui de Beaulieu sur le point de jonction des divisions Marceau et Lefebvre, à l'instant où le général autrichien s'efforçait de déboucher de Lambusart ; mais quand on considère attentivement la marche des événements de ce jour, on doit en conclure que très-vraisemblablement Jourdan

le prince de Cobourg, qui savait sacrifier dix mille hommes pour sauver une bicoque, n'avait jamais su risquer un bataillon pour tenter de grandes entreprises contre des corps d'armée. Charleroi était pris, il crut qu'il fallait se retirer, et il en donna l'ordre au moment où un effort simultané de ces corps lui eût valu la victoire et Charleroi, qui n'était pas tenable. »

[1] C'est le même endroit où, vingt-un ans après, et dans le même mois, se livra la dernière bataille de la guerre de la révolution, celle où la valeur française parut si éclatante et si malheureuse.

eût obtenu le même résultat sans le secours de son ballon. Ce qui semble démontrer l'inutilité d'un tel moyen, c'est que depuis lors il n'a plus été employé. 1794 — an II. Belgique.

La seconde conquête de la Belgique fut le fruit de cette célèbre victoire de Fleurus, qui répandit dans la France républicaine une ivresse générale. Quoique des auteurs modernes se soient plus à exagérer la perte des vainqueurs, nous devons croire, avec le général Jourdan, qu'elle ne passa pas 6,000 hommes. Les vaincus portèrent la leur à 10,000, et en eurent 3,000 faits prisonniers.

Prise d'Ostende. — Pichegru, après l'occupation de la ville d'Ypres, s'était, par un mouvement sur sa droite, porté, le 20 juin, à Wachen, entre la rive droite de la Mandel et la rive gauche de la Lys, entre Courtray et Deynse. Ce mouvement avait obligé Clairfait de quitter sa position de Tielt pour s'établir derrière Deynse, et pousser des avant-postes sur la droite de la Lys. 1er juillet. (13 messid.)

Le général français, que ce voisinage inquiétait, fit attaquer le 22 ces avant-postes, et les contraignit de se replier. Clairfait se retira à Gand ; il y renforça son armée d'un corps de 5,000 Anglais et Hanovriens, qui était arrivés la veille de Bruges, sous la conduite de lord Moyra, et établit la plus grande partie de son corps d'armée derrière le canal de Gand et de Bruges.

Le 24, trois divisions françaises se portèrent contre les ennemis; une d'entre elles parvint même jusqu'aux portes de Gand; mais les deux autres, ayant des forces supérieures à combattre, furent repoussées avec perte. Les vainqueurs se portèrent sans délai sur la première colonne, la culbutèrent sans lui donner le temps de faire résistance, et la poursuivirent l'épée dans les reins jusqu'au camp.

Sur ces entrefaites, le duc d'York s'était porté entre Oudenarde et Renaix, laissant une brigade à Tournay. Le général autrichien Kray, qui avait un corps considérable à Orchies, s'était, de son côté, rapproché de Maulde, où il campa le 23.

Pichegru, n'ayant pu réussir dans ses tentatives contre Clairfait, prit alors la résolution d'obliquer à droite, et de venir passer l'Escaut à Oudenarde. Son dessein était de séparer Clair-

1794 — an II. Belgique.

fait de l'armée anglaise, de l'empêcher de se retirer sur Bruxelles, et de le battre séparément. Après y avoir réussi, il voulait se porter sur les derrières de l'armée du prince de Cobourg, qui agissait sur la Sambre; et, après l'avoir détruite ou dispersée, il eût fait jonction avec le général Jourdan, opération qui l'eût mis dans le cas de frapper des coups décisifs.

En conséquence de ce plan, il se mit en marche le 25 juin, et campa sur la droite de la Lys, au-dessus de Deynse, à Cruyshautem et Waereghem. Le 27, il se rapprocha d'Oudenarde, en prenant position entre Worteghem et Huise. Il devait passer l'Escaut dans la nuit du 28 au 29 juin; mais il reçut le soir même un ordre impératif du Comité de salut public, qui lui enjoignait de retourner sur la Lys, afin de s'emparer d'Ostende.

Si la conception du plan que voulait exécuter Pichegru appartient à ce général, elle fait honneur à sa perspicacité et à ses talents militaires. Ce mouvement était parfaitement imaginé, et eût produit les plus grands résultats. Tous les gens de guerre verront dans l'ordre donné par le Comité de salut public une mesure fausse, intempestive, puisqu'on était toujours à même d'occuper Ostende, qui est une ville ouverte. Un des graves inconvénients de la direction des mouvements militaires confiée à ce comité, où l'on ne trouvait qu'un seul homme qui entendît la guerre, était la facilité avec laquelle les plans les plus mal combinés étaient accueillis. Ceux qui les proposaient, mettant sans cesse en avant les mots de *salut de la patrie*, couvraient sous ce voile leur ineptie. Pichegru connaissait trop bien ce qu'il en coûtait à résister aux ordres d'un gouvernement qui ne cherchait que des victimes, afin de les immoler à sa jalouse fureur, pour ne pas se hâter de mettre à exécution ce qu'on venait de lui prescrire.

Ce nouveau plan était d'autant plus préjudiciable aux véritables intérêts de la république, que l'intervention de l'armée commandée par Pichegru n'était point nécessaire pour amener l'occupation d'Ostende. La division du général Moreau, qui s'était emparée de Bruges le 29, était plus que suffisante pour l'opérer. Moreau n'avait qu'à se présenter devant Ostende pour s'en faire ouvrir les portes. Pichegru, d'après les instructions du comité, devait en outre détacher 16,000 hommes de l'armée

du Nord, et les employer à une expédition, également inutile, qu'on projetait contre l'île de Walcheren. Ce projet, que le général Jomini compare au mouvement extravagant de Dumouriez contre la Hollande, dans la campagne précédente, donnait à l'armee française l'attitude de la crainte et l'air de faire une retraite au moment de ses plus beaux triomphes. Il pouvait jeter les troupes dans le découragement; il empêchait la réunion de 200,000 Français victorieux, dont les efforts bien combinés eussent pu terminer cette campagne du Nord de la manière la plus glorieuse. Enfin le plan du Comité de salut public avait surtout cet inconvénient, qu'un seul revers pouvait exposer les deux armées à perdre tout le fruit de leurs succès antérieurs; car si les alliés, éclairés par leurs fautes passées, eussent eu la sagesse de donner une direction centrale aux différentes armées commandées par Clairfait, le duc d'York, le prince d'Orange et le prince de Cobourg, afin d'attaquer Jourdan, ils pouvaient l'isoler pour toujours de l'armée du Nord, et détruire en entier son armée. Heureusement les événements ultérieurs, qu'aucune sagesse humaine ne pouvait prévoir, prirent en quelque sorte le soin de justifier le Comité de salut public, puisque l'exécution de son plan ne causa point les désastres qu'on devait supposer. 1794 — an II. Belgique.

L'occupation d'Ostende importait au gouvernement républicain, parce qu'il considérait cette ville comme le principal entrepôt des Anglais. En effet, c'était dans ce port que débarquaient les troupes britanniques. La ville renfermait toutes leurs munitions, leurs magasins et leurs dépôts d'armes.

Pichegru fit donc prendre à son armée une direction divergente, remonta à Deynse, dont il s'empara, passa à Bruges, et se présenta le 1er juillet devant Ostende. Lord Moyra en était sorti quelques jours avant, avec les 5,000 hommes de débarquement qu'il avait conduits à Gand pour renforcer l'armée du général Clairfait. La garnison que ce général anglais avait laissée dans la place était si faible ou si peu brave, qu'à l'aspect de l'avant-garde de Pichegru, elle s'effraya, et s'embarqua aussitôt sans tirer un seul coup de canon. Les Français entrèrent donc dans Ostende sans éprouver la moindre résistance du côté de la terre. La flotte ennemie, qui croisait devant le port, voulut au moins faire mine de défendre la ville; mais les nombreuses

1794 — an II. Belgique. bordées qu'elle tira sur les troupes françaises ne leur causèrent aucun mal. Pichegru fit lui-même braquer sur elle les canons des forts, et la flotte de convoi qui mouillait dans le port ne s'étant pas retirée assez vite, une partie fut obligée de se brûler elle-même pour ne pas tomber au pouvoir des Français.

L'ennemi, en évacuant Ostende, avait encloué presque tous les canons, et brisé l'un des tourillons de presque toutes les pièces en fer. Outre la commodité de son port et la possession des richesses que les Anglais y avaient accumulées, les Français tirèrent d'autres avantages réels de l'occupation d'Ostende. Ils y trouvèrent un approvisionnement considérable de poudre, plus de 6,000 boulets, quelques pièces de bataille en bronze, plusieurs pièces de fer intactes, des magasins immenses en grains et fourrages, des voitures, des caissons, des chevaux, et plusieurs vaisseaux de bonne prise, entre autres un grand bâtiment doublé en cuivre, qu'on parvint à sauver de l'incendie allumé par les Anglais, et dont on réussit à conserver le cuivre et la carcasse.

9 juillet. (21 messid.) France. *Combat d'Arquinzun.* — Le combat de la Croix-des-Bouquets, fatal aux Espagnols, les avait derechef obligés de se replier en arrière de leurs positions. Le comte de Colomera, vice-roi de Navarre, qui avait succédé à don Ventura Caro dans le commandement de leur armée, alarmé des progrès des Français, avait fait, mais inutilement, aux habitants de la vallée de Bastan, une proclamation dans laquelle il les invitait à suivre l'exemple de leurs ancêtres, qui, sous Louis XIV, avaient préservé leur pays d'une invasion en se levant en masse. Les habitants de la vallée restèrent tranquilles dans leurs foyers, et Colomera, réduit à ses seules forces, était peu dans le cas de s'opposer à la marche des Français.

Dans ces circonstances critiques, le général espagnol avait fait prendre à ses troupes les positions les moins défavorables. Le marquis de Saint-Simon, qui commandait un corps de 7,000 Espagnols, occupait les hauteurs de la montagne d'Arquinzun. Il devait tenir en échec Berderitz et Mizpira, et couvrir la fonderie d'Eguy ainsi que les derrières de la vallée de Bastan. Le 9 juillet, le général Moncey vint l'attaquer dans sa position, suivi du brave Latour-d'Auvergne, qui venait lui amener un renfort de

vingt compagnies de grenadiers. Une forte colonne se présente en front du camp d'Arquinzun, tandis que Latour-d'Auvergne, à la tête de ses grenadiers, tournait ses derrières. Assaillie par une vive décharge d'artillerie, la colonne française s'irrite, et, sans attendre que Latour-d'Auvergne ait terminé son mouvement, elle se précipite la baïonnette en avant, parvient, au milieu des boulets, jusqu'aux retranchements de l'ennemi, et force le marquis de Saint-Simon à chercher son salut dans une prompte retraite.

1794 — an II. France.

Cependant le succès rapide de cette attaque devint, par cela même, favorable aux Espagnols. Si la colonne française eût su maîtriser davantage son impatiente ardeur, Latour-d'Auvergne fût survenu, et, prenant les Espagnols en queue, pendant qu'ils étaient occupés à se défendre de front, il les eût hachés, et peut-être eussent-ils tous été faits prisonniers. Quoi qu'il en soit, les Français se mirent à la poursuite des vaincus. Pendant cette retraite, le marquis de Saint-Simon, qui était à la queue de son arrière-garde, reçoit une balle qui lui traverse la poitrine. L'officier républicain qui était en tête de la colonne française s'en aperçoit, et crie à ses soldats : « Ne tirez plus, nous le tenons. » Les deux troupes étaient si rapprochées que Saint-Simon entend lui-même prononcer cet ordre ; il répond : « Non, non, tu ne me tiens pas encore ; viens me chercher, si tu l'oses. » Un peloton de grenadiers espagnols entoure alors le général, et combat avec tant d'intrépidité, qu'il arrête les Français assez de temps pour qu'on pût sauver le marquis, en le transportant sur un brancard à la tête de l'avant-garde. Ce combat, qui avait causé aux Espagnols une grande perte en hommes tués et prisonniers, fut très-avantageux aux Français, en ce qu'il leur valait d'excellentes positions, et leur ouvrait définitivementl la vallée de Bastan.

Combat du Mont-Paliselle ; prise de Mons, de Nivelles, etc. ; jonction des deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. — Reportons nos regards sur la Belgique. Le mouvement opéré par le général Pichegru pour s'emparer d'Ostende n'avait rien changé à la position des alliés. Le duc d'Yorck était toujours dans sa position de Renaix, et Clairfait n'avait pas quitté Gand. Le prince d'Orange occupait Mons ; Cobourg, à la tête du gros

11 juillet. (23 messid.) Belgique.

1794 — an II. Belgique.

de l'armée autrichienne, était campé à Mont-Saint-Jean, vers Braine-la-Leud; Beaulieu et Quasdanowich étaient placés vers Sombref et Gembloux, et s'appuyaient sur la Sambre. Ainsi la position générale des alliés occupait un long cordon qui, partant de Gand, communiquait par deux corps établis à Tournay et à Maulde, et s'étendait jusqu'à la rivière de Haine.

L'impossibilité de pouvoir rester en sûreté dans une position aussi étendue fit prendre aux généraux alliés la résolution de se concentrer pour couvrir Bruxelles. Mais ce projet même était insuffisant pour s'opposer aux tentatives que Jourdan pouvait faire après la victoire remportée à Fleurus. Au lieu de faire occuper Assche par le duc d'Yorck, Bodeghem par Clairfait, et Tubize, près de Hall, par le prince d'Orange, ils auraient dû profiter du faux mouvement de Pichegru sur Ostende, pour opérer une concentration plus resserrée, et attaquer Jourdan avec toutes leurs forces réunies. Leur nouvelle position était encore trop morcelée pour leur laisser l'espoir d'agir avec quelque succès, et bientôt ils purent acquérir une nouvelle preuve du danger de l'isolement dans lequel ils s'obtinaient à tenir leurs armées.

En effet, tandis que les alliés ne renonçaient point à leur système de tâtonnement, Jourdan s'était mis rapidement en marche pour tirer parti de sa victoire. Cependant il est vrai de dire que lui-même commit la faute de porter la plus grande partie de ses troupes sur sa gauche, au lieu de les diriger sur le point principal par sa droite. Peut-être ne se croyait-il pas assez fort pour attaquer de nouveau le prince de Cobourg après la manière dont il avait combattu à Fleurus. Quoi qu'il en soit, Jourdan, après avoir donné quelques jours de repos à ses troupes autour de Charleroi, parut combiner, le 1er juillet, un mouvement général sur Mons. Ce jour-là, les divisions des généraux Kléber et Lefebvre marchèrent à Marmont. Les Autrichiens, commandés par le général Davidowich, qui étaient en force dans leur camp de Rœulx, se portèrent au devant du général Lefebvre, et l'attaquèrent; mais ce général, qui avait si puissamment contribué au succès de la dernière bataille, n'eut besoin que de rappeler à ses soldats la gloire acquise par eux dans cette journée, pour les exciter à bien faire; et les Autri-

chiens, défaits dans un combat qu'il leur livra sur les hauteurs de Bracquignies, furent repoussés et obligés de se retirer. 1794 — an II. Belgique.

Le même jour, le général Schérer se portait des environs d'Avesnes sur la rive gauche de la Sambre, d'où il s'avança sur le Mont-Palissel, à la droite et près de Mons, où le général Montaigu arrivait en même temps par la chaussée de Binch. Le Mont-Palissel était occupé par un corps nombreux d'Autrichiens résolus de s'y défendre opiniâtrément, parce que cette position couvrait la ville de Mons. Schérer et Montaigu attaquent l'ennemi avec toutes leurs forces à la fois. Soutenus par une artillerie nombreuse, qui faisait sur les Autrichiens un feu terrible, les Français gravissent la montagne au pas de charge. Les alliés les reçoivent en faisant à demi-portée une double décharge de mitraille et de mousqueterie. Le premier rang de la division de Schérer, plus exposée que celle de Montaigu, tombe presque tout entier; mais rien ne peut arrêter les Français. Ils sautent dans les retranchements; et, après un léger combat à la baïonnette, ils mettent l'ennemi en déroute, et le forcent de fuir en désordre. Pendant ce combat, le général Favereau, à la tête des troupes de la garnison de Maubeuge, s'était lui-même porté sur Mons, et se présentait sous les murs au moment même où Montaigu et Schérer poursuivaient les Autrichiens. Le bruit de leur défaite s'était promptement répandu jusque dans la ville, et la garnison sortait à huit heures du soir par l'une des portes de Mons, quand déjà Favereau entrait dans la place par une autre porte. Les deux divisions Kléber et Lefebvre, qui venaient de forcer les bois d'Havré, arrivaient au même instant, et opérèrent leur jonction avec celles de Schérer et de Montaigu. Le prince d'Orange se retira sur Soignies et ensuite sur Hall.

Le même jour, une partie de la division du général Morlot chassa l'ennemi de Seneffe, sur le chemin de Nivelles à Binch. Le général Marceau repoussa un corps autrichien sur Gembloux, et le général Championnet se porta entre Marbaix et Genappe.

Le combat du Mont-Palissel et la prise de Mons mirent les alliés dans la nécessité d'évacuer Saint-Amand, Marchiennes, Câteau-Cambrésis, et les autres postes qu'ils occupaient sur la

1794 — an II. Belgique.

frontière du département du Nord. Alors Condé, Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies se trouvèrent livrés à leurs propres forces ; et Pichegru put, dès ce moment, s'occuper d'en faire l'investissement. Nous dirons en son lieu comment ces quatre places importantes rentrèrent sous la domination de la république.

Mais tandis que Jourdan remportait ainsi des avantages sur sa gauche, il éprouvait d'abord des revers sur sa droite. Les divisions des généraux Mayer, Hatry et Dubois avaient échoué dans leurs tentatives sur Gembloux et Sombref, qu'occupaient les généraux ennemis Beaulieu et Quasdanowich, pour couvrir les routes de Namur et la ligne de la Meuse. Jourdan vit alors combien il avait eu tort de ne point diriger de ce côté ses forces principales, et il se hâta de profiter de ses succès sur sa gauche pour renforcer sa droite.

Les divisions des généraux Kléber et Lefebvre s'étaient, comme nous l'avons vu, avancées sur Nivelles, et dès lors les Français purent agir plus sûrement de ce côté. Le prince de Cobourg, se voyant menacé, crut lui-même devoir s'ébranler pour soutenir ses communications. Il quitta, le 6 juillet, le Mont-Saint-Jean, près de Braine-la-Leud, et vint camper à Corbaix, pour se rapprocher de Beaulieu et de la Meuse ; le prince d'Orange quitta Hall, où il s'était retiré après le combat du Mont-Palissel, et vint remplacer l'armée de Cobourg dans un camp, où il fut attaqué en arrivant. Dans cette journée, on se battit encore sur plusieurs points. Les généraux Hatry et Mayer attaquèrent et repoussèrent l'ennemi de Boignée et de Balatre. Le général Championnet se maintint dans sa position en avant de Marbaix, après un combat assez vif. Le général Morlot se porta sur Trois-Bras. Le général Dubois, suivi à peu de distance par d'autres troupes, et marchant avec la cavalerie sur Nivelles, rencontra l'ennemi, le tourna par Beaulers, le força d'abandonner sa position et de se retirer par Lillois. Réunis en avant de Braine-la-Leud, les Autrichiens chargèrent une partie de la division du général Lefebvre, et la repoussèrent d'abord. Mais le général Dubois, qui arrivait, ayant ordonné une charge de cavalerie qui réussit très-heureusement, culbuta l'ennemi et le mit en déroute, pendant que le général Lefebvre s'emparait des re-

doutes, et se portait à gauche de Braine-la-Leud, où les vaincus venaient de se réunir au prince d'Orange. Malgré cette réunion, l'ennemi fut également chassé après un combat opiniâtre et une canonnade, qui se prolongea jusqu'à Waterloo. 1794 — an II. Belgique.

Cependant le général Beaulieu occupait toujours les hauteurs de Sombref, qui couvraient la ville de Nivelles. Le 7 juillet, ce général repoussa d'abord le général Hatry, qui était venu l'attaquer. Hatry, après s'être replié, se réunit à la division du général Mayer, et revint en force attaquer une seconde fois les Autrichiens. Beaulieu avait avec lui beaucoup de grosse artillerie et une nombreuse cavalerie. Cet avantage le mit longtemps à même de résister avec succès aux efforts de Mayer et de Hatry; mais enfin ces deux généraux parvinrent à rompre les Autrichiens et à repousser leur cavalerie. Vainement Beaulieu tenta de la rallier; il manqua lui-même d'être pris. Un officier de son état-major fut obligé de se rendre, ainsi qu'un grand nombre de soldats et d'officiers. Les Autrichiens furent poursuivis avec acharnement jusque dans Nivelles, où les troupes françaises entrèrent pêle-mêle avec eux. Ce combat qui avait été très-meurtrier, coûta aux Autrichiens près de 3,000 hommes blessés ou tués. Au nombre des derniers était le prince de Hesse-Philipstadt. La perte des Français fut évaluée à 1,000 ou 1,200 hommes.

Beaulieu, battu à Sombref et coupé de Namur, se retira d'abord sur Gembloux, et ensuite sur Hotomont. Le même jour, le prince d'Orange, repoussé une seconde fois à Braine-la-Leud, fut obligé d'opérer sa retraite par la forêt de Soignies, sur Bruxelles. Alors l'armée du prince de Cobourg quitta son camp de Corbaix pour s'établir à Louvain et Jodoigne. Le 9 juillet, il établit son quartier général à Tirlemont.

Pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse poursuivait de cette manière les divisions ennemies, celle du Nord se mit en marche le 3 juillet, d'Ostende et de Bruges, pour se rendre à Gand. Elle était alors divisée en deux grands corps, marchant à droite et à gauche du canal. Elle campa le même jour à Saint Joris-en-Distel et à Knesselaër. Le lendemain 4, ces deux divisions traversèrent la ville de Gand aux acclamations bruyantes des habitants, satisfaits de revoir les Français dans leurs

1794 — an II. Belgique. murs. Tournay fut occcupé le 5 octobre, et Oudenarde ouvrit ses portes le même jour. Toute cette population demi-française de la Belgique accueillit l'armée avec enthousiasme. Elle prévoyait que bientôt elle-même ferait partie de la république, et dans les soldats français elle voyait déjà des frères.

Le 9 juillet, l'armée du Nord vint camper à Erembodeghem, derrière Alost. Le même jour les détachements de son avant-garde pénétrèrent jusque dans Bruxelles. Cependant l'ennemi n'avait pas entièrement évacué cette ville ; mais, à l'approche des Français, il se hâta d'en sortir. Le général Leval, détaché de la division Montaigu, de l'armée de Sambre-et-Meuse, y était entré en même temps, et le lendemain cette même division occupa entièrement la ville.

Le 11 juillet, l'armée du Nord, venant d'Assche, campa derrière le canal de Vilvorden, à la gauche de Bruxelles, où Pichegru établit son quartier-général. Jourdan prit le sien à Nivelles, et les deux armées se trouvèrent réunies en ligne, la gauche à Vilvorden, le centre à Bruxelles, et la droite vers Namur.

La jonction des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse se trouvait enfin opérée. Après tant de fatigues éprouvées, d'obstacles surmontés, de dangers affrontés, de combats et de batailles livrés, il était beau de voir réunies, dans la capitale du pays conquis, les deux armées qui avaient en si peu de temps vengé la patrie de tous les revers éprouvés précédemment. Cependant à cette époque de troubles, où les factions qui s'entrechoquaient avaient seules le droit de tenir attentifs les citoyens, on remarqua peu ce grand événement ; mais l'histoire dédommagera de l'indifférence de leurs contemporains les deux généraux qui surent ainsi relever l'honneur des armes de la France, et placer la nation au rang éminent qu'elle a conservé pendant vingt années.

2 au 14 juill. (14 au 26 m.) Allemagne. *Combats de Schweigenheim, du Schänzel et de Trippstadt.* — Après le combat de Kaiserlautern, le général Moreaux s'était retiré sur la Sarre avec l'armée de la Moselle, et le général Michaud sur la Queich avec l'armée du Rhin. 6,000 hommes de cette dernière armée furent envoyés à celle de la Moselle. Au moyen de ce renfort Moreaux reprit le 11 juin ses positions de

Pirmasenz, de Hornbach et de Bliescastel, en se liant par les gorges d'Anweiler à la gauche de l'armée du Rhin. A l'exception de quelques affaires d'avant-postes peu importantes, le mois de juin s'écoula paisiblement de part et d'autre. 1794 – an II. Allemagne.

Les troupes de la Moselle, qui occupaient Pirmasenz, ayant reçu encore des renforts vers la fin de ce mois, le feld-maréchal Möllendorf fit occuper Trippstadt par un détachement aux ordres du général Courbière; Rüchel s'avança à Martinshöhe et Käshofen, et Kalkreut à Ottweilerh. Dans la vallée du Rhin, le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg, dont l'avant-garde avait pris position à la hauteur de Schweigenheim, entre les deux routes de Spire à Germersheim et de Spire à Landau, occupait une position entre Harthausen et Heiligenstein, se liant aux Prussiens par un détachement placé entre Fraischbach et Germersheim. Une attaque générale sur la gauche des Autrichiens dans la plaine du Palatinat ayant été fixée au 2 juillet, l'armée de la Moselle fut chargée de contenir les Prussiens dans leurs positions des montagnes à Hochtädt, au Saukopf et au Schänzel, et de les empêcher de porter des secours aux Autrichiens sur lesquels devaient tomber tous les efforts de l'armée du Rhin.

Le 2, au point du jour, l'aile droite de l'armée du Rhin se porta en avant. Elle était commandée par Desaix, qui dirigea sur Schweigenheim huit bataillons sous le général Vachot. Vingt escadrons, aux ordres des généraux Frimont et Rivaud, devaient tourner l'ennemi par sa gauche, entre ce lieu et le Rhin. Une brigade de cavalerie, soutenue par huit bataillons conduits par le général Marchais, devait le tourner par sa droite, tandis que le général Beissac, débouchant de Weingarten, avec huit autres bataillons et quelques escadrons, se porterait sur Fraischbach et Böbingen, pour détourner l'attention de l'ennemi sur le véritable point d'attaque et le couper de sa communication avec le corps prussien de Hohenlohe-Ingelfingen.

Vachot replia d'abord les avant-postes autrichiens sur Schweigenheim; mais ceux-ci ayant reçu des renforts, la cavalerie française, et, bientôt après, l'infanterie furent culbutées et poursuivies jusqu'en arrière de Lingenfeld. Le général Marchais. qui était parvenu avec sa colonne jusque sur les hauteurs de

1794 — an II. Allemagne. Schweigenheim, se disposait à attaquer ce village où il fut reçu par neuf bataillons et dix escadrons et forcé à la retraite après un combat opiniâtre. Pendant ce temps Beissac avait atteint Gomersheim sans éprouver beaucoup de résistance ; il y fut arrêté par l'extrême gauche des Prussiens. Attaqué dès neuf heures du matin par un mouvement combiné des Prussiens et des Autrichiens, il fut repoussé jusqu'à Fraischbach, où il se maintint jusqu'à quatre heures du soir, lorsqu'il fut rappelé par Desaix. qui, regardant son attaque comme manquée, se disposait à rentrer dans les positions qu'il avait quittées le matin. Le centre de l'armée du Rhin, formé de la division Saint-Cyr, avait marché contre les troupes de Hohenlohe-Ingelfingen et de Blücher. Il repoussa les avant-postes prussiens de Freimersheim Fischlingen, Edesheim et Weyher ; mais il tenta en vain de pénétrer plus avant, et de s'emparer d'Edenkoben. Après une canonnade qui se prolongea jusqu'au soir, il se retira dans sa position en avant de Landau, sans avoir été suivi.

Pendant que l'armée du Rhin attaquait les postes autrichiens de la plaine, l'armée de la Moselle attaquait les postes occupés par les Prussiens dans les montagnes. Un faible détachement qui marcha contre Johanniskreuz fut facilement repoussé par le général Kleist, qui occupait cette position, tandis que la division Taponier, venant de Pirmasenz, marchait contre les troupes du général Courbière établies à Trippstadt. Après avoir repoussé tous les avant-postes de l'ennemi sur ses positions, un renfort de onze bataillons et dix escadrons envoyé de Kaiserslautern contribua à la contenir et l'empêcha de passer plus avant. Le lendemain, 3, le combat recommença avec une nouvelle ardeur de la part des républicains ; mais le général Ambert, qui avait pris le commandement de l'armée de la Moselle en l'absence du général Moreaux, ayant appris, quoiqu'un peu tard, que l'attaque de l'armée du Rhin n'avait pas réussi, et que cette armée était rentrée dans ses positions fit sur le champ ses dispositions de retraite. L'ennemi s'en aperçut et fit filer des troupes sur les flancs et les derrières de la division. Le général Kleist, parti de Johanniskreuz, parut sur le flanc droit et enleva le village de Helterberg gardé par le sixième bataillon de Rhône-et-Loire, qui y perdit ses pièces. La division se dirigea sur Pirmasenz, sans

cesse harcelée par les forces que l'ennemi avait réunies pour la suivre, et rentra le soir en bon ordre dans sa position. Les divisions des camps de Hornbach et de Bliescastel, commandées par les généraux Reneauld et Xaintrailles, qui s'étaient réunies le 2, sur les hauteurs en arrière de Deux-Ponts, après avoir repoussé les avant-postes prussiens, s'approchèrent de la position que Rüchel avait prise à Käshofen, mais sans rien entreprendre de sérieux, le comte de Kalkreuth étant arrivé le même jour à Homburg. Après un léger combat, ces divisions repassèrent l'Erbach, et le 4 elles retournèrent à leurs camps. 1794 — an II. Allemagne.

Les commissaires de la Convention présents aux armées du Rhin et de la Moselle, ayant donné l'ordre aux généraux français de marcher à une attaque combinée de ces deux armées contre les postes occupés par les alliés dans les montagnes, deux divisions de l'armée de la Moselle se présentèrent le 12, après midi, devant le camp de Kalkreuth, établi à Martinshöhe. Ce général, sans être attaqué sérieusement, se retira pendant la nuit sur Kaiserslautern, où il fut suivi par Rüchel. Le même jour la division Taponier marcha de nouveau sur Trippstadt, secondée par l'extrême gauche de l'armée du Rhin, forte de neuf bataillons, commandés par le général Sibaud, qui se portait par Hochstädt, sur le Saukopf et le Sand, occupés par les troupes de Kleist. Les brigades Siscé et Desgranges étaient chargées d'emporter les retranchements du Blödersberg et du Schänzel. Les retranchements de ce dernier poste étaient gardés par le général Pfau avec trois bataillons de grenadiers commandés par le général Voss. Le général Desgranges, parti avec six bataillons de la vallée de Modebach, gravit le Kesselberg, qui domine à gauche le Schänzel; mais il fut repoussé par trois fois et rejeté dans la vallée. L'ennemi ayant aperçu aux environs de Ramberg une autre colonne française de six bataillons aux ordres du général Siscé, le prince de Hohenlohe, dont les troupes défendaient le Schänzel, renforça ce poste de six compagnies, qui furent suivies le lendemain de deux bataillons aux ordres du général Schladen. Le Schänzel, montagne située dans la chaîne des Vosges, près de Saint-Martin et d'Edenkoben, forme la tête de tous les versants à l'est et à l'ouest de cette chaîne. Il était considéré comme la clef de toute la ligne ennemie. Point

1794 – an II. Allemagne. culminant des vallées de Neustadt, d'Edichofen de Modebach, et d'Eisthal, l'accès en était rendu difficile par des chemins presque impraticables qui se croisent et se dirigent vers Leimen, Trippstadt et Anveiler. On ne pouvait y arriver, même difficilement, que par la vallée de Modebach, dont l'ennemi tenait les côtés et le défilé.

Tandis que dans la journée du 13, Taponier contenait par de vives attaques la division Courbière, qui défendait Trippstadt, Siscé, parti de Steineck, tourna la position du Schänzel par sa droite. Desgranges, qui s'était emparé du plateau du Blödersberg, l'attaquait de front. La droite du général Pfau s'étant enfuie malgré les efforts du général Schladen pour arrêter ce mouvement, qui bientôt entraîna les troupes qu'il amenait, la terreur se communiqua promptement de la droite à la gauche, et les bataillons du prince de Hohenlohe, dispersés et à moitié détruits, s'enfuirent dans la direction de Neustadt et de Saint-Martin, et leur chef, le général Pfau, tomba, blessé mortellement, au pouvoir du vainqueur. Les troupes de Kleist soutinrent avec bravoure les attaques réitérées des Français au Horderkopf, au Saukopf et à Johanniskreuz, et ne se retirèrent que le soir, longtemps après la prise du Schänzel. Le major Borck, à la tête du bataillon des grenadiers de Schladen et de deux compagnies de Kunitzky se soutenait encore au Kesselberg, qu'il défendait depuis deux jours. Attaqué par les bataillons de la 11e légère, commandés par le chef de brigade Gazan, il rassemble sa troupe, se précipite avec elle des hauteurs escarpées et couvertes de broussailles qu'il occupait, et gagne la vallée d'Edenkoben, où il se fraye un chemin à la baïonnette, et rejoint en désordre la droite du prince de Hohenlohe, sous le feu continuel des tirailleurs français qui bordent la vallée. Ce brave officier mourut peu de temps après des suites des blessures qu'il reçut dans cette circonstance.

L'affaire du Schänzel coûta au corps du prince de Hohenlohe, plus de 1000 hommes, onze pièces de canon, un général et plusieurs officiers supérieurs. L'infanterie française mérita les plus grands éloges dans l'attaque de ces formidables retranchements, où il fut impossible de faire usage de l'artillerie à cause des difficultés du terrain. La nuit étant survenue, les troupes de l'armée

du Rhin qui avaient forcé cette position, ne purent poursuivre l'ennemi. 1794 — an II. Allemagne.

L'attaque de Trippstadt par les troupes de l'armée de la Moselle offrait encore plus de difficulté que celle du Schänzel. La gauche de cette position était appuyée à de forts retranchements, et les abords défendus par de bons abatis, tandis que l'ennemi, également retranché sur sa droite, occupait le centre par une masse de forces considérable que les difficultés naturelles du terrain ne permettaient pas d'aborder. Comme au Schänzel, on fut obligé d'attaquer sans le secours de l'artillerie. La division Taponier, divisée en deux colonnes sous les ordres des généraux Argoult et Mally, marcha par la droite et par la gauche de la position. Ces deux attaques conduites avec une rare intrépidité, sous un feu d'artillerie et de mousqueterie des plus violents, et malgré tous les obstacles et les difficultés du terrain, ébranlèrent le courage des Prussiens, qui profitèrent de la nuit et du bruit d'une canonnade incessante pour effectuer leur retraite en toute hâte. Le lendemain 14, au point du jour, les troupes de Taponier occupèrent Trippstadt, et communiquèrent aussitôt avec la gauche de l'armée du Rhin, commandée par le général Sibaud, qui s'était emparé des postes de Hochstädt, du Sand et du Saukopf, défendus par Kleist.

Dans la vallée du Rhin, les divisions Desaix et Vachot avaient marché le 13 contre les Autrichiens, pendant que les divisions Saint-Cyr et Friendzholz étaient opposées aux Prussiens pour les tenir en échec et les empêcher de porter secours aux postes de la montagne. La journée s'était passée en démonstrations. Il n'y eut de combat sérieux que celui qui fut engagé dans les environs de Roth, contre les troupes du général Blücher, et dans lequel le général Laboissière, commandant de la cavalerie, fut pris avec 80 hommes et trois pièces de canon, en cherchant à dégager cette artillerie, que le chef de brigade Ferveur avait maladroitement exposée en avant du village d'Edesheim, où il fut également fait prisonnier.

Après la perte des postes des montagnes, le feld-marechal prussien ne jugea plus ses positions tenables, et une armée de plus de 70,000 hommes se vit forcée de battre en retraite par suite de la défaite de quelques bataillons. Le corps autrichien se

1794 — an II. Allemagne. retira le 14 derriere le Rehbach, et le 16 il passa sur la rive droite du Rhin à Mannheim. La division du prince de Hohenlohe marcha du 14 au 19 dans la position de Pfeddersheim, derrière l'Eisbach.

15 juillet. (25 messid.) Belgique. *Occupation de Louvain et de Malines.* — La réunion des deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse n'amena point les grands résultats qu'on était en droit d'attendre. On pensera naturellement que, les armées alliées ayant pris une direction divergente, il devenait facile de les écraser successivement avec une masse aussi formidable que celle qui se trouvait à la disposition du gouvernement républicain. Cependant, par l'effet d'une résolution qui étonna tout le monde, les deux armées françaises se séparèrent presque aussitôt. Pichegru se soumit sans réclamation à cette décision, qui lui fut transmise par les commissaires conventionnels attachés à l'armée.

De leur côté, les alliés, mus par leurs intérêts respectifs, étaient loin de chercher à centraliser leurs forces. Le duc d'York et le prince d'Orange voulaient couvrir la Hollande, et les Autrichiens désiraient se rapprocher des bords du Rhin, vers Cologne et Coblentz, pour se mettre en communication avec la basse Allemagne. La ligne d'opérations dans les Pays-Bas n'offrant que des avantages aux Français, les généraux ennemis ne pouvaient point songer à la conserver.

Telle était au 12 juillet la position des deux armées combinées : elle commençait à Conticq, près d'Anvers, suivait la rivière de la Dyle par Malines, remontait par Louvain et Tirlemont jusque vers Namur, couvert par le corps du général Beaulieu.

Les gens de guerre, en considérant cette ligne de plus de vingt-quatre lieues d'étendue, ne pourront que s'étonner davantage de la détermination prise par le Comité de salut public, de séparer les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Cette masse de 150,000 hommes opérant soit sur le prince de Cobourg à Louvain, soit sur le duc d'York vers Anvers, aurait infailliblement anéanti l'une ou l'autre de ces armées ennemies. La manœuvre contre le duc d'York eût été surtout d'un succès presque sûr et d'une conséquence bien importante. Renfermés entre l'armée française et Anvers par le

mouvement de la première sur la Nèthe, les Anglais échappaient difficilement à une destruction totale; ils n'avaient d'ailleurs aucun moyen d'embarquement préparé. Le nouveau corps amené par lord Moyra était isolé à Waterloo, les Hessois étaient en l'air à Malines, et les Hollandais, dans la position qu'on leur avait fait prendre pour défendre le canal de Louvain, étaient tout à fait compromis. 1794 — an II. Belgique.

Cependant les Français surent encore tirer parti de la fausse détermination du Comité de salut public. Le 15 juillet, le général Kléber se porta sur Louvain, tandis que les généraux Lefebvre, Dubois, Championnet et Morlot faisaient un mouvement sur la Dyle, vers Jodoigne. Les Autrichiens occupaient la montagne de Fer, en avant de Louvain, et promettaient de faire une vive résistance. Kléber les attaqua à huit heures du matin, et parvint à les chasser de cette position. Dans le même moment, les généraux Lefebvre et Dubois s'emparèrent de l'abbaye de Florival. Ces deux avantages rendant libres les approches de la ville, Kléber attaqua Louvain, que les Autrichiens occupaient toujours. Les portes furent brisées à coups de hache. Un combat très-vif s'engagea dans les rues de la ville, qui furent en un moment jonchées de cadavres. Après une résistance qui leur fit honneur, les Autrichiens prirent le parti d'abandonner la ville au pouvoir des Français. L'avantage le plus remarquable de l'occupation de Louvain fut la délivrance d'une grande partie des soldats de la garnison de Landrecies, que les Autrichiens tenaient renfermés dans le poste qu'ils évacuaient pour se replier sur Tirlemont.

Au moment où ceci se passait à Louvain, l'armée du Nord, qui avait passé, le 13 juillet, le canal de Vilvorden, et était venue camper à Hombech, devant Malines, attaquait les Hollandais, derrière le canal de Louvain. Impatients des préparatifs qui se faisaient pour passer le canal, un grand nombre de soldats français le traversèrent à la nage. Le lieutenant Dardennes, du troisième bataillon des tirailleurs, donna le premier l'exemple, en allant saisir, sur le bord opposé, un grenadier hanovrien qu'il força de repasser le canal avec lui. Les soldats, animés par cet exemple d'intrépidité, s'élancèrent à l'envi vers l'autre rive, et réussirent à s'y établir malgré tous les efforts et le feu le plus

1794 — an II. Belgique.

violent des Hanovriens. Ce passage de quelques braves donna plus de facilité pour la construction du pont que le général Pichegru faisait établir, et bientôt toutes les troupes françaises passèrent de l'autre côté du canal. Le combat s'engagea presque aussitôt avec la plus grande vivacité. Les Hanovriens, qui connaissaient la terrible mesure décrétée contre les troupes anglaises, se défendirent avec le courage du désespoir ; mais, attaqués sur leurs deux flancs à la fois, ils furent obligés de se retirer derrière la Nèthe, jusque vers Nylen. Les troupes françaises les poursuivirent jusqu'à Malines. Les portes de cette ville, barricadées et obstruées par des amas de fumier, n'arrêtèrent point les vainqueurs. Les murs furent escaladés, une des portes fut débarrassée, et l'armée française entra dans la ville en même temps que l'ennemi sortait par la porte d'Anvers.

Le général de brigade Proteau fut tué dans le combat livré sur le canal de Louvain, et le général Salem y fut grièvement blessé.

16 juillet. (26 messid.) France.

Reprise de Landrecies sur les alliés. — La victoire de Fleurus et les progrès des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse en Belgique, non-seulement mettaient à découvert les places prises par les alliés sur la frontière de la Flandre, mais compromettaient encore Namur, qui se trouvait environné par les troupes françaises. Le Comité de salut public résolut l'attaque prompte et successive de toutes ces forteresses. L'armée du Nord devait, dans le principe, assiéger Valenciennes et Condé, et une division de l'armée de Sambre-et-Meuse était destinée à attaquer Landrecies et le Quesnoy. La Convention, habile à profiter du système de terreur qu'elle mettait en pratique, vis-à-vis même de ses administrés, pensa que les alliés se laisseraient intimider par les mêmes moyens, et renonceraient à tirer parti de toutes les mesures qu'ils avaient prises pour soutenir avec avantage le siége des places qui se trouvaient en leur pouvoir. En conséquence, cette assemblée, sur le rapport de Carnot, rendit un décret portant : « Que les quatre grandes places françaises (Valenciennes, Condé, Landrecies et le Quesnoy) seraient sommées de se rendre à discrétion, et que, dans le cas de refus, après un délai de vingt-quatre heures, les garnisons ennemies seraient passées au fil de l'épée. »

SIEGE DE LANDRECIES, *en 1794. T. 2e. Page 76.*



1200 *Mètres*

Cependant les forces dont on disposait ne pouvaient entreprendre qu'un seul de ces siéges à la fois. Il était naturel de penser qu'on commencerait par Valenciennes ; mais le siége de Landrecies fut résolu le premier. Dès le 13 juillet, cette place avait été investie par une division de 7 à 8,000 hommes, détachée de l'armée de Sambre-et-Meuse, et commandée par le général Jacob. Ce brave général, plus pénétré du désir de se battre qu'instruit dans l'art d'attaquer les places, montra la même ignorance et la même audace que les généraux Charbonnier et Desjardins au siége de Charleroi. Il s'imagina qu'il lui serait facile de prendre par un coup de main Landrecies sans le secours d'officiers du génie, et seulement avec la faible artillerie attachée à sa division. Il établit çà et là ses petites batteries isolées, auxquelles néanmoins l'assiégé s'amusa à répondre. Croyant par là en avoir imposé à l'ennemi, le général Jacob fit sommer la place de se rendre. Le commandant répondit, ainsi qu'on devait s'y attendre, par une négative qui montrait combien il méprisait les faibles moyens employés contre lui. Cette première sommation était d'ailleurs antérieure au décret dont nous venons de parler plus haut. 1794 — an II. France.

D'après la détermination du gouvernement conventionnel, et voyant que l'entreprise échouerait si on ne portait point sous les murs de la place des forces plus imposantes, le général Ferrand, qui commandait cette partie des frontières, réunit autour de Landrecies une armée de 14 à 15,000 hommes, des artilleurs, des ingénieurs, des mineurs, des sapeurs, de l'artillerie, des munitions, des outils, et généralement tout ce qui est nécessaire pour un siége. Les fascines et les gabions avaient été fabriqués par l'ennemi. Il en avait fait de grands dépôts dans les villages environnants.

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 10 au 11 juillet. C'était, suivant l'esprit du décret, le moment d'en notifier le contenu au commandant de la place. Mais le général Ferrand, mû par les sentiments de loyauté et d'humanité si naturels aux militaires français, ne voulant point exposer la garnison qui défendait Landrecies au danger de mépriser ce décret avant que ses batteries dressées n'eussent en effet prouvé qu'il avait les moyens de s'emparer de la place, attendit un moment plus

1794 — an II. France. opportun pour faire la sommation. Les travaux de siége furent poussés avec une activité extraordinaire. Le chef de bataillon Marescot, qui commandait le génie, y montra la même habileté qu'au siége de Charleroi. S'éloignant de la routine habituelle des siéges, et profitant de la faiblesse de la garnison, qui n'était que de 1,500 hommes, il supprima la première parallèle, et porta la seconde à cent cinquante toises du chemin couvert, au lieu des trois cents, prescrites par les règles ordinaires. Cette innovation, dont l'exécution était rendue fort difficile par un beau clair de lune et un temps très-calme, réussit cependant au gré des désirs de l'habile ingénieur. Vainement les assiégés, qui entendaient le bruit des premiers travaux, firent sur les travailleurs un feu terrible d'artillerie. S'imaginant que la tranchée s'ouvrait à la distance ordinaire de trois cents toises, ils calculèrent leurs coups pour les faire tomber au lieu où ils soupçonnaient que la terre était fouillée. Les bombes, les boulets et les obus passèrent par-dessus les travailleurs et les soldats chargés de les escorter. Mais ce feu était si violent, les projectiles tombaient à une distance si rapprochée, que les soldats et les travailleurs en étaient quelquefois ébranlés et mis en désordre. Les capitaines du génie Flayelle, Detroyes, Blanc, Dalquier et Montfort se distinguèrent dans cette circonstance par leur courage et leur fermeté. Plusieurs fois ils réussirent à rallier et à ramener au travail les soldats et les ouvriers épouvantés. Cependant cette nuit laborieuse, où l'ennemi faisait un feu si terrible, ne coûta guère aux assiégeants que 28 ou 30 hommes. On avait travaillé avec tant d'ardeur qu'au point du jour on se trouvait à couvert sur tous les points de la parallèle, et les communications étaient déjà commencées.

Le siége de Landrecies fixait l'attention de tout le pays qui environne la place. Quel Français pouvait rester indifférent aux efforts que faisaient des soldats citoyens pour enlever aux étrangers l'une des forteresses de la patrie, tandis que les deux grandes armées du Nord et de Sambre-et-Meuse achevaient l'invasion de la Belgique? Cet événement, qui annonçait que bientôt le sol de la France serait délivré de la présence de l'ennemi, excita l'enthousiasme et le zèle des villes et des com-

munes voisines. Leurs gardes nationales se firent un honneur de demander d'être mises en activité, et vinrent avec joie se joindre aux troupes du général Ferrand; elles supportèrent avec un généreux dévouement toutes les fatigues du siége. Ce secours, auquel on ne s'attendait pas, et qui est un honorable indice de l'esprit public des Français à cette époque, augmenta encore l'ardeur des soldats en excitant leur émulation. Une noble rivalité s'établit entre les gardes nationaux et les troupes de siége. Avec de tels moyens, Landrecies, malgré toute la résistance qu'opposait sa garnison, devait bientôt succomber et être rendue à la patrie, qui la réclamait.

1794 — an II. France.

Le 13 juillet, le général Ferrand, tombé malade par suite du trop grand mouvement qu'il s'était donné en visitant les ouvrages, fut remplacé dans le commandement du siége par le général Schérer. Ce nouveau commandant ne mit pas moins d'activité que le premier à presser les travaux. Témoins de la rapidité avec laquelle ils étaient confectionnés, le gouverneur de la place, Foulon, envoya sur le soir un parlementaire pour proposer d'évacuer Landrecies s'il n'était pas secouru avant le 1er août. Schérer, ne voulant pas encore lui signifier le décret de la Convention, par les mêmes motifs qui avaient empêché son prédécesseur de le faire, ne lui fit aucune réponse.

Cependant, malgré l'intelligence et le zèle des travailleurs, les batteries ne se trouvèrent prêtes que dans la nuit du 15 au 16. Deux attaques formidables se trouvèrent alors formées; l'une de deux batteries armées chacune de 13 bouches à feu, et l'autre de 4 batteries réunissant 14 canons. A minuit, ces batteries font toutes ensemble et au même instant une décharge terrible sur les remparts de la ville. A deux heures, le général Schérer, certain de l'épouvante que cette décharge a dû jeter dans Landrecies, envoie sommer le commandant de se rendre à discrétion, et lui donne connaissance du décret de la Convention. En vain Foulon veut négocier pour obtenir une capitulation plus honorable. Schérer lui accorde une heure pour se décider, et le menace de continuer le feu de ses batteries, et de suivre à la lettre le décret de la Convention, si, au bout de ce court délai, la capitulation n'est pas signée. La fierté de cette réponse, et plus encore la crainte de voir la ville

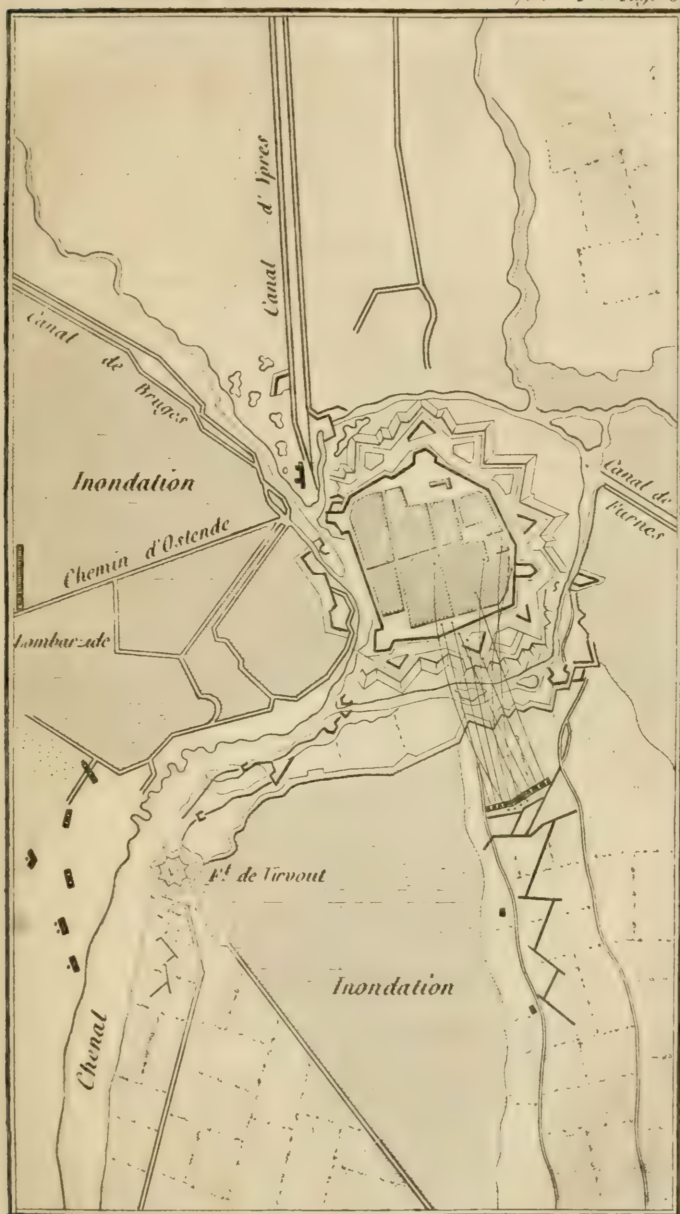
1794 — an II. France. prise d'assaut et sa garnison passée au fil de l'épée, décidèrent le commandant. Il consentit à tout ce qui lui était prescrit, et subit la loi du vainqueur.

Ainsi la prise de Landrecies justifiait les vues de la Convention; elle était d'un bon augure pour la restitution des trois autres forteresses dont on méditait déjà la conquête. Il était d'autant plus avantageux de s'emparer ainsi de Landrecies sans employer les moyens ordinaires de réduction, que les Autrichiens en avaient singulièrement augmenté les fortifications, et qu'il eût été fâcheux de les endommager en les battant avec du canon. Les Français y trouvèrent 29 pièces d'artillerie, des provisions de bouche, des magasins de poudre, et un très-grand approvisionnement de fer coulé. Cette conquête importante ne coûta que 150 hommes tués ou blessés.

16 juillet (26 messid.) Belgique. *Prise de Namur.* — Pendant qu'une division de l'armée de Sambre-et-Meuse commençait ainsi la reprise des quatre places frontières sur les alliés, le général en chef Jourdan, à la tête de l'aile droite de la même armée, se présenta, le 16 juillet, devant Namur. Cette place, qui avait arrêté si longtemps les armées victorieuses de Louis XIV et résisté l'année précédente aux efforts de l'armée de Dumouriez, renfermait une garnison nombreuse : ses fortifications étaient encore en bon état, et ses remparts garnis d'une artillerie assez nombreuse. Il est difficile de concevoir les motifs qui purent déterminer les Autrichiens à évacuer la ville aux premiers coups de canon tirés contre ses remparts. Quoi qu'il en soit, ils profitèrent du moment où l'investissement n'était pas encore terminé pour se retirer pendant la nuit, ne laissant que 200 hommes dans la place, et un officier, qui en remit les clefs aux vainqueurs. On trouva dans Namur cinquante canons de tout calibre, et une grande quantité de vivres et de munitions de guerre.

19 juillet. (29 messid.) *Siége et prise de Nieuport.* — Pendant que le centre de l'armée du Nord, resté oisif[1] après l'occupation de Malines, s'é-

[1] On a vu plus haut combien cette inaction était préjudiciable aux grands résultats qu'on devait attendre de la position respective des armées françaises et alliées. Elle dura huit jours, sous le prétexte d'organiser le service des vivres, tandis qu'on pouvait anéantir l'armée anglaise en vingt-


Canal d' Ypres
Canal de Bruges
Inondation
Chemin d'Ostende
Lombarzide
Canal de Furnes
Ft de Virvout
Inondation
Chenal

1200 Mètres.

tait enfin décidé à se porter sur Anvers, l'armée de diversion, aux ordres du général Moreau, agissait avec plus d'activité dans la Flandre maritime. Cette armée, qui formait la gauche de celle du Nord, s'était emparée, comme nous l'avons vu, le 30 juin, de la ville d'Ostende. Le lendemain de la prise de ce port, Moreau résolut de se porter contre Nieuport, petite place défendue par une garnison de 3,500 hommes, et forte seulement par ses inondations et la difficulté de ses approches. 1794--an II. Belgique.

Ce général comptait employer à ce siége le corps entier qu'il avait sous ses ordres. La division particulière qu'il commandait aurait formé l'armée de siége proprement dite, tandis que les autres divisions se seraient tenues à quelque distance en observation. Mais, les succès que remportait journellement l'armée de Sambre-et-Meuse empêchant de craindre d'être inquiété dans cette opération, le général Pichegru rappela à lui ces dernières divisions, et celle du général Moreau resta seule chargée du soin de prendre Nieuport. En conséquence, une brigade de cette division, commandée par le général Laurent, prit position en avant de Bruges pour couvrir la petite armée de siége, et les autres divisions de l'armée partirent de Bruges le 3 juillet, traversèrent le lendemain la ville de Gand, évacuée par les Autrichiens depuis quelque temps, et prirent le même jour possession d'Oudenarde.

Moreau lui-même partit d'Ostende le 3 juillet, accompagné du général Éblé, commandant l'artillerie, du général de brigade Vandamme, du commandant du génie Dejean, et de plusieurs autres officiers, à l'effet de reconnaître la place dont on allait former le siége. Ils visitèrent l'écluse de Slyppe, suivirent le canal jusqu'au delà de l'écluse de Frattevalle, et se portèrent ensuite au fort de Niewendamme, et en avant de ce fort aussi loin que l'inondation put le permettre, afin de reconnaître le front même de Nieuport, entre le canal d'Ostende et celui de

quatre heures. « Il est étonnant, dit le judicieux général Jomini, qu'on ait pu donner un motif semblable dans le pays le plus fertile de l'Europe; il semble plus probable que la mésintelligence des généraux entre eux, et celle du gouvernement avec les généraux, fut la véritable cause de cette inaction. » Quoi qu'il en soit, le général Pichegru perdit en cette circonstance l'occasion la plus favorable pour obtenir une haute illustration.

1794 — an II. Belgique. Dixmuden. Cette reconnaissance, qui s'effectua sans avoir été inquiété, convainquit le général Moreau que ce front était inattaquable, par l'extrême difficulté de cheminer dans l'inondation, et par l'impossibilité d'y transporter de l'artillerie.

Moreau donna aussitôt l'ordre de commencer l'investissement, et le 4 juillet la brigade du général Vandamme se porta, moitié sur le front de Lombarzide, et moitié à Saint-Peters-Capelle et à Mannnekensvers. L'ennemi voulut s'opposer à l'établissement des Français dans ce dernier poste; mais il fut vigoureusement repoussé par les chasseurs de Mont-Cassel, en présence des généraux Moreau, Vandamme, et de Pichegru lui-même, qui était venu ce jour-là visiter l'armée de siége. L'investissement, qui déjà s'étendait depuis la mer jusqu'au canal d'Ostende, et depuis ce canal jusqu'à celui de Dixmuden, fut achevé le lendemain, 5 juillet, par quatre bataillons, qui se portèrent en avant d'Oost-Dunkerke, dont trois s'établirent entre la mer et l'inondation d'Oost-Dunkerke, et le quatrième près du canal de Furnes, principalement sur la rive droite jusqu'au terrain inondé.

La place ayant été reconnue sur tous les points, il fut décidé que l'attaque principale aurait lieu sur le front, à l'ouest, entre l'inondation de Virvoert et celle d'Oost-Dunkerke. Mais, pour tromper l'assiégé, il fut convenu que l'on feindrait deux autres attaques : l'une sur le front de Lombarzide, et l'autre sur le fort Virvoert et les postes environnants. En conséquence on établit sur le front de Lombarzide, à plus de sept cents toises de la place, une batterie de deux obusiers de 10 pouces, de deux obusiers de 6 pouces, et d'une pièce de 12; mais cette batterie s'étant trouvée beaucoup trop éloignée pour nuire aux assiégés de manière à les inquiéter, fut détruite deux jours après, par l'ordre du général en chef. La fausse attaque dirigée contre le fort Virvoert réussit mieux que la première. Plusieurs batteries furent établies sur la rive droite du chenal, afin de battre le fort en brèche et d'empêcher la communication de Virvoert avec la place. Une de ces batteries, de trois pièces de 16, était destinée à rompre les portes du sas de Furnes, ainsi que le pont au-dessus de ce sas. A la faveur de ces différentes batteries, les Français inquiétèrent et fatiguèrent les assiégés. Les grenadiers

ou chasseurs de garde aux batteries s'approchèrent du fort en suivant les dunes, et parvinrent à s'établir dans des trous qu'ils creusèrent à environ cinquante toises de son chemin couvert.

La tranchée fut ouverte le 12, et 900 travailleurs furent occupés à l'attaque principale. Ils entreprirent une communication de plus de deux cents toises, partant de la Maison-Rouge, une tranchée ou parallèle en avant, ayant plus de cent toises de longueur, et deux zigzags en arrière de la Maison-Rouge : le premier, parallèle à la place, et le second se rapprochant du dépôt des fascines. En même temps les travaux de l'attaque du fort Virvoert étaient poussés avec activité : on élargit, on prolongea, et on perfectionna l'espèce de tranchée pratiquée dans les dunes, par les gardes, les jours précédents, et on ouvrit des communications en arrière de cette parallèle pour en rendre les abords dangereux.

Quelques jours suffirent au chef de bataillon Dejean, commandant du génie, pour amener à leur point de perfectionnement tous les travaux entrepris autour de la place de Nieuport. Le 16 juillet, les batteries de l'attaque principale et du fort Virvoert étaient achevées et armées, les premières de vingt-cinq bouches à feu, et la seconde de deux pièces de 12 et des obusiers dont nous avons déjà parlé. Le lendemain, à la pointe du jour, ces différentes batteries firent feu en même temps sur les deux attaques : les batteries placées sur la redoute du chenal, ainsi qu'une pièce de 16 restée seule à la batterie de Lombarzide, suivirent cet exemple. Les assiégés, de leur côté, répondirent avec vigueur à ce feu bien nourri, par la décharge de toute leur artillerie. La journée se passa ainsi à se canonner mutuellement. Les batteries ennemies ne firent que très-peu de mal aux Français : à peine si elles tuèrent un dizaine de canonniers ou volontaires.

Il n'en fut pas de même des vingt-huit pièces assiégeantes ; elles firent un feu si vif et si terrible, qu'à la fin elles imposèrent silence à l'artillerie ennemie ; et à sept heures du soir la garnison arbora le drapeau blanc, pour qu'on fît cesser ce feu meurtrier et dévastateur. Un officier envoyé par le général-major Diepenbroick en qualité de parlementaire, se rendit auprès du général Moreau, à Oost-Dunkerke, pour demander à commu-

6.

1794 — an II. Belgique.

niquer avec la flotte anglaise qui était en rade, sous le prétexte que les signaux annonçaient des dépêches importantes, qui pouvaient déterminer la reddition de la place. Mais, cette demande ayant été rejetée, l'officier rentra dans la ville pour prendre les nouveaux ordres du commandant.

Celui-ci avait assemblé son conseil pendant la nuit, et il avait été reconnu qu'il était impossible à la garnison de tenir davantage dans une place entamée de toutes parts, et qui n'avait plus aucune espérance d'être secourue. Le gouverneur renvoya donc le lendemain au matin le même parlementaire, chargé de traiter de la capitulation avec les assiégeants. Malgré le décret conventionnel qui défendait de faire grâce à tout soldat anglais ou hanovrien, Moreau, n'écoutant que sa générosité naturelle, les reçut à capitulation : cet acte d'humanité faillit lui devenir fatal. Les commissaires de la Convention, qui étaient assemblés à Bruxelles, l'accusèrent d'avoir trahi la patrie en conservant la vie à 2,000 ennemis qui avaient mis bas les armes. Moreau s'excusa en disant qu'il n'avait point encore reçu le décret à l'époque de la capitulation; mais, sans la protection des conventionnels Richard et Lacoste, il eût peut-être payé de sa tête une conduite aussi loyale.

Les émigrés français qui faisaient partie de la garnison avaient été formellement exceptés de la capitulation. Victimes dévouées de leur opinion politique en prenant les armes contre le gouvernement conventionnel, ils avaient dû calculer tout le danger auquel ils s'exposaient en mettant leurs compatriotes, armés pour la défense de la patrie, dans la cruelle alternative de remplir une obligation qui, toute cruelle qu'elle fût, n'en était pas moins instante et réelle, ou de violer les lois d'une austère discipline, sans laquelle il faut renoncer au succès de la guerre. Ne prévoyant que trop le sort qui les attendait, ces infortunés cherchèrent à s'échapper en se cachant dans les fermes éparses au milieu de l'inondation. Découverts et arrêtés par l'infanterie légère, composée en grande partie de soldats belges, ils furent fusillés. En donnant, bien malgré lui sans doute, l'ordre de leur mort, le général Moreau ne pensait pas alors que lui-même un jour prendrait aussi les armes, avec les étrangers, contre les soldats de son pays, et qu'il succomberait aussi, mais plus ho-

norablement, frappé par des Français, sur le champ de bataille. 1794 — an II. Belgique.

La garnison sortit le 19 de Nieuport, par la porte de Furnes, avec tous les honneurs de la guerre, déposa ses armes et ses drapeaux sur les glacis ; mais elle était prisonnière de guerre et fut aussitôt dirigée dans l'intérieur du territoire de la république. La prise de Nieuport devenait très-avantageuse aux Français, par le grand nombre de bouches à feu, de munitions, de magasins de vivres et d'artillerie qu'ils trouvèrent dans cette place.

Les assiégeants, pour réussir dans leur entreprise, avaient eu à vaincre les plus grandes difficultés. Le climat et la localité en offraient d'insurmontables pour d'autres que des Français. La plupart des tranchées, ouvertes dans un sable fin et mouvant, étaient très-faciles à creuser ; mais il fallait des précautions inouïes pour en rendre solides les revêtements. Les eaux de l'inondation, venant presque toutes de la mer, étaient saumâtres et insalubres. La seule eau potable qu'on pût se procurer, se trouvait en creusant dans les dunes, et encore fallait-il y mêler une certaine quantité de vinaigre pour lui ôter sa qualité malfaisante ; aussi Moreau, dont une des brillantes qualités était sa sollicitude constante pour les besoins du soldat, fit-il, pendant toute la durée du siége, distribuer une double ration de cet acide et une grande quantité de petite bière. Cependant, malgré tant de précautions, l'air était si malsain, que déjà les maladies atteignaient l'armée, lorsque la garnison demanda à capituler.

Outre ces obstacles, qui provenaient de la nature des lieux, et ceux qu'opposaient les efforts de la garnison pour se défendre, les Français en avaient encore trouvé dans les manœuvres de la flotte anglaise qui était en rade. Tous les jours à la haute mer les frégates et les chaloupes s'approchaient de la côte et de la hauteur du chenal, d'où elles faisaient un feu très-vif sur les assiégeants, principalement dans la direction de l'attaque du fort Virvoert. Les décharges multipliées de ces batteries flottantes, servies par des hommes animés de la haine du nom français, empêchèrent souvent les troupes de manœuvrer. Mais, par leur constance et leur intrépidité, les assiégeants parvinrent à triompher également de la nature et des hommes. Cette brave armée

1794 — an II. Belgique. annonçait ainsi ce que plus tard elle allait faire dans l'île de Cadzand ou Cassandria et au fort l'Écluse.

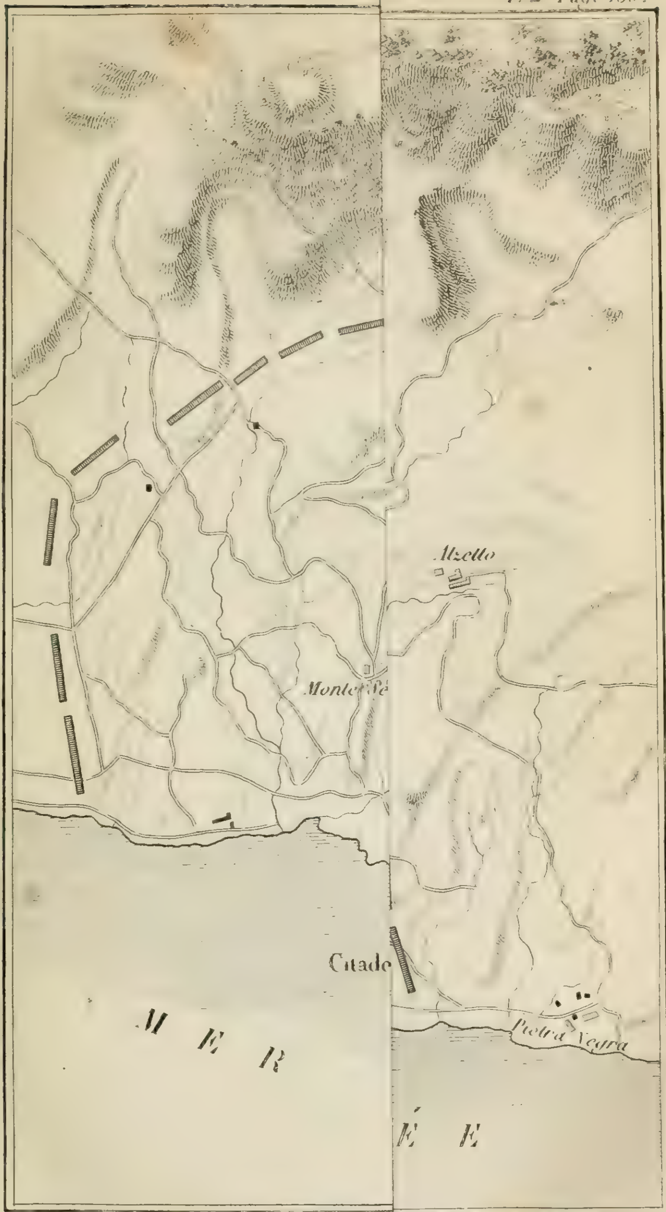
Le chef de bataillon Dejean [1], commandant du génie pendant ce siége, termine la relation qu'il a donnée du siége de Nieuport, par une observation que nous citons, et qui nous paraît devoir intéresser tous les ingénieurs :

« Je dois ajouter, dit-il, une observation sur les changements survenus à la hauteur relative de l'inondation (à Nieuport), depuis le dernier siége, en 1745 : le terrain, autour de la place, m'a paru sensiblement exhaussé dans bien des parties ; car, quoique l'inondation fût à sa plus grande hauteur, une partie considérable du terrain inondé en 1745, à droite et à gauche de la principale attaque, était cette année au-dessus des eaux, et couvert de belles récoltes : ce changement est l'effet naturel du temps. Les vases provenant des inondations accidentelles, les terres des fosses, les sables charriés par les vents, les engrais, les débris de végétaux, etc., sont autant de causes qui tendent toutes à produire cet effet plus ou moins lentement, suivant les circonstances et les localités.

« Il résulte de ce fait, que les places qui tirent leur principale force des inondations, s'affaiblissent sensiblement avec le temps, et que tôt ou tard il faut y substituer d'autres moyens de défense. »

20 juillet. (2 thermid.) France. (Corse.) *Siége et prise de Bastia.* — Paoli, d'abord favorable à la révolution française, en était devenu l'ennemi acharné, quand il eut vu, sur les ruines de la monarchie constitutionnelle, se placer le gouvernement républicain. Profitant de l'influence que lui donnait sur ses compatriotes son ancienne renommée, il avait entrepris de séparer l'île de Corse de la mère patrie. Devenu chef d'un parti nombreux, en 1793, il avait contraint tous les amis de la république française à s'expatrier. Bonaparte, alors fort jeune, et qui d'abord avait eu une part dans l'amitié et la confiance de Paoli, ayant montré des principes révolutionnaires, avait été, ainsi que toute sa famille, compris dans cette mesure de proscription ; et ce que Paoli regardait comme une punition

[1] Depuis lieutenant général, ancien ministre directeur de l'administration de la guerre, ex-gouverneur de l'École polytechnique, etc.


Alzello
Monte Fè
Citade
Pietra Negra
M E R
É E

SIÈGE DE BASTIA, en 1794.

Camp Ventoso

Guatella

Cardo

Ilzello

Lovega

Ft St Gaetano

Monte Serrate

Ft Lacroix

Ft Straforello

Moulins de Mar

BASTIA

Port

Citadelle

Pietra Negra

MER MÉDITERRANÉE

1000

2000 Metres

pour ce jeune ambitieux fut réellement la première origine de sa grandeur future. Maître absolu dans l'île pendant quelque temps, Paoli avait vu bientôt son autorité méprisée et une partie de la Corse se déclarer pour la France. La Convention profita de cette circonstance pour y envoyer des troupes sous le commandement du général Lacombe-Saint-Michel, membre de la Convention. Paoli, effrayé de ses progrès, appela alors à son secours les Anglais ; mais ceux-ci, occupés sur le continent, ne lui envoyèrent que de faibles renforts, et Lacombe put facilement poursuivre ses avantages. Enfin, les Anglais ayant été chassés de Toulon, tournèrent du côté de la Corse les forces qu'ils avaient employées à cette expédition, et bientôt, à son tour, le parti de Paoli l'emporta sur celui des républicains. Au commencement de 1794, Lacombe n'avait plus que 12,000 hommes de troupes. Pressé vivement, il s'était retiré à Saint-Florent, et s'y tenait resserré dans ses lignes. Bastia et Calvi étaient désormais les seules villes qui reconnussent encore son autorité. Cependant les Anglais ne surent pas profiter aussi promptement qu'ils l'auraient pu de sa faiblesse. Lacombe craignait de voir former le siége de Bastia; il emploie la ruse pour éloigner le danger : il fait venir le capitaine d'un vaisseau ragusain mouillé dans le port, lui remet mystérieusement une lettre pour le consul de France à Gênes ; lui compte une somme, et lui en promet une bien plus forte s'il parvient à soustraire cette lettre à la vigilance des croiseurs anglais. Il instruisait le consul de quelque échec qu'il venait d'éprouver; mais il lui marquait en même temps qu'il avait pris à Bastia une nouvelle position où il avait tendu aux Anglais un piége tel, que, s'ils y tombaient, il n'en échapperait pas un seul. A peine sorti de Bastia, l'avide Ragusain ne manqua pas, comme Lacombe l'avait prévu, de vendre sa dépêche aux Anglais. La ruse réussit : l'amiral ennemi n'osa, de six semaines, former aucune entreprise sur Bastia. Pendant ce temps Lacombe était parvenu à se fortifier; mais les Anglais, de leur côté, avaient fait venir des Napolitains pour les aider. Vingt vaisseaux de ligne croisaient en même temps dans ces parages, pour empêcher toute espèce de secours d'y pénétrer. Fiers de leurs forces, les Anglais forment le siége de Bastia et de Calvi; Bastia est aussitôt sommé

1794 — an II
France.

1794 an II. France.

de se rendre : le général français répond qu'il est prêt à les recevoir avec des boulets rouges. Dès le soir une de leurs frégates parut dans la rade, et s'embossa devant la ville. Placé à la batterie la plus avancée, le général lui laisse jeter ses ancres, mais en même temps donne l'ordre à toutes ses batteries de tirer dessus : le feu prend bientôt à la frégate. Malgré les secours de vingt vaisseaux, elle brûle pendant douze heures, puis s'engloutit dans les flots. Lacombe semblait avoir fait passer son courage dans le cœur de ses soldats. Pendant plus de deux mois la garnison et les habitants supportèrent avec une résignation héroïque toutes les fatigues d'un siége poussé avec vigueur, jointes à toutes les horreurs de la famine. Enfin, Bastia à moitié réduit en cendres, et n'espérant plus de secours, capitula et se rendit aux Anglais le 20 juillet.

CHAPITRE VII.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

Prise d'Anvers, de Liége, de l'île de Cadzand, de Fontarabie. — Combat de Saint-Martial. — Siége de Calvi. — Prise de Saint-Sébastien, de Toloza, de Trèves. — Combat de Saint-Laurent de la Mouga. — Reprise du Quesnoy. — Siége du fort de l'Écluse. — Reprise de Valenciennes, de Condé. — Combat de la Roulière, de Boxtel. — Reprise de Bellegarde. — Combat de Kaiserslautern, de Cairo, d'Aldenhoven. — Prise de Bois-le-Duc, du fort de Crève-Cœur, etc.

Prise d'Anvers et de Liége. — Nous avons dit que Pichegru, après l'occupation de Malines, s'était arrêté et avait pris position aux environs de cette ville. De leur côté, les alliés surent habilement tirer parti de cette inaction pour se soustraire au danger qui les menaçait. Les Hessois, réunis aux troupes de lord Moyra, gardèrent le passage de la Nèthe; tandis que les Hollandais couvraient cette riviere, vers Bevel, et que les Anglais se fortifiaient à Conticq. C'est alors que Pichegru eût pu les attaquer, avec la presque certitude de remporter l'avantage; car la ligne occupée par les différents corps de l'armée alliée était trop étendue pour qu'ils pussent se prêter un secours assez prompt en cas d'attaque, et opposer une résistance avantageuse. 1794 — an II. 27 juillet. (9 thermid.) Belgique.

Cependant, le 16 et le 17 juillet, l'armée du Nord avait paru tenter le passage de la Nèthe; mais elle commit la faute d'effectuer cette tentative vers Waelhem et Rosendael. Un coup d'œil jeté sur la carte suffit pour démontrer que l'occupation de Malines par les Français rendait la position du duc d'York extrêmement critique, et que Pichegru, en marchant vers Waelhem et Rosendael, faisait une manœuvre fausse et mal combinée; au lieu qu'en se portant dans la nuit même qui suivit la prise de Malines contre la ville de Lierre, il eût pu y attaquer les Anglais le 16 au matin, culbuter la gauche d'York avec ses forces réunies, et se former, la droite à Montril, la

1794 — an II. Belgique.

gauche à Lierre. L'effet de ce mouvement eût été prompt ; le général français enfermait l'armée anglaise entière entre la masse de ses forces et l'Escaut, sans qu'il existât pour elle un seul moyen de salut. En supposant même que la moitié du corps du duc d'York, campé à Conticq, eût pu se sauver à Anvers, il était impossible que Moyra et Dalwig, qui commandaient les Hessois, pussent parvenir à s'échapper. Quels vastes avantages n'eût pas promis à Pichegru la destruction d'une partie aussi considérable de l'armée qui couvrait le pays? Le duc d'York, obligé de fuir à la hâte, n'aurait eu d'autre ressource que de se rembarquer pour l'Angleterre, où il eût répandu la terreur, en portant lui-même la nouvelle des succès rapides obtenus par les armées de la république.

La faute commise par Pichegru, dans cette occasion, devint bien plus étonnante encore et plus fâcheuse par la retraite inattendue que le corps hollandais aux ordres du général Dalwig fit une seconde fois. Ce corps partit inopinément, le 17 juillet, de sa position de Nylen, et se retira, sans même être inquiété, sur la petite Nèthe. Dalwig abandonna ensuite cette nouvelle position pour opérer sa retraite jusqu'à Osterhout sous Bréda; il laissait, par ce faux mouvement, les Anglais isolés vers Conticq, Waerlos et Duffel. Si Pichegru, renonçant à son projet d'inaction, se fût mis à la poursuite des Hollandais, il eût sans doute coupé et accablé les Anglais : il suffisait, pour y réussir, d'exécuter cette manœuvre le 18. Mais, ainsi que nous venons de l'indiquer plus haut, Pichegru ne commença à mettre son armée en mouvement que le 21. Il campa, ce jour-là, entre Lierre et Heyst-op-den-Berg, quand déjà le duc d'York était parti la veille pour se retirer par Anvers sur Bréda.

Quoi qu'il en soit, l'armée du Nord, qui avait ainsi suivi tardivement la marche du prince anglais, se présenta le 17 devant la ville d'Anvers; 3,000 hommes de troupes ennemies occupaient encore le fort Lillo, et Pichegru, dans son rapport, assure qu'il s'attendait à une vigoureuse résistance de leur part. Mais à peine eut-il fait filer son avant-garde sous les murs de la place et sommé le commandant de la garnison d'evacuer le fort, que les Anglais commencèrent à opérer leur retraite, et au point du jour la ville d'Anvers était entièrement libre. Les

ennemis, en se retirant, avaient rompu l'une des digues de l'Escaut, et cette rupture avait suffi pour inonder un espace de terrain de plus de trois lieues de circonférence. Mais cet obstacle fut bientôt franchi par les Français, qui entrèrent aussitôt dans la place, en prirent possession, et s'emparèrent de trente pièces d'artillerie, de soixante mille sacs d'avoine, et d'une grande quantité de vivres et de munitions que les Anglais n'avaient pas eu le temps d'emporter.

Cependant, au moment où Pichegru opérait avec une nonchalance si fâcheuse, le général Jourdan poursuivait avec activité ses avantages. Le même jour que le premier s'était emparé de Malines, Jourdan, à la tête du centre de l'armée de Sambre-et-Meuse, s'était rapidement porté sur Jodoigne, et avait favorisé, par cette marche, les tentatives de sa droite et de sa gauche. Kléber, à la tête de celle-ci, avait, comme on l'a vu, réussi à s'emparer de Louvain, et l'aile droite s'était rendue maîtresse de Namur, que Beaulieu n'avait même pas cherché à défendre.

Ces deux conquêtes compromettaient singulièrement l'armée du prince de Cobourg. Menacé par la droite de Jourdan, qui de Namur pouvait le prévenir à Liége, il se décida à se séparer de l'armée combinée des Anglais et des Hollandais, et prit le parti de repasser la Meuse à Maëstricht, Reckem et Stockem. Le corps du général Latour, détaché de l'armée de Beaulieu, couvrit ce mouvement et passa la Meuse à Liége et à Visé.

Jourdan se mit, sans perdre de temps, à la poursuite du prince de Cobourg. Le 24, il prend position sur la rivière de Jaar, et appuie son aile gauche à Woulrenge, et sa droite à Saint-Nicolas. Une forte division de l'armee autrichienne occupait encore les approches de la ville, et paraissait décidée à disputer le terrain. Le 27, Jourdan donne en conséquence l'ordre d'attaquer l'ennemi : celui-ci oppose aux efforts des Français une vigoureuse résistance, qui fit d'abord croire à Jourdan que l'engagement deviendrait général. Son avant-garde seule avait combattu, et deux fois elle avait été repoussée avec perte. Le général français fait alors marcher une partie de son aile droite : ce mouvement produisit tout l'effet qu'il en attendait. Les Autrichiens, qui n'avaient opposé une forte résistance que pour

1794 — an II. Belgique. donner au prince de Cobourg le temps d'opérer sa retraite, cédèrent le terrain et se retirèrent dans la ville de Liége, quand ils virent Jourdan employer contre eux des forces supérieures. Décidés à abandonner la place, ils la traversèrent en hâte, et ne prirent position que sur les hauteurs de la Chartreuse. Jourdan, qui les suivait de près, fit, à la tête de ses troupes, son entrée dans Liége.

Cette ville, qui venait naguere encore de s'insurger et de prendre les armes contre les Autrichiens, s'était toujours montrée favorable aux Français, et ils y furent reçus par les habitants avec le plus vif empressement. Cependant les Autrichiens se retranchaient sur les hauteurs de la Chartreuse. Ils y avaient même établi des batteries qui dirigeaient un feu violent sur la ville. Jourdan fit mettre aussitôt en état les canons de la citadelle, qui, dominant la position des Autrichiens, les força promptement de cesser leur feu. La soirée et la nuit se passèrent en manœuvres respectives. Mais, le lendemain matin, les Autrichiens, craignant d'être attaqués, décampèrent et laissèrent libres les environs de Liége. Cette retraite donnait aux Français la facilité de se rendre maîtres de Tongres. Jourdan fit prendre position à une partie de ses troupes.

La prise des deux villes de Liége et d'Anvers, arrivée à Paris le même jour où la faction de Robespierre fut renversée, devint, par les rapprochements auxquels elle donna lieu, une cause de grandes réjouissances pour le parti triomphant. Barrère, dans son rapport sur ces derniers événements militaires, profita de la circonstance pour établir le prétendu rapport augural qu'il croyait voir entre eux et la chute du tyran.

27 juillet. (9 thermid.) France. *Combats de la vallée de Bastan.* — Depuis le combat d'Arquinzun, les Français et les Espagnols avaient repris leurs positions, et, comme d'un nouvel accord, étaient restés dans l'inaction, ces derniers pour mieux organiser leurs moyens de défense, les autres pour mieux assurer le succès de leur agression. Enfin, le 26 juillet, Muller, général en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, donne l'ordre de faire une attaque sur la vallée de Bastan, afin de se rendre maître de tous les postes qui la défendaient encore. Moncey, à la tête de l'aile gauche de l'armée, forte de 7 ou 8,000 hommes, part d'Ispe-

guy, et commence l'attaque. Après avoir résisté faiblement, les Espagnols abandonnent une redoute qui fermait le chemin du col d'Ispeguy à Eratzu, et se retirent sur ce village, dont les maisons avaient été crénelées. Ils paraissaient décidés à faire, dans cette position, une vigoureuse résistance; mais les Français, à force de bras et de courage, étaient parvenus à conduire avec eux des pièces de canon. Ils foudroient Eratzu; et les Espagnols, surpris de se voir attaqués sur ces hauteurs avec de l'artillerie, s'épouvantent et bientôt prennent la fuite, en abandonnant successivement les postes d'Ariscun et d'Elizondo. Ralliés à quelque distance de ce poste, sur une hauteur qui défend une gorge profonde à la sortie de ce village, ils repoussent d'abord les Français qui les avaient suivis; mais ceux-ci reviennent à la charge, et les Espagnols sont encore obligés de fuir devant eux. 1794 — an II. France.

En même temps la division du général de Laborde, après s'être emparée du col de Maya, venait d'occuper les hauteurs d'Etchalar, que traverse le chemin qui conduit de la vallée de Bastan à Berra. La division Moncey fait sa jonction avec la division Laborde. Alors la retraite se trouvait coupée pour les Espagnols. Attaqués vigoureusement par les Français, ils se défendent de même. Enfin ils réussissent à faire une trouée, et se jettent sur San-Estevan pour y passer la Bidassoa et pouvoir se rallier à Oyarzun, en faisant un circuit par la vallée de Lerin. Poursuivis par les Français, les Espagnols eurent une peine infinie à exécuter ce mouvement. La légion royale des Pyrénées se fit hacher près du pont de la Bidassoa, et ne le traversa elle-même que lorsque toute l'artillerie et les bagages de l'armée eurent été en sûreté de l'autre côté de la rivière.

Dès que la division du centre de l'armée française, commandée par le général Dessein, eut appris l'entrée de Moncey dans la vallée de Bastan, elle effectua son attaque sur Berra et sur le roc Commissari. Ce roc présente deux mamelons élevés et d'un accès très-difficile, surtout du côté de la France; ils dominent la cordillère au centre de laquelle ils sont placés. Deux redoutes couronnaient ces mamelons : une d'elles était étoilée, entourée d'un fossé profond, dont l'approche était dé-

1794 — an II. France. fendue par des pas de loup et des chevaux de frise dans tout son pourtour extérieur. Cagigal, avec un bataillon du régiment espagnol de Zamora, défendait cette redoute; l'autre, moins fortifiée, n'avait à son entrée qu'une traverse; mais elle était à portée de mousqueterie de la redoute étoilée, et liée à elle par un parapet à redans, sans fossé. Sur les flancs de ces retranchements était une batterie placée sur la hauteur de Sainte-Barbe, et qui fermait le chemin de Sarre. Une troisième redoute, nommé Marie-Louise, battait la gorge d'Olette.

Le 27 juillet, les Français, divisés en trois colonnes, se présentent pour attaquer ces forts retranchements. La colonne de droite, venant par la montagne de Mandal, attaque en front les deux redoutes de Commissari, devant le parapet à banquettes qui les liait. Les batteries commencent alors un feu meurtrier. Leurs décharges criblent les rangs des Français, qui cherchent à se mettre à couvert dans un des angles rentrants du parapet. Voyant la mort dans l'attaque comme dans la retraite, deux fois ils se précipitent sur les retranchements des Espagnols, avec cet acharnement qui tient autant du désespoir que du courage; deux fois ils sont repoussés par le canon à mitraille et la mousqueterie. Un adjudant général est tué; les Français périssent sans pouvoir se défendre. Tant d'obstacles les étonnent: ils hésitent; ils sont sur le point de faire un mouvement rétrograde, lorsque Dessein les anime par son exemple. Il s'entoure des plus braves, et marche à leur tête contre les Espagnols. La division tout entière les suit. Ils se précipitent tête baissée sur les Espagnols. La baïonnette est entre leurs mains une arme irrésistible. L'ennemi s'effraye à son tour de tant de résolution. En vain il se sert de tous ses moyens de défense; le général Dessein parvient à faire franchir le retranchement qui lie les deux redoutes. Il s'aperçoit que celle de droite n'est défendue que par une traverse; il s'y jette et s'en rend maître. L'artillerie de cette redoute est aussitôt pointée contre la redoute étoilée, qui déjà était elle-même attaquée par la seconde colonne française, parvenue jusque-là en tournant la gorge d'Olette, et en évitant la redoute de Marie-Louise. Cagigal se défend avec intrépidité. Ayant à faire face de tous les côtés, de tous côtés il oppose une résistance opiniâtre à l'impétuosité des assaillants. Les Français

se disposent à emporter d'assaut la redoute ; Cagigal, au milieu des cadavres des siens, osait encore se défendre ; mais ses munitions étaient achevées : il n'avait plus que quelques gargousses et seulement quelques soldats qui pussent encore se servir de la baïonnette. Il veut du moins sauver la vie de ses braves compagnons d'armes, et se rend aux Français au moment où déjà ceux-ci atteignaient le haut des parapets. 1794 — an II. France.

Ce brave commandant allait être la victime de la fureur de quelques forcenés qui, voyant dans Cagigal un jeune homme à cheveux blonds et d'une physionomie douce, le prenaient pour un émigré. Il eût péri, si Dessein, témoin et admirateur de la bravoure de l'officier espagnol, ne l'eût couvert de son corps, et, l'arrachant d'entre les mains de ces barbares, n'eût prouvé, par ce trait de générosité, que, chez le Français surtout, le courage a des droits qui sont au-dessus de l'intolérance des opinions.

Les redoutes de Marie-Louise et de Sainte-Barbe, attaquées avec vigueur par la troisième colonne de la division du général Dessein, furent défendues avec une intrépidité presque égale. Mais, malgré leurs efforts, les Espagnols furent encore obligés de les abandonner. Les Français, de cette manière, se trouvaient maîtres de toute la vallée de Bastan ; et désormais ils étaient en mesure pour attaquer les Espagnols et les chasser des lignes qu'ils occupaient en avant d'Irun.

Prise de l'île de Cadzand ou Cassandria. — Moreau, maître de Nieuport, avait reçu des conventionnels Lacoste et Richard l'ordre de former le siége du fort l'Écluse. Pour réussir dans cette entreprise et compléter l'investissement de ce fort, il était nécessaire de faire passer des troupes dans l'île de Cadzand, et cette opération indispensable offrait des obstacles dont des Français seuls pouvaient ne pas s'effrayer. Le seul point de communication qui existât entre cette île et le continent était une digue étroite, inondée de tous les côtés, et défendue par une batterie de quatorze pièces de canon : on ne pouvait donc pénétrer dans l'île qu'en suivant cette digue ; pour la suivre, il fallait culbuter les Hollandais, qui s'y étaient fortement retranchés, et s'emparer de la batterie. Moreau n'hésite pas à tenter cette entreprise périlleuse, et ose se flatter d'un prompt succès. 28 juillet (10 thermid.) Hollande.

1794 — an II. Hollande.

Le 23 juillet il fit marcher sa division, et la fit approcher de l'île et du fort l'Écluse. La brigade du général Laurent se porta sur West-Capelle, Lanpscheure, Middelbourg et Ardenbourg, pour intercepter tous les passages, depuis la mer, au polder de Hasegars, jusqu'au canal d'Ardenbourg; et la brigade du général Vandamme prit poste en avant de Maldeghem, en deçà de la Live, dans l'intention de tromper l'ennemi sur l'entreprise contre l'île de Cassandria.

Le lendemain, un détachement de chasseurs, entraîné par une ardeur bouillante et irréfléchie, se jeta tout entier à la nage dans le canal ou crick d'Ardenbourg, au pont tournant, attaqua l'ennemi et le chassa, malgré sa vive résistance, d'une redoute située sur la rive gauche de ce canal, à environ sept cents toises de l'Écluse. La possession de cette redoute pouvait devenir très-avantageuse; mais les chasseurs l'ayant attaquée sans en avoir reçu l'ordre, ils l'abandonnerent de même, parce que leur position, dans ce lieu, leur parut trop hasardée. L'ennemi les poursuivit dans leur retraite et incendia le pont tournant, à l'effet d'ôter aux Français cette communication, la seule par où ils pussent arriver à la redoute.

Cependant, Moreau, impatient de se voir maître de l'île, avait donné, au commandant du génie Dejean, l'ordre de faire promptement tous les préparatifs nécessaires pour le passage du canal de Coxysche et l'attaque de la digue. Dejean n'avait à sa disposition qu'un petit nombre de batelets, insuffisants pour construire un pont propre à faire passer une armée. Afin d'en faciliter l'établissement, il fit conduire sur le lieu désigné pour le passage un grand nombre de grosses pièces de bois et autres matériaux de ce genre; mais la bravoure et l'intrépidité françaises rendirent pour ainsi dire inutiles tous les préparatifs, et suppléèrent au manque de moyens naturels.

Pendant que Dejean était ainsi occupé à exécuter les ordres de Moreau, les brigades des généraux Vandamme et Daendels se rendaient vers le lieu destiné au passage, en face à peu près du village de Klinkerke; et, pour tromper l'ennemi, elles s'occupèrent à rassembler ostensiblement, en face du camp des Hollandais, sous Klinkerke, une partie des bateaux et autres matériaux nécessaires à la construction du pont. On avait

préalablement placé, en face du camp, trois pièces de 8 de position, pour concourir au même objet. L'ennemi, donnant dans le piége qu'on lui tendait, porta de ce côté toute son attention. 1794 — an II. Hollande.

En même temps la brigade du général Laurent devait simuler une fausse attaque contre le retranchement de Baefs-Polder, à gauche de l'attaque principale. Ce retranchement, élevé en 1787, défend l'entrée de l'île de Cadzand, du côté de la digue construite à peu près à la même époque, pour enlever à la mer les cricks et terrains inondés au-dessus des polders de Sainte-Croix, Sainte-Marguerite et Oudeman. Laurent devait inquiéter les Hollandais, les tenir en échec, et tenter lui-même l'attaque de la digue qui s'étend à peu près dans la direction d'Ardenbourg à Oostbourg, un peu sur la droite.

Sur les cinq heures du soir (le 28 juillet), les différentes colonnes employées à ces attaques étaient rassemblées, les unes à Klinkerke, et les autres à Baefs-Polder. A la vue des ouvriers du génie travaillant avec lenteur à la construction du pont, l'impatience de ces braves soldats devient extrême : n'écoutant bientôt plus que leur courage, ils veulent parvenir à l'autre côté du canal sans le secours du pont de bateaux. Excités eux-mêmes par l'enthousiasme dont ils sont témoins, les généraux cèdent aux désirs des soldats, manifestés aux cris de *Vive la nation! Vive la république!* Aussitôt, sous le feu même des batteries ennemies, au milieu d'une grêle de balles et de boulets, les grenadiers et chasseurs s'élancent dans les premiers batelets qu'ils trouvent sous leur main, les assujettissent les uns aux autres, en les liant avec leurs cravates et leurs mouchoirs, et vont ainsi affronter l'artillerie des Hollandais, retranchés dans l'île ; tandis que d'autres Français, plus audacieux encore, se précipitent à la nage au milieu d'un courant extrêmement rapide. Stupéfaits et épouvantés à la vue d'une intrépidité qu'ils ne peuvent concevoir, les Hollandais s'étonnent; cependant ils redoublent le feu de leur mousqueterie, et mettent à profit leur position et leurs batteries pour se défendre. Mais les Français bravent, avec un égal courage, et le feu de la mousqueterie et celui de la mitraille. Ils abordent, malgré tous les efforts des Hollandais pour les repousser. Pouvant enfin combattre de pied ferme, ils

1794 — an II. Hollande. s'élancent sur l'ennemi : les canonniers français, qui n'avaient pu transporter leurs pièces, se jettent sur les canonniers hollandais, les massacrent et s'emparent de deux bouches à feu, qui sont bientôt tournées contre leurs adversaires. Les Hollandais, mis en déroute, fuient avec rapidité, et se rembarquent à la hâte pour éviter la poursuite des vainqueurs.

Ce premier passage, où brillèrent d'un éclat extraordinaire la bravoure et l'intrépidité françaises, avait été vigoureusement appuyé par le feu de deux pièces de 4 établies sur les bords du canal. Jalouses elles-mêmes d'une valeur dont elles n'étaient que les témoins, les troupes françaises restées au camp voulurent aussi contribuer au succès obtenu par leurs compagnons d'armes : oubliant qu'elles étaient séparées de l'ennemi par un canal d'environ cent pieds de largeur, elles quittèrent la digue qui les couvrait; et, s'avançant au pas de charge, elles se portèrent à découvert sur le bord du canal.

Le feu vif de leur mousqueterie en imposa aux Hollandais, et contribua à leur déroute.

Deux ou trois batelets avaient malheureusement chaviré dans le passage; un capitaine et quelques volontaires furent noyés, quelques soins que l'on eût pris pour les sauver.

Après la fuite des Hollandais, les officiers du génie réunirent, à droite de Klinkerke, les bateaux et autres matériaux destinés à construire le pont, et s'occupèrent de suite à le confectionner. Excités par tout ce qu'ils avaient vu dans cette journée mémorable, ils mirent dans leurs travaux une telle célérité, qu'à neuf heures le pont se trouva entièrement terminé, sous l'active direction des capitaines du génie Casimir et Victor Poitevin[1], de l'adjoint Lafarelle, des deux sergents Castel et Parisot, et par le dévouement et la bonne volonté des sapeurs et soldats employés à ce travail. A l'aide de ce pont, l'infanterie et la cavalerie étaient dans l'île de Cassandria avant minuit.

A la fausse attaque de Baefs-Polder, le général Laurent avait, au premier moment, éprouvé une vigoureuse résistance. L'artillerie ennemie avait longtemps fait sur les Français un feu

[1] Le premier de ces officiers (Casimir Poitevin) est devenu lieutenant général, membre du comité des fortifications, baron de Mareillan, et l'un des officiers généraux les plus distingués dans son arme.

meurtrier, qui avait empêché d'abord leur mouvement; mais enfin, instruit de la défaite des Hollandais au camp de Klinkerke, l'ennemi avait peu à peu diminué ses décharges, et avait fini par ne plus tirer que les pièces placées sur la digue, à la gauche des Français. Le général Laurent, qui ignorait les succès de la principale attaque, profita cependant habilement de cette interruption pour faire filer des tirailleurs sur la digue, afin de s'assurer de l'état des choses. Ces tirailleurs arrivèrent jusqu'auprès du pont sans avoir éprouvé de résistance; à leur aspect, les Hollandais, qui déjà se préparaient à suivre dans leur retraite les troupes du grand camp, s'épouvantèrent et prirent aussitôt la fuite, abandonnant le pont qu'ils étaient occupés à démonter. Bientôt le général Laurent arriva lui-même à la tête de quatre compagnies de grenadiers et de chasseurs, et d'un détachement de chasseurs à cheval; il fit de suite réparer le pont, et s'empara de ce retranchement. Cependant il ignorait toujours la réussite de l'autre attaque. L'obscurité de la nuit, et le temps affreux qui la rendait plus ténébreuse encore, empêchèrent les deux troupes d'opérer leur jonction : elles bivouaquèrent toutes les deux dans leurs positions respectives.

Le lendemain, le général Laurent se réunit au gros de l'armée, qui déjà faisait ses dispositions pour le siége de l'Écluse. Les Français s'emparèrent encore, dans cette journée, de Breskens, seul lieu d'embarcation de l'île pour Flessingue et l'île de Walcheren; ils prirent aussi Biervliet, poste important, dont la reddition complétait entièrement la conquête de l'île de Cassandria. On y établit aussitôt des batteries, dirigées sur le passage de l'Escaut pour arrêter les vaisseaux qui voudraient le tenter.

La possession de l'île de Cassandria était de la plus haute importance pour les Français; elle donnait la facilité de former l'investissement de l'Écluse, coupait toute retraite à la garnison de ce fort, interceptait la navigation de l'Escaut, et menaçait la Zélande d'une prochaine invasion. Elle valait en outre aux vainqueurs plus de quatre-vingt-dix pièces de canon, dont les quatre cinquièmes en bronze; plus de douze petits mortiers à grenades, des fusils en grand nombre, des munitions de guerre de toute espèce, des tentes pour plus de 600 hommes, des ou-

1794 — an II. Hollande.

tils à pionniers, beaucoup de caissons, des chevaux, un vaisseau armé de dix canons, une bélandre[1] chargée d'environ soixante milliers de poudre, dont les deux tiers en état de servir; enfin plus de 200 prisonniers.

La conquête de l'île de Cassandria est certainement un des faits d'armes les plus hardis de la campagne. Une foule de traits particuliers de courage et d'intrépidité ont été recueillis, et prouvent de quelle généreuse ardeur étaient animés les défenseurs de la patrie à cette époque : outre celui que nous avons déjà cité au sujet de la prise de la bélandre chargée de poudre, nous nous empressons de signaler encore les suivants :

Au passage du canal, Ventre, sergent-major; Debeugny, sergent, et Bouvard, caporal, tous trois du bataillon des chasseurs du Mont-Cassel, traînèrent à la nage sur l'autre rive, au moyen d'une corde attachée à leur cou, des bateaux chargés de leurs camarades, et, malgré le danger imminent auquel ils s'exposaient, ils répétèrent audacieusement neuf ou dix fois ette manœuvre.

Lalis, capitaine des grenadiers du seizième régiment, se jeta le premier dans un bateau, sous le feu de l'ennemi, pour donner l'exemple à ses soldats et les encourager à le suivre. Tous se précipitèrent sur ses traces, les uns dans le bateau et les autres à la nage.

Bouillet, capitaine des carabiniers au quatorzième régiment de chasseurs, montra, pendant toute l'attaque, un courage et un sang-froid imperturbables. Le premier, il se porta à découvert sur le bord du canal, armé d'une carabine, vis-à-vis d'une batterie, dont il incommodait les canonniers par un feu continuel. Il avait déjà passé un des premiers le canal.

Baudot, capitaine au premier bataillon d'Ille-et-Vilaine, et aide de camp du général Moreau, se jeta le premier à la nage,

[1] La hardiesse et l'intrépidité caractérisent l'enlèvement de ce bateau. Deux volontaires du bataillon de la Marne, MM. Lebeau et Bralet, se rendirent, pendant la nuit, à la nage, sur cette bélandre, qui se trouvait ensablée très-près de la redoute du canal d'Ardenbourg. Le flux de la mer l'ayant mise à flot ils profitèrent de la marée montante pour la diriger vers la rive gauche, à l'emplacement du camp. Le Comité de salut public, instruit de la conduite courageuse de ces deux volontaires et de l'heureux résultat qui en fut la suite, les nomma tous les deux sous-lieutenants.

PARTIE OCCIDENTALE DES PYRÉNÉES.



pour conduire sur l'autre rive le premier bateau de grenadiers. 1794 — an II Hollande.

Castel et Parisot, déjà cités, tous deux sergents au premier bataillon des Bouches-du-Rhône, traînèrent aussi à la nage, sur l'autre rive, des bateaux chargés de leurs camarades, et, de même que Ventre, Debeugny et Bouvard, ils répétèrent neuf ou dix fois cette action sublime de dévouement.

Enfin, Moreau lui-même avait donné l'exemple de la valeur et de l'intrépidité à ses soldats. Au moment où ceux-ci s'embarquaient dans les batelets, le général en aperçoit un emporté par le courant et déjà presque submergé; aussitôt, n'écoutant que le cri d'humanité qui parle a son cœur, il se jette à la nage, s'élance vers le batelet, le saisit d'une main vigoureuse, le ramene sur la rive, et sauve ainsi un capitaine de canonniers et plusieurs soldats [1].

Au récit de l'audacieuse expédition de l'île de Cassandria, la Convention nationale fut saisie d'admiration, et décréta à l'unanimité et par acclamation qu'il serait fait mention honorable, dans son procès-verbal, de la conduite courageuse des troupes employées à cette conquête, ainsi que de la valeur des militaires qui s'étaient le plus distingués dans cette honorable circonstance. Le décret signalait les noms des braves que nous venons de citer.

Combat de Saint-Martial, et prise de Fontarabie. — Maîtres de tous les postes de la vallée de Bastan, les Français se préparèrent à attaquer vigoureusement les Espagnols sur leur 1er août. (14 therm.) Espagne.

[1] Par une fatalité bien cruelle, le même jour où Moreau se couvrait ainsi de gloire dans l'île de Cassandria, son père, vieillard aussi vénérable par son âge que recommandable par son patriotisme éclairé, portait, à Rennes sa patrie, sa tête sur l'échafaud. Il avait été condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, parce qu'on l'accusait de conserver, en sa qualité d'avocat, des relations avec des hommes de l'ancienne caste nobiliaire. Moreau, comme tous les cœurs généreux, avait pour son père une extrême tendresse. L'affreuse nouvelle de la perte qu'il venait de faire parvint trop vite aux oreilles du héros français. Elle étendit un voile funèbre sur les lauriers qu'il venait de cueillir, et le jeta dans le désespoir. Entraîné tour à tour par l'amour de la gloire et le désir de la vengeance, il hésita s'il ne quitterait point le service d'une ingrate patrie, qui récompensait si mal son dévouement. Mais les conseils de ses amis l'emportèrent enfin sur sa douleur, et il continua de rester à l'armée, où bientôt il devait trouver une nouvelle illustration.

1794 — an II. Espagne. territoire. Après avoir rassemblé ses divisions, le général Muller fait toutes ses dispositions pour marcher sur l'ennemi. Les Espagnols, menacés d'être tournés par les Français, venaient d'abandonner leur camp d'Irun, et s'étaient retirés, une partie sur la montagne d'Haya, derrière cette ville, et l'autre dans le camp fortifié de Saint-Martial, où déjà se trouvait leur seconde ligne. La division du général Moncey, réunie, à Lesaca, à celle du général Laborde, se met en marche, le 1er août, pour attaquer la montagne d'Haya. Les Espagnols étaient en nombre suffisant pour se défendre, et la superbe position qu'ils occupaient les mettait encore mieux à même de le faire avec avantage; mais, abattus par leurs derniers revers, ils n'opposèrent à l'impétuosité française qu'une molle et faible résistance. Le poste fut emporté, après un combat qui à peine avait duré une heure, par huit compagnies de grenadiers conduites par Grangé. Ce brave militaire, qui ignorait même s'il était soutenu, gravit la montagne en suivant des chemins impraticables, attaqua l'ennemi avec intrépidité, et le mit en fuite au moment où la division tout entière s'ébranlait pour seconder son audace. Pendant ce temps, la division du général Dessein attaquait le pas de Béhobie, défendu par six batteries en amphithéâtre, dominées par la grande batterie et le camp de Saint-Martial, qui couronnaient la cime de la montagne du même nom. Il s'empara du bac établi sur la Bidassoa, franchit par ce moyen la rivière, et vint attaquer de front le grand camp; tandis que Muller lui-même passait la Bidassoa à gué, près le pont de Boga, avec une partie des troupes qu'il avait conservées sous son commandement spécial. Muller prend en flanc les Espagnols, déjà aux prises avec Dessein; il s'empare de deux batteries, qui sont à l'instant tournées contre l'ennemi, que cette double attaque déconcerte. Le plus affreux désordre se met dans le camp; les Espagnols se précipitent de toutes parts pour échapper, par la fuite, aux dangers dont ils se croient entourés. Le camp de Saint-Martial, les batteries, les munitions, tout reste au pouvoir des Français, qui se mettent aussitôt à la poursuite des fuyards, et les conduisent l'épée dans les reins jusqu'à Oyarzun.

Cependant, les divisions Moncey et Laborde, s'apercevant de la déroute de l'ennemi, se portent aussitôt avec vivacité de

la montagne d'Haya sur Oyarzun. C'en était fait de l'armée espagnole; elle eût été totalement anéantie, si les régiments d'Ultonia, de Reding, deux bataillons des gardes wallonnes et le régiment provincial de Thuy n'eussent protégé la retraite, en se dévouant pour arrêter les vainqueurs. Le général espagnol, comte de Colomera, avait ordonné qu'en se retirant on mît le feu au magasin à poudre; les personnes chargées de cet ordre l'exécutèrent si intempestivement, que les troupes généreuses qui rétrogradaient en protégeant la retraite passèrent vis-à-vis du magasin au moment de son explosion. L'effet en fut terrible : plus de la moitié des Espagnols furent victimes de cette imprudence. Mais ce qui mérite des éloges, c'est que cet événement affreux ne déconcerta point ces braves troupes, qui continuèrent leur retraite toujours en bon ordre, et empêchèrent les Français de dépasser Oyarzun et même d'attaquer leur arrière-garde. Le roi d'Espagne fut tellement satisfait de la conduite héroïque des régiments dans cette occasion, qu'il leur accorda l'écusson d'honneur, et ordonna que cette action serait consignée sur leurs drapeaux; tandis qu'il décernait des punitions à ceux qui, dans cette journée, avaient lâchement abandonné leurs drapeaux.

1794 — an II. Espagne.

Au moment où les Français avaient passé la Bidassoa, malgré les feux croisés des batteries de Saint-Martial, le général Frégeville, accompagné du représentant du peuple Garrau, s'était détaché avec 300 hommes d'élite, et avait marché rapidement sur Fontarabie. Il s'avança jusqu'à la porte de la ville. Une décharge à mitraille le contraignit de se retirer au moment où il allait la forcer. Trois hommes furent tués à ses côtés; mais, loin de renoncer à son entreprise, il redoubla d'efforts, parvint à s'emparer de la redoute des Capucins, et prit position sur une hauteur qui dominait la ville. Voulant en même temps mettre à profit son audace et la défaite des Espagnols, il envoya dans la place, en parlementaires, Nollet, capitaine au premier régiment de hussards, et Lamarque [1], adjoint à l'état-major et capitaine de grenadiers. Ces officiers annoncent au commandant de Fontarabie que les Espagnols sont battus sur tous les points, et le

[1] Depuis lieutenant général.

1794 — an II. Espagne.

somment de se rendre. Le commandant demande vingt-quatre heures pour se consulter ; Garrau ne lui accorde que six minutes, en le prévenant que, ce délai expiré, la garnison et lui seraient passés au fil de l'épée. Le commandant, effrayé, se hâta de capituler, et, à six heures du soir, il sortit de la place avec sa garnison, qui, forte de 800 hommes, déposa ses armes sur le glacis et resta prisonnière de guerre.

Jusque-là Fontarabie n'avait jamais été prise, et se glorifiait du surnom de *la Pucelle*, que lui donnaient les Espagnols. La conquête de cette place et l'occupation des positions d'Haya et de Saint-Martial étaient extrêmement avantageuses aux Français. Ils y gagnèrent deux cents bouches à feu, quinze à seize cents tentes, 2,000 prisonniers, dont deux régiments entiers, des munitions de guerre en abondance, 4,000 bombes et obus, dix à douze mille fusils, des magasins considérables en subsistances et en effets militaires, et six drapeaux, qui furent portés, avec un grand appareil, à la Convention, par le capitaine Lamarque. L'assemblée décréta, à l'unanimité, que l'armée des Pyrénées-Occidentales avait bien mérité de la patrie.

Les Français avaient montré la plus vive ardeur dans cette journée mémorable ; en gravissant la montagne de Saint-Martial, les soldats, pleins d'enthousiasme, s'écriaient : « Pour cette fois, on parlera de nous à la Convention nationale, et on lui fera un rapport de notre conduite ! » Pendant l'action, un obus espagnol tombe entre un caisson français et une pièce de 8 ; deux soldats du premier régiment d'artillerie, ci-devant de La Fère, se précipitent sur l'obus, dont la fusée brûlait encore ; le premier coupe avec son sabre, tandis que l'autre couvre de terre la mèche et l'obus. Ce trait hardi sauva le détachement d'artillerie, que l'explosion du caisson pouvait abîmer.

1er août. (14 therm.) France. (Corse.)

Siége de Calvi. — Nous avons vu comment les Anglais, appelés par Paoli pour soutenir le parti qu'il s'était créé dans l'île de Corse, s'étaient emparés de la ville de Bastia. Une fois admis dans l'île, ils prétendirent y agir en maîtres. Cette conduite, assez ordinaire à ce peuple insulaire, qui, dans les secours qu'il prête à ses alliés, ne semble jamais consulter que ses propres intérêts, avait refroidi un grand nombre des partisans de Paoli, et réchauffé le zèle des Corses restés fidèles à la cause de la

France, mais trop faibles pour entreprendre de secouer le joug des Anglais. Les amis de la France se voyaient menacés d'un prochain asservissement, et l'armée d'occupation travaillait avec activité à soumettre toute l'île. Calvi était connu principalement par son grand attachement à la république; les Anglais formèrent aussitôt le dessein d'en faire le siége. La place était commandée par le général de brigade Casabianca. Leur flotte s'en approcha, en même temps que l'armée de terre la cernait. Cette ville, qui ne renfermait qu'une très-faible garnison, opposa cependant aux efforts des assiégeants une vigoureuse résistance, et se signala par son courage et son dévouement. Tous les citoyens s'empressèrent de seconder la garnison dans sa défense; les femmes elles-mêmes donnerent l'exemple de ce patriotisme qui enfante les grandes actions; elles oublièrent la faiblesse de leur sexe, et pendant qu'un feu très-vif faisait pleuvoir sur leur ville une grêle de bombes et de boulets, elles apportaient, jour et nuit, de la terre sur les bastions, pour amortir l'effet des projectiles.

1794—an II. France.

Au bout de quinze jours, Calvi fut presque en entier renversé par trois mille bombes que les Anglais y lancèrent; presque toutes les maisons furent endommagées. Pressée par mer et par terre, la ville fut bientôt réduite à la plus extrême famine. Habitants et soldats ne se nourrissaient plus que de chair de cheval, d'âne, de mulet et des animaux les plus immondes. Bientôt la disette fut telle, qu'un œuf valut trente sous en numéraire.

Un jeune homme âgé de quinze ans, blessé par l'éclat d'une bombe, était près d'expirer; il voit sa mère verser des larmes : « Ma mère, ne pleure pas, lui dit-il; je meurs pour la patrie! »

Depuis deux mois, la ville était continuellement battue par trente-sept pièces de gros calibre. Ses maisons étaient presque toutes détruites, ses fortifications offraient de toutes parts des brèches effrayantes; toutes ses batteries étaient démontées; la garnison, réduite à 260 hommes, travaillée par la dyssenterie, accablée de veilles et de fatigues, était incapable de continuer son service et de garder une place ouverte de toutes parts. La cruelle nécessité décida enfin ces malheureux à demander une capitulation, qui fut conclue le 1er août. Elle sortit avec les hon-

1794 — an II. France. neurs de la guerre, et s'embarqua pour Toulon, suivie de la plupart des habitants, qui aimèrent mieux abandonner aux Anglais les débris fumants de leur cité que de les conserver en restant avec des ennemis. Le Comité de salut public, satisfait de la conduite du général Casabianca pendant le siége de Calvi, le nomma général de division.

4 août. (17 therm.) Espagne. *Prise de Saint-Sébastien.* — Après leur défaite au camp de Saint-Martial, les Espagnols s'étaient retirés dans une forte position, que le général Ventura Caro, avant son rappel, avait déjà fait reconnaître auprès de la petite ville d'Hernani, et qu'il avait désignée comme un point essentiel en cas de malheur. Une partie de cette armée occupa aussi le poste du Port-du-Passage, tandis que quelques détachements allaient renforcer la garnison de la ville de Saint-Sébastien. Mais le général Muller ne leur donna pas le temps de se fortifier dans ces différentes positions. Dès le 2 août, Moncey, à la tête de sa division, vint attaquer l'ennemi au poste du Passage. Après une légère résistance, il s'en empara, et profita de cet avantage pour se porter sans délai sur Saint-Sébastien.

Le même jour, les généraux de division Laborde et Frégeville marchaient à la tête de leurs colonnes pour attaquer Hernani. Cette position, redoutable par sa situation locale, était, pour les Français et pour les Espagnols, de la plus grande importance. Placée à l'embranchement des routes de Madrid et de Saint-Sébastien, elle pouvait également favoriser ou empêcher la prise de cette ville. Il était donc très-intéressant pour les Espagnols de la conserver. Mais le général Colomera, qui commandait une armée découragée, et auquel son grand âge était loin d'inspirer l'énergie nécessaire dans la circonstance critique où il se trouvait, ne se crut pas assez fort pour tenir tête aux Français victorieux. Cependant, à leur approche, il fit ranger ses troupes en bataille. C'était un moyen qu'il employait pour ôter à l'ennemi l'idée de le poursuivre. A peine la cavalerie française se fut-elle déployée, à peine l'artillerie légère, que Laborde avait fait porter à l'avant-garde, eut-elle envoyé quelques bordées, que Colomera fit battre la retraite, abandonna ses positions et s'enfuit avec précipitation vers Tolosa. Les Français s'attachèrent à sa poursuite, tandis qu'une partie des troupes

allait renforcer Moncey, occupé devant la place de Saint-Sébastien. 1794 — an II. Espagne.

Ce général s'était emparé, à son arrivée, des hauteurs qui dominent la ville, et qui sont de niveau avec les batteries de la citadelle. Saint-Sébastien renfermait une garnison de 2,000 hommes ; ses remparts étaient garnis d'une artillerie considérable, et Moncey n'avait point avec lui de pièces de siége; mais se doutant que la retraite de l'armée espagnole devait déjà avoir répandu la terreur dans la ville, il essaya de l'augmenter encore par ses menaces. Latour-d'Auvergne fut envoyé par lui dans la ville, où l'opinion divisait les troupes et les habitants. Ce brave et savant capitaine, à qui l'on doit des ouvrages pleins d'érudition, joignait à l'usage de la langue espagnole une éloquence militaire persuasive. Il harangue le peuple, confère avec l'alcade Michelena, épouvante le gouverneur par l'appareil des forces que les Français ont déjà conduites autour de la ville, et le menace de toute leur artillerie, prête à la réduire en cendres. Cependant la garnison, forte de son nombre, voulait absolument se défendre ; mais Michelena, soit par enthousiasme pour le système républicain, soit par la crainte de voir en effet la ville en proie aux horreurs d'un siége, favorise lui-même les efforts de Latour-d'Auvergne, et engage le gouverneur à capituler. A demi persuadé, ce commandant dit au parlementaire français : « Mais, capitaine, vous n'avez pas tiré un seul coup de canon sur ma citadelle; faites-moi du moins l'honneur de la saluer; sans cela, vous sentez bien que je ne puis vous la rendre. » Latour-d'Auvergne revient au camp, et fait jouer la seule pièce de 8 que possédaient encore les Français; les batteries des forts y répondent par une grêle de boulets. L'intrépide capitaine retourne dans la place, et détermine le gouverneur à lui en remettre les clefs.

La capitulation de Saint-Sébastien fut signée le 4 août. La garnison sortit avec tous les honneurs de la guerre, mais resta prisonnière. Les habitants reçurent les Français avec les démonstrations de la joie la plus vive, tandis que la garnison, mécontente de s'être rendue sans se défendre, partait consternée pour Oyarzun.

Les Espagnols avaient accumulé des magasins immenses dans

1794 — an II. Espagne. Saint-Sébastien et les autres places que les Français venaient de conquérir. Le Port-du-Passage, Hernani et Saint-Sébastien fournirent à l'armée soixante-dix mille quintaux de froment, vingt mille quintaux de riz, et une quantité prodigieuse d'autres comestibles. La marine trouva en outre, dans les magasins de Saint-Sébastien, de puissants secours en toiles, chanvre, cuivre et fer. L'artillerie acquit quatre cents milliers de poudre, deux cent cinquante milliers de plomb, douze cents milliers de fer, quarante-neuf canons en bronze et quatre-vingt-dix pièces en fer. Ces différents succès rendirent les Français maîtres d'une partie de la province de Guipuscoa.

4 août. (18 therm.) *Combat et prise de Tolosa.* — La division française qui venait de s'emparer de Fontarabie et de Saint-Sébastien s'était remise en ligne avec les troupes campées à Hernani. Les Espagnols, stupéfaits de leur défaite de Saint-Martial, perdaient le temps à tenir des conseils de guerre, et ne paraissaient devoir opposer qu'une faible résistance aux progrès de leurs ennemis. En conséquence, le général Frégeville forma le dessein de s'emparer de Tolosa. Cette capitale du Guipuscoa était une ville ouverte; mais plusieurs régiments espagnols, commis à sa garde, étaient campés en avant des murs. Frégeville envoya contre eux une partie des troupes de sa division. Attaqués vivement, les Espagnols se défendirent de même. Pendant deux heures, le feu se soutint sur leur front avec un succès égal; mais les troupes légères des Français, s'étant étendues sur leur droite, débordèrent tout à coup la gauche, la mirent en déroute, et poursuivirent les Espagnols avec tant d'impétuosité, qu'ils entrèrent avec eux dans Tolosa, et les poursuivirent au delà de cette ville. Cette ardeur faillit leur devenir fatale. Le régiment de cavalerie espagnole Farnèse, qui formait l'arrière-garde des fuyards, s'apercevant que les Français n'étaient plus aussi nombreux et se trouvaient éparpillés dans la campagne, fait tout à coup volte-face, tombe sur eux et les charge avec tant de furie, qu'il les force de se réfugier à leur tour dans Tolosa. Cette ville devint ainsi une seconde fois, dans la même journée, un théâtre de carnage. Les deux partis se battaient avec acharnement dans les rues, et peut-être les Français auraient-ils été obligés de les évacuer, si Frégeville, averti du danger, ne se fût hâté d'envoyer à leur

secours un régiment de hussards. L'aspect de ce renfort suffit pour faire retirer les cavaliers espagnols ; mais ils firent leur retraite en bon ordre et sans être poursuivis. 1794 — an II. Espagne.

Occupation de Trèves. — Après les combats de Trippstadt et de Neustadt, l'armée de la Moselle, qui avait aidé l'armée du Rhin dans son mouvement général pour isoler les deux armées prussienne et autrichienne, était restée, pendant le mois de juillet, dans l'inaction, attendant les renforts qu'on lui promettait de l'intérieur. Ces renforts, qui consistaient en 15,000 hommes de troupes aguerries venus de la Vendée, étant arrivés dans les premiers jours d'août, le général en chef Moreaux [1] fit attaquer, le 7 de ce mois, les positions de Pellingen et de Consarbrück, qui furent emportées. Ces deux postes, situés en avant de Trèves, n'étaient occupés que par six bataillons prussiens. La division du général Ambert marcha sur le pont de Wasserbillich, et s'en empara. L'ennemi perdit quelques centaines d'hommes dans ces différentes attaques. Trèves fut évacué par les Prussiens et par quelques émigrés qui y avaient cherché un asile. 8 août. (21 therm. Allemagne.

Cette dernière circonstance servit de prétexte aux commissaires conventionnels, lorsque les Français entrèrent dans la ville, pour y frapper une contribution de quatre millions en numéraire : « Les émigrés ayant porté dans Trèves une grande partie de l'argent de France, il était juste, disaient les proconsuls, que les républicains le reprissent là où ils le trouvaient. »

Combat de Saint-Laurent de la Mouga. — Depuis la prise de Collioure, un corps de 15 à 20,000 hommes de l'armée des Pyrénées-Orientales était employé à faire le siége de Bellegarde. Dugommier, voulant éviter à cette place française les suites d'un siége meurtrier et opiniâtre, s'était contenté de la faire bloquer étroitement, afin de forcer les Espagnols à la rendre par famine. 13 août. (26 therm.) France.

On a vu, dans le premier volume, qu'au mépris de la capitulation de Collioure, le général en chef espagnol, comte de

[1] Nous avons déjà dit qu'il ne fallait pas confondre ce général avec le général Moreau, qui servait alors à l'armée du Nord.

1794 — an II. France. la Union, avait refusé de rendre un nombre de prisonniers français pareil à celui des trois places reprises dans le mois de mai dernier. Non content de cette première violation d'un engagement solennel et sacré, le déloyal Espagnol avait de suite incorporé dans son armée les 7,000 hommes qui avaient déposé leurs armes dans le village de Banyuls-la-Maizo [1].

Ce renfort porta l'armée espagnole a 45,000 combattants, et le comte de la Union se crut en mesure de hasarder une bataille pour dégager la place assiégée.

Le 13 août, un corps de 20,000 hommes se dirigea sur Saint-Laurent de la Mouga, qui parut au général espagnol le point le plus favorable à son entreprise. D'autres colonnes furent dirigées sur les autres points de la ligne occupée par les Français depuis Campredon jusqu'à la mer. La division du général Courten, par une marche forcée et secrète, arriva à trois heures du matin, sans être aperçue par les postes français, au pied de la montagne de Terradas, en avant de Saint-Laurent de la Mouga. Cette montagne fut gravie avec rapidité par les Espagnols, et ceux-ci attaquèrent de suite la brigade du général Lemoine, qui, renforcée par deux bataillons de chasseurs, défendait la rive droite de la Mouga. La brusquerie de cette attaque étonna d'abord les Français, qui se mirent cependant en défense. Les Espagnols furent repoussés à deux reprises différentes; mais le général Courten parvint, par une troisième attaque, à s'établir dans la position occupée par les troupes françaises.

Cependant le général Augereau, averti par le bruit du canon, avait fait prendre les armes à sa division, et lui-même se trouva bientôt aux prises avec les brigades espagnoles de Perlasco et de Cagigal. Après un combat très-vif Augereau parvint à culbuter les troupes qu'il avait devant lui, et se porta au secours du général de division Sauret, qui, avec la seconde

[1] La Convention, indignée de la conduite du comte de la Union, en prit l'occasion de comprendre les Espagnols dans le décret d'extermination porté contre les troupes anglaises, et défendit aux troupes des deux armées françaises dans les Pyrénées de faire aucun prisonnier espagnol. Mais cette mesure, encore plus injuste que le refus du général espagnol, ne reçut point son exécution : les soldats français ne voulurent point se rendre les complices d'une résolution aussi barbare.

brigade, s'était avancé pour soutenir les troupes du général Lemoine. L'action s'engagea vigoureusement avec la division du général Courten. Les troupes des deux partis étaient si rapprochées, qu'elles se battirent à la baïonnette avec un acharnement extraordinaire. Le combat dura jusqu'à midi sans un avantage bien marqué d'aucun côté; mais dans ce moment, Augereau, s'apercevant que la brigade du général Izquierdo commençait à plier, donna l'ordre au général Mirabel, dont il connaissait la bravoure et l'habileté, de se porter promptement sur la hauteur de la fonderie de Terradas, afin d'attaquer le flanc de la brigade espagnole, déjà ébranlée, et de lui couper la retraite. Le général Mirabel, ayant réuni à ses troupes trois bataillons de la brigade Lemoine, se met en mouvement par la gorge qui sépare la Mouga du village de Terradas. Cette marche s'exécute avec précision. Les soldats français se précipitent avec impétuosité et poussant des cris menaçants; mais au moment même où le succès couronnait les efforts du brave Mirabel, ce général tombe frappé d'une balle à la tête. A ce spectacle, les soldats redoublent d'ardeur, et se battent avec le courage du désespoir. Le général Lemoine, quoique affaibli depuis trois semaines par une fièvre assez violente, avait voulu prendre part à cette action brillante. Il soutient l'élan des soldats du général Mirabel, et son chapeau est emporté par un boulet qui lui effleure la tête. Cependant les Espagnols enfoncés fuient de toutes parts. Le général Augereau obtenait le même avantage sur les troupes qui lui étaient opposées. Pris en flanc et en tête, et presque cerné par les troupes d'Augereau, le général Courten, près de tomber dans les mains des Français, réunit quelques compagnies de grenadiers, et parvient à s'ouvrir un passage les armes à la main. Poursuivi la baïonnette dans les reins, ce n'est qu'avec la plus grande difficulté que ce général réussit à regagner les lignes de Figuières. On compta, sur le champ de bataille, deux cent cinquante Espagnols morts, parmi lesquels un maréchal de camp et plusieurs officiers supérieurs.

1794 — an II
France.

Les Français ne furent pas moins heureux sur leur gauche, vers la mer. 6,000 Espagnols attaquèrent de front le camp de Canteloup, tandis que deux colonnes commandées par le

1794 — an II. France. vicomte de Gand (Français), émigré, et le brigadier Tarranco, menaçaient la droite de ce camp, et que l'amiral Gravina, qui avait appareillé du port de Roses avec deux vaisseaux, une frégate et trois chaloupes canonnières, inquiétait la côte pendant le combat; mais, repoussés sur tous les points de cette attaque, les Espagnols furent contraints de se retirer dans leurs retranchements.

Le col des Frères fut également attaqué par les Espagnols. Défendue par le premier bataillon du Tarn et les grenadiers des Bouches-du-Rhône, cette position resta au pouvoir des Français. Ces derniers, déjà menacés sur leur front par des forces supérieures, eurent assez de sang-froid pour s'opposer à un débarquement tenté sur leurs derrières et protégé par les chaloupes canonnières de l'amiral Gravina. Le chef de bataillon qui commandait sur ce point fit preuve d'une intelligence et d'une bravoure admirables.

Ces différents engagements, dans lesquels on s'était battu avec un acharnement mutuel, coûtèrent aussi beaucoup de soldats à l'armée française. Les généraux de division Sauret et Augereau, l'adjudant général Beyraud, le capitaine du génie Samson [1], et plusieurs autres officiers supérieurs, furent assez grièvement blessés. Le général Augereau avait été atteint de deux balles presque dans le même moment. Sur le rapport qui lui fut fait de ces combats, la Convention décréta que l'armée des Pyrénées-Orientales ne cessait de bien mériter de la patrie, et que le nom du général Mirabel serait inscrit sur la colonne du Panthéon.

16 août. (28 therm.) France. *Reprise du Quesnoy sur les alliés.* — Le général en chef Jourdan, après avoir reçu l'avis de la reddition de la place de Landrecies, avait donné l'ordre au général Schérer de commencer de suite le siége du Quesnoy, et de le pousser avec la plus grande activité. Cette place fut investie dès le 19 juillet; cependant cet investissement ne fut pas aussi complet qu'il aurait dû l'être; car, le lendemain 20, les principaux officiers du génie, qui faisaient la reconnaissance de la place, faillirent être enlevés par un parti de cavalerie ennemie sorti du chemin

[1] Depuis lieutenant général et ancien directeur du dépôt de la guerre.

SIEGE DU QUESNOY *en 1794.* *T. 2e Page 112.*



1200 Mètres.

couvert, et qui avait dépassé la ligne des premiers postes dans un point dégarni. 794 — an I. France.

Les Autrichiens avaient réparé les fortifications du Quesnoy avec un soin extrême qui n'annonçait pas l'intention de rendre promptement cette place. La garnison était de 3,000 hommes, Autrichiens, Wallons et Croates.

On devait donc s'attendre à une résistance plus opiniâtre qu'à Landrecies, et il fallait par conséquent l'emploi de moyens plus considérables. Le général Schérer prit des mesures pour renforcer l'armée de siége, augmenter le nombre des bouches à feu, des approvisionnements de tout genre.

Les talents que le commandant Marescot avait déployés aux siéges de Toulon, de Charleroi et de Landrecies, lui avaient mérité le grade de colonel dans son arme. C'est en cette qualité qu'il commanda le génie devant le Quesnoy. Il choisit pour point d'attaque le front des fortifications où se trouve la porte dite de Valenciennes, parce qu'il se crut favorisé par le vallon dans lequel coule le ruisseau de la Ronelle, pour la facilité des approches. Ce front n'avait point d'ailleurs autant d'ouvrages extérieurs, pour le couvrir, que les autres, et sa position basse et voisine des eaux fit juger à l'habile ingénieur qu'on y rencontrerait peu ou point de rameaux de contre-mine. Enfin il était plus facile de faire évacuer l'eau des fossés, dans le cas où les troupes de tranchée viendraient à se loger dans le chemin couvert.

Ce côté des fortifications du Quesnoy était aussi celui par lequel les alliés avaient attaqué la place l'année précédente ; et, quoiqu'il eût été réparé avec le plus grand soin, Marescot le considérait toujours comme le plus faible. L'ennemi avait cependant garni cette partie des remparts d'une artillerie plus nombreuse que sur les autres points, et elle était devenue l'objet de sa surveillance particulière.

Le colonel Marescot sentit bien qu'il fallait d'abord donner le change à l'ennemi ; et, deux jours avant l'ouverture de la tranchée, il fit ouvrir, devant les redoutes avancées de Béard et de Saint-Roch, deux parties de parallèles avec leurs communications. Cette diversion de travaux, pour tromper l'ennemi, avait d'ailleurs son but particulier d'utilité. Ces parties de pa-

1794 — an II. France. rallèles resserraient la place de plus près, et arrêtaient les sorties dans cette position du terrain extérieur. L'ennemi donna dans le piége qui lui était dressé : et, dès qu'il s'aperçut du nouveau travail, il se hâta de transporter de ce côte la plus grande partie de l'artillerie du front menacé, et dirigea sur les fausses parallèles un feu très-vif, jusqu'à l'ouverture de la tranchée véritable, qui eut lieu le 25 juillet. Elle s'effectua, ainsi qu'on l'avait prévu, sans nul obstacle et sans perdre un seul homme. Deux mille cinq cents toises de tranchée, y compris les communications, furent déployées par cinq mille deux cents travailleurs. Si les assiégeants eussent été plus nombreux, il eût été possible d'embrasser de suite tout le front d'attaque. Les travaux avaient commencé pendant la nuit ; au jour on se trouvait partout à couvert, et l'on perfectionna ce qu'on venait de faire dans les ténèbres. Nous avons dit que l'ennemi avait dégarni, les jours précédents, le front qu'on attaquait ; quand il aperçut la nouvelle tranchée, il ne put y diriger qu'un feu très-faible.

Les deux commandants du génie et de l'artillerie arrêtèrent l'établissement de huit batteries, dont six de canons et d'obusiers sur le prolongement des faces des ouvrages, et deux de mortiers seulement, placées vers le centre, afin de pouvoir distribuer commodément leur feu sur toutes les parties du front attaqué.

Ces batteries de la grande attaque renfermaient, en total, trente-sept bouches à feu.

Les travaux furent poussés avec une grande célérité, malgré le peu de travailleurs que fournissait un corps d'armée déjà trop faible pour garnir tous les postes autour de la place.

Le 28 juillet, la garnison fit une sortie avec deux petites pièces de campagne, et força d'abandonner momentanément l'extrémité gauche de la parallèle. On fit avancer quelque infanterie qui contraignit l'ennemi à rentrer dans la place. Le colonel Marescot fit établir de petites plates-formes, afin de donner a des pièces de campagne la facilité de tirer à barbette au moment où les assiégés se présenteraient pour inquiéter les travailleurs. Ces pièces, cachées dans la tranchée, ne paraissaient sur les plates-formes qu'en temps utile, à l'aide de rampes scellées contre le parapet de la tranchée. Elles firent beaucoup de

mal aux assiégés, et rendirent leurs sorties moins fréquentes. 1794 — an II. France.

L'abondance des pluies qui tombèrent dans les premiers jours d'août inonda la campagne, et mit de grands obstacles au perfectionnement des ouvrages. Ce temps d'orages presque continuels ralentit beaucoup l'activité du siége, et empêcha même l'effet des batteries déjà mises en jeu contre la place; cependant, le 3 août, les travaux se trouvant fort avancés, le général Schérer, craignant de voir le découragement s'introduire dans son armée, envoya sommer le gouverneur du Quesnoy, et lui fit signifier le décret de la Convention, qui ordonnait aux garnisons des quatre places du Nord occupées par l'ennemi de les évacuer dans les vingt-quatre heures qui suivraient la signification, sous peine d'être passées au fil de l'épée.

Le gouverneur du Quesnoy, le général Planck, moins intimidé que celui de Landrecies, fit la réponse suivante à la sommation du général Schérer : « Une nation n'a pas le droit de décréter le déshonneur d'une autre. Quels que soient les succès des armées françaises, mon intention est de défendre mon poste de manière à mériter l'estime de celui qui me l'a confié et même celle de la nation française. »

Cette noble réponse, qui annonçait la résolution de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité, donna au siége du Quesnoy un caractère encore plus sérieux. Le général Schérer demanda un plus grand nombre d'officiers de génie et de mineurs, afin de pourvoir d'avance au remplacement de ceux qui pourraient succomber par les chances de la guerre.

Les travaux pour la seconde et la troisième parallèle furent repris avec une nouvelle vigueur. De son côté, l'ennemi, ayant réparé le dommage fait à son artillerie, fit, le 5 août, dès la pointe du jour, un feu si vif et si bien soutenu pendant le reste de la journée, qu'il démonta plusieurs pièces des batteries et tua une quinzaine de canonniers. Le capitaine du génie Geoffroy fut blessé à la jambe et se retira de l'armée.

Deux jours après, les canonniers français prirent leur revanche et firent, dans la nuit du 7 au 8, un feu si violent contre la place, que plusieurs incendies se manifestèrent dans la ville. Le feu prit à la fois au grand clocher, au beffroi et à plusieurs maisons voisines. L'intention du général Schérer avait

1794 — an II. France. été de ne tirer d'abord que contre les remparts, afin d'éviter aux malheureux habitants du Quesnoy les désastres d'un bombardement; mais le refus du gouverneur de rendre cette place avait allumé la colère du conventionnel Duquesnoy, qui donna l'ordre de considérer la ville comme étrangère, et de la traiter comme telle.

Les ravages que cette mesure occasionnait dans la place assiégée réduisaient au désespoir ses malheureux habitants. Chaque jour, ils faisaient des démarches auprès du commandant autrichien pour l'engager, en se rendant, à les soustraire à toute l'horreur de leur situation. Une partie des troupes de la garnison, les grenadiers wallons, favorisaient ce mouvement des habitants, et annonçaient hautement le désir qu'ils avaient d'une capitulation; et cependant le gouverneur avait tenu secrète jusqu'alors la mesure prise par la Convention, pour ne point augmenter le découragement de sa garnison.

Le 11 août, ce gouverneur se décida à envoyer deux parlementaires au quartier général de Schérer. Le commissaire conventionnel Duquesnoy fit renvoyer ces parlementaires sans vouloir souffrir qu'on décachetât leur paquet, et donna l'ordre de redoubler le feu de toutes les batteries.

Le 12, le commandant autrichien renouvela sa démarche. Deux officiers, l'un lieutenant-colonel de grenadiers, l'autre commandant l'artillerie de la place, se présentèrent au quartier général et déclarèrent que le commandant de la place n'avait pu regarder comme un acte sérieux la sommation qui lui avait été faite le 3, non plus que le décret de la Convention qu'on lui avait signifié, et qu'il avait cru jusqu'alors que les succès de l'armée française étaient exagérés. Les parlementaires ajoutèrent qu'ils étaient prêts à traiter de la remise de la place, et de la reddition à discrétion de la garnison, et qu'étant eux-mêmes les principaux auteurs de la résistance que la garnison avait faite, ils offraient leur tête pour son salut.

Vivement touché de cette offre généreuse, le général Schérer dépêcha sur-le-champ en poste, pour Paris, l'adjudant général Ferrand, pour savoir du gouvernement la conduite à tenir dans cette circonstance délicate. Cependant Duquesnoy fit signifier à ces officiers, au moment de leur départ, que les tra-

vaux du siége et les hostilités continueraient, comme par le passé, jusqu'au retour du courrier. 1794 — an II. France.

Les travaux de mine commencés furent achevés; la quatrième parallèle fut poussée sur le saillant de la demi-lune; les travaux de la fausse attaque furent également continués, et éprouvèrent peu de contrariétés de la part des assiégés; mais pendant ces opérations, le général Schérer avait fait diminuer le feu dirigé contre la ville : il s'établit même une sorte de suspension tacite d'hostilités entre les assiégeants et les assiégés. Les deux partis étaient également dans l'attente de la décision qu'allait prendre le gouvernement républicain.

Enfin, dans la soirée du 15 août, l'adjudant général Ferrand arriva au quartier général, apportant la réponse tant désirée de la Convention. Le Comité de salut public, interprète de cette assemblée, jugeant que l'esprit de la loi ne pouvait être de frapper des individus qui n'en avaient pas eu connaissance, donnait ordre au général Schérer de recevoir la garnison à discrétion; mais il lui enjoignait en même temps de faire arrêter les chefs qui l'avaient ainsi laissée dans l'ignorance. En conséquence de cette détermination, le brave commandant autrichien et ses dignes officiers furent arrêtés et conduits à Paris. On ignore quel sort leur fut réservé; mais, leurs noms n'ayant paru sur aucune des fatales listes de cette époque, et la marche du gouvernement révolutionnaire ayant été un peu adoucie par la chute de Robespierre et de ses sanguinaires complices, il est à présumer qu'ils auront été traités comme prisonniers de guerre, et qu'ils auront pu faire partie de quelque cartel d'échange.

Quoi qu'il en soit, le général Schérer consigna, dans un des articles de la capitulation, l'héroïque dévouement de ces braves officiers. Cet article portait que la garnison du Quesnoy n'avait obtenu grâce de la vie que parce que ses chefs avaient offert de payer de leur tête la résistance qu'ils avaient opposée aux ordres de la Convention.

La garnison, qui resta prisonnière de guerre, était forte encore de 2,800 hommes. On trouva dans la place cent vingt bouches à feu, dont quelques-unes démontées, trente-cinq milliers de poudre, et une certaine quantité de fer coulé.

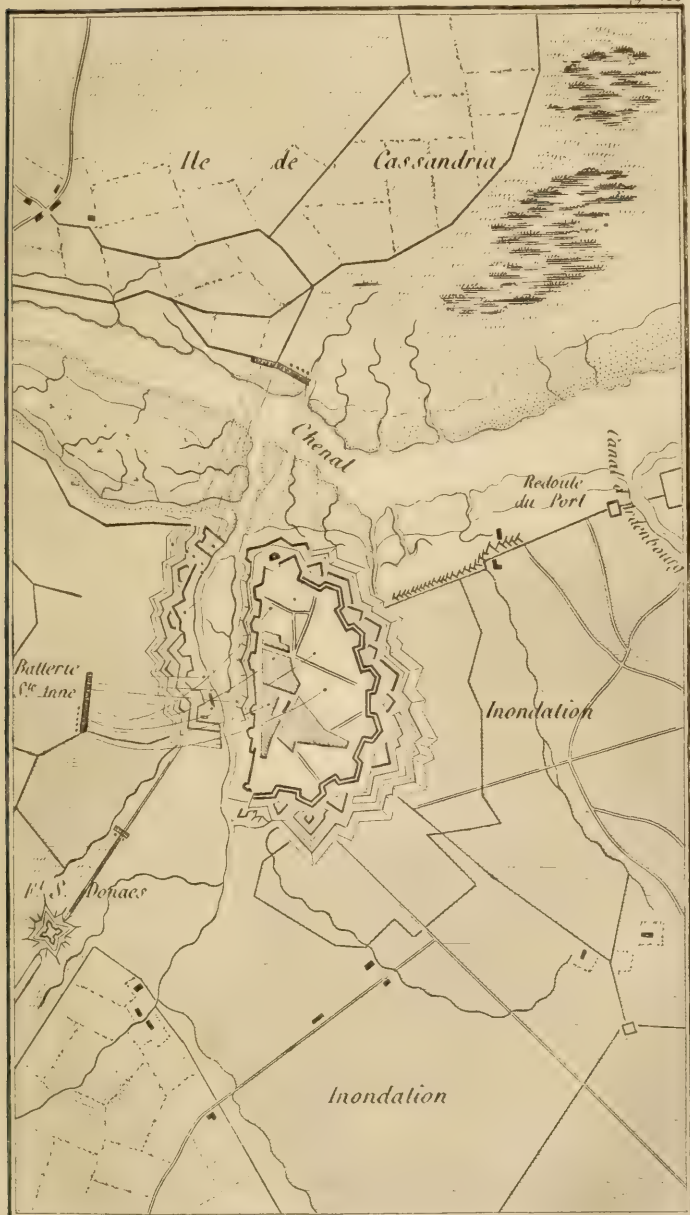
1794 — an II. France. Toutes les troupes employées au siége rivalisèrent de zele et de dévouement. Généraux, officiers et soldats méritèrent les éloges du général commandant en chef. Parmi les traits particuliers de courage et de fermeté, nous citerons celui de Duquesne, soldat du 5e régiment de ligne. Il eut la jambe fracassée par un boulet parti des remparts dans les premiers jours du siége. Il était dans la tranchée, et ses camarades, interrompant leur travail, s'empressaient autour de lui pour le secourir; il ne voulut accepter le bras d'aucun, et les renvoya tous à leur poste; se traînant ensuite péniblement jusqu'à l'ambulance, il souffrit avec le sang-froid le plus héroïque l'amputation qu'on lui fit : « Ce n'est pas ma jambe que je regrette, dit-il au chirurgien chargé de l'opération; ce qui m'afflige davantage, c'est de me trouver dans l'impuissance de concourir désormais, avec mes braves camarades, à la reprise de Valenciennes, quand le Quesnoy sera tombé en notre pouvoir! »

C'est au siége du Quesnoy que l'on fit le premier essai des lignes télégraphiques pour la correspondance des armées. Ce moyen ingénieux de transmettre la volonté à de grandes distances, et pour ainsi dire avec la rapidité de la parole, inventé d'abord par le physicien Amontons, vers le milieu du siècle dernier, et tombé bientôt dans l'oubli, fut renouvelé et perfectionné en 1793 par l'ingénieur Chappe. Ce savant mit une année entière à établir sa ligne depuis Paris jusqu'a Lille. L'entrée des troupes françaises dans la place du Quesnoy fut annoncée à Paris, par le télégraphe, une heure après la reddition de cette ville.

25 août. (10 fructid.) Belgique. *Siége et prise du fort de l'Écluse.* — Nous avons dit plus haut que l'occupation de l'île de Cadzand ou Cassandria était une opération nécessaire à la réussite du siége du fort l'Écluse, puisqu'elle en assurait l'investissement.

Le fort l'Écluse, situé à deux lieues de la mer, qui y communique par un large canal, était d'un abord non moins difficile que l'île de Cassandria : on ne pouvait y parvenir que par une seule digue ou chaussée, que la haute marée inonde deux fois par jour, et que défendaient en outre de fortes batteries hollandaises. Aussi le premier soin de Moreau, qui n'ignorait

SIEGE DE L'ECLUSE *en 1794.* *T. 2e. Page 118.*



1600 Mètres

aucune des difficultés de son entreprise, fut-il de faire faire une exacte reconnaissance de tous les dehors de la place. Cette reconnaissance, faite avec les plus grandes précautions par le commandant du génie Dejean, mit à même cet habile ingénieur de décider de quel côté il serait plus avantageux d'attaquer l'Écluse. Il arrêta que cette attaque principale aurait lieu sur une langue de terre qui se trouvait entre la digue et le canal d'Ardenbourg : ce cheminement avait paru le seul praticable, et c'était le même qui avait été suivi au mois d'avril 1747. L'emplacement des batteries fut fixé, d'un côté, en avant du village de Sainte-Anne, et d'un autre, dans l'île de Cassandria même, à l'angle de la digue qui se trouve en face du fort l'Écluse. Plusieurs autres batteries furent établies dans d'autres endroits pendant la durée du siége; mais celles-là devaient être les principales. Le capitaine du génie Lavit, le lieutenant Vinache et l'adjoint Tampier furent chargés des ouvrages à faire en avant de Sainte-Anne; le capitaine d'artillerie Santonnard, et les adjoints Descroit et Casals, durent faire exécuter ceux qui avaient été projetés dans l'île de Cassandria.

1794 -- an II. Belgique.

Ces différents travaux furent commencés le 30 juillet, et, malgré toutes les difficultés que l'extrême humidité du terrain présentait à chaque pas, malgré le feu continuel que l'artillerie de la place dirigeait sur les travailleurs, ils furent poussés avec cette activité qui est l'un des traits caractéristiques des Français. Les sapeurs et les soldats s'excitaient entre eux par une mutuelle gaieté, que les balles ni les boulets ne pouvaient affaiblir. Le député conventionnel Lacombe-Saint-Michel étant venu visiter les ouvrages, et s'étant longtemps exposé avec le plus grand sang-froid au feu de l'ennemi, les canonniers et les volontaires qui l'observaient lui dirent avec cette familiarité républicaine qu'on trouvait alors dans les camps : « Représentant, nous sommes contents de toi ; nous avons regardé ton plumet, il n'a point remué. »

Dans la nuit du 3 au 4 août, le capitaine du génie Casimir Poitevin et l'adjoint Lafarelle firent exécuter, de concert avec le capitaine d'artillerie Bicqueley, une batterie dans un nouvel emplacement, à environ deux cent quarante toises en avant du fort Saint-Donaes : pour celle-là comme par toutes les autres,

1794 — an II. Belgique.

et toujours à cause du terrain trop voisin de l'eau, il était impossible de communiquer à couvert; ou du moins cette communication eût rendu nécessaire un nombre infini de fascines et un travail de plusieurs jours : on se décida à n'y communiquer que la nuit.

En même temps qu'on s'occupait des travaux du siége, on s'efforçait également de prolonger et de rendre facile le cheminement de la principale attaque au canal d'Ardenbourg. Le commandant du génie Dejean fit en conséquence établir un nouveau pont à la place du pont tournant qui avait été brûlé lors de l'attaque et de la prise de l'île de Cassandria, et préparer un vaste dépôt de fascines au saillant même de la digue, pour en favoriser les approches. Les Hollandais possédaient encore une redoute sur la rive gauche de ce canal; il fut décidé qu'on s'en emparerait : deux compagnies de grenadiers, chargées de cette attaque, s'y portèrent avec impétuosité. Les Hollandais, paraissant mettre peu d'importance à garder les ouvrages qu'ils avaient encore en avant du fort, furent facilement chassés de cette redoute. Ils l'abandonnèrent après avoir vu la palissade qui la défendait rompue par les grenadiers français. Ils ne tinrent pas davantage dans une espèce de traverse ou retranchement commencé par eux à cent soixante-quinze toises de la redoute. L'ennemi, dans ces deux actions, avait fait si peu de résistance, qu'il ne perdit qu'un seul homme. Cette attaque avait été dirigée par le général Laurent, et conduite par Jourdan, adjoint de son état-major; par le capitaine du génie Victor Poitevin, et par l'adjoint Prudhomme : ces derniers officiers profitèrent de la retraite des Hollandais pour tracer et établir, entre la sommité de la digue et le bord du canal, une petite parallèle distante de soixante-dix toises de la traverse, et quatre boyaux en zigzag, en arrière, pour y communiquer.

Le 4 août, les batteries déjà établies étaient prêtes à faire feu, et le cheminement sur la digue était presque terminé. Le général Moreau, avant de faire jouer l'artillerie, voulut essayer si la terreur qu'avait dû produire la prise de l'île de Cassandria n'aurait pas quelque effet sur le commandant du ford, Vanderduyn. Il l'envoya sommer de rendre l'Écluse; mais le gouverneur répondit, comme on devait s'y attendre, par la négative.

Aussitôt le feu des batteries commença et dura pendant tout le jour et toute la nuit sans interruption. Vanderduyn y riposta de son côté par de vives et fréquentes décharges de toute son artillerie. Deux chasseurs et un officier qui accompagnaient les généraux dans leur tournée furent blessés grièvement dans cette circonstance. 1794 — an II. Belgique.

Cependant, en même temps que les batteries déjà établies foudroyaient les murs de la place, les officiers du génie commandaient et exécutaient chaque jour de nouveaux travaux. Malheureusement les pluies abondantes qui ne cessaient de tomber, surtout les hautes marées, qui, par l'effet des tempêtes, s'élevaient plus haut que de coutume, étaient autant de difficultés qui s'opposaient à leur prompt développement. De leur côté, les assiégés ne discontinuaient pas leur feu, et par intervalle ils faisaient un grand mal aux assiégeants. Le 5 août, le capitaine du génie Victor Poitevin, l'un des meilleurs officiers de l'armée, et celui dont le commandant Dejean tirait le plus de secours, fut blessé très-dangereusement d'un éclat de bombe à la tête, dont il mourut trois jours après.

Une nouvelle batterie de deux pièces de 24 et d'une de 16 fut établie dans l'île de Cassandria, à gauche de celle qu'on avait déjà placée : elle fut construite en avant de la digue, pour qu'elle pût battre plus facilement les ouvrages à droite du fort et démonter les pièces des assiégés, qui chaque jour inquiétaient davantage les troupes de siége. On s'aperçut promptement que le but de cette dernière batterie était atteint. Les Hollandais se mirent à tirer sur elle si fréquemment, qu'il était facile de voir combien elle les incommodait. Mais la pluie et les hautes marées avaient tellement exhaussé le niveau de l'inondation, qu'on fut obligé de relever les plates-formes de presque toutes les batteries, ce qui mit une interruption momentanée dans leur action contre la place. Heureusement que le déclin de la lune vint enfin diminuer la hausse de la marée; il eût été impossible, sans cela, de continuer les travaux. On s'occupa sans relâche de vider les eaux qui remplissaient les ouvrages ; on les reprit avec une nouvelle ardeur, et vers le 20 août le feu des batteries françaises, longtemps ralenti par tous ces contre-temps, recommença avec une nouvelle intensité.

1794—an II. Belgique.

Celui de l'ennemi n'avait rien perdu de sa frequence et de sa force. Aux bombes, boulets et obus qu'il avait jusqu'ici lancés sur les troupes de siége, il venait de joindre des grenades de trois et cinq pouces, qu'il jetait sur les assiégeants avec de petits mortiers à la hollandaise. Ces nouveaux projectiles, auxquels les Français n'étaient point accoutumés, causerent de grands ravages parmi les travailleurs; néanmoins leur courage et leur empressement n'en furent point diminués : ils s'approchaient chaque jour davantage de la place. Dans la nuit du 22 au 23, ils avancèrent encore de cent toises, au moyen de dix traverses perpendiculaires à la digue, et de dix boyaux obliques pour communiquer de l'une à l'autre.

Plus les assiégeants faisaient ainsi de progres du còté de la place et plus les assiégés redoublaient d'efforts pour détruire les ouvrages, démonter les pièces et troubler les travailleurs. Depuis la grande proximité des Français de la place, les Hollandais avaient eu recours aux pots à feu pour leur faire du mal; ils en lançaient par jour une quantité énorme, et leur effet n'était pas toujours infructueux. Ils s'en servaient particulièrement pour pouvoir mieux diriger leur tir. L'émission de ces derniers projectiles donna lieu à un trait de bravoure française, que nous nous empressons de rapporter. Témoin de l'utilité dont les pots à feu étaient pour les assiégés, Bruiron, grenadier au premier bataillon de la Marne, s'était pour ainsi dire dévoué pour les éteindre : seul à la tête des tranchées, et à portée de pistolet de l'ennemi, il en éteignit quatre l'un après l'autre, au milieu d'une grèle de mitraille et de mousqueterie, dans la nuit du 22 au 23. Ce brave grenadier finit par ètre victime de son dévouement : atteint d'une balle à la tête, il en fut grièvement blessé.

Mais vainement les assiégés cherchaient ainsi à s'honorer par une longue résistance. Les Français n'étaient plus qu'à quelques toises des remparts. Dans la nuit du 23 au 24, ils poussèrent leur cheminement jusqu'au crick, et établirent au bord une petite parallèle de douze à treize toises de développement; elle fut tracée convexe du côté de la place pour se couvrir des feux de l'ouvrage avancé sur la droite. La communication fut établie au moyen de deux boyaux et d'une tra-

verse intermédiaire. Le cheminement direct fut d'environ seize toises. Ce travail, fait à la fascine, à la portée de l'ennemi, dont on n'était séparé que par le crick, était très-dangereux. Sur environ cent hommes qui y furent employés, on comptait, au point du jour, onze blessés et quatre tués, dont un officier du troisième bataillon du Lot.

1794 — an II.
Belgique.

Pendant ce temps les batteries continuaient de faire un feu ardent sur la place. Déjà l'on parlait de livrer un assaut général, et les troupes l'attendaient avec cette impatience qu'irritent les obstacles, lorsque le gouverneur, voyant enfin qu'il ne pouvait plus tenir dans une place démantelée, arbora le drapeau blanc et envoya demander à se rendre. La capitulation fut signée le 25 au soir; la garnison, qui montait à plus de 2,000 hommes, sortit, le lendemain, avec les honneurs de la guerre, par la chaussée qui conduit à Middelbourg, déposa ses armes et huit drapeaux sur les glacis, et fut conduite en France pour y être prisonnière de guerre. Les assiégeants trouvèrent dans le fort de l'Écluse cent vingt-six bouches à feu, dont soixante en bronze; environ trente petits mortiers à la hollandaise, propres à jeter des grenades de trois et cinq pouces; plus de cent milliers de poudre, cinq mille fusils neufs, non compris ceux de la garnison, plusieurs tas de boulets de différents calibres, une grande quantité de bombes, d'obus, de grenades de trois et cinq pouces et de grenades à main; beaucoup d'outils à pionniers et tranchants; enfin, plus de 200 chevaux.

Les Français, en entrant dans la place, ne trouverent pas une seule maison intacte: leurs batteries avaient pour ainsi dire tout détruit; mais les fortifications n'avaient pas souffert en proportion. Le général Moreau profita de la prise de l'Écluse pour y établir des batteries formidables, en face de Flessingue. Quoique la distance entre les deux places fût trop grande pour être traversée par un boulet, cependant ces batteries suffisaient pour empêcher le passage de toute espèce de bâtiment entre les deux rives.

Ce siége est surtout remarquable par la constance des troupes, pendant toute sa durée, à surmonter les obstacles que les éléments réunis leur opposaient. De tous ces éléments, comme l'a

1794 — an II. Belgique.

dit avec vérité le général Moreau, le moins dangereux était le feu. Pendant dix jours, les assiégés furent arrêtés dans leur marche par l'eau du ciel et celle de la mer, sans pouvoir faire un seul pas en avant. Cependant, malgré le feu meurtrier des assiégés, malgré cette contrariété du temps, la sape y fut conduite avec de simples fascines jusqu'à la portée de pistolet du fort. Les soldats, au lieu d'aller aux batteries par les tranchées, n'y marchaient jamais qu'à découvert, avec une intrépidité sans exemple, qui étonnait leurs propres généraux. Souvent, dans l'eau et dans la boue jusqu'à la ceinture, ils s'encourageaient les uns les autres, en criant : « Vive la république ! nous n'en aurons point le démenti. » Accablés de maladies, tourmentés par des fièvres continues, causées par l'insalubrité de l'air, la mauvaise qualité de l'eau et le changement de climat, ils supportaient leurs maux avec une résignation héroïque, et ceux des soldats qui restaient bien portants s'offraient d'eux-mêmes pour faire le service des malades ou des valétudinaires.

Cependant, de même qu'à Cassandria, le général Moreau avait pris toutes les précautions possibles pour prévenir les maladies : il fit préparer d'avance une grande quantité de bière dans tous les villages, pour être distribuée à la troupe ; il doubla la ration d'eau-de-vie ; il ordonna une double distribution de vinaigre, destiné à être mêlé avec l'eau, et il fit fournir à chaque bataillon des voitures avec de grands tonneaux pour aller chercher l'eau nécessaire à sa consommation.

Tous ces moyens devaient sans doute contribuer à diminuer les maladies, mais furent malheureusement insuffisants pour les arrêter. On avait à combattre l'air, la terre et l'eau ; et ces trois éléments, presque toujours viciés dans le voisinage de l'Écluse, étaient, cette année, encore plus dangereux par les émanations putrides qui s'exhalent sans cesse des terrains inondés par l'eau de la mer. Aussi l'on est effrayé quand on apprend que, pendant la durée du siége, on évacua plus de sept mille malades dans les hôpitaux. Le siége lui-même n'avait pas coûté plus de cent vingt hommes tués ou blessés par les accidents ordinaires dans ce genre de guerre. M. Dejean met au nombre de ces causes délétères, qui firent naître tant de maladies, l'usage des moules, et prétend qu'en certains temps ce coquillage est un poison.

[1] *Reprise de Valenciennes sur les alliés.* — A l'époque où, voulant mettre à profit la célèbre victoire de Fleurus, le Comité de salut public avait ordonné de s'occuper sur-le-champ des moyens de faire rentrer au pouvoir de la France les quatre grandes places du Nord, dont l'ennemi s'était emparé en 1793, il avait été décidé qu'une forte division de l'armée du général Pichegru assiégerait Valenciennes et Condé, tandis que celle qui était sous les ordres du général Jourdan attaquerait Landrecies et le Quesnoy; mais Pichegru s'était trouvé trop occupé dans son invasion de la Flandre maritime; et, ne pouvant distraire de son armée la quantité de troupes suffisante pour former le siége de ces deux places, on avait postérieurement pris le parti d'en confier le soin au général Schérer. En effet, aussitôt après la prise du Quesnoy, ce général transporta son armée devant Valenciennes et commença à l'investir le 18 août. 1794 — an II. France.

Valenciennes, que les Autrichiens avaient pour ainsi dire réduite en cendres avant de s'en rendre maîtres, et qui s'était signalée par sa longue et belle résistance, se trouvait maintenant avoir été réparée avec le plus grand soin par ses nouveaux possesseurs. Plus de trois millions avaient été employés à relever les fortifications; et, au moment où les Français se présentèrent pour l'investir, elles étaient dans un état de défense bien plus formidable qu'auparavant. Ses remparts étaient couverts d'une artillerie nombreuse. Une garnison de 4,800 hommes, approvisionnés pour plus de dix mois, était renfermée dans ses murs. Dans toute autre circonstance, il eût fallu 100,000 hommes de bonnes troupes pour l'assiéger et se flatter de la prendre. Mais les alliés, repoussés de la frontière, ne pouvaient point la secourir, et Schérer, avec une armée de moins de 25,000 hommes, osa entreprendre de la forcer.

Cependant le commissaire conventionnel Duquesnoy, qui accompagnait Schérer, fut tellement effrayé des obstacles à surmonter, qu'il écrivit au Comité de salut public en ces termes : « Supposez avec moi que la garnison de Valenciennes s'obstine dans la résolution de braver la mort (il fait allusion au décret de la Convention), ce siége alors deviendrait terrible;

[1] *Voir le plan*, tome I.

1794 — an II. France.

nous y perdrions beaucoup de monde; notre artillerie s'y abîmerait, et nous serions obligés d'y consommer des munitions immenses. Dans ce cas, ne serait-il pas plus avantageux pour la république de tenir cette forteresse étroitement bloquée, en se fortifiant vigoureusement autour d'elle? Cette mesure rendrait disponible notre armée, qui se porterait, suivant vos ordres, sur les points que vous lui indiqueriez. » Schérer, de son côté, demandait qu'on ne l'obligeât point à notifier le décret de la Convention à la garnison ennemie, avant d'avoir établi ses batteries et poussé ses travaux assez loin pour en imposer à la place et l'obliger à se rendre à discrétion.

Mais, en attendant la réponse de la Convention, le général Schérer ne négligea aucun des moyens qui pouvaient le mettre à même de s'acquitter avec honneur de la nouvelle tâche qui lui était imposée. Il donna l'ordre de commencer aussitôt les travaux propres à forcer Valenciennes, si la garnison voulait se défendre. Marescot, nommé général de brigade depuis la prise du Quesnoy, et qui commandait encore le génie devant Valenciennes, résolut en conséquence de former trois attaques : la première et la principale, établie sur les hauteurs de Sainte-Saulve, devait être dirigée contre les ouvrages, le bastion et les demi-lunes collatérales situés vis-à-vis; la seconde, formée sur la hauteur de Famars, avait pour but de descendre sur la porte de Cambrai, sur l'ouvrage à cornes placé à côté, et de prêter un puissant secours à la première; enfin, la troisième attaque devait être conduite sur l'ouvrage à couronne qui couvre la citadelle.

Les premiers préparatifs pour ouvrir la tranchée étaient à peine terminés, lorsque le courrier envoyé par Duquesnoy et Schérer à la Convention arriva au camp. Les propositions qu'il avait été chargé par eux de transmettre au gouvernement avaient été loin de satisfaire le Comité de salut public et l'impatience de la Convention, qui aspirait au moment de pouvoir annoncer à la France que la totalité du territoire français était libre. Schérer et Duquesnoy reçurent l'ordre impératif de signifier, sans délais et sans travaux préliminaires, le décret fatal à la garnison de Valenciennes. Le Comité de salut public recommandait en même temps de donner la plus grande publi-

cité possible à cette notification, afin que les citoyens et la garnison ne pussent alléguer, comme au Quesnoy, leur ignorance de ce décret. 1794 – an II. France.

Schérer et le commissaire conventionnel avaient déjà pris leurs précautions à cet égard. Ils avaient eu soin d'amener du Quesnoy le lieutenant-colonel autrichien Rousseau, l'un de ceux qui avaient le plus contribué à la défense vigoureuse de cette place, et ils l'envoyèrent dans Valenciennes avec l'adjudant-général Barbou, afin qu'il instruisît le commandant de la véritable situation des choses, et qu'il expliquât, d'une manière claire et précise, aux troupes composant la garnison, en quoi consistait la teneur littérale de la sommation. Moins brave que celui du Quesnoy, le commandant de Valenciennes fut ébranlé par les menaces du général Barbou. Il fit accompagner cet officier par un colonel et l'ingénieur en chef de la place, qui offrirent de sa part de remettre Valenciennes, à la condition que la garnison sortirait avec armes et bagages, et aurait la faculté de se retirer dans les États de l'empereur. Schérer ayant répondu par la négative, ces deux officiers se retirèrent comme pour rentrer dans la place; mais peu après ils revinrent sur leurs pas, et firent en outre l'offre de s'engager de ne point servir pendant le reste de la campagne, et de laisser leurs armes au pouvoir des Français. Schérer et Duquesnoy n'osèrent prendre sur eux d'accéder à ces propositions avant d'avoir consulté derechef la Convention. Ils répondirent aux parlementaires autrichiens qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'accéder à leur demande, mais qu'ils allaient la communiquer à leur gouvernement, et qu'en attendant la réponse, les travaux du siége et les hostilités seraient continués.

Un second courrier fut donc dépêché à Paris, et sur-le-champ le général Marescot s'occupa de terminer les préparatifs du siége. Les communications entre les différents quartiers de l'armée et les attaques furent établies; et, dans la nuit du 25 au 26 août, la tranchée fut ouverte, malgré les pluies continuelles qui tombaient par torrents et inondaient les travaux à mesure qu'on les confectionnait; comme en outre il avait été reconnu que l'attaque projetée sur la citadelle ne pouvait s'effectuer sans resserrer les assiégés, qui occupaient encore le

1794 — an II. France.

village d'Anzin et quelques redoutes ou batteries avancées, le général Osten, détaché, avec la brigade qu'il commandait, par le général Pichegru, pour renforcer l'armée de siége, fut chargé par Schérer d'attaquer ces avant-postes et de chercher à s'en emparer. Assaillis à la baïonnette, les Autrichiens opposèrent d'abord une résistance assez vive; mais, trop inférieurs en nombre pour se défendre longtemps avec avantage, ils furent chassés des redoutes et du village, et forcés de se retirer avec une perte bien plus considérable que celle des Français. Le capitaine du génie Dalguier fut blessé légèrement au visage dans cette attaque; l'adjoint du génie Barotteau y fut frappé beaucoup plus grièvement au pied, et le sous-officier Chabot, sergent au premier bataillon de la Meurthe attaché au service du génie, y fut emporté d'un boulet de canon.

Au moment où ce combat finissait, le représentant du peuple Lacoste, envoyé par le Comité de salut public, se présenta au camp et fut reçu en grand appareil par toutes les autorités militaires. Il assembla aussitôt les généraux, les commandants du génie et de l'artillerie, et leur signifia son intention d'attaquer à la fois Valenciennes et Condé, et sa ferme résolution de pousser à outrance ces deux siéges, à la réussite desquels le gouvernement républicain mettait la plus haute importance. Les ordres les plus pressants furent incontinent expédiés par lui pour faire arriver au camp devant Valenciennes un grand supplément de troupes, d'officiers du génie et d'artillerie, de mineurs, de canons, de poudre et d'outils. En même temps tout fut disposé, par le général Marescot, pour que la tranchée fût ouverte, dans la nuit du 28 août, aux trois attaques à la fois.

Mais, dans la soirée du 27, la réponse du Comité de salut public fut apportée par le courrier que Schérer avait dépêché à Paris. La Convention, considérant qu'un refus de sa part pourrait réduire au désespoir une garnison qui avait pour elle des moyens nombreux de résistance, s'était un peu départie de sa morgue et de sa rigueur accoutumées. On fit donc savoir aux assiégés que les propositions faites par la garnison de Valenciennes étaient acceptées, pourvu qu'elle donnât sa parole de ne point servir contre la France pendant toute la guerre actuelle. Après quelques pourparlers entre les parlementaires

nommés pour négocier cette espèce de capitulation, il fut convenu et arrêté de part et d'autre « que la place de Valenciennes serait remise aux troupes de la république française; que la garnison serait prisonnière; que les honneurs de la guerre lui seraient accordés; qu'elle serait reconduite sur-le-champ sur les terres occupées par les armées coalisées, et qu'elle ne pourrait servir contre la France qu'au moment où elle aurait été échangée. » 1794 — an II. France.

Le lendemain, 28 août, la garnison sortit de la place, et les Français en prirent possession. Ils trouvèrent dans Valenciennes deux cent vingt-six bouches à feu, dont les deux tiers étaient de fabrication française, près d'un million de poudre, de vastes magasins de vivres, et un immense approvisionnement de fer coulé.

Reprise de Condé. — Ainsi, par l'effet de la terreur qu'inspirait le terrible décret de la Convention nationale, bien plus encore que par la force des armes, il ne restait plus à prendre que Condé, pour que la France eût recouvré les quatre places fortes restées au pouvoir de l'ennemi à la suite des longs revers éprouvés en 1793 et au commencement de cette année. Landrecies, le Quesnoy et Valenciennes étaient rentrés dans le sein de la république; et le général Schérer, qui avait été successivement chargé de ces trois conquêtes importantes et s'en était acquitté avec tant d'honneur, fut encore envoyé pour former le siége de Condé. Dès le 26 août, le conventionnel Lacoste avait fait investir cette place par un détachement de l'armée occupée autour de Valenciennes, et, le lendemain de la capitulation de cette dernière ville, Schérer conduisit son armée victorieuse sous les murs de Condé. 29 août. (13 fructid.)

Il était difficile que le grand exemple de déférence au décret de la Convention nationale, donné par la garnison de Valenciennes, ne produisît pas un effet favorable sur une place beaucoup moins forte, et défendue par une garnison beaucoup moins nombreuse. Aussi le général Schérer, dont la dernière conquête avait augmenté la confiance, avant même d'avoir commencé ses préparatifs de siége, envoya dans la ville un parlementaire signifier aux habitants et aux troupes de la garnison le décret de la Convention. L'officier français, chargé de

1794 — an II. France. cette commission délicate, s'en acquitta avec habileté et intelligence; il peignit aux habitants les malheurs qui les menaçaient, s'ils ne se hâtaient d'obéir promptement à la volonté de la Convention nationale; il représenta ensuite au commandant la grande responsabilité qui pesait sur sa tête, et le supplia de ne pas dévouer à une mort certaine les troupes sous ses ordres; et, pour le décider plus vite, il lui cita l'exemple des commandants de Landrecies, du Quesnoy et de Valenciennes. Ce discours fit impression sur le gouverneur, qui, considérant d'ailleurs son état d'isolement et le grand éloignement des troupes de l'empereur son maître, se décida sans hésiter à remettre la place entre les mains des Français. La garnison de Conde se rendit aux conditions qui avaient été accordées à celle de Valenciennes. Elle sortit de la place le 29 août, abandonnant cent soixante-une bouches à feu, six mille fusils, cent mille boulets, quinze mille cartouches, trois cent milliers de poudre, six cent milliers de plomb, et des vivres pour six mois. Les vainqueurs trouvèrent en outre, dans les canaux environnants, cent soixante-une barques, la plupart richement chargées. Ainsi cette place, l'une des meilleures de la frontière, fut rendue à la république sans avoir essuyé de siége régulier [1].

[1] A la fin du rapport que le général Marescot fit sur la prise de Valenciennes et de Condé, le lendemain même de la capitulation de cette dernière place, on trouve des réflexions très-intéressantes, que nous nous empressons de citer, parce qu'elles jettent une grande lumière sur les intentions des puissances qui s'étaient coalisées dans ce temps contre la France, et qu'elles peignent d'une manière énergique l'esprit public qui animait alors et excitait à la gloire les guerriers français :

« Ainsi se sont évanouies comme un songe les spéculations ambitieuses que les puissances coalisées avaient faites contre la France. Sous le prétexte de secourir la famille des Bourbons, elles en voulurent dévorer l'héritage. Si l'empereur n'eût pas armé et combattu pour ses propres intérêts, eût-il dépensé, aux quatre places que nous venons de lui reprendre, des sommes immenses qui se sont élevées jusqu'à plusieurs millions, pour mettre dans l'état le plus florissant leurs fortifications et leurs bâtiments militaires; dépenses qui ont été jusqu'à raser des montagnes qui commandaient leurs remparts? Si l'empereur eût eu l'intention de remettre ces places, n'y eût-il pas établi pour commandants des seigneurs français émigrés? Y eût-il fait rendre la justice en son nom? Enfin eût-il fait graver avec tant de soin ses armes sur toutes les portes? Il est aisé de conclure de tout ceci..... que les puissances coalisées n'ont pour but, dans la guerre cruelle qu'elles nous

1794 — an II. 5 septembre. (19 fructid.) Vendée.

Attaque et prise du camp retranché de la Roulière. — Depuis longtemps nous avons abandonné le théâtre de la guerre civile, parce que nous n'avons rien trouvé qui fût digne d'être rapporté. Quoique les Vendéens fussent toujours en armes, la guerre ne se faisait plus, dans ces contrées malheureuses, avec la même énergie ni avec la même noblesse. Les royalistes de l'Ouest avaient tout perdu en perdant leurs premiers chefs. Charette, qui commandait dans la basse Vendée, et Stofflet et Marigny, qui étaient restés, par la mort de Henri de Laroche-Jacquelein, les seuls chefs des rassemblements du haut et du bas Poitou, étaient loin de réunir les qualités et les talents essentiels pour organiser de vastes moyens et entreprendre de grandes choses. Dévorés de jalousie les uns contre les autres, ils restaient désunis, et se privaient ainsi de la seule force qui pouvait soutenir leur parti. N'ayant plus a leur disposition que des troupes trop peu nombreuses pour tenir la campagne, ils faisaient la guerre moins en généraux qu'en partisans. Leurs attaques étaient des surprises, et non des combats; et comme presque toujours la cruauté est l'attribut de la faiblesse, ils justifiaient quelquefois les mesures terribles que la Convention ordonnait contre eux, et pouvaient compromettre, par des actes indignes de chevaliers français, la cause qu'ils défendaient.

Le Comité du salut public, irrité de ne pouvoir mettre fin à une guerre qui semblait ne plus avoir d'aliments, venait de rendre plus sévères encore les mesures prises contre les royalistes. Excités par le général Turreau, commandant des armées de l'Ouest, qui savait par expérience les difficultés qu'offrait dans ce pays une guerre régulière, les membres composant ce comité avaient adopté, pour terminer l'insurrection, une mesure qu'avait jadis pratiquée Charlemagne pour sou-

font, que de démembrer la France et de se la partager entre elles. Mais la constance, le courage, les moyens supérieurs des Français triompheront de tous les obstacles. La première nation du monde ne souffrira point que son territoire soit envahi ou démembré, et, au milieu des orages de la guerre la plus terrible et d'une révolution sans exemple, elle saura maintenir avec calme et liberté le genre de gouvernement qu'elle croira le plus propre à assurer sa gloire et sa prospérité.

1794 — an II. Vendée.

mettre les Saxons de Witikind. Un ordre avait été donné à tous les Vendéens de quitter sans délai leur territoire, et de se retirer à vingt lieues dans l'intérieur des terres de la république. On promettait des dédommagements et même des récompenses à ceux qui livreraient leurs chefs morts ou vifs, tandis que l'on menaçait des plus terribles punitions les Vendéens qui resteraient sur le théâtre de l'insurrection. Des colonies républicaines, envoyées dans les provinces de l'Ouest, devaient remplacer les royalistes, et repeupler ce pays, ainsi privé de ses habitants. Mais une telle mesure, qui aurait exigé toute la vigueur d'un gouvernement solidement établi, pouvait-elle être mise à exécution par cette Convention que menaçaient encore les puissances étrangères sur les frontières de la république? 20,000 Vendéens seulement, habitant les lisières des pays insurgés, se soumirent au décret conventionnel, et vinrent établir leur misère dans les départements environnants; le reste de la population, toujours fidèle à la cause royale, resta armé sur son territoire, et cette mesure de dépeuplement, que Barrère et ses collègues avaient regardée comme le seul moyen de détruire ce qu'ils appelaient le *chancre* de la république, loin d'être utile et de diminuer, comme on s'en était flatté, le nombre des royalistes, devint, à l'égard de Charette et des autres chefs, un nouveau motif pour les exciter à l'insurrection, et leur faire prendre les armes pour se défendre.

Voyant combien était infructueuse cette idée gigantesque de dépeupler un pays de cinq cents lieues carrées, le Comité de salut public eut de nouveau recours au moyen de la terreur. L'armée républicaine de l'Ouest eut ordre de porter de toutes parts le fer et la flamme, de détruire les moissons, de brûler les villes et les villages, et de passer au fil de l'épée tous les Vendéens qui seraient pris les armes à la main. C'est alors que furent organisées les colonnes républicaines surnommées *infernales* à cause de leur mission. Elles devaient, comme nous l'avons vu, parcourir la Vendée en tous sens, et exécuter à la lettre les terribles volontés du gouvernement; mais, inhabiles à atteindre le but qu'on se proposait, elles ne réussirent qu'à se déshonorer aux yeux de la nation, en s'acquittant avec une atroce exactitude de leur effroyable mission. La guerre devint

une guerre à mort, une guerre d'extermination. Animés l'un contre l'autre par l'ardeur de la vengeance, les deux partis se signalèrent par d'égales horreurs. La plume se refuse à retracer ces sanglantes catastrophes, et à décrire les déplorables résultats de cette guerre civile, dégénérée en brigandage et en assassinats. 1794 — an II. Vendée.

Cependant, au milieu de leurs villes brûlées et de leurs campagnes dévastées, Charette, Stofflet et Marigny, qui tenaient le premier rang parmi les chefs royalistes encore existants, sentirent que de leur union dépendait leur salut. Ils se réunirent donc à Jallais, pour concerter les moyens de donner à leur parti plus de force et plus de consistance. Cette réunion, si elle eût été sincère, et si elle eût pu subsister longtemps, eût été extrêmement avantageuse à la cause royale; mais, toujours dirigés par cet esprit de jalousie et d'ambition qui avait déjà fait tant de mal aux Vendéens de la première insurrection, Charette et Stofflet ne tardèrent pas à voir un rival incommode dans Bernard de Marigny, et tous les deux résolurent de s'en défaire par l'un de ces crimes dont les dissensions civiles offrent de trop fréquents exemples. L'infortuné Bernard, accusé faussement, par ses deux collègues, d'avoir voulu abandonner la cause commune, fut jugé par le conseil général, et condamné à mort par ce tribunal inique. Marigny était alors absent; Stofflet ose se charger d'aller lui signifier son jugement, et d'en être l'exécuteur. Accompagné de ses chasseurs, il arrive au château du Soulier, où le chef vendéen était retenu malade. Par son ordre, les chasseurs pénètrent dans le château, se saisissent de Marigny, et l'entraînent dans un champ pour le fusiller. En vain Bernard, indigné, se débat avec violence; en vain il implore la grâce de mourir au moins avec les secours de la religion : Stofflet reste impitoyable. Marigny tombe percé de plusieurs balles, en protestant de son innocence, et victime des fureurs de son propre parti, aussi cruel à son égard qu'eussent pu l'être les républicains.

Bientôt un autre fait du même genre, et non moins blâmable que le premier, allait affliger de nouveau les défenseurs sincères de la cause royale, qui n'avaient point oublié que l'honneur et la loyauté devaient être leurs guides. Profitant d'un mo-

1794 — an II. ment où son armée manquait de vivres, Charette, à qui Joly, l'un de ses lieutenants, était devenu odieux, accuse ce chef de trahison, et d'avoir détourné les approvisionnements. Le nom de Joly est bientôt en exécration parmi les soldats. Les chasseurs de Charette demandent à grands cris sa mort. Joly, abandonné même des siens, prend la fuite. Acharné à le perdre, Charette le fait poursuivre par des cavaliers. Delaunay, nommé divisionnaire à sa place, se met à leur tête pour accélérer le moment de jouir avec plus de sécurité de ses dépouilles. Joly erra encore quelque temps, et voulut passer la Loire; mais, en butte à la haine de tous ses anciens compagnons d'armes, il ne put échapper à son funeste sort. Stofflet lui-même s'était mis à sa poursuite. Reconnu dans l'Anjou, Joly fut saisi par les gardes du général vendéen, et massacré sans pitié, comme l'avait été Marigny.

Ces exécutions sanguinaires, dernières convulsions d'un parti qui cherchait lui-même à se détruire, aigrissaient le caractère, auparavant si loyal et si généreux, des guerriers vendéens, et faisaient dégénérer leur courage en cruauté. Aussi, plus que jamais, la guerre qui se continuait dans ces contrées dévastées se faisait avec une fureur d'autant plus active, que les Vendéens devenaient plus faibles. Chaque jour éclairait de nouvelles atrocités de la part des deux partis, des traits de vengeance et des représailles dont le récit fait frémir d'horreur. Lassés de faire une guerre régulière à des hommes qui, disparaissant sans cesse, revenaient sans cesse à la charge, et les harcelaient sans les combattre, les républicains avaient renoncé à leur projet de destruction par la force, et se tenaient sur la défensive. Douze camps retranchés avaient été distribués par eux sur tout le pays insurgé, et ces camps, tenant en respect les royalistes, les empêchaient de faire des progrès, et d'étendre plus loin le feu de la guerre civile. Mais bientôt les Vendéens s'enhardissent de l'inaction de leurs ennemis. Ils attribuent à faiblesse et à lâcheté ce qui n'est, chez les républicains, que l'effet de la prudence. Charette, qui avait profité du repos que lui laissaient ses adversaires pour réorganiser en silence son armée, rassemble tout à coup ses forces, et vient, le 5 septembre, former l'attaque du camp de la Roulière.

Ce camp retranché, l'un des principaux qui avaient été établis 1794.—an II. Vendée.
par les républicains, était à quelque distance de Nantes. Les gardes nationales de cette ville, qui le composaient presqu'en entier, s'en échappaient souvent pour se répandre dans les campagnes, enlever les grains déjà emmagasinés, et détruire les récoltes. Charette, arrivé sur la lande de Bouain, s'entoure de ses soldats, leur fait distribuer une ample provision d'eau-de-vie, et les harangue pour exciter leur courage. « Amis, leur dit-il, la victoire aujourd'hui sera facile. Nous n'avons à combattre que des citadins couverts d'or et de soie ; j'abandonne tout le butin aux plus courageux. » Son intention était de surprendre les républicains. Il s'avance dans le plus grand silence, et se présente aux avant-postes du camp avant même que sa marche ait été aperçue. Le signal est donné. C'est à qui se précipitera le premier sur une proie qu'on lui a montrée facile. Les avant-postes, surpris, sont égorgés; en un moment les retranchements sont forcés, et les républicains, n'ayant pas même le temps de s'armer, sont contraints d'abandonner tous leurs fusils, rangés en faisceaux en avant des tentes.

Mais pendant que les Vendéens s'acharnent à piller le camp, au lieu de poursuivre les fuyards, une colonne républicaine arrive à l'improviste de Montaigu, tombe sur les royalistes, et menace de leur arracher la victoire. En vain les chefs vendéens employaient les exhortations et les prières pour exciter leurs soldats et les mener au combat ; chargés de butin, et gorgés d'eau-de-vie, ils se seraient tous laissé massacrer dans les retranchements, si Charette, qui, à la première vue de la colonne de Montaigu, avait appelé du secours, ne fût accouru avec le gros de son armée, ayant sur sa gauche une cavalerie nombreuse. Ranimés à l'aspect du renfort qui leur arrive, les Vendéens du camp, qui déjà abandonnaient les retranchements, font volte-face. Pris alors entre deux feux, les républicains, malgré leur sang-froid, s'étonnent. Charette redouble ses efforts, fait déborder sa cavalerie, et veut couper la retraite aux soldats de Montaigu. Ce mouvement répand parmi eux la terreur; leurs rangs se rompent, ils se débandent et fuient de toutes parts. Aussitôt les cavaliers vendéens s'élancent à leur poursuite. Le carnage ne cessa qu'aux portes de Nantes, où les

1794 — an II. Vendée. vaincus se hâtèrent de chercher un asile. Delaunay, qui avait succédé à Joly, et qui avait commandé l'avant-garde vendéenne, se distingua, dans cette rencontre, par des traits d'un rare courage.

Charette, après sa victoire, fit mettre le feu au camp de la Roulière, rentra dans Belleville, d'où il était parti, et renvoya ses soldats, chargés de butin, dans leurs arrondissements respectifs. Mais il ne leur laissa pas jouir longtemps du repos qu'il leur permettait. Des papiers trouvés à la Roulière firent connaître à Charette, plus positivement qu'il ne l'avait pu jusqu'alors, les projets des républicains au sujet de leurs camps retranchés. Il apprit qu'ils les multipliaient dans l'intention de désarmer et d'affamer successivement toute la Vendée. La connaissance de ce plan inspire aussitôt à Charette le dessein d'y mettre opposition, en formant sans délai l'attaque du camp retranché de Freligné. Il rassemble encore une fois ses divisions, et se met en marche, le 14 septembre, pour livrer l'assaut le lendemain. Mais, instruits des causes qui avaient produit la prise de la Roulière, les chefs de brigade Prat et Mermet, qui commandaient, se tenaient sur leurs gardes. Le camp de Freligné, d'une forme carree, environné de fossés, de palissades, revêtu de banquettes, et défendu par 2,000 hommes aguerris, ne pouvait être emporté par un coup de main : aussi Charette éprouva-t-il une vigoureuse résistance. Ses soldats s'étaient précipités la baïonnette en avant; mais l'ennemi, à couvert derrière ses retranchements, répondait à leur attaque par des feux de file qui emportaient des rangs de Vendéens tout entiers. Chevigné de Lecorse, chef de division; Delaunay, général en second; Saint-Sauveur, une foule d'autres, tombent blessés mortellement dans les retranchements. Irritée par ces obstacles, la valeur vendéenne s'en accroît. Charette s'élance lui-même à l'assaut; tous le suivent, et le combat recommence avec une nouvelle fureur. Prat est frappé à mort dans le camp; Mermet, qui craint d'être forcé, se précipite hors de l'enceinte pour charger les royalistes. Les deux chefs ennemis s'aperçoivent et se cherchent mutuellement pour se combattre. Leurs soldats s'élancent sur leurs pas, et la mêlée devint horrible autour d'eux. Entouré de républicains, Charette aurait

peut-être été pris, si Lemoëlle ne l'eût enlevé du milieu des combattants. Dans ce moment, Mermet, qui faisait des prodiges de valeur, est frappé d'une balle au milieu du front, et tombe mort à côté de son fils, âgé de quatorze ans, qui combattait auprès de lui. La chute du chef républicain décide aussitôt la victoire. Colin et Guérin le jeune pénètrent dans le camp. Les patriotes, sans commandant, ne se défendent plus qu'avec difficulté. Le désordre se met parmi eux; ils fuient. Charette reste maître du camp et y fait mettre le feu. Le jeune Mermet, qui s'était attaché au cadavre de son père, que les soldats avaient transporté dans le camp, périt dans les flammes, victime de sa tendresse et de sa piété filiale. Les royalistes perdirent 400 des leurs; ils eurent 8 à 900 blessés. Les républicains furent presque tous massacrés. 1794 — an II. Vendée.

Combat de Boxtel. — La division du général Moreau, après avoir jeté quelques bataillons dans l'île de Cadzand ou Cassandria, et dans le fort l'Écluse, fut répartie dans les villes de Bruges, Gand et autres places des environs, pour s'y reposer des fatigues et des maladies qu'elle venait d'essuyer dans cette courte, mais pénible campagne. 14 septembr. (30 fructid.) Belgique.

Cependant l'armée du Nord s'était mise en mouvement le 14 septembre, après être restée une vingtaine de jours campée à Turnhout et à Meerle, près de Hooghstraten, à la droite de la petite rivière de Merck.

L'intention du général Pichegru était de suivre l'armée anglaise, pour empêcher sa jonction avec les Autrichiens, tandis que l'armée de Sambre-et-Meuse attaquerait l'aile gauche de ces derniers.

Une forte division de cavalerie fut envoyée sur les derrières de Bréda, afin d'inquiéter l'armée anglaise, et de lui faire prendre le change. L'armée française marcha, le 10 septembre, sur Riel et Goirle, et vint, le 11, à Oosterwyk et Mœrgestel.

Le général en chef se disposait, le 14, à prendre position sur la Dommel, lorsqu'on rencontra, à Boxtel, l'arrière-garde de l'armée anglaise, forte de 7 à 8,000 hommes, occupant une chaîne de postes assez loin du corps d'armée pour ne pouvoir être secourue à temps. La position de cette arrière-garde, cou-

1794 — an II. Belgique.

verte par la Dommel, dont les ponts étaient tous rompus, était assez avantageuse, et aurait pu arrêter toute autre troupe que des Français; mais les obstacles furent bientôt franchis. Un grand nombre de soldats se jetèrent à la nage pour traverser la rivière, tandis que d'autres la passèrent sur des madriers qu'on alla prendre dans les environs. Tous abordèrent la rive opposée sans éprouver une grande résistance, et forcèrent l'ennemi à se retirer en désordre. Deux bataillons hessois, qui tinrent pendant quelque temps avec beaucoup de résolution, furent enveloppés et forcés, malgré leur bravoure, à mettre bas les armes.

L'armée fit en cette occasion 2,000 prisonniers, et prit huit pièces de canon et leurs caissons.

Un détachement de trente hussards du 8e régiment se couvrit de gloire dans cette affaire. Il contribua puissamment à faire mettre bas les armes aux deux bataillons hessois dont nous venons de parler, et le sous-lieutenant qui commandait ce peloton de hussards eut le poignet brisé d'une balle. Un maréchal des logis d'artillerie légère, nommé Lebel, s'élança seul sur une pièce de campagne attelée de deux chevaux, tua ou dispersa les canonniers qui l'accompagnaient, et la ramena à la compagnie dont il faisait partie.

On cite également le trait d'un jeune tambour, qui, sans autre arme que son sabre, fit plusieurs prisonniers.

Le duc d'Yorck, campé derrière l'Aa, fit marcher le lendemain dix bataillons anglais et quelques escadrons sous les ordres du général Abercrombie [1], pour reconnaître l'armée française. Cette colonne rencontra une division de l'armée républicaine, qui s'avançait, dans le même dessein, vis-à-vis de l'armée anglaise. Abercrombie, après un léger engagement, se retira avec précipitation, et rejoignit l'armée du duc d'Yorck sans avoir essuyé une grande perte.

Le combat de Boxtel et la marche de l'armée française, firent prendre au duc la résolution d'évacuer la rive gauche de la Meuse, en laissant les places importantes de Berg-op-Zoom,

[1] Le même qui depuis commanda l'armée anglaise en Égypte, et fut blessé mortellement à la bataille de Canope, le 21 mars 1801.

Breda et Bois-le-Duc, livrées à leurs propres forces. Son armée vint occuper les hauteurs de Mook. L'armée française se posta sur la rivière d'Aa; mais, soit défaut de connaissance du pays, soit que les troupes fussent trop fatiguées, le général Pichegru ne chercha point à resserrer le duc d'Yorck au passage de la Meuse, passage qui ne pouvait s'effectuer qu'avec lenteur par une armée chargée d'un si grand attirail. 1794 — an II. Belgique.

On attribua la conduite du général Pichegru, en cette circonstance, à des motifs qui compromettraient sa loyauté, si l'on s'obtinait à ne pas remarquer que le passage de l'armée anglaise pouvait toujours s'effectuer sous la protection de la place de Grave, et que l'armée française, dont les divisions prirent une direction divergente après le passage de la Dommel, avait besoin d'être réunie, pour que le général en chef pût tenter l'entreprise qu'on l'accuse d'avoir négligée. Cette reunion ne put s'effectuer que le 17 septembre, et l'armée anglaise était déjà sur l'autre rive de la Meuse. Ce que nous venons de dire nous paraît répondre suffisamment à l'accusation de trahison dont on a voulu flétrir le général Pichegru à cette époque.

Combat de la Chartreuse. — Le général Jourdan, par des motifs qui ne sont point encore bien connus, avait laissé son armée dans l'inaction pendant le mois d'août; mais, ayant été renforcé par la division Schérer, qui venait de terminer son opération de la reprise des quatre places frontières, et devant exécuter le mouvement combiné avec l'armée du Nord, ce général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse attaqua les Autrichiens les 17 et 18 septembre. Depuis la jonction de Schérer, l'armée de Jourdan se composaient de 116,000 combattants. 18 septembr. 2e j.. compl.

On a pu remarquer combien la position des Autrichiens etait étendue. Leur ligne tenait de Ruremonde à Sprimont et à Esneux. Le général Kray, posté sur la rive gauche de la Meuse, couvrait la place de Maëstricht. D'abord repoussé jusque sous le canon de cette forteresse, le général autrichien, ayant reçu quelques renforts, reprit bientôt sa position.

Dès le 14, la droite et le centre de l'armée française avaient forcé le passage de la rivière d'Ourte à Durbuy et Comblain-au-Pont.

Le 18, les Français passèrent l'Aywaille, rivière assez es-

1794 — an II. Belgique. carpée, sur quatre colonnes, depuis le bourg du même nom jusqu'à Esneux, tandis que l'aile gauche inquiétait les Autrichiens sur leur centre et sur leur droite.

Ce mouvement avait pour but d'attaquer les troupes aux ordres des généraux Alvinzy et Latour, formant la gauche de l'armée ennemie.

La division Marceau marcha sur Esneux; celle du général Bonnet sur Sprimont, et le général Schérer se dirigea sur la Chartreuse, près de Liége.

Ces trois attaques, bien combinées, et menées avec beaucoup d'intelligence, eurent le succès qu'on devait attendre de la bravoure française. La position de la Chartreuse fut abandonnée par les Autrichiens, après quatre heures d'un combat opiniâtre.

2,000 hommes restés sur le champ de bataille, 1,200 prisonniers, trente-cinq pièces de canon, deux cents caissons et fourgons, cinq drapeaux, tels furent les résultats de cette journée, qui força les Autrichiens, après quelques autres engagements peu meurtriers, à se replier sur Juliers, derrière la Roër, après avoir jeté dix bataillons dans Maëstricht.

18 septembr. 2e j. compl. France. *Reprise de Bellegarde.* — Dugommier, ainsi que nous l'avons déjà dit, avait formé le blocus de Bellegarde aussitôt que le sort des armes l'eut rendu maître de Collioure, du fort Saint-Elme et de Port-Vendre. Cette place, que sa position fait, avec raison, regarder comme une des clefs de la France de ce côté, était tombée, l'année précédente, au pouvoir des Espagnols. Ceux-ci, sentant toute l'importance de cette possession, avaient fait réparer à grands frais ses fortifications, et l'avaient mise dans le meilleur état possible de défense. Dugommier prit en conséquence des mesures pour s'emparer de la place sans l'endommager, et pour qu'elle fût restituée intacte à la république. Tel fut le motif qui l'engagea à la bloquer étroitement, au lieu d'en former le siége. 25,000 hommes aux ordres des généraux Augereau, Pérignon et Sauret, furent employés à cette opération, tandis que 10,000 autres, commandés par le général Charlet, formaient le corps d'observation. Le général en chef Dugommier plaça son quartier-général à Agullana, en avant de la Junquière, pour observer avec soin les mouvements des

Espagnols. Ces derniers, au nombre d'à peu près 60,000 hommes, étaient également divisés en deux corps d'armée. Le principal, de 45,000, était campé aux environs de Figuières; l'autre, de 15,000, était près de Puycerda. Sachant bien qu'une victoire pouvait seule empêcher Bellegarde de capituler, le général espagnol comte de la Union avait attaqué, le 13 août, les Français à Saint-Laurent de la Mouga; mais, battu complétement, ainsi que nous l'avons déjà rapporté, il avait été obligé de se retirer avec perte, renonçant ainsi à l'esperance de secourir Bellegarde. Cependant, quoique abandonnée à ses propres forces, la garnison renfermée dans cette place tint encore jusqu'au 17 septembre. Après avoir supporté tous les excès de la famine; après avoir vu les troupes de la garnison réduites au quart de leur ration dès le 31 juillet, et le plus grand nombre d'entre elles infecté par le scorbut, le marquis de Valsantaro, gouverneur de la place, se vit forcé de demander à capituler. Dugommier lui fit répondre qu'il ne voulait admettre aucune condition; que la garnison se rendrait à discrétion, et attendrait son sort de la générosité française. Le commandant espagnol se soumit à cette détermination, et la place se rendit le 18 septembre. Les Français trouvèrent soixante-huit bouches à feu sur les remparts, et quarante milliers de poudre dans les magasins. Bellegarde était la derniere place française qui fût restée au pouvoir de l'ennemi; sa prise ayant rendu le territoire de la république entièrement libre, la Convention nationale décréta que l'armée des Pyrénées-Orientales, qui l'avait conquise, continuait de bien servir la patrie, et que Bellegarde prendrait désormais le nom de *Sud-Libre,* comme déjà elle avait donné celui de *Nord-Libre* à la ville de Condé; et, sur la proposition de Fourcroy, elle arrêta également qu'il serait célébré une grande fête nationale, en réjouissance de l'entière évacuation du territoire français par les puissances coalisées.

1794 — an II.
France.

Trois jours après l'occupation de Bellegarde, le général la Union parut vouloir faire un mouvement pour reprendre cette place. Profitant du moment où Dugommier venait de mettre en marche plusieurs de ses divisions, il fit avancer une partie de son armée contre la ville. 7,000 Espagnols se portèrent,

1794 — an II. France. pendant la nuit, sur l'avant-garde française, tandis que de forts détachements de cavalerie et d'infanterie cherchaient à tourner la gauche. A la pointe du jour, l'avant-garde fut brusquement attaquée. Les Espagnols obtinrent d'abord quelque succès, et cherchèrent à s'emparer d'une position intermédiaire pour séparer la gauche de Dugommier d'avec son centre. Mais les Français s'étant ralliés, cinq bataillons de chasseurs s'élancèrent sur l'ennemi, et le chargèrent avec tant de vivacité pendant que les autres corps le prenaient en flanc, qu'il prit le parti de la retraite. La gauche et le centre des Français avaient également réussi à le repousser, et cette échauffourée valut au comte de la Union une perte de 600 hommes laissés morts sur le champ de bataille. Plusieurs soldats espagnols avaient déserté pendant cette affaire. Un garde wallone, Liégeois de naissance, ayant quitté son drapeau pour passer aux Français, rencontra un soldat de cette nation, blessé et hors d'état de marcher; il le chargea sur ses épaules, et parvint, malgré une grêle de balles dirigées sur lui, à le transporter sain et sauf dans les rangs républicains.

20 septembr. 4e j. compl. Allemagne. *Combat de Kaiserslautern.* — L'occupation de Trèves par l'armée de la Moselle ayant fait perdre aux alliés leur communication avec Luxembourg, et menaçant de les isoler de l'armée de Cobourg, ils résolurent de reprendre Trèves. Dans les premiers jours de septembre ils se décidèrent à marcher le 16 et d'attaquer le 23, tandis que le prince héréditaire de Hohenlohe tiendrait l'armée du Rhin en échec. Rüchel reçut, en conséquence, l'ordre de se porter à Birkenfeld le 19; le gros de l'armée marcha aux environs de Kirn et de Meisenheim. La division du général Nauendorf, forte de 8,000 hommes, détachée de l'armée des Pays-Bas, avait déjà atteint Schönecken, lorsque la nouvelle des événements arrivés sur l'Ourte et de la perte de la rive droite de la Meuse, fit abandonner toute l'entreprise, qui dès lors était sans objet : Nauendorf se retira à Hildesheim, et le 26 il occupa une position retranchée près de Blanckenheim, afin de couvrir la gauche de l'armée établie alors sur la Roër; Melas, qui s'était reporté jusqu'à Wittlich, arriva le 25 à Kaisersesch; Möllendorf et Rüchel retournèrent dans leurs anciennes positions, et Kalkreuth resta à Stumpfenthurm.

COMBATS DE KAYSERSLAUTERN 20 7.bre 1794. T. 2e Page 142.



4 8 Kilomètres.

Pendant ce temps, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen avait brillamment rempli sa mission, qui consistait à occuper l'armée du Rhin. A cette époque, les troupes françaises restées dans les postes des montagnes étaient réparties de la manière suivante : la brigade Prudhon, de la division Meynier, occupait Landstuhl; celle de Cavrois était à Kaiserslautern; celle de Sibaud à Hochspeyer, occupant Enckenbach et Alsenborn, et, par ses avant-postes, la hauteur du Schorleberg. Elle était flanquée à gauche par trois bataillons commandés par l'adjudant général Jordi, à Eselsfurth; et à droite elle était liée à six bataillons commandés par Desgranges, placés à Wattenheim et Hertlingshausen. Le général Schaal se liait avec la division Saint-Cyr placée vers Dürckheim, au revers des montagnes. 1794 — an I. Allemagne.

Le duc de Saxe-Teschen ayant fait passer le Rhin aux divisions Benjowski et Wartensleben, les réunit aux Prussiens dans les environs de Grünstadt. Ce dernier général marcha, le 17, à Worms à la tête de huit bataillons et dix-huit escadrons autrichiens, pour relever le prince de Hohenlohe qui réunit la majeure partie de son corps à Gollheim, et, dans la nuit du 16 au 17, Blucher reçut l'ordre de repousser les Français de leur position entre Leystadt et Wattenheim; le général Voss, de s'emparer du Schorleberg; et le général Wolfradt, de se porter sur le Heuberg, avec un bataillon et sept escadrons. L'attaque de Blücher, exécutée dans la nuit et par surprise, eut un plein succès. La droite de Desgranges, après une faible résistance, se retira sur Weidenthal, et les bataillons qui occupaient le poste de Hertlingshausen se replièrent sur Franckenstein. Le général Schaal lui-même finit par se retirer sur Hartenburg, et l'ennemi eut toutes les facilités pour s'emparer du Schorleberg, d'Alsenborn et d'Enckenbach. Le prince de Hohenlohe poursuivit ses avantages en se portant en force sur la brigade Sibaud; les troupes de la division Benjowski campèrent le même jour sur le Heuberg, en arrière de Münchweiler, et les Prussiens sur la hauteur, en avant d'Alsenborn et sur le Schorleberg. Le général en chef avait ordonné une attaque pour le 19, mais la brigade Sibaud fut seule engagée sans succès, et Michaud remit au 21 l'attaque générale qu'il projetait. Le prince de Hohenlohe le prévint : sous prétexte de faire une forte reconnaissance vers Hochspe-

1794 — an II. Allemagne. yer, il marcha le 20 sur Kaiserslautern avec quarante bataillons et cinquante escadrons. Entre Hochspeyer et Inckebach, l'ennemi tomba en force sur la brigade Sibaud, et après une vive canonnade, l'infanterie prussienne enleva le village de Fischbach. Sibaud voulut se retirer sur Hochspeyer; mais il fut entouré par la cavalerie du prince Louis de Prusse et la cavalerie autrichienne du général Karaczai, qui lui firent éprouver des pertes considérables. Une partie seulement de la brigade put gagner Hochspeyer et s'enfuit en désordre sur Trippstadt, vivement poursuivie par Karaczai. La brigade Cavrois, qui occupait les hauteurs en avant de Kaiserslautern, ayant reçu l'ordre du général Meynier de se porter au Kaisersberg sur lequel Blücher tentait de déboucher, fut attaquée pendant son mouvement par les dragons de Waldeck et de Schmettau, qui lui firent essuyer des pertes, mais qui en éprouvèrent aussi de grandes tant en hommes qu'en chevaux, et ne purent empêcher cette brigade d'opérer sa retraite sur Trippstadt, bien qu'elle n'eût pas d'artillerie. Un bataillon venant par la route de Landstuhl, fut atteint par la cavalerie de Blücher, près de Hohenecken; sommé de se rendre, il préféra soutenir une charge dans laquelle il fit éprouver une perte notable à l'ennemi, et, en partie rompu, il parvint encore à opérer sa retraite. Les trois bataillons de Jordi, restés seuls et isolés de tout secours par suite de la retraite des brigades Sibaud et Cavrois, abandonnèrent le poste qu'ils occupaient à la ferme d'Eselsfurth, cherchant à se retirer sur Kaiserslautern; mais arrivés dans la plaine, ils furent entourés par environ 6,000 chevaux conduits par Blücher et Wolfrath. Ces braves gens se formèrent en carré et repoussèrent plusieurs charges; mais affaiblis par des attaques réitérées successivement, ils finirent par être enfoncés et détruits complétement. Wartensleben ayant voulu tâter la division Saint-Cyr, pres de Muschbach, s'avança avec environ 2,000 chevaux; mais les escadrons Autrichiens, rompus par la mitraille et chargés par quatre régiments de cavalerie, disparurent bientôt de la plaine de Muschbach pour se retirer dans leur position, près de Dürckheim. Les divisions Desaix et Vachot ne prirent aucune part à cette journée du 20 septembre, qui n'eût d'autre résultat pour les alliés que la destruction des retranchements et

des magasins de Kaiserslautern par le prince de Hohenlohe. Celui-ci, mettant fin à son mouvement offensif, se retira dans sa position de Pfeddersheim; et Wartensleben repassa à la rive droite du Rhin. Cette fatale journée coûta aux Français près de 3,000 hommes. 1794 — an II. Allemagne.

Combat de Cairo. — La faiblesse du nombre des troupes qui composaient les deux armées des Alpes et d'Italie empêchait les généraux qui les commandaient en chef de former de grandes entreprises, et de poursuivre de ce côté la guerre avec cette activité qu'on remarquait en Espagne et sur les frontières du nord de la France. Depuis le combat du 8 mai, qui avait mis les Français en possession du col de Tende, ils n'avaient guère fait que des marches et des manœuvres. Nous allons succinctement donner la suite des opérations depuis le combat de Briga jusqu'à celui de Cairo, livré entre les Français et les Autrichiens. 21 septemb. 5e j. compl. Piémont.

Le 11 juin, l'adjudant général Almeyras battit 1,500 Piémontais dans la vallée d'Aoste. Le 17, le général Basdelanne les repoussa en avant du petit Saint-Bernard. Du côté de la Méditerranée, la garnison de Loano, après avoir mis en fuite 4,000 Piémontais, les chassa de la Pietra, au-dessus de Loano, le 3 juillet. Le général Lebrun s'empara, le 14, du village de Vernente, dans le comté de Tende, au-dessous de Saint-Dalmazzo, sur le seul chemin qui conduise de Tende à Coni, et prit, le lendemain, de vive force, le village de Roccavione, sur la rive gauche du Gesso, aussi sur le chemin de Tende à Coni, mais beaucoup plus près de cette dernière ville.

A cette époque, le corps auxiliaire autrichien du général Wallis occupait une position entre Final et Acqui. Vers le 12 septembre, une partie de ses troupes s'avança sur le territoire de Gênes, et menaça de s'emparer de Savone. Les Français avaient donné, au mois d'avril de cette même année, l'exemple de la violation du terrioire des états génois, et les Autrichiens avaient le même intérêt que leurs ennemis à ne pas respecter la neutralité de cette république.

Le général Dumerbion, calculant toutes les suites de cette invasion, ne voulut point donner aux alliés des Piémontais le

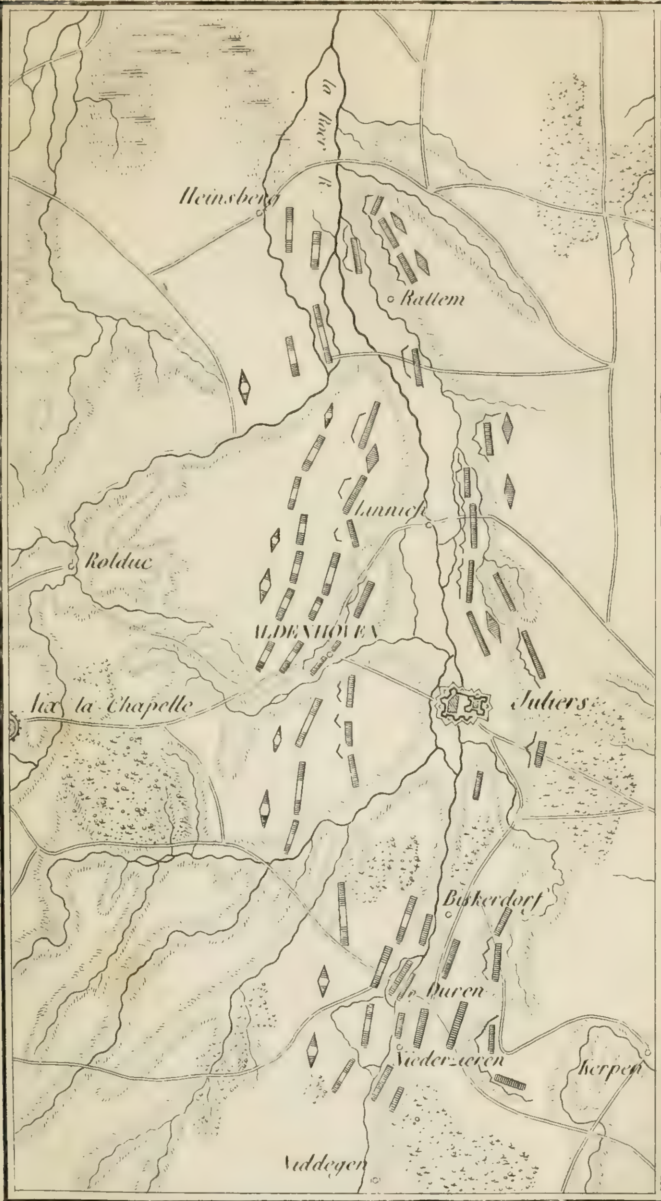
1794 — an II. Piémont. temps de s'étendre davantage, et surtout de s'emparer de la place de Savone. Il réunit en conséquence toutes les troupes de la droite de l'armée d'Italie, et marcha pour attaquer les Autrichiens. Le général Colloredo occupait Carcare et une partie de la vallée de la Bormida; le général Mercy-Argenteau était à Mondovi; une troisième division, placée en réserve vers Dego, devait appuyer les deux premières. L'armée française attaqua, le 19 septembre, tout le front des Autrichiens, en se bornant néanmoins à inquiéter la division Argenteau, pour agir plus fortement sur celle de Colloredo.

La position de San-Giacomo, qui sépare la vallée de la Bormida du littoral de Finale et Savone, fut d'abord emportée, et bientôt après les Autrichiens évacuèrent les villages de Bormida, Malère, Pallère, Altare et le plateau de Carcare, pour se retirer vers le château de Cossaria, au-dessus de Millesimo. Poursuivis avec chaleur, les Autrichiens marchèrent, dans la nuit du 20 au 21, sur Dego, pour se réunir à leur réserve, que commandait personnellement le général Wallis.

Le général Dumerbion atteignit l'ennemi à Cairo, au moment où celui-ci se préparait à continuer sa retraite : il était deux heures de l'après-midi; et, malgré la fatigue de ses troupes, le général français ne balança point à attaquer les Autrichiens dans la position qu'ils avaient prise pour couvrir leur retraite. En moins d'une heure et demie, ces derniers furent culbutés sur tous les points, et forcés de se retirer en désordre, avec une perte de plus de 1,000 hommes en tués, blessés ou prisonniers. L'armée trouva dans Cairo des magasins de vivres et de fourrages. Le général Dumerbion, dans le rapport qu'il fit de cette affaire au Comité de salut public, se loua beaucoup des talents et de la belle conduite du général de division Masséna, et des généraux de brigade Laharpe et Cervoni. Un soldat, nommé Brimont, quoique blessé de deux coups de feu a la cuisse et de deux coups de baïonnette, tua de sa main quatre Autrichiens qui cherchaient à le faire prisonnier. Ce brave fut nommé officier sur le champ de bataille, par les commissaires conventionnels Salicetti et Albitte, présents à cette affaire.

Le général Wallis prit position à Acqui, où les Français ne jugèrent pas a propos de le suivre. Il est à présumer que la fai-

BATAILLE D'ALDENHOVEN



8 16 Kilomètres

blesse de l'armée française ne permit pas à son général de tirer tout le parti possible de l'avantage qu'il venait de remporter. Quelques auteurs militaires ont fait à ce sujet des réflexions plus spécieuses que vraies dans leurs motifs. Les places du Piémont, occupées par des garnisons nombreuses, présentaient des obstacles qui auraient compromis la sûreté des troupes françaises, trop éloignées de leur base d'opérations.

1794 — an II. Piémont.

Au surplus, le combat de Cairo fut la dernière des opérations de l'armée d'Italie dans cette campagne. Il ne se passa plus rien, jusqu'à l'année suivante, qui mérite d'être rapporté.

2 octobre. (15 vend. an III. Allemagne.

Bataille d'Aldenhoven et prise de Juliers. — Jourdan, après la victoire remportée au camp de la Chartreuse, se mit à la poursuite de l'armée vaincue, et s'empara, le 22 septembre, de la ville d'Aix-la-Chapelle, pendant que le général Kléber, avec 30,000 hommes, formait l'investissement de la ville de Maëstricht. Les Autrichiens s'étaient retirés, par Rolduc et Wilder, à Niederzieren, derrière la Roër. Maîtres du cours de cette rivière, ils rendaient le siége de Maëstricht difficile et même dangereux. Jourdan vit que pour réussir il fallait les chasser de leurs positions; il rappela donc à lui une partie de l'armée de siége, et le 2 octobre il vint attaquer les Autrichiens. Ceux-ci occupaient une ligne longue et morcelee : la droite, sous le général Werneck, allait jusque vers Effelt et Ratheim, près du confluent de la Roër et de la Meuse; le centre était en avant de Juliers, vers Aldenhoven; la gauche, aux ordres du général Latour, tenait depuis Düren jusqu'à Niedeggen, où se trouvait le général Haddik. La position centrale des Autrichiens a Aldenhoven, déjà très-redoutable par elle-même, était encore fortifiée par des lignes et des retranchements qui la défendaient sur tous les points. La Roër, quoique guéable en beaucoup d'endroits, était grossie par les pluies; ses gués étaient dégradés, hérissés de chevaux-de-frises; ses ponts avaient été rompus; les hauteurs, qui se prolongent depuis sa source jusqu'à Ruremonde, sur sa rive droite, étaient couvertes de retranchements et défendues par une nombreuse artillerie. Jourdan divisa son armée en quatre corps, confia le commandement de l'aile droite au général Schérer, donna la gauche au général Kleber, plaça Lefebvre à l'avant-garde, et se réserva la direc-

10.

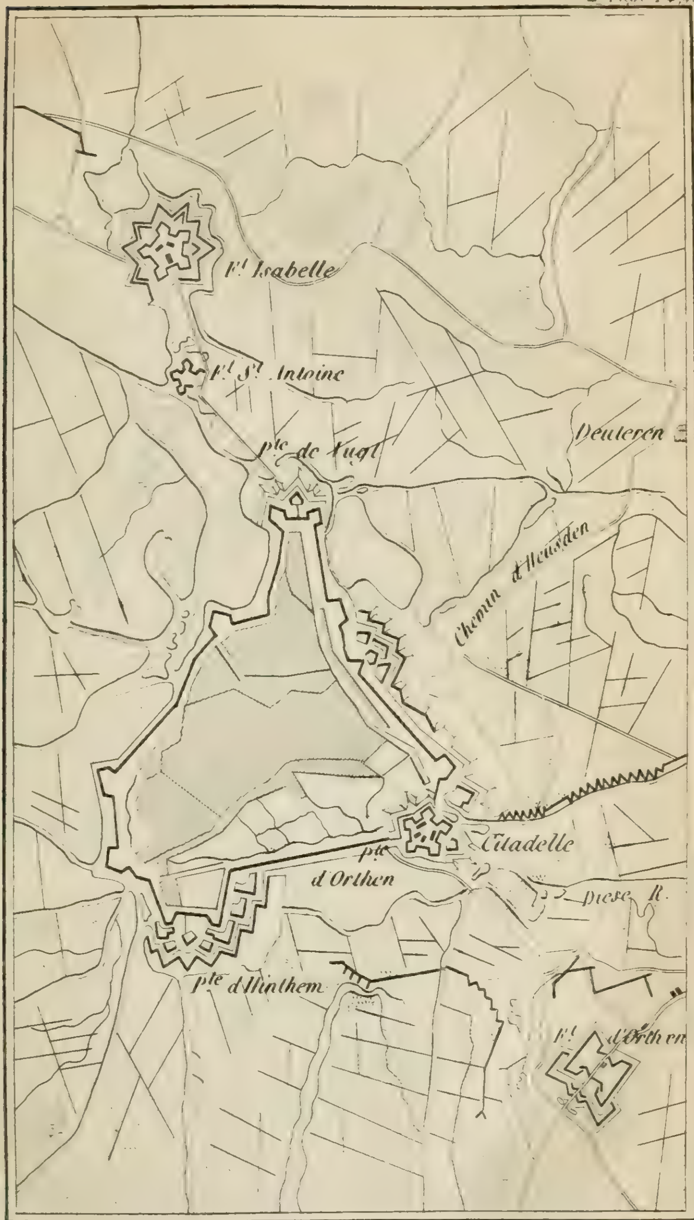
1794 — an III. Allemagne. tion du centre, composé des divisions Hatry, Morlot, Championnet, et d'une partie de la cavalerie du général Dubois. Schérer était chargé de forcer le passage de la Roër, vers Nideggen, Birkendorf et Düren, pour accabler le général Latour et son aile gauche; Kléber devait attaquer sur la gauche, à Heinsberg, et l'avant-garde se porter sur Linnich, pendant que le corps de bataille attaquerait le camp de Juliers.

A cinq heures du matin toutes les colonnes se mirent en marche, et attaquèrent toutes avec la même valeur; en moins de deux heures le camp de Juliers est forcé, et les redoutes sont emportées avec une intrépidité sans exemple. Les soldats de l'avant-garde de la division Kléber, impatients du délai nécessaire pour la construction d'un pont, se jettent dans la Roër, passent le fleuve à la nage, courent attaquer les retranchements ennemis, et s'en emparent à la baïonnette. L'infanterie autrichienne se présente pour protéger la retraite; elle est chargée, culbutée, et ne doit son salut, ainsi que toute l'armée, qu'au canon de la place de Juliers, qui empêche les Français de poursuivre au delà.

On vit dans cette affaire deux escadrons de chasseurs, commandés par le général d'Hautpoul, charger quatre escadrons ennemis et les précipiter dans la Roër. Les autres colonnes avaient obtenu un pareil succès. Schérer força l'ennemi à se retirer sur Kerpen. Lorsque le général Lefebvre, à la tête de l'avant-garde se présenta à Linnich, les Autrichiens avaient détruit les ponts et mis le feu à la ville; tous les passages avaient été rendus impraticables; il fallut établir des ponts de bateaux, et leur construction ne put avoir lieu que sous un feu terrible. L'artillerie française montra dans cette occasion sa supériorité, par la célérité du tir et la précision des manœuvres. La nuit seule fit cesser le combat.

Les Français se préparaient à recommencer le lendemain; mais les Autrichiens, qui avaient perdu dans cette journée cinq mille tués ou blessés, avaient profité des ténèbres d'une nuit profonde pour opérer leur retraite au delà du Rhin. Un brouillard épais empêcha de s'en apercevoir jusqu'à trois heures. Cependant les Français n'avaient pas passé cette même nuit dans l'inaction. Ils l'avaient employée à jeter plusieurs ponts sur la

SIEGE DE BOIS LE DUC *en 1794.* *T. 2 Page 149.*



Kilomètres

1000 — 2000 Kil.

Roër, et à établir une batterie d'obusiers près de Juliers, pour bombarder cette place. Mais cette précaution fut inutile. Aussitôt que la garnison se fut aperçue que l'armée autrichienne avait disparu, elle arbora pavillon blanc, et demanda à capituler. Elle se rendit à discrétion, et fut faite prisonnière de guerre. Les Français trouvèrent dans cette place un arsenal en bon état, soixante pièces de canon et cinquante milliers de poudre. 1794 — an III. Allemagne.

Prise de Bois-le-Duc, du fort de Crèvecœur, etc. — Le général Pichegru, afin d'avoir une base d'opérations pour agir contre les Anglais au delà de la Meuse, avait fait investir Bois-le-Duc. Le siége de cette place était difficile dans la situation où se trouvait l'armée française, sans équipages de siége et en présence de l'armée ennemie. 9 octobre. (18 vend.) Brabant hol.

Bois-le-Duc est environné de forts bien armés et bien entretenus. Les inondations, qui s'étendaient a plus de trois cents toises autour de ses remparts, en faisaient comme une île au milieu d'un vaste fleuve.

La négligence du gouvernement hollandais, qui n'avait point pourvu cette place d'une garnison suffisante, et l'insouciance du duc d'Yorck, qui ne répara point cette faute, furent, avec la pusillanimité du gouverneur, autant de causes qui suppléèrent aux moyens insuffisants des Français pour opérer la reddition de cette forteresse.

L'investissement de Bois-le-Duc fut commencé le 23 septembre par une brigade de la division Delmas, aux ordres du général Daendels, et par une autre brigade de la division Souham, commandée par le général Dewinter. Une troisième brigade, à la tête de laquelle était le général Osten, fut placée en observation sur la Meuse, à droite de la place; et le général Macdonald, qui commandait la deuxième brigade de Souham, eut la même destination du côté d'Heusden. Le petit fort d'Orten, important par sa situation entre Bois-le-Duc et Crèvecœur, fut attaqué et enlevé le même jour. La prise de ce fort rompait la communication entre Bois-le-Duc et le fort de Crèvecœur. Elle coûta peu d'efforts aux Français. Les Hollandais qui occupaient Orten l'évacuèrent pour se retirer dans Bois-le-Duc, sans opposer de résistance.

Le même jour on s'empara encore du fort Saint-André, qui est

1794 — an III. Brabant hol.

dans une petite île formée par la Meuse et le Wahal, à l'est de Bommel, et on le fit occuper par une compagnie de grenadiers. Mais on commit la faute de ne point penser à réparer ses fortifications, et à le mettre en état de défense. Les Hollandais, sentant son importance, l'attaquèrent vivement pendant la durée du siége de Bois-le-Duc, le reprirent, et le mirent à l'abri d'un coup de main. Il était encore en leur possession quand Bois-le-Duc se rendit aux Français.

Les quatre premiers jours qui suivirent l'investissement furent employés à rassembler et confectionner tous les moyens de siége qui pouvaient en accélérer l'issue. De vastes dépôts de fascines, de gabions et de saucissons furent établis; on s'appliqua à bien reconnaître tous les endroits forts ou faibles de la place; on fixa, d'après ces reconnaissances, les points d'attaque. Pour empêcher l'ennemi d'augmenter ses inondations, on s'empara des écluses de la Dièse. En même temps, l'attaque du fort Crèvecœur ayant été résolue, on se hâta de déboucher d'Engelen par un long boyau de communication; on ouvrit la première parallèle à deux cent soixante toises du fort; on chemina également de l'écluse d'Empel à la faveur de la digue, et on s'approcha à deux cents toises des murailles jusqu'à un endroit reconnu favorable à l'établissement d'une batterie, qui fut presque aussitôt confectionnée. La possession du fort Crèvecœur privait Bois-le-Duc de toute espérance de secours, et livrait aux Français plusieurs pièces de gros calibre, dont ils avaient le plus grand besoin, et qu'on savait devoir y rencontrer.

Le 28 septembre, deux batteries, dont l'une d'une piece de 8 et d'un obusier de 6 pouces, et l'autre de deux obusiers de même calibre, étaient établies et furent mises en jeu.

Dans la journée, trois autres batteries furent construites dans un coude et sur un revers de la ligne, à une distance très-rapprochée de la Meuse, des deux côtés du fort, dont elles empêchaient la communication avec l'autre rive; ce qui était d'autant plus important, que, vis-à-vis de Triel, il se trouvait dans la ligne d'investissement une forte lacune, où les Français pouvaient être pris à revers par les retranchements élevés sur la rive droite de la rivière.

Le 27, toutes ces différentes batteries firent sur les assiégés un

feu terrible, qui leur tua beaucoup de monde, et démonta presque toutes leurs pièces sur le front d'attaque. Cependant, si la garnison chargée de le défendre eût été dirigée par un homme plus courageux, elle eût pu facilement encore réparer ces pertes et tenir plusieurs jours. Mais son commandant Tiboël, vieillard sexagénaire, avait été tellement épouvanté des ravages des batteries françaises et de l'intrépidité des soldats sur tous les points d'attaque, qu'il se hâta de demander à capituler. On lui accorda les honneurs de la guerre, et sa garnison, prisonnière sur sa parole, promit de ne reprendre les armes que lorsqu'elle aurait été échangée. On trouva dans Crèvecœur trente-huit canons, quatre obusiers et trois cent quatre-vingt-cinq quintaux de poudre, qui devenaient pour les vainqueurs de la plus grande utilité.

1794—an III.
Brabant hol.

Maîtres de Crèvecœur, les Français ne s'occupèrent qu'avec plus d'ardeur des moyens de s'emparer de Bois-le-Duc, dont la reddition devenait par cela même beaucoup plus facile. Présent au siége, et commandant à la fois l'armée d'observation et l'armée assiégeante, Pichegru, à qui la direction des deux armées prenait trop de temps, crut alors devoir confier les détails de l'armée de siége, et même le commandement, au général de division Delmas, en lui donnant pour conseil le général Sauviac, commandant le génie, et Taviel, commandant l'artillerie, avec lesquels il devait concerter toutes les opérations.

Bois-le-Duc, en raison du grand développement de ses fortifications, avait une garnison très-faible, composée de Hollandais et d'émigrés français. Cette considération fit prendre aux assiégeants la résolution d'attaquer la place sur cinq points à la fois, afin d'épuiser cette garnison, en la faisant succomber sous le poids d'un travail fatigant. Une attaque fut donc dirigée sur le fort Isabelle, une autre du côté de Hinthem, une troisième sur la rive gauche de la Dièse, la quatrième du côté du fort d'Orten, et la cinquième du côté de Deuteren.

Rien de sérieux ne put être effectué dans la journée du 1er octobre, par le manque absolu d'officiers du génie. Le général Sauviac et le capitaine Gerbet, seuls présents à l'armée de siége, ne pouvaient suffire à surveiller tous les ouvrages. Il firent seulement ouvrir la tranchée du côté du fort d'Orten, commencer la seconde parallèle, achever les boyaux de communication, et

1794 — an III. Brabant hol. établir une batterie de cinq pièces, dont une de 24, deux de 12, et deux obusiers de 8 pouces.

Mais, six officiers du génie étant enfin arrivés à l'armée, les travaux marchèrent avec rapidité et furent bientôt à leur état de perfection. Le 2 octobre, on se porta à l'attaque de Hinthem, à trois cents toises de la place, et on y ouvrit la première parallèle avec des peines incroyables, à cause de l'eau qui inondait la tranchée et se trouvait à un pied de profondeur. La difficulté des cheminements fit établir, en avant et sous la protection de cette parallèle, une batterie de deux obusiers et une autre de deux pièces de 12, qui firent feu à la pointe du jour.

Au 5 octobre, la plupart des ouvrages étaient terminés, et le feu des batteries incommodait sans doute beaucoup les assiégés, puisque, dans la nuit, ils se décidèrent à faire une sortie contre l'attaque de la Dièse. Reçus vigoureusement par le général Daendels, ils résistèrent longtemps avec opiniâtreté. Enfin, se voyant près d'être enveloppés, ils rentrèrent dans la place. Le capitaine du génie Lavit, jeune homme de la plus grande espérance, fut tué à cette attaque, d'un coup de biscaïen ; la perte en hommes tués, blessés ou faits prisonniers, fut à peu près égale des deux côtés.

Depuis cette sortie, que les assiégés n'osèrent point renouveler, les Français, tout en continuant leurs travaux, faisaient sur les cinq points d'attaque un feu d'autant plus vif, qu'ils parvenaient tous les jours à s'approcher davantage de la place, et à établir de nouvelles batteries. Servies par des hommes courageux et dévoués, elles portaient chaque jour la terreur dans la ville, et incendiaient une partie des maisons. Enfin, dans la nuit du 7 au 8, les travaux étant achevés à toutes les attaques, la troisieme parallèle se trouvant établie sur le glacis, à l'attaque de la Dièse, et une partie de l'artillerie de siége étant arrivée, le général Delmas fit sommer le gouverneur de se rendre. Après deux jours de vaines négociations, ce gouverneur, le prince de Hesse-Philippsthal (1), qui avait casematé et même fait blinder sa demeure avec des tas de fumier et de bois, de peur des bombes dont il craignait singulière-

[1] Le père du brave gouverneur de Gaete, qui soutint le siège mémorable de 1806.

ment les éclats, demanda à capituler. La garnison sortit avec 1794—an III.
les honneurs de la guerre, et se rendit dans l'intérieur de la Brabant hol.
Hollande, aux mêmes conditions que celle de Crèvecœur, c'est-à-dire qu'elle ne pourrait plus servir avant d'avoir été échangée contre un nombre égal de Français. Cette honteuse capitulation, livra à leur malheureux sort les émigrés de la légion Béon qui faisaient partie de la garnison. La plupart furent fusillés; les autres parvinrent, au moyen de déguisements, à sortir de la place avec les troupes hollandaises.

Cette capitulation, demandée quand des hommes plus intrépides et plus fermes auraient pu concevoir encore l'espérance de tenir longtemps dans Bois-le-Duc, vint, fort à propos pour l'armée assiégeante, accélérer la prise de cette place, et permettre aux soldats de s'éloigner d'un pays qui n'offrait plus de ressources. Elle fit gagner un temps précieux pour les opérations ultérieures; elle conserva des magasins qui seraient devenus la proie des flammes, si le siége avait été continué plus longtemps. Cet événement arrêta le cours des maladies qui commençaient à se faire sentir vivement parmi les hommes et les chevaux, fléau inévitable dans un siége où tous les travaux et toutes les gardes se faisaient dans l'eau, et quand la saison est déjà malsaine par elle-même. Cette capitulation garantit l'armée du danger qu'elle eût nécessairement couru dans les établissements très-difficiles et surtout très-mal protégés de l'artillerie, et dans la garde encore plus exposée des pièces en batterie; enfin elle épargna le sang, en ce qu'elle empêcha de livrer un assaut périlleux où tout eût été perte pour les assiégeants.

Les différents corps de l'armée employés à cette importante conquête se signalèrent par leur zèle et leur dévouement; mais la conduite de la brigade du génie est au-dessus de tout éloge. Elle était composée du chef de brigade Vérine, des capitaines Gerbet, Larcher et Lavit, qui fut malheureusement tué pendant le siège, et des adjoints Prudhomme, Casalz et Descroix. Trop peu nombreux pour se relayer dans leur service, ils furent presque toujours de tranchée, et mirent à s'acquitter de ces pénibles fonctions une activité et une persévérance infatigables. Le général Sauviac lui-même riva-

1794—an III. Brabant hol.

lisait de zèle avec eux. Seul ingénieur présent à l'armée pendant les premiers jours d'investissement, blessé grièvement au siége de Crèvecœur, il continua, malgré ses fatigues et ses blessures, de surveiller avec la même exactitude tous les travaux jusqu'à la reddition de la place. Pichegru et les représentants du peuple Bellegarde et Lacombe, voulant récompenser son dévouement, lui conférèrent le commandement en chef de Bois-le-Duc et de Crèvecœur, et l'inspection des fortifications de ces deux places, à la prise desquelles il avait si bien contribué.

CHAPITRE VIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

Invasion de la vallée de Roncevaux. — Combat d'Oude-Watering. — Prise de Coblentz, de Venloo, de Rheinfels. — Fin de la campagne sur le Rhin et la Moselle. — Prise de Maëstricht et de Nimègue. — Bataille de la montagne Noire. — Prise de Figuières. — Combats de Bergara. — Fin de la campagne aux Pyrénées-Occidentales. — Prise de l'île de Bommel et du fort de Grave. — Événements dans les colonies françaises d'Amérique; prise de la Martinique par les Anglais, etc., etc.

1794 — an III. 17 octobre. (26 vendém.) Espagne.

Invasion de la vallée de Roncevaux. — Les progrès de l'armée des Pyrénées-Occidentales dans la province de Guipuscoa, la prise de Saint-Sébastien, l'occupation de Tolosa, avaient réveillé dans l'esprit des habitants de cette contrée espagnole les idées d'indépendance qu'ils tenaient de leurs ancêtres, les Celtibériens. Une assemblée de notables se réunit dans le bourg de Guetaria, pour constituer la province de Guipuscoa en État libre et neutre, et envoya auprès des commissaires conventionnels résidant à l'armée française, une députation chargée de faire agréer cette déclaration d'indépendance.

Les commissaires conventionnels, irrités de cette orgueilleuse initiative de la part d'un peuple qu'ils regardaient comme conquis, et auquel ils se croyaient conséquemment en droit d'imposer les lois qu'ils jugeraient convenables aux intérêts de la république, où plutôt à leurs caprices; les commissaires, disons-nous, cassèrent cette assemblée, dont ils avaient d'abord provoqué ou favorisé la réunion, et des troupes furent envoyées à Guetaria pour disperser les députés espagnols.

Cette circonstance devint le motif d'une persécution aussi odieuse qu'impolitique. Sous le prétexte de rechercher les auteurs d'un acte qui fut qualifié d'insubordination, et même de révolte contre l'autorité conventionnelle, le député Pinet, dont le nom figure parmi ceux des plus farouches proconsuls

1794—an III. Espagne. de cette époque, fit arrêter un grand nombre de nobles, de prêtres, et les personnages les plus marquants du Guipuscoa et d'une partie de la Biscaye, qu'il fit périr sur l'échafaud. Par l'ordre de ce commissaire, des colonnes mobiles, commandées par des hommes aussi féroces que lui, parcoururent le pays en divers sens, et répandirent partout la terreur et la désolation.

De pareilles mesures devaient nécessairement exaspérer des hommes qui avaient compté sur l'indépendance qu'on avait paru leur promettre, et qu'ils étaient en droit d'attendre d'une nation qui s'annonçait comme la libératrice des peuples opprimés. Tous les habitants du Guipuscoa et des parties de la Biscaye qui avoisinent cette contrée se hâtèrent de fuir une persécution dont rien ne pouvait motiver la cruauté, et allèrent chercher un asile dans l'armée espagnole. Le général en chef de cette armée les y excita par une proclamation énergique qu'il fit publier dans tout le pays. Il y dépeignait le conventionnel Pinet comme un nouvel Attila, portant le fer et la flamme sur son passage, et les Français comme une troupe d'insensés, qui se vantaient de combattre pour la liberté, lorsqu'ils n'étaient en effet que les esclaves et les aveugles instruments de la plus odieuse tyrannie. Un grand nombre de ces habitants, qui abandonnaient ainsi leurs foyers ravagés, s'enrôlèrent dans les rangs de l'armée espagnole, et prirent les armes pour se venger. C'est ainsi que l'odieuse conduite d'un seul homme donna à la France, pour ennemis, des hommes qui avaient invoqué la faveur de rester neutres entre les Français, qu'ils ne voulaient point combattre, et les Espagnols, qu'ils ne pouvaient considérer comme des ennemis.

Cependant le général en chef espagnol, comte de Colomera, avait fait prendre à ses troupes les positions les plus convenables pour s'opposer aux progrès de l'armée française sur le territoire espagnol. 4,000 hommes défendaient, à Lecumbery, les gorges que traverse le grand chemin de France à Pampelune; 12,000 étaient répartis dans la vallée de Roncevaux, et 2,000, placés dans la petite ville de Lanz, observaient le débouché de la vallée de Bastan. Du côté de la Biscaye, 4,000 hommes occupaient Bergara et les positions environnantes, et s'étendaient jusque

sur la Deva, petite rivière qui sépare la Biscaye du Guipuscoa. Une levée en masse de Biscayens occupait une ligne de postes qui devaient arrêter l'invasion des Français dans cette province. D'après ces dispositions, les Espagnols occupaient une ligne d'environ quarante lieues, depuis la Deva jusqu'à la vallée de Roncal, sur la frontière d'Aragon. 1794—an III. Espagne.

Pendant que le comte de Colomera faisait ainsi ses dispositions de défense, le général en chef de l'armée française, Muller, avait été remplacé par le général de division Moncey. Celui-ci attendait, pour reprendre l'offensive, l'arrivée de quinze bataillons détachés de l'armée de l'Ouest. Craignant que la position trop disséminée des troupes dans le pays conquis ne compromît leur sûreté, Moncey voulait abandonner Tolosa, et concentrer ses divisions de droite autour du camp retranché de Saint-Sébastien, en conservant toutefois la position d'Hernani et toute la partie du grand chemin qui assurait les communications de l'armée avec Bayonne. Ce plan était sage, et, s'il eût été réalisé, il eût mis le général Moncey dans le cas de frapper de grands coups, en attaquant par masse l'armée espagnole; mais, nous l'avons déjà dit, dans ces temps d'anarchie, les généraux étaient subordonnés aux commissaires de la Convention. Au moment où le général Moncey allait effectuer ses prudentes dispositions, le député Garrau arriva, et s'opposa formellement à leur exécution.

Les renforts promis depuis longtemps par le Comité de salut public arrivèrent enfin à l'armée. On remarquait parmi ces troupes les cinquante-septième et soixante-douzième régiments, qui avaient fait partie de la célèbre garnison de Mayence. L'armée des Pyrénées-Occidentales présenta alors un effectif de soixante-six bataillons et de huit escadrons; pourvue d'ailleurs d'une artillerie proportionnée, cette armée était la plus considérable qu'on eût vue sur cette partie des frontières d'Espagne depuis le commencement de la guerre.

L'aspect de ces troupes nombreuses, dont les bonnes dispositions annonçaient de brillants succès, inspira une orgueilleuse confiance aux commissaires de la Convention. Au lieu donc de permettre au général Moncey l'exécution de son plan de concentration, ils lui ordonnèrent de marcher en avant et d'attaquer

1794—an III. Espagne.

les Espagnols sur toute la ligne qu'ils occupaient. L'étendue de cette ligne exigeait que toute l'armée française fût mise en mouvement, pour prendre un développement gigantesque, et l'on risquait, en l'affaiblissant ainsi, de donner aux Espagnols l'occasion de remporter des avantages presque assurés. Moncey reconnaissait tout le danger de cette mesure; mais, forcé de renoncer à ses propres plans pour exécuter ceux d'hommes étrangers à la science militaire, il obéit en cherchant les moyens d'obvier, par son expérience et son habileté, à tous les inconvénients qui pouvaient résulter du mouvement offensif qu'on lui prescrivait.

Ce mouvement devait commencer sur la partie gauche de la ligne espagnole, pour tâcher de surprendre et d'enlever le corps de 12,000 hommes qui gardait la vallée de Roncevaux. Le général Moncey dirigea, en conséquence, des forces supérieures sur ce point, afin d'y opérer un engagement sérieux, pendant que des attaques simulées tiendraient les Espagnols en échec dans leurs autres positions. 14,000 hommes, partant d'Elizondo et de San-Estevan, dans la vallée de Bastan, devaient se réunir sous Lanz, d'où, marchant à la gauche, ils prendraient poste à Burguete, se liant avec un autre corps de 6,000 hommes, qui, rassemblé à Tardetz, aurait franchi les montagnes d'Erroymendy et de Larrau, traversé le bourg d'Ochagavia, dans la vallée de Salazare et se serait établi à Villanova. Par ce mouvement circulaire, les troupes espagnoles de la vallée de Roncevaux se trouvaient arrêtées dans leur retraite; observées, suivies incessamment et pressées de front par la division de Saint-Jean-Pied-de-Port, elles devaient être enveloppées et forcées à mettre bas les armes. On devait en outre profiter de la terreur qu'aurait inspirée un événement aussi décisif, pour tenter une attaque impétueuse sur la place de Pampelune, dépourvue de garnison. Mais le succès de ce vaste plan, très-aisé à tracer sur le papier, dépendant d'une exécution très-difficile, ne répondit point aux espérances qu'avaient conçues ses auteurs.

Le 16 octobre, à minuit, sept bataillons d'infanterie, dont deux de grenadiers, et deux escadrons de hussards, se mirent en marche sous les ordres du général de division de Laborde.

Cette colonne, composée presqu'en entier des bataillons nouvellement arrivés de la Vendée, avait pris, à cause de cette circonstance, le nom de *colonne infernale*. Parvenue de bonne heure au col de Velate, elle y trouva quelques abatis d'arbres et des retranchements qui furent facilement emportés. Le général de Laborde, après avoir chassé les 2,000 Espagnols qui occupaient Lanz, et s'être emparé de ce poste, réunit ses troupes à sept autres bataillons et à quatre cents dragons et hussards, venus de San-Estevan par le chemin d'Orquin. Ces troupes réunies bivouaquèrent autour de Lanz.

Le lendemain, l'avant-garde de ce corps d'armée attaqua le poste d'Eguy, que défendaient 4,000 Espagnols sous les ordres du général Filanghieri. Après un combat assez vif, pendant lequel la colonne française joignit son avant-garde, le général espagnol, se voyant serré de près par des troupes supérieures, évacua Eguy, et se retira sur le camp de Cruchespil. L'arrière-garde, qui protégeait cette retraite, attaquée par les Français, fut taillée en pièces, ou dispersée dans le chemin d'Eguy à Viscaret. Deux pièces de 8 tombèrent entre les mains des vainqueurs. Filanhgieri était revenu sur ses pas dans le dessein de dégager son arrière-garde. Ce mouvement lui devint funeste. Attaqué sur les hauteurs de Mesquiritz, il ne put, malgré tout le flegme de la bravoure espagnole, arrêter l'impétuosité des Français. Les hauteurs furent emportées et le général ennemi se vit contraint de chercher une seconde fois son salut dans la fuite. Cette fois, sa retraite se fit dans un grand désordre, et ce ne fut qu'avec la plus grande difficulté que les débris de sa troupe parvinrent à se réunir à la division du duc d'Ossuna, qui commandait à Burguete.

Mais, par une négligence difficile à excuser, les Français, au lieu de continuer la poursuite des vaincus, s'arrêtèrent à Viscaret, et y passèrent la nuit. On va voir combien cette circonstance devint fatale au succès de l'expédition. La faute était d'autant plus grande, que le général Castelvert avait été détaché d'Eguy avec six bataillons et quelque cavalerie, pour occuper la hauteur de Cubiry, à l'effet de couper à l'ennemi la retraite de ce côté.

La seconde colonne française, destinée, comme la première,

1794 — an II. Espagne. à entourer les Espagnols, et qui était forte de 6,000 hommes, avait également commencé son mouvement d'attaque le 16. Le 14, suivant le plan que nous avons retracé, sept bataillons s'étaient réunis d'avance à Tardetz, sous les ordres du général de division Marbot, ayant sous son commandement le général de brigade Boucher et les adjudants-généraux Junker et Morand. Le 15, le général Marbot avait marché sur Larrau; là il divisa sa troupe en trois colonnes. Le 16, celles de gauche et du centre se dirigèrent sur Ochagavia, par Jalsu et par la route directe; celle de droite s'avança vers les montagnes d'Abody.

Le village d'Ochagavia, situé au centre de la vallée de Roncevaux, était occupé par une forte division ennemie. Le général Cagigal, qui la commandait, opposa longtemps une vigoureuse résistance à l'attaque des Français. Deux fois ceux-ci furent repoussés à la baïonnette; mais une troisième charge fut exécutée avec tant d'impétuosité, que les Espagnols, malgré leur bravoure, ne purent en soutenir le choc. Le désordre s'introduisit dans leurs rangs, et ils se virent contraints de plier. On se battit avec acharnement dans les rues d'Ochagavia; enfin, ce village ayant été tourné, les Espagnols ne purent s'y maintenir, et prirent la fuite en laissant un grand nombre de tués sur le champ de bataille, et beaucoup de blessés et de prisonniers au pouvoir des vainqueurs.

Le lendemain 17, les deux colonnes du général Marbot se portèrent sur Villanova, qu'elles occupèrent, après en avoir chassé un détachement de trois cents Espagnols, et elles poussèrent leurs avant-postes jusqu'en vue de Burguete. La troisième colonne (celle de droite), qui avait bivouaqué sur la montagne d'Abody pendant la nuit, suivit la crête de cette montagne dans la matinée du 17, jusque vis-à-vis la fonderie d'Orbaïcet, d'où elle descendit ensuite dans la vallée d'Ahescoa; de là, tournant à droite, elle forma tout à coup l'investissement du village d'Orbaïcet.

D'après les positions occupées dans cette journée du 17 par les deux grandes colonnes du général de Laborde et du général Marbot, il est facile de voir que l'espace compris entre Viscaret et les postes espagnols était resté vide. Cette circonstance, à laquelle avait donné lieu la négligence que nous avons signalée,

offrait donc à l'ennemi la facilité d'effectuer sa retraite par l'intervalle qui se trouvait ainsi exister dans la ligne d'investissement de la vallée. 1794—an III. Espagne.

La division placée à Saint-Jean-Pied de-Port devait, pour se mettre en marche, attendre que le mouvement des deux colonnes de Laborde et Marbot fût effectué; mais la lacune laissée dans le cordon d'investissement par le général de Laborde rendait nulle l'attaque de cette division. Cependant le général en chef Moncey, qui s'était mis à la tête des troupes qui la composaient, ignorant la circonstance dont nous parlons, avait exécuté son mouvement.

Le 17 au matin, trois bataillons sous les ordres du général Castelpers, se jetèrent sur les postes avancés du camp espagnol de Cruchespil, que commandait le colonel Figaroa, ayant sous ses ordres à peu près 3,000 hommes. Les postes se replièrent sur le camp, où ils jetèrent d'abord quelque confusion. Mais le colonel, étant parvenu à rassembler ses troupes, soutint avec vigueur l'attaque des Français. Ayant reçu au même instant un refort de 600 hommes venus d'Atalorty, il se vit bientôt en mesure de prendre lui-même l'offensive. Les Français furent enfoncés et obligés de se retirer en désordre. Poursuivi avec vivacité, le général Castelpers perdit en cette occasion plus de 400 hommes tués ou blessés.

Cependant, à midi, le général de Laborde s'étant décidé à quitter la position de Viscaret, ce mouvement donna lieu à une méprise. Le général Digonnet, placé avec trois bataillons sur les hauteurs d'Almandoz, apercevant la tête de la colonne de Laborde défilant sur le chemin d'Eguy, et n'imaginant pas que ce pût être ce général, qu'il devait croire, d'après le plan d'attaque, devant Burguete; le général Digonnet, disons nous, se mit promptement en marche dans la persuasion que c'était une colonne ennemie en mouvement. Arrivé à Eguy, ce général reconnut son erreur. Au lieu des Espagnols, qu'il croyait y rencontrer, il vit des Français occupant ce village. Une erreur parcille engagea le général Dumas à se porter sur la fonderie d'Eguy.

La partie de la division de Saint-Jean-Pied-de-Port, où se trouvaient les généraux Moncey et Manco, s'était établie dès la

1794—an III. Espagne.

veille sur le plateau d'Ieropil, vis-à-vis de la fonderie d'Orbaïcet. Cette fonderie était, ainsi que nous l'avons dit, déjà investie du côté d'Ahescoa, par la colonne de droite de la division du général Marbot. Le village était défendu par un fort où s'était renfermé, avec une garnison assez nombreuse, le gouverneur de l'établissement, Zereceda. Le général Roucher, qui commandait la colonne française, avait ordre de sommer cette garnison, et de l'attaquer vivement si elle ne se rendait pas sur-le-champ. Les troupes placées à Ieropil n'attendaient que le signal pour descendre du plateau et seconder cette attaque. La sommation fut faite, et la garnison menacée, en cas de résistance, d'être passée au fil de l'épée. Le commandant espagnol répondit verbalement : « Que la générosité française ne se démentirait point à son égard. »

Le général Roucher commit la faute de ne point attaquer; les troupes d'Ieropil restèrent dans l'inaction; et, pendant la nuit, les 2,400 hommes qui composaient la garnison effectuèrent leur retraite en silence par le pas de Navala, se rendirent à Burguete, et de là à Aoyz.

Zereceda trouva dans ce village le duc d'Ossuna, qui y était déjà arrivé avec les troupes de Roncevaux et de Cruchespil. Profitant de la voie de retraite qu'on lui avait ménagée, le général espagnol s'était empressé de passer par l'intervalle encore libre qui séparait les deux grandes colonnes françaises. Parti de Burguete le 17 au soir, le duc d'Ossuna avait traversé la petite rivière d'Arce, et était arrivé le lendemain à Aoyz. Dans leur retraite, les Espagnols mirent eux-mêmes le feu au beau village de Burguete, le plus considérable de la vallée de Roncevaux, et le dépôt principal de leurs approvisionnements.

Malgré toutes les fautes commises, les Français réussirent ainsi, sinon à faire mettre bas les armes aux 12,000 Espagnols commandés par le duc d'Ossuna, au moins à s'emparer de la vallée de Roncevaux.

La division de droite de l'armée française, chargée de tenir en échec les autres corps de la ligne espagnole, avait fait son devoir. Cinq bataillons, partis le 15 d'Andoayn, sous les ordres du colonel Leferon, s'étaient portés sur les hauteurs d'Arezo, tandis que quatre autres bataillons, commandés par le général

SIEGE DE MAESTRICHT *en 1794*

T. 2 Page 174



1000 2000 Mètres

Frégeville, se dirigeaient de Tolosa sur le même point. Le lendemain 16, Frégeville, après une assez forte résistance, s'empara du village de Gorritz défendu par 1,500 Espagnols, et s'avança ensuite vers Lecumbery, en faisant occuper la crête des montagnes sur sa gauche. Lecumbery était évacué, et les Français l'occupèrent.

1794—an III
Espagne.

Le résultat de ces différentes attaques, où le général Moncey fit preuve d'une grande habileté dans la guerre de postes, fut donc, pour les Français, la possession de la vallée de Roncevaux. Les Espagnols perdirent 2,500 hommes tués, blessés ou faits prisonniers; cinquante pièces de canon avec leurs attelages et leurs caissons, et deux drapeaux; les fonderies d'Orbaïcet et d'Eguy, estimées trente-deux millions, et qui furent détruites; la mâture royale d'Irati. L'évacuation de toutes les lignes, redoutes et retranchements espagnols, une quantité immense de fusils, de munitions de guerre et de bouche, et la communication de Pampelune interceptée, tels furent en outre les avantages que les Français retirèrent de deux journées de combat, où ils laissèrent échapper des trophées encore plus glorieux et plus importants pour les suites de la guerre avec les Espagnols.

Cette invasion de la vallée de Roncevaux, fameuse dans nos romans de chevalerie par la défaite de Charlemagne et de ses preux [1], fut célébrée avec emphase dans le sein de la Convention. En mémoire de l'échec éprouvé par Charlemagne, les Espagnols avaient fait élever une pyramide dans cette vallée; les conventionnels Baudot et Garrau la firent abattre, et écrivirent à ce sujet à la Convention : « Citoyens, l'armée des Pyrénées-Occidentales, en remportant une victoire signalée sur les Espagnols, a vengé une injure d'ancienne date faite à la nation française. Nos ancêtres, au temps de Charlemagne, furent défaits dans la plaine de Roncevaux. L'orgueilleux Espagnol, en mémoire de cet événement, avait élevé une pyramide sur le champ

[1] En incendiant le village de Burguete, les Espagnols mirent aussi par accident, dit-on, le feu à l'antique monastère de Roncevaux, où l'on conservait une massue que la tradition disait avoir appartenu au vaillant Roland, et des pantoufles que, suivant la même tradition, le bon archevêque Turpin avait laissé échapper de ses pieds en s'enfuyant.

1794—an III. Espagne. de bataille. Vaincu à son tour au même endroit par les Français républicains, déjà son propre sang en avait effacé les caractères; il ne restait plus que le fragile édifice, qui a été brisé à l'instant même. Le drapeau de la république flotte aujourd'hui là où était le drapeau de l'orgueil des rois, et l'arbre nourricier de la liberté a remplacé la massue destructive du tyran. Une musique touchante et guerrière a suivi cette inauguration ; les mânes de nos pères ont été consolés, et l'armée de la république a juré de vaincre pour la gloire du nom français de tous les âges et pour le bonheur de la postérité. »

19 octobre. (27 vendém.) Belgique. *Combat d'Oude-Watering.* — La prise de la place de Bois-le-Duc avait donné un appui à l'armée française. Le général Pichegru était maintenant en mesure de forcer l'armée anglaise à se retirer derrière le Wahal, et d'assiéger Grave, dont la prise n'était pas moins importante que celle de Bois-le-Duc pour le succès des opérations ultérieures. Il était d'ailleurs nécessaire que la droite de l'armée du Nord appuyât la gauche de celle de Sambre-et-Meuse.

La division du général Bonneau avait formé l'investissement de la place de Grave, par la rive gauche de la Meuse, pendant que la division Souham faisait le siége de Bois-le-Duc. Après la prise de cette dernière ville, la brigade du général Salm parut suffisante pour tenir Grave en échec, et l'armée du Nord vint passer la Meuse auprès de Teffeln les 18 et 19 octobre, sur un pont construit à la hâte avec des pontons hollandais et de petits batelets. Ce passage dura plus longtemps qu'on ne le pensait, à raison de la difficulté des chemins, gâtés par les pluies d'automne, et les Anglais auraient pu s'y opposer; mais ils ne le firent pas, parce que le duc d'York avait été se placer sous la protection du canon de Nimègue. Pour empêcher les Français de pénétrer dans le pays de Maas-Wahal, il n'y avait, au point menacé, que l'avant-garde anglaise aux ordres des généraux Hammerstein et Fox, occupant une ligne étendue et morcelée, la droite appuyée à Druthen, sur le Wahal, et la gauche à Appeltern, sur la Meuse. Les digues de ces deux fleuves étaient retranchées. Le terrain compris entre ces digues est plus bas que le lit des fleuves : c'est une grande prairie coupée de fossés larges, profonds et remplis d'eau. Le front des alliés

était couvert par le canal d'Oude-Watering, bordé par un parapet qui domine les prairies. De là à Druthen, il se trouve une autre digue de la même élévation. Le général Hammerstein, un des officiers les plus distingués de l'armée anglaise, avait fait les meilleures dispositions pour se défendre. Les retranchements et les batteries étaient garnis de troupes anglaises, hanovriennes et françaises émigrées. Comme le pays est rempli de fossés qui ont huit à dix pieds de largeur, le général anglais avait fait construire, de distance en distance, sur ces coupures, des ponts indiqués aux troupes par des jalons, afin d'éviter la confusion, et pour faciliter la retraite au besoin. Les derniers soldats, passant sur ces ponts, devaient arracher les jalons, et détruire ensuite tous les moyens de passage. Ces précautions étaient encore augmentées par de larges coupures dans les chemins de communication, et par des abatis d'arbres. Mais de pareils obtacles ne suffisaient point pour arrêter des troupes déjà victorieuses, et dont le courage, sagement dirigé, s'augmentait encore par la timide prudence d'un ennemi qui ne cherchait, après tout, qu'à retarder sa retraite.

1794 — an III. Belgique.

Le général Pichegru, après le passage de la Meuse, disposa ses troupes sur quatre colonnes, pour attaquer. Les deux plus fortes devaient se porter au centre, dans la prairie, et les deux autres, d'environ 3,000 hommes chacune, commencèrent l'attaque sur les digues du Wahal et de la Meuse. Ces dispositions étaient excellentes, et il était presque impossible que les détachements morcelés des troupes anglaises pussent résister à l'emploi d'une masse aussi supérieure. L'action commença le 19, à la pointe du jour. Les deux colonnes qui marchèrent dans la prairie avaient le canal d'Oude-Vatering à traverser, et l'ennemi paraissait déterminé à défendre le passage avec opiniâtreté. Cependant, après quelques décharges d'artillerie, les soldats français, impatients de se mesurer de plus près avec leurs ennemis, franchirent les fossés, et traversèrent le canal ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Le général Pichegru envoya le 5e régiment de chasseurs à cheval, pour protéger ces braves. Ce passage hardi et imprévu déconcerta les troupes anglaises. Le désordre se mit bientôt dans leurs rangs; leur général ne s'occupa plus que du soin de sauver l'artillerie; et comme il n'y

1794 — an II
Belgique.

avait encore que quelques compagnies de tirailleurs et de grenadiers des troisième et vingt-quatrième demi-brigades, et des chasseurs du 5e régiment, qui eussent traversé le canal, les Français ne purent mettre obstacle à la retraite de l'ennemi sur ce point.

Les deux colonnes chargées de l'attaque des digues obtinrent des succès plus brillants. Le 9e régiment de hussards, un corps de gendarmerie à pied et un bataillon d'infanterie légère, qui avaient marché sur la digue du Wahal, tournèrent, à gauche de Druthen, un bataillon anglais du 37e régiment. Ce bataillon, prenant les hussards du 9e régiment pour ceux de la légion émigrée de Rohan, les laissa arriver jusque dans ses rangs, et fut forcé de mettre bas les armes.

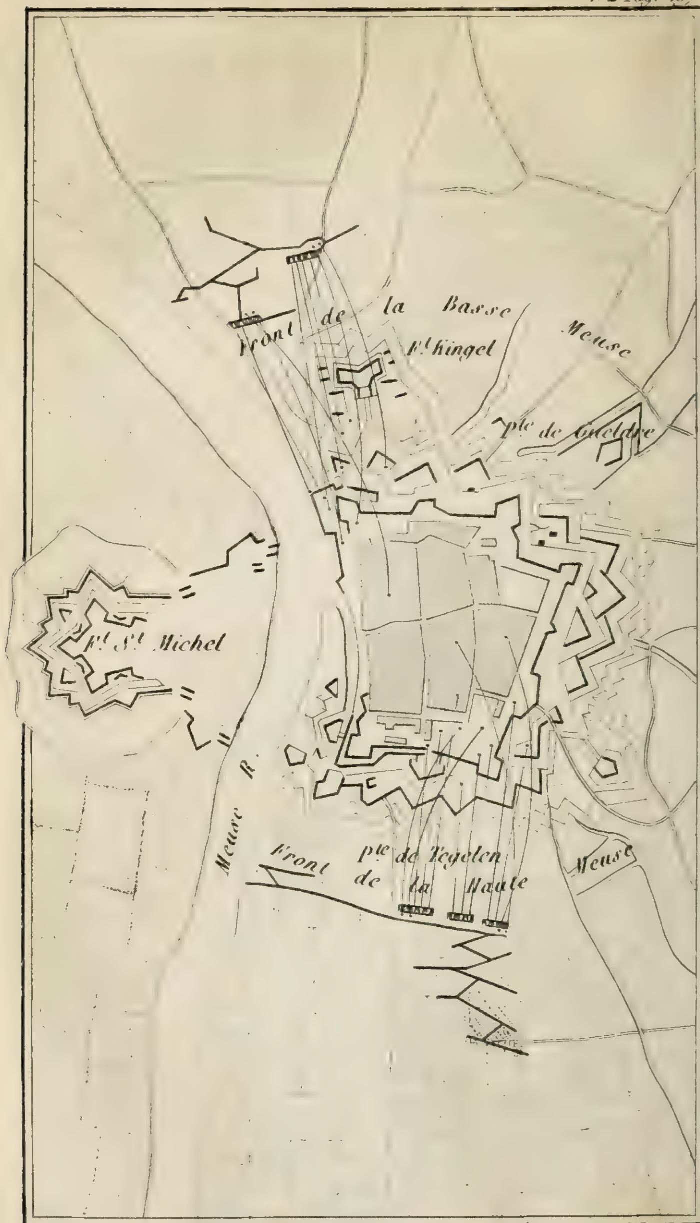
Le hussard Minier pénétra le premier dans les rangs anglais, tua le porte-enseigne, et s'empara du drapeau du bataillon.

Le général Fox fut pris par un autre hussard; mais il parvint à s'échapper, grâce à la vitesse de son cheval, que celui du hussard ne put rejoindre.

Dans cette même action, un fort détachement de hussards émigrés enveloppa un peloton de ceux du 9e, et se flattait déjà de faire ces hussards prisonniers; mais ces derniers se dégagèrent avec tant d'audace et de vigueur, qu'ils passèrent à travers les rangs des émigrés, et rejoignirent leurs escadrons.

Sur la ligne d'Appeltern, le 3e régiment de hussards, soutenu par la brigade du général Jardon, attaqua la légion de Rohan. Celle-ci, qui tenait le village d'Appeltern, opposa la résistance la plus opiniâtre et la plus meurtrière : c'étaient des Français qui se battaient contre des Français avec une animosité sans exemple. La légion fut enfin culbutée, après avoir perdu plus de 300 hommes, sacrifiés ainsi à l'esprit de parti; car les deux attaques du centre devaient tout décider. Soixante-douze émigrés furent faits prisonniers. Les Anglais se retirèrent en grande hâte pour rejoindre le gros de leur armée, que le duc d'Yorck fit cantonner, après cette affaire, entre le Leck et le Wahal, en établissant son quartier-général à Arnheim. Le général Walmoden resta au camp retranché de Nimègue, avec vingt bataillons hanovriens et anglais.

SIEGE DE VENLOO *en 1794.*



1000 2000 Metres

Prise de Coblentz. — L'armée autrichienne, après le combat d'Aldenhoven, avait marché vers le Rhin, et une partie des troupes qui la composaient avait passé ce fleuve le 5 octobre, à Mühlheim. Maître de Juliers, Jourdan s'était empressé de mettre à profit les avantages qu'il venait de remporter. Il divisa son armée en trois grandes colonnes : la première se porta sur Bonn, pour lier la gauche de cette armée avec la droite de celle de la Moselle ; une seconde se dirigea sur Cologne, et la troisième sur Coblentz. Celle-ci était conduite par Marceau. 1794 — an III. 23 octobre. (2 brum.) Allemagne.

Les Français entrèrent à Bonn, après un combat assez vif livré sous les murs de la ville. Jourdan, à la tête de la deuxième colonne, entra le même jour, sans coup férir, dans Cologne. Il y fut reçu, par les habitants, avec toutes les démonstrations de la joie et de l'enthousiasme.

Dès le 5 octobre, Mélas réuni à Nauendorf s'était retiré à Coblentz, qu'il évacua dans la nuit du 21 au 22, lorsqu'il apprit que la division Marceau, venant de Bonn, marchait sur cette ville. Marceau y entra le 23, après une faible résistance de la part de l'ennemi et quelques heures avant l'arrivée des divisions Taponier et Debrun, qui s'y étaient portées par la rive gauche de la Moselle. L'occupation de cette ville flatta singulièrement l'orgueil du gouvernement républicain. Coblentz lui était odieux, pour avoir servi longtemps de refuge et de place d'armes aux émigrés. Aussi un grand nombre d'orateurs de la Convention s'empressèrent-ils de célébrer la prise d'une ville qu'ils qualifiaient de *repaire impur*.

Prise de Venloo. — Depuis le combat de Boxtel, la division du général Moreau, qui s'était tenue sur les bords de la Meuse comme corps d'observation, voyant enfin l'ennemi éloigné, put, suivant les intentions du général en chef, s'occuper du siége de Venloo, resté isolé de tout secours par la retraite de l'armée alliée. La prise de cette place était du plus haut intérêt pour les Français en ce qu'elle les rendait maîtres de la navigation de la Meuse. Aussi, dès le 8 octobre, Moreau, après avoir occupé Ruremonde, commença l'investissement, commanda un pont de bateaux à Tegelen, sur la Meuse, propre à lier l'investissement, et fit faire la reconnaissance de la place. Les brigades des généraux Laurent et Vandamme furent chargées de l'inves- 26 octobre. (5 brum.) Hollande.

1794 — an III. Hollande. tissement et de la reconnaissance, tandis que celle du général Compère devait protéger l'établissement du pont. Ce pont n'ayant pu être achevé que le 25, la place ne fut aussi entièrement investie que le même jour.

A cette époque, le général en chef Pichegru étant tombé malade devant Nimègue, le général Moreau fut nommé provisoirement pour le remplacer. Lui-même remit au général Laurent le commandement de sa division et du siége. Pendant son absence, le général Laurent résolut de s'occuper activement du siége de Venloo, et de le pousser avec vigueur. Malheureusement il avait à sa disposition bien peu de moyens pour réussir : sa division ne comptait pas 5,000 hommes, et il n'avait point d'artillerie de siége. Venloo était une des plus fortes places de la Hollande ; ses murs avaient arrêté, dans les siècles précédents, des armées nombreuses. Elle renfermait une garnison de 4,000 hommes, et ses remparts étaient garnis de plus de cent cinquante pièces de canon. Mais les Français, animés par leurs succès, n'envisageaient plus les obstacles. Laurent, certain de la valeur de ses soldats, n'hésita pas à former une entreprise qui eût paru téméraire à d'autres qu'à des Français. C'était peut-être la première fois qu'on voyait une armée assiéger une place dont la garnison était au moins aussi forte qu'elle.

Le chef de bataillon du génie Poitevin fut chargé de la direction des travaux du siége. Cet officier s'en acquitta avec autant d'habileté que de bonheur. Il fut décidé qu'on attaquerait la place sur les fronts de la Haute et de la Basse-Meuse, et qu'on tenterait de prendre de vive force le fort de Saint-Michel, pour lier ces deux attaques. Ce moyen était en effet le plus analogue au courage et aux moyens des Français. En raison du petit nombre de ses troupes, le général Laurent resserra l'investissement par plusieurs coupures et logements avancés. Ce moyen procurait le double avantage de diminuer les gardes de l'investissement, et de tromper l'ennemi sur le lieu de l'ouverture de la tranchée, en l'inquiétant sur tous les points.

Le 20 octobre, la tranchée fut ouverte sur le front de la Haute-Meuse, en avant de Tegelen, et le commandant Poi-

tevin établit, à cent toises des chemins couverts, une parallèle sur une longueur de cent cinquante toises, commençant à la Petite-Maison, et finissant au chemin de Tegelen. L'ouvrage fut entrepris par 600 travailleurs; mais les assiégeants étaient tellement dépourvus de toute espèce de moyens, qu'on se servit de pioches de réquisition, et qu'on ne put couper la route et prolonger la parallèle jusqu'à la Meuse.

Pour dérober le travail de la nuit à l'ennemi, on fit une fausse attaque sur le fort Saint-Michel. Cette fausse attaque, qui se borna à quelques coups de fusil tirés de loin par des tirailleurs, mit l'alerte dans la ville et dans le fort, et l'ennemi s'empressa de lancer sur eux des pots à feu et autres projectiles; mais, à la pointe du jour, les grenadiers et la garde de la parallèle firent un feu si vif contre les défenses de la place, qu'ils obligèrent l'artillerie de se taire. Sur les onze heures du matin, environ 25 cavaliers et 200 fantassins de la garnison, firent une sortie sur la tranchée. Les grenadiers, qui avaient brûlé leurs munitions, furent obligés d'abandonner leur poste. Dans ce moment, le général Laurent, qui s'était porté à la gauche de la tranchée pour faire une reconnaissance avec le chef de bataillon Poitevin, se trouva tout-à-coup entouré par les cavaliers ennemis, et aurait été forcé à se rendre prisonnier, si un volontaire n'eût pas tué d'un coup de fusil l'officier hollandais qui voulait le saisir. Échappé à ce danger, Laurent rallie ses troupes, les fait soutenir par le premier bataillon du Finistère, tombe avec eux sur les Hollandais, les taille en pièces, et reprend la tranchée, dont ils s'étaient emparés, avant qu'ils aient pu réussir à la combler.

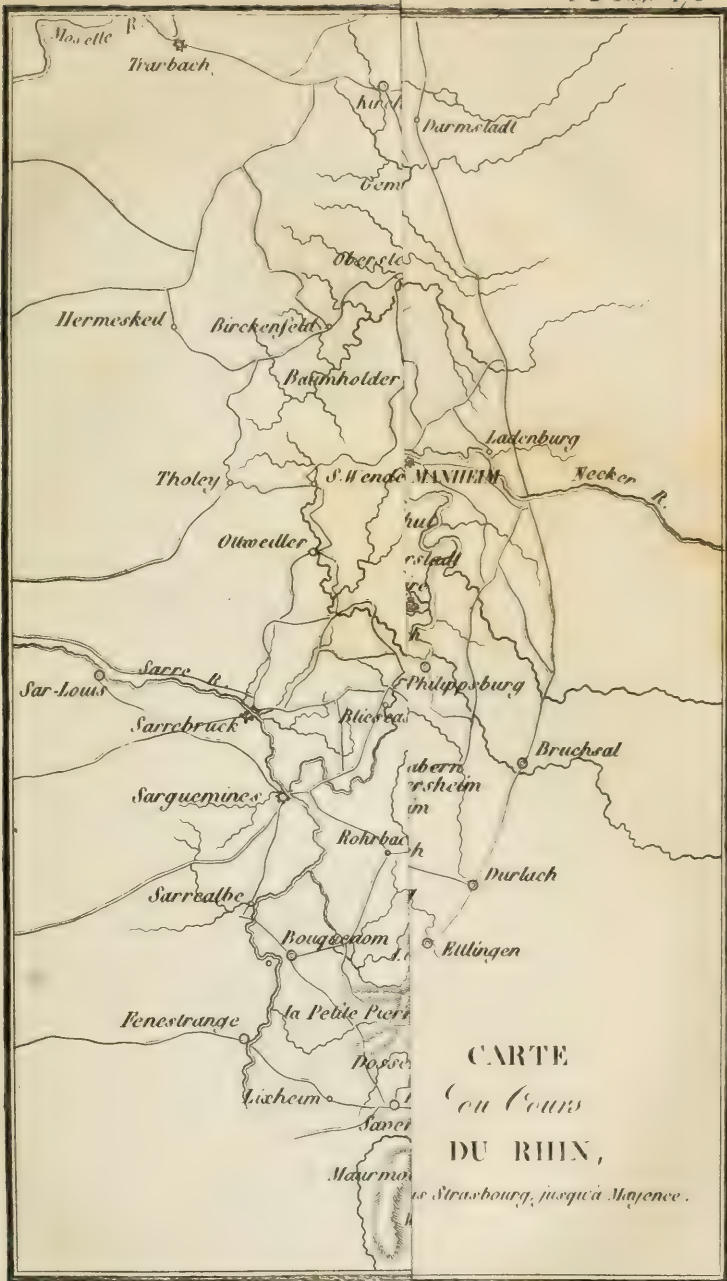
Le capitaine du génie Chevallot et l'adjoint Descroix étant venus le même jour aider le commandant Poitevin dans ses fonctions, les travaux furent poursuivis avec beaucoup plus d'activité. La même nuit, à l'attaque de la Basse-Meuse, Chevallot fit ouvrir la tranchée à cent quatre-vingts toises de la place; ce qui rapprocha beaucoup du fort Kingel. Les tirailleurs réussirent encore à faire taire le feu de ce fort, et tuèrent un grand nombre de soldats et de canonniers. Enfin, dans la nuit du 23 au 24 octobre, tous les travaux se trouvant terminés, Poitevin fit établir, à l'attaque de la Basse-Meuse, deux

1794—an III. Hollande.

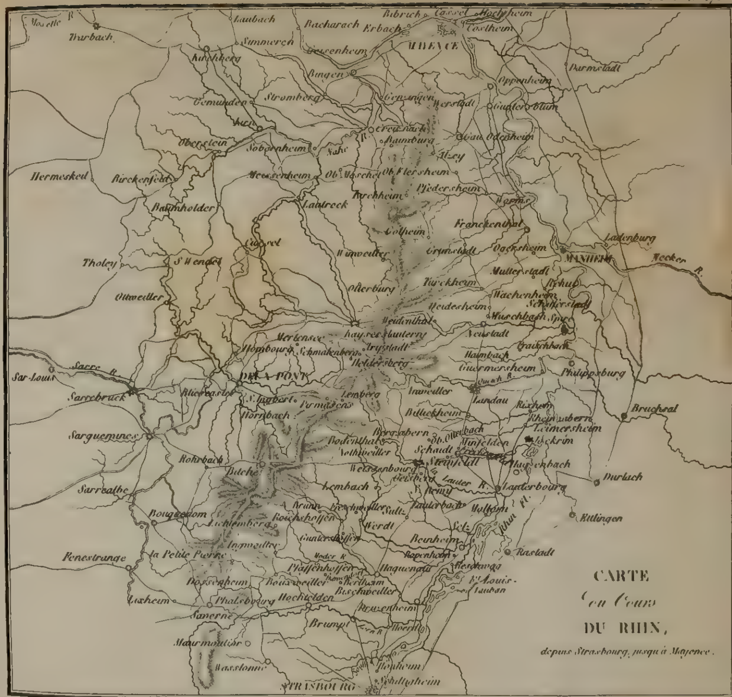
batteries : la première, destinée à battre de revers les batteries de la rive gauche de la Meuse, dirigées sur l'attaque de Tegelen, et à tirer en même temps sur le saillant gauche du fort Kingel, et sur les ouvrages de la ville, était composée de deux pièces de 12, de deux de 8, et de deux obusiers; la seconde, dont l'objet était de battre le fort Kingel et les ouvrages de la ville, était composée de deux pièces de 8 et d'un obusier. Ces batteries étaient d'une faiblesse extrême, comparées aux grands moyens que renfermait la place, et surtout si l'on remarque qu'elles n'étaient armées presque qu'avec des pièces de campagne.

Cependant le général Laurent les voyant prêtes, se décida, le lendemain 24 octobre, à envoyer sommer le commandant de la place, le général suisse Pfister; son motif, en lui faisant faire cette sommation avant d'avoir essayé le feu de ses batteries, était de lui en laisser ignorer toute la faiblesse. Il comptait plus sur la terreur que les succès des deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse devaient avoir répandue, que sur tous ses moyens, pour la reddition de la place. En effet, après deux jours de négociations, la garnison capitula, après quatre jours de tranchée ouverte, et sans que les assiégeants eussent tiré un coup de canon. Elle sortit de la place avec tous les honneurs de la guerre, avec armes et bagages, et dix pièces de canon de bataille.

Cette capitulation avantageuse accordée à la garnison de Venloo, fut loin de plaire aux membres du Comité de salut public. Ces hommes injustes et cruels, virent avec peine qu'on n'eût pas imposé des conditions plus humiliantes à un ennemi vaincu. C'est sans doute pour cette raison que la prise de Venloo ne fut point accueillie alors avec cet enthousiasme révolutionnaire que les membres de la Convention savaient si bien développer : on se contenta de dire que Venloo avait été pris. Mais si l'on considère l'insuffisance des moyens qu'avait le général Laurent pour entreprendre ce siége, et la grandeur de ceux dont l'ennemi pouvait se servir pour se défendre; si l'on examine que, sans répandre de sang, sans presque brûler une amorce, les Français se sont cependant rendus maîtres de cette place, on se convaincra que cet événement est aussi


Moselle R.
Trarbach
Darmstadt
Hermeskeil
Birckenfeld
Baumholder
Ladenburg
Tholey
S. Wendel
MANHEIM
Necker R.
Ottweiller
Sarre R.
Sar-Louis
Philippsburg
Sarrebruck
Bliescas
Bruchsal
Sarguemines
Rohrbac
Durlach
Sarrealbe
Bouquenom
Ettlingen
la Petite Pier
Fenestrange
Lixheim
CARTE
DU RHIN,

métres.



24

48 Kilometres

étonnant que tous les succès inouïs de cette époque. Les guerriers français, meilleurs appréciateurs du mérite militaire que les membres du Comité de salut public, rendirent plus de justice à leurs camarades de Venloo [1]. 1794 — an III Hollande.

La reddition de cette importante place valut aux Français cent soixante pièces de canon, dont les deux tiers en bronze, trente petits mortiers à grenade, deux cent milliers de poudre, sept mille fusils, des arsenaux complets, et des magasins considérables.

Prise du fort de Rheinfels, et fin de la campagne sur le Rhin et sur la Moselle. — Nous avons vu comment les alliés s'étaient emparés, le 20 novembre, de la ville de Kaiserslautern, après avoir chassé les Français des positions qu'ils occupaient sur les hauteurs qui l'avoisinent. Les vaincus s'étaient retirés sur Trippstadt. Bientôt ralliés et renforcés par quelques bataillons détachés du centre de l'armée de la Moselle, ils résolurent de venger leurs défaites, et de reprendre les positions qu'ils s'étaient laissé enlever. Le général Meunier, chargé de cette expédition, s'y prit d'une manière si adroite, qu'il surprit les alliés, et les attaqua au moment où à peine ils pensaient que leurs ennemis s'étaient ralliés. Animés par le désir de la vengeance et celui non moins vif de réparer leur honneur, les Français se précipitent sur les postes ennemis, renversent tous les obstacles, tuent, massacrent ceux qui osent leur résister, et forcent à une prompte retraite le prince de Hohenlohe et les généraux Blücher et Karaczai. La brigade Blücher s'était trouvée tournée avec tant de rapidité, que, sans la bravoure d'un des bataillons qui la composaient, et qui se fit jour à la baïonnette à travers les Français, elle eût été tout entière faite prisonnière, ainsi que son général. Les vainqueurs rentrèrent dans Kaiserslautern le 27 septembre, et reprirent toutes les positions qu'ils occupaient avant le 20 du même mois. 2 novembr. (11 brum.) Allemagne.

[1] L'un d'eux, le chef de brigade du génie Lagastine, écrivait au général de brigade Dejean : « Le camarade Poitevin est prié de recevoir mes félicitations sur l'ouverture de sa tranchée à Venloo, dont j'ai été surpris plus que je ne puis dire. La prise de Venloo passera pour un rêve quand on dira qu'avec des fusils l'on a pris une place armée de cent soixante bouches à feu, dont quelques-unes de vingt-sept. »

1794—an III. Allemagne.

Dès le lendemain, les divisions de l'armée de la Moselle qui avaient ainsi reconquis Kaiserslautern se mirent en marche pour poursuivre l'ennemi. Le 8 octobre, le général Desaix attaqua les alliés a Franckenthal, les défit, et s'empara de la place, qu'il ne garda que quelques jours; car, assailli, le 12, par des forces supérieures, il fut obligé de l'évacuer; mais, revenu ensuite le 15, il en chassa, pour la seconde fois, l'ennemi, resta maître de ce poste, et s'empara en même temps de Grunstadt, ville qui se trouve dans le voisinage. Trois jours après, le 18, les alliés, battus à Kirchheim et à Worms, évacuèrent ces deux places, qui reçurent aussitôt garnison française. Le 22, Desaix et Meunier s'emparèrent également d'Alzey et d'Oppenheim.

Cependant le passage de la Roër, et les progrès toujours croissants de l'armée de Sambre-et-Meuse, donnaient aux alliés de vives inquiétudes. Les généraux qui, jusqu'ici, s'étaient trouvés opposés à l'armée de la Moselle, reçurent ordre de se replier et de faire passer leur armée sur la rive droite du Rhin. Mélas et Nauendorf réunirent, en conséquence, leurs divisions à Andernach, abandonnant ainsi leurs positions de Kaisersesch et de Hildesheim, et traversèrent le fleuve. En même temps, l'électeur de Mayence, auquel ces mouvements donnaient des craintes sérieuses et fondées pour cette ville, ordonnait une levée de 5,000 hommes, pour fortifier la garnison chargée de la défendre. Il faisait venir également de l'artillerie de Francfort, de Würtzbourg et d'Anspach, avec deux compagnies d'artillerie autrichienne.

Ainsi les Français des armées du Rhin et de la Moselle pouvaient désormais se réunir. Maîtres de toute la rive gauche du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Coblentz, ils n'avaient plus à conquérir que Mayence et le fort de Rheinfels, près de Saint-Goar, pour rester possesseurs tranquilles de tout le cours du fleuve; mais, la saison étant trop avancée pour songer à faire la conquête de Mayence, on se borna à faire le siége de Rheinfels, où les Autrichiens, à qui il appartenait, avaient eu soin de placer une nombreuse garnison. Ce fort, à la défense duquel la nature et l'art avaient également contribué, était protégé par des batteries nombreuses établies sur la rive droite du Rhin; ce qui

donnait en outre à l'ennemi la facilité de s'étendre sur la rive opposée, de faire des incursions dans le pays nouvellement conquis, et de communiquer d'un bord à l'autre, au moyen d'un pont volant. La possession de ce fort était donc de la plus haute importance pour les Français, et l'ordre fut aussitôt donné de ne rien négliger pour s'en emparer.

1794—an III. Allemagne.

Le général Vincent, qui commandait une division de l'armée de la Moselle, fut chargé de la conduite du siége. Pour préparer plus sûrement ses dispositions d'attaque, en s'approchant plus près du fort, il revêtit l'uniforme d'un simple soldat, se jeta en sentinelle perdue dans la campagne, reçut sans se déconcerter plusieurs coups de feu, et observa à son aise tous les endroits faibles du fort, et ceux où l'on pourrait le plus avantageusement établir des batteries. Il revint alors, et profita de la nuit pour ordonner tous les ouvrages nécessaires à l'attaque. Des pièces de position sont amenées devant la citadelle, contre laquelle venait aussi de s'avancer la division du général Debrun. Vainement les batteries autrichiennes établies dans le fort et celles qui étaient élevées sur la rive opposée du Rhin voulurent alors empêcher les mouvements des républicains; les moyens employés par le général Vincent furent mis en action si à propos, et parurent si décisifs, que les troupes qui composaient la garnison du fort, jugeant sa prise inévitable, s'empressèrent de passer sur la rive droite du fleuve, et d'opérer par là leur retraite. La conduite de l'officier hessois, le général-major Rescius, qui commandait cette garnison, parut d'ailleurs si répréhensible, qu'il fut traduit à un conseil de guerre et condamné, pour n'avoir pas défendu plus longtemps le poste qui lui avait été confié.

Ainsi cette place, dont les nombreux approvisionnements prouvaient l'intention de se défendre longtemps, fut emportée en deux jours par les Français. Les vainqueurs y trouvèrent trente-neuf bouches à feu, dont la plupart en bronze; des mortiers, des fusils, deux cent cinquante tentes, presque toutes d'officiers; des munitions de guerre et de bouche de toute espèce. Les Autrichiens avaient tout préparé pour faire sauter le fort aussitôt que les Français y seraient entrés. On découvrit, dans un souterrain, une mèche allumée qui devait com-

1794 — an III. Allemagne.

muniquer le feu au magasin à poudre et à plusieurs bombes, dont l'explosion eût occasionné un dommage immense. Aussitôt que les habitants surent que les Autrichiens avaient évacué la forteresse, ils s'empressèrent d'apporter et de remettre les clefs de leur ville entre les mains du représentant du peuple Bourbotte, qui les fit passer à la Convention en même temps que celles de Coblentz.

Quelques jours après la prise du fort de Rheinfels, l'armée du Rhin s'empara, le 12 novembre, de Monbach, un peu au-dessus de Mayence, ainsi que des postes voisins de ce village, et poussa des reconnaissances jusqu'en avant de la ville. Le même jour, Desaix entra dans Weissenau, un peu au-dessus de Mayence. Les Autrichiens avaient voulu se défendre; mais Desaix les avait battus, et leur avait fait éprouver une grande perte. Peu de temps après, le 1[er] décembre, le général Saint-Cyr enleva, devant Mayence, la redoute dite *de Merlin*, après y avoir tué plus de 600 hommes, et fait plus de 80 prisonniers. On y trouva quatre caissons et deux obusiers. Enfin, le 4 décembre, une division de l'armée de la Moselle s'empara des redoutes de Zahlbach, très-près de Mayence, prit six pièces de canon, un obusier, tua 600 Autrichiens et fit 200 prisonniers. Les armées du Rhin et de la Moselle, alors réunies, attaquèrent la tête du pont du Rhin devant Mannheim, et préparèrent l'investissement de Mayence, qu'elles exécutèrent sur la rive gauche, pendant l'hiver rigoureux qui allait suivre, et dont nous parlerons quand nous serons arrivés à cette époque de l'année 1795.

4 novembr. (14 brum.) Belgique.

Siége et prise de Maëstricht. — Les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse marchaient rapidement de victoire en victoire. Aucun revers ne troublait le cours de leurs triomphes, et les troupes des alliés, dispersées, chassées, poursuivies sur tous les points, semblaient désormais ne plus se présenter que pour éprouver de sanglantes défaites. Pichegru tenait assiégé Nimègue, et Jourdan, non moins favorisé que lui par la victoire, allait donner un nouveau rempart à ses conquêtes.

Nous avons dit que ce général, après le combat de la Chartreuse, avait poursuivi sans relâche les Autrichiens; ses différentes divisions, renversant tout sur leur passage, rivalisaient

entre elles d'ardeur et de dévouement. Pendant que la division du général Marceau entrait en vainqueur à Coblentz, la division du général Kléber se rendait maîtresse de Maëstricht, l'une des plus fortes places et des mieux approvisionnées de l'Europe. Louis XIV avait mis treize jours pour prendre Maëstricht; Louis XV ne l'avait soumis qu'au bout de trois semaines; Kléber s'empara de cette importante forteresse après onze jours de tranchée ouverte.

1794 — an III. Belgique.

Les Autrichiens s'étaient attendus à voir les Français former le siége de cette place; aussi, après leur défaite à la Chartreuse de Liége, ils avaient jeté dans ses murs une forte division de leurs troupes, et y avaient accumulé tous les moyens de défense. Mais Jourdan avait besoin d'une place forte sur la Meuse pour appuyer ses conquêtes, assurer ses quartiers d'hiver, isoler le pays de Luxembourg, prévenir les tentatives de l'ennemi au printemps prochain, et enfin lui servir d'entrepôt propre à rassembler tous les moyens capables d'assurer les opérations ultérieures de la guerre : Maëstricht réunissait tous ces grands objets d'utilité, et le siége en fut résolu.

Kléber, l'un des meilleurs généraux de l'armée de Sambre-et-Meuse, fut envoyé par Jourdan pour exécuter cette entreprise. Sa division, forte de 35,000 hommes, et qui formait l'aile gauche de la grande armée, en commença l'investissement dans les derniers jours de septembre. Tel était le sentiment d'audace qui animait alors les généraux français, qu'avant même d'avoir commencé les travaux de siége, Kléber envoya sommer de se rendre le prince de Hesse, qui commandait dans la place. Ce général répondit comme il le devait, par la négative, à cette sommation prématurée. Kléber donna aussitôt les ordres de pousser avec vigueur tous les ouvrages nécessaires. Le général de brigade Marescot, qui commandait le génie, et le général de division Bollemont, qui dirigeait l'artillerie, commençaient déjà leurs préparatifs à cet effet, lorsque le général Kléber, rappelé auprès de Jourdan pour coopérer au gain de la bataille d'Aldenhoven, partit le 27 septembre, emmenant avec lui plus de la moitié de l'armée de siége. Le général Duhesme fut nommé pour commander, pendant son absence, le corps qui devait maintenir l'investissement de Maëstricht.

1794 — an III. Belgique. Ces troupes ne comptaient guère que 15 à 16,000 hommes, qui, séparés en deux corps par la Meuse, ne présentaient isolément qu'une force trop peu considérable. Aussi le prince de Hesse, qui avait 9,000 hommes de garnison, ayant eu avis du départ de Kléber, et de la faiblesse des troupes restées devant Maëstricht, se décida à faire, le même jour, une sortie par la porte de Tongres. Les Autrichiens eurent d'abord tout le succès qu'ils s'étaient promis. En un moment, les sentinelles avancées sont égorgées, les corps-de-garde massacrés et les premières lignes forcées. Plusieurs bataillons, écrasés avant de se reconnaître, sont mis en fuite. Déjà la cavalerie ennemie leur enlevait deux pièces de canon, et se préparait à les emmener dans la place, lorsque le 16e régiment de chasseurs, qui accourut au secours des bataillons rompus, se jeta sur les cavaliers autrichiens; ceux-ci firent volte-face; le combat se rétablit. Après une charge brillante, où les deux partis se signalèrent par une égale valeur, les Français restèrent vainqueurs, culbutèrent la cavalerie ennemie, la poursuivirent jusque sous le canon de Maëstricht, et ramenèrent une des pièces qui avaient été prises.

Ce combat fit sentir davantage aux assiégeants toute l'insuffisance de leurs moyens. Afin du moins de se mettre à l'abri d'une seconde surprise, il fut résolu qu'on travaillerait sur-le-champ à établir autour de la place une ligne de redoutes, dans lesquelles on placerait le canon des bataillons et quelques pièces de position. Pour ménager les soldats, trop peu nombreux, on mit en réquisition tous les paysans des environs, et on les fit travailler à tracer les lignes de contrevallation projetées. Cependant la garnison resta renfermée dans Maëstricht jusqu'au 10 octobre. Le canon des remparts tirait seulement, par intervalles, sur les travailleurs, sur les vedettes avancées et sur le camp, qui avait été rapproché, afin de resserrer l'investissement.

Mais, le 10 octobre au matin, les assiégés sortirent du fort Saint-Pierre, au nombre de 1,800 hommes d'infanterie environ, et de 200 chevaux. Ils marchèrent entre la petite rivière de Jaar et le mont de Saint-Pierre, dont le plateau fut escaladé, à la faveur d'une petite gorge qui est en face du

château de Neer-Kan. Les Français, inférieurs en nombre, furent repoussés de ce plateau, et obligés de l'évacuer, après avoir laissé prendre, par les assaillants, une redoute, qui fut aussitôt démolie. Deux canons de campagne étaient restés au pouvoir des Autrichiens, qui, après avoir détruit tous les ouvrages, s'apprêtaient à se retirer. Mais les chasseurs à cheval s'étaient déjà élancés dans la plaine, et leur avaient coupé la retraite. Forcés de se faire jour à la baïonnette, ils ne purent regagner la place qu'après avoir abandonné les deux canons et plus de 80 prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent plusieurs officiers. Une troisième sortie, effectuée dans la nuit du 11 au 12, eut encore moins de succès pour les assiégés : ils furent repoussés avant même d'être parvenus sur les points qu'ils voulaient attaquer. 1794.—an III. Belgique.

Cependant les officiers du génie redoublaient d'activité pour faire tous les préparatifs nécessaires à la continuation du siége. Des ateliers immenses de fascines et de gabions furent établis dans tous les bois voisins. Deux grands ponts de bateaux furent construits au-dessus et au-dessous de Maëstricht, afin d'établir des communications faciles entre les différents quartiers de l'armée. Le premier était situé au village de Lonaken, et le second un peu au-dessus de l'abbaye d'Hoïcten. Plusieurs ponts plus légers furent en outre jetés sur la petite rivière de Jaar.

Marescot forma le dessein d'attaquer Maëstricht par trois côtés à la fois. La première et la principale attaque devait être dirigée, comme sous Louis XV, sur la porte de Bois-le-Duc. La situation basse de ce terrain donnait peu d'inquiétude pour la guerre souterraine, et cependant Marescot résolut de la faire étendre jusqu'à la porte de Bruxelles, ayant soin en même temps de la faire cheminer dans la plaine et sur la hauteur, dans la vue d'entourer l'ennemi, et surtout d'éviter les débordements de la Meuse, fort à craindre dans une saison aussi avancée.

La seconde attaque devait se porter sur Wick, dans un terrain également sujet aux inondations de la Meuse. Les batteries de ces deux attaques devaient prendre des revers et des ricochets réciproques sur les ouvrages de l'une et de l'autre.

1794 — an III. Belgique.

Enfin la troisième attaque, bien moins considérable que les deux autres, devait être conduite sur le fort Saint-Pierre. Elle ne devait être mise en usage que dans le cas où la Meuse, venant à déborder, forcerait de renoncer aux attaques plus essentielles de Bois-le-Duc et de Wick, et de diriger les efforts des assiégeants vers le saillant qui avoisine la porte de Bruxelles, et qui est armé d'un système de mine.

Fondés sur les exemples encore récents donnés par l'ennemi, à Lille, à Thionville, à Valenciennes et à Landrecies, de joindre le moyen terrible de l'incendie aux attaques ordinaires, les officiers commandant le siége de Maëstricht firent mettre en jeu trois batteries incendiaires, dont deux, placées vis-à-vis des portes de Bois-le-Duc et de Bruxelles, devaient enfiler les rues qui y aboutissent. La troisième, établie devant Wick, devait l'incendier. Ce plan d'attaque, dont Marescot était l'auteur, ayant été communiqué aux généraux, au commandant de l'artillerie et aux commissaires conventionnels, fut adopté à l'unanimité; seulement, le général Bollemont, chef de l'artillerie, réduisit à deux cents le nombre de deux cent vingt-six bouches à feu demandées, se fondant sur l'impossibilité où il était de les fournir.

Tandis que, pour attaquer Maestricht, on mettait en œuvre tous les moyens ordinaires et extraordinaires, le général Jourdan avait de nouveau battu les alliés, et remporté la victoire d'Aldenhoven. Kléber, qui, comme nous l'avons vu, avait puissamment contribué au gain de cette bataille, en forçant l'ennemi retranché sur la Roër, revint devant Maëstricht avec une grande partie de sa division; mais plusieurs brigades étaient néanmoins restées à l'armée de Sambre-et-Meuse; celle qui était destinée à faire le siége n'était plus que de 25,000 hommes, nombre bien insuffisant, puisque, sous Louis XV, on avait employé 94,000 hommes, infanterie et cavalerie, pour cette opération; mais alors les Français n'étaient point exaltés par cet amour de la gloire et de la liberté qui maintenant enfantait des prodiges.

Le 14 octobre, les commissaires conventionnels et Kleber, en vertu d'un ordre positif du Comité de salut public, envoyèrent une seconde sommation au prince de Hesse; et, pour le

convaincre que tout espoir de secours était perdu pour lui, ils lui proposèrent de faire partir pour Cologne, Bois-le-Duc et Coblentz, trois officiers de sa garnison, chargés par lui de s'assurer de la position respective des armées coalisées. Le prince de Hesse répondit, le lendemain, qu'il acceptait la proposition d'envoyer trois officiers aux places indiquées; mais il demanda en même temps la permission d'en expédier un quatrième à la Haye, pour prendre les ordres des hautes puissances, et que jusqu'à son retour, dont il s'empresserait de communiquer le résultat, les hostilités et les travaux de siége fussent suspendus de part et d'autre. Kléber ayant répondu que ces deux dernières demandes ne pouvaient être accordées, la négociation entamée n'eut point de suite, et, des deux côtés, on reprit l'attaque et la défense.

Cependant les Français manquaient des objets les plus indispensables pour pousser le siége avec vigueur. Des deux cents bouches à feu demandées par le général Marescot, onze seulement étaient arrivées le 18 octobre, et le général Bollemont déclara n'avoir aucune nouvelle de cent quatre-vingt-neuf qu'il attendait. A ce triste aveu, qui démontrait toute l'insuffisance des moyens à employer, et en même temps la négligence qui existait à cette époque dans les différentes branches du service militaire, le représentant du peuple Gillet-Laumont partit en poste pour aller lui-même savoir la cause de ce retard, et accélérer l'arrivée des pièces dont on ne pouvait se passer.

Gillet se servit si à propos de l'autorité que lui donnait son titre de représentant, que l'artillerie, attendue si longtemps, arriva enfin le 23 octobre, et, dans la nuit même qui suivit, on commença l'ouverture de la tranchée. Elle fut exécutée à l'attaque principale et à celle de Wick seulement. La nature du terrain permettait d'établir les travaux de Saint-Pierre très-près du fort, et ils furent, en conséquence, commencés dans la nuit du 25 au 26 octobre.

Ces différents travaux furent poussés avec toute l'ardeur dont étaient capables des Français enflammés du désir de vaincre. L'ennemi, du haut de ses remparts, faisait un feu presque continuel; mais les soldats bravaient tous les dangers avec une intrépidité qui remplissait leurs généraux d'espérance. Les dif-

1794 — an III. Belgique.

ficultés du terrain ne les arrêtaient point. En creusant la tranchée sur le flanc droit du mont Saint-Pierre, les mineurs découvrirent l'entrée d'une caverne profonde, et les rapports des gens du pays faisaient soupçonner que les nombreuses ramifications de cet immense souterrain pouvaient s'étendre jusque sous le fort. Des chasseurs à pied y étaient entrés, et assuraient y avoir tué un grenadier hollandais. Inquiétés par cette tentative, les assiégés, dans le dessein d'encombrer la rue principale de cette espèce de ville souterraine, firent jouer tout à coup un fourneau dans un pied-droit de la voûte. L'éboulement occasionné par cette explosion ne produisit point l'effet qu'ils en attendaient; il se forma seulement, à la surface du terrain, un vaste entonnoir de cinquante-quatre pieds de diamètre sur une profondeur à peu près égale à dix toises de distance de la ligne que devait occuper la première parallèle. Cependant la curiosité, et surtout l'amour du merveilleux et des aventures, sentiments si naturels à des soldats français, engagèrent une soixantaine de mineurs et de volontaires déterminés à s'enfoncer dans cette caverne inconnue, au milieu des ténèbres, à plus de cent cinquante toises de son embouchure. Un grand bruit qu'ils entendirent dans ce souterrain leur faisant croire que c'était l'ennemi, et qu'il existait une communication établie avec le fort, ils se livrèrent à l'enthousiasme, et résolurent de ne revoir le jour, le lendemain, que par l'issue de la forteresse. Dans cette idée, ils se portèrent en avant. Le bruit redouble; ils se précipitent en présentant la baïonnette : mais quel est leur étonnement!.... l'ennemi qu'ils rencontrent est un nombreux troupeau de porcs, caché dans cet antre par les gens du pays. Les ris succèdent à l'enthousiasme; ils poussent devant eux ces animaux, et les amènent au camp. Ainsi ces braves trouvèrent dans cette caverne, au lieu de la gloire qu'ils ambitionnaient, des vivres en abondance qu'ils ne cherchaient pas [1].

Mais cette même caverne allait réellement devenir une arène où devait s'engager un combat véritable. Le 28 octobre, les

[1] Cette anecdote, qui est peut-être au-dessous de la gravité historique, est consignée dans le rapport que le général Marescot a publié sur le siége de Maëstricht. On nous pardonnera sans doute d'en avoir égayé notre narration.

officiers du génie firent pratiquer une descente dans l'entonnoir produit par l'explosion du 24. Cette ouverture de précaution était faite pour servir de retraite, dans le cas où le mineur assiégé voudrait la couper, en faisant jouer encore quelques fourneaux pour encombrer la grande rue de la caverne. On ouvrit en même temps une communication de cet entonnoir à la parallèle. Dans le milieu de la journée, les chasseurs français sont attaqués dans l'intérieur de la caverne. Le lieutenant des sapeurs Pornet se met à leur tête, et marche à la rencontre de l'ennemi. Les coups les plus furieux se portent, malgré la grande obscurité de ces lieux souterrains; plusieurs Autrichiens et Hollandais sont tués. Les Français se rendent maîtres de la seconde entrée qui regarde la rivière de Jaar. En vain les assiégés se présentent avec du canon pour rentrer, leurs efforts sont inutiles; et, pour les dégoûter de la récidive, on fait jouer une batterie de quatre pièces de 16, établie sur la hauteur qui borde la rive gauche du Jaar.

Cette caverne de Maëstricht, à laquelle ces deux aventures avaient donné une sorte de célébrité dans l'armée, éveilla la curiosité des officiers du genie. Peu d'heures après le combat, ils descendirent dans ses cavités, avec des torches, des cordes et une boussole, dans le dessein de dresser le plan de cet immense labyrinthe [1]. Ils se concertèrent avec les officiers de mineurs, pour l'établissement de deux globes de compression, destinés à bouleverser les dehors du fort. On conduisit dans la caverne douze milliers de poudre, pour les charger; mais leur emplacement, un peu trop voisin du flanc de la montagne, faisant craindre que leur effet ne répondit pas à de si grands moyens, et les vides immenses qui existaient dans la caverne faisant encore présumer que la ligne de moindre résistance prendrait une direction différente de celle qu'on voudrait lui donner, on renonça momentanément à leur établissement. Mis en jeu trois jours après, ils justifièrent ces craintes, et ne réussirent qu'à produire une fumée épaisse, qui rendit la caverne inhabitable pendant plusieurs heures.

[1] Ces officiers ignoraient l'étendue du travail auquel ils voulaient se livrer. Ce plan s'est trouvé dans les papiers de la place. Il équivaut à celui d'une grande ville, et est extrêmement curieux.

1794—an III. Belgique.

Le 31 octobre, les travaux étaient terminés aux attaques de Wick et de Saint-Pierre. Les tranchées, les parallèles et les batteries étant en bon état, le général commandant l'artillerie demanda au général Kléber l'autorisation de tirer; mais ce général, qui désirait épargner l'effusion du sang, et à la ville les horreurs d'un bombardement, voulut auparavant renouveler la sommation. Il l'adressa aux habitants. Ceux-ci répondirent qu'étant soumis à l'autorité militaire, ils ne pouvaient que se résigner aux événements. Kléber, alors, permit de mettre en jeu les moyens préparés pour réduire la place; mais le feu des différentes batteries était si faible, qu'il ne dut servir qu'à encourager la résistance, et à donner une idée bien désavantageuse de l'artillerie de siége.

Pendant ce temps, les assiégés faisaient usage de toutes leurs ressources pour repousser des attaques qui, d'un moment à l'autre, devenaient plus sérieuses. Les nombreuses pièces qui garnissaient leurs remparts faisaient jour et nuit un feu terrible, dont les assiégeants se trouvaient incommodés. Plusieurs officiers de marque, parmi lesquels on cite l'adjudant général Lamarche et l'adjoint du génie Boisselier, furent blessés grièvement, le premier d'un éclat d'obus, et le second d'un biscaïen. Mais désormais les Français étaient en mesure de répondre à ce feu meurtrier. L'incendie s'était déjà manifesté dans plusieurs maisons de Maëstricht; un grand nombre de pièces avaient été démontées, et, le 3 novembre, le feu devint si vif et si multiplié, les bombes, les obus, les grenades et les boulets rouges faisaient un tel ravage dans la ville, qu'à six heures les assiégés effrayés, et craignant de voir consumer entièrement leur ville, envoyèrent en parlementaire un lieutenant-colonel hollandais. Il remit plusieurs lettres au général Kléber. C'était la correspondance entre le bourguemestre de la ville et le prince de Hesse. Le magistrat représentait au gouverneur l'effroyable position de la ville de Maëstricht, et suppliait le prince, au nom de tous ses habitants, de la sauver d'une destruction prochaine, en capitulant. Le prince répondait qu'il n'était pas éloigné de conclure une capitulation, si les Français, consentant à lui en accorder une honorable, permettaient à sa garnison de sortir avec armes et bagages et d'emmener ses canons. Le prince avait en outre

donné au parlementaire ses pleins pouvoirs pour traiter à ces conditions avec le général français. 1794 — an III. Belgique.

Mais Kléber connaissait trop bien sa position et l'extrémité où la ville était réduite, pour accorder des conditions aussi avantageuses. Il répondit au parlementaire que tout ce qu'il pouvait faire était d'accorder à la garnison de Maëstricht une capitulation semblable à celles qu'avaient obtenues les villes de Condé et de Valenciennes, c'est-à-dire qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre, qu'elle serait prisonnière et reconduite sur-le-champ sur les terres occupées par les armées coalisées, et ne pourrait servir contre les Français qu'après avoir été échangée. Kléber, pour décider plus promptement la garnison, fit redoubler les attaques pendant toute la nuit. L'artillerie française, servie avec précision et habileté, fit un ravage épouvantable dans Maëstricht. Cette malheureuse ville ne présentait plus qu'un vaste incendie, lorsque, le matin avant le jour, un second parlementaire fut introduit dans le camp. Il annonçait que la place se rendait aux conditions prescrites par les représentants du peuple Gillet, Frecine, Bellegarde, et par les généraux Jourdan et Kléber.

C'est ainsi que se termina le siége de Maëstricht, après onze jours de tranchée ouverte, dans une saison où jusqu'alors on se serait effrayé de la pensée de commencer un siége. Les officiers du génie s'y distinguèrent autant par leur conduite courageuse que par leur habileté. Ainsi qu'au siége du Quesnoy, ils avaient continuellement cheminé à la sape volante, sans que le feu de la place, avec toute son intensité, pût jamais les chasser. Ils négligeaient pendant le jour de se prolonger à la sape pleine, parce que ce travail leur paraissait à peu près nul auprès de celui qu'ils étaient assurés de déployer pendant la nuit. La beauté et l'immense développement des tranchées qu'ils avaient ouvertes pendant la première nuit en avaient tellement imposé à l'ennemi, que les officiers autrichiens, lors de la capitulation, avouèrent qu'ils avaient cru l'armée de siége forte au mois de 80,000 hommes. C'est cette illusion qui valut à l'armée la tranquillité dont elle jouit pendant toute la durée du siége. L'assiégé effrayé n'osait plus faire de sortie. Cette armée d'ailleurs avait secondé merveilleusement, par sa pa-

1794 — an III. Belgique. tience, son courage et son intelligence,[1] l'habileté de ses généraux : elle était cependant composée presque en entier de nouvelles recrues, totalement étrangères à la guerre des siéges; mais elle avait confiance dans ses généraux, et avec ce sentiment on ferait tenter l'impossible à des Français.

Cette conquête importante,[1] qui mettait entre les mains des Français l'un des principaux boulevards de la Hollande, avait été achetée par une perte de plus de 3,000 hommes. Les vainqueurs trouvèrent dans cette place trois cent cinquante-neuf bouches à feu, parmi lesquelles trois cent deux en bronze, presque toutes de gros calibre, quatre cents milliers de poudre (l'assiégé en avait brûlé neuf cent cinquante milliers), quatorze mille fusils, outre ceux qui furent deposés par la garnison sur les glacis de la place, et trente-six drapeaux hollandais et autrichiens, qui furent apportés en grande pompe à la Convention par un aide de camp du général Kléber; mais ce qui parut flatter davantage le représentant Gillet, fut la découverte qu'il y fit de la célèbre tête de crocodile fossile, connue en anatomie comparée sous le nom de *crocodile de Maëstricht*, l'un des plus beaux morceaux d'histoire naturelle qui aient brillé dans le cabinet du Jardin des Plantes à Paris.

8 novembre. (18 brum.) Hollande. *Siége et prise de Nimègue.* — Tandis que Kléber forçait la ville de Maëstricht à recevoir garnison française, une division de 18 à 20,000 hommes, détachée de l'armée du Nord et composée presque entièrement des troupes victorieuses à Oude-Watering, formait le siége de Nimègue, capitale de la Gueldre hollandaise. Cette ville ne pouvait être investie que sur la rive gauche du Wahal. L'armée anglaise, forte d'environ 38,000 hommes, campait de l'autre côté, et, par le moyen d'un pont de bateaux et d'un pont volant, avait la facilité de rafraîchir et de renouveler la garnison de cette place. Les fortifications de Nimègue étaient en bon état; ses ouvrages avancés étaient garnis de fortes pièces de canon et de mortiers, dont les feux se croisaient parfaitement. Ces ouvrages avancés couvraient les remparts, et faisaient un véritable camp retranché en avant de la place. Indépendamment de ces moyens de défense, une ligne circulaire de trous de loup, très-profonde et établie près des batteries, ceignait la place,

SIEGE DE NIMEGUE *en 1794.*



1000 2000 Mètres

et devait rendre inutiles les efforts de la cavalerie française. 1794 — an III. Hollande.

Le général en chef Pichegru avait remis provisoirement, comme nous l'avons déjà dit, le commandement de l'armée du Nord au général Moreau, et s'était rendu à Bruxelles pour y rétablir sa santé.

Le 26 octobre, le général Moreau, accompagné de plusieurs officiers généraux et du général du génie Dejean, reconnut la place de Nimègue avec quelques compagnies de grenadiers et une brigade de cavalerie.

La place fut investie le 27 octobre, sur la rive gauche du Wahal, et le général Moreau disposa les troupes de manière à pouvoir les rassembler sur un champ de bataille qu'il se ménagea : cette précaution était excellente, en raison des forces connues de l'ennemi, surtout en cavalerie. Pour compléter l'investissement de Nimègue, il aurait fallu faire passer le Wahal à une armée de 30,000 hommes, et battre les Anglais qui occupaient la rive droite ; mais le général Moreau ne crut pas devoir tenter cette entreprise : il se borna donc à former l'investissement dont nous venons de parler. Il fut effectué par la première division de l'armée du Nord, aux ordres de Souham ; par la cinquième division, commandée par le général Bonneau, et par une partie de la division du général Delmas. Le terrain compris entre la rivière de Meër et le Wahal fut occupé par la brigade du général Compère. Le général Moreau, ne pouvant suivre tous les détails du siége, en confia le commandement, pendant son absence, au général Souham.

Le 31 octobre, l'artillerie de siége, retardée par le mauvais temps et la difficulté du transport dans des chemins que la boue rendait impraticables, n'étant point encore arrivée, on établit deux batteries à l'amont et l'aval du Wahal, composées chacune de deux pièces de 16 et de deux obusiers. Le but de l'établissement de ces deux batteries était d'essayer la destruction du pont de bateaux et du pont volant dont les Anglais se servaient pour communiquer avec la place, ce qui devait enlever à la ville son principal appui, en mettant le fleuve entre elle et les Anglais : on se borna à ce petit nombre de pièces, par l'impossibilité d'en réunir de suite davantage, et on les fit appuyer par deux portions de parallèles.

1794 — an III. Hollande.

Le général de brigade du génie Dejean fit commencer l'ouverture de la tranchée dans la nuit du 1er au 2 novembre. A gauche, à l'aval du Wahal, on fit, entre le fleuve et la digue, le massif de la batterie projetée, épaulée contre les batteries de l'ennemi placées sur la rive droite du Wahal, et on construisit un bout de parallèle joignant d'une part la batterie, et de l'autre la digue; en même temps, à droite à l'amont du Wahal, on se portait, au moyen de quatre boyaux, à environ deux cent quarante toises en avant d'une grande digue, derrière laquelle était le dépôt de la tranchée, et on commença, à l'extrémité du quatrième boyau, une parallèle en avant du moulin destiné à protéger la batterie projetée.

Ces travaux furent perfectionnés dans la nuit suivante. A dix heures du soir, les tirailleurs français chassèrent un poste de troupes ennemies qui occupait, au haut du rideau, la petite maison ou la Gloriette, ainsi que le terrain destiné à la batterie. On profita de ce succès pour prolonger d'environ cent soixante toises le troisième boyau destiné à servir de tranchée; mais, l'ennemi étant parvenu à reprendre le poste de la Gloriette, on termina cette tranchée ou parallèle par un crochet.

Les Français s'en emparèrent de nouveau le 3. La tranchée fut prolongée d'environ douze toises en avant de ce point, et l'on établit deux autres batteries, l'une de deux pièces de 16, et l'autre de deux obusiers de 8 pouces, destinées, comme les premières, à battre le pont de bateaux et le pont volant. L'ennemi, pendant qu'on les établissait, fit un feu très-vif sur les travailleurs. Un sous-officier attaché à la brigade du génie eut la tête emportée par un obus.

Le lendemain, l'ennemi fit une sortie, se jeta d'abord sur l'attaque de droite, et se porta sur les batteries établies la veille. Nulles dispositions n'avaient été prises, de la part des Français, contre les sorties. Les troupes chargées de défendre la tranchée, ne recevant point d'ordre, et se voyant tournées, se mirent aussitôt à fuir : vainement on voulut les rallier. La première impression est toujours profonde sur des Français; et ces troupes épouvantées entraînèrent dans leur fuite les chefs mêmes qui cherchaient à les retenir, et les troupes de réserve placées au dépôt des tranchées, derrière la digue. La déroute

allait devenir générale, lorsque heureusement une compagnie de grenadiers, honteuse de suivre ainsi le torrent des fuyards, se rallia et revint sur ses pas ; ce faible noyau de braves est tout à coup grossi par un grand nombre d'autres, que le bon exemple rappelle à leur devoir. Les uns et les autres se mettent en bataille et s'avancent sur l'ennemi, qui d'abord veut opposer quelque résistance ; mais, renforcés par les troupes de l'avant-garde aux ordres du général Jardon, les Français repoussent les assiégés et parviennent à les tourner sur la droite. La tranchée et les batteries sont aussitôt reprises, et si les vainqueurs se fussent mis à la poursuite des vaincus, ceux-ci, que foudroyaient déjà les pièces des deux batteries, auraient été entièrement culbutés, et peut-être obligés tous de se rendre prisonniers. Cette sortie, qui coûta aux assiégeants une soixantaine d'hommes, et un plus grand nombre de blessés, occasionna aux assiégés une perte beaucoup plus considérable.

1794 — an III. Hollande.

Ces petits combats, qui se renouvelèrent plusieurs fois, n'empêchaient pas les assiégeants de pousser avec vigueur les différents travaux entrepris autour de la place. Au 7 novembre tout était préparé, et le général Souham donna les ordres pour effectuer une attaque générale : toutes les troupes montraient une ardeur qui garantissait la victoire. L'adjudant général Dardenne, à la tête de deux compagnies de grenadiers, osa, sans être soutenu, attaquer l'ouvrage le plus avancé de la place, et, malgré la vive résistance des Hollandais chargés de le garder, il parvint à s'en emparer. L'officier du génie Cazals y plaça aussitôt des travailleurs, afin de pouvoir s'y loger en cas de besoin. En même temps les batteries établies pour détruire le pont de bateaux et le pont volant, agissaient avec une précision qui faisait oublier qu'elles n'étaient garnies qu'avec des pièces de campagne. Les artilleurs français pointèrent avec tant de justesse que bientôt plusieurs bateaux furent coulés bas, et le pont volant fut rompu.

Cet événement décidait pour ainsi dire de la prise de la place. Les Anglais, renfermés dans Nimègue, furent tellement déconcertés par cette avarie dans leur moyen de retraite, que dans la nuit qui suivit ils réparèrent à la hâte le pont de bateaux et s'en servirent pour sortir de la place. Arrivés sur

1794 — an III. Hollande.

l'autre rive, ils se hâtèrent de brûler le pont, et laissèrent ainsi, dans Nimègue, les Hollandais à la merci des vainqueurs. Trahie et abandonnée à elle-même, cette portion de garnison, se voyant trop faible pour défendre plus longtemps la place, voulut essayer d'aller joindre les Anglais, en traversant le Wahal dans le bac du pont de bateaux ; à ce même moment, les Français, avertis par les habitants de Nimègue que leur ville était évacuée, s'étaient précipités dans ses murs. Les tirailleurs arrivent à l'instant où plus de quatre cents Hollandais embarqués sur ce bac s'efforçaient de quitter la rive. Les Anglais, aux premiers coups de fusil qu'ils entendirent, dirigèrent leurs batteries sur le bac en route pour aller les joindre, afin de le couler bas. Les cris et les plaintes des Hollandais n'arrêtèrent point le feu des batteries anglaises. Enfin le bac, atteint par les boulets, allait périr, et les malheureux Hollandais qu'il portait allaient être engloutis dans les flots, lorsque le général Souham, plus humain envers ses ennemis que les Anglais envers leurs alliés, donna ordre à ses batteries de faire taire les batteries anglaises, et fit aussitôt jeter dans le Wahal plusieurs petits bateaux, qui servirent à sauver les Hollandais d'une mort certaine. Le généreux Souham ne se borna point à cet acte d'humanité : craignant qu'on ne regardât Nimègue comme une ville prise d'assaut, et que le soldat ne se portât au pillage, il fit avec cette garnison, qu'il venait de sauver de la perfidie anglaise, un simulacre de capitulation, dont le seul article portait qu'elle serait prisonnière et déposerait ses armes sur les glacis de la place. Les Français trouvèrent dans Nimègue quatre-vingts pièces d'artillerie, huit mille fusils, et des magasins de vivres et de munitions considérables.

Au moment où Souham s'emparait ainsi de Nimègue, ses troupes, aussi bien que celles des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, étaient dans un état déplorable. Afin de donner à nos lecteurs une idée du peu de soin qu'avait de ses défenseurs ce gouvernement conventionnel qui tenait pourtant toute sa force de leurs victoires, nous citerons ce passage d'un auteur contemporain[1] : « Il faut avoir vu le dénûment absolu dans

[1] *Histoire chronologique de l'armée du Nord et de celle de Sambre-*

lequel se trouvait l'armée à la prise de Nimègue, pour s'en faire une idée. Sept mois entiers de bivouac avaient totalement usé leurs équipements. Il y en avait beaucoup qui auraient désiré se vêtir à leurs frais ; mais, avant même que les villes ne fussent prises, la réquisition de tous les draps était déjà arrêtée, et quand les soldats y entraient, il ne leur était seulement pas permis d'acheter de quoi rapiécer leurs vieux habits. Il n'y avait que l'agence de commerce et les réquisiteurs qui eussent le privilége de couvrir leur nudité. La position des officiers était encore pire, parce que, ne recevant aucun vêtement de la république, ils n'avaient aucun moyen de s'en procurer. Tous les généraux étaient outrés des obstacles qu'on faisait naître toutes les fois qu'un militaire réclamait les habits qui lui étaient dus, ou ceux qu'il voulait se procurer avec son argent. Souham, plus impatient que les autres, prit sur lui de chasser de Nimègue tous les réquisiteurs de l'agence de commerce; il les menaça même de les faire arrêter, s'ils s'avisaient d'y reparaître... On établit des bureaux où des draps furent délivrés aux officiers, qui les payèrent comptant, et un très-grand nombre eurent au moins de quoi se couvrir. Mais le soldat souffrit encore longtemps de la disette de bas, de souliers, de capotes, d'habits, et généralement de toutes les parties de l'équipement. Quoique le froid commençât d'être très-vif, il n'était pas rare de voir un factionnaire avec un habit dont les manches tombaient en lambeaux, sans capote, obligé de se couvrir avec son sac de campement. Notez que les subsistances n'étaient pas très-exactement fournies, et il est encore difficile de se faire une juste idée du comble de misère où le soldat était réduit. » 1794 — an III. Hollande.

La suite de nos récits prouvera qu'un pareil dénûment n'était point capable d'affaiblir le dévouement et le courage de ces dignes défenseurs de la patrie; et l'on va voir que nos braves donnaient le même exemple sur tous les points où ils combattaient.

Bataille de la montagne Noire. — Le général espagnol, comte de la Union, n'ayant pu empêcher les Français de s'em- 20 novemb. (30 brum.) Espagne.

et-Meuse, par David. Un vol. in-8°; Paris, Guerbart, 1795; page 129 et suivantes.

1794 — an III. Espagne. parer de Bellegarde, avait pris position entre cette ville et Figuières, à peu près à égale distance de ces deux places. Son armée, forte de 50,000 hommes, s'étendait, de gauche et de droite, depuis Saint-Laurent de la Mouga jusqu'à la mer, à la hauteur d'Ilanca. Ce développement de cinq lieues présentait une suite de fortifications dignes de la patience espagnole : on y comptait plus de quatre-vingt-dix rédoutes construites avec un soin extrême; la plupart flanquées, fraisées, entourées de fossés, étaient en état de soutenir une attaque de plusieurs jours. Ces redoutes occupaient toutes les hauteurs, et formaient, depuis Saint-Laurent de la Mouga jusqu'à la mer, plusieurs lignes de défense impénétrables. A Liere, un vaste camp retranché soutenait le flanc gauche de l'armée espagnole, tandis qu'il était appuyé lui-même sur le fort de San-Fernando de Figuières.

Défendus de cette manière par tout ce que l'art peut inventer de plus formidable, les Espagnols étaient pour ainsi dire dans la certitude de ne pas être attaqués au milieu de ces camps et de ces redoutes multipliées. Mais, dans cette guerre de montagnes, les Français, aguerris par des milliers de combats, étaient habitués à affronter tous les genres d'obstacles; et Dugommier résolut de faire contre les Espagnols une attaque générale et décisive. Ayant reconnu que leur gauche était la plus faible et la moins fortifiée, il se décida à porter d'abord de ce côté ses efforts.

Augereau, qui commandait la division de droite, reçut l'ordre d'attaquer la gauche de l'armée espagnole; tandis que le centre, aux ordres du général Pérignon, devait attaquer la droite, et que la cavalerie, dirigée par les généraux Dugua et Quesnel, ainsi que l'artillerie légère, commandée par le général Guillaume, resteraient en réserve sur la grande route, en avant de la Jonquière. Le général Sauret, à la tête de la division de gauche, flanquée du côté d'Espolla par la brigade du général Victor, devait faire en même temps de fausses attaques, pour tenir en échec les Espagnols sur ce point.

Cependant, les moyens que Dugommier avait à sa disposition paraissaient bien au-dessous de ceux qui semblaient nécessaires pour l'exécution d'un aussi vaste plan. L'armée fran-

çaise comptait à peine 25,000 hommes. On manquait de pain, les magasins étaient épuisés, le pays était ruiné ; il fallait donc se battre pour conquérir des vivres sur l'ennemi, et tenter une entreprise difficile, ou se résoudre à faire une retraite déshonorante, qui introduirait encore les Espagnols sur le territoire de la république. Le 16 novembre, le général Augereau partit, à l'entrée de la nuit, de Darnins, un peu en avant de la Gullana, passa la Mouga un peu vers l'ouest de la fonderie, marcha toute la nuit, et arriva avant le jour sur les derrières espagnols, par le revers méridional de la montagne de la Madeleine. Il fut joint, dans cette marche, par la brigade du général Davin. Toutes les autres colonnes de l'armée s'étaient également mises en mouvement. Le général en chef Dugommier et le commissaire conventionnel Delbret vinrent, en avant de Darnins, passer la nuit dans une grotte très-profonde, qui servait de quartier au général Guillaume. Dès quatre heures du matin, ils se rendirent sur le sommet de la montagne Noire, position très-élevée d'où ils pouvaient tout voir et tout diriger.

1794 — an III. Espagne.

L'attaque générale commença à six heures du matin sur toute la ligne. Augereau s'avança sur les Espagnols et les émigrés français qui occupaient le revers septentrional de la montagne de la Madeleine : le général Courten, qui les commandait, se défendit avec un courage et une présence d'esprit qui multiplièrent les obstacles pour les assaillants ; les émigrés surtout opposèrent la plus vive et la plus opiniâtre résistance. Français contre Français devaient tenir longtemps le succès indécis. Cependant, Courten, prévoyant dès le commencement de l'affaire quelle pourrait en être l'issue, demandait incessamment des secours au quartier général ; ils n'arrivèrent pas, et déjà les républicains faisaient des progrès effrayants. Chargés à la baïonnette avec une furie qui les étonne, les Espagnols lâchèrent pied les premiers et se débandèrent en désordre. Les émigrés, qui combattaient toujours vaillamment, se voyant près d'être enveloppés, imitèrent le mouvement rétrograde des Espagnols, et se retirèrent emmenant avec eux leur artillerie. Augereau poursuivit ses avantages : toutes les redoutes ennemies situées sur la rive droite de la Mouga jusqu'à Escaulas furent emportées avec une égale rapidité.

1794—an III. Espagne. Mais pendant que le succès couronnait ainsi les efforts de la droite des Français, ils étaient vigoureusement contenus sur leur centre. La division du général Sauret, quoique soutenue par la brigade Victor, était trop faible pour enlever des positions presque inexpugnables que les Espagnols défendaient avec 25,000 hommes. Après plusieurs attaques infructueuses, les Français furent repoussés avec perte par le général espagnol Belvis, tandis que le général Tarranco, prenant tout à coup l'offensive, les chassait de leurs propres redoutes à Espolla, et que le vicomte de Gand, gagnant de vitesse sur eux, les attaquait jusque dans leur camp de Canteloup.

Dans cet état de choses, on se battit toute la journée, et la nuit seule vint apporter quelque répit à des hommes las de s'égorger depuis six heures du matin. Mais, dès la pointe du jour, les Français recommencèrent l'attaque sur tous les points. Augereau, après avoir rassemblé toutes ses troupes, marche de nouveau sur la gauche des Espagnols, que Courten avait ralliée. En même temps les autres divisions se portaient courageusement en avant. Dans ce moment, un obus lancé par les Espagnols éclata sur la tête du général en chef Dugommier, qui, stationnaire au centre de son armée, n'avait point quitté la montagne Noire. Ce général est renversé, sa tête est fracassée, son sang rejaillit sur ceux qui l'entourent. Ses officiers et deux de ses fils qui se trouvaient à ses côtés le relèvent; un reste de vie l'animait encore; et, général prudent jusque dans les bras de la mort, il dit aux officiers qui l'entourent : « Faites en sorte de cacher ma mort à nos soldats, afin qu'ils achèvent de remporter la victoire, seule consolation de mes derniers moments ! » Il expire en prononçant ces mots. Le commissaire conventionnel Delbret, témoin de ce funeste événement, ordonne sur-le-champ au général Pérignon de prendre le commandement de l'armée.

Sur ces entrefaites, le général Sauret, vivement pressé par l'ennemi, réclamait de prompts secours. Pérignon vole à lui, repousse les Espagnols, rétablit le combat dans le centre de l'armée, et retourne à la gauche, qui attaquait vigoureusement l'ennemi dans ses nouvelles positions. Une batterie de seconde ligne, rapprochée de Figuières, et que ceux qui la défendaient croyaient inexpugnable, est enlevée à l'arme blanche par les

Français. Les Espagnols, poursuivis de redoute en redoute, sont forcés de les abandonner successivement. Courten ordonne la retraite, et vient se mettre à l'abri sous les canons de la place. Cependant le combat continuait toujours sur les autres points de la ligne, et les Français, vainqueurs de la droite, n'avaient pu encore entamer ni le centre ni la gauche de l'ennemi, lorsque la nuit força les deux armées à prendre quelque repos. 179 — an III. Espagne.

Toutefois il n'était plus possible de cacher aux soldats la mort de leur intrépide général en chef, et cette circonstance, jointe à la nécessité d'examiner la situation respective des différents corps de l'armée, ne permit pas au général Pérignon, qui remplaçait provisoirement Dugommier, de recommencer le lendemain une attaque dont le plan ne lui était connu que partiellement. Les Français restèrent donc inactifs dans la journée du 19, et les Espagnols étaient trop fatigués des combats précédents pour tenter de prendre l'offensive. Mais s'étant procuré tous les renseignements qui lui étaient indispensables, et plein de confiance dans les dispositions des officiers et des soldats, le brave Pérignon s'empressa de mettre à profit la position critique de l'ennemi, et surtout l'ardeur qu'un premier avantage avait inspirée à l'armée, impatiente d'ailleurs de venger la mort du chef qu'elle venait de perdre.

Le 20, à quatre heures du matin, le général français dirigea son principal effort sur le centre des Espagnols occupant les redoutes de la Señora del Roure, du pont des Moulins et du camp de Lière. Une colonne fut envoyée pour tourner l'ennemi par Cistella, deux autres partirent du centre : l'une, tournant la montagne Noire, devait prendre en flanc les redoutes de Passimilians et de Tipans, et l'autre était destinée à attaquer les Espagnols de front du côté de la grande route d'Espagne ; le reste du centre des Français devait rester en réserve sur cette même route avec l'artillerie légère, tandis que la gauche tiendrait l'ennemi en échec par de fausses attaques.

Plus rapprochées et mieux soutenues que dans la journée du 17, les troupes du général Augereau font des progrès rapides : les redoutes de Passimilians et de Tipans sont emportées. Le général en chef espagnol la Union, instruit de cet échec, se porte sur-le-champ sur ce point, et cherche à ranimer ses troupes

1794— an III. Espagne. découragées en se mettant à leur tête pour reprendre l'offensive ; mais, bientôt enveloppé par les tirailleurs français, il est atteint de deux balles et tombe mort. Le désordre se met dans les rangs espagnols. Le prince de Monforte, le plus ancien lieutenant de l'armée ennemie, et le marquis de las Amarillas se disputent le commandement, qui reste enfin au dernier. Les Français continuent à se porter en avant, ils s'emparent du camp de Lière et des redoutes voisines. Après trois heures d'un combat opiniâtre, les ouvrages de la Señora del Roure, de Vilarcorli et du pont des Moulins sont également enlevés. Les canons des batteries du camp de Liere sont dirigés sur les retranchements élevés sous les murs de Figuières par les troupes du général Courten, qui s'y était réfugié dans la journée du 18.

La division de gauche des Français et la brigade du général Victor, voyant les progrès de la droite, redoublent d'efforts, et parviennent à s'emparer des retranchements de Saint-Clément et d'Espolla. Le marquis de las Amarillas, convaincu que la résistance était désormais inutile, donne ordre au général Isquierdo, qui se trouvait encore à la tête de 4,000 hommes d'infanterie et de 3,000 chevaux, de faire sa retraite sur Puig-Orriol, et fait dire au général Courten de protéger ce mouvement; mais au moment où ces troupes s'ébranlaient pour rétrograder, la colonne française, qui venait de s'emparer du pont des Moulins, réunie à l'artillerie légère placée en réserve sur la grande route d'Espagne, débouche tout à coup par cette route et par les derrières des positions d'Esterella. La déroute des Espagnols est alors complète. Foudroyés par l'artillerie légère, ils font une perte immense, et chacun cherche à se sauver comme il peut sur Peralla, et de là sur la Fluvia. Las Amarillas avait indiqué Gironne comme point de retraite ; mais tel fut l'effet de la dispersion des Espagnols, que la réunion des troupes ne put s'effectuer que longtemps après cette déroute extraordinaire. Le général Augereau fit investir à l'instant même Figuières, dont la garnison avait été en partie retirée pour renforcer le camp de Lière. La ville se trouvait, par compensation, remplie de 7 à 8,000 fuyards de tous les corps, sans discipline et sans chefs.

Les Espagnols éprouvèrent une perte énorme dans ces différentes affaires. Outre leur général en chef la Union, ils per-

dirent encore deux autres généraux, dont l'un fut tué de la main de l'adjudant-général Duphot. Environ 10,000 hommes restèrent sur le champ de bataille, 8,000 furent faits prisonniers; on leur enleva trente pièces de canon, deux drapeaux, et des tentes pour 12,000 hommes. On fit sauter toutes les redoutes; les explosions eurent même lieu à la fin de la dernière action, et contribuèrent à augmenter la confusion et la terreur des Espagnols en retraite. La perte des Français fut peu considérable : elle ne fut évaluée qu'à 6 ou 700 hommes en tués ou blessés; mais nous sommes fondés à croire que cette évaluation n'est pas exacte.

1794—an III. Espagne.

Les Espagnols ignoraient encore après la bataille le sort du comte de la Union. Le marquis de las Amarillas envoya au quartier-général de Pérignon, pour savoir ce qu'était devenu le général en chef espagnol; et ce fut alors qu'on lui apprit que le corps du comte avait été trouvé près de l'hermitage du Roure, percé de deux balles.

Ainsi les deux armées se virent privées de leur chef presque dans la même bataille, car le combat du 20 novembre peut être considéré comme la suite de celui du 18. Mais les Français ressentirent plus vivement que les Espagnols la perte de leur illustre général. La douleur des soldats absorba dans leurs cœurs le sentiment qu'inspire la victoire. Ils gagnèrent leurs quartiers à pas lents et dans l'attitude du regret. On creusa, au milieu de la forteresse de Bellegarde, la tombe qui reçut le corps défiguré du vainqueur des Anglais et des Espagnols. L'armée entière accompagna cette pompe lugubre; généraux, officiers, soldats, citoyens, tous versaient des torrents de larmes : éloge sublime, et qui prouvait mieux pour la gloire du défunt que l'oraison funèbre la plus éloquente.

Dugommier avait cinquante-huit ans quand la mort vint le frapper sur le champ de bataille. Il était l'idole des troupes, qui avaient pour lui un dévouement sans bornes. Avare de leur sang, on le vit souvent s'exposer lui-même avec la plus rare intrépidité. Souvent il visitait les camps, et se plaisait à converser avec les soldats, qui se pressaient autour de lui pour recueillir ses paroles de bonté, d'encouragement ou d'espérance. A la première nouvelle de sa mort, un cri unanime se fit en-

1794—an III. Espagne. tendre dans les rangs, comme autrefois dans l'armée de Turenne : « Nous avons perdu notre père ! »

27 novemb. (7 frim.) *Prise de Figuières.* — Nous avons dit que, le soir même du combat du 20 novembre, le général Pérignon avait fait investir, par les troupes de la division Augereau, la place de Figuières. Les Espagnols, au moment de leur défaite, s'étaient d'abord réfugiés sous le canon de cette place ; mais poursuivis vivement par les Français, il avaient à la hâte abandonné leurs positions pour s'enfuir à sept ou huit lieues plus loin. Cependant un grand nombre de fuyards s'étaient jetés isolément dans Figuières, et remplacaient une partie de la garnison qui avait été combattre en ligne. La forteresse, que les Espagnols appellent San-Fernando, est une des plus belles de l'Europe. Tout y est voûté, casematé à l'épreuve de la bombe. Cependant elle est exposée à être enfilée de plusieurs côtés, et se trouve commandée au nord et à l'ouest par plusieurs éminences; mais l'éloignement de ces dernières du corps de la place les empêche d'être avantageuses pour la battre en brèche. Quand Pérignon se présenta devant ce fort, il était approvisionné de tout ce qui est nécessaire pour soutenir un long siége. Les fortifications, ouvrage du célèbre Vauban, étaient en bon état, fournies d'une nombreuse et belle artillerie; les citernes étaient remplies d'eau, et 10,000 hommes au moins lui servaient de garnison; mais, composée en grande partie, comme on vient de le voir, des débris épars de l'armée vaincue, cette garnison manquait entièrement de cette force morale, bien préférable au nombre dans la guerre. La division était parmi elle, et telle était l'insubordination des troupes, que souvent elles refusaient de faire leur service.

Pérignon, qui n'ignorait point ces détails, et qui savait qu'en toute autre circonstance il n'aurait pas pris Figuières avec une armée de 50,000 hommes, ne désespéra point de s'en emparer avec 15,000. Dès son arrivée devant la place, il avait tourné contre elle les batteries enlevées aux Espagnols. En même temps, il faisait faire au gouverneur André Torrès une sommation impérative, dans laquelle il le menaçait de le faire passer au fil de l'épée, lui et sa garnison, s'il ne se rendait pas. Torrès, épouvanté, assembla son conseil, et, par une lâcheté difficile à comprendre, tous les officiers qui le composaient furent d'avis d'en-

trer en pourparlers, à l'effet d'obtenir une capitulation. Deux parlementaires, envoyés, d'après cette délibération, au général Pérignon, à son quartier-général de la Jonquière, lui demandèrent le temps nécessaire pour écrire au général en chef espagnol, et recevoir sa réponse. Pérignon, qui craignait de voir s'affaiblir la terreur qu'il savait avoir inspirée, refuse nettement cette permission, et fait informer le gouverneur qu'il ait à se décider promptement, attendu que ses troupes demandent avec impatience le signal d'une attaque générale. Le découragement des Espagnols était si grand, qu'ils ne s'aperçurent pas combien les Français étaient peu dans le cas de soutenir ce ton d'arrogance. Tremblant à l'idée d'un assaut, le faible Torrès, qui s'était cependant distingué au siége de Toulon, à la prise du fort Pharon, consent à capituler le 27 novembre. 10,000 Espagnols, qui auraient pu tenir pendant six mois les Français devant la place, en sortirent honteusement au bout de quelques jours d'investissement, pour déposer leurs armes sur les glacis, et être conduits prisonniers en France.

1794—an III. Espagne.

La prise de Figuières étonna les vainqueurs eux-mêmes, quand ils virent quels puissants moyens de défense avaient entre leurs mains les vaincus. Deux cents pièces de canon, la plupart de gros calibre, garnissaient les murailles; deux cents milliers de poudre étaient dans les magasins, avec un nombre proportionnel de boulets, de bombes et d'obus. Une quantité immense de farine, de viandes salées, de vin, de vinaigre, d'eau-de-vie, etc., était comme amoncelée dans cette forteresse. Cette conquête approvisionna l'armée française, lui fournit 600,000 livres en numéraire, lui valut la possession d'une foule d'objets d'équipement et de campement, et lui ouvrit l'entrée du Lampourdan, pays riche en grains et en vins.

La promptitude de la reddition d'une forteresse aussi importante fit attribuer cet événement à la trahison; et cette opinion obtint, dans le temps, autant de crédit chez les Français que chez les Espagnols [1]. Le roi d'Epagne fit mettre en prison le

[1] Il paraît cependant, par le propre témoignage des Espagnols, que la terreur inspirée par les armées républicaines eut la plus grande part dans la reddition de Figuières. Les relations du temps rapportent une conversa-

1794 — an III. Espagne. gouverneur Torres et les officiers de son état-major. Ce gouverneur et trois officiers furent condamnés a mort; mais le monarque, indulgent, commua leur peine en un exil perpetuel.

La prise de Figuières fut le dernier exploit de l'armée des Pyrénées-Orientales, dans la campagne de 1794. Les troupes françaises et espagnoles entrerent en quartiers d'hiver. Mais le général Pérignon s'occupa des préparatifs du célèbre siége de Roses, dont nous donnerons les détails quand nous rendrons compte de la campagne de 1795.

28 novembr. (8 frim.) *Combat de Bergara; fin de la campagne dans les Pyrénées-Occidentales.* — Pendant que l'armée des Pyrénées-Orientales remportait des succès aussi brillants, celle des Pyrénées-Occidentales, plus circonspecte dans ses opérations, par les causes que nous avons déduites en racontant l'invasion de la vallée de Roncevaux, se bornait à manœuvrer pour assurer ses quartiers d'hiver.

Le général Moncey, après l'invasion dont nous venons de parler, était resté quelques moments dans l'incertitude sur le parti à prendre pour mettre à profit cette expédition. On était à la portée de Pampelune, et la prise de cette ville flattait trop l'orgueil des commissaires conventionnels, pour qu'ils ne pensassent point à l'exécuter. Cependant l'artillerie n'était point prête pour un siége de cette importance; les approvisionnements étaient peu abondants, les transports étaient pour ainsi dire impossibles par des chemins impraticables, et, par dessus tout, la mauvaise saison était arrivée. Aussi Mon-

tion qui eut lieu à cette occasion entre le conventionnel Delbret et le lieutenant-colonel Ortozonar, l'un des parlementaires espagnols. Elle fait connaître l'état de démoralisation des troupes renfermées dans la place. La capitulation venait d'être arrêtée : « Maintenant que tout est signé, dit Delbret à l'officier espagnol, vous pouvez parler franchement. N'est-il pas vrai que vous manquiez d'une artillerie suffisante pour la défense de la place? — Il y a deux cents pièces d'artillerie en batterie sur les remparts. — Vous n'aviez donc pas de munitions? — Nous en avions pour six mois. — Manquiez-vous de subsistances? — Tous les magasins en sont remplis. — Votre garnison est donc trop faible? — Elle est de dix mille combattants. — Que vous manquait-il donc pour vous défendre? — Cela (en mettant la main sur son cœur). Si j'avais eu sous mes ordres trois mille hommes de vos troupes, vous n'auriez jamais été maitres du fort. »

cey, qui savait apprécier justement tous ces obstacles, reproduisait-il son système de concentration de l'armée sur les frontières de la Biscaye, en occupant la partie septentrionale du Guipuscoa, et en gardant les vallées de Bastan et la lisière de celle de Roncevaux ; mais les représentants du peuple s'opposèrent à ses desseins par un arrêté formel : il fallut obéir.

1794—an III. Espagne.

Contraint de tenter malgré lui une entreprise dont il prévoyait le mauvais résultat, Moncey prit cependant toutes les précautions qui pouvaient la faire réussir, ou du moins l'empêcher d'être désastreuse. L'armée qu'il commandait fut alors partagée en quatre grandes divisions : la première, sous les ordres du général Frégeville, prit position à Lecumbery; la seconde, sous le général Marbot, occupait l'espace entre Lecumbery et Olague; ses avant-postes furent poussés jusqu'à Gascue, Latassa et Ostiz; la troisième s'étendait depuis Larrasoana jusqu'à Viscaret, et était commandée par le général Delaborde; enfin la quatrième était répartie dans les villages de Burguete, Roncevaux, Aribe, Garralda, Orbaïcet, Orbara et Villanova (ce dernier, au delà de la rivière d'Irati), sous les ordres du général Manco.

Dans cette position trop étendue, et qui pouvait compromettre la sûreté des divisions, les Français furent cependant peu inquiétés. Les Espagnols faisaient eux-mêmes leurs préparatifs pour entrer en quartiers d'hiver, et paraissaient peu disposés à combattre. Du côté de Villanova, Manco borna ses operations à l'incendie de quelques villages. On ne fit rien d'essentiel jusqu'au 25 novembre : ce jour-là le général Marbot fit attaquer les Espagnols sur tous les points qui lui étaient opposés. Cette attaque était combinée pour approcher de Pampelune, et en préparer l'investissement. Sur la droite, le général de brigade Pinet, avec deux bataillons et 60 dragons emporta le village de Navaz, qui fut vainement défendu avec opiniâtreté par 3,000 Espagnols ; mais ce mouvement fut suivi d'une prompte retraite, parce que la gauche avait été repoussée dans son attaque sur les villages de Saurauzen, Olaye et Olaiz. Les Espagnols, qui avaient reçu des renforts, reprirent même l'offensive, et culbutèrent les Français, qui s'étaient arrêtés sur les

1794 —an III. Espagne.

hauteurs d'Ostiz. Ils se maintinrent dans cette position, malgré les efforts de nos troupes pour la réoccuper.

Ce n'était pas sans crainte que les Français, découragés, harassés de fatigue et dépourvus de munitions, attendaient la journée du lendemain. L'attaque recommença de bonne heure, avec une nouvelle fureur. Les Espagnols semblaient reprendre leurs avantages de la veille, lorsqu'un bataillon basque, de Zuberi, commandé par l'adjudant-général Harispe, vint, à travers les montagnes, les attaquer par derrière. A cette attaque inopinée, le désordre se mit dans les rangs des Espagnols, qui se crurent tournés par des forces beaucoup supérieures, et la déroute devint bientôt générale. Près de 600 Espagnols restèrent sur le champ de bataille; le reste s'enfuit précipitamment. Environ 400 Français avaient été mis hors de combat pendant ces deux journées. Les habitants de Pampelune, regardant la victoire des Espagnols comme certaine, étaient sortis en foule de leur ville pour jouir de ce spectacle. Au moment où la fortune des armes se déclara contre les Espagnols, pleins d'épouvante, ils rentrèrent précipitamment dans leurs murs, croyant déjà voir sur leurs remparts les agiles chasseurs de Zuberi.

Cependant la supériorité numérique des Espagnols aux environs de Pampelune pouvait, malgré ces succès momentanés, devenir funeste aux Français; car si le comte de Colomera eût su rassembler ses forces sur ce point, il lui eût été facile de faire évacuer la vallée de Bastan, et par suite de cette manœuvre, qui lui eût rendu les postes de Bevra et d'Irun, il eût coupé les troupes françaises qui étaient en Biscaye et à Tolosa, et eût singulièrement compromis leur sûreté. Les Français eux-mêmes sentaient de plus en plus tout le désavantage de leur position. Les chemins devenaient chaque jour plus difficiles pour les convois et transports, et les soldats, exténués pas le défaut fréquent de vivres, et par les eaux dures et corrosives des montagnes, remplissaient déjà les ambulances et les hôpitaux, qui étaient également dépourvus des objets nécessaires aux malades. Heureusement le général en chef, qui avait écrit au Comité de salut public pour se plaindre de l'obstination des commissaires conventionnels, reçut enfin l'autorisation nécessaire pour suivre ses propres desseins, et non les volontés des représentants. En

conséquence il arrêta l'évacuation de la Navarre, et fixa ce mouvement au 29 novembre. 1794 — an III. Espagne.

Dans la vue toutefois de rendre sa retraite facile et honorable, il combina une attaque sur Bergara, en même temps que les troupes de gauche opéraient leur mouvement rétrograde. La division du général Frégeville partit de Lecumbery dans la nuit du 27 novembre, tandis que les brigades des généraux Schils, Merle et Laroche se dirigeaient de Guetaria sur Bergara pour attaquer l'ennemi sur son front et sur ses ailes. Le 28 à midi, le chef de bataillon Gravier commença le combat en jetant en avant quelques compagnies d'infanterie légère en tirailleurs. Bergara est dans une position d'un accès très-difficile. Les Espagnols y avaient élevé des retranchements en gradins, et s'y trouvaient en force. Une compagnie des gardes du corps du roi d'Espagne faisait partie des troupes. Les tirailleurs ayant été soutenus successivement par d'autres troupes, les Français abordèrent bientôt les retranchements ennemis, et le mouvement des différentes colonnes se trouva si bien combiné dans cette attaque, que les Espagnols qui occupaient les retranchements, et notamment les gardes du corps, prirent l'épouvante et s'enfuirent : cet exemple fut bientôt suivi par les autres troupes. Les retranchements furent emportés. 300 Espagnols furent tués, 250 faits prisonniers; quatre drapeaux, cinq mille fusils, la caisse militaire et trente-huit caissons tombèrent au pouvoir des Français. Il est probable que si la marche du général Frégeville, qui devait se prolonger sur Salinas et Mondragon, n'avait pas été retardée par diverses circonstances, le corps espagnol placé sur ce point eût été entièrement enlevé. Les vaincus fuyaient avec tant de vitesse, et étaient poursuivis avec une telle ardeur, que le général espagnol Ruby, qui avait été surpris au moment où il allait se mettre à table, fut obligé de se jeter à la nage pour se sauver ; un tambour français s'était attaché à sa poursuite, et le général ne trouva point de meilleur expédient pour éviter d'être fait prisonnier, que celui d'ôter son uniforme brodé, et de le jeter à ce tambour.

Les Espagnols se retirèrent à Salinas, abandonnant toute la vallée d'Araguil. Après avoir pillé Bargara, les Français occupèrent les villages d'Azcoitia et d'Azpeytia, et s'emparèrent des

1794 — an III. Espagne. superbes fonderies, que la retraite précipitée de l'ennemi ne lui permit point de détruire.

Le 29 novembre, toutes les divisions de l'armée des Pyrénées-Occidentales établies dans la Navarre effectuèrent leur retraite, ainsi que Moncey l'avait sagement ordonné. La division de droite, aux ordres du général Frégeville, se retira sur Tolosa; celle du général Marbot, sur Lesaca et Cincovillas; celle de Delaborde, sur la vallée de Bastan; et enfin celle du général Manco, sur Saint-Jean-Pied-de-Port, par Arizu et les Aldudes. Nulle part les Espagnols ne cherchèrent à porter obstacle à ce mouvement rétrograde : ils se contentèrent de réoccuper toutes les positions dont ils avaient été chassés dans le mois de juin, c'est-à-dire que leur droite fut appuyée aux Aldudes, à Orbaicet et Eguy, leur centre au nord de la vallée d'Ulzema, et leur gauche à Lecumbery et au col d'Arraitz, couvrant la grande communication avec la Navarre. Dans ces positions respectives, les Français conservaient le cours de la Bidassoa.

Le 7 décembre suivant, le chef du premier bataillon des chasseurs basques, Harriet, revenant de l'expédition de Bergara, eut ordre d'occuper Gatzelu, village à une lieue et demie à la gauche de Tolosa. Il y trouva les Espagnols : une fusillade très-vive s'engagea, à la suite de laquelle Harriet chassa les ennemis du village, et les poursuivit jusqu'au delà de Gorriti.

Ce dernier engagement termina, aux Pyrénées-Occidentales, la campagne de 1794. Les Français, sans remporter d'éclatants avantages sur ce point, firent cependant pencher la fortune en leur faveur, et préparèrent les succès de la campagne suivante.

Le général Moncey se trouvait à la tête d'une armée nombreuse et aguerrie, dans laquelle il sut maintenir un excellent esprit, en mettant plus d'ensemble dans ses opérations, malgré les contrariétés qu'il éprouva de la part des commissaires conventionnels. On verra dans l'année qui va suivre, le résultat des sages combinaisons de ce général en chef : les succès qu'obtiendra l'armée des Pyrénées-Orientales ne contribueront pas moins à forcer un descendant de Louis XIV de traiter d'égal à égal avec les républicains, et de demander la paix aux hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI.

28 décembr. (8 nivôse.) Hollande. *Prise de l'île de Bommel et du fort de Grave.* — L'état de

denûment dans lequel se trouvaient les troupes françaises sur les frontières de la Hollande, la rigueur de la saison, l'extrême difficulté des communications, par le débordement des rivières et des canaux, et le mauvais état des chemins, n'arrêtèrent point les commissaires conventionnels dans l'exécution des ordres du Comité de salut public. Habitués à la patience et au dévouement des défenseurs de la patrie, comptant beaucoup sur l'élan que des succès multipliés avaient communiqué aux soldats, ces commissaires résistèrent opiniâtrément a toutes les représentations que leur firent les généraux pour accorder quelque repos a des hommes harassés de fatigues ou exténués de privations. La conquête de l'île de Bommel et la prise du fort de Grave manquaient au complément des opérations de cette campagne glorieuse et pénible, et la saison paraissait devoir plutòt favoriser ces entreprises qu'y apporter les obstacles qu'on craignait. Les commissaires étaient confirmés dans cette opinion par les conseils du général Daendels, Hollandais de naissance, au service de la république depuis le commencement de la guerre. Cet officier général ne partageait point les craintes de ses collègues sur le résultat d'une opération dont il demandait que la direction lui fût confiée. Les connaissances qu'il avait du climat et des localités déterminèrent les commissaires de la Convention à lui remettre l'exécution du plan du Comité de salut public.

1794 — an III. Hollande.

Daendels fit, en conséquence, réunir un grand nombre de petits bateaux au fort de Crèvecœur et dans les anses de la rive gauche de la Meuse. Les matériaux propres à la construction d'un pont furent rassemblés à Bois-le-Duc. D'autres bateaux se trouvèrent près de Rockerdom et dans une anse du Wahal. Mais toutes ces embarcations ne pouvaient contenir que de l'infanterie, et n'étaient point propres au transport de la cavalerie et de l'artillerie.

Le point de Rockerdom était assez important pour rendre nécessaire une attaque sérieuse; mais la difficulté du passage fit décider qu'on se bornerait à menacer de ce côté. On en fit autant pour le fort Saint-André. La principale attaque devait avoir lieu sur l'île de Bommel.

C'était, comme nous venons de le dire, le général Daen-

1794 — an III Hollande.

dels(1) qui la conduisait, et on ne pouvait faire un meilleur choix parce que cet officier avait une connaissance exacte et pratique des lieux sur lesquels il allait agir, et parce qu'il venait d'ailleurs d'explorer de nouveau et avec le plus grand soin les rives de la Meuse. Cependant, malgré ces avantages, Daendels ne dissimulait point toutes les difficultés qu'allait présenter cette entreprise hasardeuse.

Elle commença le 12 décembre. La fausse attaque près de Rockerdom réussit d'abord assez heureusement. Quatre compagnies de grenadiers passèrent le Wahal dans des bateaux, firent prisonnier un major hanovrien, et enclouèrent quatre canons. Mais l'alarme s'étant répandue parmi les troupes hanovriennes, elles accoururent sur le point de débarquement. Les Français ne les attendirent point; et comme l'officier qui commandait les grenadiers avait ordre de ne point se compromettre, puisque l'attaque n'était que simulée, les quatre compagnies se rembarquèrent à la vue des colonnes ennemies, et évitèrent un engagement que l'infériorité de leur nombre aurait pu rendre funeste. Le général hanovrien Busche fut tué dans cette attaque.

L'attaque qui eut lieu au fort Saint-André eut un plus fâcheux résultat. L'ennemi, averti par un transfuge, du dessein des Français, se tenait sur ses gardes, et toutes les batteries du fort étaient prêtes à tirer. Les soldats français arrivent avec leur confiance et leur intrépidité ordinaires. L'ennemi les laisse approcher à demi-portée, et fait sur eux un feu si vif et si bien soutenu, que la moitié des assaillants est presque aussitôt mise hors de combat. Le reste chercha son salut dans la fuite, et cette retraite se fit dans le plus grand désordre.

Quant à la principale attaque sur Bommel, à peine reçut-elle un commencement d'exécution. Effrayé des obstacles qu'il rencontrait, le général Daendels, contre ses espérances et les promesses qu'il avait faites, vint lui-même annoncer au général

[1] Daendels était bourguemestre d'Hattem avant la révolution de 1787. Banni pour avoir pris part à cette révolution, il se réfugia en France, et prit du service dans la Légion batave. Au commencement de la campagne de 1793, il était lieutenant-colonel dans l'avant-garde du corps de troupes que Dumouriez conduisait contre la Hollande.

Moreau, qui commandait toujours l'armée en l'absence du général Pichegru, malade à Bruxelles, qu'il était urgent d'abandonner l'entreprise, attendu que les batteries déjà établies étaient compromises, et que l'ennemi tirait un trop grand avantage de sa position. Le général Moreau, dont les idées étaient déjà fixées sur l'inutilité et même sur le danger d'une tentative arrêtée contre son gré, ne fut point étonné de la démarche de Daendels et donna l'ordre de renoncer à l'attaque. 1794 – an III Hollande.

Cette circonstance amollit enfin l'inflexibilité des commissaires conventionnels, et ils permirent à l'armée de prendre ses quartiers d'hiver; mais ce repos tant désiré ne dura que quelques jours. Le 18 le froid augmenta avec une intensité extraordinaire; les rivières se gelèrent, et la glace fut assez forte pour permettre aux Français de les traverser. L'occasion de poursuivre la conquête de la Hollande était trop belle pour qu'on la laissât échapper; et le général en chef Pichegru sut mettre à profit cette heureuse occasion.

Tout en cédant à la nécessité d'interrompre l'activité des opérations militaires, en faisant hiverner ses troupes en deçà du Wahal, Moreau avait voulu mettre à profit leur repos momentané, et préparer, pour le retour d'une saison favorable, la prise d'une place importante, en faisant prendre des cantonnements très-rapprochés autour de Breda, de manière à former l'investissement de cette ville. Le général Bonneau, dont la division se trouvait alors dans le pays de Maas-Wahal, reçut, en conséquence, l'ordre de se mettre en marche pour aller former, de concert avec la division Lemaire et la brigade Dumonceau, le blocus de Breda. Ces troupes se trouvèrent rendues à leurs postes respectifs le 22 décembre. Pichegru vint à cette époque reprendre le commandement de l'armée du Nord.

Cependant le sort de la Hollande devenait de jour en jour plus critique. Menacés d'une prochaine invasion, les états-généraux avaient fait replier toutes les troupes qui se trouvaient encore dans la Flandre, pour les rapprocher de l'armée hollandaise. Le général Michaud fit occuper tous les postes évacués.

D'un autre côté, les Autrichiens avaient élevé des retranchements et construit une tête de pont à Buderich, petite ville

1784 – an III Hollande. du duché de Clèves, en face de Wesel. Le général Vandamme fut chargé de les attaquer avec la division Moreau, qu'il commandait. Il arrive avec son impétuosité ordinaire, fond sur les Autrichiens, en tue quelques centaines, fait le reste prisonnier, s'empare des retranchements, et établit des batteries pour détruire les bateaux et les ponts volants que les Autrichiens avaient devant Wesel. Cette affaire, qui remonte au 10 novembre, avait rendu les Français maîtres de la rive gauche du bas Rhin, et, lorsque l'armée française prit ses cantonnements, elle ne pouvait plus être inquiétée par l'ennemi, qui en était séparé par le fleuve.

Le Wahal et la Meuse furent entierement gelés. Le 23 décembre, le froid continuant à être très-vif, on résolut de reprendre l'expédition de Bommel : on savait d'ailleurs que l'île était faiblement gardée par une chaîne de postes hollandais. Les troupes se mirent en mouvement le 27 décembre. Les deux brigades des généraux Daendels et Orten reçurent l'ordre de traverser la Meuse sur la glace pour entrer dans l'île. Le général du génie Sauviac avait observé dix-sept degrés au-dessous de la glace, au thermomètre de Réaumur. La principale attaque eut lieu vers Crèvecœur, Empel et Saint-André. Les détachements français surprirent les grand'-gardes, et les égorgèrent : deux colonnes, dont l'approche avait été cachée par des digues, se précipitèrent sur le centre ennemi, qui prit la fuite et fut poursuivi avec vigueur dans la direction de Bommel. Les bataillons d'Orange, Frise, Hohenlobe et Debons furent pris pesque en totalité après une assez faible résistance; les troupes qui se trouvaient à la droite vers Heusden, se retirerent sur Gorkum sans brûler une amorce, et celles qui étaient vers le fort Saint-André se retirèrent de même vers Thiel.

La terreur causée par cette attaque fut telle, que les gardes suisses et d'autres corps hollandais qui se trouvaient derrière le Wahal, furent entraînés dans cette déroute des troupes de l'île de Bommel, et les Français passèrent le fleuve presque sans avoir occasion de combattre; une partie des fuyards ne se crut en sûreté que sous les murs d'Utrecht. Le général de Constant, qui avait eu dessein de s'arrêter à Thiel pour y attendre des renforts qui le missent en état de tenir quelque temps dans ce poste, fut entraîné dans ce mouvement de désordre jusqu'à

Gorkum, où il joignit le gros de l'armée du prince d'Orange. 1794 — an III Hollande.

Les vainqueurs s'emparèrent de soixante pièces de canon en batterie qui n'eurent par le temps de tirer. Ils firent 1,600 prisonniers, prirent un parc de réserve à Waardenburg sur la rive droite du Wahal, et trouvèrent dans l'île de Bommel d'immenses magasins de vivres et de munitions de toute espèce. Cette conquête fut le résultat de quelques heures d'attaque. Elle eût coûté, dans une autre saison, des peines, des travaux et des efforts infinis. Les troupes employées à cette expédition restèrent dans Bommel, et gardèrent la ligne du Wahal.

Le même jour, les troupes des généraux Bonneau, Lemaire et Dumonceau attaquèrent les lignes de Breda, d'Oudenbosch et de Zeevenbergen, et s'en emparèrent. Le général Bonneau avait attaqué la droite de la ligne hollandaise sur la Merk ; la brigade du général Butzlar fut forcée de se jeter dans Willemstadt ; celle du général de Hauck, qui se trouvait isolée vers Ter-Heyde, fut coupée et entourée ; elle fit, en rase campagne, une capitulation par laquelle elle mit bas les armes, et s'engagea à ne plus servir.

Le général Dumonceau, chargé d'attaquer les lignes de Breda s'en empara par ruse et presque sans coup férir. Sa brigade était composée d'un bataillon de tirailleurs belges, et de huit autres bataillons français. Quelques carabiniers du bataillon belge s'approchèrent d'une des batteries des lignes, et lièrent conversation avec les sentinelles et les canonniers hollandais : ils se plaignirent dans cette conversation du service pénible qu'on leur faisait faire, témoignèrent l'envie de déserter, en annonçant que leur exemple serait suivi par beaucoup d'autres de leurs camarades ; en même temps ils glissaient sur la glace, comme pour s'échauffer, et se rapprochaient de plus en plus. Toute la compagnie se trouva bientôt réunie, et fit le même manége. Les Hollandais commençaient à concevoir des soupçons, et se disposaient à éloigner ces indiscrets en tirant sur eux, lorsqu'un coup de canon donna le signal de l'attaque générale des lignes.

Les carabiniers se précipitent alors sur les pièces de la batterie qu'ils entouraient. Le gros du bataillon de tirailleurs que commandait le chef de bataillon Thiébault, et les compagnies d'élite des autres bataillons, que le général Dumonceau avait

1794 — an III Hollande, fait embusquer dans un grand fossé, courent sur les lignes, pendant que les bataillons placés plus en arrière soutenaient cette attaque en marchant eux-mêmes au pas de charge. Le succès fut rapide et complet. Les carabiniers belges ne laissèrent pas aux canonniers de la batterie qu'ils attaquèrent le temps de tirer. Le commandant Thiébault, qui avait disposé la ruse dont nous venons de parler, à la tête de son bataillon, et les compagnies d'élite des autres bataillons, essuyèrent le feu de quelques pièces; mais toutes ne tirèrent point, parce qu'un grand nombre de mèches se trouvèrent éteintes; les canonniers n'eurent pas le temps de recharger les canons qui venaient de faire feu.

Les lignes de Breda se trouvèrent ainsi enlevées sans le concours des colonnes d'attaque, qui n'arrivèrent qu'après que les retranchements furent forcés par les troupes d'avant-garde. La perte de l'ennemi fut considérable, et celle des Français presque nulle. Tout ce qui voulut résister fut massacré. On s'empara d'une grande quantité d'équipages, de bagages, de canons et de munitions. Les fuyards furent poursuivis jusque sous le canon de Gertruydenberg, où il se jetèrent dans le plus grand désordre [1].

[1] Le chef de bataillon Thiébault, depuis lieutenant-général, et connu avantageusement sous le double rapport d'écrivain et de militaire, courut, dans cette circonstance, un danger auquel il n'échappa que par sa présence d'esprit et son intrépidité. Suivi de cinquante chasseurs de son bataillon et de douze grenadiers du premier bataillon de l'Oise, il poursuivait les vaincus avec vivacité. Emporté par trop d'ardeur, il eut bientôt dépassé de beaucoup les autres bataillons français. Deux cents cavaliers hollandais s'aperçoivent de son isolement, font volte-face, et le chargent vigoureusement. La plupart des chasseurs de Thiébault prennent l'épouvante, se mettent à fuir, et sont sabrés par la cavalerie ennemie. Il ne restait plus à cet officier que quatre de ses tirailleurs et onze grenadiers. Il se jette avec cette poignée de braves derrière une masure ruinée, et leur fait jurer de mourir plutôt que de mettre bas les armes. Les murs, qui n'avaient pas plus de trois pieds de haut, étaient crevassés. Le commandant Thiébault fait faire par l'une de ces crevasses un feu si vif sur les cavaliers, qui déjà entouraient la masure, qu'un grand nombre sont mis hors de combat. Les Hollandais, étonnés de cette résistance meurtrière, abandonnent leur attaque, et se retirent. Ainsi, avec quinze hommes seulement, Thiébault eut la gloire de braver deux cents ennemis; il perdit un seul de ses soldats, qui fut tué; un autre fut blessé.

Le lendemain de l'occupation de l'île de Bommel, le général Pichegru reçut la nouvelle de la capitulation du fort de Grave. 1794 — an III Hollande

Le général Salm avait été envoyé pour faire, avec sa brigade, le siége de cette place, après la prise de celle de Bois-le-Duc. Mais l'investissement de Grave n'avait pu être complet qu'après la victoire d'Onde-Watering, et au moyen de plusieurs détachements qui furent envoyés du champ de bataille pour renforcer la brigade Salm. L'officier qui commandait dans cette place se conduisit avec plus de courage et de fermeté que les commandants des autres villes conquises. Pressé assez vivement par les troupes françaises, celui-ci sut faire partager à la garnison les sentiments qui l'animaient. Tandis que Maëstricht, Venloo, Nimègue, etc., se rendaient avec tant de facilité, le colonel Debons[1], gouverneur de Grave, sans aucun espoir d'être secouru, se défendait avec une opiniâtreté extraordinaire, et s'efforçait de paralyser les efforts des troupes qui l'assiégeaient. Le général Salm mit vainement en œuvre tous les moyens qui pouvaient amener le commandant à rendre la place. Sommé plusieurs fois de la manière la plus impérative, la place canonnée, bombardée sans relâche, l'inflexible Debons se refusait à rendre le poste dont la défense lui était si dignement confiée. Enfin, après deux mois d'investissement, et trois semaines de tranchée ouverte; après avoir épuisé tous ses vivres et toutes ses munitions, ce brave officier consentit à capituler : sa garnison, forte de 1,500 hommes, fut prisonnière de guerre.

Les troupes employées au siége de Grave se rendirent, de cette place, dans l'île de Bommel : par suite de ce mouvement, la petite ville de Hensolen, dernier poste qu'occupaient encore les Hollandais sur la rive gauche de la Meuse, tomba au pouvoir des Français, quelques jours après, ainsi que nous le dirons en son lieu.

Ces divers événements, qui tous attestaient l'ardeur et l'incroyable activité des Français, épouvantèrent tellement le stathouder, que, craignant déjà pour son autorité en Hollande, il envoya au général Pichegru, et aux députés de la Convention

[1] Cet officier, né en Suisse, était brigadier dans l'armée hollandaise. Il commandait le régiment de sa nation qui portait son nom, et que nous venons de signaler en parlant de l'attaque de l'île de Bommel.

1794 — an III Hollande. près de l'armée du Nord, des parlementaires pour faire des propositions de paix, ou du moins pour obtenir un armistice [1].

Les commissaires conventionnels, et le général en chef Pichegru, consultés par le Comité de salut public sur les espérances de succès que pouvait présenter l'invasion prochaine de la Hollande, affermirent ce Comité dans la résolution qu'il avait prise, depuis longtemps, de former cette entreprise, que la saison rendait encore plus facile. Les envoyés du stathouder furent congédiés avec hauteur, et Pichegru leur annonça ironiquement que l'armée française irait traiter de la paix à Amsterdam ou à La Haye.

Decembr. (brumaire.) Colon. fran. *Evénements dans les colonies françaises d'Amérique; prise de la Martinique par les Anglais, etc.* — En rendant compte, dans le premier volume de cet ouvrage, de la révolution de Saint-Domingue, de la prise et de l'incendie du Cap-Français, nous avons contracté l'engagement de comprendre dans notre narration les évenements militaires arrivés dans les pays de la domination française, et surtout dans les colonies d'Amérique. Mais les contradictions que renferment presque tous les documents que nous nous sommes procurés, l'obscurité des détails, le peu de liaison dans les différents récits, le vague de ces derniers, l'incertitude des dates, etc.; toutes ces causes réunies nous empêchent d'apporter dans cette partie de notre travail l'exactitude, la véracité, l'intérêt même que nous avons cherché à réunir dans les autres. Nous ne pourrons guère donner quelques détails circonstanciés sur cette portion de l'histoire militaire de la révolution, qu'à l'époque de l'expédition du général Leclerc, c'est-à-dire vers 1803. Cependant, pour ne pas laisser dans

[1] « Il offrit, dit un historien (Lacretelle jeune), des conditions de paix semblables à celles que proposaient les descendants de Charlemagne aux hommes du Nord, c'est-à-dire une immense rançon. Il s'engageait à payer quatre-vingts millions de florins; il reconnaissait la république française: froide et singulière déclaration de la part d'un souverain que cette république méditait peut-être d'effacer du nombre des puissances européennes. Il lui demandait de reconnaître à son tour le gouvernement des Provinces-Unies, tel qu'il était établi. La Convention, ou plutôt son Comité de salut public, reçut avec dédain ce premier hommage qu'arrachait la république à l'un des potentats ligués contre elle. Le stathouder, par ses offres, ne fit qu'exagérer, à son imagination, l'étendue de la proie que pouvait offrir la Hollande. »

les paragraphes de cette partie de nos annales, une lacune trop 1794 — an III
considérable, nous allons esquisser rapidement les faits les plus Colon. fran.
remarquables qui se sont passés aux colonies des Antilles dans le cours de l'année 1794, en les réunissant dans un seul et même paragraphe.

Les commissaires civils Polverel et Santhonax, envoyés à Saint-Domingue, n'avaient pu réussir à rapprocher et à concilier dans cette malheureuse colonie les partis qui la déchiraient depuis que la révolution avait aboli l'esclavage des nègres et propagé les principes de l'égalité. Les blancs attachés à l'ancien gouvernement, les hommes de couleur, auxquels s'étaient réunis les blancs partisans des nouvelles doctrines, les nègres affranchis et ceux qui étaient nouvellement rendus à la liberté, formaient autant de factions irréconciliables et qui manifestaient leur animosité réciproque par tous les actes de perfidie, de vengeance et de cruauté qu'on peut supposer dans un climat brûlant, où toutes les passions sont portées au dernier degré de violence. Nous n'entrerons point dans les détails de l'espèce d'anarchie qui régna à Saint-Domingue depuis l'incendie du Cap, que nous avons rapporté à la page 163 du premier volume. Il nous suffira de dire que Polverel et Santhonax furent rappelés en France au mois de mai 1794, laissant l'autorité militaire partagée entre les généraux Laveaux et Rigaud.

Quelque temps avant cette époque, la ville du Port-au-Prince fut livrée aux Anglais par la plus insigne trahison. Un mulâtre, nommé Pinchinat, avait formé le projet de faire égorger le commissaire Santhonax, qui se trouvait alors dans cette ville. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que le général Desfourneaux, qui commandait dans cette partie de l'ile, put sauver le commissaire civil et se soustraire lui-même, avec trente trois de ses soldats, au massacre projeté de tous les blancs qui se trouvaient dans la ville. Les hommes de couleur et les noirs remirent ensuite le Port au Prince aux Anglais. D'après le plus grand nombre des renseignements sur cet événement, un certain colonel Montbrun et un officier nègre ou mulâtre, nommé Beauvais, que le directoire exécutif fit ensuite général de brigade, paraitraient n'avoir pas été étrangers à cette reddition.

Les Anglais avaient éprouvé plus de difficultés à se rendre

1794 — an III Colon. fran. maîtres de la Martinique, vers le mois de mars de cette année.

Le général Rochambeau, fils du maréchal de ce nom, avait été envoyé en 1792 pour commander aux îles du Vent. Forcé de se rendre à Saint-Dominigue par suite des mouvements excités dans ces colonies par l'ex-gouverneur de Béhague, il accepta provisoirement le commandement de cette dernière île, dont l'investit la confiance des troupes et des administrations. Après des efforts assez heureux contre des bandes de brigands et de nègres révoltés, il reçut du conseil exécutif, au commencement de 1793, l'ordre de reprendre le commandement des îles du Vent. En se rendant à sa destination, une frégate française commandée par M. de la Crosse [1], l'instruisit de l'évacuation de la Martinique par le général de Béhague. Rochambeau confia à M. de la Crosse le commandement provisoire de la Guadeloupe, et s'établit au fort Royal de la Martinique, siége du gouvernement des îles du Vent. A peine le nouveau gouverneur avait-il eu le temps d'asseoir son autorité contre les ennemis de l'intérieur, et de faire quelques dispositions contre ceux de l'extérieur, qu'il fut attaqué vivement par les uns et par les autres. L'ex-gouverneur Béhague, avec trois vaisseaux qui l'avaient accompagné dans sa désertion, s'était réuni à l'escadre anglaise commandée par l'amiral Gardner, et se présenta devant la Martinique pour exciter à l'insurrection tous les gens de son parti. Ceux-ci se mirent en effet en mouvement, et facilitèrent le débarquement de Béhague et des Anglais au lieu dit *la Casse des navires*. Le général Rochambeau réunit le petit nombre de troupes qu'il avait à sa disposition et qui lui était resté fidèle. Des détachements furent envoyés sur divers points de l'île pour s'opposer à la marche des ennemis. Le feu de ces divers détachements trompa les colonnes ennemies, qui se fusillèrent entre elles par mégarde. Rochambeau profita de ce désordre pour charger avec quelques cavaliers ces colonnes déjà intimidées; il sabra un bon nombre d'Anglais, et força ces troupes à se rembarquer avec la plus grande précipitation. Les mêmes se présentèrent ensuite de-

[1] Depuis vice-amiral.

vant la Guadeloupe et Sainte-Lucie, où ils n'osèrent rien entreprendre. Ceci s'était passé en 1793. 1794 – an III Colon. fran.

Les Anglais, repoussés à la Martinique par la fermeté et les bonnes dispositions du général Rochambeau, firent partir d'Europe, à la fin de cette même année 1793, un armement triple du précédent, avec 14,000 hommes de troupes réglées, non compris les émigrés de ces colonies, qu'ils destinèrent à l'attaque des îles du Vent.

La flotte ennemie parut sur les côtes de la Martinique le 4 février 1794. L'armée de terre opéra son débarquement sur trois points à la fois. Le général Rochambeau n'avait que 600 hommes à opposer à des forces aussi considérables, et encore, parmi ces 600 hommes, il y en avait 400 de milices. Abandonné ou trahi par un grand nombre d'habitants blancs, mulâtres et noirs, dont les uns se dispersèrent dans leurs habitations, où ils se soumirent aux Anglais, et les autres, en faisant mine de se défendre, opposèrent la plus faible résistance, le gouverneur de la Martinique ne se laissa point intimider à l'aspect d'un danger aussi imminent. Les habitants de Saint-Pierre se distinguèrent par leur attachement pour la métropole, refusèrent toute capitulation, et le plus grand nombre aima mieux s'expatrier que de trahir la fidélité qu'il lui avait vouée. Quelques patriotes formèrent des compagnies, avec lesquelles Rochambeau, réduit déjà à 450 hommes, fut forcé de s'enfermer dans les forts. Il n'y avait à cette époque, dans les îles de Sainte-Lucie, la Guadeloupe, Marie-Galante et la Martinique, qu'environ 450 hommes de troupes réglées, et, pour toute marine, une frégate aux ordres de M. de la Crosse, qui fit voile pour la France. Il fallut soutenir, à la Martinique, un siége sans ingénieurs pour conduire les défenses, sans artilleurs pour servir les batteries, sans troupes suffisantes pour garnir les forts, sans palissades dans les chemins couverts, sans mineurs, sans officiers d'état-major, avec un petit nombre d'employés d'administration; enfin dans un dénûment presque absolu.

Certes, dans un tel état de choses, il n'était pas difficile aux Anglais de s'emparer de la colonie. Ils préparèrent toutefois des moyens moins dangereux et plus expéditifs.

Dès le 14 février, un complot fut ourdi pour assassiner Ro-

1794 — an III Colon. fran. chambeau. Deux hommes de couleur tentèrent de mettre ce projet à exécution. Ils furent arrêtés ; l'un fut condamné par une commission militaire à être fusillé, et l'autre à être détenu jusqu'à l'arrivée des commissaires civils qu'on attendait, ainsi que quelques renforts, dans la colonie.

Le général Rochambeau avait fait, avant de se renfermer dans la ville de Saint-Pierre, une tournée dans l'île pour rassembler ses moyens de défense, s'opposer à la marche des Anglais, ou du moins la retarder. Ce voyage fournit aux malveillants l'occasion de répandre le bruit qu'il avait été fait prisonnier, ou qu'il s'était rendu aux Anglais. La municipalité nomma alors un conseil de gouvernement, qui parlait déjà de capituler. Fort heureusement, les 200 hommes de troupes de ligne, faisant partie du régiment de Turenne, quelques gardes nationales, les canonniers des petits bâtiments qui étaient dans la rade, et quelques officiers résistèrent aux insinuations qu'on leur fit. Ils marquèrent au gouverneur, lorsqu'il fut de retour, la plus grande confiance, et le désir de se distinguer par une défense vigoureuse. D'un autre côté, un colon nommé Bellegarde, à la tête d'un corps de chasseurs volontaires, après plusieurs actes de lâcheté, finit par trahir ses concitoyens, en les menant aux Anglais, sous le prétexte de faire une sortie. Ce félon passa ensuite à l'Amérique septentrionale, sur un bâtiment anglais.

Le général ennemi, après avoir investi de près les forts, fit ses attaques et ses approches avec beaucoup de précaution. Les tranchées et les batteries furent conduites et dirigées suivant toutes les règles de l'art. Quatre-vingt-dix bouches à feu furent établies sur tous les points qui permettaient de prendre des revers, soit sur les forts, soit sur la ville.

La ville fut canonnée par mer pendant le jour, et bombardée pendant la nuit ; enfin, après un siége de quarante-neuf jours, dont trentre-deux de tranchée ouverte, les Anglais étaient parvenus à éteindre les batteries des forts, et à ouvrir des brèches sur plusieurs points. La ville ouvrit ses portes, et le général Rochambeau capitula dans le fort de la Convention (fort Royal), pour sauver 300 hommes qui lui restaient, avec ses malades et ses blessés.

L'ennemi, ayant pris les armes pour rendre les honneurs à cette garnison, vit passer le brave Rochambeau avec sa petite troupe; le général anglais demanda où était le reste de la garnison; le gouverneur répondit que tout avait paru, et qu'il n'avait laissé dans le fort que les malades et les blessés hors d'état d'être transportés. On conçoit le *désappointement* des Anglais, forcés de rendre les honneurs de la guerre à une poignée de braves qui leur avaient résisté avec tant d'opiniâtreté. 1794 — an III Colon. fran.

Rochambeau, attaqué de la fièvre jaune et du scorbut, prisonnier des Anglais sur parole, se fit débarquer à Philadelphie, sur les instances du général Washington, l'ami et le compagnon d'armes du vénérable Rochambeau père. Il reçut des Américains, nos généreux alliés, et du président des États-Unis les secours et les marques d'intérêt qu'il pouvait en attendre. Les restes malheureux de ses faibles troupes et beaucoup de colons patriotes arrivèrent en France, où ils furent maltraités jusqu'après la chute de Robespierre. Toutefois, sur le rapport du député Bréart, la Convention décréta, après le renouvellement du Comité de salut public, au commencement de l'an III, que les patriotes des îles du Vent avaient bien mérité de la patrie.

Cependant, à Saint-Domingue, les hommes de couleur, mécontents du joug des Anglais, qui s'étaient emparés de la ville de Léogane, appelèrent le général Rigaud à leur secours. Celui-ci rassembla quelques troupes, et, malgré l'hésitation de ces mêmes hommes qui l'avaient sollicité pour qu'il se mît en mouvement, il enleva d'assaut Léogane aux Anglais dans la nuit du 6 au 7 octobre 1794 (du 15 au 16 vendémiaire an III).

Les Anglais s'étaient également emparés de Tiburon, place assez importante de la partie du sud. Rigaud marcha sur ce poste, après l'expédition de Léogane, et s'en rendit maître à la suite d'une action assez vive, le 29 décembre (9 nivôse). Les Anglais perdirent avec cette ville une corvette, qui fut détruite, et une certaine quantité de fusils, qui servirent à armer les soldats nègres de Rigaud.

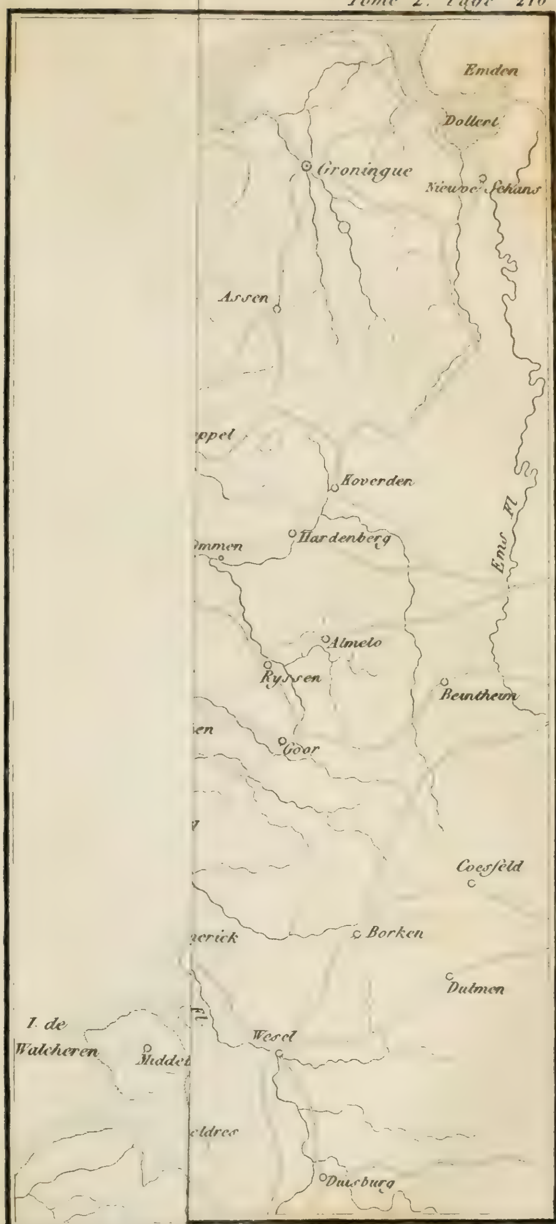
A l'exception de ce que nous venons de rapporter, aucun autre événement militaire un peu remarquable n'eut lieu dans la colonie de Saint-Domingue, et dans celles des îles du Vent, dans le cours de l'année 1794.

CHAPITRE IX

ANNÉE 1795.

Suite des operations de l'armée du Nord; prise d'Heusden. — Combat sur la Fluvia. — Prise d'Utrecht, de Gorkum, d'Amsterdam, de Rotterdam, de La Haye, etc. — Prise de la flotte hollandaise par la cavalerie française. — Capitulation de la Zeelande. — Siége et prise de Roses. — Pacification de la Jaunais. — Achèvement de la conquête de la Hollande. — Fin de la guerre avec la Prusse; traité de paix entre cette puissance et la France.

1795 – an III L'année 1794 vient de s'écouler au milieu des succès et du triomphe éclatant des armes françaises. Toutefois l'âpreté de la saison, la brièveté des jours, les fatigues extraordinaires d'une campagne ouverte depuis dix mois, n'ont point encore ralenti l'ardeur des guerriers français, et, sur les bords glacés du Rhin, de la Meuse et du Zuyderzée, dans les Pyrénées, dans les Alpes, nos soldats vont poursuivre le cours de leurs exploits, ou résister avec la plus constante intrépidité aux nouveaux efforts que feront les troupes étrangères pour déterminer en leur faveur la chance des combats. La conquête de la Hollande s'achèvera dans les premiers mois de 1795, et offrira le spectacle, jusqu'alors inconnu, d'une cavalerie européenne manœuvrant sur une mer glacée, et faisant capituler des vaisseaux de ligne. Une des forteresses les plus redoutables de l'Europe ouvrira ses portes aux troupes de l'armée de Sambre-et-Meuse, et le boulevard de la Catalogne succombera sous les efforts généreux des soldats de l'armée des Pyrénées-Orientales, dirigés par le digne successeur de Dugommier. Mais bientôt, contre l'attente générale, et au moment où la France paraîtra parvenue au plus haut degré de gloire, quand elle croira n'avoir plus rien à redouter de ses ennemis affaiblis et divisés, des revers éprouvés tout à coup flétriront


Emden
Dollert
Groningue
Nieuwe Schans
Assen
Koverden
Hardenberg
Emns Fl.
Almelo
Ryssen
Beintheim
Goor
Coesfeld
Borken
Dulmen
I. de
Walcheren
Wesel
Duisburg

HOLLANDE



Kilometres

0 — 50 — 100 kil

les lauriers cueillis en 1794, et feront craindre de voir de nouveau la sûreté de la patrie compromise... N'anticipons point davantage sur les événements militaires, et recherchons plutôt les causes de ces singulières vicissitudes, pour essayer de mettre la réputation de nos braves à l'abri des conjectures fâcheuses que ce nouvel ordre de choses pourrait faire naître. 1795 – an III

Aux brillants avantages obtenus par ses armées, le gouvernement de la république croira devoir joindre les négociations diplomatiques capables de les consolider. Il va s'empresser de conclure, avec les puissances qui avaient juré son anéantissement, des traités par lesquels son existence sera reconnue, ses conquêtes légitimées, les innovations sanctionnées. Nous avons déjà dit, et il nous convient de le faire remarquer encore ici, qu'après la révolution du 9 thermidor (juillet 1794), la Convention nationale avait paru changer d'esprit et de système. Mais cette assemblée nombreuse et composée d'éléments si bizarres était destinée à devenir le jouet des factions qui devaient incessamment s'élever dans son sein tumultueux et anarchique. Terrible, féroce et implacable sous l'influence de Robespierre, elle n'avait paru approuver que les mesures violentes, et l'exaspération de ses principes n'avait pu qu'alimenter la guerre que faisaient à la France des souverains dont les trônes étaient menacés de la foudre révolutionnaire. La nécessité de vaincre fut le résultat des moyens inusités qu'employa ce gouvernement sanguinaire, dont les décrets eurent un caractère encore plus prononcé peut-être que la législation de Dracon. Mais quand la chute de la tyrannie décemvirale eut affranchi la Convention de l'insupportable servitude dans laquelle cette dernière gémissait elle-même avec toute la France, on vit cette réunion d'hommes tout à la fois bourreaux et victimes revenir à des principes plus modérés et se conduire dans d'autres intérêts. La terreur ne fut plus à l'ordre du jour, et le parti vainqueur, afin de ne point s'attirer la haine générale, comme les dominateurs de 1793, et pour ne pas préparer de ses propres mains les moyens de son renversement, annonça hautement l'intention de fermer, autant qu'il serait en lui, les plaies profondes faites par les derniers tyrans. Ces intentions, manifestées au dehors comme dans l'in-

1795 – an III térieur, semblèrent, dès les derniers mois de 1794, inspirer quelque confiance aux ennemis de la république. Depuis que le feld-maréchal Möllendorf avait été battu à Kaiserslautern, le roi de Prusse, fatigué d'une guerre où les désastres avaient été pour lui plus nombreux que les succès, ne parut pas éloigné d'accéder aux propositions d'accommodemement qui lui furent faites par le gouvernement de la république. Nous verrons quelles furent les suites de ce changement de dispositions dans un prince qui avait été le premier champion de la guerre des puissances contre la France revolutionnaire. L'exemple donné par le roi de Prusse sera promptement suivi par la plupart des petits princes d'Allemagne; et le roi d'Espagne lui-même, ce monarque qui semblait, plus que tout autre souverain, avoir un motif plausible, légitime, de rester armé contre les propagateurs des doctrines révolutionnaires, va traiter avec le gouvernement républicain, avec des hommes dont le plus grand nombre signait naguère l'arrêt de mort de son infortuné parent.

Sans doute il était glorieux pour la France de sortir triomphante de la lutte ou elle s'était trouvée engagée et de forcer les puissances qui lui avaient montré le plus d'inimitié à accepter ses conditions de paix; mais ce grand résultat de la valeur et du dévouement des armées françaises n'aurait point dû engourdir alors l'activité du gouvernement. Un vieil axiome politique, qui n'a encore rien perdu de sa force, devait apprendre à ces chefs inhabiles que c'est alors que l'on désire la paix qu'il convient de se préparer à la guerre. Cependant nous verrons le Comité de salut public, renouvelé après le 9 thermidor, négliger ce grand principe, et laisser dans l'abandon et le dénùment le plus absolu ces mêmes soldats qui venaient de conquérir la paix dont il se glorifiait. Sur terre, l'Autriche restera seule armée contre la France; et, par l'incurie de ceux qui président au département de la guerre, les mesures à prendre pour paralyser les efforts de cette puissance seront négligées. Au lieu de réunir rapidement toutes les forces disponibles aux ordres de Pichegru et de Jourdan, et de porter un coup décisif à l'Autriche, on s'occupera de former longuement le siége de Mayence, qu'on sera forcé d'abandonner d'une manière qui convenait peu aux vainqueurs de la

coalition en 1794. Cette puissance autrichienne, vaincue alors qu'elle combattait en ligne avec les Prussiens, les Anglais, les Hollandais et les Espagnols, etc., va ravir la victoire aux Français, quand, restée seule dans la lice, elle sera réduite à ses propres forces. Les six derniers mois de 1795 seraient presque sans gloire pour la France, si l'armée d'Italie, si patiente et si éprouvée, ne rachetait pas, dans les champs de Loano, des revers fâcheux, produits par la conduite blâmable de son gouvernement. 1795 — an III

Nous n'entreprendrons point d'exposer ici les différents motifs qui ont été allégués pour excuser l'espèce de torpeur dans laquelle était tombé le gouvernement conventionnel à cette époque. Nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de revenir peut-être sur cette matière importante, lorsque nous raconterons les événements militaires qui s'y rattachent.

Si la plus grande partie de l'année 1795 nous offre peu d'occasions de célébrer la gloire de nos armées, nous serons bien, malgré nous, obligés de fixer l'attention sur des événements déplorables. On verra reparaître le fléau de la guerre civile, après l'avoir vu un moment arrêté par l'effet des promesses et de la modération des thermidoriens. Les deux pacifications de la Jaunais et de Saint-Florent ne donneront qu'une espérance passagère de voir enfin la Vendée tranquille, et les Français cesser de s'entr'égorger. Charette et Stofflet n'auront posé les armes que pour les reprendre bientôt après; de nouvelles victimes viendront s'offrir aux fureurs conventionnelles; la politique anglaise attachera une célébrité malheureuse aux plages désertes de la baie de Quiberon; les champs vendéens ne seront pas les seuls qui se rougiront du sang français répandu par des Français; il coulera encore dans les plaines de la Bretagne, de la Normandie, dans le midi de la France; la capitale elle-même, Paris, verra ses murs souillés par le sang de ses citoyens armés les uns contre les autres; le canon parricide vomira la mort dans les rangs pressés des Parisiens, levés contre un pouvoir qu'ils ne veulent pas reconnaître, et frappera de consternation et d'effroi tous ceux qui ne prendront point part à cette horrible lutte. Détournons en ce moment nos regards de ces scènes de funeste mémoire : assez tôt nous serons forcés de les retracer.

1795 — an III
14 janvier.
(26 nivôse.)
Hollande.

Suites des operations de l'armée du Nord; prise d'Heusden. — Des obstacles qui auraient arrêté les armées les plus entreprenantes venaient d'être franchis par les Français républicains. La rigueur des saisons, l'insalubrité du climat, les fatigues et la misère causées par une campagne prolongée pendant l'hiver le plus rigoureux, étaient pour les soldats de l'indépendance autant de causes d'émulation, et ils mettaient à vaincre les éléments autant d'obstination et de courage qu'ils en avaient montré contre les armées coalisées pour renverser et détruire le nouveau gouvernement de la France. L'année 1794 est sans doute la plus fertile en glorieux événements militaires que l'on puisse lire dans les annales d'un peuple qui combat pour la liberté. L'an 1795 commencera sous des auspices semblables, et c'est en redoublant de constance et de dévouement, c'est en conquérant la Hollande sur la nature elle-même armée pour défendre ce pays, que les Français vont mettre le comble à leur intrépidité, acquérir une illustration inconnue jusqu'alors, et forcer enfin une partie de l'Europe à poser les armes, en échangeant le laurier sanglant de la guerre contre l'olivier de la paix.

Étonnés du courage tranquille avec lequel les soldats français avaient combattu sur les glaces du Wahal, et de la promptitude qu'ils avaient mise à s'emparer de l'île de Bommel, les alliés s'étaient refugiés derrière le Leck. Les rives du Wahal furent seulement observées par des chaînes de postes; des détachements intermédiaires furent placés sur la ligne pour recevoir les postes forcés. Cinq districts de rassemblement furent formés depuis le canal Panerden, vers Arnheim, jusqu'à Vianen, et Honswich à la droite. Ces dispositions eussent été convenables pour défendre le passage d'un fleuve rapide; mais elles devenaient presque inutiles dans cette saison, où les glaces offraient partout des communications faciles pour les attaques de vive force : ce n'était plus qu'une vaine démonstration incapable d'arrêter un ennemi déjà vainqueur de tant d'obstacles, et qui voulait mettre à profit les avantages qui lui étaient offerts. Le prince d'Orange avait établi son quartier-général à Gorkum, et le gros de l'armée hollandaise était cantonné aux environs de cette ville. La droite des Anglais était à Kuilenburg, et leur

gauche s'appuyait au canal de Panerden. Un corps de 25,000 Autrichiens, commandé par le feld-maréchal-lieutenant Alvinzy, et à la solde de l'Angleterre, était en ligne depuis Arnheim jusqu'à Wesel. 1795 — an III Hollande.

Toutes ces forces réunies, et que les généraux alliés avaient pris la précaution, contre leur habitude, de centraliser, auraient pu présenter aux Français une résistance difficile à vaincre, si ces derniers avaient attendu le printemps pour continuer leurs opérations. Mais, comme nous venons de le dire, dans un moment où les glaces facilitaient le passage de tous les fleuves, cette disposition centralisée des forces ennemies n'était plus, pour des troupes victorieuses, qu'un faible rideau incapable de résister à une attaque sérieuse. Les Français ne tardèrent point à démontrer cette vérité. L'une des causes qui pouvaient le plus engager le général Pichegru à poursuivre ses avantages était le découragement dans lequel l'armée coalisée entière semblait être plongée. Le duc d'York venait lui-même d'en donner le premier l'exemple. Tous ses efforts, depuis qu'il était venu sur le continent prendre part à la grande querelle de la révolution, n'avaient abouti qu'à des défaites rarement rachetées par quelques actions d'éclat. Vaincu dès son début dans la carrière militaire, au siége de Dunkerque, il n'avait assisté aux campagnes de 1793 et 1794 que pour être témoin de la défaite des troupes qu'il commandait. Les derniers succès remportés par l'armée du Nord lui persuadèrent sans doute qu'il ne serait pas plus heureux en Hollande qu'en Flandre, et pour ne pas être encore une fois spectateur impuissant des nouveaux triomphes des Français, il prit tout à coup le parti d'abandonner son armée, et se rembarqua pour l'Angleterre au moment où Pichegru se préparait à porter de nouveaux coups aux ennemis de la république.

Les Français républicains se sont beaucoup égayés, dans le temps, sur le compte du duc d'York. Ils le dépeignaient comme incapable de diriger une armée; et cette opinion, répandue avec habileté parmi les troupes destinées à combattre contre lui, fut plus d'une fois pour les Français la cause d'une victoire : on bat facilement un ennemi qu'on méprise. D'un autre côté, les politiques chargés de la direction de l'esprit républicain en

1795 — an III
Hollande.

France affectaient de répandre le bruit que le duc d'York avait du roi son père des instructions particulières, et que son concours dans la coalition était entièrement dénué de franchise. Les fautes militaires du prince servirent puissamment à appuyer ce sentiment. On rappelait qu'en 1793, il s'était comme séparé de la coalition, en allant, contre les intérêts de la cause qu'il prétendait servir, former le blocus de la ville et du port de Dunkerque. On supposait avec quelque raison que cette entreprise avait pour unique but l'intérêt personnel de son pays, et que les puissances coalisées ayant le dessein secret de se partager la France, le duc d'York s'était hâté de trahir ce projet en cherchant à s'emparer de la Flandre, qu'on savait être l'objet d'une ardente convoitise pour l'Angleterre. Cette imprudente tentative du duc d'York, et sa séparation plus imprudente encore d'avec le corps d'armée du prince de Cobourg, séparation qui avait fait remporter par les Français les deux glorieuses victoires de Hondschoote et de Wattignies, avaient servi aux républicains à prouver aux royalistes que le but des puissances, en armant contre la commune patrie, n'était point le rétablissement des Bourbons sur le trône de leurs pères. Toutes ces différentes opinions bien ou mal fondées étaient présentées alors avec toutes les apparences de la vérité, et parvinrent plus d'une fois à paralyser les efforts des partisans de la monarchie dans l'intérieur. Plusieurs même de ces derniers s'enflammèrent d'un noble zèle; et, persuadés qu'en effet l'ambition des puissances était de faire subir à la France le sort humiliant de la Pologne, ils s'enrôlèrent dans les armées de la république, et jurèrent de défendre l'indépendance de la patrie, qu'ils croyaient menacée.

Quoi qu'il en soit, le duc d'York, en s'embarquant pour l'Angleterre, avait laissé le commandement de l'armée anglo-hanovrienne entre les mains du général hanovrien Walmoden. Le général Harcourt eut sous son ordre spécial les troupes anglaises. Walmoden conserva les positions que le prince avait fait prendre à ses troupes. Les alliés espéraient toujours que les Français n'oseraient point poursuivre le projet déjà annoncé de continuer la guerre pendant cette saison rigoureuse. Engourdis par le froid, accablés par les fatigues et les maladies, ils sup-

posaient que leurs rivaux, habitués aux douceurs d'un climat si différent de celui du théâtre de la guerre, auraient encore moins qu'eux la patience et la force d'en supporter toute l'inclémence. Mais le Français, né dans le pays le plus tempéré de l'Europe, est également propre à braver le froid et la chaleur; ou plutôt l'activité de son âme et la grandeur de son courage donnent à son corps une énergie dont les autres peuples ne sont pas toujours capables.

1795 — an III
Hollande.

Pichegru, pour attaquer les alliés, n'attendait plus que de voir le Wahal suffisamment gelé vers Nimègue, où son cours, beaucoup plus rapide, l'avait empêché de prendre aussitôt que vers l'île de Bommel. Le général français avait reconnu l'impossibilité d'en effectuer le passage par son aile gauche. Ce mouvement, qui lui eût fait prêter le flanc au corps autrichien que commandait le général Alvinzy, pouvait placer son armée entre la mer et l'armée ennemie, et lui faire courir la chance d'une destruction totale en cas de défaite. Pichegru avait trop d'expérience pour s'exposer ainsi inutilement.

Enfin l'époque tant désirée arriva une seconde fois, et le Wahal, devenu solide par les effets d'une gelée continue depuis plusieurs jours, fournit aux Français un chemin praticable pour marcher à l'ennemi. Le 9 janvier, la brigade Salm, ayant passé le fleuve vers Bommel, poussa des partis vers Metteren et Geldermalem. La brigade du général Dewinter, de la division Souham, commandée, en l'absence de celui-ci, par Macdonald, s'empara de Thiel, et poussa des reconnaissances jusqu'à la Linge.

Le lendemain, 10 janvier, la droite des Français passa le Wahal sur plusieurs colonnes, au-dessus de Nimegue. Les brigades des généraux Vandamme et Compère, de la division du général Moreau, passèrent à Millingen, et prirent position sur le canal de Panerden. La brigade du général Jardon passa à Rockerdom-sur-Gante, et celle du général Reynier à Oey-sur-Bommel.

Les succès qu'obtinrent ces quatre brigades donnèrent alors au général Macdonald la facilité de passer le fleuve à Nimègue, dans de petits bateaux, avec plusieurs compagnies de grenadiers. Il s'empara du fort de Knossemburg, que l'ennemi venait d'évacuer, et y prit une position provisoire.

1795 — an III
Hollande.

Les Anglais opposèrent une faible résistance à toutes les attaques des Français, et se hâtèrent d'abandonner tous leurs postes. La brigade autrichienne de Sporck, disséminée en postes d'avertissement, fut repoussée sur Arnheim; la brigade française de Dewinter marcha de Thiel sur Aelst, pour se joindre à celle du général Reynier.

La réussite de ces différentes opérations partielles fut favorisée par une circonstance extraordinaire : le prince d'Orange, les généraux Walmoden et Alvinzy, s'étaient réunis en conseil de guerre le 7 janvier, et, regrettant d'avoir abandonné la ligne de la Linge, ils avaient résolu de la reprendre. Le général Abercrombie, chargé de cette opération, devait y employer un gros corps anglais et une division hesso-hanovrienne. Il était parti le 8, et déjà plusieurs bataillons de la dernière division étaient revenus de Wyk sur Buren; mais le corps d'Abercrombie ne parut pas, et l'on ignore encore le motif de son retard. Quelques auteurs l'ont attribué à trahison de sa part. Il faut plutôt en chercher la cause dans le désordre et la confusion qui régnaient alors dans l'armée anglaise; l'un et l'autre ne peut se comparer qu'à la crainte qu'inspirait alors à ces troupes la vue des baïonnettes françaises.

Le général anglais reçut ordre de réparer ce contre-temps le 10; déja les généraux Dundas et Wurmb avaient marché sur Buren, et poussé des reconnaissances sur Kapel et Avezaat. Abercrombie lui-même était en marche avec une forte colonne, lorsqu'il fut arrêté par la gauche de la division du général Macdonald, vers Linden. Le général ennemi comptait trouver sur ce point les postes hesso-hanovriens. Ne les ayant donc point rencontrés, et peu sûr de la valeur de ses troupes, il se retira sur Rheenen, poursuivi par les Français, et y repassa le Leck.

Les généraux Dundas et Wurmb, qui se trouvaient encore le 10 au soir à Buren, reçurent l'ordre de repasser aussi le Leck pendant la nuit, et ils effectuèrent cette opération sans obstacle. Si les troupes de la division Souham eussent été plus rapprochées, les deux brigades ennemies, placées dans une position difficile, pouvaient être facilement enlevées; mais le général français se borna à occuper toutes les lignes de la Linge.

Ainsi, tandis que les brigades d'avant-garde autrichiennes,

hanovriennes et hessoises étaient exposées, sur le canal de Pannerden, à tous les efforts de la droite de l'armée du Nord, le général Abercrombie s'était, par sa faute, trouvé engagé dans un faux mouvement contre la gauche. Les corps de Dundas et de Wurmb, compromis, repassaient le Rhin à minuit, vers Renkum, et les deux tiers des forces alliées demeuraient tranquilles dans leurs cantonnements, derrière le Leck, entre Wageningen et Arnheim. 1795 — an III Hollande.

Cependant la partie du corps autrichien commandé par le général Alvinzy, qui avait eu à soutenir les attaques des Français, avait montré plus de courage que les Anglais. Ils revinrent à la charge plusieurs fois, et toujours avec la même bravoure. Les Français avouèrent, dans leur rapport, que si les Autrichiens eussent été soutenus par les Anglais, l'opération terminée si heureusement eût été beaucoup plus difficile et vivement disputée.

Pendant ces combats partiels, les divisions Bonneau et Lemaire, formant l'extrême gauche, avaient mis à profit la gelée et la terreur des ennemis pour remporter de leur côté des avantages. Elles avaient enlevé les forts de Lœvestein et de Workum, au second confluent de la Meuse et du Wahal, de manière que Heusden, investi depuis neuf jours, capitula le 14. Les Français y trouvèrent soixante-quinze pièces de canon, cent cinquante milliers de poudre, de vastes amas d'armes de toute espèce, et un immense magasin de vivres et de fourrages.

Combat sur la Fluvia. — Après la défaite des Espagnols à la montagne Noire, et la prise de Figuières, l'armée français des Pyrénées-Orientales, commandée par le général Pérignon, s'était partagée en deux grandes divisions : l'une, aux ordres du général Augereau, resta aux environs de Figuières pour garder cette conquête; l'autre, sous la conduite du général en chef Pérignon, s'était, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, portée sur la ville de Roses, afin d'en former le siége. Tandis que l'armée des Pyrénées-Occidentales, aux ordres du général Moncey, entrait dans ses quartiers d'hiver, et y éprouvait toutes les horreurs d'une épidémie désastreuse augmentée encore par la famine, celle de Pérignon, non moins infatigable que les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, poursuivait ses opérations militaires, et se couvrait de gloire en s'emparant, avec 26 janvier. (27 nivôse.) Espagne.

1795 — an III Espagne.

une bravoure incroyable, de l'importante place de Roses. Mais, avant de nous occuper des détails de ce siége célèbre, nous allons rendre compte des efforts dirigés par les Espagnols contre la division du général Augereau.

Le marquis de las Amarillas, commandant en chef de l'armée espagnole après la mort du comte de la Union, avait donné ordre aux fuyards de se rallier sous les murs de Gironne. Son premier soin fut de mettre cette place à l'abri de toute insulte et de garnir tous les châteaux qui la dominent. Il porta ensuite ses camps à la Côte-Rouge, montagne qui est à deux lieues en avant de Gironne, et plaça un gros corps d'avant-garde à Oriols, poste qui domine la Fluvia. Mais la cour d'Espagne, peu contente de la manière dont le marquis s'était conduit à la bataille de la montagne Noire, jugea à propos de destituer ce général, et le remplaca par le général don Joseph Urrutia, qui, depuis le commencement de la guerre, servait avec distinction dans l'armée de Navarre.

Urrutia établit son quartier-général à Servia, un peu en avant de la rivière du Ter et sur la droite de Gironne. Le poste que las Amarillas avait placé à la Côte-Rouge, y resta; le corps d'armée fut campé dans les environs de San-Estevan, et l'avant-garde continua d'occuper la position d'Oriols, déjà indiquée. Quelques temps après, Urrutia crut devoir étendre davantage son armée; des corps furent en conséquence jetés sur la droite jusqu'à Escala, qui est sur le bord de la mer, et la gauche se répandit jusque sur Bañolas, Castelfollit et Olot, afin de conserver la communication avec Campredon. Les derniers postes de cette ligne de gauche étaient appuyés à une chaîne de montagnes qui suit le cours du Ter, et dont l'accès très-difficile faisait comme une espèce de retranchement naturel. Les Français étaient toujours cantonnés sous Figuières, et leurs avant-postes s'étendaient sur la rivière de Manol jusqu'à deux lieues de Bascara. Augereau avait en outre établi un camp à Cistella, pour couvrir Figuières sur la droite. Tout l'espace intermédiaire resta longtems sans être occupé ni par un parti ni par l'autre.

La division française resta assez tranquille, dans sa position de Figuières, pendant les derniers mois de 1794. Le général espagnol, secondé par son major-général O'Farril, s'occupa

d'abord à réorganiser son armée, et à y établir la confiance, que les dernières défaites lui avaient fait perdre. Mais, à la fin de décembre et au commencement de janvier 1795, il crut devoir, pour ranimer l'ardeur de ses soldats, les faire sortir fréquemment de leurs cantonnements, et les mener souvent à l'ennemi. Des engagements partiels eurent lieu journellement entre les avant-postes de l'une et de l'autre armée, et le poste de Bascara, point intermédiaire entre les deux armées, était tantôt au pouvoir des Français et tantôt au pouvoir des Espagnols. La petite plaine qui est entre les montagnes d'Oriols et la Fluvia, était le théâtre habituel de ces combats journaliers, mais insignifiants pour les deux partis.

1795 — an III
Espagne.

Les Français, résolus de rester dans leurs cantonnements, se tenaient sur la plus exacte défensive, et rarement ils profitaient d'un avantage pour attaquer eux-mêmes les Espagnols. Cette conduite circonspecte enhardit l'ennemi, et bientôt il tenta de plus sérieuses entreprises. Augereau avait un parc d'artillerie de réserve au Pla-del-Coto, entre Figuières et Bellegarde. Le général espagnol forma le dessein de le faire enlever. Un détachement de 1,400 hommes fut en conséquence réuni sous les ordres du capitaine Pineda. Cet officier réussit d'abord en partie dans son expédition. Il partit dans la nuit du 9 au 10 janvier; il parvint sur le derrière de l'armée française, trompa la vigilance des postes, passa la rivière de la Mouga, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et arriva, sans être découvert, à la vue de Pla-del-Coto. 250 artilleurs, campés à droite et à gauche du grand chemin, gardaient ce parc de réserve. Pineda fondit sur eux la baïonnette en avant, en tua 100, au nombre desquels était le commandant. Pineda reçut lui-même le coup mortel au milieu de l'action. Un autre officier lui succéda et ne montra pas moins de bravoure. Quatorze pièces de canon furent enclouées, et les Espagnols se disposaient même à les enlever, lorsqu'ils furent à leur tour forcés de se défendre. Le bruit de la défaite des artilleurs s'était répandu dans le camp français, et y avait jeté l'alarme. La générale, battue de toutes parts, avait averti du danger, et les soldats français s'étaient précipités de leurs retranchements pour arracher la victoire aux Espagnols. En un moment, ceux-ci sont cernés, vaincus et obligés de chercher

1795 — an III Espagne.

leur salut dans la fuite. Ils ne purent l'effectuer qu'en se jetant en désordre dans des chemins escarpés, où les vainqueurs ne pouvaient les suivre sans désavantage. Les Français reprirent une cinquantaine de leurs artilleurs que les Espagnols avaient faits prisonniers.

Cependant le général Pérignon pressait avec vigueur le siége de Roses. Déjà le fort de la Trinité ou du Bouton était tombé en son pouvoir, et pour l'empêcher de s'emparer de la place, il était instant de porter de prompts secours aux assiégés. Urrutia, ne se voyant pas des forces suffisantes pour tenter de dégager la place en attaquant les lignes de Pérignon, essaya de faire une diversion, et d'attirer les troupes françaises sur un autre point : mais ses efforts furent encore infructueux ; les Français surent repousser toutes ses attaques, et restèrent autou de la ville de Roses.

Pour opérer cette diversion projetée, le général espagnol avait ordonné au maréchal de camp don Ildefonso Arias de s'avancer avec 5,000 hommes, pris dans l'avant-garde, sur les bords de la Fluvia, de menacer les Français, et de manœuvrer en les inquiétant dans leurs positions ; tandis que le marquis de la Romana, à la tête de 2,000 hommes, se porterait sur leur gauche, et chercherait à surprendre leurs cantonnements. Le marquis de la Romana eut seul le temps d'exécuter son mouvement. Parti de Bezalu, en prenant le chemin de Figuières, et passant par Crispia, il arriva, le 16 janvier, à la hauteur des postes qu'il devait surprendre, et à peu près à trois cents pas des avant-gardes des Français. La Romana fit aussitôt ses dispositions pour surprendre en même temps deux cantonnements français; mais l'imprudence d'un caporal espagnol, qui répondit au *qui vive !* d'une sentinelle française par un coup de fusil, vint heureusement rendre nulles toutes ses dispositions. L'explosion du coup de fusil fit en un moment sortir les Français de leur sécurité, et leur permit de connaître les dangers qu'ils couraient. Cependant la grand'garde, épouvantée par la vue des Espagnols, avait jeté ses armes pour prendre la fuite ; mais déjà les Français accouraient, des deux camps, à son secours. La Romana ordonne alors à son avant-garde de se replier, afin de se mettre en bataille derrière sa cavalerie.

Témoins de ce mouvement, qu'ils prennent pour une fuite, les Français s'avancent; mais ils sont reçus vigoureusement par la cavalerie espagnole, et sont obligés, pour en éviter le choc, de se faire un rempart de leurs baïonnettes. Pendant cette charge, l'infanterie espagnole s'était reformée; la cavalerie ouvre alors ses rangs, et tandis qu'elle se porte rapidement sur les flancs des Français, l'infanterie se jette sur eux avec tant d'impétuosité qu'ils ne peuvent résister. 1795 — an III Espagne.

Le général la Romana, qui plus tard acquerra une grande célébrité dans la seconde guerre entre la France et l'Espagne, fit, dans cette circonstance, des prodiges de valeur. Le premier, à la tête de la cavalerie, il chargea le flanc droit de la troupe française, et la mit en déroute. Mais déjà le camp établi sous Figuières s'ébranlait pour porter des renforts aux vaincus. La Romana, qui avait eu deux chevaux tués sous lui, fut averti à temps de ce mouvement offensif; aussitôt il donne l'ordre de cesser la poursuite des fuyards, et, abandonnant à regret le champ de bataille, il se retire en bon ordre sur Bezalu.

Cette tentative des Espagnols pour troubler le siége de Roses fut la seule et la dernière. Pérignon poussa les travaux avec tant d'activité, qu'il ne tarda point à se rendre maître de la place, ainsi que nous le verrons plus tard. On s'étonne avec raison de ce que le général Urrutia, qui avait sous ses ordres des troupes au moins aussi nombreuses que les Français, n'ait pas fait plus d'efforts pour seconder la généreuse et opiniâtre défense de la garnison de la ville de Roses.

Prise d'Utrecht, de Gorkum, d'Amsterdam, etc., etc. — Désormais la conquête entière de la Hollande était assurée. L'établissement des Français derrière le Wahal et leur position sur la Linge la rendaient certaine. Les alliés n'avaient ni assez de forces disponibles, ni assez de vigueur et de courage pour s'y opposer. Une bataille rangée et décisive en leur faveur pouvait seule l'empêcher; mais l'espèce de stupeur dans laquelle ils étaient plongés les empêcha de songer à ce moyen extrême. Cependant l'espoir d'un dégel dont on était menacé, engagea les généraux à faire rester encore quelque temps les troupes dans leur position, derrière le Leck. 20 janvier. (2 pluviose) Hollande.

Ce dégel, qui maintenant était le seul espoir de salut des Hol-

1795 — an III Hollande. landais, commença le 12 janvier, et se manifesta pendant deux jours consécutifs. Autant il occasionnait de joie aux alliés, autant il causait d'inquiétude aux Français, à cause des suites funestes qu'il pouvait avoir pour eux. La communication allait être interrompue entre les troupes qui avaient passé le Wahal et celles qui se trouvaient encore en deçà. L'ennemi, profitant de cette circonstance, pouvait fondre alors sur les divisions établies sur la Linge, et les anéantir. Un sentiment général d'anxiété s'était répandu dans toute l'armée, et à l'appréhension des dangers qu'on allait courir, se joignait encore le regret de se voir obligé de renoncer à une entreprise dont on s'était promis tant de gloire et tant d'avantages pour la république. Heureusement, le 14 janvier, le froid reprit tout à coup son intensité; la glace redevint solide, et les Français, retrouvant toute leur allégresse, se préparèrent à marcher à l'ennemi, et à poursuivre leurs progrès dans le pays envahi. Après s'être emparé de la grande île que forment le Wahal et le Leck avant d'aller se jeter dans la Meuse, et s'être rendu maître de Buren et de Kuilenburg, Pichegru fit faire une démonstration pour passer le Leck vers Arnheim, au-dessus de la séparation de ce bras du Rhin, et manifesta l'intention de tourner, de cette manière, la position des ennemis. Ce mouvement décida le général Walmoden à faire exécuter le grand changement de front en arrière qui livrait la Hollande aux Français, et qui établissait son armée sur l'Yssel, depuis Arnheim jusque vers Zutphen.

Les opérations de cette armée cessèrent dès-lors d'être militaires. Sa marche rétrograde ne fut plus qu'une déroute continuelle et honteuse par ses résultats. Walmoden se retira derrière l'Ems dans un état déplorable. Les Hessois et les Hanovriens étaient découragés par cent combats journaliers, où ils étaient engagés par postes contre de fortes colonnes, et dont ils avaient payé tous les frais sans jamais avoir pu en retirer aucune gloire. Les Anglais, fatigués de privations et de marches pénibles par des temps affreux, sentaient tout le mauvais emploi qu'on avait fait d'eux depuis la fatale bataille de Turcoing. Le désordre avait toujours régné depuis dans cette armée; il fut porté à son comble par le découragement et le mécontentement : aussi désormais ce ne sont plus des combats que nous aurons à

décrire en faisant le récit de la conquête de la Hollande ; c'est la marche triomphale d'une armée à travers un pays qui n'a plus de défenseurs. 1795 - an III Hollande.

Le 15 janvier, l'armée du Nord prit position derrière le Rhin et le Leck. Dans le même temps que la droite de l'armée du Nord effectuait le passage du Wahal, la division du général Bonneau avait quitté les environs de Breda pour s'approcher de Gertruydenberg, et former l'investissement de cette place. Il réussit même à s'emparer de vive force de plusieurs forts qui en dépendaient.

Les Anglais, voyant qu'ils ne pouvaient plus espérer de défendre la Hollande, prirent dès ce moment le parti de l'évacuer. La droite de l'armée, aux ordres du général Walmoden, se retira le 15 de la province d'Utrecht; elle évacua Vyk, Durstede et Rheenen; les Français se mirent aussitôt à la poursuite des Anglais, et, le 16, ils firent leur entrée dans Wageningen. Des députés de la province d'Utrecht vinrent ce jour-là au quartier du général Salm, proposer une capitulation pour cette province. Le général répondit qu'il leur ferait savoir les intentions du général en chef dans Utrecht même, qu'il allait occuper.

Cependant Gorkum, cette fameuse forteresse que la bonté de ses ouvrages, et la facilité qu'elle a de se fortifier par les inondations, fait appeler la clef de la Hollande, était encore au pouvoir de l'ennemi. Le quartier-général du prince d'Orange s'y trouvait toujours. Pichegru, voulant s'en emparer, fit investir cette place par deux de ses divisions. Dans des temps ordinaires, Gorkum aurait pu faire une vigoureuse résistance; mais la circonstance des glaces rendait toutes les villes abordables. Le prince d'Orange vit donc qu'il n'était point en son pouvoir de s'opposer aux Français, et qu'il courrait le risque de devenir leur prisonnier, s'il tardait davantage à sortir de Gorkum, et même de la Hollande. Décidé à abandonner les rênes du gouvernement, il se rendit à La Haye, fit ses adieux aux États-Généraux en les présidant pour la dernière fois, et partit pour Scheveningen, où il s'embarqua, avec les princes ses fils, pour l'Angleterre. De ce moment la Hollande, abandonnée par son stathouder, parut aller au-devant du joug des Français.

Le 17 janvier, la brigade du général Salm occupa

1795 — an III Hollande. Utrecht [1]; le général Vandamme entra à Arnheim. L'armée de Sambre-et-Meuse n'ayant plus d'ennemis à combattre, s'étendit sur sa gauche, et releva, dans le pays de Clèves, les troupes de l'armée du Nord.

Le 18, la brigade du général Dewinter prit possession d'Amersfoort; la division du général Macdonald s'établit derrière les lignes du Grebbe, sa droite appuyée sur Rheenen, et sa gauche sur le Zuyderzée. Quelques troupes anglaises qui se trouvaient encore dans cette position avaient voulu faire résistance; Macdonald les avait culbutées sans trop de peine, et s'était emparé de toutes leur redoutes, où il trouva quatre-vingts canons et vingt caissons. Les Anglais avaient pris la fuite si précipitamment, qu'ils abandonnèrent leurs malades à Rheenen et furent obligés de les recommander à la générosité française. La division du général Moreau remplaça alors celle de Macdonald sur le Rhin, et appuya sa gauche à Wageningen.

La rapidité de la marche de l'armée française était telle, que les commissaires conventionnels envoyés près d'elle en mission avaient peine à la suivre. La veille de l'occupation d'Utrecht, le général en chef Pichegru avait été obligé d'écrire aux représentants Bellegarde, Lacoste et Joubert, pour presser leur arrivée. « Ne perdez pas un instant, citoyens représentants, leur disait-il, à vous rendre ici (Thiel), pour passer de suite à Utrecht, que nos troupes occuperont demain. » Les représentants y arrivèrent le 19, et le même jour ils y reçurent une députation de la province de Hollande, chargée de traiter avec eux d'une capitulation.

Le lendemain, 20 janvier, le général Pichegru, accompagné des trois représentants du peuple déjà nommés, fit son entrée dans la ville d'Amsterdam, et en prit possession au nom de la république. Les Français y furent reçus comme des libérateurs,

[1] Utrecht est une ville célèbre dans l'histoire de la Hollande. C'est à Utrecht que fut cimentée l'union des Sept-Provinces, en 1679. C'est dans cette ville que se tint le fameux congrès, en 1712 et 1713, qui termina la guerre de la Succession d'Espagne, et rendit la paix à l'Europe. L'armée victorieuse de Louis XIV s'était déjà emparée d'Utrecht en 1672; mais cette conquète fut la dernière, et le Leck devint alors une barrière insurmontable que les troupes du monarque français ne purent franchir.

par un peuple qui déjà avait tenté, en 1787, de secouer le joug du stathouder. Aussi des acclamations universelles, et qui paraissaient franches, accompagnèrent la marche des commissaires de la Convention jusqu'au palais qui leur avait été préparé. Le nom du vainqueur des coalisés, Pichegru, se mêlait aussi aux cris de *Vive la liberté! Vive la nation française!* qui retentissaient de toutes parts. Mais ce guerrier, qui parut toujours prendre le plus grand soin de se mettre à l'abri des dangers de sa renommée par une modestie, peut-être affectée, se déroba promptement aux applaudissements, en se retirant avec son état-major[1].

1795 — an III
Hollande.

La conquête d'Amsterdam, l'une des plus grandes et des plus riches villes de l'Europe, devenait extrêmement importante pour la république, par les immenses ressources qu'allait y trouver l'armée du Nord. Elle faisait, d'ailleurs, espérer la prompte soumission des autres Provinces-Unies; et la possession de ce pays, auquel le commerce avait donné une si brillante prospérité, allait assurer à la république française une prépondérance désormais certaine dans les affaires politiques de l'Europe. Il n'est donc pas étonnant que la nouvelle de cet événement, si glorieux, sous tous les rapports, pour les armes françaises, ait répandu un si vif enthousiasme dans la Convention nationale. Carnot, au nom du Comité de salut public, dont il était toujours membre, proposa de décréter que les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessaient de bien mériter de la patrie. L'assemblée tout entière, par un mouvement spontané, se leva pour sanctionner ce projet de décret. Un représentant du peuple, Blad, trouva même que ce témoignage de reconnaissance n'était point suffisant, et prétendit que ces deux armées avaient usé, par leurs triomphes, ce protocole adopté par la Convention pour récompenser les

[1] Un fait que l'histoire ne doit point omettre, dit Lacretelle, c'est que le jour même où les Français entrèrent dans Amsterdam, la bourse fut ouverte; toutes les opérations commerciales eurent lieu comme de coutume, les dettes furent acquittées avec la même fidélité. L'observateur, en remarquant cet exemple signalé du flegme et de la bonne foi héréditaires de ces républicains commerçants, pouvait dire ce jour-là même: *la Hollande existe encore.*

1795 — an III Hollande. braves défenseurs de la patrie; il proposa d'adopter pour eux une nouvelle dénomination, et de décréter que les soldats de ces deux armées seraient appelés les *héros du Nord et de Sambre-et-Meuse*. Cette proposition extraordinaire allait être décrétée, lorsque, sur l'observation de Bourdon de l'Oise, on réfléchit que cette dénomination pourrait humilier les autres armées; et la première proposition de Carnot fut seule adoptée.

L'enthousiasme de la Convention augmenta encore quelques jours après. Le 28 janvier, une députation envoyée d'Amsterdam parut à la barre de cette assemblée, et prononça un long discours, dont nous citerons ces passages, qui prouveront avec quelle rapidité les principes de la révolution française s'étaient étendus devant les armées victorieuses : « Dans l'ivresse universelle que font éprouver les événements glorieux qui immortalisent à jamais les armées françaises, les députés des patriotes bataves, accompagnés des infortunées victimes de la révolution de 1787, s'empressent d'apporter à la représentation nationale l'expression fidèle de leurs vœux et de leur joie.

« Elles sont donc enfin réalisées, ces promesses acquittées aujourd'hui par la bravoure d'un peuple de héros! Le stathouder est en fuite, et l'Anglais pâlit d'épouvante et d'étonnement.

« Elles se réaliseront ces promesses faites depuis si longtemps par les patriotes bataves, de se montrer dignes de recouvrer leur liberté, d'y concourir du moins de tout leur pouvoir!...

« Partout l'insurrection éclate, partout le patriote secoue l'horrible chaîne qui le comprimait; partout le Français libérateur est béni; vos armées marchent aux acclamations d'un peuple reconnaissant; Amsterdam, la populeuse Amsterdam, a fait retentir jusqu'aux nues le bonheur de sa délivrance; elle a invité les Français à entrer dans ses murs; elle les a reçus en amis et en frères.

« Citoyens représentants, si ce tableau est fidèle, s'il n'est que l'exposé des faits, hésiteriez-vous à mettre le sceau à vos dispositions généreuses, en remettant à la Hollande, redevenue libre par vos mains, le prix, l'inestimable prix de l'indépendance nationale, le seul moyen de rendre cette brillante conquête réellement utile à la France, et funeste aux despotes, dont

les derniers efforts vont sans doute se réunir bientôt pour tenter de vous l'arracher. 1795 — an III Hollande.

« Pour le commun bonheur des deux républiques, pour leur intérêt réciproque, et surtout pour le maintien de ce que vous devez attendre de nos efforts, nous vous demandons, législateurs, nous demandons à la représentation nationale de la France, qu'elle daigne laisser au peuple libre de nos villes et de nos campagnes le choix le plus prompt de ses autorités constituées... »

Ainsi la Hollande voulait bien tenir sa liberté des Français, mais elle ne voulait pas rester leur conquête : ce sentiment généreux méritait d'être favorisé. Le système d'agrandissement adopté depuis par le gouvernement de la France, n'était point encore adopté; et Barrère, qui présidait alors la Convention, répondit, au nom de cette assemblée, que l'intention de la représentation nationale était de se montrer généreuse et grande à l'égard des Hollandais, et que ceux-ci pouvaient compter sur toute sa bienveillance. Le gouvernement conventionnel ne tarda pas à prouver la sincérité de cette promesse.

Prise de Dordrecht, Rotterdam, La Haye, etc., et des vaisseaux de guerre hollandais par la cavalerie française; capitulation de la Zeelande. — Entre Gertruydenberg et Dordrecht se trouve l'espèce de lac appelé le Bies-Bosch. Ce lac recouvre maintenant, dans sa vaste étendue, soixante-douze villages, disséminés autrefois dans cette partie de la Hollande. Dans l'hiver de 1421, la mer rompit l'une des digues qui contenaient ses efforts, se répandit avec furie par la brèche immense qu'elle s'était formée, et abîma sous ses eaux les soixante-douze villages et leurs malheureux habitants. Cette grande catastrophe est l'un des plus terribles exemples des dangers qui menaceront la Hollande toutes les fois qu'elle n'aura pas un gouvernement incessamment occupé du soin de réparer les remparts qui la préservent des envahissements de la mer. Elle disparaîtra le jour où la main qui éleva ces digues cessera de veiller à leur conservation. Cette position éminemment critique de la Hollande était si bien connue d'un empereur de Turquie, que, dans un moment d'impatience contre cette nation, il disait : « Si ces marchands me font mettre en colère, j'enverrai chez eux un corps de pionniers pour jeter toutes leurs 3 février. (15 pluv.)

1795 — an III Hollande.

terres dans la mer. » Cependant le Hollandais vit tranquille sur cette terre qu'il a arrachée au plus furieux des éléments; et, continuellement environné de périls, il ne songe pas même qu'il en puisse être atteint.

Le lac de Bies-Bosch était devenu solide par l'effet de la glace, comme tous les fleuves de la Hollande. La division du général Bonneau, qui venait de s'emparer, le 19, de la ville de Gertuydenberg, et d'en faire la garnison prisonnière sur parole, traversa ce lac le lendemain, et vint prendre possession de Dordrecht. Cette ville avait l'un des arsenaux les mieux fournis de la Hollande. Les Français y trouvèrent six cent trente-deux pièces de canon, la plupart en bronze; dix mille fusils neufs, et des magasins de vivres et de munitions de guerre pour une armée de 30,000 hommes.

Le 22 janvier, les troupes de cette même division qui venait de s'emparer de Dordrecht, se présentèrent devant Rotterdam, et y firent leur entrée. Rotterdam, la plus grande ville de la Hollande après Amsterdam, est bâtie dans un vaste marais, sur la rive gauche de la Meuse. Sa plus grande rue est fondée sur une digue qui est plus élevée que le reste de la ville, et qui la garantit de l'inondation. L'air qui circule à Rotterdam passe pour malsain, dans un pays où l'insalubrité générale de cet élément si nécessaire à la vie ne rend point les habitants difficiles. Les Français n'y furent pas longtemps sans s'en trouver incommodés, et ils furent obligés d'abandonner le séjour de cette ville marécageuse.

Le 23, le général Bonneau s'avança du côté de La Haye, et en prit possession. La Haye qui, jusqu'à cette époque, n'avait encore porté que le titre de village, était cependant une des villes les plus considérables de la Hollande. Les États-Généraux de la république hollandaise y tenaient leurs séances, et les princes d'Orange y avaient un superbe palais, commencé par Guillaume III, qui fut empereur d'Allemagne; ils y faisaient leur résidence habituelle. Le stathouder, en quittant La Haye pour passer en Angleterre, avait lui-même recommandé aux États-Généraux de bien recevoir les Français. Ceux-ci furent accueillis en conséquence de ces insinuations, et leur entrée dans la ville fut un triomphe paisible plutôt qu'une prise de

possession militaire. Le prince d'Orange avait en outre ordonné 1795 — an III Hollande.
à tous les gens de sa maison, qu'il laissait dans son palais, d'avoir pour le général Pichegru le respect et les égards qu'ils avaient pour lui-même. Le général français, à son arrivée au palais de La Haye, fut en conséquence servi par les domestiques du prince, en livrée de la maison d'Orange, et reçut tous les hommages qu'on eût prodigués au prince lui-même. Mais Pichegru, modeste et simple comme doit être un général républicain, céda le palais du stathouder aux représentants du peuple, aussiôt après leur arrivée à La Haye. Ceux-ci, pour diminuer aux yeux de l'armée française et du peuple hollandais le faste orgueilleux de cette résidence, qui contrastait singulièrement avec l'austérité républicaine dont ils faisaient parade, firent placer sur le frontispice l'inscription suivante, gravée en lettres d'or : « *Nous voudrions que la maison des représentants du peuple fût de verre, pour que le peuple pût être le témoin de toutes leurs actions.*

Le but que s'était proposé le prince d'Orange en engageant les Hollandais de son parti à se soumettre de bonne grâce au joug des Français, était l'espoir que ceux-ci apporteraient peu de changements dans les administrations, et laisseraient en place la plupart de ses créatures; mais les commissaires conventionnels furent loin d'en user ainsi. Tous ceux qui étaient connus par leur attachement à la maison d'Orange perdirent leurs places ou leurs emplois, plusieurs membres des États-Généraux furent même rayés de la liste, et l'assemblée réformée fut appelée : *les États-Généraux régénérés.* Le grand-pensionnaire van der Spiegel fut remplacé par Pierre Paulus, qui avait pris une part active à la révolution de 1787.

Les États régénérés expédièrent des ordres pour que tous les commandants des places fortes eussent à les rendre aux Français aussitôt que ceux-ci se présenteraient. Les troupes hollandaises, traitées désormais en alliées de la république, ne furent point désarmées. Les généraux furent seulement tenus de leur faire prêter, et de prêter eux-mêmes, le serment de ne plus porter les armes contre les Français.

Cependant l'armée du Nord, victorieuse des Anglais, des Autrichiens, des Hollandais et des éléments, n'en était pas moins

1794 — an III Hollande.

dans une situation déplorable. La misère affreuse dans laquelle elle était plongée à la fin du siége de Nimègue, n'avait fait qu'augmenter pendant les deux mois qui venaient de s'écouler. Ces soldats, qu'un membre de la Convention voulait appeler des héros, et qui méritaient bien, en effet, cette qualification par la rare constance et l'intrépidité dont ils venaient de donner tant de preuves, n'étaient plus, pour la plupart, que des spectres décharnés, chez qui le cœur seul conservait encore quelque vigueur. Il était également indispensable de les vêtir à neuf, et de leur fournir une nourriture plus abondante; rien n'était plus facile dans un pays aussi riche que celui dont ils venaient de faire la conquête; mais, fidèles aux rôles d'alliés et d'amis qu'ils avaient annoncés, les mandataires de la Convention ne firent, en leur nom, aucune demande impérative, et se contentèrent de mettre sous les yeux des États les besoins pressants de ces soldats français que le peuple de la Hollande proclamait ses libérateurs. Les États firent en conséquence, et répartirent, sans que les Français s'en mêlassent, la réquisition suivante : deux cent mille quintaux de froment, douze cents bœufs, cent cinquante mille paires de souliers, vingt mille paires de bottes, vingt mille habits et vestes de drap, quarante mille culottes tricotées, cent cinquante mille pantalons de toile, deux cent mille chemises, cinquante mille chapeaux, cinq millions de bottes de foin de quinze livres, deux cent mille bottes de paille de dix livres, et cinq millions de mesures d'avoine aussi de dix livres. Ces réquisitions, qui furent fournies fort exactement, purent suffire aux premiers besoins des Français, et l'armée se remit promptement de ses fatigues.

Cependant la division du général Bonneau, après s'être emparée de Dordrecht, de Rotterdam et de La Haye, s'était portée sur la ville d'Helvoetsluis. 600 soldats français étaient prisonniers dans ce port, sous la garde de 800 Anglais. Bonneau, sachant que Stoury, commandant du port, était partisan de la révolution, lui fit passer secrètement l'invitation de faire armer les prisonniers français, promettant d'appuyer lui-même, avec sa division, les efforts qu'il tenterait dans cette circonstance. Stoury s'y prit si adroitement, que les Français furent armés, et les 800 Anglais faits par eux prisonniers,

avant que ceux-ci eussent pu s'en apercevoir. Les vainqueurs ouvrirent les portes de la ville d'Helvoetsluis, et Bonneau y fit son entrée avec sa division. Les princes de Salm-Salm et Hohenlohe, et un aide de camp du général Clairfait, qui s'étaient rendus dans ce port pour s'embarquer, tombèrent au pouvoir des Français, et furent envoyés en grande pompe à Paris par les commissaires conventionnels. 1794 — an III Hollande.

D'un autre côté, la division du général Macdonald, après s'être emparée de Woerden, le 21 janvier, avait pris position, la gauche à cette place, et la droite à Amersfoort. La division du général Moreau fut placée derrière la ligne du Grebbe, entre Rheenen et Amersfoort. La division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Arnheim. Ces différentes positions complétaient une ligne formidable depuis Amersfoort jusqu'à Naarden sur le Zuyderzée.

Un nouveau prodige allait signaler cette campagne déjà si étonnante. Pichegru avait envoyé dans le Nord-Hollande des detachements de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre à la cavalerie de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait y être à l'ancre, et de s'en emparer. C'était la première fois qu'on parlait de prendre une flotte avec de la cavalerie. Cependant cette manœuvre réussit comme toutes celles qui avaient été commandées. Les Français traversèrent au galop les plaines de glaces, arrivèrent auprès des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et firent, sans combat, prisonnière l'armée navale. N'a-t-on pas eu raison de dire que tout s'était fait par enchantement dans cette campagne?

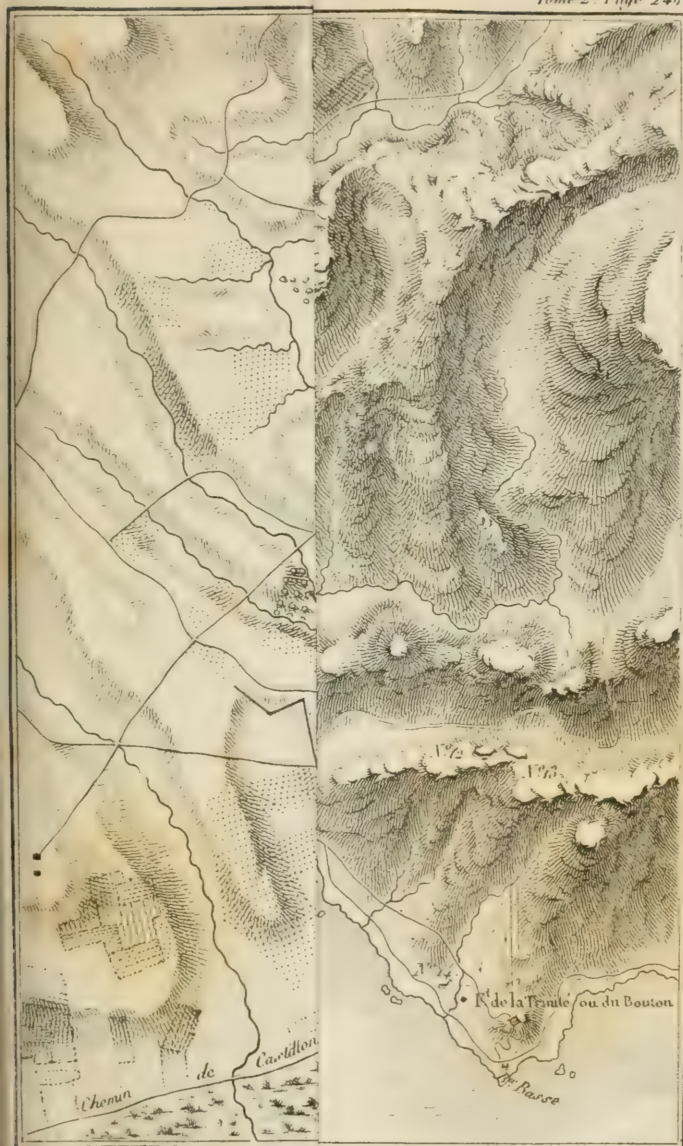
Pour que les Français fussent maîtres des sept Provinces Unies, il n'y avait plus à soumettre que celles de Frise, de Groningue, d'Overyssel et de Zeelande. Cette dernière province, composée de six grande îles et de plusieurs petits îlots successivement formés par les sédiments que l'Escaut a déposés à son embouchure depuis une longue suite de siècles, ou peut-être par une révolution marine, offrait plus de difficultés encore. Les détroits de toutes ces îles n'étaient pas solidement gelés, et il pouvait être très-dangereux de s'y exposer sur la glace. Cependant la conquête de la Zeelande devenait d'autant plus pressante, que sa proximité de l'Angleterre la mettait à même

1794 — an III
Hollande.

de recevoir promptement les secours qu'on savait être préparés dans les ports de cette puissance. Le général Michaud, chargé par Pichegru de cette importante expédition, voulut tenter la voie de la négociation avant d'employer la force pour la faire réussir. Son aide de camp Commaneaux, envoyé avec plusieurs autres officiers, ne pénétra qu'avec les plus grandes peines jusqu'au siége du gouvernement de cette province. Après avoir été sommés plusieurs fois et plusieurs fois avoir fait mine de vouloir se défendre, les États particuliers de la Zeelande conclurent, le 3 février, une capitulation, portant que la religion dominante aurait son libre exercice ; que le général Michaud n'enverrait que le nombre de troupes nécessaire pour la police et la garde des vaisseaux, et de l'île de Walcheren ; qu'il n'y aurait point de cours forcé aux assignats et point de réquisition sur les biens et sur les individus, etc., etc. Cette capitulation, qui fut acceptée par les commisaires conventionnels Bellegarde, Frecine, Portiez, Roberjot, Charles Cochon, Alquier et Ramel, excita, lors de sa lecture, de violents débats dans le sein de la Convention. Plusieurs membres, entre autres Duroy, Cigogne, Mathieu, prétendirent qu'elle était injurieuse et attentatoire à la majesté du peuple français, en ce que les capitulants semblaient eux-mêmes avoir imposé des conditions à leurs vainqueurs. Cependant, sur l'observation de Boissy-d'Anglas, que ces débats pourraient irriter les Hollandais qui en auraient connaissance, il fut décidé que cette capitulation ne serait point discutée dans le sein de la Convention, et que les représentants qui auraient à faire quelques objections, les iraient communiquer au Comité de salut public, chargé du soin de ratifier le traité. Cette ratification paraît avoir été faite peu de temps après, et la Zeelande s'empressa d'adhérer à toutes les mesures prises par les États-Généraux assemblés à La Haye.

3 février.
(15 pluv.)
Espagne.

Siége et prise de Roses.— L'armée du Nord n'avait pas seule le privilége d'étonner l'Europe par des prodiges opérés pendant l'un des hivers les plus rigoureux qu'ait signalés l'histoire. Suivant la remarque que nous en avons déjà faite, celle des Pyrénées-Orientales ne montrait pas moins d'intrépidité, et ne méritait pas moins de gloire. Les longs et difficiles travaux entrepris par elle pour s'emparer de la ville de Roses, sa constance



N.º 12
N.º 13
N.º 14
Fᵗ de la Trinité ou du Bouton
Pᵗᵉ Basse
Chemin de Castillon


ATTAQUE
PRINCIPALE
CITADELLE
VILLE DE ROSES
Escadre Anglaise
Chemin de Castillon
2000 Metres

à braver et à supporter toutes les fatigues, ne la rendaient pas moins digne de toute la reconnaissance nationale. Peut-être même, aux yeux de la postérité, sa gloire paraîtra-t-elle plus éclatante, en ce que, indépendamment des obstacles que présentait à son courage toute l'âpreté de la saison, elle eut encore à vaincre les efforts héroïques de l'ennemi chargé de lui résister. Pichegru chassait devant lui sans combat les Anglais épouvantés. Pérignon, qui commandait l'armée des Pyrénées-Orientales, trouva, dans les Espagnols renfermés dans la place de Roses, des hommes qui surent disputer de valeur avec celle des soldats français, et reculer longtemps l'instant de leur triomphe. C'est donc avec raison que, dans le sein de la Convention, Bourbon de l'Oise s'était opposé à ce qu'on donnât à l'armée du Nord une dénomination particulière pour la récompenser. Les vainqueurs de Roses allaient prouver à la France que tous ses guerriers méritaient également le titre de héros.

1794 — an III. Espagne.

Nous avons dit qu'après la bataille de la montagne Noire, l'armée victorieuse s'était partagée en deux grandes divisions. Augereau, à la tête de la première, était resté sur le champ de bataille et autour de Figuières, dont on s'était emparé. La seconde, commandée par le général en chef en personne, s'était jetée dans le Lampourdan, et avait formé l'investissement de la ville de Roses, dont la possession devenait nécessaire pour assurer les subsistances par la voie de la mer.

Roses est située dans une plaine de la Catalogne, à quatre lieues à l'est de Figuières, et au fond d'un golfe qui porte le même nom. Cette ville s'étend sur une ligne droite au bord de la mer, et sa position, aussi bien que les ouvrages qu'elle renferme, en rendent l'occupation très-difficile. Mais sa principale défense est dans la forteresse et le fort que les Espagnols appellent le fort de *la Trinité*, et les Français *le Bouton* de *Roses*. La place, la forteresse et le fort du Bouton forment une ligne demi-circulaire qui fait le contour de la baie. Les ouvrages défensifs de la forteresse consistent en un double rang de murailles sans fossés, ni chemin couvert. Le fort du Bouton, à un quart de lieue au sud-est de Roses, est placé sur le sommet d'une montagne escarpée, dont les trois quarts déclinent presque perpendiculairement à la mer. L'autre par-

1794 — an III. Espagne. tie fait face à une cordillère qui monte en amphithéâtre, et dont le sommet domine le château, qui de loin ressemble à un vieux manoir en ruines ; mais de près on aperçoit trois rangs de plates-formes, couvertes de batteries qui défendent la place de Roses et l'entrée de la baie. Le fort a la forme d'une étoile à quatre pointes. Il est petit, et ne peut guère tenir que 2 à 300 hommes de garnison. Mais le grand avantage qu'il présente pour la défense de la ville, c'est qu'il domine toutes les positions environnantes, et n'est lui-même dominé que par une haute montagne à pic, qui, jusqu'à l'époque de ce siége, passait pour être inaccessible.

Au moment où le général Pérignon commença à former l'investissement de Roses, 5,000 hommes des meilleures troupes de l'Espagne étaient renfermées dans la place, la forteresse, le château et le fort. Cette ville n'avait jamais été prise sans qu'une flotte ne secondât les troupes assiégeantes et tînt en même temps son port bloqué. Cependant, à cette époque, Roses n'était point menacée par une escadre française : elle avait, au contraire, dans son port, une flotte espagnole de treize vaisseaux de ligne et de quarante-cinq bombardes, commandée par l'amiral Langara, qui pouvait à chaque instant ravitailler, augmenter ou retirer les troupes chargées de la défense de Roses. Mais Pérignon connaissait toute l'intrépidité des soldats qu'il commandait, et il n'hésita point à entreprendre un siége qui eût paru à d'autres d'une exécution impossible.

C'est à la fin de novembre 1794 qu'il avait commencé à établir ses cantonnements autour de la place de Roses. Dès le 28, il fit occuper le petit village de Garriga, qu'on trouve sur le grand chemin, avant d'arriver à la forteresse. Deux batteries furent aussitôt établies sur une hauteur voisine du village : l'une de deux pièces de 24 et un obusier; l'autre de quatre pièces de 24, de deux mortiers et de deux obusiers. Le lendemain, ces batteries furent en état de foudroyer la forteresse, et leurs décharges furent si bien dirigées, qu'elles démontèrent une pièce de 24, et mirent le feu à un petit magasin à poudre. Les bombardes espagnoles mouillées dans le port tentèrent vainement de faire taire le feu des batteries françaises; elles ne purent y réussir. Ce jour-là, le marquis de las Amarillas, commandant

en chef l'armée espagnole de la Catalogne, envoya dans la place don Domingo Yzquierdo, pour en prendre le commandement. La première opération de ce général fut de faire une reconnaissance détaillée de la place, et il s'occupa sans relâche d'en augmenter les moyens de défense. 1795 — an III. Espagne.

Le 5 décembre, les Français étaient parvenus à établir une troisième batterie de quatre pièces de 24, trois obusiers de 8 et deux mortiers, à trois cents toises de la place, dirigée du côté de la mer, et destinée à battre l'escadre espagnole et les chaloupes canonnières. Les assiégés, instruits de l'établissement de cette batterie, par un déserteur, se décidèrent à envoyer, à la nuit tombante, un détachement pour la reconnaître. Cette batterie, établie sur le bord de la mer, était liée, par une tranchée profonde, à un redan garni de quatre pièces dirigées contre la place. Le redan communiquait aussi, par une autre tranchée, à un ravin qui commence à une maison appelée *la Maison des Bergers*, et finit près du village de Garriga. Par cette ligne de circonvallation, les Français ne se trouvaient plus qu'à deux cent quarante toises de la demi-lune, qui est entre le bastion de Saint-Philippe et celui de Saint-Jacques, à l'ouest de la place. Ces différents ouvrages étaient gardés par les assiégeants avec peu de précaution. Les Espagnols, en arrivant, égorgerent les sentinelles perdues qui s'y trouvaient; déjà ils travaillaient avec activité à combler la tranchée, lorsque d'autres troupes arrivèrent pour la défendre. Les Espagnols se hâtèrent de se soustraire à leur atteinte, et rentrèrent dans la place sans avoir fait beaucoup de ravages.

Plusieurs mamelons ou hauteurs peu élevées se trouvaient au nord de la place. Dominées par les forts espagnols, elles offraient aux assiégeants de bien faibles avantages. Cependant Pérignon ne négligea point de les faire occuper le 6 décembre. Il y fit établir plusieurs petites batteries, et fit en même temps pousser un boyau de communication vers la place. Vers midi, un corps de 3,000 Français se dirigea du grand camp, par la droite de la place, sur le fort de la Trinité.

Le 7, six batteries dirigées contre Roses et contre la flotte espagnole étaient achevées. Elles commencèrent à faire un feu très-vif, auquel celui de la place répondit avec non moins de vigueur.

1795 — an III. Espagne.

Sans doute les décharges de l'artillerie française avaient fortement incommodé l'ennemi ; car, dans la nuit du 8 au 9, les assiégés se décidèrent à faire une sortie pour tenter de détruire les ouvrages des assiégeants. Un détachement de la garnison réussit à surprendre la garde d'une batterie du centre qui n'était point encore garnie de ses canons. Les Espagnols se mirent aussitôt en devoir de la détruire. Mais les Français, avertis par quelques fuyards que les assiégés avaient laissé échapper, accoururent pour défendre leur batterie, se jetèrent avec impétuosité sur le détachement, et le forcèrent de rentrer dans la place en le poursuivant l'épée dans les reins. Le lendemain, les Espagnols firent une nouvelle sortie, et revinrent plus nombreux pour renverser les ouvrages ; mais ils furent repoussés comme la veille, sans avoir pu réussir dans leur entreprise.

Cependant Pérignon avait acquis la certitude que les batteries établies jusqu'alors étaient à peu près inutiles. Celles de la place maîtrisaient leur feu avec trop d'avantage pour espérer d'en tirer une ressource réelle. Le général en chef s'était en même temps convaincu qu'avant de songer à prendre la ville, il fallait nécessairement occuper le fort du Bouton, qui, dominant également et la place et les positions des assiégeants, opposerait toujours aux progrès de ceux-ci un obstacle invincible. Nous avons dit que ce fort n'était lui-même dominé que par une hauteur escarpée jugée inaccessible jusqu'à ce moment. Cette hauteur, appelée le Puig-Bon, avait été reconnue par Pérignon. Elle était élevée de deux mille toises au-dessus du niveau de la mer ; mais son sommet était couronné par un plateau, qui parut propre à une batterie capable de faire taire toutes celles du fort du Bouton, et de forcer ce fort à se rendre. Il résolut en conséquence de tout tenter pour y parvenir. Vainement les ingénieurs de l'armée déclarèrent qu'il était impossible d'y monter pour y placer des batteries. « C'est l'impossible que je veux », répond le général français ; et, par ses ordres, les travaux furent aussitôt commencés dans cette intention.

Du 9 au 14 décembre, on ne s'occupa plus que des moyens de répondre aux vœux de Pérignon. Sa noble confiance semblait avoir gagné toute l'armée ; et, malgré toute l'intempérie des saisons, malgré les fatigues causées par un froid que l'excès

du travail ne pouvait même dissiper, l'armée entière s'appliqua à prouver que les Français en effet ne connaissaient rien d'*impossible*. En moins de six jours les audacieux travailleurs réussirent à tailler un chemin de trois lieues de long sur le flanc de la montagne. Les terres, durcies par la gelée, ne cédaient qu'avec effort aux instruments les plus tranchants ; et quand cette route merveilleuse fut achevée, c'est avec des difficultés non moins pénibles qu'on parvint à conduire sur le plateau l'artillerie nécessaire pour l'armer. Les soldats montaient à la prolonge les canons sur cette hauteur presque perpendiculaire. On ne pouvait considérer cette entreprise hardie sans éprouver un sentiment de surprise, d'admiration et d'effroi. On porta sur cette sommité les projectiles sur l'arçon de la selle. Les ingénieurs enfin, persuadés qu'avec de l'audace et de la persévérance tout devient facile à l'homme animé par le patriotisme et l'amour de la gloire, s'occupèrent incontinent d'établir sur le plateau les batteries projetées ; trois y furent placées : la première était composée de six canons de 24 et six obusiers; la deuxième, de quatre canons aussi de 24, de deux obusiers et de quatre mortiers; la troisième, de deux canons, de quatre obusiers et de quatre mortiers.

1795 — an III. Espagne.

Le 25 décembre, tous ces différents travaux étaient terminés. L'artillerie du Puig-Bon fit toute la journée un feu terrible sur le fort du Bouton de Roses et sur l'escadre. Le fort eut quatre de ses pièces démontées ; et les bombardes espagnoles, tourmentées en outre par une mer houleuse, furent obligées de cesser leur feu. Le même jour, les Français s'emparèrent, par surprise, d'une redoute placée à la droite de la place ; mais, attaqués à leur tour par des forces supérieures, ils furent contraints de l'évacuer.

Les batteries du Puig-Bon, dominant désormais celles des Espagnols, rendaient le feu de l'ennemi moins dangereux, et les assiégeants en profitèrent pour ouvrir la tranchée et commencer leur parallèle ; mais en même temps leur artillerie redoublait encore d'activité, et elle était dirigée et servie avec tant de précision et d'activité que, chaque jour, les Espagnols voyaient quelques-unes de leurs pièces démontées. Le 28, une bombe mit le feu à un magasin de paille qui était dans la place.

1795 — an III. Espagne.

Le 1er janvier 1795, le fort de la Trinité cessa tout à coup son feu. Les batteries qui faisaient face au plateau du Puig-Bon étaient toutes démontées. Encouragés par cet indice de leurs progrès, les Français redoublèrent d'efforts. Le 3, la brèche était ouverte de toutes parts en avant du fort, et le commandant se vit obligé d'en donner avis au gouverneur de Roses. Les éléments eux-mêmes semblaient combattre contre les Espagnols. L'un de leurs principaux moyens de défense était leur flotte. La mer fut, pendant plusieurs jours, agitée par une tempête affreuse. Les chaloupes canonnières ne pouvaient plus approcher du rivage : les assiégeants en profitèrent pour empêcher la communication du fort avec la place par la voie de terre. Dans la nuit du 6, le vaisseau espagnol *le Triomphant* se perdit à la côte; d'autres vaisseaux furent considérablement endommagés. Les bombardes, la plupart avariées, ne pouvaient plus empêcher les Français de faire feu sur la place et sur le fort. Dénuées de toute espérance d'être secourues et de tout moyen de défense, les troupes renfermées dans le fort du Bouton se décidèrent enfin à l'évacuer dans la nuit du 6 au 7, et se retirèrent sur la place. La mer s'étant un peu calmée, les chaloupes s'approchèrent de la côte. Les canons furent encloués, les poudres mouillées, et, par des échelles de corde, les troupes descendirent sur le bord de la mer, et s'embarquèrent pour se rendre à Roses. Les Français, ignorant qu'on l'évacuait, continuèrent leur feu sur le fort, et ce ne fut que le 8 au matin qu'ils en prirent possession. Depuis le commencement du siége, ils avaient tiré contre le Bouton deux mille deux cent quatre-vingt-cinq boulets de 24, quarante-trois bombes et une certaine quantité d'obus et de grenades. Le fort leur avait riposté par neuf cent quarante-deux boulets aussi de 24, soixante-seize obus de 4 et quatre-vingt-cinq bombes.

La prise du fort du Bouton était un grand acheminement à celle de Roses. Mais les Français avaient encore de grandes et nombreuses difficultés à vaincre. Chaque jour augmentait les rigueurs de la saison. Elles étaient devenues insupportables, et les Français avaient besoin de l'exemple de leur général pour ne point se décourager, et conserver cette confiance qui leur était nécessaire. Le corps de Pérignon semblait s'endurcir

contre les privations de tout genre. Toujours actif, on le voyait sans cesse à la tête des travailleurs, et sa présence était le plus grand motif d'émulation qu'il pût leur offrir. Son visage conservait cette sérénité qui fait braver au soldat les dangers et l'excès de la misère. Assis sur un quartier de rocher, il commandait un jour des manœuvres; une bombe tombe et brûle un pan de son habit; on lui crie de se retirer; il reste immobile au milieu des éclats qui le couvrent de toutes parts. Comment les Français n'auraient-ils pas bravé toutes les fatigues, en voyant dans leur général cette impassibilité et ce froid mépris de la mort!

1795 — an III.
Espagne.

Le 14 janvier, il survint des brouillards épais qui donnèrent aux assiégeants la facilité de perfectionner leurs ouvrages. De tous les côtés de terre, Roses était entourée de batteries. On foudroyait la place, des montagnes et du fort de la Trinité. Le 15 janvier, la neige couvrait de plus de trois pieds le camp des Français et des Espagnols; une sentinelle fut trouvée gelée à son poste, et l'on fut obligé de relever les postes de demi-heure en demi-heure. Les assiégés se virent dans la nécessité de tracer des chemins à travers la neige, sur les parapets et terre-pleins de la place, afin que la communication active ne fût pas empêchée.

Le 22, les Français, malgré l'excessive intensité du froid, n'avaient pas discontinué leurs travaux, et avaient même profité de quelque relâchement des Espagnols dans leur défense, pour avancer un éperon de cinquante pas en avant de la tranchée. Quatre bombardes espagnoles s'approchèrent de la côte le lendemain, pour empêcher la continuation de cet ouvrage; mais un coup de vent d'ouest les obligea à jeter l'ancre près de la place. Le 24, les Français avaient perfectionné deux nouvelles parallèles. Le 25, les vents sautèrent au nord, et le froid devint si vif, la gelée fut si forte, que, pour la première fois depuis le siége, les assiégeants se virent dans l'impossibilité de continuer leurs travaux de tranchée, à cause de l'extrême dureté de la terre. Ils redoublèrent leur feu sur la place. Onze batteries déjà établies, outre celles du fort de la Trinité, vomissaient nuit et jour les boulets, les bombes et les obus sur la ville. De ces onze batteries, il y en avait une de dix-huit pièces, du

1793 — an III. Espagne.

calibre de 24 et de 36; elle faisait un ravage épouvantable.

Cependant, la garnison, non moins acharnée à se défendre que les Français à attaquer, ne parlait point de se rendre. Le froid continuait, et les officiers du génie avouèrent leur impuissance pour achever les travaux de siége, si les retranchements n'étaient emportés. « Qu'on se prépare donc, dit le général Pérignon; je serai demain à la tête des grenadiers! » C'était le 31 janvier. Le lendemain, à cinq heures du matin, la colonne des grenadiers, ayant à leur tête leur digne général en chef, sort de la tranchée. A huit heures, tous les retranchements en avant de la place étaient enlevés, malgré la plus vive résistance et le feu le plus meurtrier.

Cette action d'éclat, qui donnait la mesure de l'audace des Français, intimida les Espagnols; et les habitants de la ville de Roses purent enfin adresser leurs sollicitations au gouverneur, pour une prochaine évacuation. Pérignon en accéléra encore le moment en faisant plus que jamais foudroyer les derniers remparts de la ville. La brèche était devenue si grande, qu'il résolut de livrer un assaut général, et sur-le-champ il fit venir trois mille échelles de Figuières. Heureusement pour la place, le gouverneur Domingo Yzquierdo fut instruit de cette détermination, et résolut de ne point s'exposer aux hasards d'une attaque de vive force. Il s'embarqua donc dans la nuit du 2 au 3 février, et ne laissa dans la place que 300 hommes, avec ordre de continuer le feu pendant toute la nuit, et de ne s'embarquer eux-mêmes que lorsque le reste de la garnison aurait filé au large. Tout fut, en effet, exécuté comme Yzquierdo l'avait ordonné. Mais au moment où les 300 hommes se préparaient à l'aller joindre, une fausse alarme fit éloigner les bateaux embarcadères, et ces 300 Espagnols, abandonnés dans la ville, furent obligés d'arborer, au matin, le drapeau blanc en signe de capitulation, et furent retenus prisonniers par les Français, enfin maîtres de la place.

Ainsi tomba Roses au pouvoir des Français, après soixante-dix jours d'un des siéges les plus pénibles dont l'histoire fasse mention. Les deux partis avaient rivalisé de zèle, de courage, de dévouement, et ce fait militaire peut être regardé, pour les deux nations comme l'un des plus éclatants de la guerre.

De part et d'autre on vit se signaler tous les genres d'hé-roïsme. 1795 – an III. Espagne.

La place de Roses tira sur les assiégeants treize mille six cent trente-trois boulets, trois mille six cent deux bombes, douze cent quatre-vingt-dix-sept obus. Les chaloupes canonnières ou bombardes lancèrent quatre mille sept cent soixante-treize boulets, deux mille sept cent trente-six bombes, et deux mille quatre-vingt-treize obus ou grenades : ce qui fait un total de vingt-huit mille cinq cent trente-quatre projectiles. On estime à quarante mille les boulets, bombes ou grenades envoyés par les assiégeants. Les bombes lancées par eux tombaient sur la place d'une hauteur de cent quatre-vingt-treize pieds, de manière que les blindages que les Espagnols avaient préparés pour les hôpitaux et les magasins, ne pouvaient résister au choc, et étaient tellement fracassés, que les soldats préféraient rester exposés à toute l'intempérie de l'air et aux dangers des bombes isolées. Cependant, malgré cette immense quantité de projectiles destructeurs envoyés sur leur ville, la quantité des morts et des blessés fut peu considérable : un historien n'évalue les premiers qu'à 13 et les blessés à 470.

A la lecture du rapport du siége de Roses, envoyé par les représentants Delbret et Goupillaud, la Convention, d'après la proposition de Cambacérès, membre du Comité de salut public, décréta que l'armée des Pyrénées-Orientales ne cessait pas de bien mériter de la patrie.

Pacification de la Jaunais. — Depuis longtemps nous n'avons point eu à parler de la guerre civile. Charette et Stofflet, qui seuls, de tous les chefs de la première insurrection, étaient restés en armes, l'un dans la basse, et l'autre dans la haute Vendée, semblaient ne plus s'occuper que de leurs vengeances particulières. Dévorés de la soif du commandement, ils oubliaient, dans les excès d'une basse jalousie, le noble but que s'étaient proposé les premiers moteurs de l'insurrection des Vendéens. Plus d'une fois, irrités l'un contre l'autre, ils avaient employé leurs armes à s'entre-détruire, et chacun d'eux aurait voulu traiter son rival comme l'infortuné Marigny, immolé par eux à leur commune ambition. Attentifs à profiter des divisions de leurs ennemis, les républicains ne laissaient plus 17 février (29 pluv.) Vendée.

1795 — an III. Vendée.

aucun repos aux Vendéens, qui restaient en armes sous les drapeaux de Charette et de Stofflet. Devenus féroces par leur faiblesse et leurs malheurs, exaspérés par l'exemple de haine que leur donnaient des chefs imprudents, les royalistes avaient perdu la loyauté naturelle à leur caractère, et la guerre qu'ils faisaient encore aux républicains n'était plus, dans les derniers mois de 1794, et dans les premiers de 1795, qu'un brigandage affreux, auquel Bonchamp, d'Elbée, et surtout le preux Laroche-Jacquelein et son digne ami Lescure, auraient rougi de prêter leur nom. Cette guerre atroce se faisait sans combats : les deux partis allaient comme à la chasse l'un de l'autre, et c'est par des surprises, par des embuscades, qu'ils cherchaient à se nuire; c'est par les supplices, les fusillades et toute l'horreur des représailles, qu'ils satisfaisaient la haine mutuelle dont ils étaient animés. 600,000 hommes avaient péri, consumés par cette horrible guerre. La malheureuse Vendée, incessamment fumante de carnage, présentait de toutes parts l'aspect désolant des ruines ; des villes brûlées, des villages détruits, les terres restées sans culture, étaient, pour l'œil étonné, autant de monuments des déplorables effets de cette guerre impie. Dans ces contrées, dévastées avec une égale fureur par les royalistes et les républicains, habitait encore une population malheureuse, éparse dans les bois et les bruyères. Réduite au désespoir, aigrie par l'excès de ses misères, cette population avait toutefois perdu son énergie. Au lieu de se rassembler en nombreuses colonnes, ainsi qu'ils l'avaient fait autrefois, et de forcer, par leur valeur, les républicains à les laisser en paix, l soldats vendéens, à l'imitation de leurs chefs, ne songeaie plus qu'à assouvir leurs vengeances personnelles. Cachés dans les genêts, protégés par des haies impénétrables, ils épiaient les mouvements de l'ennemi. Malheur au soldat isolé que le hasard offrait à leurs coups : un trépas inévitable l'attendait. C'était par de si déplorables triomphes qu'ils croyaient servir leur cause. Mais ces meurtres partiels et sans utilité ne servaient qu'à irriter les républicains, qui, fanatisés eux-mêmes par ce qu'ils appelaient la justice de leur cause, ne voyaient plus que des brigands dans les anciens fauteurs de la guerre vendéenne. Instruments aveugles de la tyrannie qui pesait alors sur la patrie,

les soldats français perdaient tout sentiment de générosité en abordant le sol de la Vendée. Les mêmes guerriers qui avaient noblement refusé de mettre à exécution l'atroce décret de la Convention qui défendait de faire des prisonniers anglais, devenaient sans scrupule les bourreaux et les assassins de leurs compatriotes de l'Ouest. On eût dit que ceux-ci n'étaient plus des hommes, tant ils étaient poursuivis avec rage et cruauté. Répandus dans les différents districts non encore soumis, les républicains chassaient devant eux les Vendéens comme des troupeaux de bêtes sauvages. Le sang et la flamme étaient les signes affreux auxquels on reconnaissait leur passage. Hommes, femmes, enfants, tous ceux qui ne tombaient point sous le plomb meurtrier, ou qui n'étaient point massacrés par le sabre, étaient saisis, faits prisonniers, et menés comme en holocauste au proconsul Carrier, qui tenait, à Nantes, une cour de carnage. Cet effroyable agent, d'une tyrannie sans exemple ; ce Carrier, dont la soif pour le sang surpassait, s'il était possible, celle de son maître Robespierre, condamnait sans pitié, sans les entendre, indistinctement, et par milliers, les Vendéens amenés devant son terrible tribunal. C'est ce monstre qui, trouvant que la guillotine n'était pas assez expéditive, faisait fusiller en masse ses victimes ; c'est lui qui, renouvelant l'invention du parricide Néron, fit construire ces bateaux à soupape, dont le seul nom fait frémir ; c'est Carrier qui, dans sa cruauté délirante, mettait nus deux individus d'un sexe différent, les garrottait d'indignes liens, et les faisait jeter, ainsi attachés, dans la Loire ; c'est ce tigre à face humaine, enfin, qui sembla chercher l'épouvantable gloire de vaincre en férocité ses dignes compagnons Marat, Robespierre, Joseph Lebon et Collot d'Herbois. Ces prodigieux abus du pouvoir, ces miracles du crime, étaient bien peu propres à finir une guerre qui faisait toujours le désespoir de la république.

Mais l'excès même de la tyrannie a toujours un terme. Les Vendéens, persécutés, trouvèrent des vengeurs dans le sein même de leurs oppresseurs. Une dernière révolution, celle du 9 thermidor, venait de s'opérer dans la Convention, et de rendre à la partie la moins gangrenée de cette assemblée un pouvoir qu'elle n'aurait jamais dû perdre. Le farouche et sombre

1795 — an III. Vendée.

Robespierre avait eu le sort de tous les tyrans : sa tête était tombée sur ce même échafaud où lui-même avait conduit tant d'innocentes victimes. A sa mort la justice, si longtemps outragée, sembla tout à coup renaître. Les vingt mille prisons de la France furent ouvertes, et laissèrent sortir en triomphe les milliers de Français qu'elles recelaient pour la sûreté de la tyrannie. La terreur cessa d'étendre sur la patrie son crêpe ensanglanté, et la douce espérance vint enfin sourire à tous les amis de l'ordre et de l'équité. Ce nouveau régime, qui fit longtemps bénir ses auteurs, annonçait qu'on allait adopter d'autres mesures pour mettre fin à la guerre civile.

En effet, l'un des premiers soins du nouveau gouvernement fut de chercher à prouver aux départements insurgés qu'il voulait être juste à leur égard. La preuve la plus convaincante qu'il put leur donner de la sincérité de ses intentions, était de mettre en jugement celui qui s'était rendu le bourreau des Vendéens, et avait donné à la guerre civile son dernier degré d'atrocité. Carrier, rappelé à Paris, se vit tout à coup chargé de tous les crimes qu'il avait cru punir. Cité devant le tribunal qui venait d'envoyer au supplice Robespierre et ses fauteurs, il fut accusé par quatre-vingt-quatorze Nantais qu'il avait lui-même fait arrêter et conduire à Paris. Témoins de la conduite de Carrier, ces habitants de Nantes dévoilèrent des forfaits dont le récit fit frémir d'horreur les jurés. Dans son procès, qui dura près de trois mois, Carrier vit ses collègues eux-mêmes s'élever contre lui. Le boucher Legendre s'écriait, à son sujet, dans la Convention : « Savez-vous quels sont ceux qui ont voulu bouleverser la république ? Ce sont ces hommes qui ont rendu l'Océan témoin de leurs crimes, qui ont rougi la mer par le reflux ensanglanté de la Loire. Le navigateur, qui recevait le baptême en passant le tropique, ne voudra plus marquer ainsi cette époque de son voyage, dans la crainte d'être inondé de sang!....... » Cependant Carrier, que soutenait vivement le parti des jacobins, ne perdit rien de son audace. Introduit dans la salle pour faire entendre sa défense, il récusa la copie des pieces à sa charge, et réclama ses ordres en original. Ce fut alors que Tallien demanda qu'on fît venir les bateaux à soupape, et les cadavres des malheureuses victimes précipitées

dans le fleuve. « On veut des preuves matérielles, s'écria encore Legendre; eh bien! faites refluer la Loire à Paris : elle est encore teinte de sang. » Carrier fut condamné à mort, malgré tous ses efforts et ceux de ses partisans pour le défendre. Le monstre entendit prononcer son arrêt avec fermeté, et dit : « Je meurs victime et innocent; mon dernier vœu est pour la république et pour le salut de mes concitoyens. » Ainsi le crime empruntait le langage de la vertu, ainsi l'auteur des noyades osait former des vœux pour une patrie qu'il avait couverte de honte par ses forfaits! 1795 — an III. Vendée.

Ce grand exemple de justice nationale était, pour la France, une preuve que la Convention voulait sincèrement la fin de la guerre civile. Elle fit offrir la paix aux Vendéens par ses délégués; et, sur la proposition de Carnot, membre du Comité de salut public, elle décréta qu'il serait adressé aux habitants des départements de l'Ouest une proclamation pour les engager à rentrer dans le sein de la commune patrie. Dans la crainte de trop blesser le parti royaliste, la Convention, dans son manifeste, exigeait seulement que les Vendéens missent bas les armes, sans oser parler d'amnistie. A ce prix, elle promettait la paix et l'oubli du passé.

« Depuis deux ans, disait-elle, vos contrées sont en proie aux horreurs de la guerre; ces climats fertiles, que la nature semblait avoir destinés pour être le séjour de la paix, sont devenus des lieux de proscription et de carnage. Le courage des enfants de la patrie s'est tourné contre elle-même; la flamme a dévoré vos habitations, et la terre, couverte de cyprès, refuse à ceux qui survivent les subsistances dont elle était prodigue.

« Telles sont les plaies douloureuses qu'ont faites à la patrie l'orgueil et l'imposture. Des fourbes ont abusé de votre inexpérience; c'est au nom du ciel qu'ils armaient vos mains du fer parricide. Que de sang répandu pour quelques hommes qui voulaient dominer! Et vous, qu'ils ont entraînés, pourquoi faut-il que vous ayez préféré des maîtres à des frères, et les torches du fanatisme au flambeau de la raison?

« Que vos yeux se dessillent enfin! N'est-il pas temps de mettre un terme à toutes ces calamités! Il vous reste un asile

1793 — an III. Vendée.

dans la générosité nationale. Oui, le peuple français tout entier veut vous croire plus égarés que coupables; ses bras vous sont tendus, et la Convention nationale vous pardonne en son nom. Si vous posez les armes, si le repentir, si l'amitié sincère vous ramènent à lui, sa parole est sacrée; si d'infidèles délégués ont abusé de sa confiance et de la vôtre, il en sera fait justice.

« C'est ainsi que la république, terrible envers ses ennemis du dedans, comme elle l'est envers ceux du dehors, veut rallier ses enfants égarés. Profitez de sa clémence, hâtez-vous de rentrer au sein de la patrie, et qu'une guerre à mort passe enfin, avec tous ses fléaux, des rives de la Loire sur celles de la Tamise. »

A l'époque où la Convention publiait cette proclamation (c'était à la fin de 1794), les deux partis étaient également las de guerroyer, et si les intentions du gouvernement républicain avaient pu parvenir à la connaissance des Vendéens, peut-être eût-on pu en effet se flatter de voir enfin cesser une guerre qui coûtait à la France plus que toutes les batailles livrées jusqu'alors aux puissances étrangères. Mais un obstacle presque invincible s'opposait à ce que le parti royaliste pût donner sa confiance aux paroles de la Convention. Les malheureux Vendéens, entièrement isolés dans leur pays, n'avaient aucune communication avec l'intérieur de la république. Ils ignoraient également et les succès des armes républicaines au dehors, et la révolution mémorable qui venait de s'opérer dans le sein de la Convention. Le supplice de Robespierre, de Carrier et des autres grands coupables immolés à la vengeance nationale était inconnu de la plupart des royalistes. Les chefs de ce parti étaient seuls instruits des événements politiques qui donnaient à la république une consistance plus formidable que jamais; mais, intéressés personnellement à persuader que leurs rivaux étaient faibles, ils avaient apporté tous leurs soins à laisser dans l'ignorance les peuples qu'ils avaient armés. Les journaux, les manifestes et les proclamations de la Convention nationale pénétraient dans les départements de l'Ouest avec plus de difficulté que dans les pays étrangers ennemis de la république. Un mur d'airain séparait

ainsi les provinces royalistes des départements républicains, et les nouvelles intentions du gouvernement ne pouvaient y pénétrer qu'avec la plus grande peine. 1795 — an III. Vendée.

Cependant la Convention, déterminée à employer désormais des mesures conciliatrices pour finir une guerre qui augmentait chaque jour le nombre de ses ennemis dans l'intérieur de la république, avait envoyé dans la Vendée onze commissaires pris dans son sein et chargés de porter en son nom des paroles et des propositions de paix aux royalistes. Ils étaient arrivés dans les différentes villes qui leur étaient assignées, et le général Canclaux, qui commandait alors l'armée de l'Ouest, et que ses connaissances locales rendaient précieux pour une conciliation, leur fut adjoint, afin de démontrer aux Vendéens, qui paraissaient avoir pour lui de l'estime, que les intentions de la république étaient sincères.

Les délégués conventionnels ne furent pas longtemps sur le théâtre de la guerre sans connaître les dissensions qui existaient entre Charette et Stofflet; elles étaient devenues si vives, que le premier avait, dit-on, fait condamner le second à mort dans un conseil général tenu à Beaurepaire. Mais Stofflet, à la tête de ses chasseurs, se trouvait à l'abri des fureurs de son rival. Ruelle et Le Prieur de la Marne, qui se trouvaient alors à Nantes avec le général Canclaux, résolurent de tirer parti de ces dissensions violentes entre les deux chefs vendéens pour la réussite de leurs opérations. Ruelle avait fait connaissance dans cette ville avec une dame Gasnier, originaire du Port-au-Prince, qui s'était réfugiée à Nantes à la suite de l'horrible révolution de Saint-Domingue. Cette dame, à laquelle le représentant du peuple communiqua l'objet de sa mission, était liée avec mademoiselle Charette de la Gascherie, sœur du général vendéen, qui se tenait soigneusement cachée dans Nantes. Sûre de la sincérité de Ruelle, madame Gasnier parla au représentant de mademoiselle de la Gascherie comme de la personne la plus propre à faire connaître à Charette les désirs de la Convention. Ruelle, qui voulait s'illustrer en devenant le principal instrument de la pacification de la Vendée, approuva facilement le projet de madame Gasnier, et celle-ci reçut de sa part toutes les assurances qui

1795 — an III. Vendée.

pouvaient engager mademoiselle Charette à sortir de sa retraite et à accepter le rôle de conciliatrice entre les deux partis. Néanmoins, sollicitée par Ruelle de se montrer favorable aux projets de la Convention, elle répondit avec noblesse que personne ne désirait plus qu'elle une paix sincère; qu'elle accompagnerait volontiers les envoyés de la république dans la Vendée, pour les garantir de tout danger; mais qu'elle n'engagerait point son frère à faire la paix, parce qu'il était d'un caractère à ne se décider que par lui-même, et à ne consulter que la gloire et l'intérêt de la cause qu'il avait embrassée.

Le projet de s'adresser à Charette de préférence à Stofflet rentrait dans les vues des commissaires conventionnels, qui, sachant la haine profonde dont ces deux chefs étaient animés l'un contre l'autre, voulaient par cette démarche flatter l'orgueil du général vendéen, et irriter celui du chef angevin. Madame Gasnier et mademoiselle de la Gascherie se préparèrent donc à partir; Ruelle leur adjoignit MM. Bureau de la Bâtardière, émigré, que madame Gasnier lui avait aussi fait connaître, et Blin, médecin, qui furent chargés de pleins pouvoirs auprès de Charette. Après avoir couru les plus grands dangers, par l'ignorance des Vendéens sur le véritable état des choses, les envoyés de Ruelle parvinrent enfin jusqu'à Belleville, où Charette avait alors son quartier général.

La conférence entre le chef vendéen et les envoyés de Ruelle eut lieu au château de Laroche-Boulogne. Charette reçut avec égard, mais sans vouloir faire de réponse précise, les ouvertures de paix qui lui étaient faites. Il voulait, disait-il, consulter avant tout le vœu des habitants, des propriétaires et de l'armée. Mais pour prouver à Bureau et à Blin qu'il ne répugnait point à la paix, il conclut avec eux un armistice, et promit d'envoyer sous quelques jours des députés chargés de s'entendre avec les commissaires de la Convention sur la pacification projetée.

Pendant que Bureau et Blin retournaient à Nantes, Charette convoquait à Vieillevigne tous ses chefs de division et les principaux habitants de la Vendée. La situation de ce malheureux pays était si déplorable, les ressources des roya-

listes étaient si précaires et si faibles, que le besoin de la paix se fit puissamment sentir à tous les cœurs. Excepté Delaunay, Savin, Lemoine et quelques Vendéens plus opiniâtres que les autres, les membres du conseil déclarèrent, à l'unanimité, qu'il était de l'intérêt général d'écouter les propositions de la Convention, et il fut décidé que, suivant la promesse de Charette, on enverrait à Nantes des commissaires.

1795 — an III. Vendée.

Amédée Béjari, attaché à l'armée du Centre, et Debruc qui tenait à une famille de riches négociants de Nantes, furent chargés par Charette de cette mission importante. Des demandes impérieuses d'un côté, des promesses de l'autre, furent d'abord le seul résultat des premières entrevues. Les envoyés de Charette avaient ordre d'insister fortement, et avant tout, sur le rétablissement du gouvernement monarchique et sur la délivrance de Louis XVII, toujours retenu prisonnier. Les commissaires pacificateurs firent entendre qu'on ne pouvait en faire mention dans le traité, parce qu'il était nécessaire de disposer les esprits à un événement que la situation politique de l'Europe, le déchirement des partis, le mécontentement de l'armée et la lassitude générale amèneraient naturellement; mais il fallut céder sur d'autres points qui annonçaient la faiblesse de la Convention et l'envie qu'elle avait de mettre fin aux troubles de l'Ouest. Ruelle et ses collègues exigeaient que le gouvernement républicain fût explicitement reconnu par Charette et tous ses officiers. Ils promettaient, dans ce cas, des indemnités et le remboursement des frais de la guerre; ils demandaient la rentrée des réfugiés patriotes, l'expulsion des émigrés admis dans l'armée vendéenne, et l'acquisition, au profit de la république, des biens des nobles absents du Poitou. Du reste, ils consentaient à ce qu'il n'y eût, pour l'administration intérieure de la Vendée, ni autorité départementale, ni district, mais une commission centrale, chargée, sous leur surveillance immédiate, de faire respecter le pouvoir de la Convention. Quant à l'armée royaliste, ils offraient de la réorganiser en garde territoriale, sous ses mêmes chefs, à la solde de la république.

Ces différentes propositions parurent satisfaire Charette, et il consentit à se rendre à la Jaunais, à une entrevue que les

1795 — an III. Vendée.

commissaires conventionnels lui avaient fait offrir. Les deux autorités royaliste et républicaine s'y trouvèrent ainsi réunies le 15 février 1795. Charette était arrivé au rendez-vous à la tête de tout son état-major; et le général Canclaux, à la tête du sien, avait accompagné les représentants du peuple. C'était un contraste frappant de voir la beauté des chevaux, des équipages et la bonne tenue des troupes républicaines, et la chétive cavalerie vendéenne, mal équipée, des hommes presque tous de petite taille, vêtus de grosses étoffes de différentes couleurs, avec des cocardes de papier blanc à leurs chapeaux.

Charette, en entrant sous la tente préparée pour la conférence, dit aux commissaires qui y étaient déjà placés : « Citoyens représentants, avant tout veuillez satisfaire à cette question : Suis-je appelé pour traiter de la paix, ou pour me soumettre à une amnistie? — Nous ne désirons qu'une seule chose, répondit le conventionnel Delaunay d'Angers : c'est de réunir à la grande famille des Français qui n'auraient jamais dû s'en séparer. » Les conférences durèrent trois jours, et le traité de paix définitif fut signé le 17 février.

Il consistait, d'une part, en cinq articles séparés souscrits par les commissaires; de l'autre, dans une déclaration de Charette, de ses principaux officiers et des chefs de l'armée du Centre. Le libre et paisible exercice du culte catholique (qui à cette époque, et en conséquence des rêveries absurdes de Chaumette, d'Hébert et de Robespierre, était aboli dans toute l'étendue de la république); l'établissement de 2,000 gardes territoriaux composés d'habitants du pays, et soldés par le trésor public; deux millions accordés pour les frais de la guerre; des indemnités particulières aux Vendéens, qu'on exemptait en outre des impôts, des levées et des réquisitions; la main levée du séquestre à ceux qui étaient inscrits sur la liste des émigrés, ainsi qu'aux enfants ou héritiers de ceux qui avaient été condamnés par les tribunaux révolutionnaires; le maintien tacite des Vendéens armés : telles sont en partie les clauses patentes du traité de pacification de la Jaunais; car, outre celles-là, il en existait d'autres qui n'ont jamais été bien connues, et qui paraissaient avoir contenu la promesse vague du rétablissement prochain de la monarchie en France.

A ces conditions, Charette, tous les officiers de son armée, et les chefs de l'armée du Centre, signèrent une déclaration de se soumettre aux lois de la république, de ne jamais porter les armes contre elle, et de remettre le plus tôt possible l'artillerie et les chevaux de train. Après avoir proclamé que leur longue résistance n'était due qu'au despotisme, aux injustices et aux odieuses vexations d'un gouvernement oppressif, ils ajoutaient, en faisant allusion à la chute de Robespierre : « Enfin, ce régime de sang a disparu, et les coryphées de la secte impie qui a couvert la France de deuil ont payé de leur tête tant de crimes ! Le représentant Ruelle, ami de l'humanité et des lois, est venu parmi nous apporter des paroles de paix : d'autres représentants lui ont été adjoints ; nous leur avons fait connaître à tous nos intentions, et le désir d'une pacification sincère, garantie par l'honneur. Une fois réunis, nous avons encore mieux senti que nous étions Français ; que le bien général de notre patrie devait seul nous animer. D'après ces sentiments, nous déclarons solennellement à la Convention et à la France entière que *nous nous soumettons à la république française, une et indivisible ; que nous reconnaissons ses lois, et que nous prenons l'engagement formel de n'y porter aucune atteinte.* » Cette déclaration était signée par Charette, Fleuriot, Couetus, Sapinaud, Cormatin, Solihac, Trepeau, Dieuzi, Aubert et Martin.

1795 — an III. Vendée.

Mais, dans ce traité de pacification, les deux partis avaient également cherché à se tromper : les républicains, en laissant entrevoir la possibilité du retour de la monarchie ; et les royalistes, en promettant une soumission entière à la république. Mais du moins les républicains paraissaient avoir désiré sincèrement la paix ; tandis qu'en traitant avec eux, Charette et les autres chefs regardaient la paix comme une trêve et ne cherchaient qu'un moyen sûr de se procurer quelque repos et de réorganiser toutes leurs ressources pour une prochaine levée de boucliers. Charette ne fut pas longtemps sans laisser percer ses véritables intentions à cet égard.

Nous avons dit que, dès le commencement des pourparlers, Delaunay et quelques autres chefs de la Vendée s'étaient opposés au projet de pacification. Leurs murmures avaient continué

1795—an III. Vendée.

pendant la tenue des conférences à la Jaunais. Les conditions du traité ne furent pas plus tôt devenues publiques, que Delaunay, Savin et Lemoine éclatèrent en reproches contre leur chef. « Charette est un traître, disaient ces royalistes, emportés par l'excès de leur zèle; il s'est laissé corrompre par l'or de la Convention; il s'est fait républicain; vous allez bientôt le voir, à la tête d'une armée de patriotes, marcher contre la Vendée. » Ces paroles excitèrent l'indignation des soldats. Habitués depuis longtemps à toute la licence de la guerre, ils ne voyaient qu'en frémissant le moment où il leur faudrait déposer leurs armes. « Qu'il vienne! répondaient les plus déterminés aux vociférations de Delaunay; que Charette se présente, nous avons su combattre avec lui, nous saurons bien encore nous battre contre lui! » — « Volons à de nouveaux combats, disaient d'autres Vendéens en brandissant leurs armes; réunissons-nous à Stofflet, puisque Charette nous abandonne! »

Le danger était pressant. La sédition allait devenir générale, lorsque Charette, averti à temps de ce désordre, quitte précipitamment la Jaunais, vole à son quartier général de Belleville, se présente au milieu des rebelles, et, pour les calmer, il leur dévoile son âme tout entière : « Croyez-vous, messieurs, dit-il à ses officiers, que je sois devenu républicain depuis hier? » Confus, ils répondirent : « Général, nous avons toujours en vous la même confiance. — Eh bien! reprit Charette, croyez donc que je n'ai fait la paix que pour des considérations importantes. Je demanderai, à ceux qui prétendent qu'on doit continuer à faire la guerre, ce qu'ils faisaient quand nous combattions tous les jours. Tranquilles dans leurs quartiers, la plupart ne cherchaient dans le sein des plaisirs qu'un honteux repos. Au moment où notre faiblesse et le déploiement de toutes les forces de l'ennemi rendent une plus longue résistance impossible, je trouve dans la paix, ou plutôt dans une trêve, les moyens assurés d'atteindre le but que nous ambitionnons tous. Nous avons de nombreux amis : je ne parle pas des Anglais, dont je connais les desseins cachés sur le trône de France, mais de tant de Français fidèles qui, répandus dans l'intérieur et dans la capitale, obtiendront plus par leur influence et par leur zèle que nous tous par des efforts imprudents. D'un autre côté, je saurai profiter de la

réputation que j'ai acquise parmi les républicains, pour me ménager des intelligences utiles...... Au reste, qu'avons-nous à craindre? ne resterons-nous pas armés? Et s'il était vrai qu'on eût voulu nous tendre un piége, ne nous trouverions-nous pas en mesure de combattre encore avec plus d'avantage un ennemi perfide? » Puis, s'adressant à ses soldats : « Camarades, leur dit-il, on vous trompe : la paix est faite; retournez dans vos foyers, et restez-y tranquilles et sans inquiétude. » 1793 — an III. Vendée.

Charette exerçait dans la basse Vendée un empire si absolu, son ascendant sur les soldats était tel, que cette troupe mutinée, qui l'instant d'auparavant menaçait de l'abandonner, répondit unanimement a ce discours par les cris de *Vive le Roi! vive Charette, notre brave général!* Et tous renouvelèrent entre ses mains le serment d'une fidélité et d'un dévouement à toute épreuve. Savin et Lemoine se jetèrent à ses pieds, en protestant de leur repentir. Charette leur fit grâce; mais il envoya aussitôt ses chasseurs à la poursuite de Delaunay, qui, se croyant déjà général en chef, se tenait au château de la Bouchère avec son état-major. Il faillit être pris, et n'eut que le temps de s'échapper. Delaunay se retira auprès de Stofflet, dont il s'était montré l'ennemi jusqu'alors, mais qui le reçut avec joie, à cause de la commune haine qu'ils portaient à Charette.

Fiers du succès de leurs négociations, les commissaires pacificateurs avaient exigé que Charette ferait son entrée solennelle à Nantes. Le guerrier vendéen, qui espérait que sa présence dans cette ville lui fournirait l'occasion de jeter des semences de division parmi les citoyens, se garda bien de manquer à sa parole. Le 26 février, deux jours apres qu'il eut étouffé la sédition de Belleville, il fit son entrée, monté sur un cheval superbe, richement harnaché. C'était pour les Nantais un grand et curieux spectacle de voir dans leur cité ce Vendéen fameux, resté seul de tous les chefs qu'ils avaient tant de fois combattus. Accompagné de quatre de ses officiers, Charette parut tel qu'il se montrait au milieu des siens dans les champs de la Vendée, avec l'écharpe blanche et le panache blanc à son chapeau. Des officiers républicains suivaient le chef royaliste; le général Canclaux, à la tête de son état-major; celui de Charette, des

1795 – an III. Vendée.

cavaliers des deux partis ; les grenadiers de la garde nationale nantaise, précédés d'une musique militaire ; deux voitures surmontées du bonnet de la liberté, dans lesquelles se montraient les commissaires pacificateurs : tel était le nombreux et brillant cortége qui accompagna Charette en triomphe dans les principales rues de la ville, dans les places publiques, et le ramena à l'hôtel des représentants, où madame Gasnier, à laquelle il appartenait, lui donna un logement. Le peuple, qui suivait en foule le héros vendéen, faisait retentir l'air de cris d'allégresse, parmi lesquels on entendait indistinctement ceux de *vive le Roi ! vive la république ! vive Charette ! vivent les représentants du peuple !* Ainsi, dans ce pompeux et bizarre cortége, on voyait se confondre la cocarde blanche et le panache blanc avec la cocarde et le plumet tricolores.

Ruelle, qui n'avait cessé de crier *Vive la paix ! vive l'union !* dont il était le premier auteur, crut avoir remporté une victoire signalée, en faisant assister Charette au club ou société populaire de Nantes. Mais l'apparition des signes du royalisme dans cette assemblée de républicains produisit un effet tout contraire à celui que Ruelle en attendait. A la vue du panache blanc qui ombrageait la tête de Charette, des murmures éclatèrent, et les plus zélés clubistes sortirent de la salle. Ces hommes ardents et toujours ombrageux, pour qui tout encore était un mystère, se demandaient si les royalistes, en prenant ainsi possession de la ville, n'allaient pas y proclamer la royauté ? L'esprit de parti se ralluma, et la fermentation fut telle, que, par une délibération, l'administration municipale invita les représentants du peuple à faire cesser le *scandale* que donnait une poignée de royalistes soi-disant soumis et conservant néanmoins tous les signes de la royauté, dans une cité renommée par son dévouement à la cause républicaine. La crainte d'une émeute força les délégués conventionnels d'interdire aux Vendéens, dans l'enceinte de Nantes, les signes extérieurs du royalisme, et comme alors tout parut s'être calmé, ils crurent avoir opéré la réunion des deux partis, et ils donnèrent des repas et des fêtes brillantes. Mais du moment où Charette fut obligé de quitter les couleurs chères à son cœur, il devint triste et morne ; et cette situation lui devenant insupportable, il quitta Nantes le

lendemain de son entrée, et se retira à son quartier général de Belleville, où il adressa aux habitants de la campagne une proclamation dans laquelle il cherchait à dissiper leurs inquiétudes et à détruire les impressions défavorables que Stofflet s'efforçait de leurs donner sur les motifs et les effets du traité fait avec la république. 1795 — an III. Vendée.

Ainsi fut terminée la première pacification de la Vendée, connue sous le nom de la Jaunais. Stofflet, invité plusieurs fois par les conventionnels, avait toujours refusé d'y souscrire. Nous verrons plus tard comment la force des circonstances le contraignit enfin d'accepter la paix aux mêmes conditions que son rival Charette.

Conquête entière de la Hollande. — Les provinces de la Zeelande, de la Gueldre, d'Utrecht et de Hollande étaient, comme nous l'avons vu, tombées au pouvoir des Français. Celles d'Over-Yssel, de Groningue et de Frise étaient seules encore occupées par les Anglais, et les habitants, irrités des ravages que ces insulaires commettaient en se retirant, paraissaient peu disposés à les soutenir. L'armée française, dont ils hâtaient l'arrivée par tous leurs vœux, était restée pendant plusieurs jours, et pour prendre quelque repos, derrière les lignes du Grebbe, pendant que l'armée anglaise s'était elle-même réfugiée derrière les lignes de l'Yssel. Les Français formaient ainsi un cordon depuis la séparation du Leck et de l'Yssel jusqu'à Naarden; leur avant-garde s'était même avancée jusqu'à Harderwyk. 4 mars. (14 ventôse.) Hollande.

Plusieurs officiers généraux, réunis par Pichegru en conseil de guerre, étaient d'avis qu'on gardât cette position, et qu'on attendît le printemps pour achever la conquête de la Hollande; mais les événements subséquents, et plus encore l'ardeur dont l'armée française était animée, et le peu d'assurance que montrait l'ennemi dans ses lignes, firent renoncer à ce projet d'entrer en quartiers d'hiver, et inspira la résolution de ne s'arrêter que lorsqu'il ne resterait plus rien à faire.

Les Anglais, occupant derrière l'Yssel une ligne de retranchements qui s'étendait depuis Doesburg jusqu'à Kampen, avaient une position qui eût été formidable si les soldats eussent formé la résolution de la défendre. Quand une armée a perdu

1795 — an III. Hollande.

toute confiance dans ses propres forces, il n'existe plus de bonne position. De leur côté les Français, qui n'avaient pas craint de franchir la Lys, l'Escaut, la Meuse, le Wahal et le Leck, ne devaient pas regarder l'Yssel comme une barrière qui dût les arrêter; les Anglais en étaient eux-mêmes si persuadés, qu'aussitôt que l'avant-garde de l'armée du Nord eut paru à Harderwyk, ils furent frappés d'une telle terreur qu'ils évacuèrent précipitamment Kampen et Zwolle, abandonnant, dans ce dernier lieu, 1,400 de leurs malades. Cette terreur panique, qui les faisait fuir avant d'avoir combattu, exalta encore la confiance des Français, et fit suivre le projet de la conquête entière.

Après l'évacuation des deux places de Zwolle et de Kampen, Pichegru, résolu à poursuivre avec activité sa glorieuse entreprise, fit, sans perdre de temps, marcher ses troupes sur l'Yssel. Le 4 février, la division du général Macdonald vint prendre position entre Deventer, Zwolle et Kampen; celle du général Moreau se porta depuis Deventer jusqu'à Zutphen. Les 6 et 7, la division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Doesburg, et eut ordre de garder le canal de Drusus, ainsi que celui de Panerden, où elle avait déjà poussé des reconnaissances.

Cette invasion des places qui bordent la rive droite de l'Yssel mettait l'armée anglaise dans la nécessité de faire une résistance désespérée, ou de fuir lâchement comme elle avait fait jusqu'alors. Elle préféra ce dernier parti, plus conforme à la prudence accoutumée de ses généraux. Elle décampa, abandonnant toutes ses redoutes; et les Français se hâtèrent de la poursuivre, après avoir traversé le fleuve. La terreur était imprimée si profondément dans l'âme de ces fiers Bretons, que le seul aspect de quelques soldats français suffisait pour faire fuir des corps entiers.

Un bataillon de grenadiers et deux escadrons de chasseurs de la brigade du général Reynier, qui furent envoyés en reconnaissance sur Goor, Ryssen, Almelo, Ommen et Hardenberg, furent les premiers témoins de cette pusillanimité des Anglais. Ceux qui étaient à Twente, quoique beaucoup plus nombreux que leurs adversaires, n'eurent pas plus tôt aperçu

les grenadiers français, qu'ils évacuèrent la place au plus vite 1795—an III. Hollande.
et se mirent à fuir. Ils étaient si effrayés, que lorsqu'ils apprirent qu'une patrouille française avait paru à Hardenberg, ils abandonnèrent dans le plus grand désordre Koeverden, où ils s'étaient retirés. Le même bataillon de grenadiers s'empara encore de cette place, le 11 février. Cependant le dégel, qui était enfin survenu, avait rendu les chemins presque impraticables; pour arriver, les grenadiers français firent plus de deux lieues ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Avec quel avantage des hommes plus braves que les Anglais ne se seraient-ils pas défendus contre des guerriers fatigués par une marche aussi pénible!

Les provinces de Frise et de Groningue, étaient les seules où les Français n'eussent pas de garnison, et l'armée anglaise était encore dans une partie de celle de Groningue. Pour occuper ces deux provinces, on était obligé de diviser beaucoup l'armée, et le dégel avait rendu toutes les communications si difficiles, qu'on exposait cette armée à des revers fâcheux, si des troupes fraîches ou plus courageuses avaient tenté de l'attaquer dans cet état. D'un autre côté, il était également dangereux de laisser ces provinces au pouvoir d'un ennemi qui, d'un moment à l'autre, pouvait recevoir les secours qu'on lui promettait, et s'en servir avec avantage pour organiser une défensive plus hardie que celle qu'il avait montrée jusqu'alors.

Ces raisons politiques déterminèrent donc une troisième fois le général Pichegru à ne pas attendre que la saison devînt plus favorable. Il prit le parti de faire marcher la division du général Macdonald, et de faire approcher une seconde division de l'armée de Sambre-et-Meuse pour en avoir deux de cette armée sur la rive droite du Rhin. Elle furent destinées à s'avancer sur l'extrême frontière, conjointement avec celle du général Moreau, appuyant leur droite sur Emmerich, que les Autrichiens avaient évacué.

Le 19 février, les troupes françaises marchèrent sur Groningue, et s'en emparèrent. Les Anglais, ne concevant pas qu'une armée pût avoir l'audace de s'avancer en masse par des chemins aussi difficiles, crurent qu'il n'y était venu que

1795 — an III. Hollande. des partis, et conservèrent le projet de garder les forts qui couvrent cette province du côté de l'Allemagne. Mais, le 28, les Français, ayant reçu le renfort de la brigade du général Reynier, firent tout à coup cesser leur ignorance et leur sécurité en les attaquant avec vigueur. Le premier choc des assaillants se dirigea principalement sur l'écluse de Bester-Zel, où les Anglais avaient commencé à construire une redoute et une batterie. En vain ils voulurent quelque temps se défendre derrière ces retranchements imparfaits; ils furent complétement battus et forcés d'avoir recours a la retraite. Le lendemain, ils évacuèrent les postes de Nieuwe-Schans et Oude-Schans, dont les Français prirent possession. Le 2 mars, les brigades des généraux Jardon et Meynier s'emparèrent encore de la forteresse de Bourtange, que ne purent défendre différents détachements des légions de Salm et de Rohan, qui y étaient en garnison. Les Français firent à l'ennemi, dans ces deux affaires, 300 prisonniers, et lui prirent trois pièces de canon, deux caissons et beaucoup de bagages, sans compter ce qu'ils trouvèrent dans les forts.

Ces dernières opérations assurèrent aux Français la paisible possession des sept Provinces-Unies. Les Anglais, qui s'étaient enfuis aussi rapidement que les guerriers de l'armée du Nord marchaient à eux, venaient enfin d'évacuer entièrement la province de Frise, et s'étaient retirés en Westphalie, derrière le cordon de troupes que le roi de Prusse venait d'y établir, depuis Wesel jusqu'à Emden. Les Français les poursuivirent jusqu'à l'Ems; mais, le dégel et les pluies rendant alors les routes entièrement impraticables, ils s'arrêtèrent sur les bords de cette rivière et y prirent position.

Cependant, le 4 mars, le général Moreau pénétra dans la Westphalie, entra en vainqueur dans la ville de Bentheim, et s'empara du château de ce nom, qu'occupaient encore les Anglais. On fit sur eux 800 prisonniers, et l'on prit vingt pièces de canon. Mais, Pichegru ayant annoncé l'intention de donner enfin quelque repos à ses troupes, Moreau fit un mouvement rétrograde, et se mit en ligne avec le reste de l'armée française.

Les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui

avaient passé le Rhin et occupaient le comté de Zutphen et une partie de la province d'Over-Yssel, devenant inutiles dans ces contrées septentrionales, repassèrent le fleuve. Elles suivirent les mouvements que l'armée de Jourdan fit en remontant le Rhin, pour se rassembler particulièrement vers Coblentz, ainsi que nous le dirons plus tard, et remplacer, autour de Luxembourg, l'armée de la Moselle, qui se joignit à l'armée du Rhin devant Mayence. 1795 — an III. Hollande.

« L'occupation du comté de Bentheim, dit le général Jomini, mit fin à cette expédition pénible, hardie, et aussi glorieuse, pour les armées françaises, qu'elle le fut peu pour les chefs des armées alliés. Ainsi, après huit mois d'une campagne jusqu'alors sans exemple, par le genre de guerre que l'on fit, les armées françaises, qui craignaient peu de temps auparavant pour leurs propres frontières, faisaient trembler l'Europe. » Nous ajouterons que les plus beaux fruits qu'elles retiraient de leurs efforts étaient de forcer deux grandes puissances à demander la paix à la république, et de lui donner une alliée fidèle dans la nation qu'elle venait de subjuguer.

En effet, le gouvernement républicain tenait à la Hollande les promesses que lui avaient faites ses envoyés. Cette nation généreuse, et qui tant de fois fit des efforts sublimes pour défendre sa liberté, se montra reconnaissante de ce que ses vainqueurs voulaient bien lui laisser son indépendance. Elle organisa son gouvernement sur le modèle de celui de la France, et la république batave fit avec la république française un traité de paix offensif et défensif, qui fut négocié par les deux représentants du peuple Sieyes et Rewbell, et signé par eux, à la Haye, le 16 mai de cette année. Par ce traité, la république batave cédait à la France les différentes forteresses dont celle-ci voulait se faire une barrière sur la Meuse, et la France donnait à la Hollande 36,000 hommes de troupes pour la soutenir contre les tentatives que le prince d'Orange pourrait faire pour renverser sa liberté.

Fin de la guerre avec la Prusse; traité de paix entre cette puissance et la France. — Victorieuse sur tous les points où la guerre lui avait fait porter ses armes, la république française 5 avril. (16 germin.) Prusse.

1795 — an III. Prusse.

allait enfin tirer des avantages plus solides et moins péniblement achetés, de ses généreux efforts. Parmi les potentats de l'Europe qui s'étaient ligués contre elle, dans le fol espoir de renverser et de faire subir à son territoire un honteux partage, celui qui le premier avait envahi nos frontières pour l'exécution de ce plan de destruction, et qui le premier aussi avait éprouvé ce que peuvent des hommes qui combattent franchement pour leur indépendance, Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, allait le premier encore donner à l'Europe étonnée l'exemple d'un souverain traitant amicalement avec la république française, et, déposant ses armes si longtemps menaçantes, reconnaitre solennellement les actes du gouvernement dont il avait juré la perte. La plus glorieuse victoire remportée sur les ennemis de la patrie n'aurait pas causé aux Français républicains plus de joie, et inspiré plus d'orgueil, qu'ils en éprouvèrent en voyant ce premier champion de la ligue européenne demander lui-même la paix, et forcé de souscrire aux conditions proposées par des hommes qu'il avait jusqu'alors considérés comme des rebelles.

C'est aux succès obtenus par Hoche dans la reprise des lignes fameuses de Weissembourg, que la France dut les premiers changements survenus dans la conduite et dans le système de Frédéric-Guillaume. Jaloux de la puissance autrichienne, il vit avec peine ses armes humiliées, et lui-même réduit, par ses pertes nombreuses, à l'impossibilité d'exercer une grande influence dans l'empire germanique. La désastreuse campagne de Champagne, et celle de 1793, non moins funeste pour lui, quoique ses généraux eussent remporté plusieurs avantages signalés, avaient diminué de plus de moitié, et les trésors immenses amassés par son père, et les troupes belliqueuses que lui avait laissées en mourant le conquérant de la Silésie. L'Autriche, au contraire, avait jusqu'alors fait peu d'efforts en faveur de la coalition. Cette cour prudente, qui dans tous les événements sait toujours garder une arrière-pensée, n'avait fait avancer contre la France qu'une faible partie des forces militaires dont elle aurait pu disposer. Vainement le roi de Prusse avait demandé qu'elle fournit un contingent plus considérable : l'Autriche n'avait tenu aucun compte de ses représentations, et semblait avoir pris part à la coalition, non pour la faire triom-

pher, mais pour partager les avantages qu'on pouvait obtenir. 1795 — an III. Prusse.

Frédéric-Guillaume pouvait donc craindre que l'Autriche, en laissant épuiser les moyens de la Prusse, et en ménageant ses forces, n'eût le dessein caché de s'en servir un jour contre lui. Cette pensée, propre à augmenter son mécontentement, tourna au profit de la France et au détriment des alliés. Le roi de Prusse laissa bientôt percer l'intention de se retirer de la coalition, et ne parut plus occupé qu'à en chercher les occasions. Déjà il avait commencé à donner à la France des marques de rapprochement, qui furent rejetées tant que dura le gouvernement décemviral, mais qui furent saisies avec empressement par les hommes qui succédèrent aux montagnards après la révolution du 9 thermidor (27 juillet). Au commencement de 1793, des commissaires français s'étant rendus à Francfort pour conférer avec le général Kalkreuth sur l'échange des prisonniers, furent reçus très-amicalement, et avec une sorte de pompe, par le général prussien. Quelques pourparlers relatifs à l'ancienne alliance entre les deux nations eurent même lieu; mais le gouvernement de Robespierre voulait et entretenait la guerre : ces pourparlers n'eurent aucune suite.

Peu de temps après, Frédéric-Guillaume, faisant beaucoup valoir ses sacrifices passés et ses embarras présents, écrivit à l'électeur de Mayence qu'il ne pouvait supporter plus longtemps les dépenses d'une guerre si coûteuse, que l'Empire lui devait des indemnités, et qu'il fallait que les cercles se chargeassent de l'entretien de ses forces, parce qu'il serait obligé, si l'on n'y consentait pas, de rappeler ses troupes, et de ne les employer qu'à la défense de ses propres États. Sur le refus des cercles, au mois de mars 1794, le roi déclara qu'il ne fournirait plus que son contingent comme électeur de Brandebourg. Nous avons vu, en effet, avec quelle mollesse les Prussiens avaient fait la guerre après que le général Möllendorf eut succédé au duc de Brunswick. Bientôt le roi fit rétrograder son armée jusque sur Cologne, et ne laissa près de Mayence que 20,000 hommes sous le commandement du général Kalkreuth, celui-là même qui avait reçu avec tant d'égard les commissaires français à Francfort. La France, de ce côté, n'avait plus de craintes à concevoir; et, en effet, nous avons vu qu'elle avait

1795 — an III. Prusse.

profité de cette circonstance pour porter dans la Flandre autrichienne une partie des forces disponibles qu'elle avait sur le Rhin au commencement de la campagne.

L'Angleterre ne tarda pas à s'apercevoir du tort irréparable que faisait à la coalition la retraite du roi de Prusse, et elle essaya de l'y retenir par la voie des subsides. Un traité fut conclu, à cet effet, entre les deux puissances, le 19 avril 1794, par lequel le roi s'obligeait de joindre à la coalition, au mois de mai suivant, une armée de 62,000 hommes à condition que l'Angleterre lui payerait cinquante-deux millions : cette somme était accordée, suivant les termes du traité, afin de faciliter à la Prusse les moyens d'agir avec vigueur, et conformément au zèle et au dévouement dont elle est animée pour la cause commune.

Le but spécial de ce traité était la protection de la Hollande contre l'invasion des Français, et non-seulement les Provinces-Unies étaient parties contractantes, mais elles s'engagèrent, par une convention du même jour, à fournir dix millions pour leur quote-part de la somme entière à payer à la Prusse. Mais les efforts du gouvernement anglais ne purent obtenir d'autre résultat que ces seules dispositions diplomatiques, qui ne servirent qu'à obérer de plus en plus le trésor britannique, de manière à fournir au parti de l'opposition, pendant la session suivante, un sujet fécond de reproches et de sarcasmes.

Malgré cette espèce de traité, le roi de Prusse était demeuré, pendant toute la campagne de 1794, spectateur inactif de la conquête des Pays-Bas et de la Hollande par les Français. L'invasion de cette dernière contrée, et l'apparition des armées républicaines dans ses États, devinrent même pour lui des motifs de plus pour hâter et conclure une cessation d'hostilités avec la France. Ainsi les subsides donnés par l'Angleterre et le stathouder au roi de Prusse n'avaient servi réellement qu'à mettre ce monarque à même de réparer en partie les pertes qu'il avait faites en numéraire, et d'entretenir une armée dont les mouvements se bornaient à couvrir quelques contrées du territoire allemand.

Dans le temps même que l'Angleterre conservait l'espoir de voir le roi de Prusse se rallier à la coalition, ce monarque pen-

sait sérieusement à s'en retirer définitivement et à faire la paix avec la France. Le Comité de salut public, renouvelé après le 9 thermidor, ayant été instruit de ces dispositions pacifiques, et désirant prouver à l'Europe que le peuple français ne faisait la guerre que pour défendre son indépendance et ne refusait pas de traiter avec des rois, donna ordre à son ambassadeur en Suisse, M. Barthélemy, de faire lui-même des ouvertures positives de rapprochement, en profitant de l'arrivée à Bâle d'un agent prussien, chargé de l'échange des prisonniers. 1795—an III. Prusse.

Le cabinet de Berlin reçut avec plaisir la nouvelle de ces ouvertures, qu'un reste d'orgueil monarchique lui avait empêché de faire le premier jusqu'alors. Il se hâta de répondre que lui-même désirait la paix, et envoya le conseiller Harnier à Paris, pour donner au Comité de salut public les assurances les plus précises de son empressement à écarter toutes les difficultés qui pourraient arrêter les négociations. En même temps, pour les commencer sans délai, il fit partir pour la Suisse le comte de Goltz, chargé de ses pleins pouvoirs, et porteur de l'ordre de ne rien négliger pour s'entendre avec M. Barthélemy et conclure une paix prochaine.

Conformément au vœu exprimé par la cour de Prusse, la ville de Bâle devint en effet le lieu où se tinrent les négociations. Les conferences y furent ouvertes, et déjà les deux nations pouvaient en tirer les plus heureuses espérances, lorsqu'un événement funeste faillit tout à coup les faire évanouir. Le ministre plénipotentiaire de Prusse, le comte de Goltz, mourut subitement à Bâle, le 5 février 1795. Cette mort, en arrêtant les négociations, donnait le temps à l'Angleterre et à l'Autriche d'opposer de nouveaux obstacles à la paix. Mais le roi de Prusse, qui voyait les Français victorieux s'avancer à travers la Hollande et menacer d'envahir ses États, demeura sourd aux prières et aux menaces des deux puissances, et nomma pour succéder au comte de Goltz le baron de Hardenberg, ministre dirigeant des margraviats d'Anspach et de Bayreuth. En attendant que ce nouveau ministre plénipotentiaire pût se rendre à Bâle, le conseiller Harnier fut chargé de continuer la négociation du comte de Goltz, et d'après les mêmes instructions. Bientôt le baron de Hardenberg arriva lui-même à sa destination, porteur d'instructions beaucoup plus

1795 — an III. Prusse.

étendues que celles de son prédécesseur. Les conférences furent aussitôt reprises et suivies avec la plus grande activité; tous les obstacles furent bientôt levés, et la paix fut signée le 5 avril, au nom de la France, par M. Barthélemy, et au nom de la Prusse, par le baron de Hardenberg.

« La France, dit M. Lacretelle, annonça à l'Europe l'étendue de ses prétentions, en retenant ce qu'elle avait conquis dans les possessions prussiennes situées sur la rive gauche du Rhin; mais par des combinaisons habiles, auxquelles les événements postérieurs donnèrent une grande force, le roi de Prusse acquit en Allemagne un pouvoir de protection bien propre à rivaliser avec celui de l'empereur. La France s'engagea à ne point porter la guerre dans ceux des États germaniques qui sont situés sur la rive droite du Rhin; Frédéric-Guillaume les engageait avec lui dans la neutralité. Les États catholiques supportèrent tous les fléaux de la guerre, dont les États luthériens furent exempts, si l'on en excepte les faibles contingents qu'ils continuèrent à fournir. Ils prirent plus d'ascendant à la diète, le roi de Prusse en exerça un plus direct sur eux. Ainsi fut préparé un grand changement dans la constitution germanique. La ligue protestante obtint, grâces à une neutralité tardive, plus d'influence en Allemagne que les victoires des héros suédois et celles de Turenne et de Condé n'avaient pu lui en assurer à l'époque du fameux traité de Westphalie. »

Le cabinet de Berlin, toujours attentif à ses intérêts, avait en outre eu soin, tout en cédant le pays conquis sur la rive gauche du Rhin, d'ajourner la cession définitive de ces provinces jusqu'à la pacification générale entre la France et l'empire germanique. Le motif qui lui faisait imposer cette clause particulière était qu'il ne voulait pas que l'Autriche, si le sort des armes la rendait victorieuse, pût s'emparer de ce pays comme appartenant à la France.

Indépendamment de la possession des provinces cédées, la France retirait de son traité de paix avec la Prusse l'avantage immense de pouvoir désormais concentrer ses forces militaires et les diriger en masse contre cette puissance autrichienne, qu'elle eût sans doute abattue ou forcée aussi à demander la paix, si quelques généraux français eussent mis dans la campagne

de 1795 le même zèle et le même dévouement que dans la précédente. Mais si, par le moyen de ressorts cachés qui paraissent avoir été justement, dans le temps, attribués à la trahison, cette puissance réussit à lutter contre les armées de la France, et même à remporter sur elle des succès avantageux, elle en fut cruellement punie l'année suivante, par ses revers dans cette campagne d'Italie, où tout fut prodige, et où les Français, guidés par un jeune général jusqu'alors sans renommée, surent retrouver leur indomptable énergie. 795 — an III. Prusse.

La nouvelle du traité de paix causa une joie universelle dans le sein de la Convention : elle y fut annoncée par Rewbell, membre du Comité de salut public, qui félicita, à cette occasion, l'assemblée sur son retour à des principes plus humains et plus modérés. « Représentants du peuple, dit-il, vous êtes à la veille de recueillir le fruit de vos principes ; des puissances, qui paraissaient avoir juré la perte d'une république gouvernée par des tyrans, et tourmentée par des factieux, sont empressées de vous demander la paix depuis que vous avez prouvé à l'univers que la justice et l'humanité seront les seuls guides qui dirigeront tous vos pas pour opérer le bonheur du peuple.... Et toi, peuple français, reste inaccessible à toutes les insinuations perfides..... ; sois convaincu que c'est celui des peuples de la terre dont la constance sera la plus grande, qui sortira victorieux de cette lutte terrible dans laquelle nous sommes engagés ; songe aux malheurs éternels que causerait un seul mouvement d'impatience ; prends l'attitude fière et imposante qui convient à l'homme libre ; montre-toi calme et ferme ; compte sur le courage de tes représentants, et tu assureras ton bonheur et celui de ta postérité la plus reculée.... »

CHAPITRE X.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

Combats de Bezalu, d'Orfans, de Bascara. — Pacification de Saint-Florent. – Ouverture de la campagne aux Pyrénées-Occidentales; combat de Musquirucha. — Ouverture de la campagne aux armées des Alpes et d'Italie; combat du col de Monte. — Opérations des armées du Rhin et de la Moselle sur le Rhin; blocus de Mayence, etc. — Combat de Calabuix. — Siége et prise de Luxembourg, etc., etc., etc.

1795—an III. 8 avril. (9 floréal.) Espagne. *Combats de Bezalu, d'Orfans et de Bascara.* — Après la prise de Roses, le général Pérignon rappela à son armée la division Augereau, postée, comme nous l'avons dit plus haut, en avant de Figuières. L'intention du général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales était de prendre une vigoureuse offensive sur l'armée espagnole, alors commandée par le général Urrutia, et de tenter l'invasion de la Catalogne, en forçant le général ennemi à abandonner la ligne de défense de cette province. Mais Urrutia, qui venait de laisser assiéger Roses sans rien oser hasarder pour secourir cette place importante, voulut au moins s'opposer aux progrès des Français sur le territoire catalan, et rétablir, en combattant en ligne, la réputation des armes espagnoles, entamée par les derniers revers qu'elles venaient d'éprouver. Il occupait toujours les mêmes cantonnements sur les bords de la Fluvia, et cette rivière séparait seule les deux armées.

Les forces du général espagnol s'étaient considérablement accrues après la prise de Roses. Yzquierdo avait conduit dans son camp les 8,000 hommes qui formaient la garnison de la place, au moment de son occupation. La cour d'Espagne, effrayée des succès toujours croissants des Français, s'était empressée d'envoyer des renforts en Catalogne; et quand Pérignon

PARTIE ORIENTALE DES PYRENÉES



Infanterie Française — Infanterie Ennemie — Batteries de Campagne
Cavalerie Française — Cavalerie Ennemie — Batterie de Siége (Canons)
.... Leurs Lignes de Marches ---- Leurs Lignes de Marches — Batterie de Siége (Mortiers)

se vit dans le cas d'agir contre elle, l'armée espagnole était 1795 — an III. Espagne.
forte de 35,000 hommes de troupes réglées, et ses lignes étaient couvertes par des corps francs composés de toutes les milices des environs, qui avaient pris les armes. Pérignon ne comptait guère plus de 20 à 25,000 hommes dans son armée; mais les bonnes dispositions de ses troupes le rassuraient, et, au lieu de songer à leur donner quelque repos en entrant en quartiers d'hiver, il résolut de continuer les hostilités, et de rivaliser d'activité avec les autres armées de la république.

Les premiers efforts se portèrent dans les Hautes-Pyrénées-Orientales. Il s'agissait de forcer tous les postes espagnols établis dans ces montagnes, afin de pouvoir occuper tout le nord de la Catalogne, et s'avancer de front dans l'intérieur de cette province. Le 18 février, Pérignon ordonna une attaque générale des postes en avant de la Seu d'Urgel sur la Sègre, afin de prendre en flanc les postes qui couvraient la ville de Campredon.

Cinq colonnes françaises réunies la veille partirent en même temps, à la nuit tombante, et arrivèrent à la pointe du jour devant les postes d'Estania, de Bezach, de Bar et d'Aristot. Le poste de Bezach fut le premier attaqué : 800 Français s'avancèrent à la baïonnette sur les retranchements espagnols, espérant les emporter par cette agression subite et imprévue; mais les Espagnols, d'abord ébranlés, opposèrent bientôt la plus vive résistance. Le succès restait indécis après deux heures d'un combat opiniâtre, lorsque le commandant espagnol reçut des renforts qui lui permirent de prendre une offensive marquée, et de se porter en avant. Fatigués par le combat précédent, les Français voulurent en vain soutenir le choc des Espagnols; ils furent rompus et obligés de se retirer avec perte sur Montella.

L'attaque sur Bar et sur Estania fut moins infructueuse. Les Français surprirent également les deux détachements qui y étaient cantonnés, et réussirent à les débusquer sans avoir éprouvé une trop vive résistance. Les vaincus ne furent cependant pas poursuivis, et s'arrêtèrent en arrière du bourg, tandis que les Français s'établissaient à Bar. Mais, instruits de la non-réussite de l'attaque sur Bezach, et se trouvant par là à découvert sur leur flanc, les Français, dans la crainte d'une

1795 — an III. Espagne. surprise, prirent le parti d'évacuer Bar pendant la nuit, et se retirèrent sur Bellver.

La colonne qui devait attaquer le poste d'Aristot avait à passer le pont de Bar, avant d'arriver à sa destination. Un fort détachement espagnol occupait ce point. Attaqué avec vigueur, l'ennemi se défendit de même. Après cinq heures d'un combat où les deux partis firent également une grande perte en tués ou blessés, les Français, voyant toute l'inutilité de leurs efforts, et n'écoutant plus que leur impatience, s'élancent dans la rivière, la passent à la nage, et viennent prendre les Espagnols en queue, tandis que le reste de la colonne les combattait de front. Cette manœuvre hardie fut exécutée avec tant de précision, que l'ennemi, craignant de se voir coupé, abandonna le pont de Bar, la position d'Aristot, et se retira en désordre du côté d'Arseguel. Mais, par le même motif qui avait fait abandonner Bar, les Français évacuèrent également Aristot pendant la nuit. Ainsi, dans cette journée, on s'était longtemps battu avec acharnement sans obtenir d'autre résultat qu'un grand nombre de morts.

Cette attaque dans les Hautes-Pyrénées n'ayant point réussi, le général Pérignon renonça au dessein de combattre les Espagnols de ce côté, et se décida à les faire attaquer dans leurs positions sur la Fluvia. Dès le 28 février, il fit manœuvrer, sur sa droite, des corps de cavalerie dans l'intention d'inquiéter l'ennemi et d'attirer toute son attention de ce côté, tandis qu'il dirigerait des forces supérieures du côté opposé. Mais Urrutia, devinant le véritable dessein du général français, se contenta de faire éclairer cette partie par un corps de troupes légères, qui avait ordre d'observer seulement les mouvements des Français, et d'éviter avec eux tout engagement. En même temps il dirigeait, sur le côté menacé, des forces suffisantes pour résister avec avantage.

Pérignon, qui ignorait que le général Urrutia eût prévu son intention, fit exécuter l'entreprise projetée. Le 1er mars, les Français, au nombre de 5,000 hommes d'infanterie, avec 300 chevaux, aux ordres du général de brigade Charlet, débouchèrent sur Bezalu à la gauche des Espagnols, tandis que 4,000 hommes d'infanterie et 150 chevaux passaient la Fluvia

sous Bascara, centre de la ligne occupée sur le bord de cette rivière par l'armée des Pyrénées-Orientales. Cette dernière colonne, en se déployant, s'étendit trop avant dans la plaine, et le général qui la commandait commit la faute de trop s'éloigner du centre. Emportés par leur ardeur, les Français s'approchèrent à deux cents pas des Espagnols, qu'ils supposaient devoir être en trop petit nombre pour leur résister; mais au moment où déjà ils avaient commencé l'engagement avec l'ennemi, une division espagnole tout entière, forte de 5,000 hommes, s'avança tout à coup contre eux, et, étendant ses ailes, menaça de les envelopper. Un détachement de cavalerie légère réussit même à dépasser leur flanc gauche, et les chargea avec impétuosité. Reconnaissant alors leur erreur, les Français se retirèrent précipitamment; plusieurs furent victimes de leur imprudence, et se noyèrent dans la Fluvia en voulant la passer à la nage.

1795—an III. Espagne.

La colonne qui avait débouché sur Bezalu ignorait cet échec éprouvé par le corps de troupes qui devait la soutenir. Elle marcha rapidement sur Bañolas, et se trouva bientôt à la hauteur du centre de l'armée espagnole. Le maréchal de camp O'Farril eut ordre d'Urrutia de se diriger sur Bañolas avec les troupes de l'avant-garde, augmentée de 150 chevaux. Les Français se trouvaient alors en avant du village de Serynia, occupant une position très-avantageuse, et couverte sur son front par un ravin très-profond. Le général Charlet, à la vue des Espagnols s'avançant en nombre bien supérieur pour le combattre, s'était arrêté et retranché à la hâte dans cette position, où il se trouvait adossé, par son flanc, contre un bois en demi-cercle dont il couvrait le centre. A la vue de cette position formidable, le général espagnol O'Farril hésita, et finit par juger qu'il était impossible d'y forcer 5,000 hommes et 300 chevaux, et il se mit alors à manœuvrer, afin de les attirer dans un terrain moins désavantageux pour lui. Battant en retraite, son arrière-garde occupait les tirailleurs français. O'Farril cédait pied à pied le terrain, et cependant il avait soin de donner à ce mouvement rétrograde toute l'apparence d'une fuite. Le général Charlet, trompé par cette manœuvre, et pressé d'ailleurs par ses soldats qui s'indignaient de laisser échapper les

1795 — an III. Espagne.

Espagnols sans combattre, permet à son avant-garde de se mettre à leur poursuite, et marche bientôt lui-même à la tête du centre. Mais déjà O'Farril, qui venait de recevoir un renfort de 1,500 hommes, rangea ses troupes en bataille dans la plaine. Les Français ne pouvaient plus reculer, et l'action s'engagea par une fusillade d'autant plus meurtrière, que les deux troupes n'étaient qu'à demi-portée de fusil. Vainement les Français firent des prodiges de valeur; vainement ils essayèrent de rompre à la baïonnette les rangs serrés des Espagnols : leurs efforts furent infructueux. Le général Charlet, convaincu qu'il était impossible d'entamer les troupes d'O'Farril, et voyant la cavalerie espagnole manœuvrer pour tourner son flanc gauche, donne à sa troupe l'ordre d'effectuer sa retraite. Elle se fit dans les bois de Serynia, et le matin les Français abandonnèrent Bezalu.

Depuis ce combat, les deux armées restèrent longtemps sans tenter rien d'important l'une sur l'autre. Les Français et les Espagnols, fatigués de combats, passèrent la plus grande partie du mois de mars à se fortifier dans leurs positions respectives. Urrutia, qui paraissait décidé à rester jusqu'à nouvel ordre sur la défensive, acheva d'immenses travaux entrepris, dès le commencement de l'hiver, pour retrancher le camp établi dans la belle position d'Oriols. Il fit aussi jeter un pont sur pilotis, en avant de Bascara. Son corps d'avant-garde fut renforcé, et l'armée, campée sur le sommet du col d'Oriols, couverte sur son front par la Fluvia, qu'elle dominait, et appuyée, par sa gauche, sur une cordillère d'un accès difficile, et par sa droite, sur le coude que fait la Fluvia avant de se jeter à la mer, était dans une position où elle pouvait braver les attaques des Français.

Cependant Pérignon fit sortir, le 21 mars, du camp établi à Cistella, 4,000 hommes, qui vinrent le lendemain attaquer le village de llorana, poste avancé des Espagnols, au delà de la Fluvia, et défendu par des paysans de Catalogne, sous les ordres du curé Salgueda. Les Français, méprisant cette masse indisciplinée qui ne marchait au combat qu'en chantant des litanies, se jetèrent sur eux sans même engager de fusillade, la chargèrent à la baïonnette, et la taillèrent en pièces. Le poste de llorana resta au pouvoir des vainqueurs. Mais les troupes de ligne

espagnoles s'étant avancées en forces supérieures pour le reprendre, les Français l'évacuèrent et repassèrent la Fluvia. 1795 — an III. Espagne.

Pendant que, sur leur gauche, les Français se tenaient tranquilles dans leur camp, la division de droite, aux ordres du général Augereau, était journellement aux prises avec les Espagnols, et surtout avec les *somatenes* ou corps francs du côté de la Seu d'Urgel et de Campredon. Ces corps francs inquiétaient et tenaient sans cesse en mouvement les Français. Il était pour ainsi dire impossible de les joindre, par la facilité avec laquelle ils se dispersaient et se séparaient à l'aspect du danger. Augereau fut obligé de prendre les précautions les plus sévères pour mettre ses avant-postes à l'abri des insultes de ces paysans enrégimentés. Leurs excursions s'étendaient souvent jusque dans la Cerdagne; et dans cette guerre de partisans, où chaque guerrier cherchait à surprendre et à tuer son homme, l'avantage ne fut pas toujours pour les troupes françaises.

Ainsi, le 27 mars, le chanoine Cuffi, qui commandait une division de ces somatenes, partit de Rocabruna, où il était établi, au nord de Campredon, et chercha à surprendre les Français dans leur camp de Coral. Afin de réussir plus sûrement, il avait commencé par faire occuper les environs du col de Vernadel, qui dominent l'endroit ou était établi le camp français; mais, ayant été découvert, et voyant les Français s'avancer contre lui, l'audacieux prêtre, au lieu de fuir, prit la résolution de les attendre de pied ferme. Il avait su inspirer à ses troupes une telle fureur, et il se jeta sur eux avec une si grande impétuosité, que les Français, après s'être défendus longtemps, abandonnèrent leur camp de Coral aux somatenes de Cuffi. Mais le lendemain, ayant reçu des renforts au poste de la Costa, où ils s'étaient ralliés, les Français s'avancèrent pour envelopper les paysans espagnols et leur couper la retraite. Cuffi devina bientôt leur intention, et se hâta d'échapper à la manœuvre dirigée contre lui, en abandonnant la position qu'il occupait. Poursuivi avec chaleur, il défendit assez vi-

[1] Les *somatenes* étaient, à cette époque, ce qu'ont été depuis les *guerillas*, et avaient à peu près la même organisation.

1795—an III. Espagne. goureusement le défilé du pont de Mont-Falgas, pour parvenir, sans être entamé, jusqu'à Rocabruna, où les Français le quittèrent.

Après être restée dans l'inaction pendant les vingt premiers jours d'avril, la gauche de l'armée des Pyrénées-Orientales reprit l'offensive. Voyant que les Espagnols ne faisaient aucun mouvement pour quitter leur formidable position d'Oriols, et menacé d'être attaqué lui-même par eux, le général Pérignon chercha à se rapprocher de la Fluvia, afin d'être plus à portée de les observer et de les inquiéter, si quelque chance de succès s'offrait à lui. Le 24 avril, il donna ordre au général de brigade Charlet de passer la Fluvia du côté d'Orfans, entre Bascara et Bezalu. Charlet, soutenu par des troupes restées en bataille sur la rive gauche, passa sans obstacle la Fluvia, et prit position sur la rive droite. Il se préparait à s'avancer, lorsqu'une division espagnole, descendue du camp d'Oriols, lui barra le passage et engagea le combat. Les Français se défendirent avec leur valeur accoutumée; mais, inférieurs en nombre, ils furent obligés de céder, et Charlet repassa la rivière, non sans avoir été inquiété, dans cette opération, par les troupes espagnoles aux ordres d'Arias.

Pérignon ne fut point découragé par ce faible échec; et le 26 avril, une autre colonne française se présenta devant Bascara, dans l'intention de forcer ce passage. L'ennemi, qui défendait cette position, fut surpris par les Français, et chassé avant d'avoir pu songer à se défendre. Le général espagnol, s'imaginant que cette démonstration sur Bascara était une fausse attaque qui couvrait le passage de la rivière sur un autre point, avait lui-même fait passer la Fluvia sur la gauche de Bascara, et dirigé un bataillon de chasseurs sur l'autre rive, afin d'attaquer les Français sur leurs derrières. Ce bataillon arriva après trois heures de marche jusqu'au village de Pontos, et y trouva la colonne française qui venait de s'emparer de Bascara, établie sur les hauteurs : il se retira alors sans en avoir été aperçu.

Le 27 avril, les Français devaient faire une attaque générale sur la ligne espagnole, et les divisions de l'armée avaient ordre de se tenir prêtes pour le passage de la Fluvia; mais, par un hasard singulier, ils avaient été prévenus par l'ennemi. Le gé-

néral Urrutia, dans le dessein de reprendre le poste de Bascara, avait ordonné à 4,000 hommes de ses meilleures troupes de se présenter de bonne heure devant cette position, et de la surprendre s'il était possible. Ces 4,000 Espagnols trouvèrent tous les postes, sur la rive gauche de cette rivière, occupés par les Français. Cette occupation les étonna, et cependant ils ne renoncèrent point au projet de passer la rivière. 3,000 d'entre eux y réussirent sur la droite du village de Bascara, et parvinrent même, avec 300 chevaux, jusqu'au village de Calabuix. Le reste de la colonne espagnole effectuait également le passage sur la gauche de Bascara, en face du village de Parette. Ces deux colonnes ennemies devaient se réunir à quelque distance de Calabuix et de Parette; mais dans ce moment toute l'armée française était en mouvement pour s'avancer, par Bascara, contre l'armée du général Urrutia. Les 4,000 Espagnols, s'apercevant enfin du danger qu'ils couraient, voulurent se retirer précipitamment; mais déjà atteints, dans leur fuite, par l'avant-garde française, ils furent poursuivis avec acharnement. Un grand nombre resta sur la rive gauche de la Fluvia, massacrés ou faits prisonniers par les Français; beaucoup d'autres se noyèrent en repassant la rivière. Toutefois, les Français, certains, par ce mouvement des Espagnols, que le général ennemi était en mesure de se défendre, renoncèrent à leur attaque projetée.

1795 — an III.
Espagne.

Urrutia, ayant vu échouer sa tentative pour reprendre Bascara, la renouvela le 28 avril. Une forte division espagnole, accompagnée de beaucoup de cavalerie, vint attaquer les Français sur les huit heures du matin : ceux-ci se défendirent vigoureusement. Mais, après cinq heures d'un combat meurtrier, se voyant assaillis par des forces très-supérieures, et enveloppés par la cavalerie, ils évacuèrent Bascara, et repassèrent la Fluvia, tandis que les Espagnols, enflés de leurs succès, se précipitaient en foule dans le village. Le 29, des détachements de hussards ennemis balayèrent la rive gauche de la rivière, et poussèrent des reconnaissances jusque sur la ligne des Français, et dans les villages de San-Pedro-Pescador, de Torruella, Villajuan et Armadas, situés entre la mer et le grand chemin de Figuières.

2 mai.
(13 floréal.)
Vendée.

Pacification de Saint-Florent. — Nous avons dit, en parlant de la première pacification conclue à la Jaunais entre Charette

1795 — an III. Vendée.

et les délégués conventionnels, que Stofflet, soit par jalousie de ce que les républicains s'étaient adressés à son rival de préférence à lui, soit qu'en effet il fût plus exclusivement attaché à la cause royale, avait constamment refusé de souscrire aux conditions acceptées par le premier chef vendéen. Il était soutenu, dans son opinion, par le curé de Saint-Laud d'Angers[1]. Cet homme, astucieux et éloquent, était parvenu à s'emparer entièrement de la confiance de Stofflet, et celui-ci ne pouvait plus rien faire sans son avis ou son assentiment. Brave à l'excès, Stofflet manquait, d'ailleurs, des qualités essentielles à un chef de parti. Garde-chasse du comte de Maulevrier à l'époque du premier soulèvement des Vendéens, il se ressentait toujours de son défaut d'éducation ; il n'avait dû qu'à son extrême bravoure et à son intrépidité son élévation au grade de général ; et ce chef, qui se trouvait à la tête des royalistes de la haute Vendée, du Poitou et de l'Anjou, savait à peine lire et ecrire. Ayant ainsi besoin de conseil et de secrétaire, il avait accueilli, comme on l'a déjà vu, le curé de Saint-Laud ; c'était cet ecclésiastique qui faisait toutes ses proclamations, conseillait toutes ses démarches, et dirigeait, par le fait, les forces royalistes que Stofflet avait rassemblées sous ses ordres.

Non moins ambitieux que le guerrier angevin, Bernier voyait avec la même envie l'énorme influence que Charette exerçait parmi les partisans de la cause royale. Aussi, s'étant promptement aperçu que le projet d'une paix avait déplu à la masse des Vendéens, il avait, dès la première tentative des républicains, engagé Stofflet à s'opposer de tout son pouvoir aux desseins de Charette. Il espérait par là mettre la division parmi les Vendéens attachés à Charette, et les attirer sous les drapeaux de Stofflet. Les commissaires conventionnels avaient cependant obtenu de ce chef une entrevue au pont de Vihiers, et lui avaient offert les mêmes avantages qu'à Charette. Stofflet ne s'était rendu auprès d'eux que pour sonder leurs dispo-

[1] L'abbé Bernier, dont nous avons déjà parlé dans le premier volume de cet ouvrage. Cet abbé, lors du Concordat arrêté entre S. S. le pape Pie VII et Bonaparte, fut nommé par ce dernier évêque d'Orléans, en recompense du zèle qu'il avait apporté dans la pacification de la Vendée, opérée par le général Hédouville. Il est mort en 1806.

sitions. Quand il eut obtenu les renseignements qu'il désirait, il rompit l'entrevue, et congédia les envoyés républicains, sous prétexte qu'ils n'étaient point munis des pouvoirs nécessaires au rétablissement des Bourbons sur le trône de la France. Aussitôt Bernier publia, en son nom, la proclamation suivante : 1795 — an III. Vendée.

« Français égarés ! vous nous annoncez des paroles de paix ; ce vœu est celui de nos cœurs ; mais de quel droit nous offrez-vous un pardon qu'il n'appartient qu'à vous de demander ?

« Teints du sang de nos rois, souillés par le massacre d'un million de victimes, par l'incendie et la dévastation de nos propriétés, quels sont donc vos titres pour inspirer la sécurité et la confiance ?

« Sera-ce le supplice des Robespierre et des Carrier ? Mais la nature indignée s'élevait contre ces monstres ; le cri de la vengeance publique les dévouait à la mort : en les frappant, vous n'avez fait qu'obéir à la nécessité. Mais si une faction a pris la place d'une autre, le même sort ne lui est-il pas réservé ?

« Seraient-ce vos prétendues victoires ? Mais ne savons-nous pas qu'en éprouvant les plus terribles défaites, vous prenez encore, pour en imposer aux peuples, le ton arrogant de vainqueurs de l'Europe ?

« Serait-ce l'élargissement de nos frères emprisonnés ? Mais la justice ne leur devait-elle pas une liberté que la tyrannie seule avait pu leur ravir ? Et quand vous les gardez au milieu de vous, sans défense, ne devons-nous pas craindre que ce piége ne soit tendu pour nous envelopper tous ?.....

« Seraient-ce, enfin, vos promesses insidieuses ? Hélas ! si nous pouvions y croire, du sein de leurs tombeaux, nos parents, nos amis égorgés, se lèveraient pour nous dire : Défiez-vous du venin caché sous ces dehors ! c'est en nous promettant le salut et la vie qu'on nous immola : on vous réserve peut-être le même sort.

« Français ! si vos vœux étaient sincères ; si vos cœurs, par un retour inespéré, s'élevaient vers le ciel pour une paix durable, nous vous dirions : Rendez à l'héritier du dernier de nos rois son sceptre et sa couronne ; à la religion, son culte et ses ministres ; à la noblesse, ses biens et son éclat ; au royaume

1795 — an III. Vendée.

entier, son antique constitution : sans ces conditions indispensables, nous mépriserons une amnistie que le crime ne doit jamais offrir à la vertu ; nous braverons vos efforts et vos menaces. Aidés de nos fidèles et généreux soldats, nous combattrons jusqu'à la mort, et vous ne régnerez que sur la tombe du dernier d'entre nous. »

Stofflet, pour appuyer cet arrogant manifeste, avait médité une attaque sur le camp retranché de Chiché. Il avait, en conséquence, donné ordre à toutes ses divisions de se rassembler au bourg de Mauzé. Mais une trop longue inaction, et le bruit même de l'armistice conclu avec Charette, avaient énervé le courage des soldats angevins. Déjà l'armée entière, ayant en tête son commandant, était en marche, et sortait de Mauzé pour se rendre à Chiché, lorsque 200 républicains, venant du camp de Vrinne, près de Thouars, fondent sur l'arrière-garde et la mettent en déroute. En vain Stofflet et ses officiers veulent remédier au désordre et rallier les fuyards ; le gros même de l'armée s'épouvante : tous se débandent et se dérobent, par une fuite honteuse, à la poursuite des républicains, étonnés eux-mêmes de leur victoire facile.

Cette défaite humiliante contribua beaucoup à diminuer le nombre des partisans de Stofflet. Plusieurs chefs secondaires qui servaient sous ses ordres, l'abandonnèrent et signèrent particulièrement le traité de la Jaunais, auquel ils avaient été invités d'accéder, ainsi que leur commandant en chef, par les commissaires conventionnels. Stofflet, menacé d'une défection générale, s'adressa à son conseil Bernier. Celui-ci, convaincu de la difficulté de rester seul en armes dans la Vendée, l'engagea à céder momentanément à la nécessité, et offrit de l'accompagner à la Jaunais. Mais à leur arrivée le traité était signé, et Charette absent. Cette circonstance rend à Stofflet toute sa fureur. Pressé par les conventionnels de signer individuellement la pacification, il refuse, parce que, dit-il, il n'a point été présent aux conférences, quand il n'avait tenu qu'à lui d'y assister ; il vomit les imprécations les plus grossières contre Charette et contre la république, et transporté de rage, il part au galop à la tête de ses chasseurs, en criant : *Au diable la république ! au diable Charette !*

Stofflet, ne sachant plus à qui s'en prendre, déchargea sa colère sur ceux mêmes de son parti. Un détachement de cavalerie fut envoyé par lui pour arrêter Sapineau, chef de l'armée du Centre, qui avait signé le traité, et sur lequel il n'avait aucune autorité. Sapineau, averti à temps, parvint heureusement à s'échapper de Beaurepaire, où il se trouvait; mais ses chevaux, ses armes, son argent, ses effets précieux, tout devint la proie des cavaliers de Stofflet, et un chef vendéen était ainsi pillé par des guerriers vendéens, avec autant d'ardeur que si c'eût été un général républicain. Stofflet marcha lui-même contre Richard, commandant l'ancienne division de Bernard de Marigny, à la Cerisaie. Richard eut aussi le bonheur de se soustraire à la vengeance de ce furieux. Un troisième détachement des chasseurs de Stofflet se mit à la poursuite de Prodhomme, autre chef de l'armée du Centre, et de Blin, médecin, que les conventionnels avaient paru accueillir. Tous deux furent arrêtés. Odieux à l'abbé Bernier, Prodhomme fut jugé, condamné à mort et exécuté; Blin fut acquitté. Ainsi Stofflet, dans l'excès de sa démence, déclarait autant la guerre à ceux de son parti qu'à la république.

1795 — an III. Vendée.

En même temps que le chef angevin se déshonorait par cette conduite, le prêtre Bernier multipliait les proclamations, et cherchait à prouver que Charette et les autres signataires du traité étaient des traîtres dignes de l'animadversion et du mépris de tous les vrais royalistes. Dans l'une de ces proclamations, datée du 4 mars, il disait: « Le voile est déchiré, les traîtres sont connus; leur main criminelle a signé sans frémir l'arrêt déshonorant qui détruit la religion, le trône et la noblesse. Sachez que, pour séduire et tromper vos chefs, on fit briller à leurs yeux les trésors de la république. S'ils vous ont dit que l'exercice paisible de la religion vous est accordé, c'est une imposture; que la Convention nationale vous indemnisera de vos pertes, n'en croyez rien. Vous rendra-t-elle vos enfants, vos épouses, vos parents, vos amis, barbarement égorgés? Acquittera-t-elle le montant des objets que vous avez fournis pour la guerre? Ce qu'ils ne vous ont pas dit, c'est qu'il faut encore abandonner la monarchie, reconnaître avec la république sept cents tyrans, au lieu d'un roi; livrer votre artillerie,

1795 — an III. Vendée. vos grains, vos subsistances, et alimenter, au prix de votre sang, la nation et ses défenseurs. Dites-vous à vous-mêmes : Pouvons-nous, sans frémir, blasphémer notre Dieu, renoncer à la foi, croire aux serments des impies, violer les nôtres, trahir un roi malheureux, voler dans les bras de nos tyrans? et, après cela, traitez, si vous l'osez, avec la république. »

Charette, en lisant cette fougueuse proclamation, s'écria avec l'accent du mépris : « Stofflet est un insensé que Bernier perdra. » En effet, les commissaires conventionnels, ayant échoué dans toutes leurs tentatives pour l'engager à la paix, avaient donné l'ordre au général Canclaux d'employer la force pour le soumettre. Chalonne et Saint-Florent lui furent enlevés presque sans résistance. Plusieurs colonnes républicaines se réunirent à Bressuire pour entrer dans l'Anjou par Châtillon. Le général Legros, à la tête des troupes du camp de Chiché, s'avança du même côté, tandis que l'armée entière, conduite par Canclaux en personne, parcourait les communes de Cerisaye, de Châtillon, Chollet et Maulevrier, sans rencontrer l'ennemi. La colonne du général Caffin fut seule arrêtée au passage de Layon. Les royalistes y opposèrent quelque résistance, et tuèrent même le général Bardou; mais les républicains, ayant enfin repoussé les Vendéens, effectuèrent le passage et se répandirent jusqu'à Chemillié.

Stofflet fuyait devant un ennemi qu'il ne bravait plus qu'avec des proclamations. Il faisait de vains efforts pour soulever les habitants de l'Anjou. Las de la guerre, ceux-ci restaient paisibles dans leurs foyers. C'est en vain qu'il porta la peine de mort contre quiconque ne répondrait point à son appel. Stofflet ne put réussir qu'à rassembler un corps de 6,000 hommes, qui, servant presque tous à contre-cœur, ne pouvaient lui être que d'un faible secours. Cependant il vint attaquer le poste de Saint-Florent, qu'on venait de lui enlever. Reçus vigoureusement, ses soldats, découragés, jetèrent bas leurs armes, et se dispersèrent. Poursuivi vivement, il n'échappa qu'avec des peines incroyables. Enfin, enveloppé presque entièrement avec sa cavalerie d'élite, il n'obtint son salut que par une ruse audacieuse. Il s'avança à la tête de 150 cavaliers aux avant-postes du château de la Tremblaye,

près de Mortagne, gardé par la brigade du général Legros. « Qui vive? crient les sentinelles. — Royalistes, » répond Stofflet. Aussitôt les républicains saisissent leurs armes. « Laissez passer, soldats, s'écrie Stofflet; je vais conférer avec les commissaires de la Convention. » Le petit nombre de son escorte accrédite son mensonge. Les rangs s'ouvrent, on lui porte les armes, et Stofflet s'échappe. Au lieu de se rendre auprès des conventionnels, il fuit sans qu'on puisse trouver sa trace. 1795—an III. Vendée.

Pressés du désir de terminer leur mission d'une manière complète, et ennuyés de faire poursuivre un ennemi qui échappait à toutes les recherches, les représentants résolurent de renouer les conférences depuis longtemps interrompues. Sachant quelle influence le curé de Saint-Laud exerçait sur Stofflet, ils prirent le parti de s'adresser directement à lui. Ils le firent par l'intermédiaire des transfuges Renon, de la ville de Beaugé, Trottouin et Beauvollier, ancien intendant général de l'armée royale et catholique. Bernier, considérant le peu de ressources qui restaient à Stofflet pour continuer la guerre contre toutes les forces réunies des républicains, l'engagea à accepter enfin les propositions des commissaires conventionnels. Bernier vint lui-même conférer avec eux; et, le 2 mai, sur les bords de la Loire, auprès de Saint-Florent, il offrit la soumission de Stofflet aux mêmes conditions que Charette; et, les conventionnels ayant accepté, le traité fut signé le même jour à Varades, dans un repas où, suivant les relations contemporaines, *le curé de Saint-Laud joua tout à la fois le rôle de négociateur et celui de général.* Pour se disculper aux yeux de ceux qui auraient pu lui reprocher de s'être décidé si vite, après s'être montré si opposé à la paix, Stofflet publia une nouvelle proclamation, dans laquelle on trouve ce passage : « Animé du désir de la paix, nous n'en avons retardé la conclusion jusqu'à ce jour que pour consulter le vœu du peuple dont les intérêts nous étaient confiés, et celui des chefs de l'armée catholique et royale de Bretagne. Aujourd'hui que ce vœu est prononcé, nous adhérons aux mesures prises par les représentants pour la pacification; et, en nous soumettant aux lois de la république, nous promettons de ne jamais porter les

1795 — an III. Vendée. armes contre elle. Puisse cette démarche de notre part éteindre le flambeau des discordes civiles, et montrer aux nations étrangères que la France n'offre plus qu'un peuple de frères et d'amis ! »

Ainsi la guerre civile se trouvait tout à coup terminée par une double pacification. Mais bientôt les brandons de la discorde vont se rallumer, et nous ne tarderons pas à voir les Vendéens pousser de nouveau le cri de guerre et reprendre les armes, dans l'espérance si longtemps déçue d'avoir enfin un Bourbon à leur tête.

9 mai. (20 floréal.) Espagne. *Ouverture de la campagne aux Pyrénées-Occidentales, et combat de Musquirucha.* — On a vu, dans le récit de la dernière campagne, comment les Français, après s'être glorieusement emparés de la vallée de Roncevaux, et avoir vengé sur les lieux mêmes l'antique défaite des preux de Charlemagne, avaient cru devoir évacuer cette conquête, qu'ils regardaient comme trop hasardée, pour entrer dans leurs quartiers d'hiver. Par l'effet de ce mouvement rétrograde, le général Moncey, commandant en chef l'armée des Pyrénées-Occidentales, s'était trouvé à même de concentrer ses forces autour de Tolosa, et avait distribué ses quartiers dans les villages d'Azpeytia, Azcoytia et autres, sur la petite rivière d'Urola. De leur côté, les Espagnols chargés de défendre la Biscaye occupaient une longue ligne de retranchements établis sur les bords de la Deba, rivière qui coule parallèlement à l'Urola, et qui en est à peu de distance.

L'armée française eut à peine pris ses cantonnements, qu'une maladie épidémique exerça sur elle les plus affreux ravages. Cette épidémie paraît avoir été causée par l'encombrement des hôpitaux. Des bords de la Deba à ceux du Gers, ce fléau destructeur moissonna en peu de temps une multitude d'hommes : tous les chemins étaient couverts de charrettes découvertes qui, au milieu des neiges, traînaient les malheureuses victimes de cette espèce de typhus : les évacuations se faisaient souvent ainsi sur une ligne de plus de cent lieues. En un seul jour vingt hôpitaux se trouvaient remplis ; les chirurgiens, les employés, les servants, y succombaient en foule avec les malades.

On peut porter au moins à trente mille le nombre des victimes enlevées, par cette épidémie, à l'armée française et

aux pays voisins, pendant un espace de trois mois : des bourgs 1795 — an III. Espagne.
et des villages furent presque entièrement dépeuplés. Ce fléau durait encore, lorsque la disette vint ajouter à ses horreurs. Dans les villes voisines de l'armée, des pommes de terre étaient la seule nourriture de l'habitant. Dans l'armée, on fut forcé de suspendre la fourniture de pain, et de la remplacer par le riz, aliment donné en quantité insuffisante à des hommes qui venaient d'éprouver tant de fatigues Les soldats français souffrirent ces privations avec la plus rare résignation, et l'on doit citer comme un noble exemple de leur patience, de leur dévouement et de l'excellente discipline qui régnait parmi eux, cette conduite de la garnison de Saint-Sébastien, qui, tourmentée par la faim, sans moyens de l'apaiser, n'attenta jamais à la propriété du vaincu, pour qui des pains blancs de la plus grande beauté étaient étalés chaque jour sur les places et dans toutes les boutiques [1].

L'extrême affaiblissement où ces deux fléaux réunis de la famine et de l'épidémie avaient jeté l'armée, faisait, avec raison, appréhender que l'ennemi ne cherchât à en profiter. Du côté d'Azpeytia surtout, où l'élite des soldats était en proie aux maladies, et où les positions étaient très-exposées et la retraite très-difficile, on s'attendait tous les jours à une attaque dont les résultats eussent été funestes. Mais les Espagnols se défièrent trop de leurs forces, et n'osèrent rien entreprendre.

Cependant, tandis que le nombre des soldats français diminuait d'une manière effrayante, les Espagnols, pleins de vie et de santé dans leurs quartiers, recevaient encore des renforts. Leur gouvernement, instruit des projets des républicains sur la Biscaye, et sentant la nécessité de couvrir la Castille, s'était fait un devoir d'augmenter l'actif de son armée de Navarre. En même temps, il ôtait au comte de Colomera le commandement en chef de cette armée, pour le remettre

[1] Cette retenue extraordinaire et si rare dans des hommes de guerre est attestée par M. B***, dans ses Mémoires, et il prend à témoins tous les hommes présents à l'armée. Il ajoute d'ailleurs, en note, qu'on avait alors de grands ménagements pour les habitants du pays conquis, et que les généraux étaient de la dernière sévérité sur cet article.

1795—an III. Espagne. entre les mains du prince de Castel-Franco, qui avait dirigé jusque-là l'armée d'Arragon, et paraissait plus propre que le premier à conduire les Espagnols à la victoire.

Le printemps succéda enfin au rude et long hiver qu'on venait d'éprouver, et son influence bienfaisante arrêta les progrès de l'épidémie. Avec la renaissance des beaux jours, l'humeur entreprenante des Français parut se réveiller. Les corps d'armée, peu nombreux, mais fondus entre eux pour les compléter, reprirent de la vigueur et de l'audace, et bientôt ils manœuvrèrent dans l'intention de forcer les passages de la Deba, défendus par des retranchements et des fortes batteries.

Le 21 mars, Moncey forma le dessein d'enlever le corps franc espagnol d'Ubeda, posté auprès d'Ascarate. Une colonne, sous les ordres du général de brigade Merle, partit de Tolosa le 21 au soir, se dirigeant sur Villa-Franca, et de là sur Ascarate; tandis que le général Roucher, avec une seconde colonne, se portait sur la même position par Gatzelu et Lizarza. Merle enleva d'abord quelques avant-postes; mais sa colonne, s'étant engagée trop avant sans être soutenue par celle de Roucher, fut culbutée et poursuivie par les Espagnols. Roucher ne fut point inquiété dans sa retraite. Le chef du premier bataillon de la cinquième demi-brigade d'infanterie légère, Durand, deux capitaines, six sous-officiers et plusieurs volontaires furent faits prisonniers dans cette action, que trop de précipitation fit échouer.

A cette époque, les Français établirent deux camps retranchés : l'un de trois bataillons, à Yziar, non loin de l'embouchure de la Deba, et en face de Sasiola, village qui a un pont sur cette rivière; et l'autre de deux bataillons, à Aldava, pour protéger la communication de Tolosa avec Azpeytia.

Quelque temps après, le 11 avril, les Français essayèrent de nouveau de se mesurer avec les Espagnols. Trois colonnes attaquèrent en même temps les postes de Sasiola, d'Elgoybar et de Pagochoeta, qui composaient la division de gauche de l'ennemi, commandée par le général Crespo. L'attaque sur Pagochoeta n'avait pour but que de contenir les troupes qui occupaient Bergara.

La colonne qui marcha sur Elgoybar s'empara d'abord des hauteurs qui dominent Ascarate, et par suite, du village et du port de ce nom. Elgoybar allait être enlevé, lorsque le commandant de ce poste, ayant reçu des renforts, sortit lui-même à la rencontre des Français, les chargea vigoureusement, et, après un feu de sept heures, parvint non-seulement à les repousser, mais aussi à leur reprendre les postes dont ils s'étaient emparés en marchant à lui. L'attaque sur Sasiola eut encore un plus mauvais résultat. Les Français éprouvèrent une résistance si opiniâtre, dès le premier choc, qu'ils furent obligés de se retirer avec perte, laissant deux généraux de brigade au pouvoir de l'ennemi. 1795—an III. Espagne.

La fausse attaque sur Pagochoeta réussit d'abord en partie. Les troupes qui en étaient chargées s'emparèrent, à la baïonnette, des hauteurs d'Oloetagana, et d'une de celles qui entourent Pagochoeta. Mais dans ce moment 400 paysans insurgés arrivèrent sous la conduite du curé de Lezanca. Ce renfort, qui s'avançait en récitant à haute voix les litanies de la sainte Vierge, exalta l'imagination des Espagnols, et ranima tout à coup leur courage prêt à céder. Ralliés sous l'étendard de la mère de Dieu, ils retournèrent au combat, opposèrent aux Français une défense égale à la vigueur de l'attaque, et finirent par les forcer à la retraite.

Ces deux premiers essais des Français contre les Espagnols n'étaient point encourageants. Cependant, le 9 mai, le général Marbot exécuta avec succès une entreprise contre un camp que l'ennemi avait établi sur la montagne de Musquirucha, entre Elosua et Elgoybar. Tandis que le général Raoul, avec les troupes du camp d'Yziar, inquiétait l'ennemi sur les bords de la Deba, deux colonnes sorties d'Azpeytia, attaquèrent le camp à cinq heures du matin. Une brume épaisse, qui dérangea la combinaison des mouvements, sauva une partie des ennemis, dont cependant un bon nombre fut tué ou fait prisonnier. Les tentes et les autres effets de campement tombèrent au pouvoir des Français. Le général Schild, qui commandait une des deux colonnes, et qui s'était égaré dans sa marche, à cause du brouillard, tomba dans le poste espagnol d'Elgoybar, croyant arriver à Azcoytia : il fit des prodiges de

1795 — an III. Espagne. valeur pour se dégager, et rentra dans ses quartiers sans avoir éprouvé une grande perte.

Le soir de ce même jour, le général espagnol commanda deux bataillons d'infanterie et 150 volontaires biscayens pour reprendre le poste de Musquirucha, à la faveur du même brouillard qui, le matin, avait failli devenir fatal aux Français. Les Espagnols parvinrent à plus de moitié de la montagne sans être aperçus; mais, ayant enfin été découverts, ils reçurent à bout portant une décharge de mousqueterie si bien nourrie, qu'ils furent obligés de redescendre la montagne en toute hâte, et d'échapper par une prompte retraite aux suites de cette attaque imprudente.

Presque immédiatement après cette dernière action militaire, des bruits de paix se répandirent tout à coup dans l'armée. La présence du marquis d'Iranda, arrivé à Saint Sébastien, sous le prétexte d'affaires particulières, semblait autoriser toutes les conjectures à cet égard, d'autant plus que, dans le même temps, le général Servan, envoyé à Bayonne avec le titre pompeux d'inspecteur général de l'armée, charge qu'il n'exerçait point, s'abouchait fréquemment avec le marquis espagnol. Cependant le général Moncey, dans un ordre général à l'armée, crut devoir avertir de ne pas ajouter foi à cette conciliation prochaine, et une escadre espagnole, qui parut sur les côtes du Guipuscoa, ayant enlevé plusieurs navires caboteurs français, les bruits de paix s'évanouirent [1].

12 mai. 22 floréal. Piémont. *Ouverture de la campagne aux armées des Alpes et d'Italie, combat du col de Monte.* — Nos lecteurs ont déjà pu remarquer que le gouvernement conventionnel, par suite des troubles civils survenus dans l'Est et le Midi de la France, n'attachait qu'une importance secondaire aux progrès des armées françaises vers ces parties de la frontière de la république, et se bornait à maintenir ses armées sur le territoire que le premier élan des troupes et la propagation des principes révolutionnaires avaient conquis. Si de plus grands efforts avaient été dirigés aux Pyré-

[1] Toutefois ces négociations pour la paix étaient réelles. Elles précédèrent les négociations plus sérieuses qui eurent lieu à Bâle, et se terminèrent, ainsi que nous le verrons, par amener la paix entre la république française et la monarchie espagnole

nées, il faut les attribuer à la crainte qu'avaient inspirée les succès momentanés des Espagnols, et à la nécessité de garantir le sol français d'une invasion d'autant plus dangereuse, qu'elle pouvait réveiller l'énergie des partisans de la royauté dans des provinces où ces derniers étaient nombreux, et n'attendaient peut-être qu'une occasion favorable pour se montrer et donner la main aux émigrés qui servaient dans les armées d'Espagne.

Toutefois, ainsi qu'on a pu le voir dans le précédent paragraphe, les mesures prises par le gouvernement français ne furent pas en proportion avec l'activité que mettait le gouvernement espagnol à recruter ses armées et réparer leurs revers. Sans le zèle infatigable des généraux, et sans l'intrépidité des soldats, qui souvent suppléa à leur petit nombre, il eût été bien difficile au Comité de salut public d'amener le roi d'Espagne à entrer en négociation avec la république, et de conclure avec ce monarque une paix aussi honorable qu'avantageuse.

Dans les Alpes, les opérations de la dernière campagne avaient été bornées, depuis les frontières de la Savoie jusqu'à la rivière de Gênes, à garder ou à enlever des gorges et des postes : ce genre de guerre, qui forme de bons soldats, n'exige pas l'emploi de forces considérables; aussi le gouvernement conventionnel se contentait-il d'entretenir ses armées des Alpes et d'Italie dans l'état strictement nécessaire pour garantir ce côté des frontières de l'irruption des troupes austro-sardes. Ce système défensif fut encore adopté pour la campagne de 1795. Mais si les armées des Alpes et d'Italie, réunies alors sous le commandement d'un seul général en chef, n'inspirent point encore cet étonnement dont on est saisi en lisant les exploits des armées qui combattaient au Nord avec tant de bonheur et de gloire, on ne pourra leur refuser les justes éloges auxquels elles ont droit, pour leur patience admirable, leur valeur froide qui se maintint sans l'enthousiasme des brillants succès, au milieu des privations de tout genre, et dans l'abandon, pour ainsi dire, où on les laissait. Elles seront une école austère où continueront de se former, presque en silence, ces généraux que nous verrons briller plus tard avec tout l'éclat d'un météore inattendu ; et ces soldats qui franchiront bientôt les Alpes avec

1793 — an III. Piémont.
la rapidité miraculeuse et le courage exercé des vieilles bandes d'Annibal.

Le Comité de salut public n'était cependant pas sans quelque inquiétude sur la situation de ses armées en Savoie et dans le comté de Nice. L'Autriche et la cour de Turin travaillaient activement, de concert avec les Anglais, a seconder les tentatives des mécontents dans l'intérieur. Les alliés espéraient que le défaut de renforts et le manque de fonds, qui compromettait tous les services, les mettraient incessamment dans le cas de pénétrer, par plusieurs points à la fois, dans les départements qui bordent les Alpes. Ils espéraient alors être accueillis par tous ceux qui avaient, en 1793, pris part aux mouvements insurrectionnels de Lyon et de la Provence, et qui déjà s'organisaient en bandes réactionnaires, sous la dénomination de compagnies de *Jésus* et du *Soleil*. Déjà l'empereur d'Allemagne avait dirigé, contre les deux armées affaiblies, des forces presque doubles, choisies dans les meilleures troupes des états heréditaires, auxquels allaient bientôt se joindre les nombreuses levées que faisaient dans leurs provinces les rois de Sardaigne et de Naples; tandis que les Anglais entretenaient dans la Mediterranée une escadre considérable, pour contrarier les opérations de l'armée française dans la rivière de Gènes, et intercepter les convois qui pouvaient lui être expédiés par mer.

Dans l'impossibilité où le gouvernement conventionnel se trouvait de pouvoir augmenter la force numérique des armées des Alpes et d'Italie, il crut devoir leur donner au moins plus de consistance, en réunissant les deux armées sous le commandement du général Kellermann, qui avait déjà donné à la république des gages de sa valeur, de son expérience et de son dévouement, et qui parut propre, dans ces circonstances difficiles, à contre-balancer la réputation dont jouissait le général autrichien Dewins.

Kellermann se trouva investi de ce commandement important, dans un moment où il fallait, avec des moyens presque nuls, tromper l'attente des coalisés au dehors; déjouer les projets et les tentatives des ennemis de la république au dedans; faire avorter un plan dont la réussite eût peut-être entraîné la

destruction de l'armée française, la marche du roi de Sardaigne sur Lyon, l'envahissement du comté de Nice, et, par suite, de la Provence, par l'armée austro-sarde. 1795—an III. Piémont.

Entourés de dangers aussi imminents, dans une position aussi critique, Kellermann, les généraux et les troupes sous ses ordres, développèrent, dans une défensive difficile, autant de fermeté, de patience et de courage, que les autres guerriers de la république en avaient montré ailleurs, dans une offensive dont les succès avaient été si brillants.

Au moment où le général en chef se rendit à son poste dans le courant d'avril, le général Moulins [1], qui commandait l'armée des Alpes, n'avait sous ses ordres que 15,000 hommes tout au plus, avec lesquels il devait garder une ligne qui s'étendait depuis le mont Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux, dans un espace de plus de trente lieues. Il avait devant lui un corps d'environ 30,000 Piémontais.

La faiblesse de cette armée, l'impossibilité où elle se trouvait d'entreprendre quelque opération qui pût amener une diversion utile pour l'armée d'Italie, enfin le danger que l'on aurait couru si, en la faisant agir offensivement sur un point, elle eût éprouvé un échec qui pouvait livrer un passage à l'ennemi, toutes ces considérations décidèrent le général Kellermann à se renfermer, pour cette partie, dans la défensive la plus absolue, jusqu'au moment où des circonstances plus opportunes lui permettraient de reprendre l'offensive.

Après avoir donné des ordres en conséquence au général Moulins, qui fut continué dans son commandement, Kellermann se rendit à Nice avec les représentants du peuple Réal et Dumas, et le général Berthier, chef de l'état-major des deux armées; mais en passant à Toulon, il se concerta avec le vice-amiral Martin pour les opérations respectives de terre et de mer pendant la campagne.

En arrivant, le général trouva toutes les administrations dans un état de délabrement fait pour donner les plus grandes inquiétudes, d'autant plus que la campagne allait s'ouvrir et

[1] C'est le même qui depuis fut membre du Directoire exécutif, vers l'époque du 18 brumaire an VIII. Il était frère du général Moulins, dont nous avons rapporté la mort dans la Vendée (*Voyez tome* I, *page* 412).

1795 — an III. Piémont.

que l'ennemi, deux fois plus nombreux, très-bien pourvu et prêt à attaquer, menaçait surtout la division de droite, sur laquelle il dirigeait ses principales forces. Il n'y avait donc pas un instant à perdre; et, tandis que le représentant Beffroy se rendait à Gênes, à travers bien des périls, pour tâcher d'y rassembler des fonds, dont on avait le plus pressant besoin, Kellermann alla visiter la tête de l'armée, et se concerter avec les généraux qui la commandaient, sur les moyens les plus propres à la faire sortir de cet état précaire et d'inertie.

Voici les positions hasardées qu'elle occupait, et dont Kellermann s'empressa de rendre compte au Comité de salut public, pour l'engager à la renforcer. La division de droite, commandée par les généraux Masséna et Serrurier, était forte de 19,000 hommes; elle s'appuyait, par sa droite, à Vado, et occupait les hauteurs en avant, en s'étendant par celles de San-Giacomo. Corbua, Pantaleone, Melogno, Bardinetto, San-Bernado et le plateau de la Planète, sur lequel Kellermann ordonna la construction d'une redoute; elle descendait ensuite sur Garessio, en dedans de la ligne, sur le Tanaro, vers Intrapa, en avant d'Ormea, et remontait sur les cols de Linferno et de Terme, Viosena et Carlino.

La division du centre, aux ordres du général Macquart, était forte d'environ 7,000 hommes; sa droite s'appuyait au mont Saint-Bernard, et tenait les cols de Tanarello et de Toxe; son centre occupait le col de Mende, et sa gauche celui de Sabion.

La division de gauche, forte de 4,000 hommes, couvrait les cols de Rauss et de Finestra, passant par San-Martino de Lantosca, près des sources de la Vesubia; San-Dalmatio, Tibiano, San-Salvador, Isola, sur la rivière de Tinea, et San-Stephano, extrémité de la gauche de toute l'armée. Cette division était commandée par le général Garnier.

L'armée des Alpes était ainsi disposée au moment de l'ouverture de la campagne : la division de droite, commandée par le général Vaubois, était placée au camp de Tournoux, et occupait par sa droite la vallée de Fours, s'étendant jusqu'à San-Dalmatio, où elle se liait avec l'armée d'Italie, et assurait la communication des deux armées. La vallée de l'Arche était occupée par les principales forces du camp de Tournoux, qui lui-

même se trouvait dans un état de défense très-respectable. Il était garni de vingt pièces de canon, et protégé par les hauteurs qui l'entouraient, et que le général Moulins avait fait occuper, ainsi que le bois de Sylve, déjà fortifié, en 1793, par le général Kellermann, après avoir reconnu, avec le général du génie Lapeyrouse, que de l'occupation de cette position dépendait en grande partie la sûreté du camp de Tournoux. Cette division de droite de l'armée des Alpes s'étendait, par son extrême gauche, jusqu'à Queyras inclusivement. 1795 — an III. Piémont.

La division du centre, qui se liait à celle de droite par les cols de Roux et de Servière, occupait le mont Genèvre, et s'étendait, par sa gauche, sur les cols de la Roue et de Fréjus, vers le mont Cenis, où commençait la division de gauche, qui tenait le mont Cenis, la vallée de Tignes, le Saint-Bernard et l'Allée-Blanche, où se terminait l'extrémité de gauche des deux armées.

Ainsi d'après ces détails, l'armée d'Italie, en forces disponibles, y compris ce qu'il y avait sur la rivière de Gênes pour la sûreté des magasins, et dans les points intermédiaires, contre les Barbets, pour assurer les communications, pouvait compter à peu pres 31,000 hommes, et celle des Alpes 15,000, ainsi que nous l'avons déjà dit; tandis que l'armée réunie de l'empereur et des rois de Naples et de Sardaigne se montait à 151,000 hommes, dont 45,000 Autrichiens, 6,000 Napolitains et 100,000 Piémontais, y compris les Barbets et les bataillons de milice, dont la plupart tenaient garnison! Le feld-maréchal Dewins commandait en chef cette masse énorme de forces ennemies.

La plus grande partie de l'armée autrichienne, jointe aux Napolitains, occupait en face de la droite des Français un camp établi en avant de Cairo, où se trouvait le quartier général du feld-maréchal Dewins. Les Piémontais, aux ordres du général Colli, campés en avant de Ceva, s'étendaient jusqu'aux environs de Coni, où se trouvait placée toute leur cavalerie. La vallée de la Stura était occupée par un corps de 8,000 hommes; le duc d'Aoste en commandait un autre de 15,000 dans les vallées de Suse et d'Oulx; le duc de Montferrat, un autre de 9,000 dans la vallée d'Aoste. L'ennemi avait placé

1795 — an III. Piémont. une forte réserve au bourg de San-Dalmatio, près de Coni, et un corps de 8,000 hommes sur les hauteurs, vis-à-vis du col de Tende.

Des partisans terribles par la guerre cruelle qu'ils faisaient aux Français, les Barbets, étaient disséminés au milieu des postes occupés par les deux armées d'Italie et des Alpes, principalement dans les divisions du centre et de la gauche de l'armée d'Italie : c'étaient, pour la plupart, des habitants des campagnes occupées par ces deux divisions, et que l'on avait conquises sur le roi de Sardaigne. Ces hommes, répandus au milieu des troupes françaises, et que l'histoire de tous les temps représente comme des assassins et des voleurs de profession, faisaient, en détail, à l'armée plus de mal que les troupes régulières. Les militaires et les employés qui voyageaient isolément, les détachements trop faibles, les convois qui n'étaient pas suffisamment escortés, leur échappaient rarement. Pour se garantir de cet ennemi, pour ainsi dire domestique, il fallait réserver sur les derrières une force beaucoup trop considérable, destinée à servir d'escorte, et qui eût été bien plus nécessaire aux avant-postes.

Cependant, tandis que le général en chef Kellermann était occupé à organiser les différents services de l'armée d'Italie, la campagne avait été ouverte, et le général Moulins, d'après les ordres que le premier lui avait transmis, avait tenté, le 17 avril, avec dix-huit compagnies, divisées en trois colonnes, l'attaque du col *de Monte* ou *de Grisanche*. Ce poste, dans le cas de l'offensive, ouvrait un débouché important dans la vallée d'Aoste, par la vallée de Grisanche; et dans la défensive, son occupation, qui couvrait le bourg de Saint-Maurice, et protégeait la communication avec le mont Cenis, était indispensable a la sûreté de ce point; mais la neige, qui tomba alors avec abondance, opposa aux troupes des difficultés qui rendirent infructueuse cette première tentative. Les dix-huit compagnies employées à cette attaque furent forcées par l'ennemi à une retraite, qu'elles opérèrent sans être poursuivies et dans le meilleur ordre possible.

La saison ayant rendu les communications plus favorables, le général Moulins reprit son projet d'attaque, et ordonna au

général de brigade Voillot, commandant de la Tarentaise, de faire ses dispositions en conséquence. L'adjudant général Almeyras fut particulièrement chargé de l'expédition. Le 12 mai, 2,200 hommes partirent de leurs cantonnements de Moulin, Miroir, les Masures et Sainte-Foy, et furent divisés en trois colonnes : la colonne de gauche, forte de 800 hommes, devait suivre la route du col de la Salière, descendre à la Chapelle, y laisser un détachement de 200 hommes en observation, afin d'empêcher l'ennemi d'avancer au village de Fournel ; le corps principal devait pénétrer par le col, et seconder les autres attaques ; mais il fut arrêté dans sa marche par une tourmente affreuse, et obligé de rétrograder. Le chef de bataillon commandant la colonne, un capitaine et plusieurs soldats périrent dans les neiges. 1793 — an III. Piémont.

La colonne de droite, forte de 400 hommes, devait tourner les somnités, auxquelles s'appuyait la gauche des retranchements du col de Monte, et tâcher de pénétrer, à travers des glaciers, sur un baracon de l'ennemi. Cette colonne ne put pénétrer sur le flanc des retranchements ; mais elle traversa les crêtes des montagnes, et arriva à sa destination dans le moment où la colonne du centre emportait les dernières redoutes.

Cette colonne, forte de 1,000 hommes, devait faire les principaux efforts ; elle fut favorisée, dans sa marche, par un vent impétueux du nord-ouest, portant dans les yeux des ennemis la neige, qui, tombant à gros flocons, les aveuglait et les tenait dans une entière sécurité. Après avoir traversé dans le plus grand silence les premiers retranchements, qui n'étaient pas occupés, les Français arrivent à demi-portée de pistolet d'une redoute, sans répondre au feu de l'ennemi. En moins d'une demi-heure, tous les retranchements sont enlevés à la baïonnette ; 210 Piémontais, parmi lesquels plusieurs officiers, et le commandant du poste, le comte Viallard, sont faits prisonniers : les Français s'emparent des magasins et de toute l'artillerie. Le reste des troupes ennemies s'échappa, ainsi que celles qui étaient cantonnées au baracon de la Croix, où elles mirent le feu en se retirant.

Les Français, pendant cette attaque, avaient montré une patience et une constance incroyables. Ils marchèrent pendant

1795 — an III. Piémont. dix heures au milieu des neiges, en luttant contre une tourmente épouvantable. Le froid était tellement excessif, que l'eau-de-vie et le vin qui leur avaient été distribués étaient gelés dans leurs bidons. Le général Kellermann, dans son rapport sur cette affaire, cite avec éloge l'adjudant général Almeyras[1], chargé de l'expédition, pour la manière habile et courageuse dont il s'en était acquitté.

Plusieurs des Français employés à cette attaque s'y distinguèrent particulièrement par des actes de valeur et d'humanité. Le capitaine Brune, voyant un officier ennemi qui avait eu l'épaule cassée, en danger de se noyer, se jette à la rivière, le charge sur ses épaules, et le porte dans une maison voisine. Presque en même temps, l'adjoint aux adjudants généraux, Siaud, entend les cris d'un volontaire français blessé, qui se trouvait près de tomber entre les mains des Piémontais ; le généreux guerrier se jette aussi à la nage, traverse la rivière, emporte le soldat blessé, et revient, sous le feu le plus violent, déposer son intéressant fardeau sur l'autre rive. De pareils traits sont communs et fréquents dans nos annales militaires : nous l'avons déjà dit, et nous ne craignons pas de le répéter, c'est surtout chez les Français que l'humanité est la compagne inséparable du véritable courage.

Comme la possession du col *de Monte* pouvait faciliter aux Français les moyens d'attaquer les retranchements du prince Thomas, et leur ouvrir l'accès de la vallée d'Aoste, l'ennemi, pour faire une diversion et engager les Français à abandonner leur conquête, tenta, dans la nuit suivante, une attaque sur le mont Saint-Bernard. Cinq bataillons commandés par le colonel piémontais Vercelli furent employés à cette expédition ; mais repoussé au premier choc par les Français, qui se tenaient sur leurs gardes, Vercelli fut obligé d'opérer sa retraite après avoir éprouvé une perte considérable en hommes tués ou faits prisonniers.

La prise du col *de Monte* fut d'autant plus importante pour l'armée des Alpes, dont les forces étaient si peu nombreuses, qu'elle procura l'avantage incalculable de tenir en échec, pen-

[1] Depuis lieutenant général.

dant la campagne, avec 350 hommes, 3,000 Piémontais, que l'ennemi fut obligé d'opposer aux Français pour les empêcher de se trouver, par une simple marche, au centre de la vallée d'Aoste et derrière les retranchements du prince Thomas. Pendant tout le reste de la campagne, l'ennemi témoigna l'intention de reprendre ce poste. Plusieurs fois il renouvela ses tentatives, mais la valeur des Français chargés de garder ce point important les rendit chaque fois infructueuses. 1795 — an III. Piémont.

Opérations des armées du Rhin et de la Moselle sur le Rhin; blocus de Mayence, etc. — Depuis longtemps nous n'avons pas eu occasion de nous reporter sur les bords du Rhin, ce théâtre fameux de notre gloire militaire, et que tant d'exploits avaient encore illustré pendant le cours des campagnes de 1793 et 1794. Cependant l'ordre chronologique adopté pour cet ouvrage, et qui nous a forcés de nous occuper exclusivement du soin de décrire les opérations des armées des Alpes et des Pyrénées, nous met à même de faire reparaître, aux yeux de nos lecteurs, ces deux grandes armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, sur lesquelles la France se reposait dans les deux campagnes précédentes, et qui firent de si généreux efforts pour répondre à la confiance de la patrie. Mais, par le concours de mille causes différentes, bien difficiles à démêler aujourd'hui, ces deux armées qui avaient dissous la coalition, conquis la Hollande et la Belgique, reculé les frontières de la république jusqu'au Rhin, obligé les Anglais de se rembarquer, pour porter sur d'autres points leurs troupes et leurs intrigues, et forcé la Prusse de faire un traité de paix avec le même gouvernement qu'elle avait juré de renverser; ces deux belliqueuses armées, qui semblaient fixer l'attention de l'Europe entière, se sont arrêtées dans leur marche triomphale, et la campagne de 1795 se terminera sans qu'elles aient gagné un seul pouce de terrain sur l'Autriche, seul ennemi qu'elles auront désormais à combattre. 22 mai. (3 prairial.) Allemagne.

A l'inaction complète dans laquelle ces deux armées passèrent les cinq mois entiers qui suivirent la conquête de la Hollande, on aurait pu croire qu'elles avaient été dissoutes, ou qu'un grand désastre les avait anéanties. Cependant Jourdan et Pichegru étaient encore à leur tête, et les mêmes généraux commandaient, sous les ordres de ces deux chefs, ces mêmes

1795 — an III. Allemagne. légions si longtemps victorieuses. La même ardeur les animait, et les mêmes prodiges opérés par elles pouvaient encore être renouvelés; mais les circonstances où elles s'étaient trouvées n'étaient plus semblables. La révolution du 9 thermidor (27 juillet) avait apporté des changements immenses dans la position morale et politique des Français du dedans et du dehors. Au gouvernement terrible, mais entreprenant et hardi, du Comité de salut public, institué avant cette grande époque, avait succédé insensiblement une autorité plus douce, plus libérale, mais par cela même moins susceptible d'enfanter des grandes choses.

Du moment où ils cessèrent d'être comprimés par la terreur, les partis se réveillèrent, et ne songèrent plus qu'à travailler pour leurs avantages personnels. Libres enfin de penser et d'agir, la plupart des Français oublièrent que le fatal instrument de supplice qui les avait décimés pouvait reprendre sa permanence; ou plutôt, exaltés par cette crainte même, tous ensemble, et comme de concert, parurent se réunir contre un gouvernement qu'ils avaient si longtemps laissé subsister. On vit donc tout à coup se ranimer cette foule nombreuse de factions que la révolution avait fait naître et qu'un despotisme, effrayant dans ses vengeances, avait bien pu étouffer, mais non détruire. Les résultats de ce changement opéré dans les esprits, et autorisé par la marche nouvelle du gouvernement, furent immenses: et si jamais la république naissante courut risque d'être renversée, c'est à ce moment où l'espérance parut sourire à tous les désirs, et où chacun des Français put se flatter de voir enfin triompher la cause qu'il n'avait jusqu'alors servie que dans le secret de son cœur.

Cependant le mouvement imprimé par le gouvernement détruit se conserva assez bien pendant les derniers mois de 1794 et les premiers de 1795; mais quand la Convention elle-même eut montré combien cette assemblée avait perdu de son énergie, en laissant les factions se déchirer dans son propre sein, alors le signal fut donné, et, d'un bout de la France à l'autre, le mépris pour son autorité circula dans tous les cœurs, et bientôt des forces, différentes dans leur but, semblables dans leurs vœux, se trouvèrent de toutes parts organisées, et travaillèrent comme de concert à renverser la république.

Parmi ces partis nombreux qui, réunis contre le gouvernement subsistant, semblaient cependant se menacer entre eux avec les torches de la guerre civile, on remarquait alors les royalistes, les constitutionnels de 91, les fédéralistes ou les restes de ces malheureux girondins, victimes de la révolution du 31 mai, et les montagnards, ou jacobins, impurs débris de l'odieuse faction de Robespierre. Disséminés sur tous les points des départements, ces hommes méditaient des soulèvements universels, et, dans leur aveugle fureur, brûlaient du désir d'en venir aux mains, et de vider dans le sang les uns des autres leurs anciennes qurelles. Les seuls membres du gouvernement semblaient encore attachés à la cause de la république; mais, privés de la puissance de l'opinion, comment auraient-ils montré de la force et de l'énergie dans ce moment d'effervescence générale? 1795 – an III. Allemagne.

De tous les partis qui tenaient alors divisée l'universalité des Français, celui qui avait une consistance plus réelle et propre à lui faire obtenir des succès était certainement le parti de la royauté. A aucune époque de la révolution, on n'avait vu un si grand nombre de Français témoigner si ouvertement leur désir de revoir la famille des Bourbons réoccuper le trône de l'antique monarchie. Les provinces mêmes qui s'étaient signalées par un zèle outré pour les maximes révolutionnaires, dégoûtées maintenant de la liberté par les horreurs qu'elles avaient vu commettre en son nom, soupiraient après un changement, et renfermaient de nombreux partisans de la famille royale. Aussi, de toutes parts, les royalistes s'agitaient et se flattaient d'une prochaine réussite. Nous verrons plus tard la Vendée renaître de ses cendres, et Charette, ainsi que les autres chefs, reprendre les couleurs blanches au mépris des deux traités de la Jaunais et de Saint-Florent.

Seul entre tous les hommes qui jouaient un rôle politique ou militaire à cette époque, le général Hoche montrera quelque énergie, et son activité, bien plus que les mesures ordonnées par le Comité de salut public, réussira à détruire les forces considérables amoncelées à Quiberon. Malgré tout le désastre de cette funeste catastrophe, le parti des royalistes aurait pu encore se relever, si la même faute commise en 1793 ne se fût renouvelée en cette occasion.

1795 — an III. Allemagne. Afin de réunir les éléments épars de la royauté, et de les faire concourir unanimement au même but, il eût fallu voir paraître dans les provinces insurgées un homme devant lequel toutes les autorités partielles fussent venues se briser et obéir. Quel effet n'eût point produit sur les esprits l'aspect d'un prince de la maison de Bourbon, d'un fils de Henri IV venant, à l'exemple de son aïeul, conquérir, à la tête des Français, la couronne de ses pères! Mais, soit par défaut d'intervention de la part de l'Angleterre, ou par des causes qui nous sont encore inconnues aujourd'hui, le comte d'Artois, venu avec une flotte anglaise, jusqu'à l'île Dieu, à la vue des côtes de la Vendée, n'opéra point son débarquement, et, si l'on doit en croire Charette lui-même, l'espoir des royalistes de ces contrées s'évanouit dès ce moment.

Cependant l'arrivée du comte d'Artois en France, ou de tout autre prince de sa famille, eût été d'autant plus favorable à la cause de la royauté, qu'instruites des grands préparatifs faits par l'Angleterre pour cette expédition, les autres provinces de France étaient dans l'attente de l'insurrection; la nouvelle du débarquement du prince en eût été le signal. Les royalistes du Midi devaient se joindre à ceux de l'Ouest par le point central de Bordeaux. Apprenant le retour du prince en Angleterre, les chefs de cette confédération secrète n'osèrent seconder le soulèvement général. Il eut lieu cependant; mais, excité ou favorisé par des hommes obscurs ou sans talent, il se fit sans ensemble, et, malgré l'extrême faiblesse du gouvernement et les mesures impuissantes qui furent prises pour l'arrêter, il ne put obtenir aucun résultat. Bientôt même, irrités de la nullité de leurs efforts, les royalistes oublièrent que la justice et la modération sont les plus fermes appuis d'un parti quelconque, et donnèrent à la France un nouvel exemple que l'impuissance des hommes les rend presque toujours cruels et féroces. Trop souvent nous avons été forcés de faire cette remarque en parlant de la guerre civile de l'Ouest. Les Vendéens ne devinrent sanguinaires et ne se livrèrent aux excès de la vengeance que lorsque la victoire eut abandonné leurs drapeaux. Les royalistes du Midi, qui n'avaient pu suivre l'exemple des Vendéens dans leurs triomphes, imitèrent la conduite qu'ils avaient tenue dans leurs revers, et déshonorèrent par leurs excès la cause sacrée

sacrée qu'ils prétendaient défendre. Organisés en bandes éparses, connues sous le nom de *Compagnies de Jésus* et *du Soleil*, et presque invisibles parce qu'ils n'agissaient que dans l'ombre, ils firent succéder, dans les départements méridionaux de la France, la terreur de leur nom à celle qui avait si longtemps agité ces contrées malheureuses au nom des suppôts de Robespierre. Le poignard était leur arme, les assassinats leurs exploits, le mystère leur force et leur refuge. Mêlés au milieu des citoyens paisibles, circulant librement dans les villes et les campagnes, sûrs de trouver des protecteurs et des appuis dans tous les lieux où les portait leur rage, ils commettaient impunément leurs brigandages, et se reconnaissaient entre eux à certains signes convenus qui avaient du rapport avec ceux qui sont en usage parmi les francs-maçons. Nul individu désigné à leur vengeance ne pouvait échapper : vainement il aurait essayé de se dérober à leurs coups ; souvent, surpris dans le sein même de leur famille, les hommes désignés à la mort tombaient percés du fer meurtrier avant d'avoir aperçu l'assassin. Ces indignes fauteurs d'un parti qui devait chercher à réunir tous les Français, regardaient tous ceux qui n'étaient point de leur opinion comme des terroristes ; et, parce que les terroristes avaient couvert de sang la France, ils voulaient à leur tour répandre des flots de sang pour prouver la haine qu'ils portaient à ces anciens soutiens de la puissance décemvirale. Cette horrible réaction dura longtemps dans les départements du Midi. Les hommes qui l'effectuaient ainsi dans l'ombre et avec les précautions des assassins de profession, auraient peut-être à leur tour élevé des échafauds, si, soutenus comme ils l'espéraient par l'arrivée des troupes sardes et autrichiennes qui menaçaient le Mont-Blanc, ils avaient trouvé dans cet appui le moyen d'exercer ostensiblement leur vengeance. Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, le général Kellermann réussit à contenir les armées austro-sardes ; et, sans qu'on sache comment, sans presque l'intervention du gouvernement républicain, les *Compagnies de Jésus* et *du Soleil* se dissipèrent d'elles-mêmes et cessèrent leurs assassinats lorsqu'elles perdirent l'espoir d'être appuyées par les puissances qui faisaient la guerre à la république.

1795 — an III. Allemagne.

Étrange effet des révolutions sur l'esprit des hommes ! Dans

1795 — an III. Allemagne. cet affreux brigandage qui s'exerçait dans le Midi, on remarquait la monstrueuse agrégation de Français qui se disaient royalistes, avec ceux que leur conduite passée et les différents rôles qu'ils avaient joués faisaient connaître pour d'anciens habitués de clubs, et des partisans des principes de la terreur. Les uns et les autres tendaient au même but, qui était d'assouvir leurs passions haineuses en les couvrant du prétexte de la vindicte publique, vindicte qui, dans aucun cas, ne pouvait être excusable, hors des formes légales, et exercée par de pareils agents.

Mais tandis que ces brigands couvraient de deuil les départements du Midi, et épouvantaient par leurs massacres les villes de Lyon, d'Aix, de Marseille, de Toulon, etc., etc., tous les partis réunis travaillaient plus efficacement, à Paris, à renverser la Convention, objet commun de leur haine et de leur jalousie. Cette assemblée, naguère si puissante, maintenant tombée dans le mépris qu'inspire toujours la faiblesse, était comme un vaisseau que viennent assaillir des tempêtes incessamment renaissantes. Chaque mois voyait éclore des conspirations ou des émeutes nouvelles. La populace des sections de Paris se portait en tumulte sur l'Assemblée, pénétrait dans le lieu de ses séances, en demandant du pain ou la Constitution de 1793. Plus d'une fois il avait fallu se servir de la force armée pour dissiper ces rassemblements séditieux; et, sans le courage de quelques membres qui surent se dévouer pour le salut de la chose publique, on eût vu peut-être la guerre civile allumée à Paris, et la nombreuse population de cette immense cité s'entre-détruire pour des partis qui la faisaient tour à tour servir d'instrument à leurs projets. Nous donnerons plus tard des détails plus circonstanciés sur ces horribles événements, en parlant de la catastrophe ou insurrection du 13 vendémiaire.

Ainsi placé au milieu du choc des partis, maîtrisé tantôt par l'un, tantôt par l'autre, trompé et menacé par tous, le Comité de salut public, composé d'hommes qui n'avaient pas le génie assez vaste pour résister à la fois à tant de causes de destruction, ne savait quelle route tenir, et s'égarait lui-même dans toutes les mesures contradictoires qu'il était obligé de prendre. Le danger du moment lui paraissant le plus pressant,

il apportait tous ses soins à maîtriser les événements de l'intérieur, et à retenir dans l'obéissance passive ce nombre considérable de Français toujours prêts à s'armer pour sa subversion. L'année 1795 n'offre, pour ainsi dire, que l'histoire de cette lutte continuelle entre le pouvoir mal affermi et les passions s'agitant contre lui de tant de manières, que les agents de l'autorité se trouvaient sans cesse en défaut. On ne doit donc pas s'étonner si le Comité de salut public, à qui seul appartenait l'exercice du pouvoir exécutif, tomba tout à coup, cette année, dans une espèce d'inertie politique et parut oublier que c'était du comité auquel il avait succédé, que les armées françaises avaient reçu cette grande et généreuse impulsion qui avait sauvé la patrie en annulant les efforts des puissances alliées contre elle. Occupé continuellement au dedans, influencé dans ses opinions et dans ses décisions par les partis mêmes qu'il cherchait à réprimer, il ne donna qu'une attention passagère et peu encourageante aux événements du dehors. Les armées françaises devaient donc nécessairement se ressentir de cette inertie du gouvernement; et si les guerriers des Alpes et des Pyrénées ne cessèrent de soutenir, par leurs exploits, la gloire du nom français, c'est qu'éloignés davantage du foyer des factions, ils avaient pu conserver plus longtemps l'impulsion donnée par l'ancien Comité de salut public, et continuer à se conduire d'après elle. Les armées du Nord, de Sambre-et-Meuse, du Rhin et de la Moselle, se trouvant plus rapprochées de ce même foyer, durent, au contraire, participer à tous les mouvements que recevait l'opinion publique; et lorsque des victoires multipliées au dehors ont commencé à ralentir l'énergie qu'inspire la défense du sol de la patrie, quand des soldats veulent prendre part aux débats politiques, et cesser d'être les instruments aveugles du pouvoir qui les met en action, il est rare qu'ils puissent concilier leur nouvelle manière d'envisager les choses avec cette obéissance passive qui est la base de la discipline et le principal moyen du succès des armes.

1795 — an III. Allemagne.

Le système actif du gouvernement républicain, institué après la chute de la monarchie, avait d'ailleurs fait place à des plans de modération qui auraient causé la perte de la république, si les puissances alliées avaient su s'apercevoir et

1795—an III. Allemagne. profiter de ce changement. L'ancien Comité de salut public avait cherché sa force dans les exploits guerriers, et c'est en sachant employer le penchant des Français pour les vertus militaires, qu'il avait réussi à établir et à conserver sa puissance. Le nouveau gouvernement, croyant plaire à la majorité des Français, négligea l'appui des armes, et chercha son soutien dans les transactions politiques. Il ne voyait pas qu'un gouvernement naissant, quel qu'il soit, ne peut se maintenir que par la guerre, moyen toujours facile et certain de se débarrasser des hommes qui lui sont contraires, en les tenant au dehors dans une agitation perpétuelle, en donnant le change à leurs passions, et en leur faisant consentir le sacrifice de leurs opinions personnelles, pour l'appât trompeur d'un peu de gloire. Quoi qu'il en soit, le pouvoir établi par les vainqueurs des montagnards négligea cette précaution, et par cela seul qu'il s'exerçait avec plus de justice, il crut qu'il serait plus aimé. Ne cherchant plus à s'illustrer par les combinaisons guerrières, comme l'avait fait l'ancien Comité de salut public, il recourut à la gloire des négociations, et crut avoir assez fait en forçant trois grandes puissances à traiter avec la république. Mais la paix, qui vivifie les gouvernements régulièrement établis, sape dans leurs bases les gouvernements révolutionnaires : la Convention ne tarda pas à en faire l'expérience. C'est peu de temps après la paix conclue avec la Prusse et l'Espagne que, dominée par toutes les factions dirigées contre elle, elle fut contrainte de travailler elle-même à sa dissolution, et fut remplacée par les conseils des Anciens et des Cinq-Cents, et par un Directoire exécutif.

En effet, à peine la terreur avait vu briser son sceptre de fer, que les partis s'étaient, comme nous l'avons dit, ranimés sur toute l'étendue de la France. Cette foule de Français que la crainte de la persécution avait poussés à chercher un asile dans les armées, se voyant libres de rentrer dans leurs foyers, revinrent habiter le sol qui les avait vus naître; un très-grand nombre se trouvaient dans les rangs de ces guerriers qui avaient combattu si glorieusement sur les bords du Rhin, et leur retour causa un grand et dangereux affaiblissement dans les différentes armées dont ils avaient fait partie. Les vic-

toires auxquelles ils avaient concouru, avaient, chez eux, fait taire leurs opinions particulières, et, combattant sans cesse au nom de la patrie, ils avaient perdu de vue les hommes qui la déchiraient. Mais bientôt l'influence de leurs proches et de leurs amis, leur contact avec des hommes qui depuis longtemps ne s'occupaient plus que de politique, firent renaître en eux cette haine première que la persécution leur avait inspirée. Fiers de la gloire qu'ils avaient acquise, et méprisant les restes du gouvernement qui ne s'en était servi que pour mieux tyranniser leurs concitoyens, ils devinrent les plus dangereux ennemis de la Convention.

1795 — an III. Allemagne.

Parmi les hommes qui, dans l'éclat de leur gloire militaire, avaient puisé une haine profonde contre le gouvernement conventionnel, on remarquait Pichegru, le conquérant de la Hollande, et, de tous les guerriers de la France, celui peut-être qui semblait posséder au plus haut degré les vertus républicaines. Sobre et frugal dans sa vie intérieure, sévère et farouche dans ses rapports avec ses subordonnés, modeste et modéré dans toutes ses actions, peu communicatif avec ceux qui l'entouraient, il avait fait la guerre sans prétention, et paraissait plutôt s'être appliqué à cacher ses exploits qu'à les faire valoir. Les rapports qu'il envoyait au Comité de salut public ont rarement servi à nous fournir des renseignements sur ses expéditions. Il se contentait de dire qu'il avait vaincu l'ennemi, et ne donnait jamais les détails qui auraient pu faire ressortir son mérite et ses talents militaires. On eût dit un guerrier romain croyant s'acquitter du premier devoir d'un citoyen, celui de servir la patrie, et ne pensant pas qu'on lui dût de la reconnaissance pour ce qu'il faisait pour elle. Aussi, par cette conduite toute républicaine, avait-il obtenu la confiance entière d'un gouvernement ombrageux, qui l'accordait si difficilement. Seul d'entre tous les généraux de cette époque, il n'éveilla jamais les soupçons; et quand ses rivaux de gloire, Jourdan et Hoche, étaient destitués après avoir sauvé la France, Pichegru était nommé pour les remplacer; et c'était sur sa fidélité, qu'il croyait inaltérable, que le Comité de salut public fonda tout son espoir de succès lors de la grande campagne de 1794.

1795 – an III. Allemagne.

On conserva si bien cette opinion qu'on avait de lui, que lorsque Jourdan, reconnu innocent des inculpations qu'on lui avait faites, fut de nouveau nommé pour commander en chef, ce général, dont la franchise et le dévouement étaient bien plus réels, se vit comme subordonné à Pichegru, et presque obligé d'attendre de lui des ordres. Mais, constant dans son système de modération, Pichegru lui fit rarement sentir le désagrément de cette subordination, se mêla peu de diriger ses entreprises, parut au contraire vouloir toujours se séparer de lui, et la gloire acquise par l'armée de Sambre-et-Meuse appartient tout entière au vainqueur de Fleurus.

Cependant ces vertus républicaines qu'affectait Pichegru, et ce dévouement que lui supposait le gouvernement, étaient loin de se trouver dans son cœur. Dévoré secrètement d'une immense ambition, il nourrissait depuis longtemps dans son âme un projet vaste, qui ne tendait à rien moins qu'au renversement de cette république dont on le croyait le plus ferme appui. Élevé dès son enfance dans les principes monarchiques, sous-officier d'artillerie avant la révolution, il n'avait embrassé le parti de la liberté que parce que le défaut de fortune l'avait empêché d'émigrer; mais du moment où ses talents lui procurèrent l'avantage d'être investi d'une grande puissance militaire, il revint à ses premiers sentiments, osa concevoir l'espérance de réussir dans un projet où les Dumouriez, les d'Elbée, les Bonchamp, les Laroche-Jacquelein avaient échoué, et ambitionna la gloire de jouer en France le rôle dont Monck s'était acquitté si heureusement en Angleterre[1].

Toute la conduite de Pichegru, depuis la conquête de la Hollande, paraît démontrer que tel était en effet son dessein. On

[1] La conduite de Pichegru dans cette circonstance fut, à ce qu'il paraît, l'origine de cette haine profonde que lui porta depuis Bonaparte, et dont le vainqueur de la Hollande fut une si déplorable victime. Dans le prétendu manuscrit venu de l'île Sainte-Hélène, et que l'on attribue sans preuves à Napoléon, on trouve un mot qui rappelle cette haine, et le mépris affecté que l'empereur portait à Pichegru. Bonaparte, qui est censé l'auteur de cet ouvrage, dit, en parlant des projets de Pichegru : « Il voulut jouer le rôle de Monck : ce rôle allait parfaitement à sa taille ! »

prétend même qu'il l'avait conçu dès le temps où, de concert avec Hoche, il tenait tête aux Prussiens dans les fameuses lignes de Weissembourg, et que tel fut le motif qui l'empêcha de seconder plus puissamment les efforts de ce premier général pour chasser l'ennemi du territoire français. Mais, dans toutes ses actions, Pichegru mit toujours une dissimulation si profonde qu'il est aujourd'hui encore impossible d'indiquer d'une manière certaine la marche qu'il a suivie pour tenter de mettre à exécution le projet qu'il avait conçu. On sait seulement qu'il profita du relâchement du gouvernement républicain en 1795, pour faire part de ses dispositions à ceux qui étaient intéressés à en profiter; on sait que de longs pourparlers eurent lieu, à ce sujet, entre lui Pichegru, le prince de Condé, les agents de Louis XVIII, et ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, sur les bords du Rhin, pendant le blocus de Mayence; on sait enfin qu'il se faisait fort de faire proclamer la royauté par son armée; mais, ce projet n'ayant point été mis à exécution, on ignore encore les détails qui jetteraient quelque jour sur une entreprise dont la réussite eût épargné sans doute bien du sang et des larmes à la France, en la privant d'une gloire achetée trop cher.

1795.—an III. Allemagne.

Quoi qu'il en soit, les honneurs accordés depuis à la mémoire de Pichegru, et surtout cette haine profonde que lui portait Bonaparte, ne permettent point de douter que le projet de rétablir la monarchie en France n'ait en effet été conçu par ce général en chef. Les tentatives faites pour le mettre à exécution eurent l'influence la plus marquée sur les événements militaires de la campagne de 1795, et c'est ce qui nous a engagés à en parler, quoique d'ailleurs le défaut de renseignements certains nous ait empêchés de le faire d'une manière satisfaisante. Pichegru inspirait une confiance si entière au gouvernement républicain, qu'il ne doit point paraître étonnant s'il contribua beaucoup à faire rester dans l'inaction les armées françaises sur le Rhin. Occupé de negocier avec les agents du royalisme, il persuada facilement à des hommes qui désiraient la paix plus que la guerre, que l'Autriche elle-même n'était pas éloignée d'imiter la conduite de l'Espagne et de la Prusse, et que, pour entretenir ces bonnes dispositions

1795 — an III. Allemagne. et en profiter, il ne fallait pas presser les opérations militaires contre cette puissance. Telles sont du moins les causes qui nous ont paru avoir occasionné l'inaction des deux grandes armées du Nord et de Sambre-et-Meuse pendant toute la premiere période de 1795. Elles nous serviront en outre à expliquer les revers qui depuis signalèrent la fin de cette campagne peu glorieuse pour les armes de la France.

Cependant l'Autriche profitait habilement du répit qui lui était accordé, pour réparer ses pertes et donner à ses armées une force capable de lutter avec celles qu'on pourrait lui opposer. L'espèce d'engourdissement dans lequel paraissait plongé le gouvernement républicain, réveilla l'ardeur du peuple de la domination impériale, et tandis que l'absence des dangers et l'éloignement de leurs frontières éteignaient chez les Français cet élan d'enthousiasme et cet amour de la patrie qui les avaient électrisés à l'aspect de leur indépendance menacée, les Allemands couraient aux armes, s'animaient entre eux par les causes contraires, et juraient à leur tour de mourir pour défendre leur patrie, dont la présence des armées républicaines sur la rive gauche du Rhin continuait toujours à compromettre la sûreté. Il ne fut donc point difficile à l'Autriche de rassembler des forces considérables : elle n'eut besoin que de savoir tirer parti du mouvement général imprimé à la nation allemande. Les guerriers se présentèrent en foule; et, si elle eût pu mettre à leur tête un général capable de diriger d'une manière habile ces troupes réunies en corps d'armée, elle eût pu se promettre de grands succès, et peut-être renouer les liens d'une coalition que la crainte avait seule dissoute.

Ainsi, pendant que l'Autriche, désormais la seule puissance formidable que la France eût à combattre sur le continent, rassemblait toutes ses ressources, et profitait d'une apparence de négociation, pour organiser tous ses moyens de défense ou d'agression, le gouvernement républicain, trompé par une fausse sécurité, négligeait ce grand principe de politique, que, pour obtenir la paix, il faut se montrer prêt pour la guerre. Toute son attention paraissait être absorbée dans l'intérieur, et à peine si, dans le conseil, il était question des armées destinées à agir sur le Rhin. Pichegru, tout entier à ses projets,

s'applaudissait d'une indifférence qui les servait si bien ; mais Jourdan, qui ne voyait que l'intérêt de la cause au nom de laquelle il avait combattu, s'indignait du repos qu'on lui commandait, et se désespérait de l'espece de désorganisation qui commençait à s'introduire dans l'armée sous ses ordres. Tandis que celle de l'Autriche s'augmentait en nombre, une désertion presque universelle affaiblissait continuellement les armées de Sambre-et-Meuse et du Nord ; le recrutement dans l'intérieur n'avait point lieu. Les soldats, réduits à une misère affreuse, sans habits, mourant de faim, étaient dans le même état qu'avant le siége de Nimègue, et pour vivre étaient obligés de piller et de mettre à contribution les pays dans lesquels ils étaient cantonnés. Un découragement général s'était emparé de tous ces esprits naguère si fiers et si belliqueux... Enfin, tout paraissait préparé pour des défaites prochaines, lorsque le Comité de salut public se décida pourtant à donner les ordres de recommencer les hostilités. Mais, avant d'entrer dans le récit des événements de cette campagne, nous sommes obligés de revenir sur nos pas, de remonter encore jusqu'à l'année 1794, et de parler du blocus de Mayence, origine et cause des désastres qui suivront les premiers succès obtenus par Jourdan.

1795 — an III. Allemagne.

Nous avons vu qu'après avoir presque miraculeusement échappé aux forces réunies des Prussiens et des Autrichiens, que commandaient le maréchal de Möllendorf et les généraux Méias et Nauendorf, les deux armees du Rhin et de la Moselle s'étaient répandues sur les bords du fleuve, et avaient longtemps encore obtenu des succès sur cette partie des nouvelles frontières de la France. Enfin, l'armée prussienne s'étant portée sur le Bas-Rhin, à la fin de l'année 1794, pour tirer un cordon vers Wesel et couvrir les provinces de Westphalie, les généraux Moreaux et Michaud, l'un commandant en chef de l'armée de la Moselle, et l'autre de celle du Rhin, réunirent leurs forces, attaquèrent la tête du pont du Rhin devant Mannheim, et l'emportèrent sans trop éprouver de résistance. Cet événement, arrivé dans les derniers jours de 1794, avait terminé la campagne pour ces deux armées.

Il faisait un froid excessif, et le passage du Rhin était impossible à effectuer, malgré l'exemple donné par les troupes de

1795 — an III. Allemagne.

Pichegru dans la Hollande. Les soldats francais excédés, de fatigue, demandaient à grands cris qu'on cessât les opérations militaires, et qu'on les fit entrer dans des quartiers d'hiver. Mais, à cette époque, le gouvernement républicain n'avait pas encore renoncé à son système de guerre, et, voulant mettre à profit d'une manière quelconque les mois d'hiver, il ordonna au général Moreaux d'employer les troupes de l'armée de la Moselle à former le blocus de Luxembourg, et au général Michaud de cantonner celles du Rhin autour de Mayence, afin d'en commencer l'investissement. Ces deux places étaient, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, les seules possessions qui restassent encore aux alliés sur la rive gauche du Rhin, et leur occupation devenait extrêmement intéressante pour la suite des opérations militaires.

Ainsi, tandis que le général Moreaux allait commencer le blocus de Luxembourg, l'armée du Rhin, renforcée de deux divisions de l'armée de la Moselle, jugées inutiles au premier siége, établit ses cantonnements sur la rive gauche, autour de Mayence, et s'occupa de tous les travaux nécessaires au blocus et au siége de cette place, que les travaux successifs des Français et des Prussiens, depuis 1792, avaient rendue l'une des plus fortes de l'Europe. Au moment où le général Michaud se présenta devant Mayence, les Autrichiens, abandonnés des Prussiens, venaient d'accourir à son secours, et les 15 à 20,000 hommes qui formaient sa garnison campaient en partie sur ses glacis. L'âpreté de cet hiver, célèbre dans les annales météorologiques, les difficultés de toute espèce, et l'aspect même de l'ennemi rangé en bataille pour le recevoir, n'épouvantèrent point le général Michaud, et ne le firent point renoncer à l'entreprise qui lui était ordonnée. Il sut, malgré tous les efforts des Autrichiens pour l'en empêcher, s'établir autour de la place, et faire exécuter des ouvrages qui devaient avoir le double but de servir au siége de Mayence et de mettre ses troupes à l'abri des injures de la saison. Les soldats français, encouragés par son exemple, oublièrent avec quelle instance ils avaient demandé des quartiers d'hiver plus commodes, et ne pensèrent plus qu'à seconder, par leur zèle et leur dévouement, les opérations de leur général. Tantôt guerriers et tantôt

travailleurs, ils repoussaient d'une main les Autrichiens, et tenaient de l'autre les instruments propres à élever leurs ouvrages. Avec de tels hommes ils devaient bientôt être terminés.

Les travaux commencés par l'armée du Rhin, et qu'achevèrent ensuite les deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, quand elles furent employées au blocus de Mayence, eurent, dès leur origine, un développement immense. Ils consistaient en une double ligne de circonvallation, qui s'étendait depuis le village de Laubenheim, au-dessus du Rhin, jusqu'à celui de Monbach, au-dessous. Cette ligne se courbait en forme d'arc, et le fleuve en faisait la corde. Elle embrassait plusieurs villages, et Mayence se trouvait au centre.

Mais ces précautions prises par le général français étaient pour ainsi dire rendues inutiles par l'impossibilité où l'on était de passer le Rhin et de s'établir sur la rive droite. Aussi Michaud ne regardait que comme préparatoires ces travaux qu'il poussait avec la plus grande activité. Il n'ignorait pas que le blocus de Mayence sur une seule rive ne pouvait empêcher les Autrichiens de ravitailler la place, et d'en renforcer continuellement la garnison; mais il espérait qu'au printemps les Français pourraient franchir le fleuve, battre l'ennemi, le pousser loin de Mayence, et qu'alors on n'aurait plus à investir cette ville que sur la rive droite. Tout portait à croire que les espérances du général Michaud étaient bien fondées; elles échouèrent cependant, ainsi que nous le verrons, et par la faute du gouvernement, et surtout par celle du général Pichegru.

Ces travaux, commencés par l'armée du Rhin, avaient été poussés avec tant d'ardeur, qu'ils étaient à peu près terminés à la fin de janvier, et les troupes se trouvaient enfin dédommagées de leurs fatigues et de leur persévérance par des logements commodes, où elles pouvaient braver et la rigueur du froid et les attaques continuelles des Autrichiens. Ceux-ci s'étaient eux-mêmes baraqués en avant de Mayence, et les deux partis formaient ainsi deux camps retranchés, dont chacun disputait de là les postes intermédiaires. Il se livrait entre ces lignes des combats journaliers, avec des succès divers, mais toujours glorieux pour les Français; car la garnison de Mayence était sans cesse renouvelée, et c'était toujours contre des troupes fraîches

1795—an III. Allemagne. que les Français avaient à combattre, avantage qui n'empêchait pas les ennemis d'être fort souvent vaincus; c'était au point que, quoique supérieurs en nombre, et n'ayant affaire qu'à des soldats harassés de fatigue, les Autrichiens osaient rarement attaquer les premiers, et ne s'y hasardaient jamais que lorsque leur grande supériorité numérique leur donnait l'espoir d'accabler les Français.

Le blocus de Mayence resta dans cet état jusqu'au mois de mars, et, quoique le général Michaud eût, à différentes reprises, demandé des secours au gouvernement, on était resté sourd à ses représentations; et, faute de forces nécessaires, l'armée du Rhin avait fini par se trouver elle-même comme assiégée par les troupes ennemies. Cependant, dans sa séance du 2 mars, la Convention nationale, sur le rapport de Dubois-Crancé, membre du Comité de salut public, parut un moment s'occuper des moyens de pousser enfin avec quelque vigueur le siége de Mayence. Elle rendit un décret portant que les deux armées du Rhin et de la Moselle seraient réunies sous le commandement de Pichegru, et sous le nom d'armée de Rhin-et-Moselle, et que les divisions de l'armée du Nord, inutiles à la garde de la Hollande, iraient renforcer les lignes autour de Mayence. Mais ce décret resta longtemps sans exécution. Les divisions de l'armée du Nord ne rejoignirent l'armée du Rhin que plus de deux mois après, et Pichegru, au lieu d'aller prendre son commandement, se rendit à Paris. Le général Michaud resta seul encore pour diriger les opérations.

Ce général s'appliqua du moins à rendre sa présence utile devant la place, en augmentant chaque jour les ouvrages et les moyens d'attaque et de défense. Les Autrichiens avaient élevé sur la rive droite du Rhin plusieurs fortes batteries destinées à balayer la rive gauche. Michaud, dont cette artillerie incommodait singulièrement les mouvements, ayant enfin obtenu les canons qu'il sollicitait depuis le commencement du blocus, fit lui-même construire, sur la rive opposée, des batteries pour répondre avec avantage à celles de l'ennemi. Armées de canons de gros calibre, ces batteries, qui portaient à une distance énorme, forcèrent les Autrichiens d'éloigner les leurs, et parvinrent même à en démonter plusieurs. Cet échange per-

pétuel de coups de canon n'empêchait pas les combats d'avant-postes d'avoir lieu tous les jours. 1795 — an III. Allemagne.

Ainsi, le 20 mars, les Autrichiens, qui depuis deux jours avaient réussi à construire un pont de bateaux sur le Rhin jusqu'à une petite île qui se trouvait plus près de la rive gauche que de la rive droite, se mirent en devoir d'établir sur le terrain de cette île une batterie dirigée contre la ville de Coblentz, qu'occupaient les Français. Le général Michaud, qui sentait de quelle importance était pour lui la prise de l'île, fit sur-le-champ des dispositions pour y attaquer les Autrichiens. Protégés par leurs batteries avancées, les Français traversèrent le bras du fleuve dans de petits batelets rassemblés à la hâte, et se présentèrent pour attaquer l'ennemi. Le choc fut terrible. Les Autrichiens, dans leur défense, montrèrent une valeur égale à celle des Français dans leur attaque; mais enfin, repoussés à la baïonnette, ils furent obligés d'abandonner l'île et de repasser le Rhin. Ce ne fut pas pour longtemps. Les Français, foudroyés par les batteries à la tête du pont de bateaux, ne purent tenter de le détruire; et le 22, les Autrichiens, étant revenus en plus grand nombre, chassèrent à leur tour les Français, relevèrent leurs batteries, et se mirent à lancer de nouveau des boulets et des bombes dans la ville de Coblentz. Les ravages occasionnés par la chute de ces projectiles commençaient à répandre l'alarme parmi les habitants, lorsque le général Michaud réussit dans une seconde attaque contre l'île, chassa les Autrichiens, et cette fois parvint à mettre le feu au pont de bateaux. L'ennemi renonça à la possession de ce poste.

Les Autrichiens cherchèrent à se venger de cet échec par une attaque générale, effectuée sur toute la ligne de l'armée française. Le 26 mars, les troupes de la garnison de Mayence, réunies à celles qui étaient campées sur les glacis, s'avancèrent à la pointe du jour, et tentèrent de surprendre nos avant-postes. Leur entreprise réussit sur plusieurs points, et les sentinelles furent égorgées; mais les coups de fusil tirés par d'autres, qui se trouvèrent en mesure, ayant répandu l'alarme, la générale battit aussitôt dans les camps, et les Français se précipitèrent sur les lieux attaqués pour les défendre. Ils eurent besoin des plus grands efforts pour y réussir. Déjà la

1795—an III. Allemagne.

cavalerie ennemie avait enfoncé plusieurs points de la ligne, et d'abord elle dissipa les premiers Français qui s'étaient présentés; mais, au bruit du tumulte causé par les deux partis, le général Michaud accourut lui-même, et, bientôt ralliés autour de lui, les soldats français firent des prodiges de valeur pour reprendre l'avantage. L'ennemi résista longtemps. Au milieu de la mêlée, le général Michaud, qui combattait avec la bravoure d'un soldat, eut la jambe fracturée d'un coup de biscaïen, et fut forcé de se retirer. Furieux de l'accident survenu à leur général, les Français redoublent d'intrépidité. Ils se précipitent, la baïonnette en avant, sur les bataillons autrichiens, sèment parmi eux le carnage et la mort, et parviennent enfin à les repousser hors des lignes. L'ennemi, ne se croyant pas encore vaincu, tente de se reformer à quelque distance; mais les Français ne leur en laissent pas le temps : ils poursuivent les Autrichiens, rompent de nouveau leurs rangs, les mettent dans une déroute complète, et les forcent de rentrer dans la place. Six canons, un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers, et le champ de bataille couvert de morts et de blessés, tels furent pour les Français les résultats d'une surprise qui avait failli leur devenir fatale.

Cependant les renforts promis par le Comité de salut public commençaient à arriver devant Mayence. Les deux divisions des généraux Marceau et Poncet, après avoir séjourné quelque temps à Coblentz, entrèrent en ligne et cantonnèrent elles-mêmes autour de la place. A la fin d'avril, elles furent jointes par deux autres divisions, et le général Michaud, qui, dans l'absence de Pichegru, continuait à garder le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, se trouvait enfin à la tête de forces imposantes. De leur côté, les Autrichiens augmentaient le nombre des troupes destinées à défendre Mayence, à mesure qu'ils apprenaient que celles des assiégeants se renforçaient. Deux armées considérables se formaient ainsi autour de la place, et toutes les deux ne semblaient attendre que le signal pour mesurer leurs forces et disputer la victoire. Mais le moment n'était pas encore venu pour les Français d'ouvrir la campagne, et le général Michaud, n'ayant

point l'ordre d'agir offensivement, se contentait de continuer le blocus et d'employer les nouvelles divisions à augmenter encore les ouvrages immenses déjà commencés autour de la place. En peu de temps, les Français eurent achevé une troisième ligne de circonvallation qui, à partir du Rhin, passait par devant Hechtsheim, jusqu'à la maison de la chaussée de Marienborn, et se prolongeait au-dessous de Bretzenheim, jusqu'à Gonsenheim. Elle était pourvue de batteries formidables, près de Bretzenheim; et un nouveau camp, composé des divisions nouvellement arrivées, fut établi sur la rivière de Nahe. 1795 — an III. Allemagne.

Les troupes de siége venaient de terminer une grande redoute, sur un terrain appelé le Junden Sand, lorsque le 22 mai, le général Clairfait, qui commandait les troupes autrichiennes, voulut tenter de nouveau une attaque générale, dont les principaux efforts devaient être dirigés contre cette redoute, contre le poste du bois de Monbach et contre celui de Hardenberg. Cette attaque combinée comprenait ainsi toute cette partie de la ligne qui s'étend depuis Bretzenheim jusqu'au bois de Monbach. Heureusement le général français avait été averti la veille, par un déserteur, du dessein de l'ennemi et de l'heure a laquelle il devait l'exécuter; de sorte qu'au moment où les Autrichiens se présentèrent pour attaquer, les troupes françaises étaient sous les armes et prêtes à opposer une vigoureuse resistance. L'ennemi, voyant qu'il était prévenu, hésita s'il commencerait l'attaque. Pendant plus de quatre heures, les deux partis se canonnèrent avec une violence égale. Cependant, sur les dix heures du matin, l'ennemi se décida à envoyer en avant les troupes légères de son armée, connues sous le nom de *manteaux-rouges*, et levées nouvellement dans la Servie et dans la Dalmatie. Ces bandes indisciplinées se portent avec fureur sur les retranchements du bois de Monbach, et s'emparent d'une redoute avancée, armée de deux canons. Un instant de terreur, causée par la vue de ces troupes auxquelles les Français n'étaient point accoutumés, et qui marchaient au combat en poussant des hurlements épouvantables, avait occasionné cet échec. Mais les soldats républicains ne tardèrent point à se rallier; et, fondant eux-mêmes sur les manteaux-rouges, ils les eurent bien-

tôt délogés et taillés en pièces. Ils réussirent même à reprendre les deux pièces de canon avant qu'elles eussent été enclouées. Mettant à profit ce premier avantage, les vainqueurs se précipitent à la poursuite de l'ennemi. Les Dalmates et les Serviens deviennent furieux. Ils s'arrêtent, et recommencent un combat corps à corps, où le sang ruisselle de toutes parts; mais, comme la valeur indisciplinée résiste difficilement à la bravoure régulière, les manteaux-rouges sont tout à coup tournés et cernés. Ils allaient être hachés par les Français, lorsqu'une prompte fuite leur permit de se dérober à leurs coups. Ils ne s'arrêtèrent que sous le feu des remparts de Mayence, et les vainqueurs rentrèrent dans leurs positions.

Mais tandis que les Français réussissaient à repousser l'attaque du poste de Monbach, les divisions chargées de la défense de la redoute de Junden Sand et du poste de Hardenberg éprouvaient d'abord des revers. Les Autrichiens avaient dirigé sur ces deux points des forces si considérables, et leur attaque était combinée avec tant d'art, que, malgré toute leur valeur, les Français furent obligés de céder et d'abandonner les postes attaqués. L'ennemi resta en possession du Hardenberg et de Junden Sand jusqu'à quatre heures après midi. La perte du Hardenberg était d'autant plus fâcheuse pour les Français, que cette position dominait toute la gauche de leurs ouvrages. Il fut donc résolu de tenter les plus grands efforts pour la reprendre, aussi bien que la redoute de Junden Sand, qui avait coûté des peines inouïes à établir. Quand les divisions victorieuses des manteaux-rouges furent de retour au camp, on forma une attaque combinée de plusieurs colonnes, et l'ennemi se vit tout à coup assailli au moment où il croyait les Français plongés dans l'abattement de leur défaite. Mais les Autrichiens avaient déjà disposé une artillerie formidable dans les deux postes dont ils venaient de s'emparer. Au premier choc des Français, ils firent sur eux une si terrible décharge à mitraille, que les premiers rangs en furent criblés. Plusieurs officiers, dont l'officier du génie Fayau faisait partie, tombèrent percés de coups. Cependant cette mitraille ne put effrayer les Français. Les généraux Schaal et Reneauld, qui commandaient les deux

premières colonnes de l'attaque de gauche et du centre (celle de Junden Sand), firent battre la charge, s'élancèrent à la tête de leurs troupes, et, par cette conduite intrépide, causèrent tout le succès de l'entreprise. Les Français marchèrent la baïonnette en avant sur les Autrichiens, qui voulurent en vain résister. En un moment ils furent culbutés, chassés des deux postes qu'ils avaient conquis, et conduits, l'épée dans les reins, jusque sous le canon de Mayence. Les Français rentrèrent dans leurs positions. 1793 — an III. Allemagne.

De tous les combats livrés jusqu'ici pendant le blocus de Mayence, celui du 22 mai est le seul dont le rapport ait été fait dans le sein de la Convention. Cette assemblée, naguère si fière des exploits des guerriers français, était devenue indifférente au récit des expéditions de ses armées. Cependant elle consentit à écouter les détails que lui donna sur ce dernier combat le conventionnel Féraud, qui avait été lui-même présent à l'action, en qualité de commissaire, et avait partagé tous les dangers des soldats républicains. Voici comment il s'exprime à ce sujet : « Soldats, officiers et généraux, tous ont mérité des éloges : on en doit à l'officier de génie Fayau, qui a été tué sous mes yeux dans les travaux, à la reprise de Monbach, et qui est mort en continuant de faire des vœux pour le triomphe de la république. Cet intéressant officier mérite d'autant plus les regrets de sa patrie, qu'à beaucoup de courage et d'intelligence il joignait les vertus filiales : il nourrissait avec ses appointements sa mère et sa famille, qui sont dans le besoin et que je vous recommande particulièrement. De mon côté, je dois également quelques larmes à mon ami Demersin, hussard au 7e régiment, qui m'avait suivi dans toute cette campagne, et qui a été tué à côté de moi d'un coup de fusil; je vous recommande sa famille. Je vous recommande également les citoyens Fournier, Roche et Parme, aussi hussards au 7e régiment, qui ont toujours été avec moi dans cette action où ils ont couru les plus grands dangers..... »

C'est quelques jours après le combat du 22 mai que le général Michaud, dangereusement malade des suites de la blessure qu'il avait reçue dans le combat du 26 mars, se vit obligé de quitter l'armée et d'en remettre le commandement au général Kléber,

1795 — an III. Allemagne. pendant l'absence du général en chef Pichegru. Il annonça lui-même cet événement à ses troupes, par une adresse touchante, qui fait autant d'honneur au général qu'aux soldats dont il fait un si bel éloge. Nous en citerons ce passage : « Mes camarades....., l'arrivée d'un successeur me cause une joie d'autant plus vive, qu'elle sera pour vous le signal de nouvelles victoires, et qu'aux jours de fatigues et de privations que vous avez supportées avec une patience héroïque, vont succéder des jours de triomphe et de gloire. Si, en quittant le commandement,, j'ai un souhait à former, c'est celui d'être guéri promptement, afin d'être à même de combattre avec vous les ennemis de notre patrie. Il me reste un regret : c'est celui de ne pouvoir exprimer avec assez de force à tous les soldats et aux chefs de l'armée les sentiments d'estime et de reconnaissance qu'ils m'ont inspirés. Leur bravoure, leur patience et leurs talents, ainsi que la confiance et l'amitié dont ils m'ont honoré, ont considérablement allégé le pesant fardeau qui m'accablait, et le souvenir de ces témoignages d'affection ne cessera de faire la joie et le bonheur de ma vie. »

Le départ du général Michaud termina les opérations du blocus de Mayence. Le général Kléber, qui prenait le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, en attendant l'arrivée du général en chef Pichegru, suivit en partie les dispositions arrêtées par le général Michaud, et n'étant point attaqué dans ses lignes, il ne crut pas également devoir attaquer l'ennemi avant d'en avoir reçu l'ordre. Les troupes françaises restèrent donc encore une fois dans l'inaction, et la campagne de 1795 ne fut véritablement ouverte qu'au moment où le général Jourdan, envoyé lui-même sur le Rhin pour concourir aux projets sur Mayence, effectua le passage du fleuve. Les plus grands succès eussent sans doute été la suite de ses premiers efforts, si, mieux secondé par Pichegru...... Mais n'anticipons point sur les événements : nous reviendrons au blocus de Mayence, quand nous aurons à parler des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse sur le Rhin, et nous donnerons les détails de ses divers mouvements jusqu'à l'époque où Kléber vint remplacer le général Michaud autour de Mayence.

26 mai. (7 prairial.) Espagne. *Combat de Calabuig.* — L'armée des Pyrénées-Occidentales

venait de commencer depuis peu la troisième campagne contre l'Espagne, et celle des Pyrénées-Orientales, commandée par le général Pérignon, n'avait point cessé d'être en activité et de se battre avec un ennemi qui savait rivaliser avec elle de zèle et de courage. Peut-être doit-on attribuer à l'état d'activité, dans laquelle Pérignon avait été obligé de tenir son armée, la santé florissante et la vigueur dont jouissaient ses soldats. Tandis que Moncey voyait périr les siens par milliers, moissonnés par une épidémie qui ne cédait à aucun moyen curatif, l'armée des Pyrénées-Orientales n'était affectée par aucune maladie de ce genre, et si quelques-uns des braves qui la composaient avaient perdu la vie, c'était glorieusement, sur le champ d'honneur, et non dans les hôpitaux, où la mort pour un guerrier paraît doublement hideuse, puisqu'elle n'est point déguisée par l'espoir de laisser après soi quelque gloire. Les cantonnements trop rapprochés ont les inconvénients des siéges. L'air vicié par le contact d'hommes rassemblés longtemps sur le même espace, donne naissance aux mêmes maladies qui ravagent les garnisons dans les places assiégées. Et si dans les camps les soldats ont moins de fatigues, ils ont souvent aussi une santé moins vigoureuse que dans le cours d'une campagne active. L'exercice est un principe conservateur de la vie de l'homme, et l'on voit aussi qu'en général les soldats, fidèles enfants de la nature, préfèrent presque toujours les périlleuses fatigues de la guerre à la tranquille inaction des garnisons.

1795 — an III.
Espagne.

Quoi qu'il en soit, l'armée du général Pérignon était toujours aussi nombreuse qu'à la fin de 1794; elle était plus aguerrie encore. Elle était, il est vrai, de beaucoup inférieure en nombre à l'armée rivale, commandée par le général espagnol Urrutia, et cependant nous avons vu que, depuis la prise de Roses, elle avait su conserver sa gloire et lutter avec avantage contre les forces redoutables réunies dans la Catalogue par la cour d'Espagne. Elle n'a point remporté de victoire signalée, elle n'en remportera plus jusqu'à la paix ; mais 25,000 hommes qui conservaient leurs positions, attaquées par une armée de plus du double, ne méritent-ils pas également la reconnaissance de la patrie, et le général qui les commande n'a-t-il pas droit à quelque gloire?

1795—an III. Espagne.

Cependant, telle était l'ingratitude des hommes qui se trouvaient alors à la tête du gouvernement républicain, que le vainqueur de la Montagne-Noire et de la ville de Roses, le général Pérignon, avait été privé de son commandement dans les premiers jours de mai. Partageant ainsi le sort du premier héros de la révolution, il vit l'injustice flétrir ses lauriers et fut remplacé par le général Schérer. Pérignon partit, emportant l'estime et les regrets de tous ses compagnons d'armes, et pleuré par les soldats, qui l'adoraient et l'appelaient leur père. Une ambassade en Espagne, que lui confia le Comité de salut public, parut à cet illustre guerrier un exil, où cependant il sut encore rendre de nouveaux et signalés services à sa patrie.

Le général Urrutia n'apprit pas sans plaisir ce grand changement survenu dans l'armée française. L'absence de Pérignon lui parut en avoir diminué les forces de moitié ; il résolut d'en profiter, et d'attaquer les Français avant que le général Schérer, dont la renommée était loin d'égaler celle de Pérignon, eût pris une connaissance entière de la situation des deux armées.

Le 7 mai, divers détachements de troupes légères furent en conséquence envoyés sur tout le front de l'armée française, pour en bien reconnaître toutes les positions, la force, et tous les moyens de défense et d'attaque. Schérer voulut s'opposer autant qu'il était en lui à cette reconnaissance, dont il devinait le but; mais les officiers envoyés par Urrutia évitèrent avec soin tout engagement, et se contentèrent de suivre les instructions de leur général en chef.

Le 9 mai fut fixé par Urrutia pour une attaque dirigée sur tout le front de la ligne occupée, sur la Fluvia, par l'armée française. Le maréchal de camp Vivès, chargé d'attaquer la gauche de Schérer, se porta sur le camp de Cistella, culbuta ceux qui voulurent faire résistance, et les poursuivit jusqu'à Aviñonet, tandis qu'on brûlait les tentes et autres effets de campement. Cependant le général Schérer, averti de ce désastre, s'était hâté d'envoyer du renfort aux fuyards. 3,000 hommes, détachés des camps de Liere et de Sierra-Blanca, et commandés par le général Lomet, arrêtèrent les Français de Cistella et les rallièrent. Les Espagnols, s'étant abandonnés avec trop d'ar-

deur à la poursuite des vaincus, furent alors attaqués avec avantage par ces troupes fraîches et animées par l'espoir de prendre une éclatante revanche. Dispersées dans la campagne, elles ne purent se réunir, et le général Vives, entraîné dans leur fuite, se vit arracher la victoire avec autant de facilité qu'il l'avait remportée. Une compagnie de grenadiers et un bataillon du régiment de Valence s'arrêtèrent à Cistella, et tentèrent inutilement d'y faire une défense désespérée. Après un combat où ces braves périrent presque tous, Vivès, qui les commandait en personne, fut obligé de se retirer. Les Français rentrèrent dans leur position de Cistella.

L'attaque sur le centre ne fut pas aussi malheureuse pour les Espagnols, mais elle échoua également. Arias, qui en était chargé, ayant passé la Fluvia, se porta sur les hauteurs de Pontos et d'Armadas. Son artillerie tenait le milieu de sa colonne et suivait le grand chemin. Les Français, prévenus de leur arrivée, ne voulurent point attendre les Espagnols dans leurs retranchements. Excités par le désir de se mesurer avec eux, ils sortirent du camp et marchèrent à leur rencontre. Les deux partis se trouvèrent en présence à peu près à moitié chemin du camp. Le combat commença aussitôt. Il fut terrible, et le succès était encore indécis, lorsque les gardes wallonnes, envoyées sur le flanc droit des Français pendant qu'ils combattaient de front, décidèrent la victoire en faveur des Espagnols. Les Français, craignant d'être débordés, cédèrent le champ de bataille et se retirèrent dans leurs retranchements. Mais ils s'étaient si bien battus, que le général espagnol Arias n'osa point les attaquer dans leur camp, et, au lieu de les poursuivre, il ordonna lui-même la retraite de ses troupes.

Le général O'Farril, chargé de l'attaque de droite, ne fut pas plus heureux. Parvenu en présence du camp français, il fut arrêté par la grand'garde et la fit attaquer par ses tirailleurs. Trop faible pour résister longtemps, la grand'garde, après avoir fait preuve de courage, se replia sur les retranchements. O'Farril la fit poursuivre et poussa même sa reconnaissance jusque sous les redoutes des Français; mais, à la vue de ceux-ci abandonnant les redoutes pour marcher à sa rencontre, le général espagnol crut qu'il était prudent pour

1795 — an III. Espagne. lui de ne point les attendre, et se hâta de se soustraire à leur attaque par une prompte retraite.

Ces différents combats avaient augmenté le courage des Français, et le soir de cette journée, les soldats, dans leurs cantonnements, demandaient à grands cris à leurs chefs qu'on les menât le lendemain au combat. Schérer, qui lui-même cherchait à signaler son commandement par quelque action d'éclat, fut bien aise de cet empressement général, et feignit de s'y rendre pour augmenter encore le dévouement de ses troupes en les rendant comme responsables de l'événement.

Le 10 mai, au point du jour, Schérer mit en mouvement son armée sur toute l'étendue de sa ligne sur la Fluvia, dans le dessein de se porter à son tour sur les positions des Espagnols. Le général de division Charlet, chargé de l'attaque du centre, partit le matin, à la tête de 5,000 hommes d'infanterie et de 600 chevaux. Secondées par une batterie volante qui marchait avec elles, les troupes françaises passèrent la Fluvia à la droite et à la gauche de Bascara; une des colonnes se dirigea, après le passage, sur Calabuig, et l'autre sur Bascara. Les avant-postes espagnols placés dans ces deux endroits avaient ordre de ne point tenir : en conséquence, à la vue des Français, ils se replièrent précipitamment sur le gros de leur armée. Les deux colonnes s'avancèrent alors et se rangèrent en bataille, appuyant leur gauche à Calabuig; l'ennemi ne paraissant point accepter le combat, elles se reformèrent en colonnes, débouchèrent dans la plaine, et cernèrent une partie de l'avant-poste de Bascara, qui, au lieu de se retirer avec vivacité, s'était amusé à tirailler. Mais l'avant-garde espagnole postée au col d'Oriols était sous les armes, et la cavalerie au bas des coteaux, sous la protection des batteries du camp. Cette cavalerie, sous les ordres du comte de Saint-Hilaire, se mit en mouvement dès qu'elle eut vu les Français s'approcher, et par une charge très-brillante elle les força de se replier sur Bascara. Cependant le général Charlet, qui avait une artillerie bien servie et nombreuse, marcha une seconde fois en avant pour attaquer les Espagnols. Le général Urrutia, témoin de ce mouvement, fit alors descendre dans la plaine le régiment des volontaires de la Couronne, qui prit une position avantageuse

sur la gauche de Bascara, pendant qu'un corps d'infanterie forçait les Français d'évacuer Calabuig. Charlet, voyant alors qu'il ne pouvait plus manœuvrer en avant sans compromettre éminemment son flanc gauche, se décida, après quelque échange de coups de canon, à repasser la rivière. 1795 — an III. Espagne.

4,000 hommes d'infanterie et 600 chevaux aux ordres du général Lomet, chargés d'attaquer la droite des Espagnols, s'étaient, pendant ce temps, portés sur Vilamacolum et San-Pedro-Pescador. Arrivés à la hauteur de ce dernier village, ils se rangèrent en bataille, ayant leur droite appuyée sur la Fluvia et leur cavalerie à leur gauche. Mais déjà un escadron de hussards espagnols avait passé la rivière en avant d'Armentera, et attendait les Français, appuyé par sa droite à San-Pedro-Pescador. Les Français allaient le faire attaquer par leur cavalerie, lorsque le général Lomet, s'apercevant qu'un autre détachement de hussards passait la Fluvia à Torruella, ordonna un changement de front sur son centre, afin d'empêcher ce détachement d'arriver sur ses derrières. Cette manœuvre lui donna la facilité de prendre une position très-avantageuse entre la Fluvia et Vilamacolum. Cette position, en avant d'un bois, offrait à l'infanterie, placée dans des champs entourés de murailles en terre, un abri contre les hussards espagnols. Lomet donna ordre à sa cavalerie de commencer le combat : trois fois elle chargea, de la manière la plus brillante, celle du colonel Aguirre, et trois fois celui-ci résista avec une égale valeur et sans être entamé. Aguirre, à la troisième, reçut un renfort de deux escadrons; et, après cinq heures de manœuvres et de combats, les Français, accablés par cette cavalerie trois fois plus nombreuse que la leur, se voyant réduits à une défensive difficile, se décidèrent à abandonner le champ de bataille pour se retirer dans leur camp. Aguirre les laissa opérer cette évolution rétrograde, et repassa aussi la rivière, laissant ses avant-postes à Torruella et sur les bords de la rive droite de la Fluvia.

Les attaques des Français dans cette journée n'avaient pas, comme on le voit, jusqu'ici plus de succès que celles des Espagnols dans la précédente. Leur extrême valeur pouvait seule compenser chez eux le désavantage du nombre, qui donnait à

1795 — an III. Espagne.

l'ennemi tant de moyens pour être victorieux. La troisieme attaque dirigée par les Français contre la gauche de l'ennemi n'avait pas eu un résultat plus satisfaisant que celle du centre et de la droite. Elle avait eu lieu par 3,000 hommes d'infanterie soutenus par 250 chevaux, qui, après avoir pris position sur les hauteurs de Crespia, menaçaient de forcer le pont d'Esponella. Le général espagnol Vivès avait fait occuper les hauteurs de ce village par ses troupes légères, prolongeant sa droite jusqu'au village de Visert, et mettant sa cavalerie tout à sa gauche, dans la plaine qui se trouve en avant du village d'Esponella. Trop faibles pour se hasarder à passer la rivière devant des forces aussi supérieures, et qui avaient en outre l'avantage d'une excellente position, les Français se contentèrent de leur envoyer, pendant quatre heures, des bordées de leur artillerie de position. Vivès alors résolut de prendre l'offensive, et ordonna aux troupes qui étaient postées à Bezalu d'attaquer la droite des Français. Mais ceux-ci, le voyant s'avancer lui-même pour les attaquer de front, se déterminèrent à effectuer leur retraite. Ils furent troublés dans ce mouvement par les troupes parties de Visert, sous la conduite du marquis de la Romana, qui, s'étant jeté sur leur gauche, y répandit la confusion, et les força de se retirer avec une précipitation qui ressemblait beaucoup à une déroute.

Chacune des attaques effectuées depuis le commencement d'avril par les Français, sur les bords de la Fluvia, avait été soutenue par le concert de la division établie dans les environs de Figuières sous le commandement du général Augereau. Mais cette division, encore plus faible en proportion que le corps d'armée principal, avait presqu'à chaque fois éprouvé des revers, quoiqu'elle n'eût affaire qu'aux somatenes ou corps francs de la Catalogne. Ces corps francs s'étaient aguerris par les combats journaliers, et, forts de leur nombre et même de leur bravoure, ils avaient combattu quelquefois avec avantage. Ainsi, le 26 avril, ils avaient repoussé les attaques dirigées par Augereau contre la Seu d'Urgel et contre Campredon. Le 1er et le 2 mai, ces mêmes paysans, que commandaient presque toujours des prêtres, qui oubliaient que l'Église abhorre le sang, avaient attaqué les Français à la tour de Bin, près du

col de Plalaniel et dans le village de Nefol. Ce dernier poste fut enlevé par eux avec beaucoup de valeur. Ils bravèrent audacieusement la mitraille et la mousqueterie des Français, qui ne pouvaient s'imaginer qu'ils eussent affaire à de simples paysans. Le 9 et le 10, ces somatenes montrèrent la même valeur en forçant les postes d'Olia et de Nas, en avant de Bellver, et en reprenant Doria sur les Français qui le leur avaient d'abord enlevé. Ces paysans catalans occupaient exclusivement la division d'Augereau.

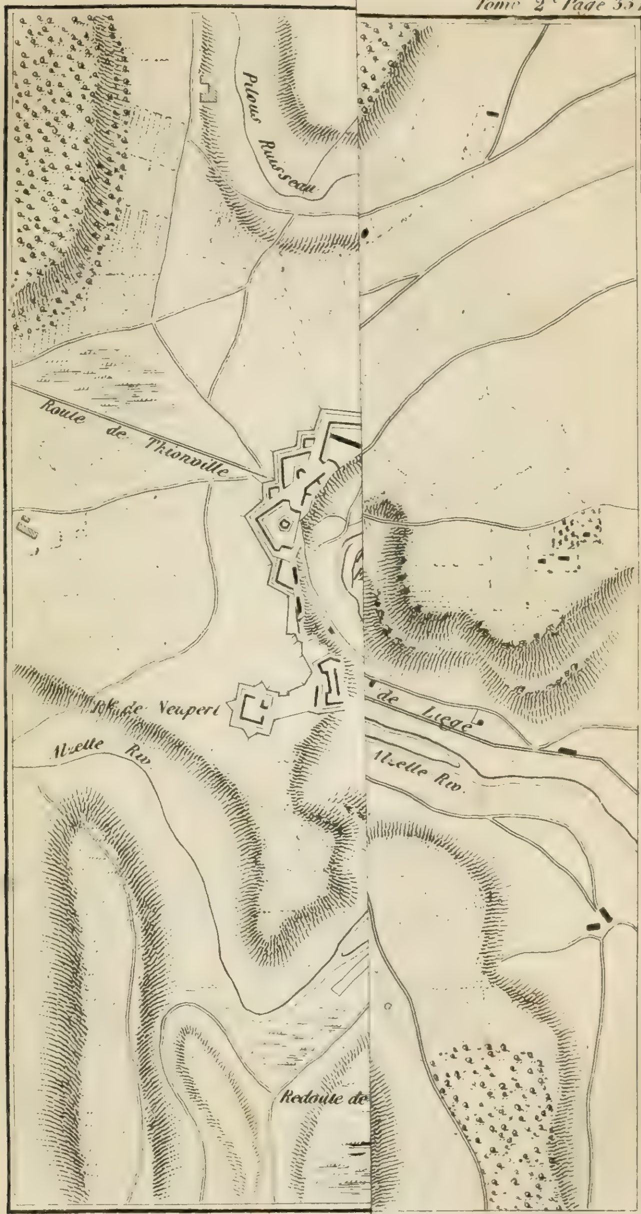
Cependant une nouvelle attaque générale était projetée par les Français contre les postes espagnols. Dans la soirée du 25 mai, deux vaisseaux et trois frégates espagnoles mouillèrent dans la baie de Roses, et, protégées par cette escadre, seize chaloupes canonnières ou bombardes firent feu sur les bâtiments de guerre et de transport français qui étaient à l'ancre. Le général Schérer, persuadé que cette attaque par mer était combinée avec une attaque générale projetée par les Espagnols, résolut de la prévenir en se portant lui-même avec toutes ses forces contre l'ennemi.

Le 26 mai, l'armée se mit en mouvement, comme à chacune des attaques précédentes, sur trois colonnes principales, dirigées contre la droite, le centre et la gauche des Espagnols. La première, qui devait agir sur la droite, était forte de 8,000 hommes d'infanterie et de 1,000 chevaux. Partie dans la nuit, cette colonne arriva le matin aux gués qui sont en avant d'Armentera et de Vallveralla. Trois régiments d'infanterie espagnole et quatre escadrons de cavalerie, avec deux pièces d'artillerie volante, l'attendaient dans cette dernière position pour lui disputer le passage, tandis que trois compagnies d'infanterie, deux escadrons de hussards et deux autres pièces d'artillerie volante, se disposaient à passer la riviere à Armentera, pour prendre les Français en flanc. Les Français commirent la faute de se laisser prévenir par les Espagnols. Au lieu de passer rapidement la rivière, ils s'amusèrent à canonner l'infanterie espagnole, tandis que la cavalerie profitait des gués pour passer la rivière. Ils furent aussitôt chargés par elle, et l'infanterie ennemie ayant elle-même effectué le passage de la rivière, malgré le feu de l'artillerie française, le combat commença

1795 — an III. Espagne.

bientôt sur l'autre rive avec toute la valeur habituelle des deux partis. Après plusieurs charges brillantes, apres une résistance longtemps prolongée, les Français abandonnèrent le champ de bataille, et se retirèrent dans leur camp. Les Espagnols repassèrent la Fluvia, et restèrent en bataille jusqu'à ce que les Français fussent hors de vue.

Les attaques du centre et de la gauche furent confondues dans l'exécution, et ne méritent point d'être distinguées. Elles n'eurent pas plus de succès que celle de la droite. Une forte division s'était portée sur Bascara, tandis qu'une colonne de 2,000 hommes se portait sur les hauteurs, en avant de Pontos, et que 4,000 hommes d'infanterie avec 600 chevaux se déployaient dans la plaine, qui est dominée par l'ermitage Sainte-Anne. Une batterie ennemie, établie à cet ermitage, battait sur Bascara et Calabuig. Voyant les Français s'avancer dans la plaine, le commandant de l'avant-garde espagnole fit avancer une seconde batterie de pièces de position, soutenue par deux régiments d'infanterie et une division de cavalerie. Il se porta en même temps, avec plusieurs autres régiments et de l'artillerie volante, sur la Fluvia, dans le dessein de passer cette rivière au gué d'Aranys et de déborder ainsi la gauche du centre des Français; mais ceux-ci, refusant aussitôt cette gauche, se présentèrent en bataille, occupant les hauteurs de Pontos et d'Armadas, qui forment une chaîne de mamelons en ligne droite, séparée par le grand chemin de Figuières. Cette manœuvre, qui laissait la plaine aux Espagnols, était exécutée dans la vue de les attirer dans les bois qui garnissent et entourent les hauteurs, et que les Français avaient eu soin de faire remplir par leurs troupes. Mais cette ruse était trop évidente pour que le général espagnol s'y laissât tromper. Il donna ordre au général O'Farril de passer la rivière dans les environs de Calabuig, et d'entretenir le feu sur le front, afin de maintenir les Français dans leur position. Vivès et la Romana, qui commandaient les divisions de la gauche, eurent ordre en même temps de tourner la droite des Français, tandis que la cavalerie de l'avant-garde devait charger la gauche. Ces mouvements furent exécutés avec précision, et les Francais, s'apercevant de tout le danger de leur position, furent forcés de l'abandonner précipitamment pour ne


Pilous Ruisseau
Route de Thionville
Rte de Neupert
de Liege
Alzelle Riv.
Alzelle Riv.
Redoute de

LUXEMBOURG



1600 Metres

point être enveloppés par l'armée espagnole. Ils laissèrent cependant 2,000 hommes sur les hauteurs d'Armadas, et se retirèrent dans leurs retranchements. Les troupes laissées sur les hauteurs d'Armadas furent seules attaqués par les Espagnols. Chargées du salut de l'armée, elles se défendirent longtemps avec la plus rare intrépidité, et ne se décidèrent à la retraite que lorsqu'elles surent que l'armée entière était en sûreté. Les Espagnols les poursuivirent pendant plus de deux lieues. Le vice des dispositions prises par le général Schérer avait beaucoup contribué à faire échouer cette dernière attaque générale contre l'armée espagnole.

1795 — an III. Espagne.

Siége et prise de Luxembourg. — Voulant concilier l'ordre chronologique auquel, nous nous sommes astreints, avec l'ensemble d'une même opération, nous sommes obligés de rapporter à une date très-éloignée un événement qui avait commencé dans les derniers jours de l'année 1794. Le blocus, le siége et la prise de Luxembourg embrassent un espace de près de six mois; et, pour rendre compte de cette conquête si importante pour la république, nous devons avant tout remonter à l'époque où les Français commencèrent à former l'investissement de cette forteresse. Nous dirons ensuite quels en furent les résultats, et nous le ferons remarquer avec d'autant plus de complaisance, que, tandis que les armées des Pyrénées, des Alpes et d'Italie continuaient à soutenir l'honneur du nom français, la conquête de Luxembourg fut presque le seul événement favorable qui arriva pendant le cours de la campagne de 1795, sur cet ancien théâtre du Nord, illustré par les derniers succès des deux armées de Pichegru et de Jourdan.

7 juin. (19 prairial.) Allemagne.

La prise du fort de Rheinfels, que nous avons rapportée à la date du 2 novembre 1794, avait rendu les Français entièrement maîtres de la rive gauche du Rhin, à l'exception des deux places de Luxembourg et de Mayence. Le Comité de salut public avait aussitôt ordonné de former le siége de ces deux villes; et, dans le même temps que le général Michaud, à la tête de l'armée du Rhin, commençait l'investissement de Mayence, le général Moreaux, commandant en chef l'armée de la Moselle, eut ordre de s'approcher de la place de Luxembourg, et de s'occuper sans délai des moyens de la faire passer sous la

1795 — an III. Allemagne. domination de la république. Indépendamment de son importance réelle, Luxembourg devenait une conquête d'autant plus précieuse pour les républicains, que depuis longtemps cette forteresse était le grand dépôt des armées autrichiennes, et le pivot de toutes leurs opérations sur cette partie de la frontière. En s'en emparant, les Français étaient certains d'y rencontrer d'immenses approvisionnements de guerre et de bouche que l'ennemi y avait accumulés avec ses soins et sa prévoyance ordinaires. Tous les corps autrichiens ayant été, en grande partie, rejetés au delà du Rhin, par suite des événements militaires précédents, les Français devaient peu craindre de se voir inquiétés dans leur opération de siége.

En conséquence de la détermination prise par le Comité de salut public, et des ordres qui lui avaient été transmis, le général Moreaux fit marcher la division du général Debrun sur Luxembourg, à l'effet de se réunir aux forces qui se trouvaient déjà dans cette partie, et de commencer l'investissement de la place. Le 19 novembre, cette division arriva environ à trois lieues de sa destination, et le lendemain, son avant-garde poussa une reconnaissance dans la direction de Luxembourg à Liége. Elle rencontra, après une heure de marche, un détachement ennemi fort d'à peu près 1,500 hommes d'infanterie et 400 de cavalerie. Un combat assez vif s'engagea entre la cavalerie autrichienne et celle du général Debrun, qui n'était composée que de deux compagnies de dragons du 5e régiment. Malgré le désavantage du nombre, les dragons français chargèrent avec tant d'impétuosité la cavalerie autrichienne, qu'elle fut culbutée et obligée de se retirer après avoir éprouvé une perte assez forte en hommes tués, blessés ou prisonniers. Les capitaines Rouvillois et Fortier, qui commandaient les dragons, s'étaient conduits avec une valeur et un sang-froid qui leur firent le plus grand honneur.

Ce premier succès donna au général français la facilité de réunir sa division aux troupes qui, suivant les ordres de Moreaux, devaient se trouver à sa disposition. Renforcé par cette jonction, il marcha, le 21 novembre, pour venir prendre position devant la forteresse. Il longea la forêt de Grünwald, où l'ennemi, retranché derrière des abatis considérables, avait

400 hommes d'infanterie, 300 hussards, et six pièces d'artillerie. Debrun, arrivé vis-à-vis des redoutes autrichiennes, donna aussitôt l'ordre d'attaquer. Le combat commença par un feu très-meurtrier de part et d'autre ; mais les Français, avec leur audace accoutumée, s'élancèrent à la baïonnette contre les redoutes ennemies ; et, malgré tout l'avantage de leur position, les Autrichiens, frappés de terreur, évacuèrent à la hâte leurs retranchements, et les abandonnèrent aux Français. Quatre canons et leurs caissons restèrent au pouvoir du vainqueur. La brigade aux ordres du général Péduchel se porta à la poursuite de l'ennemi avec une telle vigueur, qu'il ne put se rallier que sous le canon de Luxembourg, où il arriva en désordre, et ayant essuyé une perte considérable en morts ou blessés, et surtout en prisonniers. 1795 — an III. Allemagne.

Cette action, qui fut très-chaude de part et d'autre, avait duré depuis onze heures et demie du matin jusqu'à la nuit. Attirée par le bruit du canon, la garnison de Luxembourg était sortie au secours du camp de Grünwald, à l'exception de deux bataillons restés seuls dans la forteresse ; mais vainement elle venait dans l'espoir de disputer la victoire : elle fut repoussée sur tous les points. Les Français étaient animés d'une ardeur si bouillante, que dans plusieurs endroits les chasseurs se jetèrent en tirailleurs jusqu'aux palissades des ouvrages avancés de Luxembourg.

Le général Moreaux, qui devait commander en chef les travaux du siége, arriva le lendemain de cette affaire, et fit occuper toutes les positions qui pouvaient présenter quelque avantage autour de la place, à la distance de douze à seize cents toises des murailles. Le blocus fut formé, et les trois divisions de l'armée de la Moselle, qui y étaient employées, furent placées, savoir : celle du général Taponnie, sur la route de Trèves, la droite se prolongeant jusqu'au delà du village de Dumeldange, près de la route de Liége ; le quartier général était à Sandweiler. La division du général Debrun fut établie sur la route d'Arlon, la droite appuyée à celle de Longwy, et la gauche à celle de Liége. Enfin, la troisième fut placée à Rheux, sur la route de Thionville, ayant son quartier général au village d'Hesperange. Celui du général en chef était à Wei-

1795 — an III. Allemagne.

ler-la-Tour. Le parc de réserve resta à Frisange, village situé à deux lieues et demie environ de la place. L'artillerie était commandée par le général de brigade de Dieudel, et le génie par le chef de bataillon Bizot.

La place de Luxembourg, d'après sa position, ses approches, la nature du terrain qui l'environne, et ses belles et nombreuses fortifications, est susceptible d'une très-longue résistance. Elle doit être considérée sous deux aspects distincts, celui de la plaine et celui des vallons. Sous le premier aspect sont comprises les parties du nord au sud-ouest, depuis le fort Saint-Charles jusqu'à Rhienvernie : sous le second, les parties de la place baignées par les eaux de l'Alzette et du Pitous. Du sud-ouest à l'est, et de l'est au nord, les forts de Notre-Dame et de Méol sont les seuls qui soient attaquables en suivant les procédés ordinaires. Mais il s'en faut qu'il soit facile de les mettre en œuvre; car les glacis et les parties adjacentes, à cinquante toises et plus, sont d'un roc vif et pelé. Ajoutez à cette difficulté (outre que l'enceinte des fortifications est parfaitement soignée) une seconde enveloppe formée de bastions détachés, ayant à leurs gorges des réduits casematés, dont plusieurs sont à feu de revers, et un système de mine dont les branches et ramifications s'étendent au loin. Les autres parties de la place n'offrent point à l'assiégeant des obstacles moins réels ; car l'enceinte, du côté du vallon, est fermée de trois lignes courbes, dont les extrémités sont les angles saillants du château de Saint-Esprit, et qui croisent et flanquent les angles rentrants intermédiaires. Cette heureuse disposition de la nature des lieux, dont l'art a su tirer un parti si favorable, met presque les assiégés à l'abri de toute entreprise.

Cependant, malgré toutes ces difficultés, le général Moreaux ne désespérait point de venir à bout de l'entreprise qui lui était confiée. Bientôt il rapprocha davantage encore les lignes occupées par son armée, en ayant soin toutefois de les tracer hors de la portée du canon de Luxembourg. Les troupes s'y établirent dans des baraques en terre. Des redoutes élevées de distance en distance et garnies de pièces de campagne et de plusieurs pièces de gros calibre, tirées de Metz et de Thionville, fortifièrent les lignes de contrevallation. L'ennemi tenta dans

les premiers jours quelques sorties partielles, qui furent toutes 1795 — an III. Allemagne.
repoussées. Mais, pour éloigner les Français du point d'où l'on domine le plus près les ouvrages importants du Grundt et du Pfaffenthal, les Autrichiens construisirent à la hâte, sur les hauteurs de Fetschenhof, une batterie de canons et d'obusiers, dont le feu, bien dirigé et bien nourri, obligea une brigade, placée sur la route de Trèves, de porter plus en arrière sa ligne de campement.

La place, armée de plus de cinq cents bouches à feu, canons, obusiers et mortiers, faisait incessamment un feu terrible sur tout ce qui se présentait à portée de ses pièces; mais les ouvrages qui tiraient le plus constamment étaient la redoute de Neuperg, dans la direction de la route de Thionville; celle de Tiegnen, sur la route de Longwy; le cavalier du fort Notre-Dame, sur le plateau d'Arlon; le fort Saint-Charles dans le vallon de l'Alzette; enfin la redoute de Fetschenhof, dans la direction déjà indiquée de la route de Trèves.

Luxembourg avait pour gouverneur le feld-maréchal baron de Bender, fameux par la conquête facile et rapide du Brabant, en 1787; le commandant de la place était le feld-maréchal lieutenant de Schröder. Le général Sabothendorf et deux autres généraux-majors se trouvaient aussi employés à la défense de cette forteresse, qui avait une garnison forte de plus de 15,000 hommes, et, comme nous l'avons déjà dit, un immense approvisionnement de munitions de guerre et de bouche.

L'armée française était loin de jouir de cette abondance de moyens de défense et de subsistance : tout lui manquait; et pendant cet hiver rigoureux, dont nous avons déjà signalé l'âpreté en parlant de la conquête de la Hollande, elle avait également à souffrir et du froid et de la faim. L'administration des vivres n'avait que des moyens très-bornés : les farines ne pouvaient arriver au camp, faute de moyens de transport, ou par la difficulté des chemins; la manutention du pain était établie à Grevenmacheren, petite ville sur la rive gauche de la Moselle, et distante d'environ quatre lieues de Luxembourg : le pain de munition se transportait de là dans les cantonnements; mais le soldat affamé, auquel on était forcé de ne distribuer ordinairement que la demi-ration, se portait au-devant des convois, les

1795.—an III. Allemagne. pillait à main armée, et, de cette manière, les plus audacieux étaient les seuls qui eussent abondamment des subsistances. Il en résultait ce dangereux abus, que le soldat paisible, ou celui qui se trouvait retenu au camp pour le service, était souvent privé même de sa demi-ration. Les jours où les convois n'étaient pas attendus, ces malheureux, pressés par le besoin le plus impérieux la faim, se répandaient dans les villages circonvoisins, et y enlevaient tout ce qu'ils rencontraient en farines, pommes de terre et autres comestibles, et, malgré les ordres les plus précis, et toute la surveillance des chefs, il ne se trouvait pas quelquefois au camp la moitié des troupes de siége. Cependant l'officier était peut-être plus malheureux encore : ne pouvant, par honneur, employer les mêmes moyens que le soldat, il était obligé d'envoyer au loin chercher un supplément nécessaire de subsistances ; à cette pénurie extraordinaire se joignait encore la dificulté de se procurer les choses indispensables à la vie avec un papier-monnaie dont la dépréciation devenait chaque jour plus considérable, et qui réduisit aux neuf dixièmes le traitement des officiers. Enfin, il n'est pas facile de se faire une idée juste de ce qu'a eu à souffrir cette brave armée pendant les sept mois qu'elle resta cantonnée autour de Luxembourg.

Dans les derniers jours du mois de janvier 1795, le général Moreaux, qui déjà était parvenu à empêcher toute espèce de communication entre la place et l'extérieur, envoya proposer au feld-maréchal Bender une capitulation honorable. Il lui faisait observer, suivant le protocole ordinaire, que l'impossibilité absolue où il était de recevoir des secours, le désir d'éviter l'effusion du sang, et surtout les malheurs dont étaient menacés les habitants, devaient le décider à accepter ses propositions, et à remettre la place entre les mains des assiégeants. La réponse du gouverneur renfermait les témoignages de la plus profonde estime pour le général français ; mais elle contenait le refus positif d'accéder à la sommation qui lui était faite.

Depuis cette réponse, les assiégeants songèrent à augmenter leurs moyens d'attaque, et établirent, sur les hauteurs d'Hesperange, une nouvelle batterie de pièces de gros calibre, et sur celle de Donnerswald des obusiers, dont les décharges fréquentes et bien dirigées ne laissèrent pas de causer un dom-

mage assez visible dans la place. Un boulet de vingt-quatre, entrant par une croisée au moment où l'on était à table chez le gouverneur, frappa à mort une abbesse qui se trouvait assise en face du feld-maréchal Bender. 1795 — an III. Allemagne.

Moreaux, étant tombé malade, avait été transporté à Thionville, où il mourut dans la nuit du 10 au 11 février. Ambert reprit alors le commandement de l'armée de blocus, qu'il avait avant l'arrivée du général Moreaux.

Cependant le gouvernement républicain, ayant pris la résolution de pousser avec vigueur le blocus de Mayence, déja commencé depuis longtemps, donna ordre aux trois divisions de l'armée de la Moselle employées à l'investissement de Luxembourg, d'aller se réunir aux troupes de siége cantonnées autour de la première place, et fit avancer pour les remplacer deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ce mouvement s'exécuta le 20 mars, et les trois divisions de l'armée de la Moselle prirent la route de Mayence, sous le commandement du général Ambert. Le même jour, les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres des généraux Desjardins et Chapsal, s'établirent dans les positions qu'occupaient les premières autour de Luxembourg. La division Chapsal, commandée, en l'absence de celui-ci, par le général de brigade Friant, fut placée sur la route de Trèves, sa droite se prolongeant jusqu'à celle de Liége, et son quartier général se trouvant à Sanwdeiler. La division du général Desjardins fut établie sur le front d'Hesperange. Le général de division Hatry prit le commandement en chef de cette nouvelle armée de siége, et le général de division Bollemont prit celui de l'artillerie. Le grand quartier général fut établi à Itzig, village situé à trois quarts de lieue de Luxembourg.

Le jour même où s'opéra ce changement de dispositions, la garnison de la place, témoin des grands mouvements qui s'exécutaient dans le camp français, s'imagina que les assiégeants, dégoûtés de la longueur du blocus, effectuaient leur retraite. Cette fausse opinion engagea le gouverneur à ordonner plusieurs sorties, dans l'intention d'inquiéter et de harceler la queue des colonnes françaises, et de mettre ainsi un obstacle au mouvement rétrograde des assiégeants. Mais dans ces sorties,

1795—an III. Allemagne. qui eurent lieu en effet sur plusieurs points, les Autrichiens furent repoussés partout, et perdirent promptement l'espoir qu'ils avaient conçu de voir lever le siége.

Dans les derniers jours d'avril, le général Hatry, averti par plusieurs déserteurs que les asssiégés commençaient à souffrir beaucoup dans la place, se décida à renouveler au gouverneur la sommation que lui avait déjà faite le général Moreaux. Mais, sur la réponse également négative du feld-maréchal Bender, le général français ordonna aussitôt de mettre à exécution les menaces qu'il avait faites de brûler la place. En conséquence, il donna les ordres nécessaires pour qu'il fût construit sur une hauteur boisée, située vis-à-vis et à une petite distance du fort Saint-Charles, une batterie blindée, qui devait être armée d'un grand nombre de mortiers.

On mit à la construction de cette batterie une telle activité, que peu de jours suffirent pour qu'elle fût en état de foudroyer la place. Le feld-maréchal Bender, ayant appris, vers le 14 mai, que les Français espéraient pouvoir s'en servir avant peu, résolut de tout tenter pour la détruire. Il ordonna, en conséquence, pour la nuit du 15 au 16, une sortie presque générale des troupes de sa garnison[1], qui, se dirigeant par le vallon de l'Alzette, sous la protection des canons du fort Saint-Charles, devaient arriver aux ouvrages des assiégeants et les renverser, en même temps que des sorties partielles tiendraient en échec les autres parties de la ligne et, en les coupant, les empêcheraient de se porter à temps sur le point menacé. Mais la principale colonne autrichienne, celle qui devait agir contre la batterie, éprouva une vigoureuse résistance de la part des troupes postées en avant du village de Dumeldange. A côté, et sur la droite de ce village, une batterie de trois pièces de 4 dirigée par le capitaine d'artillerie Charbonnel, faisant partie de la division d'artillerie que commandait cet officier, fit sur les attaquants un feu tellement vif et meurtrier, que l'ennemi, qui avait déjà beaucoup souffert dans son engagement avec les troupes de Dumeldange, se vit contraint de rétrograder sans avoir pu atteindre son but, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés. La batterie dont le capitaine Charbonnel venait de faire un si bon usage était, avant cette affaire, dési-

gnée sous le nom de *la Modeste;* mais le général en chef Hatry avait été tellement satisfait du service qu'elle avait rendu, qu'il voulut que désormais elle fût appelée *la Victorieuse.* 1795—an III. Allemagne.

Le gouverneur de Luxembourg, convaincu que la valeur française paralyserait tous les efforts qu'il ferait pour détruire les ouvrages des assiégeants, renonça à l'espoir de faire des sorties inutiles, et se borna à donner des ordres pour que l'on tirât sans relâche sur tous les points de la ligne de circonvallation, particulièrement sur les travailleurs des deux batteries de mortiers que l'on achevait. Ce feu terrible de presque tous les ouvrages de la place dura douze jours sans interruption. Mais déjà les batteries françaises étaient en état, et pouvaient riposter avec avantage. Le premier essai qui en fut fait, par ordre du général Hatry, causa dans la place un dommage considérable.

Les habitants, effrayés et craignant déjà de voir leurs maisons réduites en cendres, et eux-mêmes écrasés sous leurs débris, s'assemblèrent tumultueusement autour du gouvernement, et demandèrent à grands cris qu'on épargnât à leur ville les horreurs d'un bombardement, en consentant une capitulation. Le feld-maréchal Bender, gagné enfin par leurs sollicitations, et d'ailleurs désespérant plus que jamais de se voir délivré par l'arrivée de quelque secours, se décida à capituler. Le 1[er] juin, il envoya au général Hatry un parlementaire chargé de lui demander à entrer en accommodement; et, par une circonstance qui nous paraît digne d'être remarquée, c'était aussi le 1[er] juin 1684 que cette même place de Luxembourg, assiégée par le maréchal de Créqui, demanda aussi à entrer en capitulation.

Aussitôt que le général Hatry fut instruit des dispositions du gouverneur, il envoya un courrier au représentant du peuple Talot et au général Jourdan, pour les inviter à se rendre eux-mêmes au camp devant Luxembourg, désirant s'entendre avec eux sur les articles de la capitulation à accorder à la garnison. Jourdan et Talot se rendirent effectivement au camp; et, le 7 juin, les articles de la capitulation furent définitivement arrêtés entre le feld-maréchal Bender, d'une part, et le général de division Hatry de l'autre.

Cette capitulation portait que la garnison aurait entièrement

1795 — an III. Allemagne.

évacué la place le sixième jour après la signature du traité; qu'elle sortirait avec les honneurs de la guerre, c'est-à-dire avec armes, bagages, chevaux, tambours battants, mèches allumées, drapeaux déployés, et deux pièces de canon par bataillon; qu'elle sortirait en trois colonnes les 10, 11 et 12 juin; que, lorsqu'elle serait arrivée sur les glacis du front de Trèves, elle déposerait ses armes, canons, caissons, drapeaux, chevaux, et prêterait le serment de ne point servir contre la France, ou ses alliés, avant d'avoir été échangée; qu'elle serait ensuite dirigée sur le Rhin, dont le passage s'effectuerait à Coblentz; que les officiers emmèneraient les chevaux et équipages à eux appartenants, et qu'il serait fourni aux malades et aux blessés tous les moyens de transport qui seraient jugés nécessaires; qu'enfin, aussitôt après la signature de la capitulation, les postes du front Notre-Dame et le fort Saint-Charles seraient remis aux troupes françaises.

En conséquence de cette capitulation, la garnison autrichienne, forte de 12,396 hommes, infanterie, cavalerie et artillerie, dans le meilleur état possible, mit bas les armes devant 11,000 Français environ, dont plus de la moitié étaient des soldats de nouvelles recrues, maigres, exténués de fatigue et de faim, et presque nus. La plus grande partie de la dernière colonne autrichienne était composée de Belges, Wallons, qui, arrivés sur les glacis de la place, rompirent leurs rangs, jetèrent bas leurs armes, et se refusèrent à suivre les Autrichiens. Ces soldats wallons demandèrent à servir avec les Français, et formèrent deux régiments.

La nouvelle de la prise de Luxembourg fut portée au Comité de salut public par l'adjudant général d'artillerie Alix, qui avait fait, depuis le commencement du blocus, les fonctions de chef de brigade. Le général de division Hatry rendait compte de son importante conquête, dans une lettre datée de son quartier général d'Itzig, le 13 juin. Il disait : « Enfin elle est à la république, cette première forteresse de l'Europe, et la dernière colonne autrichienne l'a évacuée hier, 12, à cinq heures du matin : je vous envoie vingt-quatre drapeaux et un étendard, que l'adjudant général Charpentier vous remettra. Je ne puis assez faire l'éloge des troupes dont le commandement m'est

confié : officiers et soldats, tous y ont mis le plus grand dévouement ; et, malgré le feu continuel des plus vifs et de toute espèce, que la place faisait jour et nuit, soit sur les travailleurs, soit sur les différents camps, jamais les travaux n'ont été ralentis un seul instant, etc..... » 1795 — an III. Allemagne.

Les représentants du peuple en mission auprès des armées écrivaient de leur côté au Comité de salut public : « On doit les plus grands éloges aux généraux et officiers de tous grades, et aux soldats de l'armée, non-seulement pour les direction et construction des travaux militaires, et leur courage à supporter toutes les fatigues et les privations de tout genre, mais aussi pour le sang-froid avec lequel l'armée bravait la canonnade, les boulets et les obus que l'ennemi faisait pleuvoir pendant le blocus, pour empêcher l'achèvement de nos redoutes et batteries. L'on doit aussi rendre la justice la plus éclatante a la brave armée de la Moselle, qui a eu la plus grande part aux superbes et immenses travaux qui forment notre ligne de circonvallation...... Nous ne ferons pas le détail de toutes les circonstances glorieuses qui ont accompagné ce mémorable blocus ; nous ne donnerons pas non plus les noms de tous les militaires qui se sont signalés pendant sa durée ; mais nous ne pouvons nous dispenser de demander le grade de chef de brigade pour le chef de bataillon du génie Bizot, qui a conduit les travaux, et qui a mis dans cette partie toute l'intelligence et l'activité possibles. Nous vous invitons également à continuer dans son grade l'adjudant général Alix, qui a fait, depuis le commencement du blocus, les fonctions de chef d'état-major de l'artillerie : c'est un acte de justice qu'il mérite. »

La Convention nationale, sur le rapport de Cambacérès, rendit, à la lecture de ces lettres, un décret portant que les troupes de la république française qui ont fait la conquête de Luxembourg, et l'armée de la Moselle qui l'avait préparée, n'ont point cessé de bien mériter de la patrie, et que le Comité de salut public serait chargé de pourvoir à l'avancement des citoyens Alix et Bizot, recommandés par le représentant du peuple en mission.

La conquête de la forteresse de Luxembourg était en effet un événement très-favorable à la république : elle rendait la

1795 — an III. Allemagne.

France maîtresse absolue du beau pays conquis l'année précédente. La seule ville de Mayence restait encore à conquérir sur la rive gauche du Rhin; et si, comme il semble permis de le conjecturer, l'un des généraux employés au siége de cette place fameuse n'eût entravé les opérations par un changement d'opinion politique, entourée d'armées victorieuses et n'ayant plus que la seule Autriche pour la défendre, Mayence serait, ainsi que Luxembourg, devenue une possession française. Nous verrons comment, après avoir eu les plus beaux commencements, le blocus de Mayence fut suivi par de si déplorables désastres.

Nous avons déjà dit qu'indépendamment des avantages qu'offrait à la république l'occupation de Luxembourg, la prise de cette place lui était encore extrêmement favorable, par l'immense quantité d'objets de guerre et d'approvisionnements qui y furent trouvés. En effet, d'après l'inventaire des bouches à feu et munitions, qui fut fait par les officiers d'artillerie envoyés dans la place par le général en chef Hatry, on trouve qu'il existait à Luxembourg :

Huit cent dix-neuf bouches à feu, dont trois cent soixante-seize canons; dix-huit obusiers, soixante-sept mortiers, six pierriers en bronze et trois cent cinquante-deux pièces en fer, de diverses espèces et de divers calibres; quatorze mille neuf cent quatre-vingt-onze fusils d'infanterie, trois cent quatre-vingt-treize fusils de remparts, trois cent quatre-vingt-dix-huit mousquetons pour la cavalerie, vingt-quatre pour les hussards, quatre cent huit paires de pistolets, formant un total de seize mille deux cent quarante-quatre armes portatives à feu, et quatre mille cinq cents sabres; trois cent trente-six mille huit cent cinquante-sept boulets de tous calibres, quarante-sept mille huit cent une bombes et cent quatorze mille sept cent quatre grenades; un million trente-trois mille cent cinquante-trois livres de poudre à canon et à fusil, et neuf mille cinq cent quatorze livres de poudre avariée; deux cent deux mille quatre cent quatre-vingt-sept livres de bronze, quatre cent huit mille vingt-cinq livres de plomb; vingt-huit mille sept cent quarante outils de toute espèce, tant à pionniers que tranchants; un immense approvisionnement en artifices de guerre; enfin, dans

des magasins à l'abri de la bombe, une énorme quantité de riz et de viandes salées. 1795. an III. Allemagne

Combats de Spinardo, de Mursaco, de Vado et de Melogno. — Le corps de troupes aux ordres du général Moulins, et auquel nous conserverons la dénomination d'Armée des Alpes, avait ouvert la campagne par un avantage remporté sur l'armée austro-sarde. L'armée d'Italie, qui n'avait point cessé de combattre avec succès des forces plus nombreuses et plus opiniâtres encore que celles qui étaient opposées au général Moulins, devait répondre à cet appel fait à sa valeur constante : elle ne trompa point l'attente de son nouveau général en chef. 27 juin. (9 messidor.) Piémont.

Après la prise du col *del Monte*, le général Kellermann, s'étant aperçu que l'intention des Austro-Sardes était d'attaquer la droite de l'armée d'Italie, avait ordonné plusieurs reconnaissances en avant du col de Spinardo ; la dernière se fit le 22 juin jusqu'à Mursaco, en avant de Garessio. Attaqués dans l'une et l'autre de ces deux reconnaissances par un nombre d'ennemis infiniment supérieur, les grenadiers français, dédaignant de tirailler avec l'ennemi, avaient marché sur lui à la baïonnette, et l'avaient mis en fuite, non sans lui faire éprouver une perte considérable en tués, blessés ou prisonniers.

Le 23, le général de brigade Laharpe, commandant à Vado, ayant été instruit que les Autrichiens se dirigeaient sur Savone, avait envoyé la 21e demi-brigade sur les glacis de cette place ; mais il fut bientôt informé que cette demi-brigade se trouvait cernée sous les murs de Savone, par les Autrichiens réunis sur les hauteurs qui entourent cette ville. Pressés vivement, les Français opposèrent d'abord une résistance proportionnée à l'imminence du danger qu'ils couraient ; mais, se voyant sur le point d'être écrasés par les Autrichiens, et n'ayant d'autre voie de salut que de se jeter sous le canon de Savone, ils se réfugièrent jusque dans le chemin couvert de la forteresse. Poursuivis par l'ennemi, ils allaient être obligés de recommencer un combat inégal, lorsque le commandant de Savone se décida à tirer sur les Autrichiens quelques coups de canon, pour les engager à respecter un territoire qui ne devait servir d'asile qu'à la faiblesse. Obligés de rétrograder, les Autrichiens n'en tinrent pas moins la 21e demi-brigade bloquée, en prenant

1795 — an III. Piémont.

position sur les hauteurs. Il était à craindre qu'elle fût obligée de se rendre, lorsque les Autrichiens se décidèrent à attaquer le lendemain tous les postes français qui se trouvaient à proximité.

Le 24 juin, 10,000 hommes de leurs troupes se mirent donc en marche sur trois colonnes : la première fila le long de la mer; celle du centre se dirigea sur le pont de la riviere qui se jette à Vado, et la troisième sur la *Madona del Monte*. Au premier coup de fusil, le général Laharpe se porta aux retranchements de Vado. L'ennemi, ayant emporté la redoute *del Monte*, qu'on ne crut pas devoir défendre avec ténacité, ne tarda pas à s'emparer du pont et à se mettre en bataille au pied de Tersanno sur la rivière de Cagliano; mais les Français, ayant marché à lui la baïonnette en avant, et soutenus par le feu d'une pièce de douze et de deux obusiers habilement dirigés par le colonel d'artillerie Monfort, reprirent le pont et mirent les Autrichiens dans une déroute complète. Le combat avait duré sept heures, dont cinq avec un feu de la plus grande vivacité. Le camp français de Bersamo, commandé par le général de division Freytag, avait lui-même contribué à la victoire, en faisant jouer son artillerie sur l'ennemi qui combattait au pied de ses retranchements.

La perte des Autrichiens fut évaluée à 1,200 hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Parmi les blessés se trouvèrent le général Butkavina et deux lieutenants-colonels. Le général Wallis ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Les Français, qui combattaient autant pour la défense de leurs retranchements que pour la délivrance de leurs camarades bloqués sous la forteresse de Savone, montrèrent une ardeur et une intrépidité bien nécessaires pour suppléer à l'énorme infériorité du nombre; car le général Laharpe n'avait à sa disposition que le troisième et le sixième bataillon de grenadiers et les carabiniers des Hautes-Alpes. Ainsi 1,800 hommes environ en avaient mis 10,000 en fuite. Le général Kellermann cita dans son rapport ce trait d'audace d'un de ces braves : Jean Guitard, grenadier du sixième bataillon, aperçoit cinq Autrichiens qui fuyaient isolément; il les poursuit, tue le premier d'un coup de mousquet; et, mettant aussitôt le sabre à la main, il

force les quatre autres de déposer leurs armes et de se rendre prisonniers. 1795 — an III. Piémont.

L'attaque générale de la ligne occupée par la droite de l'armée française ne tarda pas à être effectuée par l'ennemi, ainsi que le général Kellermann l'avait prévu. 30,000 Autrichiens, commandés en personne par le généralissime de l'armée alliée Dewins, furent employés à cette opération. Le 25 juin, une partie attaqua les cols de *Linferno* et de *Terme*; mais, repoussés avec vigueur sur ces deux points par les chefs de bataillon Larivoire, de la 46e demi-brigade, et Dallons, de la 166e, ils furent obligés de se retirer avec perte.

Dans le même moment, l'ennemi formait sur un autre point une attaque plus considérable. A trois heures du matin, un corps de 12,000 hommes se porta sur les huit postes des hauteurs de San-Giacomo, centre de la division française de droite, en même temps qu'une autre colonne à peu près d'égale force attaquait le camp de Vado. Le général Laharpe tint ferme et repoussa les assaillants; mais il n'en fut pas de même du poste important de San-Giacomo. Les Autrichiens, qui avaient employé à cette attaque leurs principales forces, s'en emparèrent après sept heures du combat le plus opiniâtre.

Les troupes françaises, obligées d'abandonner cette position, se retirèrent sur celles de la Rocca-Bianca et de Corbuo, où elles se défendirent avec ténacité, pendant que le général autrichien Argenteau, à la tête de 5,000 hommes, emportait le poste et la redoute de *Melogno*, défendus seulement par deux bataillons.

Le but de ces différentes attaques de la part de l'ennemi était de percer la ligne française par San-Giacomo et Melogno, et de couper ainsi l'extrémité de la droite de l'armée de celle du centre, sur lequel les Autrichiens avaient depuis longtemps dirigé leurs principales forces.

Le général en chef Kellermann, qui sentait tous les inconvénients qu'allait occasionner la rupture de sa ligne, avait envoyé le général Masséna sur Melogno pour prévenir ce revers inattendu; il avait donné ordre et fait les dispositions les plus favorables pour se mettre dans le cas de replier l'extrémité de sa droite sur Finale; mais Masséna, ayant appris pendant sa

1795 — an III. Piémont. marche que Melogno venait d'être enlevé, courut à San-Pantaleone avec un bataillon, pour soutenir les troupes qui s'étaient repliées entre ce poste et Melogno. Toutefois cette dernière position, dominée par celle dont les Austro-Sardes s'étaient emparés, n'était pas tenable, et il devenait de plus en plus important de chasser l'ennemi de Melogno, à quelque prix que ce fût. Le général Masséna, convaincu de cette vérité, réunit en conséquence quatre bataillons, qui composaient toutes les troupes employées à la défense de cette partie. Un brouillard très-épais s'étant élevé, le général Masséna, voulant en profiter pour cacher à l'ennemi la trop grande infériorité de ses moyens, part aussitôt à la tête de ses quatre bataillons, dont il a eu soin d'exalter encore le courage en leur représentant cette expédition comme devant sauver l'armée et la patrie. Il arrive à sept heures du soir à la vue des retranchements enlevés par l'ennemi : à cet aspect, l'enthousiasme des troupes redouble; l'attaque est ordonnée. Les quatre bataillons, divisés en colonnes, se mettent en mouvement aux cris accoutumés de *Vive la république! vive la liberté!* Les Français, animés par un même sentiment, tombent tous ensemble, la baïonnette en avant, sur l'ennemi, qui, surpris, effrayé de cette brusque attaque, tenta vainement de se défendre, abandonna le retranchement avec précipitation, et se hâta de chercher son salut dans une prompte fuite. Le général Masséna donna, dans cette circonstance critique, l'exemple de la valeur unie à une grande habileté militaire.

Ainsi, malgré les plus favorables moyens de défense, et le feu d'une artillerie nombreuse et bien servie, 1,500 Français environ mirent en fuite les 5,000 Autrichiens commandés par le général Argenteau, dont les troupes se retirèrent dans le plus grand désordre. Les vainqueurs firent 300 prisonniers, et s'emparèrent de cinq à six cents fusils que les fuyards abandonnèrent pour s'échapper plus vite; mais le grand et important résultat de cette action d'éclat fut de rétablir la ligne française. L'ennemi, épouvanté de la manière dont les soldats de Masséna avaient combattu, ne se crut point en sûreté dans sa conquête de San-Giacomo, et se hâta d'abandonner cette position ainsi que les huit postes qui l'entouraient, et dont l'occupation lui

avait coûté sept heures de combat et plus de 500 hommes tués ou blessés. 1795 — an III. Piémont.

Les Français ne pouvaient avoir remporté un avantage aussi décisif, avec si peu de moyens, sans avoir eux-mêmes éprouvé une perte considérable. Les officiers s'étaient exposés au danger comme les simples soldats ; plusieurs d'entre eux furent tués ou dangereusement blessés dans cette journée. Au nombre de ces derniers était l'adjudant général La Serre, faisant les fonctions de général de brigade, et commandant les troupes à Melogno, sous les ordres du général Masséna. Ses blessures étaient si graves, qu'il mourut quelques jours après, emportant avec lui les regrets de toute l'armée, dont il avait mérité l'estime par son extrême bravoure.

Dans la nuit qui suivit cette journée, trois colonnes autrichiennes, fortes chacune de 8 à 900 hommes, descendirent par les châtaigniers, au-dessus de Spinardo, pour se porter à San-Bernardo, où elles s'embusquèrent, pendant qu'il se détacha 200 hommes, chargés d'aller attaquer le camp de San-Bernardo, en chargeant et feignant de se replier tour à tour ; mais le général Gouvion, qui y commandait, et qui s'aperçut que l'ennemi ne faisait ces attaques simulées que pour l'attirer hors de ses retranchements et fondre dessus avec des forces supérieures, sut retenir à propos l'ardeur de ses soldats, et demeura tranquille dans son camp.

Le commandant des trois colonnes autrichiennes, voyant enfin que sa ruse ne réussissait pas, se décida à sortir de son embuscade pour essayer d'employer la force contre les Français. A une heure après midi, il se mit en marche, et rangea ses troupes en bataille devant leurs retranchements; mais elles furent reçues avec tant de vivacité, qu'après un feu assez violent de part et d'autre, elles furent obligées d'abandonner leur entreprise, n'ayant obtenu d'autre résultat que de laisser sur le terrain un grand nombre de tués et de blessés.

Pendant que ces différentes attaques avaient lieu, et toujours le 25 juin, le général Garnier, qui commandait la division de gauche de l'armée d'Italie, avait manœuvré contre l'ennemi. Le général en chef Kellermann, averti que l'intention de l'ennemi était de se porter en forces supérieures sur sa droite,

1795 — an III. Piémont.

avait donné ordre à ce général de faire de son côté une diversion propre à inquiéter les Autrichiens, et à les forcer de reporter des troupes de leur gauche à leur droite. Garnier, suivant ses instructions, attaqua et emporta de vive force le poste de Saint-Barnouil. Il se réunit ensuite, dans le village de' Bagni-di-Vinadia, avec les troupes qui étaient parties de Santa-Anna. Renforcé par cette jonction, il se porta sur le village de Bagni, en chassa l'ennemi, après lui avoir livré un combat dont le succès resta longtemps incertain. L'objet que s'était proposé Kellermann se trouvait dès lors parfaitement rempli. Les Autrichiens, sur le bruit de ces attaques, se hâtèrent de tirer plusieurs bataillons de leur gauche pour couvrir la vallée de la Stura. Le général Garnier, ayant ainsi exécuté habilement le mouvement ordonné, et n'ayant point d'instructions ultérieures, fit rentrer ses troupes dans leurs premières positions.

Le 26 juin, le général autrichien Dewins fit faire de nouveaux efforts pour s'emparer du pont en avant de Vado, prendre en flanc les troupes françaises sur la rivière ou torrent de Cagliano, tourner celles des retranchements, tandis qu'une colonne particulière les attaquerait de front; mais ils furent repoussés avec non moins de succès que la première fois, ainsi que dans une seconde attaque qu'ils firent, vers les six heures du soir, sur la gauche des mêmes postes. Cette inexécution des projets de l'ennemi était due aux excellentes dispositions du général Laharpe, qui commandait à Vado, et au courage de l'adjudant général Frontin et du général de brigade Dupuy qui commandaient, sous les ordres de Laharpe, des troupes dont la bravoure, la bonne volonté et la confiance ne se rebutèrent jamais, quoiqu'elles fussent six fois moins nombreuses que celles qui les attaquaient.

Le 27, à la pointe du jour, le général Dallemagne, instruit, par ses espions, que l'ennemi avait projeté de s'emparer du camp de Sabion, pour descendre ensuite à Tende, avait envoyé l'adjudant général Gardanne[1] au pied des neiges, afin de suivre le mouvement des colonnes menaçantes, et avait en même temps renforcé son camp de droite de quelques compagnies de

[1] Mort général de division, en 1807, à Breslau.

grenadiers. Le général Dallemagne s'était porté lui-même au pied des neiges; mais, favorisé par un brouillard très-épais, l'ennemi parvint à le tourner sans qu'il s'en aperçût et coupa, par ce mouvement, la ligne française. La nécessité d'attaquer les Piémontais pour les faire rétrograder devenait instante. L'adjudant général Gardanne fut chargé de diriger cette opération : il partit avec un bataillon de tirailleurs et un détachement de la 165e demi-brigade, franchit avec intrépidite des précipices affreux, chargea l'ennemi, et le culbuta avant même qu'il eût eu le temps de se reconnaître. Les Piémontais éprouvèrent une grande perte dans cette brusque attaque. Le chevalier Saint-Victor, capitaine des grenadiers d'Oneglia, s'était fait tuer dans la mêlée.

Pendant qu'on se battait ainsi à la gauche, quelques compagnies de grenadiers du quatrième bataillon et un détachement du bataillon de Mont-Ferme avaient reçu l'ordre de couper la retraite à l'ennemi. Ils suivirent les Piémontais jusqu'aux derniers retranchements placés sur la crête au-dessus de Limone, hauteur de Larpiolle, les forcèrent de les abandonner, brûlèrent leurs baraques, et leur enlevèrent leurs vivres et leurs munitions. Ce dernier succes avait lieu, tandis que 300 hommes de la 3e demi-brigade, deux compagnies de grenadiers et soixante sapeurs repoussaient à la droite 1,500 Piemontais.

Cependant quoique, dans les différentes attaques tentees par l'ennemi, il eût été repoussé sur tous les points, depuis Vado jusqu'au col de Tende, et qu'il eût éprouvé une perte de 300 hommes mis hors de combat, il conservait encore la redoute principale de Melogno, qui gênait singulièrement le dessein qu'avait formé le général Kellermann d'occuper la position de Finale : outre l'avantage de sa force particulière, elle avait celui de resserrer la ligne française; car la position de Vado n'étant plus tenable contre les forces supérieures qui la menaçaient incessamment, Kellermann était presque décidé à l'abandonner. Afin donc de se mettre à même de se replier avec avantage, il se détermina à tenter un second effort pour reprendre la redoute de Melogno et se rendre maître de Finale, et chargea le général Masséna de cette attaque. Elle se fit sur trois colonnes : celle de droite avait ordre de diriger sa marche en ar-

1795 — an III. Piémont. rière et sur le flanc gauche de la redoute occupée par l'ennemi, tandis que celle de gauche dirigeait la sienne en arrière également, mais sur le flanc droit, de manière à tourner le poste au moment où la troisième colonne, formant celle du centre, l'attaquerait de front.

Les troupes se mirent en marche, le 27, à quatre heures après midi; il s'éleva, presque aussitôt après leur départ, un brouillard si épais, que les colonnes de droite et de gauche, n'apercevant point les routes qui leur étaient indiquées, se fourvoyèrent, et vinrent se joindre à celle du centre. Forcé de changer ses dispositions, Masséna n'en commanda pas moins l'attaque. Elle se fit de concert et de front par les trois colonnes réunies. Les retranchements étaient défendus par 4,000 Autrichiens, protégés par une nombreuse et formidable artillerie. Le feu fut d'abord très-vif de part et d'autre; mais malgré la bonne volonté des troupes, les attaques de flanc n'ayant pas eu lieu, les Français perdirent leur principale chance de succès. L'ennemi était si supérieur en nombre, et dans une position si avantageuse, qu'il fallut renoncer à l'espoir d'obtenir les résultats qu'on s'était promis. Masséna opéra sa retraite avec tout l'ordre désirable, et rentra dans ses positions sans que les Autrichiens eussent osé se mettre à sa poursuite.

Le même jour, pendant qu'on tentait vainement de reprendre la redoute de Melogno, 12,000 Autrichiens attaquaient de nouveau le col de Spinardo, San-Bernardo et Bardinetto : heureusement le général en chef avait eu la sage précaution de faire construire à la Planète une forte redoute, défendue par de l'artillerie de position, qui contribua puissamment à la défense de ce point. L'ennemi chercha vainement à vouloir s'en emparer. Repoussé à chacune de ses attaques, il fut obligé d'y renoncer. Le seul résultat avantageux qu'il retira de ce combat opiniâtre, qui dura depuis le jour jusqu'à la nuit, et où il perdit plus de 600 hommes, fut d'occuper la position de Spinardo, dont il avait réussi à repousser l'avant-garde française qui y avait pris poste. Le général Gouvion, qui commandait les positions, attaqua et développa dans cette circonstance beaucoup de présence d'esprit et de talent militaire.

Les Autrichiens ne furent pas plus heureux dans d'autres attaques qu'ils dirigeaient le même jour contre les postes de Garrezio, de Viosena et de Carlino. Après un combat très-vif, qui dura quatre heures, ils furent repoussés de toutes parts, et obligés de se retirer dans leurs positions. 1795 — an III Piémont.

Combats de San-Bernardo, de Viosena et du col de Terme. — Nous venons de dire qu'après avoir été repoussé sur presque tous les points, dans ses attaques des 25, 26 et 27 juin, l'ennemi avait cependant réussi à conserver la redoute de Melogno et à occuper Spinardo. La possession de ces deux postes lui donnait des avantages tels, que le général Kellermann jugea avec raison qu'il allait en profiter pour attaquer de nouveau, et avec des forces toujours supérieures, les points les plus importants de la ligne française. Il sentait en outre l'impossibilité de tenter lui-même une nouvelle attaque sur la pointe de Melogno, avec des troupes harassées de fatigue, et dont le nombre avait encore diminué dans les combats précédents : d'ailleurs, cette occupation de Melogno par les Autrichiens rendait la redoute de la Planète difficile à garder, et son secours presque nul. 5 juillet. (17 messid.)

Ces circonstances concouraient à faire sentir toujours davantage au général en chef la nécessité de resserrer la ligne de l'armée d'Italie, en repliant l'extrémité de la droite, de manière à rassembler les forces qui occupaient un front trop étendu pour leur petit nombre, afin de rendre la défensive plus sûre et plus imposante; cette mesure devait en même temps assurer la conservation de Loano et d'Oneglia, sans compromettre l'armée et les frontières.

Kellermann fit faire en conséquence plusieurs reconnaissances, qui lui démontrèrent qu'en plaçant l'extrémité de sa droite à Borghetto, il n'avait besoin que de faire replier les première et seconde subdivisions, qui prendraient la position de Borghetto jusqu'aux hauteurs de l'Alpi, où la jonction s'opérait avec la gauche de la division. Quelque nombreux que fût l'ennemi, la force de cette position mettait les Français dans le cas, malgré leur infériorité numérique, de résister avec avantage, et, s'ils étaient obligés de l'abandonner, de ne le faire qu'après avoir fait essuyer aux assaillants une perte

1795 — an III. Piémont.

très-considérable. Cependant, pour ne rien précipiter, et afin de se replier en bon ordre jusqu'à Borghetto, en y évacuant tout avec sûreté, Kellermann jugea à propos de prendre d'abord une première position, dont la droite et la gauche étaient en arrière de Melogno.

Ce mouvement rétrograde fut exécuté par les Français, sur Finale, avec une grande précaution, et sans obstacle de la part de l'ennemi, dans les journées des 28, 29 et 30 juin. Pendant ce temps, le général Laharpe, chargé par Kellermann de faire une diversion, avait attaqué et battu l'ennemi entre Savone et Vado; ce qui avait beaucoup facilité la retraite des Français sur leur droite. Dans la nouvelle position qu'elle venait ainsi d'occuper, l'armée, plus rassemblée, assurait les moyens d'évacuer sans danger Finale et Loano, et de s'occuper de son approvisionnement, en rétablissant des magasins à Oneglia, destinés à fournir ceux qui avaient été placés provisoirement à Albenga et à Allassio.

La crainte d'être attaqué dans sa marche avait été pour le général une nouvelle raison de s'arrêter d'abord à Finale, afin d'assurer son évacuation, et il eut à se féliciter de cette sage mesure; car, le 2 juillet, l'ennemi attaqua effectivement le camp de San-Bernardo. Le feu dura presque toute la journée, et ce ne fut que le soir que l'ennemi se décida enfin à opérer sa retraite; mais, le lendemain, il revint à la charge. Étant descendu pendant la nuit dans les châtaigniers de droite et de gauche, il attaqua la redoute de la Planete. Sa force était d'environ 6,000 hommes divisés en trois colonnes. Les assaillants mirent d'abord beaucoup d'impétuosité dans leur attaque : après avoir soutenu pendant une demi-heure le feu de deux pièces de canon de la redoute avec assez de courage, leur ardeur se refroidit, et ils prirent la fuite, laissant sur la route un grand nombre des leurs tués ou blessés. Une attaque semblable eut lieu à Viosena; mais l'ennemi, repoussé apres un combat assez vif, fut obligé d'y renoncer et de se replier sur le gros de l'armée.

Le 5 juillet, les avant-postes de l'armée française aperçurent, au point du jour, les ennemis sortant de leur camp sur plusieurs colonnes pour s'emparer d'Ormea : les uns se divisèrent

en Mars 1793.



80 Kilomètres

CARTE DE LA VENDÉE *ou de tout le Pays insurgé en Mars 1793.*



20 40 60 80 Kilometres

sur la montagne, en face de la gauche du col de Terme; les autres, sur la gauche de la montagne de Linferno, par conséquent à la droite du col de Terme. Un combat meurtrier s'engagea presque aussitôt entre les deux partis. Mais, malgré toute leur valeur, les Français furent repoussés de leurs avant-postes. Avant de se retirer, les soldats eurent soin d'abattre tous leurs retranchements. Les ennemis, profitant de cet abandon, se dirigèrent de manière à ce que tous les points fussent attaqués en même temps. Le chef de bataillon Dallons, qui commandait la gauche, eut à combattre 1,500 hommes au moins, dont dix compagnies de grenadiers; les premiers coups de fusil se tirèrent à demi-portée; longtemps, de part et d'autre, on montra une opiniâtreté égale dans l'attaque et dans la défense; mais, enfin, la bravoure des Français l'emporta sur le nombre. Le huitième bataillon de la 46e demi-brigade, qui était celui que commandait Dallons, repoussa les 1,500 Piémontais. Mis en déroute, les vaincus laissèrent sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés, parmi lesquels étaient deux officiers de marque.

1795 — an III
Piémont.

Cependant l'ennemi, ayant réussi à traverser le passage qui conduit au col de Linferno, avait fait filer 2,000 hommes sur les rochers, à droite du col de Terme. 1,200 d'entre eux étaient descendus jusque dans le camp que les Français occupaient en arrière du col de Terme, encore couvert de neige, et fusillaient de cette position tous les Français qui se présentaient sur ce passage; ils s'étaient établis en même temps sur le plateau de Corsini, et arrêtaient, par l'effet de leur mousqueterie, tout ce qui sortait de ce village. Cette position ôtait toute espèce de retraite aux troupes françaises, si elles eussent été repoussées. Le général Pelletier, commandant au camp de Terme, s'aperçut du danger, et fit avancer contre cette colonne deux pièces de canon, soutenues seulement par un corps de 200 hommes, dont il enflamma le courage, en l'appelant *son* intrépide réserve. Commandée par le chef de bataillon Mallin la Rivoire, cette petite troupe, avec une audace qui tient du merveilleux, marcha à l'ennemi, l'attaqua, en commençant le combat par la décharge de ses

1795 — an III. Piémont. deux pièces d'artillerie, parvint à repousser les 2,000 Piémontais, et les contraignit à repasser à la hâte la gorge de Linferno.

Le général Serrurier commandait en chef dans cette journée. Le général Pelletier avait fait preuve du plus grand talent. Tourné de tous côtés par un ennemi supérieur, il avait fait face de toutes parts, avait prévu et pensé à tout avec ce sang-froid qui caractérise le vrai général. Les chefs de bataillon Dallons, Mallin la Rivoire, et Jeannet, commandant le centre, où il avait également repoussé l'ennemi, montrèrent une grande intrépidité pendant l'action, où tous les soldats combattirent avec une valeur qui devait nécessairement assurer le succès.

19 juillet. (1 therm.) Espagne. *Combat dans la Biscaye; prise de Vittoria et de Bilbao. L'armée des Pyrénées-Occidentales apprend que la paix est conclue.* — Affaiblie considérablement par le fléau de l'épidémie auquel elle avait été en proie pendant les trois mois d'hiver, l'armée des Pyrénées-Occidentales tenait la campagne avec une prudente réserve, et n'était plus assez forte pour tenter ces entreprises hasardeuses qui font la gloire des chefs et des soldats. Nous avons vu qu'elle avait éprouvé des échecs dès l'ouverture de la campagne; et, comme si le gouvernement républicain avait voulu diminuer encore sa confiance morale, elle s'était vue privée de plusieurs généraux qui possédaient son estime. Le 9 juin, un arrêté des représentants du peuple avait en effet prononcé la destitution des généraux Frégeville, Marbot, Laroche, Boucher, Pinet, de l'adjudant général Mutelé, et de Gros, chef du septième bataillon du Gers. Cette destitution, prononcée sans cause apparente, affligea beaucoup l'armée. La plupart de ces braves officiers laissèrent, en quittant les rangs où ils avaient combattu, une mémoire honorable, et emportèrent avec eux les regrets de leurs frères d'armes.

A la fin de juin, l'armée espagnole était toujours dans ses mêmes positions. L'aile gauche, commandée par Crespo, était, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, établie dans de forts retranchements garnis de batteries de canons, sur les bords de la Deba, et occupait les villages de Bergara et d'Elosua. L'aile droite, aux ordres du général Filanghieri, protégeait la Navarre, et avait pris position à Lecumbery, sur le grand chemin

qui conduit à Pampelune. Cette division de l'armée Espagnole 1795 – an III. Espagne.
s'était également couverte de retranchements considérables, avait crénelé plusieurs maisons et défendu tous les passages, surtout celui d'Arraiz, par des abatis. Les Français, de leur côté, avaient porté des camps sur les hauteurs de Dona-Maria et de Gastelu, en avant de la Bidassoa, et en face de San-Estevan. De ces différentes positions, ils menaçaient la vallée d'Ulzama.

Plusieurs mouvements avaient eu lieu de la part de ces derniers, tendant tous à s'établir en avant de la montagne de Musquirucha, et dans le dessein de se mettre à même d'effectuer avec avantage une attaque générale qu'ils méditaient contre la gauche de l'armée ennemie. Le 28 juin, cinq bataillons et quatre compagnies, sous les ordres du général Raoul, se mirent en marche du camp d'Yziar sur quatre colonnes. Le chef de brigade Mouroux, à la tête de la première, s'engagea dans un gué, d'où il fut forcé de rétrograder, les soldats ayant de l'eau jusqu'au cou. 250 chasseurs trouvèrent un passage moins difficile à la gauche, et y passèrent les premiers. Suivis bientôt par le reste des troupes, ils s'emparèrent du pont de Madariaga, sur lequel on fit filer de l'artillerie, jetèrent l'épouvante parmi les Espagnols, et les forcèrent d'abandonner leurs redoutes avec précipitation. Neuf pièces de canon et un drapeau furent les trophées de cette journée. Les Français avaient passé la rivière sous le feu de la mitraille ennemie, et cependant ils n'eurent qu'un officier et une trentaine de soldats tués ou blessés.

Cette colonne occupa alors les hauteurs de Motrico, sur les bords de la mer; et, le lendemain, s'étant avancée vers Marquina, Berrueta, et sur les hauteurs d'Urreagui, elle dépassa la position de Crespo sur sa gauche. En même temps le général de brigade Willot, avec dix bataillons, fit un mouvement sur le front et sur la droite des Espagnols à Elosua; une troisième colonne de 3,000 hommes se porta de Tolosa sur Villaréal pour couper sa retraite.

Ce mouvement, qui fut très-bien exécuté, avait pour but d'enlever le corps ennemi posté à Elosua; mais le général Crespo avait été prévenu à temps de la marche des Français, et avait fait toutes ses dispositions pour effectuer sa retraite avant l'arrivée simultanée des trois colonnes d'attaque. Tandis

1795—an III. Espagne. qu'une partie de la division menacée faisait, par son ordre, une résistance désespérée sur les hauteurs du port de Descarga, Crespo évacua son poste d'Elosua, et fit un mouvement en arrière jusqu'à Bergara, où il prit position, pour donner le temps aux troupes qui se battaient à Descarga de le rejoindre. Il établit alors sa gauche sur les hauteurs des monts Insorsa, de l'Asumian et d'Elguetta, position qui lui assurait de faciles débouchés sur la Biscaye ; sa droite occupa les postes de Satul et de Bellerant, entre les villages de Legazpia et Onale, couvrant la communication avec la Navarre; son quartier général et son centre furent établis sur Mondragon.

Le 3 juillet, les Français devaient faire un mouvement semblable pour envelopper la droite de l'armée espagnole, commandée par Filanghieri, et dont la destination était, comme nous l'avons dit, de couvrir la Navarre. La retraite forcée du général Crespo à la gauche rendait la position de Filanghieri fort critique. Déjà les Français, établis à San-Estevan, le flanquaient sur sa droite. Moncey, en ordonnant ce mouvement qui devait se faire sur quatre côtés à la fois, pouvait donc se flatter d'un succès à peu près certain.

Dès le 1er juillet, la colonne du général Willot s'était mise en marche; et, le 2 au soir, elle vint se former en avant de Tolosa. Le même jour, une colonne de six bataillons, conduite par le général de brigade Merle, défila de Tolosa sur Lecumberry par le grand chemin, tandis qu'une autre colonne de cinq bataillons, aux ordres du général de brigade Morand, se dirigeait par Goriti avec la même destination; enfin, la quatrième colonne, partie de San-Estevan, sous le commandement du général Digonnet, se rendit, le même soir, à Berrueta, à travers le pays ennemi.

Le 3, au lever du soleil, presque au même moment, les quatre colonnes débouchèrent sur Lecumberry : celles de Willot et de Morand aux deux flancs, celle de Merle de front, et celle de Digonnet par derrière, tournant le village d'Arraiz. Mais, de même que Crespo, le général Filanghieri, averti à temps de l'approche des Français, avait évacué Lecumberry pendant la nuit, et s'était replié, par les villages d'Erize et d'Ozquia, sur sa seconde ligne, établie sur les hauteurs d'Irurzun.

Cette position était très-forte naturellement, et elle avait l'avantage de conserver la communication libre entre les deux grandes divisions de l'armée ennemie. L'avant-garde des Espagnols occupait Irurzun et ses environs; leur gauche était appuyée aux bois d'Ozquia; le centre fermait le grand chemin, et leur droite s'étendait, sur les hauteurs, jusqu'à Berrioplano.

Le 6 juillet, dans la nuit, trois colonnes françaises partirent de Lecumberry, et se mirent en marche à la file l'une de l'autre, sur le grand chemin. Au village de Latassa, elles se séparèrent : la première, de trois bataillons, sous les ordres du général de brigade Merle, gravit la haute montagne qui est à droite du grand chemin, et déboucha sur Irurzun, comme si elle fût arrivée de Vittoria. La deuxième colonne, de trois bataillons et trois compagnies de carabiniers, commandée par le chef de brigade Harispe, passa par la montagne de la Trinité, et se dirigea sur Aizcorbe. La troisième colonne, de deux bataillons et 150 cavaliers, avec deux pièces de canon, suivit le grand chemin sous les ordres du général de brigade Willot, commandant en chef l'expédition. Enfin, une quatrième colonne était composée de cinq bataillons, et avait à sa tête le général Digonnet. Son mouvement, étendu à la gauche de Gulina et d'Aizcorbe, avait le double but de tourner l'avant-garde espagnole, et de lui fermer le secours du grand corps d'armée; elle devait aussi assurer la retraite, en cas de besoin.

A l'approche des Français, les Espagnols abandonnèrent Irurzun et ses environs; les troupes légères, sous Harispe, débusquèrent un corps de Catalans d'un mamelon qu'il occupait entre Irurzun et Aizcorbe. Vainement ils voulurent faire de la résistance; les Français les attaquèrent avec vigueur, et les chasseurs basques, à la tête desquels le chef de bataillon Harriet fut grièvement blessé au pied, se portèrent sur eux avec tant de furie, que les Catalans furent en un moment chassés d'Aizcorbe, et poursuivis l'épée dans les reins. Cette chaleur dans la poursuite faillit même être funeste aux vainqueurs; car emportés par une trop grande vivacité, ils resterent à découvert, et n'étaient plus soutenus que par un bataillon de grenadiers de la brigade du général Digonnet.

1793—an III. Espagne.

Quelques carabiniers basques s'étant jetés sur deux pièces d'artillerie que les Espagnols faisaient avancer sur le grand chemin, trois escadrons ennemis parurent tout à coup, et les forcèrent de se répandre dans les bois qui bordent ce grand chemin. Ce mouvement étonne Digonnet. Au lieu d'appuyer Harispe avec le reste de sa colonne, il lui envoie l'ordre de rétrograder. Dans ce moment, l'infanterie espagnole, entière, soutenue par les grenadiers provinciaux de la Vieille-Castille, s'ébranle, et se montre de toutes parts pour inquiéter cette retraite, qui s'effectuait avec assez de désordre. La colonne française allait être coupée, lorsque le bataillon de grenadiers s'élance la baïonnette en avant, et vient s'opposer à la furie espagnole. En vain l'ennemi, fort de l'immense supériorité de son nombre, enveloppe presque entièrement ces braves grenadiers et s'efforce de les rompre; en vain le général espagnol Filanghieri et le major général Ventura Escalante viennent eux-mêmes sur le terrain animer, de leur exemple et de leur voix, leurs soldats; un feu terrible et continuel leur défend d'approcher. Cependant la cavalerie espagnole arrivait au galop sur le grand chemin pour achever d'envelopper les grenadiers, et couper la retraite au général Harispe. Mais Willot, que l'importance de l'affaire avait appelé sur les lieux, se précipite au-devant de la cavalerie ennemie, à la tête du second bataillon de grenadiers; sa contenance fière et hardie en impose à l'ennemi, qui hésite et rétrograde. Une seconde tentative est funeste aux Espagnols; car, tandis que Willot et ses braves grenadiers, la baïonnette au bout du fusil, les défient au combat, les chasseurs basques, réfugiés dans les bois des deux côtés du chemin, tuent ou blessent un grand nombre d'hommes de leurs rangs. Enfin Harispe ayant, à la faveur de la résistance de Willot et des deux bataillons de grenadiers, rallié entièrement les chasseurs basques, se jette à son tour sur les Espagnols, et les force à la retraite. Ils se replièrent de toutes parts sur leurs positions, et, à trois heures, Harispe rentra dans Aizcorbe. La cavalerie française, jetée sur la gauche, ne combattit point. On prétend qu'un employé des vivres, se disant porteur des ordres de Willot, avait entraîné cette cavalerie à la poursuite de quelques chasseurs

d'Ubeda, compagnie formée tout entière de contrebandiers. 1795 — an III. Espagne.

Les Français établirent leur centre à Irurzun, leur droite au pied du col d'Araquil, et leur gauche à Aizcorbe et sur les hauteurs qui environnent ce village. Cette position des Français séparait la division de Crespo d'avec l'armée de Navarre, qui venait de combattre. Ce général, après l'abandon des bords de la Deba, avait lui-même pris position à Salinas de Guipuscoa; et, pour éviter d'être enveloppé, il avait fait occuper les hauteurs d'Elgueta, jusqu'au mont San-Antonio, et les points de Satul et de Bellerant, qui semblaient lui assurer les communications de la Biscaye et de la Navarre. Mais, l'occupation d'Irurzun par les Français ayant tout à coup fermé ce débouché, le projet fut formé par Moncey d'environner l'armée de Crespo, ou du moins de la forcer d'abandonner ses dernières positions.

Une division des troupes d'Azpeytia, réunie à celles qui avaient passé la Deba, et formant ensemble un corps de 4,500 hommes, aux ordres du général de division Dessein, partit d'Elgoybar, le 12 juillet [1]. Le lendemain, à une heure de marche d'Elgoybar, où elle avait couché, cette division rencontra la gauche de l'armée de Crespo, qui défendait l'approche du village d'Ermua; le passage fut ouvert sans trop éprouver de résistance, et les Français s'emparèrent de toute l'artillerie ennemie, composée de 13 pièces de canon.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, la division prit position à Durango, où étaient déposés les approvisionnements de l'armée de Crespo. On y trouva, entre autres objets, 12 pièces de canon et 16 milliers de poudre. Tout ce qui ne put être emporté fut détruit ou jeté dans la rivière. Le 15, Dessein arriva à Villa-Real d'Alava; le 16, à dix heures du matin, une partie de l'armée de Crespo parut sur une montagne, à la gauche d'Urbina. Une vive fusillade s'engagea; mais, quelques tirailleurs ayant gagné le flanc gauche de l'ennemi, tandis qu'un bataillon posté dans un bois attaquait sa droite, Crespo se vit obligé d'opérer sa retraite. Il la fit en gagnant les montagnes

[1] Cette colonne n'avait d'autre artillerie que deux petits canons, appelés, par les soldats, *les Républicains*. Vingt cavaliers seulement les suivaient.

1795 — an III. Espagne.

à l'ouest, et les montagnes d'Urbina en arrière des Salinas. Le général Dessein fit enlever, le soir, le village d'Ayorrabe, où il s'établit, ainsi qu'à Mendibil, en attendant l'arrivée de la division du général Willot.

Cependant Crespo, forcé de fuir, au lieu de se retirer sur Pancorbo, voulut sauver ce boulevard de la Castille, en détournant les vainqueurs et les appelant sur un autre point. Il se porta sur Bilbao à marches forcées; mais déjà les généraux français étaient à sa poursuite. Dès le soir de la journée du 16, Dessein avait détaché sur Vittoria son avant-garde, aux ordres du général de brigade Schilt, et, le 17, il entra dans cette ville avec toute sa division. Dès le lendemain, il se mit en marche; et, le 19, après avoir effectué sa jonction avec le général Wiliot, qui lui-même s'était avancé par les villages de Salinas et d'Ullibarri-Gamboa, il gagna Orduna, et le lendemain Miravalles.

Crespo n'avait pas attendu les Français. Voyant que l'invasion s'étendait rapidement, et craignant alors pour Pancorbo, il gagna cette forteresse en suivant la chaîne de montagnes qui ferme la Vieille-Castille au nord. Le 19 juillet, les Français prirent possession de Bilbao, et se rendirent entièrement maîtres de la province de Biscaye. Ils trouvèrent dans Bilbao des magasins immenses en tous genres. Ceux de vivres leur étaient d'autant plus utiles, que jusque-là ils avaient toujours souffert des suites de la famine éprouvée à la fin de l'hiver.

Tandis que la division de droite soumettait ainsi les provinces de Biscaye et d'Alava, celle d'Irurzun ne faisait pas de moins glorieux progrès.

Nous avons dit que l'armée espagnole, commandée par Filanghieri, s'était retirée du côté d'Ozquia. Elle occupait la forte position d'Erize, défendue par le col d'Ollarrequy, et qui ne pouvait être forcée qu'en tournant ou emportant ce dernier poste. Une compagnie à pied d'Ubeda, et un bataillon des volontaires de Navarre, étaient établis sur le sommet de ce col d'Ollarrequy. Deux bataillons du régiment d'Africa occupaient le poste de la Meseta, sur le revers de la montagne, au point où le col se resserre, et devaient, en cas d'attaque, soutenir les troupes qui en défendaient le sommet.

Le 30 juillet, à la pointe du jour, un bataillon de grenadiers,

et un autre de chasseurs de montagnes, sous les ordres du général de brigade Digonnet, attaquèrent le col d'Ollarrequy avec la plus grande valeur. La compagnie d'Ubeda et les volontaires navarrais furent culbutés malgré leur vive résistance, et le sommet du col fut aussitôt occupé. Mais en descendant de l'autre côté de la montagne, les vainqueurs furent tout à coup arrêtés par les bataillons d'Africa, qui accouraient pour soutenir le poste déjà enlevé. Le combat s'engagea à l'arme blanche : jamais les deux partis n'avaient montré une plus grande opiniâtreté. Le colonel d'Africa, don Augustin Gayeneta, eut le corps traversé de deux balles ; le lieutenant-colonel, Joseph Gonzalez d'Acugna, fut blessé et pris ; le sergent-major [1], don Juan d'Aguierre, blessé d'un coup de baïonnette, tua le grenadier qui l'avait frappé. Cependant les Espagnols cédaient peu à peu le terrain, et ils étaient déjà chassés jusqu'au village d'Ilzarbe, lorsque les Français, voyant arriver quatre bataillons de l'ennemi, furent forcés de remonter au sommet du col, dont ils restèrent maîtres.

Le roi d'Espagne fut si satisfait de la conduite du régiment d'Africa, dans cette rencontre, qu'il lui donna la permission de porter sur ses drapeaux l'écusson d'honneur, et aux soldats des deux bataillons qui avaient combattu dans cette journée, le droit de porter le même écusson d'honneur sur l'avant-bras gauche, marque distinctive honorifique qui ne s'accorde que pour des faits d'armes du plus haut éclat.

Les opérations militaires, après la prise du col d'Ollarrequy et de celle de la ville de Bilbao, n'offrent plus d'importance, et méritent peu d'être décrites. Elles deviennent d'autant plus insignifiantes, que l'époque approchait où la paix allait faire déposer les armes aux deux partis. Après l'occupation de Vittoria, le général de brigade Miollis avait été envoyé, avec quatre bataillons et 100 hommes de cavalerie, vers Miranda de l'Ebro, pour surveiller les Espagnols de ce côté. Le 24 juillet, cette colonne traversa l'Èbre sur le pont de Miranda, et s'empara de la ville et du château de ce nom. Ce succès inspira trop de

[1] Le sergent-major est le troisième chef dans les régiments espagnols.

1795 — an III. Espagne. confiance aux troupes, qui, méprisant un ennemi aussi facile à vaincre, négligèrent de se tenir sur leurs gardes. Les Espagnols, encouragés par l'approche de Crespo, qui faisait son mouvement sur Pancorbo, revinrent sur leurs pas, et le soir même attaquèrent les Français, qui ne pensaient qu'à se réjouir de leur victoire. Deux escadrons de cavalerie ennemie les repoussèrent rapidement jusqu'au delà de l'Èbre; mais, n'étant pas soutenus, les Espagnols s'arrêtèrent sur les bords de cette rivière. Outre quelques blessés et prisonniers, les Français perdirent le brave Mauras, chef de la demi-brigade des chasseurs des montagnes.

Le 25 juillet, une brigade, sous les ordres du général Schilt, quitta Bilbao. Elle fut bientôt suivie par le reste de l'armée, sous les ordres du général Willot, et toutes ces troupes vinrent prendre position à Miranda. Déjà un camp était établi au-dessus de Puebla, lorsque la nouvelle de la paix arriva le 5 août, à quatre heures du soir.

Il paraît que l'intention du général en chef Moncey était de feindre le passage de l'Èbre à Miranda, tandis que les troupes se seraient portées sur Puente-la-Reyna pour former l'investissement de Pampelune. L'occupation du col d'Ollarrequy avait eu lieu dans la même vue, et ce qui le démontre encore davantage, c'est que déjà le commandant du génie Marescot était arrivé depuis plusieurs jours à Bayonne avec d'autres officiers du même corps, pour conduire les opérations du siége.

Afin de terminer l'historique des opérations de l'armée des Pyrénées-Occidentales, nous allons rapidement faire le tableau des mouvements de la division de Saint-Jean-Pied-de-Port.

A l'ouverture de la troisième campagne, dans le mois d'avril, cette division était commandée par le général Manco, et composée de la demi-brigade des chasseurs basques, de la 40e, de la 134e de ligne, et du bataillon du Jura. Le 26 avril, les bataillons de campagne et un bataillon de grenadiers, formant environ 3,500 hommes, furent campés sur le col de Lindous, entre Burguète et les Aldudes, à gauche du col d'Ibagnet, et à l'entrée du bois de Roncevaux. Le bataillon de réserve des chasseurs basques fut cantonné à Baygorry, et

tenait un fort détachement à Berdaritz; les bataillons de ré- 1795 — an III. Espagne.
serve des 40e et 134e demi-brigades et celui du Jura, formant au plus 1,500 hommes, demeurèrent aux environs de Saint-Jean-Pied-de-Port. Dix jours après, ce camp fut levé à raison surtout de son insalubrité. La 134e demi-brigade se replia sur Saint-Jean-Pied-de-Port, et s'établit en arrière et à côté de la redoute de la Liberté, sur la route d'Orisson. La 40e, les chasseurs basques et les grenadiers furent campés à la gauche des Aldudes, en avant et a côté de Berdaritz. Le poste important d'Arola, entre Saint-Jean-Pied-de-Port et les Aldudes, était occupé tour à tour par des détachements des 40e et 134e demi-brigades.

Telle fut, pendant un mois, la position des troupes de la division de Saint-Jean-Pied-de-Port. Elles n'eurent à lutter que contre les fatigues d'un service journalier et pénible, l'ennemi ayant porté ses forces sur la gauche. Depuis la destruction des fonderies d'Orbaïcet et d'Eguy, les Espagnols avaient entièrement abandonné leurs frontières de ce côté : Lahescoa n'avait pour défenseurs que ses habitants, formés en compagnies franches; les Aldudiens et deux ou trois compagnies réglées étaient cantonnés dans la vallée d'Erro.

Le bataillon des grenadiers, et deux bataillons des chasseurs basques, se détachèrent de la division, le 29 mai, pour aller concourir à l'expédition qui eut lieu sur la droite. Alors, le deuxième bataillon de la 134e demi-brigade reçut l'ordre de se rendre aux Aldudes, et fut campé sur la montagne d'Ourisca, en arrière de Berdaritz, d'où la vue plongeait et sur la gorge des Aldudes et sur la vallée de Bastan.

Le 3 juin, de forts détachements de ces troupes se portèrent sur le sommet des plus hautes montagnes des Aldudes, du côté de la vallée d'Erro. Cette expédition se borna à quelques légères escarmouches entre l'avant-garde française et 2 ou 300 Aldudiens et soldats espagnols : elle servit du moins à donner la certitude que l'ennemi portait toute son attention sur la gauche, et qu'il estimait sa droite suffisamment protégée par cinq lieues de montagne. Cette partie de l'armée demeura d'ailleurs constamment sur la défensive.

Vers le 28 juin, après l'affaire de Lecumberry, une nouvelle

1795 — an III. Espagne.

reconnaissance fut exécutée du côté de Zubiri, avec la même facilité que la précédente. Les propriétés espagnoles furent scrupuleusement respectées ; les habitants des pays laissés sans défense eurent recours à la générosité française, et s'en trouvèrent bien : leurs envoyés furent accueillis avec bienveillance, et leurs nombreux troupeaux mis à l'abri de toute insulte. L'annonce de la paix vint tout à coup mettre fin à ces cantonnements pénibles au milieu des montagnes. La 40e demi-brigade et les Basques abandonnèrent le sommet des Aldudes, et la 134e les suivit bientôt après; mais ces troupes, avant de se retirer, détruisirent de fond en comble les beaux ouvrages de retranchement élevés à Berdaritz.

Nous abandonnons à regret, pour quelques instants, les champs où les Français déployaient si valeureusement leur noble et légitime énergie, pour nous reporter sur un théâtre où des scènes affligeantes et moins glorieuses pour la nation, mais peut-être aussi plus éminemment dramatiques, réclament d'autant mieux l'attention de nos lecteurs, que nous nous sommes efforcés de réunir dans un seul tableau les faits les mieux constatés, épars dans un grand nombre de relations et d'écrits contradictoires.

CHAPITRE XI.

SUITE DE L'ANNEE 1795.

Origine et exposé de la guerre des chouans. Catastrophe de Quiberon. — Combats sur la Fluvia ; traité de paix entre la France et l'Espagne. — Combats dans les Alpes. — Combats du col de Tende, de Tuirano, de Lemonet, de Saint-Barnouil et d'Allasio. — Combats et prise du mont Genèvre, de Saint-Barnouil, etc., etc., etc.

1795 — an III
20 juillet.
(9 therm.)
Bretagne.

Origine et exposé de la guerre des chouans; catastrophe de Quiberon. — Tandis que sur toute l'étendue du territoire français s'agitaient, ainsi que les flots de la mer pendant la tempête, les différents partis qui tenaient divisés les habitants de cette belle contrée; alors surtout que les royalistes se voyaient protégés par des membres du gouvernement et trouvaient un appui jusque dans l'armée républicaine[1], il devenait naturel que les Français qui avaient fui le sol de la patrie pour s'attacher aux héritiers du trône renversé, fissent aussi leurs efforts pour le relever, et s'occupassent, de leur côté, à réaliser la grande espérance du rétablissement de la monarchie. Du midi au nord, les émigrés répandus dans tous les États de l'Europe, se mirent en mouvement, et se disposèrent, en réunissant tous leurs moyens, à prêter la main aux royalistes de l'intérieur. Bientôt on les vit, abandonnant la terre de l'exil, accourir au lieu désigné pour l'embarquement, monter avec l'ivresse de la joie et de l'espérance, sur les vaisseaux préparés par l'Angleterre. Pleins de confiance dans le secours puissant qu'après de si longues promesses le ministère britannique accorde enfin à la cause royale, ils ne doutent plus d'un succès dont les malheureux Vendéens ont déjà désespéré : déjà ils voient, dans leur douce illusion, l'étendard du lis flotter sur toutes les cités de leur

[1] Pichegru.

1795 — an III. Bretagne.

chère patrie, qu'ils vont retrouver enfin après une longue et pénible absence ; et le jeune rejeton de la tige bourbonnienne s'élever, par leurs soins, sur l'antique trône de ses aïeux. Dans le cœur de ces loyaux et fidèles serviteurs de la monarchie, ce dernier sentiment est encore plus fort que le désir de revoir le foyer paternel, et ils consentiraient volontiers à retourner dans leur exil, pourvu que les nobles fils de Henri IV fussent rétablis dans leurs droits légitimes..... Mais combien peu d'entre ces Français jouiront de ce bonheur tardif, et pourquoi faut-il que nous soyons forcés de retracer la grande catastrophe qui fit évanouir une si flatteuse espérance !....

Cependant, avant de reproduire les différents actes de la déplorable tragédie de Quiberon, il convient de donner ici quelques détails sur la *guerre* dite *des Chouans*, dont le peu d'importance et les événements trop peu saillants ne nous ont pas encore permis de nous occuper. Ce furent les chouans qui provoquerent le débarquement des royalistes de l'extérieur; ce furent les communications des chefs de ces partisans qui déterminèrent le gouvernement anglais à tenter la funeste expédition de Quiberon. Il importe de faire connaître les uns et les autres, et nous ferons précéder le récit de l'expédition par l'histoire de la chouannerie, qui l'occasionna.

Le nom de *chouan* fut longtemps une injure en France : il était le synonyme de brigand, et il est vrai de dire que la conduite de plusieurs des hommes qui portèrent ce nom justifiait cette synonymie. Mais les mêmes effets se reproduisent dans toutes les guerres civiles; et si les partis espagnols connus sous le nom de *guerillas* ont été traités de brigands par un grand nombre de leurs citoyens (nous ne parlons pas ici des Français, qui ne pouvaient donner une autre dénomination à des troupes plus qu'irrégulières), s'ensuit-il que tous les Espagnols qui ont si valeureusement soutenu leur indépendance nationale, aient été des voleurs et des assassins? Un parti, quel qu'il soit, prend des auxiliaires partout où il les trouve. Les chouans royalistes avouent encore aujourd'hui qu'il s'est trouvé dans leurs rangs des contrebandiers, des voleurs de grands chemins, des pillards de diligences, des assassins de profession. Mais ces vils instruments n'ont pu échapper, plus

tard, au glaive de la justice, et les véritables chouans n'ont pas été plus déshonorés, par le contact de ces hommes, que les républicains de bonne foi, les amis de la patrie, ne le furent par celui des incendiaires, des massacreurs, des brise-scellés, des voleurs et des bourreaux de la révolution. 1795 — an III. Bretagne.

Quatre frères, nommés *Cottereau*, passent pour être les fondateurs de la chouannerie. Contrebandiers avant la révolution, ils habitaient le village de Saint-Ouen-des-Toits, près de Laval; et, pour exercer ce métier, ils avaient l'habitude de ne sortir que la nuit, afin d'échapper plus sûrement à la surveillance des agents du fisc. On dit qu'afin de se reconnaître dans le silence et dans l'obscurité des bois où ils déposaient des marchandises prohibées, et pour s'avertir en cas de surprise, ils contrefaisaient le cri lugubre de l'oiseau nocturne appelé *chouette* ou *chat-huant*. Il paraît même que, déjà avant la révolution, on ne les désignait, dans les lieux qu'ils fréquentaient, que sous le nom de *chouans*, qui est la prononciation angevine et bretonne du mot *chat-chuant*. Quoi qu'il en soit de cette étymologie, les freres Cottereau, se voyant ruinés, à l'époque de la révolution, par l'abolition de toutes les lois fiscales anterieures et par la liberté rendue au commerce, devinrent les ennemis du nouveau régime, et embrassèrent la cause d'un gouvernement qui les aurait fait pendre pendant son existence, s'ils fussent tombés entre les mains de la justice. Ils formerent, en 1793, près de Laval et de la Gravelle, un rassemblement, composé d'abord de tous les hommes de leur métier, auxquels se joignirent bientòt les mécontents des contrées voisines. Jean Cottereau, dit *Chouan*, l'aîné des quatre frères, fut choisi par ces bandes pour leur chef, et tous ensemble prirent la dénomination générique de *chouans*, qui fut donnée depuis aux royalistes de la Bretagne et d'une partie de la Normandie.

Toutefois ces premiers chouans étendirent peu leurs excursions, et ne s'éloignèrent guère des forêts du Pertre et de la Guerche. Mais, dans le même temps, différents partis se formaient dans la Normandie, le Maine et la Bretagne. Un jeune homme, nommé Piquet-Duboigny [1], âgé de dix-sept ans, pros-

[1] Depuis maréchal de camp.

1795 — an III. Bretagne.

crit avec toute sa famille, qui appartenait à l'ordre de la noblesse, organisa un rassemblement dans les environs de la forêt de Fougères. Bernard de Villeneuve, ancien ami du premier chef de l'insurrection royaliste, le célèbre la Rouarie, s'était également mis à la tête des royalistes du département des Côtes-du-Nord. Boishardy, officier au régiment de Royale-Marine avant la révolution, avait organisé plusieurs bandes dans quelques-uns des départements qui divisent l'ancienne province de Bretagne. Ce chef avait sur l'esprit des Bas-Bretons un ascendant d'autant plus fort, qu'ils le croyaient doué du don de prédire l'avenir. Le Morbihan était, de tous ces départements de la Bretagne, celui où l'insurrection avait un caractère plus prononcé. Trois gentilshommes bas-bretons, le comte de la Bourdonnaye, ancien capitaine de cavalerie, le chevalier de Silz et le comte de Boulainvilliers, se disputaient le commandement suprême de cette contrée.

Telle était la situation de la chouannerie, à la fin de 1793. Lorsque les Vendéens, vaincus à Chollet, traverserent la Loire pour porter le théâtre de la guerre dans la Normandie et dans la Bretagne, on a vu que les chouans parurent d'abord vouloir se joindre à eux; mais, dispersés avec les troupes de Laroche-Jacquelein, dans les journées du Mans et de Savenay, ils se retirerent dans leurs forêts, et reprirent leurs précédentes habitudes de guerre avec la république, en arrêtant les courriers, les convois, en pillant les voitures qui portaient l'argent du fisc, et en ravageant les propriétés de ceux qui étaient connus pour leur attachement à la révolution.

Pour conduire ces rassemblements partiels et désordonnés vers un but utile à la cause royale, un chef était nécessaire. Il fallait en trouver un qui fût capable de leur donner, par une bonne organisation, la consistance qui leur manquait. Le comte Joseph de Puisaye, né dans le Perche, de la famille Lacoudrelle, député de la noblesse de la province aux états généraux, se présenta pour cette tâche difficile : il fut agréé.

Cet homme, qui ourdit tant d'intrigues sans en terminer aucune, qui joua tant de rôles sans aptitude pour un seul, qui n'eut pour lui que les dehors d'une belle représentation, sans posséder le génie du capitaine ni le courage du soldat;

qui, par sa pusillanimité, perdit toutes les affaires qu'il voulut diriger; cet homme, disons-nous, s'était d'abord montré partisan zélé des innovations révolutionnaires; mais l'aveugle ambition qui le tourmenta toute sa vie, avait égaré ses opinions. Ne trouvant rien à gagner à la révolution, il se montra royaliste en 1793. Commandant à cette époque la garde nationale d'Évreux, son génie turbulent lui suggéra le projet d'organiser une insurrection, dont prudemment il réservait le commandement à Félix Wimpfen, avec lequel il était lié. Ce projet n'ayant pu réussir, il se jeta dans le parti du fédéralisme après le 31 mai, forma des rassemblemements, et fut vaincu à Puy-sur-Eure, comme nous l'avons déjà rapporté, avec Wimpfen, qui commandait les fédéralistes du Calvados.

1795—an III. Bretagne.

Proscrit par la Convention, Puisaye se retira en Bretagne, après sa défaite, avec un nommé Focard, qui, de son chirurgien, était devenu son ami et son conseil, et un certain colonel fédéraliste, appelé Leroy. Des manières aisées, une jactance propre à séduire des gens simples, l'annonce des grands projets dont il paraissait incessamment occupé, acquirent bientôt à cet ambitieux la bienveillance, l'estime, et même le dévouement des paysans bretons, au milieu desquels il crut devoir se cacher. Sa réputation s'étendit bientôt en Bretagne, et prit un tel accroissement, que les chouans de ce pays, et les débris de cette malheureuse troupe vendéenne détruite à Savenay, lui envoyèrent, dans le même temps, une députation pour le presser de se mettre à leur tête.

Puisaye, qui se faisait appeler par les chouans le comte Joseph, habitait alors une caverne de la forêt du Pertre, qui servait aussi de refuge à un ancien officier de cavalerie nommé Delegge, et à un prêtre, frère de ce dernier, tous les deux proscrits. C'est dans cette retraite qu'il reçut les députés des chouans. Presque dans le même temps, il y fut rejoint par un certain *Prigent*, qui leur servait d'émissaire pour communiquer avec les Anglais. La proposition des chouans ne pouvait pas manquer d'être accueillie, et le nouveau chef établit son quartier général dans cette même caverne des Delegge, et s'occupa de suite de nommer son état-major; mais pendant qu'il préparait l'organisation des royalistes, il faillit être enlevé par les répu-

1795 – an III. Bretagne. blicains ainsi que tous ceux qui habitaient la forêt. Les autorités locales avaient été informées du rassemblement qui s'organisait sous les auspices et par les soins de Puisaye. Un détachement des gardes nationales des environs vint un matin entourer le quartier général de la nouvelle insurrection. Deux officiers de l'état-major de Puisaye, le Hachois et la Massue, sont surpris au moment où ils sortent de la caverne. Le premier parvient à se dégager avec son sabre, la Massue tombe percé d'une balle. Au bruit de la fusillade, Puisaye cherche ses armes ; Focard, plus prompt et plus intrépide, se présente à l'entrée du souterrain, et ne craint pas de soutenir l'attaque des gardes nationaux, dont il renverse trois des plus avancés. « Chargeons, s'écrie le vaillant chirurgien. » Puisaye et ses compagnons le suivent ; ils parviennent à se faire jour à travers les baïonnettes des républicains, qui, frappés de l'audace de Focard, et saisis d'une terreur panique, se croient enveloppés eux-mêmes par une troupe de chouans. Puisaye et sa petite troupe s'échappent à travers la forêt, avant d'avoir donné au détachement ennemi le temps de se reconnaître.

Le général Beaufort, qui commandait à Rennes, fit fouiller le lendemain la forêt du Pertre. Les troupes républicaines se répandirent autour de la forêt, et traquèrent les chouans comme des bêtes fauves. 6 à 700 d'entre eux furent tués ou pris dans cette exploration, et c'est alors que périt Jean Cottereau, l'aîné des quatre frères dont nous avons parlé, et qui avait été déclaré, comme on l'a vu, chef de la première insurrection. Cerné par les républicains, il s'était retranché dans un hallier, et se défendait avec toute la fureur du désespoir. Quatre tombent morts à ses pieds. Enfin, un grenadier d'un bataillon de la Manche le couche en joue, et lui perce le corps de deux balles. La tête de Cottereau, placée au bout d'une baïonnette, fut portée en triomphe à la Gravelle. La caverne de Puisaye avait été fouillée la veille, et les républicains y trouvèrent des documents précieux sur les relations de ce chef avec l'Angleterre, et le plan d'organisation qu'il se proposait de donner à la chouannerie. Ces événements se passaient à la fin de janvier 1794.

Cependant Puisaye ne se laissa point abattre par ce revers momentané. Les dangers qu'il venait de courir, dans cette dernière

circonstance, le rendant plus intéressant aux yeux des Bretons insurgés, lui assurèrent plus d'ascendant que jamais sur l'esprit de ces paysans simples et crédules; bientôt il donna à la chouannerie une extension qu'elle n'avait point eue jusqu'alors. Il profita habilement de l'hospitalité accordée à plusieurs chefs secondaires de la grande Vendée, pour les engager à servir sous ses ordres, et à l'aider dans l'organisation définitive qu'il voulait donner à son parti. Forestier, qui avait commandé en second la cavalerie vendéenne, et que l'on a vu figurer au siége de Granville; Chautereau, Diamand du Péret, Guignard, Duponchet, Bréchard, le comte de Bellevue, le chevalier de Caquerey, Fabré, Jarry, et Tuffin d'Ussy, proche parent de la Rouarie, se joignirent à Puisaye de cette manière, reconnurent son autorité, et reçurent de lui le commandement. Gardant auprès de lui Bréchard, dont il appréciait l'activité, le général des chouans se fixa aux environs de Rennes, comme point central et principal. 1793—an III. Bretagne.

Le nombre de ses partisans s'accrut bientôt assez pour qu'il osât former le dessein de s'emparer de Rennes par surprise. Les ordres furent expédiés, en conséquence, aux différents chefs de chouans, pour se rassembler, à un jour fixé, dans la forêt du Pertre; mais un transfuge révéla tout le projet au commandant de la ville menacée. Celui-ci prit aussitôt des mesures efficaces pour repousser le danger, et la veille du jour fixé pour le rassemblement de tous les siens, Puisaye se vit tout à coup attaqué par la garnison de Rennes, à laquelle s'était jointe une grande partie de la garde nationale de cette ville. Les chouans, furieux d'être prévenus dans leur dessein, n'en firent pas moins bonne contenance, et tinrent quelque temps en échec les forces républicaines; mais le prudent Puisaye crut devoir se retirer et se dirigea sur Buignon, dans le département du Morhiban.

Sa présence électrisa les royalistes de ce département. Ils accoururent en foule sous les drapeaux de celui qu'ils regardaient comme le dernier soutien de leur cause. Obéissant à ses ordres, les chefs de ce pays forment en toute hâte, dans la forêt de Manlacé, un rassemblement de 7 à 8,000 hommes. Cette mesure était urgente, car le jour même du combat livré dans la forêt du Pertre, le tocsin républicain avait sonné dans toutes

1795—an III. Bretagne. les communes qui environnent la ville de Rennes. Le général Beaufort avait réussi à rassembler 3,000 hommes et 80 chevaux. Il se mit sans retard à la poursuite de Puisaye, et l'atteignit dans la plaine qui se trouve entre Plelan et Baignon. Les chouans, quoique bien supérieurs en nombre, ne purent résister à l'attaque des républicains. Ils se débandèrent, et Puisaye, obligé de fuir une seconde fois, se retira en donnant encore aux chouans la forêt du Pertre pour point de ralliement. Les royalistes s'étaient dispersés avec tant de rapidité, qu'il devint impossible aux républicains de les poursuivre, et le général Beaufort revint à Rennes, ignorant la route que Puisaye avait prise. Il ne tarda pas à être informé que la forêt du Pertre servait encore d'asile à ce chef. Le général rassemble de nouveau les troupes, et fait entourer la forêt. Il rencontre au bourg de Liffré, entre Rennes et Fougères, son adversaire, occupant ce poste avec environ 700 chouans. Ces derniers furent défaits à la première attaque. Environnés de tous les côtés, la plupart furent massacrés. Le chevalier de Troroux, Tuffin d'Ussy, Duponchet et Fabré furent criblés de blessures, et perdirent la vie dans cette sanglante mêlée. Puisaye parvint encore, avec quelques autres officiers, à s'échapper de cette boucherie. Il s'était jeté à bas de son cheval, quand il aperçut la déroute de ses chouans, et il se sauva à travers les bois, les broussailles et les ravins, jusque dans un petit vallon, où, fort heureusement pour lui, il trouva un détachement de 400 hommes, que le chef Jarry amenait à son secours. Au moyen de cette escorte il lui fut facile de gagner Redon, où vinrent le joindre les chefs qu'il avait envoyés dans la Bretagne, et qui lui apprirent que les rassemblements ordonnés par lui dans ces contrées, se régularisaient et présenteraient bientôt une masse de résistance imposante.

Ce fut à cette époque que le gouvernement britannique, excité par les rapports de Puisaye, qui paraissait jouir de quelque crédit auprès des ministres anglais, et encouragé d'ailleurs par le spectacle des divisions auxquelles la république était en proie, parut prendre enfin la résolution de tenter un dernier effort, pour donner à la guerre civile une consistance propre à renverser promptement le nouvel ordre des choses et à rétablir le gouvernement des Bourbons. Le 1er avril 1794, Pitt avait informé la

chambre des communes, que le gouvernement jugeait convenable de prendre à sa solde un corps d'émigrés français, et le lendemain le *bill* passa après une légère opposition. Le ministre donna aussitôt des ordres pour la formation de quatre régiments d'émigrés, de deux bataillons chaque, formant, par régiment, un total de 1651 hommes. Ces troupes devaient se réunir à Jersey.

Cette mesure, qui annonçait enfin la détermination de servir utilement la cause royale en France, engagea les princes de la maison de Bourbon à seconder, de tous les moyens qui étaient en leur pouvoir, le dévouement des royalistes de l'intérieur. Le comte d'Artois, qui se trouvait en Angleterre, nomma le marquis Dudresnay, ancien officier des chevau-légers de la maison du roi, pour aller en son nom commander en chef en Bretagne. Cette disposition du prince était peut-être imprudente dans l'état où se trouvait l'insurrection de la Bretagne. Puisaye, qui l'avait organisée, devait nécessairement se trouver mécontent d'une mesure qui lui enlevait le prix de ses travaux, et son mécontentement pouvait avoir de l'influence dans le pays insurgé. Aux yeux de beaucoup de chefs de chouans, le choix du prince paraissait d'autant plus impolitique, que Dudresnay passait pour un courtisan sans énergie, faible, bien plus ambitieux qu'habile, et incapable, sous plus d'un rapport, de diriger un parti considérable. Puisaye s'aperçut bien vite qu'un tel rival était peu à redouter; mais, pour mieux réussir à le perdre, et sur l'avis du chevalier de Tinteniac, qui était venu auprès des insurgés en qualité d'envoyé particulier du lieutenant général du royaume, Puisaye se décida à passer lui-même en Angleterre.

Cependant, avant de partir, le comte continua à prendre les mesures qu'il crut convenables pour assurer le succès de l'insurrection générale de la Bretagne. Déjà le Morbihan se trouvait soulevé presque en entier. Douze partis pouvant former un total de 14,000 hommes armés régulièrement, et 20,000 paysans, étaient déjà organisés sous les ordres du chevalier de Silz, du comte de Boulainvilliers, des deux Lantivy, de Guillemot, Bonfils, Jeanjean, Berthelot, Robinot de Saint-Régent, d'Allègre de Saint-Tronc, Georges Cadoudal, et Lemercier, dit *La Vendée*. Ces deux derniers devaient bientôt commander seuls dans le Morbihan.

1795 — an III. Bretagne. Puisaye chargea le comte de Bellevue de surveiller, pendant son absence, la conduite et les mouvements de ces différents chefs. Boishardy et Tristan l'Hermite, compatriotes de Puisaye, reçurent une commission semblable; le premier, dans le département des Côtes-du-Nord, et le second, dans le bas Maine. Le vicomte de Scépeaux, élève et ami du héros vendéen Bonchamp, fut envoyé pour présider l'insurrection dirigée par Dieusec, Moulins et Coquereau, sur divers points de l'Anjou, et dans cette partie de la Bretagne qui se trouve bornée au sud par la Loire, et à l'ouest par la Vilaine. Après avoir pris ces dispositions, Puisaye publia, le 26 juillet 1794, une proclamation signée de 45 généraux et officiers supérieurs royalistes, dans laquelle il vouait à la mort tous les Français qui resteraient neutres dans cette grande querelle entre la monarchie et la république, et déclarait rebelles à la France et au roi tous ceux qui abandonneraient les villes, bourgs ou villages à l'approche des républicains, au lieu de se défendre contre eux jusqu'à la dernière extrémité. Il faisait défense, sous les peines et les châtiments les plus sévères, à tous les receveurs des deniers publics, de verser leurs fonds ailleurs que dans les caisses des armées royales. Puisaye s'occupa ensuite de la nomination d'un conseil général d'administration et de guerre. Il le composa de six membres : Desoteux, Cormatin, Charles Boishardy, Chantereaux, Jarry et l'ex-constituant Boutidoux. Cormatin, déjà revêtu du titre de major-général de l'armée des chouans, fut choisi pour présider ce conseil et diriger les mouvements militaires pendant l'absence de Puisaye. Celui-ci quitta alors l'armée, et, après avoir couru les plus grands dangers, avant de parvenir à la côte, il réussit à s'embarquer avec son fidèle émissaire Prigent, et aborda en Angleterre.

Ce Cormatin, qui était appelé ainsi par Puisaye à exercer la suprême influence sur les opérations de l'armée *chouanne*, était un aventurier étranger au pays insurgé. Il était loin d'avoir la grande habitude de l'intrigue, la souplesse et l'expérience des hommes, que possédait son patron. Après le départ de ce dernier, les autres chefs, qui paraissaient avoir eux-mêmes sollicité la nomination de Cormatin, s'indignèrent d'obéir à un homme presque inconnu, et qui n'avait aucun titre à cette dis-

tinction. La division se mit parmi eux, les esprits s'aigrirent, 1795—an III. Bretagne.
et la guerre, que Puisaye avait voulu faire en grand, à la manière des Vendéens sous Bonchamp, d'Elbée et Laroche-Jacquelein, prit tout à coup un autre caractère. De même que l'on a vu dans la Vendée Charette et Stofflet rivaliser, avec certains agents républicains, de rigueur et d'atrocité dans leurs mesures, nous pourrions présenter aussi, si nous ne répugnions point à tracer encore de pareils tableaux, les chouans, sous le commandement anarchique de Cormatin, se livrant à tous les excès et à toutes les horreurs dont les guerres civiles sont malheureusement presque toujours souillées. Malgré la prétendue régularité apportée dans l'organisation des différents partis ou rassemblements, auxquels on donnait le nom de division de l'armée royale, la perfidie et la cruauté remplacèrent la loyauté qu'on devait naturellement attendre de ceux qui s'annonçaient comme agissant, au nom d'un Dieu de paix, pour un roi et des princes dont on ne pouvait pas soupçonner les intentions généreuses. En voyant les chouans piller et ravager les contrées où ils étaient en armes, les paysans bretons montrèrent tout à coup beaucoup de répugnance à prendre parti avec des hommes quelquefois plus à craindre pour eux que les républicains ou les *bleus* (surnom que donnaient aux soldats de la république les Vendéens et les chouans). Par cette nouvelle disposition des esprits, menacé d'être abandonné et de voir ses partis se dissoudre, faute de moyens de recrutement, Cormatin publia un arrêté qui condamnait à mort tout individu qui ne se déclarerait pas pour ou contre lui. Cette mesure, qui rappelait la loi d'Athènes déclarant traître à la patrie tout citoyen qui ne prendrait point parti dans une émeute, fut pour les chouans comme le signal des violences les plus odieuses, du pillage, du meurtre et de l'incendie. Les républicains répondirent à ces excès par des excès semblables, et les deux partis, dans cette lutte effroyable, répandirent la misère et la désolation dans les contrées où ils se trouvaient journellement aux prises.

Cependant le général Hoche, que la révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) avait tiré des cachots de la Conciergerie, où l'avait fait jeter le décemvir Saint-Just, venait de succéder aux généraux Rossignol et Moulins dans le comman-

1795—an III. Bretagne. dement de l'armée républicaine des côtes de Brest et de Cherbourg. Ce jeune héros, que dévorait un ardent amour de la patrie, et qui l'avait sauvée en chassant, à la fin de 1793, les Prussiens et les Autrichiens des fameuses lignes de Weissembourg, apporta dans la nouvelle guerre dont il était chargé l'expérience de son génie, et cette infatigable activité qui lui avait fait surmonter tant d'obstacles dans sa célèbre campagne du Rhin. Destiné à agir contre les chouans, il renonça d'abord au système suivi jusqu'alors, et adopta celui des camps retranchés, dont l'établissement dans la Vendée prouvait déjà l'utilité; mais, témoin des horreurs qui accompagnent nécessairement les guerres civiles, son âme généreuse soupira de n'être pas employée sur un théâtre plus honorable. Ce ne fut qu'avec la plus extrême répugnance qu'il se vit contraint de combattre contre des Français, et de faire verser le sang de ses concitoyens. On entendit souvent ce noble guerrier s'écrier, à la suite d'un engagement avec les chouans : « Oh! qu'heureux sont ceux qui n'ont à combattre que des étrangers! » Il éprouvait une espèce d'humiliation à descendre au métier de partisan, et la gloire de ses premiers compagnons d'armes, lui rendant encore plus insupportable le rôle secondaire qu'on lui faisait jouer, troublait son sommeil et lui faisait éprouver les regrets d'une noble rivalité [1].

Le spectacle des assassinats commis chaque jour par les Français des deux partis, en lui causant une profonde douleur, lui inspira en même temps le dessein de fermer la plaie de la guerre civile. Convaincu par sa propre expérience que la rigueur était inutile pour réduire des hommes qu'il était difficile

[1] On a cité dans plusieurs relations ce passage d'une lettre familière de Hoche à l'un de ses amis, qui servait dans l'armée de Sambre-et-Meuse : « Je fais, écrivait-il à cet ami, ce qu'on appelle la guerre des chouans. Les drôles de gens! on ne les voit jamais. Continuez, mes amis, d'enlever les villes d'assaut, de forcer des places inexpugnables, de gagner de grandes et importantes batailles. Et toi, continue de m'envoyer le premier les immortels détails de ces actions : de mon côté, lorsque nous aurons pris un chouan, je m'empresserai de te transmettre cette grande nouvelle. »

Cette lettre est en même temps un monument de la gaîté naturelle du général, et de la guerre singulière à laquelle il était obligé, malgré lui, de prendre part.

d'atteindre et de forcer à combattre, il résolut d'essayer si la générosité n'aurait pas plus de pouvoir sur ces cœurs farouches et indomptés. La discipline la plus sévère fut introduite dans ses camps, les soldats eurent ordre d'avoir pour les chouans tous les égards que permettait la fierté républicaine. Hoche défendit les voies de fait et les représailles, qui ne faisaient qu'irriter les esprits en leur inspirant le désespoir. Il commanda de ne traiter en ennemis que les chouans rencontrés les armes à la main, et s'étudia à gagner la confiance de tous ceux qui devenaient ses prisonniers, en leur prouvant qu'il ne voyait en eux que des Français. Le premier, enfin, Hoche eut l'honneur de présenter au gouvernement républicain les mesures qui amenèrent la première pacification de la Vendée, et qui réussirent au moins à faire tomber momentanément des mains des Français ces armes parricides dont ils se frappaient avec un mutuel acharnement. Dans toutes ses communications avec le Comité de salut public, Hoche répétait que « quelques proclamations où serait la promesse d'oublier de bonne foi le passé feraient plus que des pièces de 16 ! »

1795 – an III. Bretagne.

La conduite pacifique tenue par Hoche dans la Bretagne, conduite si opposée à celle de l'intrigant Cormatin, produisit l'effet qu'en espérait le général républicain. Du moment où la saine partie des Bas-Bretons s'aperçurent qu'ils trouvaient aide, protection et justice auprès des officiers républicains, tandis qu'auprès des chouans ils éprouvaient souvent persécution et violence, ils renoncèrent à s'armer pour leur opinion, et prirent la détermination de rester dans leurs foyers, devenus paisibles depuis que Hoche avait ordonné à ses troupes de les respecter. Cormatin et plusieurs autres chefs se virent en peu de temps abandonnés par la plus grande partie des paysans ou cultivateurs qui faisaient la principale force de ces rassemblements. Cet abandon, et plus encore l'exemple de Charette et de Stofflet, décidèrent le général des chouans, malgré l'expresse défense faite par Puisaye d'entrer jamais en aucun accommodement, à prendre part aux conférences qui eurent lieu entre les délégués conventionnels et les différents chefs royalistes. On a vu plus haut qu'en effet le gouvernement républicain, convaincu sans doute par les raisonnements du général

1795 — an III. Bretagne. Hoche, et voulant d'ailleurs se faire un mérite, aux yeux de la nation, de sa conduite modérée, avait lui-même proposé la paix à tous les fauteurs de la guerre civile. Hoche fut d'abord nommé pour suivre les conférences qui se tenaient à la Mabillais, près de Rennes. Mais Cormatin, qui ne cherchait, à l'exemple de Charette et de Stofflet, qu'une suspension d'armes dans la paix proposée par le gouvernement républicain, et de nouveaux moyens d'organiser les forces de son parti, Cormatin craignit la franchise et la perspicacité du général. Il fit solliciter son exclusion des conférences; et cette pacification, dont Hoche avait été le moteur, et qu'il eût voulu asseoir sur des bases solides, fut conclue et signée sans sa participation. Les conditions du traité avec les chouans furent à peu près les mêmes que celles qui avaient été accordées à Charette et à Stofflet.

La tranquillité que les trois traités de la Jaunais, de Saint-Florent et de la Mabillais auraient dû assurer, sembla régner quelque temps dans les pays insurgés; mais, comme nous venons de le dire, les royalistes n'avaient voulu qu'une trêve : elle ne tarda pas à être rompue. La modération subite de cette Convention, naguère si terrible, n'avait servi qu'à augmenter le nombre de ses ennemis; et bientôt arriva le moment où ceux-ci purent mieux que jamais se flatter de triompher. Puisaye, qui était passé en Angleterre dans le seul dessein d'engager cette puissance à seconder, d'une manière efficace, les efforts de son parti, venait d'obtenir d'elle ce que, jusqu'alors, ni les princes, ni les émigrés, n'avaient pu lui faire entreprendre. L'astucieux chef des chouans avait persuadé au cabinet de Saint-James que les royalistes de la Bretagne, disséminés en bandes dans ce vaste pays, méritaient mieux l'appui du gouvernement que les troupes plus régulières de Charette et de Stofflet. Cette erreur, dans laquelle les ministres anglais se laissèrent entraîner, prouverait dans le comte de Puisaye un grand talent pour l'intrigue, si d'ailleurs on ne savait pas qu'il importait peu à l'Angleterre de quels hommes elle se servît, pourvu qu'elle pût réussir dans son dessein de rallumer plus que jamais la guerre civile en France. Les traités conclus récemment avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne, inspiraient

aux Anglais la crainte de voir la république prendre enfin une consistance politique, et tourner contre les Iles Britanniques ses armes victorieuses. Ainsi cette même puissance, qui avait hésité si longtemps à porter des secours aux Vendéens dans le temps de leurs succès, cédait tout à coup à l'éloquence d'un aventurier, et se décidait à faire les frais d'une expédition gigantesque pour soutenir un parti qui n'avait encore éprouvé que des défaites, dans un moment où la république, en paix avec une partie de l'Europe, se trouvait avoir une prépondérance et des moyens plus puissants que jamais. 1795 — an III. Bretagne.

Le bruit de la nouvelle détermination de l'Angleterre, et la certitude qu'elle se décidait enfin à faire pour les fils de Louis XIV ce que ce roi avait tenté pour le fils des Stuarts, firent accourir le comte d'Artois des bords de la Newa, où il avait été visiter l'impératrice Catherine. Armé par les propres mains de cette célèbre souveraine, et après avoir reçu d'elle l'assurance de secours encore plus considérables que ceux qu'annonçait l'Angleterre, Charles-Philippe se rendit de Saint-Pétersbourg à Londres, avec le noble espoir de contribuer lui-même à replacer sur la tête de son neveu l'antique couronne de Hugues Capet. Le comte d'Artois se fit communiquer par Puisaye tous les plans que ce dernier avait dressés pour la réussite de cette grande entreprise, et c'est avec lui qu'il se concerta sur les nouvelles mesures à prendre dans cette circonstance solennelle. Louis de Frotté fut envoyé pour aller insurger la Normandie, ayant sous ses ordres Dutrésor, nommé d'avance colonel de la cavalerie normande qu'on espérait lever; Tinteniac partit pour aller commander, comme maréchal de camp, dans le département des Côtes-du-Nord; Dallègre de Saint-Tronc passa dans le Morbihan, pour en prendre le commandement au nom du prince; Piquet-Duboigny se rendit pour le même but dans l'Ille-et-Vilaine : plusieurs chefs reçurent aussi diverses destinations. Afin de faciliter la correspondance, le prince de Bouillon s'établit dans l'île de Jersey, avec ordre de ne communiquer au comte d'Artois que les rapports qui pourraient l'intéresser.

Avec le prince, et sur la seule annonce que l'Angleterre

1795 — an III. Bretagne.

armait enfin pour seconder efficacement les royalistes de l'intérieur de la France, étaient aussi accourus tous les Français que l'exil commençait à fatiguer, et qui brûlaient du désir de revoir une patrie sur laquelle leurs yeux avaient été constamment fixés. Ils abordaient en foule en Angleterre, et sollicitaient, comme une faveur, de faire partie des régiments d'émigrés déjà à la solde du gouvernement britannique, ou d'en composer de nouveaux. Leur demande ne pouvait manquer d'être accueillie; tous furent employés ou classés. Un grand nombre d'entre eux étaient des officiers de l'ancienne marine royale de France. Obligés de quitter leur patrie, dans le temps que le système de n'employer que des hommes nouveaux avait été adopté par l'ancien Comité de salut public, presque tous s'étaient noblement refusés à prendre du service dans la marine anglaise, et avaient mieux aimé s'exposer à toutes les misères de l'exil, que de contribuer aux succès d'une puissance que la marine française avait quelquefois humiliée. Appelés par un prince français, ils vinrent tous se ranger autour de lui, et furent incorporés dans les régiments d'infanterie qui devaient composer l'expédition méditée. Cette fatale mesure, qui, par l'événement, priva la France des officiers qui pouvaient un jour rétablir la splendeur de sa marine, fut attribuée à des vues cruellement machiavéliques, de la part d'une puissance dont la conduite politique a quelquefois donné prise à des soupçons aussi injurieux. L'opinion s'accrédita dans le temps, et subsiste peut-être encore aujourd'hui, que l'Angleterre adopta cette idée, dans le but de faire disparaître des hommes dont elle redoutait les talents et la valeur.

Cependant de nombreux émissaires envoyés par le prince et Puisaye se répandirent dans le Poitou, la Bretagne, l'Anjou, la Normandie et le Maine, et soufflèrent dans les cœurs royalistes le désir de reprendre les armes; mais la première ardeur pour une cause trop souvent vaincue s'était affaiblie. Les douceurs de la paix, et la modération que les républicains affectaient envers les paysans et la classe laborieuse du peuple, avaient fait perdre à ceux-ci le souvenir de leur première haine. Peu d'entre eux prêtèrent l'oreille aux

insinuations qu'on leur fit, et se décidèrent à quitter un repos qui leur était profitable, pour recommencer une guerre dont les maux commençaient à se réparer. Les chefs seuls montrèrent de l'enthousiasme, et firent de nouvelles tentatives pour donner à l'insurrection une force qu'elle ne pouvait plus atteindre. Dans la Vendée proprement dite, seulement, les esprits parurent répondre dignement à l'appel qui était fait au courage. Cette contrée, premier foyer de la guerre civile, renfermait encore des hommes auxquels les noms de religion et de roi pouvaient faire tout entreprendre; mais, malgré les ordres positifs du prince, Charette et Stoffiet restaient divisés par une haine implacable, qu'aucune considération, pas même celle de la cause qu'ils servaient, ne pouvait éteindre : unis, ils auraient pu faire une grande et utile diversion en faveur de l'expédition; désunis, ils avancèrent sa perte, en la privant des secours propres à la favoriser. Nous verrons plus tard, en parlant de l'expédition de l'Ile-Dieu, quelle fut la conduite de ces deux chefs dans cette solennelle circonstance.

1795—an III. Bretagne.

De son côté, Cormatin, qui possédait toujours la confiance de Puisaye, et qui n'agissait que d'après les instructions de ce dernier, n'oublia aucun moyen d'augmenter la force de l'insurrection dans les contrées restées sous son commandement. Corrigé par l'expérience, il avait regagné la confiance des chefs secondaires, et, par leur secours, il travaillait à augmenter le nombre des chouans. L'or de l'Angleterre à la main, il s'appliquait surtout, et souvent avec succès, à exciter les soldats français à la désertion. Il excellait tellement dans le talent d'embaucher, qu'il recruta jusque sous la tente de Hoche, dont un des domestiques et le maréchal des logis des guides du quartier général passèrent un matin au service de la chouannerie organisée. Les menées de Cormatin n'étaient cependant pas si secrètes, qu'elles pussent échapper à la vigilance toujours active du général républicain. Les desseins cachés des chouans, traitant cauteleusement à la Mabillais, lui étaient connus. Il dissimulait aussi comme eux, et n'attendait que les ordres du Comité du gouvernement pour agir légalement. Il obtient l'autorisation nécessaire, et il tombe

1795—an III. Bretagne. tout à coup, comme la foudre, sur le parti qui croyait l'avoir trompé. Cormatin, Solihac, Jarry et plusieurs autres sont arrêtés aux environs de Rennes, au moment où, sous le prétexte d'aller à une foire, ils se rendaient, à la tête d'un rassemblement de chouans, au bourg de Cisay, pour s'emparer, par surprise, d'un parc d'artillerie qui s'y trouvait.

La nouvelle de cette arrestation se répandit rapidement dans tout le pays royaliste. Elle fut pour les chefs le signal de reprendre les armes. Ainsi Hoche, qui avait fermé dans ces contrées le temple de Janus, fut contraint d'en rouvrir les portes. Mais l'acte d'hostilité forcée qu'il venait de faire n'avait devancé que de quelques jours la nouvelle levée de boucliers préparée contre les républicains. On courut aux armes dans les deux partis. Charette et Stofflet reparurent à la tête de leurs troupes, et les chouans, conduits par les chefs qui avaient succédé à ceux qui venaient d'être arrêtés, s'organisèrent de nouveau en bandes, et recommencèrent leurs ravages. Différents engagements, dans l'un desquels le chevalier de Silz, que nous avons déjà signalé, fut fait prisonnier, avaient eu lieu entre les chouans, les Vendéens et les républicains, lorsqu'on apprit que l'expédition projetée avait enfin quitté les ports d'Angleterre et faisait voile pour la France.

L'armement préparé contre la république était un des plus considérables qu'on eût faits dans ces derniers siècles. Il avait coûté des sommes énormes à l'Angleterre, qui croyait ne pas payer assez cher l'espoir de faire battre des Français les uns contre les autres. Outre les émigrés, que le désir de rentrer vainqueurs dans leur patrie avait fait accourir en foule, l'Angleterre avait employé tous les genres de séduction pour engager les Français que le sort de la guerre avait mis entre ses mains, à prendre parti pour la cause royale. Ces malheureux, qui périssaient de faim et de misère sur ces mêmes pontons où depuis ont expiré tant d'individus de la même nation, victimes de la froide barbarie d'un peuple qui ose se vanter de son humanité; ces prisonniers, placés entre un trépas presque certain et des chances moins terribles et moins instantes, saisirent ce moyen de retourner dans une patrie qu'ils croyaient à jamais fermée pour eux. L'Angleterre se

persuada que tous ces hommes oublieraient facilement la cause qui les avait rendus prisonniers, et qu'ils combattraient franchement dans les rangs des royalistes. Nous verrons combien cette erreur, ou plutôt cette perfidie, devint funeste au succès de l'expédition. Quoi qu'il en soit, au moyen de ce recrutement extraordinaire, on était parvenu à former dix régiments ou légions, dont voici les noms : *Royal-Louis*, *Loyal-Émigrant*, *Royal-Artillerie*, commandé par le comte de Rotalier, les légions d'*Hector* et de *Dudresnay*, les régiments de *Béon*, de *Damas*, de *Salm*, de *Rohan* et de *Périgord*. Ces troupes, qui formaient la première division de l'expédition, pouvaient monter à 10,000 hommes. La seconde division, aux ordres du comte Charles de Sombreuil, était forte de 3 à 4,000 hommes, et se composait des régiments levés en 1794, en Allemagne, pour le compte de l'Angleterre. Le comte d'Hervilly, ancien colonel du régiment de *Rohan-Soubise*, commandait la premiere division. Le comte de Puisaye, le marquis de Conflans, le comte de Botherel, le duc de Levis, le marquis de Contades, le comte Joseph de Broglie, le comte de Vauban, Dubois-Berthelot, le chevalier de Tinteniac, et une foule d'autres chefs qui se trouvaient, soit à la tête soit dans les rangs des divers régiments, avaient tous été commissionnés par le comte d'Artois, et ce prince avait également nommé le comte d'Hervilly, général en chef de l'armée expéditionnaire. René de Herré, évèque de Dol, qui avait prêché à Londres cette espece de croisade royaliste, son grand vicaire, et plus de 60 ecclésiastiques bretons, faisaient également partie de l'expédition, et devaient, par leurs prières, attirer sur elle la bénédiction céleste. Des munitions immenses, des armes pour 80,000 hommes, des habits pour 60,000, des canons et autres pièces d'artillerie de tout calibre, des provisions de bouche en abondance, deux millions en or, et plusieurs milliards de faux assignats fabriqués à Londres, chargeaient plus de cent bâtiments de transport. L'amiral Waren devait escorter ce convoi avec deux vaisseaux de 74, quatre frégates, deux corvettes, deux cutters, et quatre chaloupes canonnières tandis qu'une escadre anglaise, forte de quinze vaisseaux de ligne,

1795 — an III.
Bretagne.

1795—an III. Bretagne. dont trois à trois ponts, devait croiser sur les côtes pour protéger l'expédition.

Cependant une flotte républicaine, composée de seize vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, croisait elle-même dans l'Océan, moitié à la hauteur de Belle-Isle, et l'autre moitié devant Brest. La frégate anglaise *la Galatée*, qui marchait en avant du convoi, aperçut, le 24 juin, la partie de la flotte française stationnée devant Belle-Isle, et courut en donner avis à l'amiral Bridport, commandant l'escadre anglaise. Celui-ci fait aussitôt force de voiles, dans le dessein d'attaquer les républicains. Il réussit, par une habile manœuvre, à percer la ligne française, et la dispersa en lâchant toutes ses bordées. Dans le même temps s'opérait un premier débarquement d'armes et de munitions sur la côte de Bretagne. L'amiral Villaret-Joyeuse, qui se trouvait à bord de l'escadre qui croisait devant Brest, avait mis à la voile aussitôt qu'il s'était douté du dessein de lord Bridport. Il rallia la division de Belle-Isle, et, se trouvant à la tête de toutes les forces républicaines, il courut sur l'ennemi pour lui donner la chasse. L'Anglais, ne se sentant point supérieur, força de voiles et évita le combat; mais, tout en fuyant, il manœuvra pour se joindre à une autre division anglaise. S'apercevant du dessein de l'ennemi, et témoin de la jonction qui vient de s'opérer, l'amiral Villaret vire de bord à son tour, et fait les plus grands efforts pour courir sur la terre et se mettre en sûreté sous la protection des batteries de la rade de Brest; mais un coup de vent, qu'il ne peut maîtriser, l'éloigne tout à coup de la côte, et le ramène au sud, dans les eaux de Belle-Isle. En vain il manœuvre pour regagner la terre et éviter le combat; il est joint dans la soirée et forcé d'accepter l'engagement. La mer était devenu calme, et les deux escadres purent longtemps se canonner, non-seulement à boulets, mais même à mitraille. L'avantage restait indécis, et Villaret soutenait glorieusement l'honneur du pavillon français, quand Bridport, fatigué d'échanger sans résultat des coups de canon, profite d'une brise qui s'élève, fond sur l'escadre républicaine, malgré le feu terrible des batteries, la sépare en deux et paralyse, par ce moyen, la partie qui ne peut plus apercevoir les signaux de l'amiral. Cette portion de la flotte reste immobile, et ne prend plus

QUIBERON



8.000 Mètres

qu'une part inactive au combat. Villaret, après quatre heures d'une action opiniâtre, est forcé de prendre la fuite. Il se retire du côté de Lorient et du fort Louis, mais, dans sa retraite, il prend trois vaisseaux, *le Formidable*, *le Tigre* et *l'Alexandre*. 1795 — an III. Bretagne.

Cette action rendait les Anglais maîtres de la mer et des côtes du Morbihan. L'amiral Waren s'approche de Belle-Isle, et somme le commandant Boncret de lui remettre la forteresse, et de reconnaître S. M. Louis XVII. Boncret, républicain enthousiaste, répond qu'il ne veut pas de roi, qu'il restera fidèle à son gouvernement, et qu'il s'ensevelira sous les ruines de la place, plutôt que de la rendre à des transfuges ou à des Anglais. Waren ne se crut point en mesure d'insister, et, ne voulant point perdre un temps précieux à canonner Belle-Isle, il s'éloigna pour venir à la côte du Morbihan, qu'il savait être dépourvue de troupes. Le 27 juin, au point du jour, le comte d'Hervilly, à la tête de 1,500 hommes, saute dans les chaloupes, aborde, sans être inquiété, dans la baie de Quiberon, et prend possession de ce sol de la royauté, au nom d'un malheureux enfant que le gouvernement républicain tenait prisonnier dans la tour du Temple, et dont cette funeste expédition devait hâter bientôt la fin déplorable. Pendant que d'Hervilly, et ses 1500 compagnons d'armes, enivrés du plaisir de revoir la terre natale, s'avançaient en bon ordre sur la plage de Carnac, entre la presqu'île de Quiberon et le golfe du Morbihan, Georges Cadoudal et Lemercier, dit *la Vendée*, étaient accourus, à la tête des chouans de cette contrée, pour recevoir les émigrés. D'Hervilly opéra avec eux sa jonction, et se porta de suite sur la petite ville de Carnac. La garnison républicaine, trop faible pour résister longtemps, est massacrée. Les batteries sont enlevées, et les royalistes arborent le drapeau blanc sur les remparts.

Au premier avis de l'apparition da la flotte anglaise, l'adjudant-général Romans, commandant à Auray, s'était porté sur la côte avec 250 hommes. Il avait rencontré quelques chouans épars, et avait fait faire feu sur quelques bateaux de débarquement; mais, trop faible pour penser même à s'opposer à cette entreprise, il prit le parti de se retirer, et tomba dans

1795 — an III. Bretagne. un rassemblement assez considérable de chouans. Il ne parvint à se dégager qu'en se faisant jour à la baïonnette. Dans ce moment (il était onze heures du matin), la division d'Hervilly avait entièrement terminé son débarquement aux cris répétés mille fois de *vive le Roi !* Les bagages et les munitions de bouche et de guerre furent mis à terre à deux heures, et déjà les chouans venaient en foule recevoir des armes et des vêtements. Parmi des caisses remplies d'armes ou d'uniformes rouges, on voyait du biscuit, des viandes salées, des barriques de vin, d'eau-de-vie, et tout l'attirail nécessaire à une troupe débarquée sur une plage déserte ou stérile. Précautions superflues, et qui devaient tourner au profit des républicains !

Maître de Carnac, de la presqu'île et du fort de Quiberon, les émigrés et les chouans réunis voulurent s'avancer dans le pays, et profiter de la surprise des républicains, pour s'emparer de tous les postes voisins. D'Hervilly envoya Tinteniac sur Landernau, tandis que Dubois-Berthelot devait s'emparer d'Auray. Tinteniac réussit d'abord dans son entreprise; mais, bientôt attaqué par les républicains, qui s'étaient ralliés et renforcés, il est défait et obligé de se replier sur la presqu'île. Le comte de Vauban, instruit de son danger, marche aussitôt à son secours. En même temps il envoie au marquis de Saint-Aulaire l'ordre d'appuyer son mouvement : le porteur de cet ordre était un paysan des environs. En passant devant sa maison, cet émissaire trouve sa vieille mère, sa sœur, sa femme et deux enfants, égorgés par des soldats républicains. A ce spectacle affreux, la fureur le transporte : « Heureusement j'ai des armes, s'écrie t-il; courons venger ces victimes. » Le marquis de Saint-Aulaire se met en marche. Ses troupes, guidées par le paysan breton, passent devant la maison de cet infortuné. Ils voient les cadavres qu'il a exprès exposés devant la porte, et cette vue horrible ajoute encore aux sentiments qui animent les soldats du marquis. Ceux-ci se précipitent avec fureur sur les républicains, qui poursuivaient par petits pelotons le chevalier de Tinteniac. 1500 sont massacrés, un grand nombre blessés, et le reste prend la fuite. Dubois-Berthelot avait réussi à s'emparer d'Auray, et la possession de cette ville ouvrait tout le pays aux royalistes.

Le débarquement des Anglais et des émigrés à Quiberon, et surtout leurs progrès sur les terres de Bretagne, avaient répandu parmi les républicains une terreur qui donne la juste mesure du parti royaliste dans ces contrées. Elle était telle, à cette époque, que toutes les autorités civiles s'étaient hâtées de fuir et de se réfugier à Rennes. La Convention elle-même, à la nouvelle de cette invasion, partagea le mouvement de terreur général. Ces fiers législateurs, qui s'enorgueillissaient naguère de faire trembler l'Europe, tremblaient à leur tour. 10,000 Français, débarqués sur une plage lointaine, leur paraissaient plus redoutables que n'avaient été en d'autres temps les armées victorieuses de l'Autriche et de la Prusse. Sentiment toutefois glorieux encore pour la France, puisqu'il prouvait que des Français seuls pouvaient inspirer de la crainte à des Français. La Convention assemblée, le jour où elle apprit le débarquement des émigrés, occupa sa séance presque entière en discussions et en déclamations oiseuses et superflues, indices certains du trouble qui l'agitait. Enfin l'homme du 9 thermidor, Tallien, qu'une faction accusait alors de pencher vers le royalisme, et qui se justifiera bientôt d'une manière terrible, Tallien s'offrit pour aller s'opposer à ces ennemis de la république, et promit de rapporter la nouvelle de la victoire. Son collègue, Blad, demande à partager le danger. Ces deux conventionnels, qui, dans cette grande crise, montraient seuls quelque énergie, partirent investis de la toute-puissance du gouvernement. 1795 — an III. Bretagne.

Mais déjà ils avaient été devancés par un guerrier que les dangers ne pouvaient effrayer, et qui savait les surmonter. Hoche, que le Comité de salut public avait successivement privé de la plus grande partie de ses troupes pour renforcer l'armée des Côtes-de-l'Ouest, se trouva, dans le premier moment de l'invasion, trop faible pour essayer de résister aux troupes réunies des émigrés et des chouans. En prudent général, il avait pris le parti de faire évacuer la côte depuis la Vilaine jusqu'à Lorient. Dans tous les postes qu'il abandonnait, il fit jeter les poudres à la mer et enclouer les canons. Il donna l'ordre à toutes les troupes éparses de se retirer sur Rennes, où son intention était de concentrer ses forces pour les réunir, et manœuvrer ensuite avec plus d'avantage. Le général Chabot

1795 — an III. Bretagne.

reçut l'ordre de rester à Lorient pour protéger cette ville. Le général Chérin, fils du généalogiste de ce nom, ami de Hoche, reçut de lui la commission de parcourir tout le pays, d'y rassembler tous les soldats qu'il y trouverait, et de tâcher d'en former, dans le plus court délai, un corps de 6,000 hommes, qu'il devait lui amener à Rennes, avec douze obusiers et six pièces de canon. Ces dispositions étaient faites au moment où Tallien et Blad arrivèrent au quartier général de Hoche; et, dès cet instant, celui-ci était si rempli de confiance dans le plan qu'il venait d'arrêter, que Tallien reçut de lui l'assurance de pouvoir, sous peu de jours, remplir la promesse que ce dernier avait faite à la Convention.

Par cette inconcevable fatalité qui présida longtemps aux opérations des royalistes, les émigrés semblaient travailler eux-mêmes à leur destruction. D'après le plan arrêté à Londres, entre le comte d'Artois et Puisaye, d'Hervilly devait, aussitôt après son débarquement, s'occuper d'envahir la basse Bretagne, tandis que le prince lui-même, avec 10,000 hommes de troupes anglaises, commandées par lord Moira, chercherait à surprendre Saint-Malo. Maîtres de la péninsule, les émigrés et les Anglais, après s'être réun s, auraient opéré leur jonction avec Charette et Stofflet, pour marcher tous ensemble sur Paris. Il est vrai de dire cependant que la seconde partie de ce plan avait été abandonnée. Les 10,000 Anglais n'avaient point été embarqués, et le comte d'Artois avait été retenu en Angleterre pour des causes d'un intérêt sans doute très-graves, puisqu'elles l'avaient empêché de suivre le premier élan de son cœur, celui de présider a une entreprise dont le salut de sa famille et celui de la France dépendaient. Mais si les émigrés et les chouans eussent montré plus d'activité; s'ils eussent surtout cherché à profiter de cet instant de terreur qui avait d'abord frappé les républicains, pour étendre leur invasion, ils auraient pu facilement donner la main aux Vendéens, et faire coïncider leurs opérations avec celles de ces derniers. Loin de chercher à obtenir ce résultat, d'Hervilly et Puisaye perdent un temps précieux en vaines disputes de préséance et de rang. Au lieu de se porter rapidement en avant, les émigrés s'arrêtent à prendre le fort Penthièvre dans la presqu'île de Quiberon.

Quand toute cette presqu'île fut en leur pouvoir, Puisaye demanda que, suivant le plan arrêté en Angleterre, on s'avançât dans le pays pour commencer l'occupation de la basse Bretagne. Mais d'Hervilly, qui détestait Puisaye, s'obstina à ne pas s'éloigner des vaisseaux, alléguant pour motifs la nécessité de s'assurer d'une base d'opérations militaires et le besoin d'aguerrir et de discipliner la milice chouanne. Il employa, à se fortifier dans la presqu'île, à former un camp retranché, propre à le recevoir en cas d'échec, un temps précieux, dont les républicains surent habilement profiter pour réunir contre lui leurs forces et leurs moyens. La conduite de d'Hervilly eût été louable, sans doute, dans une guerre ordinaire, et quand il est difficile de pouvoir compter sur les dispositions des habitants du pays qu'on se dispose à envahir; mais ici les circonstances n'étaient pas les mêmes; il fallait tenter un coup de main que la disposition des esprits en Bretagne aurait rendu moins audacieux qu'on ne le pensait. 1795 — an III. Bretagne.

Le général Hoche, après être resté quelque temps à Rennes, s'était rapproché des émigrés. Le 3 juillet, il fit filer un convoi d'armes et de munitions sur la route d'Auray et d'Hennebon, dont les royalistes étaient maîtres. Deux colonnes de chouans, commandées par Georges Cadoudal et Lemercier, accoururent pour s'en emparer; mais les soldats républicains avaient repris toute leur confiance, et repoussèrent l'attaque des chouans avec beaucoup de sang-froid. Tandis que le général Josnet Laviolais se présentait à la tête d'une colonne de 1,000 hommes devant Rumelson, Hoche attaquait Auray avec le gros de son armée. Les chouans, qui occupaient cette ville, se voyant pris entre deux feux, se retirèrent en désordre, et furent poursuivis, par le général Mermet[1], jusqu'à Landernau, dont l'occupation eut lieu par les troupes de ce général, après une faible résistance de la part des chouans, qui furent entièrement culbutés et mis en déroute. Pressé par les chefs de son parti, d'Hervilly s'était sur ces entrefaites déterminé à envoyer du côté de Vannes le chevalier de Tinteniac, avec les corps de chouans de Cadoudal et de Lemercier. Cette mesure, un peu tardive,

[1] Depuis lieutenant général.

1795 — an III. Bretagne.

devenait encore plus nécessaire par le manque de vivres, qui commençait à se faire sentir dans le camp des émigrés. Les chouans s'y étaient présentés en foule, et d'Hervilly avait plus de 30,000 bouches à nourrir. Tinteniac eut alors ordre de faire une pointe pour essayer de donner la main à Charette ou à Stofflet, qui promettaient de faire une puissante diversion.

Tinteniac obtint d'abord quelque succès. Son corps de troupes, désigné sous le nom d'*armée rouge*, parce que les paysans qui le composaient avaient tous endossé l'uniforme anglais, mit en fuite quelques détachements républicains, se porta dans la forêt de Mollac, et attaqua la ville de Josselin La garnison et la garde nationale de cette ville voulurent opposer de la résistance; mais Josselin fut emporté apres un combat qui dura cinq heures. Tinteniac, ne pouvant espérer de garder cette ville, mit le feu aux faubourgs, et poussa en avant pour traverser la forêt de Lorge, et pénétrer dans le departement des Côtes-du-Nord. Mais le général Hoche ne fut pas plutôt instruit de la marche des chouans, qu'il envoya des troupes à leur poursuite. Tinteniac, en débouchant de la forêt à la tète de son avant-garde, fut attaqué par un bataillon. Le combat s'engagea auprès du château de Coëtlogon. Tinteniac chargea les républicains avec impétuosité, et, se trouvant en nombre supérieur, enveloppa le bataillon avant que celui-ci pût être secouru, et le massacra presque en entier; mais, soldat plus intrépide qu'officier prudent, il se laissa emporter par le désir de joindre ceux qui lui avaient échappé. Un grenadier, qu'il poursuivait ainsi dans l'avenue du château de Coëtlogon, se voyant près d'être atteint, fait volte-face, ajuste le chevalier et l'étend à ses pieds. Les royalistes accoururent sur les pas de leur chef, mais trop tard : Tinteniac avait perdu la vie, et le grenadier s'était soustrait à leur vengeance par une prompte fuite. L'armée rouge resta alors sous le commandement de Cadoudal et de son digne compagnon Lemercier; mais, menacée par la division envoyée contre elle, elle ne put exécuter le mouvement dont Tinteniac était chargé.

Cet échec rendit la position des émigres plus embarrassante. Hoche, qui les tenait comme bloqués, faisait des progrès

bien propres à leur causer une vive inquiétude. Il venait d'é- 1795 — an III. Bretagne.
tablir sur la falaise étroite qui conduit à Quiberon, un camp retranché, d'où il menaçait sans cesse les avant-postes royalistes. Placé à une lieue et demie du fort Penthièvre, en avant du village de Sainte-Barbe, ce fort se trouvait avoir à sa gauche la flotte anglaise, et à sa droite les chaloupes canonnières et tous les bâtiments de transport. Hoche fit construire des fourneaux pour chauffer à boulets rouges l'escadre anglaise, et la forcer à s'éloigner de la côte. Le général Meunier, placé avec une division vers Ploërmél, couvrait les derrières de l'armée républicaine. La gauche était gardée par la brigade du général Josnet Laviolais, qui occupait le château de Kercado, la position de Saint-Clément, et le bourg de Carnac, repris depuis peu sur les royalistes. Il arrivait incessamment des troupes envoyées par les généraux Cherrin et Canclaux ; elles étaient réparties sur tous les points de la côte qui n'avaient pas encore été mis en état de défense. Tous ces soins ne faisaient point perdre de vue au général en chef les royalistes de l'intérieur. Des généraux étaient chargés de les poursuivre sans relâche, de mettre en mouvement des colonnes mobiles, de faire rentrer tous les grains, de dissiper tous les rassemblements, en empêchant surtout qu'ils ne s'approchassent de la côte. « Je réponds, disait Hoche dans ses missives à ces mêmes généraux, des émigrés et des chouans amoncelés à Quiberon ; j'en rendrai bon compte. » La confiance du général s'était répandue dans toute son armée. Ses soldats, dispos et bien nourris, animés d'une ardeur guerrière, indice de leurs prochains succès, attendaient impatiemment l'heure du combat, et ne se plaignaient que de ce que leur général la retardait encore.

Les émigrés étaient loin de montrer la même confiance. Les travaux auxquels ils se livraient annonçaient chez eux la crainte. 30,000 hommes armés, qui naguere auraient pu faire la conquête de la Bretagne entière, étaient réduits à se fortifier dans l'étroit espace où les avait confinés leur général en chef. Les retranchements se multipliaient dans leur camp. Tout espoir ne semblait plus dépendre que de la diversion promise par Charette et Stofflet : on faisait des vœux ardents pour l'arrivée des Anglais et de la seconde division royale, commandée

1795—an III. Bretagne. par le comte de Sombreuil. Les avant-postes du fort Penthièvre n'étant défendus que par une haie de palissades facile à franchir, on y ajouta un ouvrage avancé; l'artillerie du fort fut considérablement augmentée. Au delà se trouvait le camp de Kerostin, également fortifié par des redans et des palissades. Tous ces préparatifs étaient loin de fortifier l'espérance qu'on avait conçue de cette invasion. Les chouans, qu'on employait aux travaux du camp, murmuraient et regrettaient la liberté de leurs campagnes. La discipline sévère des troupes émigrées les rebutait. Ils ne pouvaient s'habituer à une défensive si différente de leur manière de combattre. La mésintelligence s'introduisit parmi les officiers supérieurs. On reprochait amèrement à d'Hervilly de n'avoir pas su profiter des premiers succès pour avancer dans l'intérieur de la Bretagne; on alla même jusqu'à l'accuser de s'être arrêté dans la presqu'île, dans le dessein de conserver le commandement en chef, qu'il craignait, disait-on, de perdre en rejoignant l'armée royale et catholique de l'Anjou et du Poitou.

Tant de murmures et les conseils de tous les officiers qui servaient sous ses ordres, décidèrent enfin le général des royalistes à sortir de cette inaction. Il ordonna plusieurs reconnaissances, qui, n'étant point appuyées, restèrent sans résultat. Toutefois deux régiments d'émigrés, précédés d'un grand nombre de tirailleurs, et suivis d'un corps de chouans, s'avancèrent, le 11 juillet, jusqu'à la vue du camp des républicains. Hoche, informé de tous les mouvements des royalistes par les prisonniers enrôlés en Angleterre, et qui désertaient en foule dans son camp, fit replier ses avant-postes, dans l'intention d'attirer son ennemi plus avant, pour engager le combat. Mais d'Hervilly, qui ne se sentait point en force, se borna à faire tirer quelque coups de canon, auxquels les républicains répondirent. Hoche, ennuyé de cet échange inutile de boulets, mit alors en mouvement quelques bataillons; mais les royalistes se replièrent presque aussitôt, et vinrent chercher un abri sous le feu du fort Penthièvre.

L'armée de Hoche s'était considérablement grossie; les renforts qu'il avait reçus en hommes et en artillerie lui permettaient de faire occuper tous les postes et toutes les posi-

tions voisines de la presqu'île. A cette époque, Hoche écrivait à la Convention, « qu'il tenait les royalistes enfermés dans une souricière. » Les soldats étaient dans l'abondance de toutes choses, tandis que le camp des émigrés, encombré de paysans qu'il fallait nourrir, commençait déjà à éprouver les maux de la disette. Il devenait urgent de sortir de cette cruelle situation, pour éviter l'alternative d'être pris par famine, ou d'éprouver la honte de se rembarquer. D'Hervilly prit donc la résolution de faire une attaque générale sur le camp des républicains. Cette attaque fut fixée au 16 juillet. 1795 — an III. Bretagne.

Ce n'était point l'avis des comtes de Puisaye, de Vauban, et de plusieurs autres officiers généraux de l'armée royale : la dernière reconnaissance avait fait connaître les moyens de résistance de Hoche. Ces messieurs voulaient qu'on se bornât à faire une fausse attaque sur le camp, tandis que le gros de l'armée ferait avec les chouans une trouée pour se répandre dans le pays. En supposant la nécessité d'une attaque générale, ces mêmes officiers désiraient qu'on attendît le débarquement de la seconde division, aux ordres du comte de Sombreuil, qui était encore sur les bâtiments de transport; mais d'Hervilly, naturellement altier et impérieux, ne prenait conseil que de lui-même : ses altercations avec Puisaye lui rendaient suspect tout avis de la part de ce dernier ; et, voulant d'ailleurs obtenir seul l'honneur de la journée qu'il préparait, il s'obstina à vouloir combattre sans attendre le secours de la division Sombreuil.

Il ne tarda point à être châtié de son présomptueux entêtement. Le 16 juillet, à minuit, sa division tout entière s'ébranle et se met en marche en colonne serrée par bataillon, ayant huit pièces de canon au centre, et deux compagnies de chasseurs en éclaireurs. Les troupes s'avancèrent avec ordre et dans le plus grand silence; 1,500 chouans conduits par le comte de Vauban devaient protéger l'attaque en se portant par mer sur la côte de Carnac; mais le général Lemoine [1] qui occupait cette position, averti par deux transfuges, fit avorter l'expédition. Campé sur les hauteurs de Sainte-Barbe, garnies

[1] Depuis lieutenant général.

1795 – an III. Bretagne. d'artillerie, il laissa Vauban opérer son débarquement sans l'inquiéter; mais, quand les chouans voulurent s'avancer après s'être formés, Lemoine les accueillit par un feu si bien dirigé, que Vauban, pour l'éviter, fut contraint de remonter en toute hâte sur ses chaloupes, et de gagner le large.

Sur ces entrefaites, d'Hervilly, impatient d'agir, s'avançait toujours sur la falaise. Les républicains, déjà prévenus de l'attaque, se trouvaient en bataille derrière leurs lignes. Au point du jour, ils aperçurent les royalistes marchant à eux dans le plus bel ordre. Le général Humbert[1], commandant l'avant-garde républicaine, exécute dans ce moment les instructions qu'il avait reçues du général Hoche : il se replie vers le camp avec une précipitation étudiée. Les royalistes, qui prennent ce mouvement pour de la terreur, s'avancent avec fierté, et l'arme au bras, se disposant à forcer les retranchements; mais à peine sont-ils à la portée du pistolet, qu'un feu terrible de mousqueterie et de canons chargés à mitraille part à la fois de toute la ligne républicaine. Les rangs des royalistes sont en un moment criblés; « et, dit un témoin oculaire, si ce feu eût été aussi bien dirigé qu'il était nourri avec activité, pas un seul homme n'eût été sauvé des deux régiments qui avaient commencé l'attaque. » Ceux qui échappent à cette décharge meurtrière se jettent en désordre entre la colonne de gauche et la mer, et ce mouvement répand la confusion parmi les royalistes qui n'ont point encore combattu. D'Hervilly fait avancer sa gauche, et renouvelle avec vigueur l'attaque des retranchements; mais il est repoussé sur tous les points avec tant de vivacité, que, bientôt étourdi par le désordre affreux qui règne autour de lui, ce général perd la tête et donne à sa droite l'ordre de la retraite, pendant qu'à la gauche il commande de battre la charge.

Cependant les émigrés se battaient avec une intrépidité que les républicains pouvaient seuls égaler. Deux fois, malgré la mitraille et la fusillade continuelles, ils s'élancent sur les retranchements la baïonnette en avant; autant de fois ils sont obligés de reculer avec une perte immense. D'Hervilly, malgré

[1] C'est le même qui a pris parti chez les insurgés du Mexique.

son trouble, combattait à la tête des troupes, et donnait aux siens l'exemple de la plus rare bravoure. Un troisième effort allait être tenté, lorsque, atteint d'un biscaïen, le général de l'armée royale tombe sur un monceau de morts et de mourants. Il n'avait pas perdu la vie, mais sa blessure était grave : on l'enleva du champ de bataille. Ce spectacle affaiblit l'ardeur des émigrés : aucun chef ne voulait se charger de remplacer d'Hervilly. Les républicains profitent de cet instant; ils se précipitent hors des retranchements, et fondent sur les royalistes en poussant des cris de victoire. Alors commence une déroute épouvantable. De dix-huit canons, quinze sont enlevés; sur soixante-douze officiers, le régiment de la Marine en a cinquante-trois tués ou blessés; celui de Dudresnay éprouve une perte au moins égale, et son colonel en second, le marquis de Talhouet, est tué d'un coup de canon. Les républicains poursuivirent les vaincus avec chaleur. Le comte de Boissieux, capitaine de grenadiers dans le régiment d'Hervilly, essaye en vain de rallier quelques braves pour s'opposer à la marche rapide des vainqueurs; il est culbuté et obligé de fuir. Il paraissait certain que les deux partis allaient entrer pêle-mêle dans le fort Penthièvre.

1795 — an III. Bretagne.

Heureusement pour les royalistes, le comte de Vauban, qui avait échoué, comme nous l'avons dit, dans son entreprise sur la côte de Carnac, venait d'arriver sur la presqu'île. Il se jette avec les chouans dans les ouvrages avancés du fort, et protége par son feu la retraite des émigrés. En même temps l'amiral Waren fait avancer sur la gauche des républicains cinq chaloupes canonnières, qui tirent des bordées si bien dirigées, que le général Humbert donne ordre à ses troupes de cesser la poursuite et de rentrer dans le camp. Dans cette action, la perte des royalistes fut énorme, et celle des républicains peu considérable. Cependant le général en chef Hoche eut à pleurer la perte d'un de ses meilleurs amis, l'adjudant général Vernot de Jeu, qui fut tué par un boulet parti des chaloupes canonnières de l'amiral Waren.

Cette défaite répandit la consternation et le découragement parmi les royalistes, et augmenta la confiance des républicains. La blessure mortelle du comte d'Hervilly le mettait

1795—an III. Bretagne.

hors d'état de commander l'armée royale : il fallut songer à le remplacer ; et, tel était l'abattement des émigrés, que, sourds à la voix de l'ambition, chacun des officiers refusait de se charger d'un fardeau aussi pénible. Le commandement en chef fut offert au comte de Vauban, et ce choix était mérité; mais ce général, qui commençait à désespérer du succès de l'expédition, refusa ce poste honorable et difficile. Tous les officiers instruits voyaient qu'en effet la position de Quiberon n'était plus tenable; mais, d'un autre côté, en se rembarquant on se couvrait de honte, on abandonnait à la vengeance des républicains les chouans qui s'étaient joints aux émigrés, et les royalistes de l'intérieur qui venaient de se déclarer ouvertement pour la cause des Bourbons. L'honneur, d'une part, la générosité, de l'autre, ces deux sentiments innés dans les cœurs français, empêchèrent les émigrés de recourir au seul moyen d'éviter la terrible catastrophe dont ils étaient menacés : il fut donc décidé qu'on n'abandonnerait pas la presqu'île, et qu'on attendrait les secours que l'Angleterre devait envoyer.

Dans ces circonstances difficiles, Puisaye, resté chef de l'expédition, au refus des autres officiers généraux, prit d'une main mal assurée les rênes du commandement; il manquait également de résolution et des talents qui auraient pu donner aux affaires une tournure moins déplorable. Cependant il commença par faire débarquer la division du comte de Sombreuil ; Puisaye espérait que ce renfort rendrait aux royalistes déjà débarqués la confiance qu'ils avaient perdue. Sombreuil mit pied à terre, le 17 juillet, aux acclamations de tous ses camarades, et alla cantonner au village de Saint-Julien, situé au milieu de la péninsule; mais la présence du jeune guerrier et de ses troupes fut impuissante pour dissiper l'inquiétude dont les esprits étaient agités. Du 17 au 20 juillet, le nombre des combattants diminua sensiblement par la désertion. La plupart des prisonniers que l'Angleterre avait armés dans le vain espoir qu'ils serviraient une cause opposée à leur opinion, s'empressaient à l'envi de joindre les républicains. Cette désertion devint si fréquente, que le général Hoche, qui espérait tirer de ces soldats un plus grand parti que celui de les incorporer

parmi les siens, leur fit insinuer, dit-on, de rester jusqu'à nouvel ordre parmi les émigrés. 1795 — an III. Bretagne.

Deux d'entre ces hommes, les nommés Nicolas Lette et Antoine Mausage, sergents-majors dans le 41e régiment, faits prisonniers pendant la dernière campagne de Hollande, avaient formé le projet de livrer le fort Penthièvre aux républicains. Ils se rendent auprès du général Hoche, et lui donnent connaissance de leur complot. « La forteresse, lui disent-ils, ne ferme pas tellement l'isthme, que l'on ne puisse la tourner à marée basse et à la faveur de la nuit. Nous avons découvert, à travers les rochers qui défendent les flancs de la redoute, un sentier par lequel nous conduirons les troupes, et, tandis que nous escaladerons le fort, nos amis qui y sont renfermés égorgeront les canonniers sur leurs pièces. » Ainsi la trahison allait encore se joindre aux autres causes de destruction qui entouraient les malheureux émigrés.

Hoche hésita d'abord à adopter un projet aussi hardi et qui ne lui était garanti que par deux transfuges. Il les questionna de nouveau ; mais ceux-ci entrèrent dans tant de détails, et parurent si dévoués à la cause républicaine, qu'ils n'avaient abandonnée, disaient-ils, que pour sortir d'esclavage, que le général crut devoir leur accorder quelque confiance. Toutefois il assemble un conseil de guerre, auquel assistent les commissaires conventionnels. Les officiers du génie regardent l'assaut projeté comme une témérité fatale aux troupes qui en seront chargées ; ils sont d'avis qu'on ne peut s'emparer du fort qu'en ouvrant la tranchée. Hoche répond que les règles de l'art doivent être négligées dans cette circonstance extraordinaire ; qu'il convient d'employer l'audace. « D'ailleurs, ajoute-t-il, l'armée est dans l'impatience de combattre. Profiter de son ardeur, n'est-ce pas la meilleure tactique? Laisserons-nous aux ennemis intérieurs de la république le temps de se rassembler et de venir fondre sur nos derrières, tandis que nous combattrons de front ceux du dehors ? Vous avez vu avec quel empressement les bas Bretons ont couru au-devant des émigrés : ceux-ci ne sont-ils pas sur une terre hospitalière ? Jamais la haine aveugle des habitants de la Bretagne contre les défenseurs de la république ne s'est montrée avec tant de fureur ; les

1795—an III. Bretagne. émigrés attendent que l'Angleterre vomisse encore sur le sol français les hordes à sa solde. Attendrons-nous nous-mêmes leur arrivée? Non, combattre, voila pour des républicains le moyen d'assurer la victoire. Je déclare d'ailleurs que, si l'ennemi reçoit des renforts, je ne reponds plus du salut de l'armée. » Tallien parla dans le même sens; l'attaque fut résolue, et fixée au lendemain 20 juin. Le soir même, un troisieme transfuge devait apporter le mot d'ordre des émigrés, suivant la promesse qu'en avaient donnée Lette et Mausage.

Le temps était favorable pour la surprise que l'on méditait. Un ciel orageux et une brume épaisse en dérobèrent les préparatifs aux royalistes. La mer était grosse et houleuse. De violents coups de vent forcèrent les chaloupes cannonieres qui protégeaient le camp émigré à tenir le large. Hoche employa le reste de la journée du 19 à faire ses dispositions. Elles furent combinées de manière que, favorisées par l'état de l'atmosphere et par la connivence des soldats républicains encore présents dans les rangs royalistes, il était impossible qu'elles n'eussent pas un succès complet. Le général forma de l'élite de ses troupes trois détachements d'environ 1,000 hommes chacun. Tous les généraux reçurent de Hoche les instructions les plus précises, avec ordre de ne s'en écarter qu'autant qu'ils y seraient forcés par les circonstances. Le général Humbert, en qui Hoche avait une entière confiance, devait, à la tête de 500 hommes marchant sur deux files, suivre par sa gauche la laisse de basse-mer, et tourner à la fois le fort Penthièvre et le village de Kérustin. Le but de cette manœuvre était de s'opposer à tout mouvement que pourraient faire les émigrés cantonnés dans la presqu'île; et, dans le cas où la surprise réussirait, Humbert avait ordre de se porter rapidement sur le fort, et d'égorger tout soldat qui ne se joindrait pas à lui. Cette opération audacieuse, et dont l'exécution exigeait autant d'habileté que de courage, devait être soutenue par le reste de l'avant-garde, aux ordres du général de brigade Botta. L'adjudant général Ménage, à la tête de 300 grenadiers, devait en même temps s'avancer le long de la mer, culbuter les grand'gardes royalistes, filer jusqu'au pied du fort, l'escalader, et passer à la baïonnette tout ce qui opposerait de la résistance. La colonne du centre, aux ordres du général Valle-

taux, était chargée de soutenir Ménage en attaquant, au moment même de l'escalade, le camp des émigrés. Enfin Hoche confiait la garde du camp républicain au général Lemoine, qui devait soutenir au besoin, avec un corps de réserve, les troupes engagées. Les soldats avaient ordre de commencer chacune des attaques aux cris de *vive la république! bas les armes! à nous les patriotes!* C'était le signal convenu pour avertir les transfuges de massacrer les canonniers du fort.

1795 — an III. Bretagne.

Le 19, à huit heures du soir, le mot d'ordre de l'armée royale est livré au général Hoche par le déserteur dont Lette et Mausage avaient, comme nous l'avons rapporté plus haut, annoncé l'arrivée. A onze heures le départ est ordonné. Les colonnes se mettent en marche dans le plus grand silence. A peine sont-elles sorties du camp, qu'une tempête éclate sur leur tête, et dissimule encore le bruit de la marche. La pluie succède au tonnerre, et tombe par torrents. Un vent violent la pousse au visage des soldats. Errantes sur une vaste mer de sable, dans l'obscurité la plus profonde, et sans aucun signe qui puisse les guider, les colonnes se heurtent, se rompent, se confondent. La voix des officiers n'est plus entendue, et ceux-ci font de vains efforts pour rétablir l'ordre de marche. Ils courent de tous les côtés, supplient, conjurent, menacent : tout est inutile. Hoche seul a conservé le pouvoir de se faire entendre. Au milieu des plus épaisses ténèbres, il reconnaît les généraux, distingue les corps, excite, encourage, presse les soldats, et parvient enfin, après les plus grandes peines, à rallier les colonnes et à les remettre en marche régulière.

A deux heures du matin, le 20 juillet, le ciel reprend sa sérénité. Déjà l'aurore fait découvrir aux troupes le terme de leurs fatigues. Bientôt elles sont en présence du fort Penthièvre. La colonne du général Valletaux arrive la première au pied du retranchement des royalistes, et commence aussitôt l'attaque. Les chouans qui gardaient les avant-postes sont surpris et égorgés. L'alarme se répand sur la ligne et autour du fort. Les canonniers émigrés sont à leurs pièces et font feu sur les républicains, qui n'ont point d'artillerie à opposer à celle de leurs ennemis. L'humidité a d'ailleurs rendu leurs fusils inutiles; la baïonnette seule leur reste pour combattre. Mais comment at-

1795—an III. Bretagne.

teindre un ennemi retranché dans des ouvrages d'un difficile accès? Le général Valletaux donne l'exemple, et s'élance sur les retranchements. Il est repoussé, ainsi que tous ceux qui l'ont suivi. La colonne du général Humbert s'avance avec une égale intrépidité sur les points qui lui ont été désignés; mais, doublement foudroyés par l'artillerie des émigrés et par les chaloupes anglaises qui se sont rapprochées de la côte, les républicains sont ébranlés, oublient leur audace accoutumée, et rétrogradent. Le vigilant Hoche accourt pour remédier au désordre. Lui-même se porte en avant avec quelques braves; mais il reconnaît l'impossibilité de franchir les obstacles qui lui sont opposés. Le général Botta est blessé mortellement d'un coup de biscaïen. Son escorte épouvantée fuit en désordre. Tout semblait perdu. Le général Hoche, frémissant de rage, et, croyant avoir donné dans un piége, se disposait à ordonner la retraite, lorsqu'un bruit sourd et confus se fait entendre tout à coup. Les soldats, qui ont souvent le merveilleux instinct du moment, s'écrient: « Ce sont les nôtres qui ont pénétré dans le fort. » Hoche et les conventionnels Blad et Tallien, qui avaient suivi ce général jusque sous le feu des batteries, élèvent leurs regards sur le fort, alors éclairé par les premiers rayons du soleil. Quelle est leur surprise! l'étendard tricolore a remplacé le drapeau blanc. Le cri de *victoire!* vole aussitôt de bouche en bouche. Il est répété par les républicains, qui paraissent dans cet instant sur les remparts du fort.

L'adjudant général Ménage, à la tête de ses 300 braves, avait filé le long de la côte, ayant de l'eau au-dessus de la ceinture; et, trompant les premières sentinelles, à la faveur du mot d'ordre, il s'était glissé, de rochers en rochers, jusqu'au pied de la forteresse. Aidé et guidé par les transfuges, il avait gravi les remparts, sous le feu le plus vif des chaloupes anglaises. Aux premiers cris d'alarme, les canonniers et les officiers émigrés étaient accourus à leur poste; mais il n'était plus temps: assaillis par des hommes qui portaient le même uniforme qu'eux, ils sont impitoyablement égorgés sur ces pièces, désormais inutiles pour les défendre. En vain ils crient à la trahison; la trahison devient bientôt presque générale. La première compagnie des grenadiers du régiment d'Hervilly se présente

pour soutenir les royalistes fidèles; elle est détruite. Excitée par les républicains, qui crient aux grenadiers : « Camarades, venez à nous! vous serez bien traités, » la seconde compagnie passe dans les rangs ennemis, malgré tous les efforts de son capitaine, le comte de Grammont, et du lieutenant marquis de Saint-Didier. Deux autres compagnies imitent ce funeste exemple, et, tournant leurs armes contre les émigrés, elles deviennent leurs ennemis les plus acharnés. Un grand nombre de ces déserteurs ne rougissent pas de se faire un mérite, aux yeux des républicains, de leur cruauté envers leurs propres camarades. 1795 — an III. Bretagne.

Le plus épouvantable désordre régnait dans le fort. Ménage, auquel on venait d'ouvrir l'une des portes, s'était précipité dans l'intérieur, et, le sabre à la main, il abattait tout ce qui voulait s'opposer à son passage. Quelques canonniers, échappés dix-neuf mois auparavant aux désastres de Toulon, étaient restés fermes à leur poste, et, se faisant un rempart des corps de leurs camarades tués à leurs côtés; ils continuaient de tirer avec intrépidité sur les colonnes républicaines qui manœuvraient sur la plage. Mais Ménage parvient jusqu'à eux; ils se font tuer sur leurs pièces, et l'artillerie du fort est tournée tout entière contre les royalistes. Elle riposte avec avantage au feu continuel que les Anglais dirigent sur les autres colonnes d'attaque.

Hoche venait en effet de rallier ses troupes, et les faisait avancer de nouveau sur le rivage pour attaquer de front les royalistes. Le général se réunit à Ménage, qui vient de lui ouvrir les portes du fort, et donne à ce courageux officier la juste récompense due à son action intrépide, en le nommant général de brigade sur le lieu même où il vient de s'illustrer. Après avoir laissé deux bataillons à la garde du fort, le général en chef forme trois colonnes pour attaquer le camp des émigrés, profiter du premier moment de terreur, et balayer la presqu'île, où bientôt les royalistes n'auront plus d'asile.

Ceux-ci, au premier bruit de l'attaque du fort, s'étaient mis en devoir de le secourir. Leurs régiments s'étaient rassemblés à la hâte. Béon et Damas se mirent en bataille derrière le village de Saint-Julien. La légion de Rohan arriva au pas de charge dans le meilleur ordre. Tous les officiers, résolus de

1795 an III. Bretagne.

vendre chèrement leur vie, cherchaient, par tous les moyens qui dépendaient d'eux, à animer leurs soldats, pour leur faire dignement disputer la victoire. Puisaye seul, le pusillanime Puisaye, au lieu de partager l'ardeur et le dévouement de ses officiers, au lieu de s'occuper du salut de l'armée, ne songe qu'à sauver sa correspondance avec le cabinet anglais et le comte d'Artois. Effrayé des dangers qui le menacent, trop peu brave pour les affronter et chercher à les éloigner, il court s'embarquer à bord de l'amiral Waren, abandonnant, de la manière la plus indigne et la plus déloyale, une armée qu'il semblait n'avoir amenée sur le sol breton que pour la sacrifier. Un cri de mépris et d'indignation s'élève au milieu des braves royalistes si lâchement trahis. Mais le preux Sombreuil, dont la valeur était le moindre mérite, et que sa jeunesse et ses nobles qualités rendaient cher à l'armée; Sombreuil, que Puisaye, en fuyant, avait investi du commandement, maîtrise la fureur des émigrés, et cherche à la diriger contre leurs ennemis.

Il a parlé, et ses braves compagnons d'armes ont volé vers le fort Penthièvre; mais les républicains étaient en mesure pour les arrêter. Par une manœuvre habile, ils avaient fait tourner et emporter toutes les redoutes et les batteries qui couvraient le camp des royalistes. Débusqués des avant-postes, les chouans mettaient bas les armes, en poussant des cris de désespoir. Vauban, Saint-Pierre, et d'Hair, major du régiment de Royal-Emigrant, espéraient tirer quelques secours du parc d'artillerie; mais ce parc, qui, par une inconcevable négligence, se trouvait placé à l'avant-garde, était tombé au pouvoir des républicains. Privés de canons, n'ayant plus de cartouches, les émigrés se replient sur le camp, sous la conduite du marquis de Contades. Ces troupes humiliées, abandonnées par une partie des chouans, rencontrent les royalistes du camp, qui venaient trop tard pour les soutenir, et répandent parmi eux le désordre, en leur faisant partager la terreur dont ils sont saisis.

Toutefois Sombreuil parvient à les rallier. Instruit que le drapeau tricolore est arboré sur le fort Penthièvre : « Ce n'est pas, dit-il aux troupes de sa division, ce n'est pas à des braves tels que vous qu'il faut dissimuler la vérité. Le fort Penthièvre

est pris. Il ne nous reste qu'à le reprendre, ou à mourir sous ses murs. » Les soldats de Béon, Damas et Rohan mettent aussitôt la baïonnette au bout du fusil. « Marchons, disent les émigrés, il faut reprendre le fort ou mourir. » Et la colonne s'ébranle aux cris de *vive le Roi!* en se dirigeant vers le point de la presqu'île appelé le *Mât-de-Pavillon.* 1795 — an III Bretagne.

Mais l'aspect du danger a bientôt ralenti ce premier élan d'une valeur désormais impuissante. Dans ce moment, les colonnes républicaines de droite et de gauche longeaient les deux rivages de la péninsule, pendant que Hoche, à la tête de la troisième, et précédé d'une nuée de tirailleurs, s'avançait contre le centre des émigrés. Dans leur marche, les républicains poussaient devant eux une foule de paysans bretons, de femmes et d'enfants. Les premiers étaient venus chercher des armes, et les autres un asile dans la péninsule. Le désordre, les cris de ces malheureux jettent l'effroi dans l'âme des émigrés commandés par Sombreuil.

Déjà l'aile gauche des royalistes est presque entièrement tournée par les républicains; déjà, malgré une vive fusillade engagée par les premiers, et soutenue par eux avec intrépidité, malgré la belle et héroïque défense du régiment de la Châtre, dont les vétérans périssent tous à leurs rangs, la ligne du centre est coupée; il ne reste plus aux émigrés d'autre espoir de salut qu'un prompt embarquement, devenu presque impossible par le mouvement de leurs ennemis. Sombreuil se porte presque seul à l'endroit du plus grand danger. Son cheval est tué sous lui par un boulet, et il est obligé de revenir à pied à la tête de sa division. Toutefois, ses tirailleurs avaient réussi à faire plier ceux des républicains. Ce moment de succès rendait quelque confiance aux émigrés; mais la cavalerie de Hoche, ramenant au combat les tirailleurs dispersés, dissipa elle-même les chasseurs royaux, qui furent pris ou tués.

Cependant la colonne républicaine de droite marchait, la baïonnette en avant et au pas de charge, sur les régiments Royal-Émigrant et Dudesnay, qui formaient l'aile gauche de l'armée royale. Ces deux corps opposèrent une faible résistance; les officiers seuls montrèrent de la bravoure et du dévouement. Les transfuges, et les prisonniers enrôlés en Angleterre, ren-

1795 — an III. Bretagne.

versaient la crosse de leurs fusils, et passaient en masse du côté des républicains, en s'écriant : « Nous aussi nous sommes patriotes. » D'autres poignardaient leurs officiers, et déchargeaient leurs fusils sur le parti qu'ils abandonnaient. Ce fut alors, surtout, qu'on put se convaincre combien était funeste et perfide la mesure prise par l'Angleterre, de mêler dans les royalistes les soldats qui avaient servi sous les bannières du républicanisme. La division d'Hervilly perdit la moitié de ses combattants par cette défection. Les soldats qui ne passaient pas dans les rangs républicains s'éparpillaient et cherchaient à se rembarquer. Le régiment de Royal-Artillerie, commandé par M. de Rotalier, passa tout entier sur la flotte anglaise. Les blessés, les malades se pressaient sur le rivage, dans l'espoir d'entrer aussi dans les chaloupes. Les paysans bretons, les femmes, les enfants inondaient la plage dans le même but. Forcé de céder à l'imminence des dangers qui l'entouraient, le comte de Sombreuil fit sa retraite sous le feu du fort Neuf, avec sa division et les faibles débris de Royal-Émigrant, de la Marine, de Dudresnay et d'Hervilly. Suivi de près par les soldats de Hoche, il est bientôt forcé dans cette nouvelle position, et les royalistes se replient encore sur le fort Portaligen, qui se trouve sur le bord de la mer. Ce fort, ou plutôt ce retranchement, sans enceinte et sans parapets, n'avait été construit que pour défendre la côte, et n'offrait aucune protection du côté de terre. Cependant les royalistes s'y précipitaient en foule, dans l'espoir d'y trouver un asile à l'abri duquel ils pussent au moins défendre leur vie avec quelque avantage; mais à peine la dixième partie des émigrés put y pénétrer. Le reste de ces malheureuses victimes de leur opinion politique et de la guerre civile, poussant des cris de désespoir, errait aux environs du fort, et n'attendait plus que la mort. Alors la désertion devint générale. Les républicains criaient à ces infortunés : « Rendez-vous, mettez bas les armes, on ne vous fera pas de mal. » Et tous ceux qui tenaient encore à l'existence, profitant de l'amnistie qui leur était offerte, s'empressaient de se rendre prisonniers.

La situation des royalistes était effrayante, et nous-mêmes, en retraçant aujourd'hui ce hideux tableau, nous éprouvons

encore un sentiment d'horreur et de pitié, et nous ne trouvons pas de couleurs assez fortes pour peindre ces horribles scènes. Foudroyés par la mitraille des républicains, les émigrés étaient encore exposés au feu non moins meurtrier des chaloupes anglaises, qui, cherchant à atteindre les soldats de Hoche, tiraient indistinctement sur tout ce qui se trouvait sur le rivage. On a dit et répété, et nous nous refusons à le croire, que, dans cet affreux désordre, les Anglais, frémissant d'une joie féroce de voir les Français s'entr'égorgeant avec fureur, reçurent l'ordre de tirer sur les deux partis. On ajoute, sans doute avec la même invraisemblance, que le but atroce de cette mesure était de détruire les restes de la marine française, dont les meilleurs officiers faisaient partie de l'expédition. Pour l'honneur de l'humanité et de la civilisation, pour celui de la nation anglaise, que les émigrés eux-mêmes ont pris soin de défendre, nous croirons toujours que le hasard seul ou une mauvaise direction portait les boulets dans les rangs des royalistes. Il n'est d'ailleurs que trop vrai que le plus grand nombre de ces derniers périt par le feu des bâtiments qui auraient dû les protéger et les recevoir.....

Ce dernier mouvement rétrograde, opéré par le comte de Sombreuil, décidait la victoire des républicains. La côte de Quiberon offrait alors le même spectacle déchirant que le port de Toulon en 1793; et cette fois, comme à l'autre époque, des milliers de Français périrent pour avoir eu trop de confiance dans les promesses des Anglais. Une foule immense bordait la côte, et, levant vers le ciel des mains suppliantes, implorait les secours de la divinité, au défaut de celui que les hommes lui refusaient. Hommes, femmes, enfants, vieillards, soldats, tous pressés, confondus ensemble, attendaient que les chaloupes et les embarcations anglaises s'approchassent pour les soustraire au glaive des républicains; mais la marée était basse, et la côte, hérissée d'écueils, ne pouvait être abordée. Les royalistes se jetaient dans l'eau jusqu'à la poitrine, et gagnaient les récifs et les rochers les plus voisins du rivage. D'autres, plus hardis, s'élançaient à la nage, et s'efforçaient de joindre les canots anglais. Les matelots étaient obligés de repousser à coups de sabre ou d'aviron ceux qui, pour s'e-

1795— an III. Bretagne. chapper, s'accrochaient aux embarcations. La mer, devenue houleuse, était couverte de dépouilles, de débris d'armes, d'équipements. Ses vagues écumeuses vomissaient sur la plage les corps de ceux qu'elle avait engloutis. Le bruit du canon, le mugissement des vagues, les éclats du tonnerre, ajoutaient encore à l'horreur de ce spectacle. Des malheureux, en se disputant le sommet des écueils, s'entreprécipitaient dans les flots. Des femmes, s'avançant du côté des vaisseaux, élevaient leurs enfants dans leurs bras et imploraient en vain la pitié de tout ce qui les entourait. Ce sentiment paraissait étouffé dans tous les cœurs.....

Tandis que les chouans, mêlés avec les émigrés, faisaient retentir ainsi les rivages de la mer des expressions déchirantes du désespoir, Sombreuil, à la tête de 7 à 800 gentilshommes français, tous dévoués comme lui à la mort, soutenait, dans les retranchements de Portaligen, les efforts des républicains étonnés de tant d'intrépidité : « Vous ne périrez point, s'écriaient ces hommes généreux à leurs compagnons errants sans défense sur le rivage de Quiberon, vous ne périrez point : nous combattrons jusqu'à ce que vous soyez parvenus sur les vaisseaux anglais. » Dans ce moment, la corvette *l'Alouette* réussit à s'approcher du rivage, et tire sur les républicains des bordées multipliées. Le feu de ses caronnades balaye la falaise découverte sur laquelle filaient les dernières colonnes, impatientes de prendre part au combat. Hoche ordonne à ces colonnes de rétrograder, et fait braquer contre la corvette des pièces de canon, dont le feu est impuissant contre celui des Anglais.

Lassés d'éprouver une résistance meurtrière et que le désespoir pouvait prolonger encore, les troupes qui attaquaient Portaligen renouvellent les cris : « Bas les armes ! les prisonniers seront épargnés. » Cette promesse était faite par des guerriers de bonne foi, qui, satisfaits de leur victoire, ne voulaient pas la déshonorer par une cruauté inutile; mais ils prenaient un engagement qu'ils ne pouvaient tenir, et que devaient rompre les conventionnels. Les royalistes ouvrent leurs cœurs à l'espérance, et envoient deux parlementaires aux républicains. » Qu'y a-t-il de commun entre nous, que la vengeance et la mort? » dit un

des farouches proconsuls. Le général Hoche est plus généreux que les conventionnels. Il a vu le digne Sombreuil quitter le fort de Portaligen, et, s'avançant entre les combattants, faire signe de la main qu'il désire être entendu. Hoche n'hésite point : il fait cesser l'attaque ; et, suivi de deux officiers, il marche à la rencontre du général royaliste. « Vous le voyez, dit Sombreuil à son adversaire, les hommes que je commande sont déterminés à périr les armes à la main : laissez-les se rembarquer ; vous épargnerez le sang français..... » Mais les ordres étaient précis. Il devenait impossible au général républicain de les outrepasser sans exposer sa tête, déjà menacée sur des accusations moins graves. Tallien, dans une proclamation publiée à Vannes, avait dit en parlant des émigrés : « Ils ont osé reparaître sur la terre natale, la terre natale les dévorera. » Hoche, pénétré de douleur, mais forcé de se rendre l'organe de son gouvernement, répondit à Sombreuil : « Que me demandez-vous ! Je ne puis permettre le rembarquement..... [1]. » 1795 — an III Bretagne.

[1] Ici nous sommes obligés de quitter le rôle passif d'historiens, pour venger l'honneur d'un jeune héros qui fut trop peu de temps l'ornement de la patrie. Nous le déclarons solennellement : les républicains, les royalistes sont à nos yeux des Français envers lesquels il est de notre devoir de nous montrer justes, sans aucune distinction de parti. Si, jusqu'à ce moment, nous nous sommes efforcés de décrire les faits avec une impartialité toujours sévère, nous le ferons encore dans cette circonstance. Historiens contemporains, cette tâche nous offrira peut-être moins de difficulté qu'on pourrait le penser d'abord.

Toutes les relations de l'expédition de Quiberon données par les royalistes, à l'exception de quelques-unes, qui présentent leur opinion comme un doute, prétendent que, dans l'entrevue de Sombreuil et de Hoche, il y eut une capitulation verbale arrêtée entre ces deux généraux, et que Hoche donna sa parole qu'il ne serait fait aucun mal aux émigrés, s'ils se rendaient prisonniers. Hoche, mort à vingt-huit ans, et dont la franchise républicaine ne se permit jamais un mensonge ; Hoche, dont la jeune audace s'éleva tant de fois contre la duplicité et la mauvaise foi d'un gouvernement qui fut deux fois ingrat envers lui ; Hoche a toujours démenti cette capitulation. Maintenant, si l'on considère la volonté prononcée du Comité de salut public, l'animosité de Tallien, prouvée par sa réponse aux parlementaires, et surtout l'impossibilité où étaient les émigrés de s'échapper, on restera convaincu que la prétendue capitulation ne put être arrêtée par un général qui n'avait pas le pouvoir de la conclure. Nous ignorons si le loyal Sombreuil a pu faire lui-même cet aveu accusateur. L'intérêt généreux que

1795 — an III. Bretagne. Sombreuil, ayant entendu la réponse de Hoche, insista pour qu'au moins on reçût à quartier les valeureux compagnons de son infortune : « S'il faut une victime expiatoire à la vengeance de votre parti, ajouta Sombreuil, prenez-moi ; je mourrai satisfait si je puis sauver mes camarades. » Le général républicain, qui jugeait des autres par son cœur, et qui ne pouvait s'imaginer que le gouvernement conventionnel, déjà revenu à des principes plus modérés, déshonorerait sa victoire par une cruauté superflue, engagea le comte à se confier à la générosité nationale. Mais il exigea que les émigrés fissent cesser le feu terrible que les Anglais continuaient à diriger sur les républicains. On dit qu'à ce sujet les royalistes répondirent : « Ah! ne voyez-vous pas qu'ils tirent sur nous comme sur vous! » Sombreuil avança son cheval jusque dans la mer, pour se faire entendre des Anglais. Le jeune Gery, officier de marine, se jeta à la nage, et poussa jusqu'à la frégate la plus voisine dans le même dessein; mais, ne voulant point séparer son sort de celui de ses camarades, il s'empressa de revenir auprès de son général.

Cependant la plupart des émigrés renfermés dans le fort de Portaligen ne partageaient point la confiance que le comte de Sombreuil semblait avoir dans les bonnes dispositions des républicains à leur égard. Plusieurs d'entre eux qui avaient servi sur le continent, dans les armées alliées, savaient trop bien que la clémence du gouvernement conventionnel était la mort. Ils continuaient donc à se défendre, aimant mieux périr les armes à la main que de s'exposer à un trépas sans honneur et sans gloire. 700 soldats républicains, à la tête desquels est le général Humbert, s'élancent alors sur les retranchements du fort la baïonnette en avant, et somment les roya-

Hoche ne put s'empêcher de lui témoigner aurait pu, dans tous les cas, induire en erreur cette honorable victime; ou peut-être Sombreuil aura-t-il pu laisser entrevoir aux compagnons de sa malheureuse destinée qu'une capitulation n'était pas impossible, afin d'adoucir l'horreur de leur situation, et les engager à émouvoir la pitié des républicains en mettant bas les armes.... A qui persuadera-t-on qu'il put trahir la foi jurée, le guerrier sensible et généreux qui, témoin du sort funeste du comte de Sombreuil, son égal en courage et en jeunesse, disait, en versant de nobles larmes, aux officiers de son état-major : « Plût à Dieu que des hommes tels que lui brûlassent pour la patrie des mêmes sentiments que nous! »

listes de se rendre à discrétion, s'ils ne veulent pas être tous passés au fil de l'épée. Fidèles à leur serment, les émigrés dont vous venons de parler se refusent obstinément à toute proposition, et continuent de se battre avec l'héroïsme du dévouement et du désespoir. Mais, intimidés par la contenance terrible de leurs ennemis, et mus sans doute par ce sentiment naturel à tous les hommes, qui fait préférer un danger éloigné et peut-être incertain à un péril pressant, un grand nombre de royalistes déposent leurs armes, tandis que d'autres, auxquels la honte de devenir la proie des républicains paraît plus affreuse encore que la mort, se brûlent la cervelle, ou se percent de leurs épées, aux yeux de leurs camarades, et meurent en reprochant a ces derniers leur pusillanimité. 1795 — an III. Bretagne.

Ah! sans doute ils n'étaient point lâches, mais ils se confiaient dans la générosité française, ces Français qui consentaient à se livrer à leurs plus cruels ennemis! Ils ne savaient pas encore combien les discordes civiles pervertissent les cœurs, et à quels excès elles entraînent! Ils ne connaissaient pas le stoïcisme des hommes qui gouvernaient alors leur patrie! Ils ne pouvaient croire que des soldats et des chefs qui combattaient avec tant de bravoure et montraient tant de vertus guerrières, fussent dirigés, comprimés par des barbares armés d'un glaive politique dont le fourreau avait été jeté si loin, et qu'une prétendue raison d'État obligeait à rompre tout pacte avec l'humanité.

Sombreuil, qui, le premier, s'était mis entre les mains des soldats républicains, fut conduit au commissaire conventionnel, qui lui dit, en faisant allusion aux malheurs de son père et de sa sœur : « Que votre famille est malheureuse! — J'espérais la venger, » répond le guerrier avec une noble fierté.

L'armée républicaine se répandit alors dans la presqu'île, et ramassa tous les royalistes qui n'avaient pu parvenir à se sauver sur les bâtiments anglais. Mais les soldats, obligés de servir d'instrument à la vengeance de leur gouvernement, prouvèrent par leur conduite, dans cette circonstance, qu'ils n'étaient point aveuglés par l'esprit de parti, et qu'ils considéraient comme des compatriotes tous ces hommes désarmés. Ils eurent pour eux les égards que commande le malheur.

1795 - an III. Bretagne.

Ceux qui conduisaient les émigrés malades ou blessés leur prodiguaient tous les soins qu'exigeait leur état. Ils disaient aux conventionnels, en leur amenant ces infortunés : « Nous ne sommes point des assassins ; nous combattons un ennemi armé, mais nous protégeons les vaincus sans défense. Si vous les regardez comme des traîtres, faites-les juger ; cette considération nous est étrangère en ce moment. » Ces paroles, qui rappelleront au lecteur celles des Français refusant d'obéir au décret qui défendait de faire des prisonniers anglais ou hanovriens, ne sont-elles pas une nouvelle preuve de ce qu'on a si souvent répété avec tant de raison, de ce qu'il importe que la postérité reste bien convaincue, que, *durant les troubles de la patrie, l'honneur français ne cessa point d'habiter, avec la valeur, les camps des soldats-citoyens.*

Les royalistes ramassés dans la presqu'île par les patrouilles républicaines furent conduits à Auray, où les lauriers du parti vainqueur allaient être souillés par la détermination que nous avons annoncée. C'était vainement que le général Hoche venait d'engager les émigrés à se confier à la générosité républicaine : la Convention, plus puissante que lui, ordonna de les mettre en jugement, et ses fidèles délégués s'empressèrent de lui obéir. Au moins l'histoire proclamera que les guerriers qui avaient fait triompher cette assemblée refusèrent de prendre part à son iniquité. Hoche crut de son devoir d'écrire a la Convention pour obtenir que la vie des émigrés fût épargnée, et en particulier celle de Sombreuil, dont la noble conduite avait gagné son estime. La commission militaire, assemblée à Auray, suivit la généreuse impulsion donnée par le général en chef : elle refusa de s'asseoir sur un tribunal qu'on voulait l'obliger d'ensanglanter en condamnant des Français. Tallien et Blad furent forcés de la remplacer par une autre commission, composée de militaires nés sur un sol étranger. Tous les émigrés qui avaient plus de dix-huit ans furent ainsi condamnés à mort, pour avoir porté les armes contre la république. Plusieurs d'entre eux réussirent cependant à éviter l'arrêt fatal, en supposant un âge qu'ils avaient depuis longtemps dépassé ; et leurs juges fermèrent les yeux sur cet innocent mensonge.

Le comte de Sombreuil, l'évêque de Dôle, plusieurs officiers de marque, et quatorze ministres des autels, furent conduits à Vannes et jugés par une commission semblable à celle d'Auray. Le général fut commis à la garde particulière d'un officier de la Gironde, qui du moins, par le vif et tendre intérêt qu'il lui témoigna, adoucit l'angoisse de ses derniers moments. Cette angoisse était d'autant plus poignante, qu'éperdûment épris d'une jeune personne à laquelle il devait s'unir quand il reçut l'ordre de s'embarquer, l'infortuné Sombreuil se voyait à jamais séparé d'elle. Cent fois dans la terrible journée du 20 juillet il avait bravé la mort; mais, en cet instant déchirant, il regrettait le bonheur qu'elle allait lui ravir. Informé du sort funeste qu'on lui préparait, il voulut devancer l'heure du trépas, trop tardive à ses yeux : il saisit un des pistolets de l'officier qui le gardait; mais cette arme n'était chargée qu'à poudre, et Sombreuil ne se fit qu'une légère blessure au front. Enfin le fatal moment arriva; il fut conduit avec ses compagnons au lieu du supplice avec les précautions qu'on prend envers les criminels. Par un raffinement de cruauté digne des anthropophages, le lugubre cortége était précédé par des fossoyeurs, qui allaient, sous les yeux des victimes, creuser la fosse où elles devaient être ensevelies.... L'évêque de Dôle demanda comme une faveur qu'on lui découvrît la tête pour recevoir ce nouveau baptême de sang, qui, dans la pieuse croyance du prélat, devait lui ouvrir les portes de la félicité éternelle. L'intrépide Sombreuil repoussa le mouchoir dont on voulait lui couvrir les yeux : « J'aime, dit le héros, à voir mon ennemi en face. » Puis, en mettant un genou en terre : « J'incline, continua-t-il, celui-ci devant Dieu, et je tends l'autre aux balles de mes ennemis. » Et, s'adressant aux soldats qui le couchaient en joue : « Visez plus à droite, vous me manqueriez. ».... Ainsi périt dans la fleur de l'âge, cher à la gloire et à l'amour, ce jeune et zélé défenseur de la monarchie, que la France eût pu compter un jour au nombre de ses plus généreux soutiens.

1795 — an III.
Bretagne.

La mesure d'appliquer aux royalistes pris à Quiberon une loi impitoyable était d'autant plus impolitique et désastreuse, qu'elle privait la France des officiers qui pouvaient lui rendre

1795 — an III. Bretagne. sur mer une influence qu'elle avait perdue. Un grand nombre des officiers qui formaient les cadres des régiments royalistes débarqués dans la presqu'île étaient, comme nous l'avons déjà dit, attachés a l'ancienne marine, et maintenant que le gouvernement républicain semblait avoir renoncé aux idées qui dirigeaient l'ancien Comité de salut public, il eût été peut-être aussi utile que généreux d'user de clémence à leur égard, et d'essayer par des bienfaits de les attacher aux succès de la nouvelle marine; mais la Convention, menacée par le parti montagnard ou jacobin, voulait saisir cette occasion de lui faire une concession. Tallien lui-même, que ce parti accusait de royalisme depuis le 9 thermidor, ne se montra si sévère et si inflexible que pour prouver qu'il était fidèle au système républicain : ainsi l'intérêt des hommes n'étouffe que trop souvent dans leur cœur les sentiments généreux. Tallien s'empressa de retourner à Paris; et ce fut le jour anniversaire du 9 thermidor (le 27 juillet), qu'il parut à cette même tribune, du haut de laquelle, l'année précédente, il avait osé, un poignard à la main, braver le tyran de la république, et lancer sur lui l'anathème qui renversa ce monstre parricide. Il annonça emphatiquement à ses collègues « que l'oracle était accompli, et que la terre natale avait dévoré les émigrés. » A cette nouvelle, la faction de la montagne poussa de féroces acclamations; mais le parti des modérés, celui qui depuis un an soutenait les thermidoriens, craignant de voir reparaître le règne de la terreur, ne prit pas une grande part dans ces applaudissements. Le mécontentement qu'occasionna le supplice des émigrés fut peut-être une des causes qui concoururent à provoquer deux mois plus tard la sérieuse insurrection du 13 vendémiaire (5 octobre).

Le gouvernement républicain trouva dans les magasins immenses conquis à Quiberon un faible dédommagement du mal que lui faisait ce changement de l'opinion; ils furent cependant évalués à une somme très-considérable. De nouveaux et nombreux approvisionnements avaient été débarqués en même temps que la division Sombreuil[1].

[1] Ils consistaient en farine, vin, huile, rhum, vinaigre, eau-de-vie, riz,

S'il n'est pas vrai que les Anglais aient tiré sur les émigrés à Quiberon ou aient négligé de les sauver, comme les en ont accusés plusieurs écrivains des deux partis, au moins pourrait-on soupçonner qu'ils ne préparèrent pas un aussi grand armement dans l'unique dessein d'opérer franchement la contre-révolution en France. Comment interpréter le refus qu'ils firent de laisser un prince français se mettre lui-même à la tête des braves qui allaient combattre pour sa noble famille; l'inaction à laquelle fut condamnée la division Sombreuil dans la journée du 16 juillet; la non-arrivée des 10,000 hommes de troupes que commandait lord Moyra? Serait-il trop injuste de penser qu'ils avaient en vue l'affaiblissement de la puissance française par la prolongation des troubles civils chez cette nation rivale, à une époque où la paix pouvait fournir à cette dernière les moyens de tourner contre eux toutes ses ressources militaires et industrielles? En étendant ces conjectures fâcheuses jusqu'au delà des bornes naturelles, peut-être quelques hommes atrabilaires iront-ils jusqu'à croire que le patriotisme sauvage de ces fiers insulaires les poussa à se venger de la marine française sur ces braves officiers qui, sous la conduite des Suffren, des d'Estaing, etc., etc., don- 1795 — an III. Bretagne.

salaisons, morue sèche, sucre, café, biscuit : le tout en si grande quantité, ainsi que le savon et le tabac, que le commissaire des guerres Foucaud, chargé d'en dresser l'inventaire, écrivait au commissaire-ordonnateur Daru, « Qu'il se perdait dans les richesses; qu'un mois ne lui suffirait pas pour remplir sa commission; et que quatre mille voitures pourraient à peine les transporter. » Les magasins d'habillements et d'harnachements étaient en proportion. Voici la note des bouches à feu et des munitions de guerre; elle fut dressée par les soins du général Lemoine, à qui le général Hoche en confia la garde. Douze pièces de 4 et une de 8; quatorze mille sept cents livres de poudre; quatre cent vingt-quatre gargousses de 12; quarante-quatre de 24; quinze de 32; cent de 16; cent dix caisses remplies de gargousses de 4, quarante-deux de 8, quatre-vingt-seize de boulets de 4 sabottés, cinquante-un de mitraille de 4, quarante-huit de boulets de 8 sabottés, huit de 12 à mitraille; cent quatre-vingt-dix-huit caisses remplies de balles; trois caisses de papier à gargousses, des barils de pierres à fusil, des paquets de mèches, des barils de cartouches d'infanterie, au nombre de cent soixante-quinze; trois cent cinquante caisses, une quantité de boulets de différents calibres, cinquante bombes de 12 pouces; outre une certaine quantité de tonneaux et de caisses remplis de harnais de chevaux, etc., etc.

1795 — an III. Bretagne.

nèrent une si grande illustration à leur patrie dans la guerre de l'indépendance américaine!.... Loin de nous l'idée de manifester des sentiments de haine et de discorde envers une nation avec laquelle nous vivons maintenant en paix! Cependant qu'on se rappelle qu'un des ministres dont ce pays s'honore, lord Chatam, père de cet autre ministre, Pitt, qui a fait tant de mal à la France républicaine, avait coutume de dire : « S'il fallait que l'Angleterre fût juste envers la France, il y a longtemps que l'Angleterre n'existerait plus. » Il nous semble que ces paroles célèbres firent partie de l'héritage que lord Chatam laissa en mourant à son fils, successeur de son influence et de son autorité dans le cabinet britannique; du moins nous paraissent-elles avoir été la règle constante des opinions de ce ministre fameux pendant le cours de la révolution française; et, malgré tout le soin qu'ont mis à le défendre quelques hommes qui furent aussi les victimes de sa politique astucieuse, nous croyons que les reproches qui lui furent adressés depuis la déplorable expédition dont nous venons de retracer les détails, ne sont pas sans quelque fondement. Des patriotes anglais, honteux de la conduite de leur ministère dans cette circonstance, s'empressèrent de venger l'honneur national en prouvant que le peuple anglais n'y avait point pris part. Des murmures d'improbation adressés à Pitt forcèrent le ministre altier de se justifier dans la chambre des communes. En parlant de la malheureuse affaire de Quiberon, il osa dire : « Du moins le sang anglais n'y a pas coulé! » « Non, répliqua Shéridan, emporté par un mouvement d'indignation, non, sans doute, le sang anglais n'y a pas coulé; mais l'honneur anglais y a coulé par tous ses pores. ».... Et, dans les débats au sujet de la continuation de la guerre, on entendit, dans la séance du 29 octobre, le rival de Pitt, l'homme dont les amis de la liberté anglaise invoquent chaque jour le nom, Fox enfin, s'écrier, en parlant encore de Quiberon : « Fatale expédition qui doit déchirer toutes les âmes, et soulever d'indignation le cœur de tous les Anglais! Funeste revers, qui, aux yeux de l'Europe, a fait plus de tort au caractère national que tous les événements de la guerre! Le ciel m'est témoin que j'ai toujours désapprouvé ce projet

insensé, comme je gémis encore aujourd'hui de la manière honteuse dont il a été exécuté. » 1795 — an III Bretagne.

Ainsi, un grand nombre d'Anglais ont partagé l'opinion accréditée en France sur la conduite du ministère britannique et de ses agents à Quiberon : Pitt lui-même garda désormais le silence sur cette expédition, et des Français seuls osèrent entreprendre sa défense. Dans l'incertitude où nous laissent les différents témoignages, et presque tous les documens, nous ferons du moins cette remarque honorable pour la nation en général, et pour les émigrés en particulier, c'est qu'avec tant de raisons de se plaindre des Anglais, ces Français ont oublié leur conduite pour ne se ressouvenir que de l'assistance qu'ils ont reçue d'eux. Vainement leurs efforts furent rendus presque nuls, et comme paralysés par le défaut de coopération efficace de l'escadre britannique ; vainement ils se virent privés de la douce satisfaction de combattre sous les yeux d'un prince français ; vainement ils attendirent le secours promis des 10,000 hommes aux ordres de lord Moyra : ces Français généreux n'ont pas cru devoir accuser un gouvernement qui se disait dévoué à leur cause ; ils ont dédaigné de rechercher les motifs de la conduite tortueuse de ceux qui se nommaient leurs alliés ; ils ont craint de paraître ingrats envers un pays qui leur servit d'asile, et qui donna l'hospitalité à ces princes qu'au prix de leur sang ils brûlaient de ramener en France. Respect à ces victimes de l'honneur ! honneur aux Français morts à Quiberon, et à ceux qui, échappés à cette effroyable catastrophe, gardent encore le silence sur les causes qui y donnèrent lieu ! Des Anglais, sur le simple soupçon d'une trahison, auraient fait retentir toute l'Europe de leurs plaintes ; des Français se taisent, et ne veulent point flétrir la nation qui les accueillit pendant leur exil.

Nous verrons que le misérable résultat de cette expédition ne dégoûta point l'Angleterre de l'envie de ranimer encore les cendres de la guerre civile. L'expédition de Quiberon ne tarda pas à être suivie d'une autre, dont nous parlerons en son lieu.

Combat sur la Fluvia; traité de paix entre la France et l'Espagne. — Le combat du 26 mai avait été la dernière action militaire sérieuse entre les troupes espagnoles commandées par le général Urrutia, et l'armée des Pyrénées-Orientales, aux ordres 1er août. (14 therm.) Espagne.

1795—an III. Espagne. du général Schérer. Tout le mois de juin s'était écoulé sans engagements qui méritent d'être rapportés. Les deux partis, retirés dans leurs cantonnements, se tenaient sur une défensive réciproque, et paraissaient peu disposés à s'attaquer sérieusement. Il est vrai de dire que la cour d'Espagne et la république française étaient alors occupées de négociations qui devaient amener une paix prochaine; mais les armées ignoraient encore ces dispositions pacifiques de leurs gouvernements. Ce qui le prouve, c'est qu'après être restés dans une longue inaction, les Français se déterminèrent tout à coup à rentrer en campagne, et tentèrent encore une fois de forcer les positions espagnoles, en effectuant le passage de la Fluvia.

Le 13 juillet, la grande division de l'armée des Pyrénées-Orientales, et celle que le général Augereau commandait aux environs de Figuières, se mirent en même temps en mouvement, et s'avancèrent de concert pour attaquer les Espagnols dans toutes leurs positions. Ces forces furent réparties en trois nouvelles divisions à peu près égales en nombre. Chaque division devait avoir une forte arrière-garde, prête à la soutenir au besoin.

6,000 hommes d'infanterie, et 800 chevaux, commandés par Schérer en personne, s'avancèrent de leur camp sous Roses, et occupèrent la position de Pontos, opposée à celle de Bascara, que défendaient les Espagnols ; ces 6,000 hommes formaient la première division et le centre de l'armée ; la seconde division était composée de 5,000 hommes et de 500 chevaux, et formait la droite de l'armée ; elle se porta sur Puig-de-Forcas ; la gauche, conduite par le général Augereau, avait une force à peu près égale : elle devait attaquer l'ennemi dans ses positions de San-Miguel et de San-Pedro-Pacador, village qui est très-près de la mer.

Le but de cette attaque générale n'était pas seulement de tâcher de déposter les Espagnols de leur campement sur la rive opposée de la Fluvia : l'intention de Schérer était aussi de couvrir, par cette agression, un grand fourrage dont un fort détachement devait s'occuper pendant qu'on en serait aux mains avec l'ennemi. Les vivres commençaient à manquer dans le camp français, et il était instant de s'en procurer, avant que

les Espagnols songeassent à manœuvrer pour s'y opposer. Cette circonstance est même regardée par quelques auteurs comme ayant seule donné lieu à l'action que nous allons rapporter. 1795 — an III. Espagne.

A la vue du grand mouvement opéré par l'armée française, le général espagnol Urrutia fit aussitôt ses dispositions de défense. Ayant remarqué que Schérer étendait beaucoup ses ailes, et paraissait manœuvrer pour le tourner, il s'appliqua principalement à l'en empêcher. Pour cet effet, il ordonna aux troupes qui se trouvaient à Bezalu, sur la gauche, d'aller, dans les montagnes, occuper le défilé du col de Portell, seul passage ouvert aux Français pour parvenir à Bezalu. En même temps Urrutia faisait établir une forte batterie sur les hauteurs d'Esponella, pour défendre le pont; et, afin de s'opposer bien plus efficacement au passage de la Fluvia par les Français, il en faisait occuper les gués sur toute la ligne.

Dans ce moment l'armée du général Schérer, après avoir effectué son mouvement en avant, s'ébranlait pour prendre les défilés des montagnes; mais, voyant que l'ennemi avait prévu cette manœuvre et s'était mis sur ses gardes, Schérer changea ses dispositions d'attaque. Ce retard dans la marche de l'armée donna au général espagnol Vivès, qui commandait l'avant-garde d'Urrutia, le temps de prévenir les Français, en passant lui-même la Fluvia. Ce mouvement faillit lui devenir fatal. Schérer, le voyant s'avancer sur la droite, s'était hâté de placer en embuscade plusieurs bataillons. Cachés dans un bois qui se trouvait sur le chemin que semblait suivre le général espagnol, les Français se jetèrent sur lui aussitôt qu'il parut à portée, le culbutèrent et le forcèrent de se retirer en toute hâte sur la Fluvia. Vivès parvint cependant à s'y rallier, et opposa une vigoureuse résistance aux Français qui l'avaient poursuivi.

Pendant ce temps, Augereau était aux prises avec le général espagnol Iturragaray. Il avait manœuvré pour forcer le gué de Vilaroban; mais, prévenu également par les Espagnols, qui avaient réussi à faire passer plus haut la rivière à un corps de cavalerie, il s'était vu vigoureusement attaqué et forcé de se défendre. Afin de le faire avec plus d'avantage, Augereau prit position à Saint-Thomas, village situé en face de Vilaroban. Le général Iturragaray, se trouvant alors trop

1795 — An III. Espagne.

faible pour continuer son attaque, fit un mouvement rapide pour se porter sur la droite et se réunir au général Vivès, qui soutenait toujours le combat. Mais Augereau pénétra son intention, et fit charger si vigoureusement le corps espagnol, qu'il fut obligé de renoncer à son dessein et de repasser la rivière pour éviter une destruction certaine. Le général Augereau se porta rapidement à sa poursuite, sabra l'arrière-garde espagnole à Vilamaculum, et effectua le passage de la rivière. De son côté, la droite de l'armée française, après avoir longtemps combattu avec un succès égal contre le général Vivès, l'avait contraint de repasser la Fluvia, et était elle-même parvenue sur l'autre rive.

Jusque-là, le centre des deux armées était réciproquement resté dans une inaction complète. L'intention de Schérer était toujours de déborder les deux ailes ennemies, et de manœuvrer ensuite pour forcer la position centrale des Espagnols, établie au col d'Oriols. Le moment était venu d'effectuer cette manœuvre, et Schérer donna l'ordre à ses troupes de se mettre en marche, pour se porter en avant des positions de Pontos et d'Armadas, qu'il occupait. Mais déjà le général Urrutia avait organisé tous ses moyens de défense. Effrayé des dangers que son armée pouvait courir, si Schérer, à la tête de ses troupes, réussissait à passer la rivière, et se trouvait par là en mesure de s'appuyer, de droite et de gauche, sur ses ailes victorieuses, il s'était hâté de renforcer son centre, et avait ordonné aux généraux Arias et la Romana de se porter promptement en avant, de passer la Fluvia avec leur cavalerie, et de s'opposer aux progrès des Français, pendant que lui-même descendrait, avec son infanterie, de son quartier général d'Oriols, pour les soutenir.

Arias et la Romana exécutèrent avec habileté et précision les ordres de leur général. Le premier, après avoir passé la rivière, attaqua les Français en front, et le combat s'engagea du côté de l'ouest. La Romana prit sur la gauche du château de Pontos, et chargea avec valeur les Français rangés en bataille auprès du village. Ces deux attaques eurent d'abord tout le succès que pouvaient désirer les Espagnols. Les Français, qui ne s'attendaient point à être prévenus dans leur mouvement

d'agression, s'affrayèrent et lâchèrent pied. Le village de Pontos fut occupé par la Romana. 1795 — an III. Espagne.

Pendant ce temps, l'infanterie espagnole avait elle-même passé la Fluvia, et le général Cuesta, qui la commandait sous le général en chef Urrutia, s'était jeté avec deux colonnes sur les Français qui occupaient Armadas. Cette position était moins importante que celle de Pontos ; aussi Schérer se contenta d'y laisser un nombre de troupes suffisant pour s'y défendre sans trop de désavantage, et se porta avec le reste sur Pontos, que déjà les Français, ralliés à la voix de leurs généraux, commençaient à réattaquer. Vainement la Romana et Arias firent pour s'y soutenir des prodiges de valeur ; il furent repoussés. Les vainqueurs se divisent aussitôt en deux colonnes ; et tandis que la première se met à la poursuite d'Arias et de la Romana, la seconde vole au secours des Français pressés par Cuesta dans Armadas. Ce renfort arrivait a propos. Le général espagnol, après avoir longtemps éprouvé une résistance désespérée, avait fait un mouvement de gauche qui compromettait essentiellement le corps français ; déjà même il se flattait de le tourner et de le forcer à mettre bas les armes, lorsque la vue des troupes arrivant de Pontos et prêtes à fondre sur lui l'obligea de songer lui-même à se défendre. Il le fit avec courage, mais plutôt pour assurer sa retraite que pour conserver sa position. N'espérant plus être soutenu par Arias et la Romana, il fit faire un mouvement rétrograde à son armée, et opéra, mais en bon ordre, sa retraite devant les Français. Parvenu sur l'autre rive, ainsi que la Romana et Arias, ces trois généraux rangèrent leur troupes en bataille, pour s'opposer à Schérer, s'il essayait de passer la rivière ; mais ce général, qui venait d'éprouver la force de son ennemi, n'osa point entreprendre ce passage, regardé désormais comme trop difficile.

Il était tard, et déjà Urrutia, témoin de l'irrésolution du général français, détachait de son centre tous les corps disponibles, pour les envoyer au secours de ses ailes, qui continuaient à disputer le terrain à leurs ennemis. Ceux-ci, privés du concours de leur centre, et n'espérant pas pouvoir se soutenir dans leurs positions contre les forces réunies d'Urrutia, se décidèrent à faire leur retraite, et repassèrent la Fluvia en bon ordre, et

1795 — an III. Espagne.

sans qu'Urrutia osât les faire inquiéter dans leurs mouvements. Les deux armées rentrèrent alors dans leurs quartiers respectifs.

Cette action entre les deux partis avait été très-meurtriere et la perte à peu près égale. Quoique la victoire fût restée en quelque sorte indécise, puisque des deux côtés on avait défendu et gardé ses positions, cependant tout l'avantage de cette journée demeura aux Français; car le fourrage ordonné par le général Schérer s'était, au moyen du combat, effectué sur une vaste étendue de terrain, sans que ceux qui en étaient chargés eussent trouvé d'obstacle sur aucun point. Trois cent chariots chargés de blé entrèrent dans le camp français, et toutes les autres denrées qui constituent l'approvisionnement d'une armée y devinrent abondantes dans la même proportion.

Ce combat peut être regardé comme le dernier qui ait été livré dans cette partie de l'Espagne pendant le reste de la campagne. Les deux armées restèrent inactives dans leurs camps. Cependant le général Schérer s'occupait d'un projet d'invasion dans la Cerdagne, et menaçait déjà Gironne, lorsque la nouvelle de la paix conclue à Bâle parvint aux deux armées, et réconcilia deux peuples qui s'étaient fait une guerre aussi opiniâtre avec une bravoure et des moyens à peu près égaux.

En effet, depuis longtemps, c'est-à-dire depuis le commencement de la dernière campagne, les deux gouvernements espagnol et français étaient en pourparlers pour mettre fin aux désastres d'une guerre également contraire aux intérêts des deux nations. Déjà nous avons eu occasion de parler de ces négociations, et, si elles n'arrêtèrent point les hostilités, au moins elles servirent à les rendre moins actives de part et d'autre; mais ce qui sera sans doute un sujet d'étonnement pour tous ceux qui se sont fait une idée exacte de la hauteur et de la fierté du Comité de salut public, c'est que la première ouverture de paix fut faite par ce gouvernement républicain, qui naguère encore semblait avoir juré la perte de tous les rois et le renversement de tous les trônes. Nous avons déjà eu occasion de rendre raison de cette espèce de phénomène : c'est la mémorable révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) qui l'avait produit. Aux idées d'exagération et de démagogie qui avaient paru devoir être la seule

règle de conduite des républicains montagnards, avait tout à coup succédé une modération inattendue, dont les thermidoriens se servirent habilement pour ranger dans leur parti cette masse énorme de Français paisibles qui n'avaient qu'en tremblant embrassé la cause de la révolution. Les tentatives faites par le gouvernement pour amener la pacification de la Vendée, avaient été le premier fruit de cette modération; la paix avec la Prusse et la Hollande pouvait être regardée comme le second; le troisième se trouvait naturellement dans la cessation des hostilités contre l'Espagne. 1795 — an III. Espagne.

Cependant plusieurs membres de la Convention, et même du Comité de salut public institué après le 9 thermidor, encore tourmentés de cette fièvre républicaine qui voulait faire la guerre à la royauté, dans quelque lieu qu'elle se trouvât, s'étaient fortement opposés au projet de faire la paix avec l'Espagne, de même qu'ils l'avaient fait lors de la discussion du traité de paix avec la Prusse; mais la majorité, qui penchait vers les mesures modérées, l'emporta: elle avait à cœur de tourner toutes les forces de la nation contre l'Autriche, et ambitionnait déjà la gloire d'abattre ce colosse, qui, depuis une si longue suite de siècles, faisait trembler l'Europe, dont il se croyait l'arbitre. D'ailleurs, quel que fût l'éclat des victoires remportées, les républicains s'effrayaient eux-mêmes de l'idée de conquérir toutes les Espagnes; ils se souvenaient que, depuis les Romains, le peuple espagnol avait toujours combattu avec désespoir pour conserver son indépendance nationale, et avait rarement souffert le joug passager des étrangers. Ces considérations font honneur à la sagacité et à l'humanité des gouvernants de cette époque. Ah! si plus tard un homme plus puissant qu'eux tous eût conçu les mêmes craintes d'exaspérer ce peuple loyal et enthousiaste, la patrie peut-être n'aurait pas à pleurer aujourd'hui tous ces grands désastres qui ont un moment obscurci sa gloire.

De son côté, la cour d'Espagne, épuisée par les efforts qu'elle avait faits, et sans moyens pour les renouveler, avait à craindre que la république française, profitant de ses victoires au dedans et au dehors, ne portât tout à coup sur le territoire espagnol des forces telles, que la résistance devînt

1795 — an III. Espagne.

à la fin inutile. Déjà maîtres d'une partie des frontières et du pays dont l'accès est le plus difficile, les Français, que leurs derniers succès avaient rapprochés de Pampelune, pouvaient s'emparer de cette capitale de la Navarre, et ouvrir par ce moyen une route facile à l'invasion des deux Castilles et de l'Aragon. Qui aurait osé prévoir les suites de cette invasion? L'Espagne pouvait avoir le sort de la Hollande, et le second trône occupé par la famille des Bourbons s'écrouler sous les coups des mêmes hommes qui avaient renversé le premier. Pour le soutenir, il eût fallu appeler la nation entière aux armes, et donner naissance à une guerre dont les résultats étaient incalculables, et qui, en amenant le contact avec les Français, pouvait produire dans les esprits une révolution morale non moins dangereuse que l'invasion même.

Dès que les deux nations eurent bien reconnu qu'il était de leur intérêt réciproque de poser les armes, il leur fut facile de s'entendre pour le reste ; cependant un incident retarda beaucoup la conclusion définitive du traité de paix. Le gouvernement espagnol, ayant accédé aux premières propositions d'accommodement qui lui furent faites, au nom du Comité de salut public, par M. Bourgoing, ancien ambassadeur à Madrid, crut devoir s'adresser à M. Barthélemy, alors ambassadeur de la république auprès des treize cantons suisses, que ses vertus personnelles, ses talents diplomatiques, et surtout le traité conclu par ses soins à Bâle avec le roi de Prusse, faisaient jouir alors d'une grande considération dans les pays étrangers. M. d'Yriarte, que la cour d'Espagne voulait charger de ses pouvoirs, avait avec lui des relations d'amitié. Ambassadeur auprès de la république de Pologne, M. d'Yriarte avait assisté aux derniers désastres de la nation polonaise, et, depuis le partage de ce malheureux royaume par les trois souverains armés pour le renverser, le diplomate espagnol voyageait alors en Europe dans l'incognito d'un particulier obscur. Après avoir parcouru l'Autriche et la Prusse, un courrier le trouva à Venise, et lui annonça le nouvel honneur que venait de lui faire son gouvernement. Yriarte se hâta de se rendre à sa destination; mais, pendant qu'on l'avait cherché, les hostilités avaient continué, et le sang français et espagnol, inutilement

répandu, attestait que le cabinet de Madrid n'avait point encore pris une détermination positive. 1795 — an III. Espagne.

Barthélemy et Yriarte, apportant tous les deux des intentions pures et le vif désir de renouer l'antique amitié qui unissait les deux peuples, terminèrent promptement les négociations, et la paix fut conclue à Bâle, le 22 juillet. Ce traité, par lequel la France abandonnait toutes ses conquêtes au delà des Pyrénées, et par lequel l'Espagne cédait à la France la partie de l'île de Saint-Domingue qui lui appartenait, fut ratifié le 1er août par la Convention nationale, à Paris, et par le roi d'Espagne Charles IV, à Madrid, le 4 du même mois. « Autant, dit Lacretelle, les Espagnols s'étaient défendus, au milieu du péril, de laisser voir le besoin de la paix, autant témoignèrent-ils d'allégresse après avoir obtenu une paix qui n'offensait point leur orgueil, et qui rappelait à peine combien la guerre leur avait été funeste. La cour de Madrid, si prodigue d'honneurs et de récompense envers le duc d'Alcudia (Godoy, premier ministre), ne fut que l'interprète de la reconnaissance nationale en lui décernant le beau titre de prince de la Paix, que ce vieux favori du roi Charles IV porta depuis. » Le gouvernement français se hâta de recueillir le fruit le plus avantageux de ce traité de paix avec l'Espagne, en dirigeant, ainsi que nous le verrons, l'élite des deux armées des Pyrénées vers l'Italie, où bientôt allait s'engager une lutte si glorieuse pour la France et pour ses guerriers.

Combats dans les Alpes. — Obligé par la trop grande infériorité de ses troupes de replier ses positions, le général Kellermann, ainsi que nous l'avons dit plus haut, s'était arrêté à Finale, ayant sa droite et sa gauche en arrière de Melogno, toujours occupé par l'ennemi. Bientôt les mouvements que faisait celui-ci l'avertirent qu'il était temps de quitter cette position provisoire, et de se retirer sur Borghetto, suivant son premier dessein. Ce mouvement se fit le 2 juillet, pendant que les troupes du général Serrurier repoussaient l'ennemi du col de Terme; et l'armée évacua dès le même jour le poste de Loano. 7 août. (20 therm.) Piémont.

Kellermann avait eu d'autant plus raison d'ordonner cette retraite, qu'après l'occupation de Spinardo par l'ennemi, la

1795 — an III. Piémont.

redoute de la Planète, déjà compromise par la présence des Autrichiens à Melogno, devenait une position dangereuse et peu susceptible d'être défendue avec avantage. La ligne pouvait être coupée entre Rocca-Barbena et le col de San-Bernardo, déjà attaqué plusieurs fois et toujours menacé par l'ennemi. L'armée reçut donc l'ordre d'évacuer, indépendamment des postes de Loano et de Finale, ceux de la Planète, du Signal, de la chapelle San-Bernardo, de Rocca-Barbena, de Bianco, d'el-Campo di Pietri, et se replia sur une ligne qui s'étendait depuis la hauteur de Castel-Bianco, de Pezora, de la gauche de Zuccarello et ses contreforts, de sa droite qui remonte au Pizzo-Grande, et qui fait partie des hauteurs que l'on rencontre jusqu'à Borghetto. Après avoir placé des postes avancés pour lier, d'une part, la gauche du Tanaro, et, de l'autre, empêcher l'ennemi de pénétrer dans la gorge de Zuccarello, Kellermann fit occuper le château du même nom, ainsi que celui de Concento, où fut aussitôt établie une batterie de deux pièces de 8 et d'un obusier. Les subsistances de la gauche devaient lui parvenir par la gorge de Nazino. Ce dernier changement de position fut exécuté, dans la nuit du 6 au 7 juillet, avec tout l'ordre que l'on pouvait espérer d'après les dispositions qui avaient été prises. Toute l'artillerie, les vivres, les effets de campement et les équipages furent évacués dans le même temps et avec le même bonheur, et sans que l'ennemi essayât d'inquiéter les Français dans cette opération.

Quoique cette nouvelle position fût extrêmement forte, et capable, comme cela fut prouvé, d'arrêter un ennemi trois fois plus nombreux, Kellermann, pour multiplier les précautions, ordonna une reconnaissance générale sur tous les points en arrière de la droite, depuis la ligne de Borghetto jusqu'à celle de San-Remo. Cette opération, qui présentait des difficultés immenses, fut cependant exécutée par le général Berthier, chef de l'état-major, l'adjudant général Vignolle[1], le chef de brigade du génie Clausade, et le chef de bataillon d'artillerie Andreossi[2]. Malgré l'étendue et la nature du pays à parcourir, et malgré la difficulté des abords à travers des montagnes escarpées et entrecoupées à

[1] Depuis lieutenant général.

[2] Depuis lieutenant général.

chaque pas d'affreux précipices ; enfin malgré les fatigues de tout genre qu'ils eurent à surmonter, ces quatre officiers firent cette reconnaissance avec une exactitude, une précision qui leur méritèrent les plus grands éloges de la part du général en chef, et annonçaient les talents les plus distingués dans cette partie si essentielle de l'art de la guerre.

1793—an III. Piémont.

D'après cette reconnaissance, le général en chef ordonna, en cas d'événement, la construction des chemins qui devaient faciliter la marche rétrograde des colonnes ; il indiqua en outre tous les points où ces dernières pourraient s'arrêter, pour faire face à l'ennemi et le combattre avec avantage ; il y joignit tous les ordres pour l'évacuation et la sûreté des transports, tant par mer que par terre. De telles précautions étaient nécessaires dans un pays coupé et montueux, où l'ennemi, par le grand avantage de sa supériorité en nombre, pouvait à tout instant forcer les lignes et compromettre la sûreté de l'armée française. Nous sommes entrés dans ces détails pour donner un exemple des soins extrêmes qu'exige la guerre de postes.

Dans le temps même que Kellermann assurait ainsi ses opérations ultérieures contre tout événement imprévu, il recevait du Comité de salut public la promesse d'obtenir les secours qu'il n'avait cessé de solliciter depuis qu'il avait pris le commandement des deux armées des Alpes et d'Italie. Le gouvernement républicain lui faisait espérer que les ordres allaient être donnés pour diriger sur Nice une colonne de 10,000 hommes, détachés du Rhin et devenus disponibles par l'effet de l'armistice conclu, et 6,000 hommes de l'armée des Pyrénées-Orientales, avec un régiment de chasseurs.

Mais avant que ces renforts fussent arrivés, et que Kellermann se vît dans le cas d'en profiter pour reprendre l'offensive, il était réduit à défendre pied à pied ses positions, et chaque jour était témoin de nouveaux combats livrés avec des succès divers, mais dans lesquels les guerriers français trouvaient toujours de nouvelles occasions de faire briller leur dévouement et leur intrépidité.

Depuis le mouvement rétrograde opéré par Kellermann pour resserrer sa ligne, l'ennemi semblait avoir dirigé de préférence ses attaques sur le centre et la gauche de l'armée d'Italie,

1795 — an III
Piémont.

commandés, le centre par le général Macquart, et la gauche par le général Garnier. Le 9 juillet, ils s'étaient portés contre ce dernier avec des forces supérieures, dans le dessein de lui enlever le poste d'un plateau situé entre San-Dalmazzo-Salvatico, le Pras, et Saint-Étienne, à la jonction de la Tinea avec le Bramafan. Profitant ensuite de leur succès sur ce point, ils devaient se jeter sur le poste de Saint-Étienne, le réduire en cendres et envelopper les troupes françaises qui s'y trouvaient cantonnées. Le poste du plateau, qui n'avait pour défenseurs que 100 hommes du premier bataillon de Maine-et-Loire, attaqué par trois colonnes ennemies, fortes chacune d'environ 600 hommes, fut, après une vive et inutile résistance, emporté et occupé.

Cependant les soldats français, qui avaient été entourés, parvinrent à se faire jour à la baïonnette, et peu d'entre eux restèrent sur le champ de bataille. Cet événement était d'un heureux présage pour l'ennemi; mais, quand il se présenta devant Saint-Étienne, il fut reçu avec tant de vigueur par les troupes qui y étaient postées, et par un bataillon qui avait réussi à passer la Tinea pour se réunir à elles, qu'il fut obligé d'abandonner son entreprise, et de chercher à son tour son salut dans une prompte retraite.

Le 11 juillet, deux colonnes ennemies, fortes de 1,560 hommes, se présentèrent en bataille devant les cols de Tanée et de Fréjus, défendus par le capitaine Gazan [1], commandant le dixième bataillon des grenadiers. Les Croates, qui composaient les deux colonnes ennemies, engagèrent une forte fusillade, à laquelle les Français répondirent d'abord avec avantage. Mais le commandant ennemi ayant, sans qu'ils s'en aperçussent, réussi à étendre ses ailes, ils se trouvèrent tout à coup enveloppés. Gazan est sommé de se rendre. Il refuse, et jure, avec les braves qu'il commande, de se défendre jusqu'à la mort. Blessé d'un coup de feu à l'épaule, et ne pouvant plus se défendre, l'intrépide capitaine jette son sabre dans les rangs ennemis, et crie à ses soldats : « Grenadiers, sauvez mon sabre de la main des esclaves! » Ces paroles, émanées d'une bouche républicaine, électrisent les grenadiers et doublent leur ardeur. Ils s'élancent

[1] Depuis lieutenant général.

comme des furieux sur les Croates, étonnés déjà d'une si opi- 1793— an III. Piémont.
niâtre résistance, tuent et massacrent tout ce qui ne prend pas la fuite. Après un combat ou plutôt un carnage qui avait duré plus de deux heures, l'ennemi, lassé de se battre contre des hommes qui volent au-devant de la mort en la donnant autour d'eux, se décide à lâcher pied, et opère sa retraite. Gazan entend bientôt les acclamations de la victoire, et reste maître des positions qu'il a su défendre avec tant de bravoure. Un grand nombre de Français avait péri dans cette journée, victimes de leur dévouement; mais la perte de l'ennemi, proportionnellement au nombre, avait été bien plus considérable.

Attaqué à plusieurs reprises, et resté vainqueur à chaque fois, le centre de l'armée avait essayé de reprendre l'offensive. Le général Dallemagne, qui commandait une partie de ce corps d'armée, se porta, le 12 juillet, contre le poste de Limone, avec deux détachements de grenadiers, commandés par son aide de camp et par l'adjoint Abbé[1]. Cette expédition réussit parfaitement. L'ennemi, plein de sécurité, se laissa surprendre : le poste fut tourné et enlevé sans brûler une amorce. Les sentinelles avancées avaient seulement été massacrées à coups de sabre. Tout ce qui se trouvait au poste de Limone fut fait prisonnier. Cinq émigrés faisaient partie de ce cantonnement[2].

Ces différents engagements, et deux autres attaques, qui échouèrent également, l'une au poste de Saint-Barnouil, le 16 juillet, et l'autre au Mont-Cenis, le 18, avaient prouvé à l'ennemi que les Français étaient en mesure sur tous les points. Il revint en conséquence à ses plans d'attaque sur la droite; les troupes qui étaient opposées au général Masséna, sur ce point, furent renforcées par un nouveau corps de troupes napolitaines; et, voyant qu'il ne pouvait rien entreprendre contre l'armée des Alpes, l'ennemi se décida à disposer d'une partie des troupes qu'il avait dans la Maurienne, et les fit filer par sa gauche à l'armée d'Italie. Kellermann, instruit de ce mouvement, l'imita, autant qu'il était en son pouvoir, et détacha

[1] Depuis lieutenant général.

[2] On ne dit pas si, suivant la loi atroce encore en vigueur à cette époque, ils furent fusillés après l'action.

1795 — an III. Piémont.

plusieurs bataillons de l'armée des Alpes pour renforcer l'armée d'Italie.

L'ennemi, ayant une seconde fois résolu de diriger ses forces principales du côté de la droite des Français, commença, le 24 juillet, à rapprocher sa ligne de celle qu'occupait l'armée d'Italie. Ce mouvement ne fut suivi que de quelques fusillades d'avant-poste ou de patrouilles. Cependant, sur les deux heures après midi, une colonne autrichienne tenta l'attaque d'un retranchement construit en avant de Zuccarello. Après avoir fait, pendant quelque temps, de vains efforts pour s'en emparer, se voyant sur le point d'être repoussés de vive force, les Autrichiens prirent le parti de se retirer.

Le lendemain, l'ennemi revint à la charge. Le cinquième bataillon de grenadiers, faisant partie de la division du général Serrurier, occupait et défendait les hauteurs qui se trouvent vis-à-vis du poste de l'Inferno; plus d'une fois ce bataillon avait fait preuve d'une grande bravoure et d'une sévère discipline; cependant, ce jour-là, étant moins sur ses gardes, il se trouva tout à coup entouré. Surpris par les Autrichiens, il fut obligé de céder les hauteurs, pour ne point demeurer prisonnier entre leurs mains. L'occupation de cette position par l'ennemi compromettait singulièrement la position de l'Inferno, et faisait courir les plus grands risques au général Serrurier. Il sentit combien il était important pour lui d'y rentrer, et sur-le-champ il donna ordre au général Pelletier d'attaquer l'ennemi avec le bataillon que, dans le combat du col de Terme, il avait appelé son intrépide réserve, et par un autre bataillon commandé par le chef de bataillon Tellemont.

Les Français se précipitèrent avec leur fougue accoutumée sur les Autrichiens, et les chargèrent à la baïonnette. Le succès suivit de près cette attaque : l'ennemi fut déposté avec plus de rapidité encore qu'il ne s'était emparé de la position. Mallin de la Rivoire, commandant de l'intrépide réserve, se distingua encore dans cette circonstance, ainsi que le commandant Tellemont.

En même temps qu'on se battait ainsi sur terre avec acharnement, la mer était aussi témoin de la valeur des soldats français de l'armée d'Italie. En effet, dans la nuit du 26 au 27,

deux corsaires ennemis s'étaient mis à la poursuite d'une tartane française mouillée à Albenga, et qui devait servir à évacuer les malades. L'équipage etait parvenu a se sauver dans des canots, et était venu apporter cette nouvelle aux avant-postes de Borghetto.

Le 27, la tartane remorquée par les corsaires s'approcha de la pointe de Borghetto pour gagner le vent et filer sur Loano; mais environ 60 grenadiers du sixième bataillon, ayant leur chef à leur tête, s'embarquèrent aussitôt sur des bateaux, armés de leurs fusils et de leurs sabres, et osèrent s'avancer pour reprendre la tartane à l'abordage. Les corsaires pouvaient les couler bas, en leur lâchant quelques bordées de coups de canon; cependant ils furent si effrayés de l'audace des grenadiers français, qu'ils abandonnèrent la tartane et s'enfuirent à toutes voiles. Témoin de cette lâcheté, un troisième corsaire s'avança sur les grenadiers qui emmenaient en triomphe leur conquête; mais une décharge de la pièce de 36 montée sur la plage de Borghetto l'eut bientôt obligé de gagner au large.

Le 28 juillet, le général Masséna fit faire une reconnaissance sur tous les points de la ligne qu'il commandait : le même jour, les ennemis en avaient ordonné une de leur côté. Les deux détachements se rencontrèrent à quelque distance de Loano, et bientôt en vinrent aux mains. Le combat fut vif et dura cinq heures avec une égale ardeur. Enfin, sur le soir, l'ennemi fut repoussé vigoureusement par les Français, et poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Loano. Il perdit dans cette rencontre un grand nombre de tués ou blessés.

Le 30, pareille reconnaissance fut faite par le général Laharpe[1] avec un détachement de 300 hommes, par Zuccarello et par le rocher d'Aoste, pour s'assurer si l'ennemi faisait au Campo di Pietri des ouvrages capables de donner de l'inquiétude. Les Français, pour mieux observer, s'approchèrent très-près de Rocca-Barbena, et s'exposèrent imprudemment à une vive fusillade de la part de l'ennemi : ils ripostèrent par la décharge de toute leur mousqueterie; mais l'objet de la reconnaissance était rempli : le commandant du détachement, Gen-

[1] Mort général de division.

1795 — an III Piémont.

tilly [1], ordonna la retraite. Dans ce moment, l'ennemi recevait des renforts des camps voisins; et, tout fier de sa supériorité, il se jeta à la poursuite de la colonne. Les Français font aussitôt volte-face, et le feu recommence avec une grande vivacité. Enfin les soldats, fatigués de la fusillade, qui durait depuis plus de trois heures, tombent sur l'ennemi au pas de charge et la baïonnette en avant. Cette brusque agression que les Français faisaient, en poussant leurs cris accoutumés de *vive la liberté! vive la république!* déconcerte les colonnes ennemies, qui se retirent en toute hâte et se retranchent dans leur camp de Rocca-Barbena, en abandonnant bon nombre de morts et de blessés. Les Français firent aussi une perte considérable. Au nombre des blessés était le brave Gentilly, chef de bataillon de la 16[e] demi-brigade d'infanterie légère, commandant la reconnaissance.

Le même jour, les Piémontais avaient tenté une attaque à la gauche de l'armée d'Italie. Trois colonnes, dont deux de chacune 600 hommes, et l'autre de 900, en avaient été chargées. Les deux premières s'avancèrent pour simuler une fausse attaque sur le poste d'Issando, avant-garde de Sainte-Anne. A cette vue, le camp français prit aussitôt les armes, et, se portant en avant pour recevoir l'ennemi, le repoussa sans trop d'efforts; car ces deux colonnes avaient ordre de manœuvrer de manière à attirer les Français hors de leur camp. En effet, au moment où ceux-ci s'élancèrent à la poursuite de l'ennemi, la troisième colonne, forte de 900 hommes, après avoir passé par les derrières, à travers des montagnes inaccessibles, réussit à tourner le camp, s'en empara, et coupa ainsi les Français, qui, se voyant pris entre deux feux, se jetèrent sur la gauche et se retirèrent sur les hauteurs.

Le général Garnier, qui commandait la gauche de l'armée, et qui savait combien la possession du poste d'Issando importait à sa sûreté, donna aussitôt les ordres pour le reprendre.

Cette attaque, qui se fit le lendemain de la prise, réussit suivant ses vœux. Les Français, ayant à se venger d'un échec, mirent dans leur agression tant d'ensemble et d'impétuosité,

[1] Mort général de division.

que l'ennemi, attaqué de toutes parts, et menacé à son tour d'être enveloppé, crut devoir décamper sans presque soutenir de combat. Kellermann, ayant su qu'après cette action le général des troupes austro-sardes avait tiré de son camp de réserve près de Coni plusieurs bataillons pour renforcer les postes placés dans la vallée de la Stura, fit partir deux bataillons de la division du centre, et les fit filer sur celle de gauche pour la renforcer. 1793 — an III. Piémont.

Nous avons dit que la gauche de l'armée d'Italie touchait à la droite de l'armée des Alpes : aussi le général Vaubois, qui commandait cette droite, ayant su que le général Garnier devait être attaqué, s'était, le même jour, avancé sur deux colonnes de 300 hommes chacune, contre l'ennemi, afin de l'empêcher de pénétrer entre ces deux divisions; mais, le général Garnier ayant, après son premier échec, réussi à repousser l'ennemi, cette diversion devint inutile, et Vaubois rentra dans ses lignes.

Sept jours après, c'est-à-dire le 7 août, les ennemis tentèrent à leur tour une attaque à la gauche de la même armée des Alpes sur la position du Mont-Cenis; mais le général Moulins, voyant leurs colonnes s'avancer, marcha lui-même à leur rencontre. Les deux partis se battirent longtemps avec acharnement; enfin l'ennemi céda à l'intrépidité des Français : il fut repoussé, éprouva une perte considérable, et fut poursuivi avec ardeur jusqu'à la Ferrière.

Combats du col de Tende, de Tuirano, de Limone, de Saint-Barnouil, et d'Alassio. — Les secours promis par le Comité de salut public au général Kellermann n'étaient point encore arrivés, et cependant il s'occupait sans relâche à se procurer les moyens les plus efficaces pour assurer les succès de la défensive à laquelle il était forcé de se borner malgré lui. Les ennemis n'avaient cessé d'attaquer les deux armées des Alpes et d'Italie sur tous les points où ils avaient espéré d'obtenir quelques succès. On ne peut s'empêcher de blâmer, avec le général Jomini, ce ridicule plan des alliés, de multiplier ainsi les attaques, quand il leur était si facile d'en tenter une complète et qui fût décisive. On doit voir avec surprise une armée de 180,000 hommes s'amuser à faire une guerre de postes contre 27 août. (10 fructid.)

1793 — an III. Piémont.

une armée de moins de 50,000 hommes, quand, en rassemblant une partie de leurs forces, et poussant en masse sur un point quelconque de la longue ligne occupée par les Français, les alliés auraient indubitablement percé, et auraient mis ainsi leurs rivaux entre deux feux, compromettant de la manière la plus funeste les deux armées des Alpes et d'Italie. Mais, quelles que fussent les raisons qui les faisaient agir, il n'en est pas moins vrai que pendant l'espace d'un mois, et depuis que Kellermann avait pris le parti de reculer sa ligne jusqu'à Borghetto, les Austro-Sardes avaient éprouvé des pertes continuelles, et vont encore en éprouver de nouvelles dans leurs attaques multipliées et inutiles contre les Français.

Au commencement d'août, les Autrichiens manifestèrent l'intention d'attaquer la forteresse de Savone, et firent à cet effet tous les préparatifs nécessaires. Leur artillerie de siége, précédée par un corps de 2,000 Tyroliens, s'avançait par Acqui, tandis qu'un vaisseau de ligne anglais et quatre frégates de la même nation s'embossaient dans la rade de Vado, pour prêter secours aux Autrichiens dans cette opération. Cette nouvelle, qui fut annoncée au général en chef par le général Masséna, donna le temps au premier de faire toutes les dispositions propres à secourir les Génois, dans le cas où l'ennemi se déciderait ainsi à violer la neutralité de la ville de Savone.

Enfin le 13 août, Kellermann fut informé officiellement, par un courrier du Comité de salut public, que le renfort qu'on lui promettait depuis si longtemps allait arriver de l'armée du Rhin. Il ordonna de suite au général Moulins de diriger ces troupes par le département des Hautes-Alpes, en les faisant déboucher par le camp de Tournoux, où il se trouverait pour les recevoir, et où il aurait l'attention de retenir les demi-brigades qui seraient trop fatiguées ; elles devaient être remplacées par les demi-brigades de la droite de l'armée des Alpes les plus fortes et les plus en état, sous tous les rapports, de tenir la campagne.

Kellermann, encouragé par la certitude de voir bientôt ses forces augmentées, voulut se rendre à la rencontre des troupes de l'armée du Rhin, et méditait même une attaque générale contre le camp ennemi de San-Dalmazzo, dans l'intention de s'emparer de la forteresse de Coni par surprise et par escalade,

lorsque le, 14 août, il reçut à San-Martino di Lantosca, quartier général de Serrurier, une dépêche du général Macquart, qui lui confiait ses inquiétudes sur la division de droite, d'après les rapports qu'il venait de recevoir du général Laharpe. L'ennemi faisait en effet sur le front de cette division de grands mouvements et des démonstrations qui annonçaient le dessein de combiner sur ce point une attaque sérieuse et générale. Obligé d'aller au plus pressé, Kellermann renonce à son projet de se rendre à l'armée des Alpes; il se décide à revenir sur ses pas, après avoir ordonné au général Serrurier d'envoyer à Tende un bataillon, pour y remplacer les deux qu'il allait détacher au secours du général Laharpe.

1793 — an III. Piémont.

Tandis que Kellermann s'occupait ainsi à renforcer la droite, le centre, commandé par le général Macquart, avait lui-même été attaqué. Le 17 août, l'ennemi avait en effet porté un gros corps de troupes sur Benarosa, près du col de Tende; mais avant d'attaquer, il avait cru devoir se retrancher dans la position où il s'était arrêté. Le général Macquart ordonna alors au général Dallemagne de sortir de son camp, et de marcher à l'ennemi pour le troubler dans ses ouvrages. Dallemagne[1] réussit parfaitement dans cette expédition; l'ennemi, attaqué vivement, voulut en vain défendre sa position; elle fut forcée, et lui-même obligé de se retirer, après avoir vu massacrer une partie de son arrière-garde sans oser la défendre.

Le lendemain 18, un corps d'environ 8 à 900 Croates attaqua, à la pointe du jour, les avant-postes de la droite de l'armée, du côté de Tuirano. Ces Croates, après avoir surmonté de grandes difficultés, réussirent à enlever un poste de chasseurs qui, cédant au nombre, se retirèrent dans les retranchements de retraite. Là, ayant reçu quelques renforts, et voulant venger l'affront qu'ils venaient d'éprouver, les chasseurs français s'élancent aussitôt contre l'ennemi, la baïonnette en avant, et au cri de *vive la liberté*. Vainement alors les Croates voulurent résister : battus et repoussés sur tous les points, ils furent obligés de fuir après un rude combat livré à la seule arme blanche, et qui avait duré quatre heures.

[1] Mort lieutenant général.

1795 — an III. Piémont.

Nonobstant tous ces échecs, l'ennemi persévérait dans son dessein d'attaque générale sur la division de droite, et continuait les préparatifs qu'il croyait pouvoir lui en assurer le succès. Il devait être secondé dans cette entreprise par le concours d'une flotte anglaise, qui tenait la croisière vis-à-vis de Finale, d'Albenga, etc. Cette escadre détacha même, dans la nuit du 14 au 15 août, des chaloupes sur des bâtiments mouillés à Allassio, dont sept, tous génois, furent enlevés, et six autres furent repris par les chaloupes canonnières françaises qui se trouvaient à Alassio et à Albenga.

Tous ces préparatifs, que le général Laharpe, qu'ils menaçaient le premier, voyait avec inquiétude, engagèrent le général Kellermann à envoyer le général Berthier pour examiner les choses de plus près; et, sur ce que cet officier lui avait assuré à son retour qu'il n'avait rien remarqué qui pût faire présumer une attaque sérieuse, le général ordonna à toute la division de se tenir sur ses gardes, et partit alors pour suivre son premier dessein d'aller à la rencontre des renforts annoncés par le Comité de salut public.

Telle était cependant la rapide succession des événements et la multiplicité des attaques sur toute cette ligne immense, occupée par l'armée française, que, pour suivre notre ordre chronologique habituel, nous sommes sans cesse obligés de passer d'une division à une autre, et de mettre dans notre narration la même confusion qui régnait dans les opérations maladroitement combinées des ennemis contre le général Kellermann. Ainsi, après avoir rendu compte de leurs préparatifs contre la droite de l'armée d'Italie, nous allons maintenant parler de leurs tentatives contre le centre et la gauche.

Le 24 août, ils se présentèrent avec des forces supérieures, en vue du camp de Limone, et au moment où le général Dallemagne, qui y commandait, était occupé à faire, avec une partie de sa troupe, un fourrage considérable. Attaqués vigoureusement, ceux qui étaient restés dans le camp opposèrent cependant une résistance assez longue pour donner le temps au général Dallemagne d'être instruit de leur détresse et d'accourir à leur secours. En effet, ce général, au premier bruit de l'attaque de l'ennemi, avait rassemblé ses plus braves soldats. Il arrive à

la tête de 800 hommes, tombe sur l'ennemi, le culbute, le met dans une déroute complète, et rentre dans le camp de Limone aux acclamations de tous ceux qu'il venait de délivrer. Une partie des vainqueurs s'était détachée à la poursuite des vaincus. Ceux-ci furent sabrés, et perdirent dans leur retraite encore plus de monde que dans le combat. Cette victoire coûta à peine aux Français la perte de quelques hommes.

1795 – an III. Piémont.

Dans la nuit du lendemain, c'est-à-dire celle du 25 au 26, les Piémontais, au nombre d'environ 3,000 se portèrent sur le poste de Saint-Barnouil, qui faisait partie de la ligne occupée par la division de gauche, aux ordres du général Serrurier. Saint-Barnouil n'était guère défendu que par 4 à 500 hommes; et, malgré leur bravoure, il leur était difficile de pouvoir résister longtemps contre des forces aussi supérieures. Heureusement le général Serrurier, averti à temps du dessein des ennemis, s'était empressé d'envoyer des renforts au poste menacé. La situation des choses ne tarda pas à changer. Au lieu de se défendre dans leurs retranchements contre l'ennemi, les Français se précipitent de toutes parts sur les Piémontais, et les chargent au sabre et à la baïonnette. En un moment, les assaillants sont obligés de prendre la défensive. Le bataillon de Maine-et-Loire, chargé spécialement de la garde de Saint-Barnouil, se distinguait, dans ce combat, par son acharnement et son intrépidité. Emportés deux fois par un excès d'ardeur, ces braves Français se trouvèrent environnés par les bataillons piémontais, et deux fois ils réussirent à se faire jour les armes à la main. Enfin l'ennemi, n'espérant plus aucun succès de son attaque, et voyant tous ses rangs rompus, et le désordre dans tous ses bataillons, renonça au combat et se retira dans ses positions. Poursuivis jusque sous le canon de leurs retranchements, les Piémontais éprouvèrent une perte considérable, résultat ordinaire de toutes leurs attaques partielles.

Retournons maintenant à la droite de l'armée; les Français, aux prises avec leurs ennemis les plus acharnés, avec les Anglais, nous donneront une nouvelle preuve de leur bravoure et de leur audace à braver tous les dangers. Continuant leurs préparatifs d'attaque, les alliés faisaient toujours de grandes démonstrations sur les postes occupés par la division du général Masséna,

1795 — an III Piémont. et, le 27 août, une division de l'escadre anglaise, composée de deux vaisseaux de ligne de 74, et de six frégates, profitant d'un vent frais, entra le matin dans la rade d'Alassio. Le projet des Anglais était de faire un débarquement de troupes destinées à couper les subsistances à la droite de la ligne. Cette escadre, après avoir mouillé, se préparait à effectuer sa descente; mais le commissaire conventionnel Chiappe, qui se trouvait depuis quelque temps à Alassio pour y surveiller un établissement d'approvisionnements, prit aussitôt les mesures les plus propres à faire avorter le projet des Anglais. A la vue de leurs préparatifs de descente, il fit rassembler à la hâte les troupes qui se trouvaient sur le point menacé, les rangea lui-même en bataille sur la partie du rivage où les chaloupes anglaises paraissaient vouloir se diriger, et attendit de pied ferme et avec intrépidité l'instant de se mesurer avec l'ennemi.

Les Anglais, après avoir longtemps louvoyé sur la côte, se décidèrent enfin à opérer leur descente. Chiappe ordonne aux Français de les laisser s'approcher à demi-portée du fusil. A peine sont-ils à la distance convenable, qu'une décharge a lieu contre eux, et en renverse un grand nombre. L'ennemi riposte par un feu non moins bien nourri, et en même temps les Anglais faisaient jouer toute l'artillerie de leurs vaisseaux et de leurs frégates. Cependant ce feu, quoique terrible, n'intimida point les braves défenseurs d'Alassio : ils continuèrent à tirer avec la même vivacité sur les chaloupes anglaises. Cette défense vigoureuse donna le temps au général Masséna d'accourir lui-même au secours du port attaqué. Il arrive avec deux bataillons; et ce renfort, amené par un tel général, fit que les Anglais n'osèrent avancer et virèrent de bord avec leurs chaloupes. Le seul résultat qu'ils retirèrent de cette tentative fut de s'emparer de quatre petits bâtiments français armés en guerre, ainsi que d'autres bâtiments de transport français et génois qui se trouvaient dans la rade d'Alassio.

Combat et prise du Mont-Genèvre, de Saint-Barnouil, etc. — Dans cette guerre de postes, si pernicieuse, et pourtant si inutile, que les alliés faisaient aux deux armées des Alpes et d'Italie, la première avait été jusqu'ici rarement inquiétée, et le général Moulins, qui la commandait, avait trouvé peu d'oc-

casions de se distinguer et de mettre à l'épreuve la bonne volonté de ses soldats. Enfin, après être longtemps demeurés dans une inaction presque complète, les Piémontais se décidèrent à former une attaque dirigée contre le Mont-Genèvre, l'un des points les plus importants de la ligne française. Le 30 août, ils se mirent en marche sur quatre colonnes, dont trois parties d'Oulx, et la quatrième de Finestra. Une des colonnes, qui toutes trois marchaient sur la droite, forte de 1,500 hommes, passa par Feuil, en tournant la montagne de Chaberton, et arriva au col d'Aquitaine, entre Clavière et le Mont-Genèvre; une autre, forte de 1,200 hommes, se dirigea, par Bonsora, sur les postes français de la Coche et du Renfort-du-Bœuf, dans l'intention de se réunir à la première pour couper entièrement les postes français à Clavière et à la Coche; la troisième, au nombre de 800 hommes, resta à Cesanne, sur le front des avant-postes français, et devait servir de réserve au besoin. Quant à la quatrième colonne, qui seule se dirigeait à la gauche, elle était forte de 800 hommes, et sa destination était d'attaquer les postes du Bourget.

1793—an III. Piémont.

Pour s'opposer à ces forces réunies, dont le total était de 4,300 hommes, les Français avaient à peine 800 hommes sur les différents points qui furent attaqués, et cependant les Piémontais furent repoussés avec perte dans toutes leurs tentatives. Le général Moulins s'était rendu sur le Mont-Genèvre avec le général Valette, et avait dirigé tous les moyens de défense. Il donna, dans cette occasion, les preuves de quelque capacité militaire.

Il est juste néanmoins de convenir que le plan des ennemis, qui avait été parfaitement combiné, fut fort mal exécuté, et que les colonnes qui devaient attaquer en même temps sur tous les points, n'ayant fait que des attaques successives, devaient nécessairement succomber. La seconde colonne avait seule montré une intrépidité digne d'être comparée à celle des Français; elle s'empara deux fois à la baïonnette du poste de la Coche, et ceux qui le défendaient eurent besoin des plus grands efforts pour le conserver. La perte de l'ennemi, en morts et blessés, avait été très-considérable. Quatre officiers avaient été tués; dix-neuf, dont quatre supérieurs, avaient été faits prisonniers; et, sans un brouillard très-épais, qui vint favoriser la fuite de l'ennemi

1795 — an III. Piémont.

et le dérober à la poursuite des Français, ses pertes auraient encore été beaucoup plus nombreuses.

Après cette action, où les troupes rivalisèrent de courage et d'intrépidité, le général Moulins éleva au grade d'officier le brave sergent-major Janneria, du deuxième bataillon d'infanterie légère, pour avoir arrêté seul un détachement de 30 Piémontais, qui conduisait prisonniers vingt-un volontaires, dont deux officiers. A peine Janneria avait-il aperçu ce détachement, qu'il s'était embusqué sur son passage; et, dès qu'il avait été à portée d'être entendu, il s'était écrié : « A moi, chasseurs, délivrons nos camarades! » A ces mots, les Piémontais effrayés, s'imaginant que Janneria était embusqué avec un grand nombre des siens, témoignèrent de l'incertitude sur le parti qu'ils avaient à prendre. Janneria s'en aperçoit, et crie aux prisonniers de songer eux-mêmes à se délivrer. Ceux-ci, excités par l'intrépidité du brave sergent-major, tombent en effet sur les Piémontais; et, quoique désarmés, ils forcent leurs conducteurs de mettre bas les armes qu'ils avaient à la main. Ils se mettent alors sous le commandement de leur libérateur, conduisent au camp les Piémontais faits prisonniers. Labafour, capitaine du deuxième bataillon du 79e régiment, fut de même promu au grade de chef de bataillon par le général Moulins. Ce brave vétéran, qui comptait quarante-cinq ans de service, avait arrêté, avec 10 hommes, une colonne ennemie de plus de 600 qui se portait sur Clavière, et, par la vigoureuse résistance qu'il sut lui opposer, avait assez retardé sa marche pour donner le temps aux troupes qui étaient cantonnées dans ce village de se former, de se porter sur les Piémontais, et de les battre.

La division de gauche de l'armée d'Italie, aux ordres du général Serrurier, donna également des preuves de sa bravoure dans les journées des 31 août, 1er et 2 septembre. Le 31 août, les ennemis s'étaient décidés à exécuter une attaque combinée depuis longtemps sur les postes français de Lantosca et de San-Martino. Ce même jour, la pluie, la neige et surtout des brouillards très-épais avaient favorisé la marche d'une colonne de 1,500 hommes, qui, après avoir passé par le col de Pierre-Etroite, s'approchèrent du poste de Cerise, défendu par quelques hommes, et l'emportèrent. Vers minuit, on avait su à San-

Martino et à Lantosca que l'ennemi s'avançait avec une force considérable. Aussitôt le général Serrurier avait fait battre la générale et donné des ordres pour rassembler les 300 hommes qui composaient toute la force de ce cantonnement. Les premiers réunis volèrent à l'entrée du village, où l'ennemi était lui-même parvenu, et engagèrent aussitôt une vive fusillade. Quoique accablés par le nombre, et malgré la perte de plusieurs d'entre eux, tués, ou blessés, ou prisonniers, ils tinrent cependant ferme et donnèrent le temps à la totalité de la troupe de se rassembler aux tentes des canonniers, placées au centre du village. Le combat qui s'engagea sur ce point fut long, vif et meurtrier; les braves soldats français, pressés de toutes parts, et obligés de se resserrer pour résister au grand nombre, avaient à peine l'espace nécessaire pour charger leurs armes et les tirer. Cependant leur bravoure et leur contenance inébranlable avaient fini par lasser l'ennemi, qui fut forcé d'opérer sa retraite. 1795 - an III. Piémont.

Ralliés sur les hauteurs voisines, les Piémontais songeaient à revenir à la charge, lorsque, vers les six heures du matin, les soldats français, les ayant aperçus, demandèrent à grands cris qu'on les menât contre eux. Il fallut, malgré toute l'imminence du danger, céder à leurs instances réitérées; ils gravissent alors la montagne au pas de charge, courent à l'ennemi, le culbutent et le suivent jusqu'au poste de Cerise. En vain l'ennemi voulut s'arrêter dans cette position, et tenta d'y faire quelque résistance; il fut poussé de nouveau et mis dans une entière déroute, après avoir perdu un assez grand nombre d'hommes morts ou blessés, quelques centaines de prisonniers, non compris 10 officiers de différents grades, et une très-grande quantité de fusils. Parmi les morts se trouva l'émigré français Bonnaud, commandant l'expédition. Blessé dangereusement, et sachant quel sort lui était réservé, ce brave, digne d'une fin plus glorieuse, aima mieux se brûler la cervelle avec son pistolet, que de se rendre vivant à ses compatriotes. Aucun Piémontais n'eût échappé, si les Français ne s'étaient pas trouvés en aussi petit nombre pour les poursuivre, ou leur couper la retraite au col de Pierre-Étroite.

L'adjudant général Rambaud et le chef de la 84e demi-brigade, Lespinasse, contribuèrent puissamment au succès de cette

1795 — an III. Piémont.

journée, dont chacun des soldats qui combattirent pouvait aussi s'attribuer la gloire ; car cette action semblait avoir été individuelle, par la constance avec laquelle chaque acteur qui venait d'y figurer avait donné les preuves d'un courage surnaturel. Le général en chef, en rendant compte de cet exploit, regrettait qu'il n'eût pas été éclairé par le grand jour, et qu'un grand nombre de beaux faits d'armes eussent été ensevelis dans les ténèbres.

Dans l'après-midi de cette même journée, la bonne contenance des troupes françaises et quelques coups de canon avaient suffi pour déterminer un corps de 600 Piémontais à abandonner l'attaque du col de Finestra. Presque en même temps ils étaient repoussés des postes de Saint-Barnouil, quoique, suivant leur usage, ils s'y fussent portés avec des forces supérieures. Cette circonstance rendit le combat très-long et très meurtrier ; il dura cinq heures, et les ennemis, après avoir laissé, comme à l'ordinaire, beaucoup de morts et de blessés sur le terrain, furent encore obligés en se retirant, d'abandonner un corps de 365 des leurs, parmi lesquels plusieurs officiers, qui avait été cerné et coupé par les Français.

Le même jour encore, 1er septembre, un autre combat avait lieu à la droite de l'armée. Les Croates s'étaient depuis quelques jours établis en face des avant-postes français, dans plusieurs masures abandonnées, où ils avaient pratiqué des créneaux, et autour desquelles ils avaient en outre élevé des espèces de retranchements. Cette position, où ils se trouvaient à l'abri, leur donnait la facilité de fusiller journellement les avant-postes, et de tuer des sentinelles. Le général Masséna, en ayant été instruit, ordonna à deux corps d'éclaireurs d'attaquer les Croates et de détruire leurs retranchements. Le premier corps marcha seul à l'ennemi ; le second se mit en embuscade. Les Croates, s'apercevant de l'intention des Français, et les voyant à portée, commencèrent aussitôt la fusillade ; bientôt même ayant reçu des renforts, ils voulurent marcher en avant ; mais une partie d'entre eux tomba dans l'embuscade, et fut reçue à portée de pistolet par une vigoureuse décharge de mousqueterie. Aussitôt les Français s'avancent au pas de charge, tombent sur les Croates surpris, en font un grand carnage, et les forcent à la retraite. Un jeune éclaireur, âgé de dix-sept ans, tua seul neuf ennemis dans

cette action, où les chasseurs de la Mayenne se montrèrent dignes du reste de l'armée. Les retranchements furent aussitôt détruits et les masures démolies. 1795 – an III. Piémont.

Les Piémontais, qui avaient échoué le 1er septembre dans leur attaque dirigée contre le poste de Saint-Barnouil, faisant partie de la ligne de la division de gauche, voulurent recommencer le lendemain. Afin d'empêcher le général Serrurier de porter sur ce point des forces suffisantes, ils formèrent plusieurs fausses attaques sur toute la ligne, et notamment sur les postes de la Lombarde, de Sainte-Anne et de Saint-Étienne, d'où ils furent repoussés par les Français sortis contre eux à la baïonnette. Mais, à six heures du matin, la véritable attaque sur Saint-Barnouil fut effectuée par des forces considérables, qui, suivant la gorge de Noux, se présentèrent sur les hauteurs dont ce petit village est dominé; une autre colonne forte de 8 ou 900 cents hommes, passa par la gorge des Bains, et se trouva en présence des Français en même temps que la première. A la vue de ces forces supérieures, les avant-postes se replièrent, et les troupes abandonnèrent le village pour occuper les retranchements sur les hauteurs de droite. L'ennemi, qui les suivit, se contenta d'engager une fusillade, qui dura au moins cinq heures. Enfin les Français, ennuyés d'un combat sans résultat, sortirent de leurs retranchements au pas de charge, et, malgré la neige et la pluie qui tombaient en abondance, s'élancèrent sur les colonnes ennemies, qui, effrayées de cette audace, se replièrent en désordre sur les hauteurs de gauche; mais poursuivies avec activité, elles furent contraintes de les abandonner, et rentrèrent dans leurs positions, après avoir fait une perte immense.

C'était encore au brave bataillon de Maine-et-Loire, fort de 450 hommes, et qui déjà tant de fois s'était distingué dans cette guerre, que l'on dut le succès de cette journée. Son commandant, Guillot, donna dans cette occasion de nouvelles preuves de talent, de sang-froid et de bravoure. Le capitaine Girard, le lieutenant Bore et le simple soldat Halmont se distinguèrent particulièrement par des traits de la plus haute valeur, et méritèrent par leur conduite les éloges du général en chef Kellermann, qui s'empressa de consigner leur belle conduite dans son rapport.

CHAPITRE XII.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

Suite du blocus de Mayence; passage du Rhin à Dusseldorf, et prise de cette ville, etc. — Combat de Campo di Pietri et du Petit-Gibraltar. — Suite des opérations de Sambre-et-Meuse; investissement de Mayence sur sur la rive droite du Rhin. — Insurrection des sections de Paris contre le gouvernement conventionnel. — Combats du col de la Croix et de la Novalaise, etc.

1795 — an III. 5 septembr. (19 fructid.) Allemagne. *Suite du blocus de Mayence; passage du Rhin à Dusseldorf; prise de cette ville, etc.* — Reprenons la suite des détails du blocus de Mayence.

On a vu, à la date du 22 mai, avec quelle lenteur avaient été poussées les opérations de ce blocus, ou plutôt avec quelle négligence le Comité de salut public avait laissé le général Michaud dans l'impossibilité d'obtenir aucun succès décisif, faute de forces suffisantes. On était convaincu que de la prise de Mayence dépendait tout le sort de la campagne; on savait que cette conquête ne pourrait être effectuée que lorsqu'un rassemblement de troupes assez considérable permettrait de traverser le Rhin, et de former le blocus de la place sur la rive droite, comme il l'était déjà sur la gauche; et cependant, par l'effet d'une négligence inconcevable, on avait toujours retardé de donner l'ordre aux troupes françaises que Jourdan et Pichegru avaient commandées dans la campagne précédente, de se rapprocher du centre des opérations. Quelques bataillons seulement ayant été détachés de ces deux armées, et réunis aux troupes de siége, n'avaient servi qu'à mettre le général Michaud à même de résister avec un peu plus d'avantage aux attaques multipliées de l'ennemi, campé lui-même autour de Mayence. Mais ces troupes étaient insuffisantes pour compléter l'investissement, et,

tant qu'on ne pouvait pas tenter cette manœuvre, on était sûr d'avance qu'on ne ferait aucun progrès contre la place. 1795 – an III. Allemagne.

A l'époque où le général Michaud fut, par suite de ses blessures, obligé de quitter le commandement, l'armée de siége était dans un état déplorable. Malgré toutes les précautions de ce général et les travaux immenses qu'il avait fait faire pour assurer des cantonnements commodes, la rigueur de l'hiver était telle, qu'un grand nombre de soldats, déjà fatigués par un service extrêmement pénible, avaient péri de froid et de misère; la presque totalité des chevaux, épuisés par les travaux et l'âpreté de la saison, avaient également disparu. Il était donc urgent de porter des secours considérables à cette brave armée, qui avait supporté tous ces malheurs avec une constance héroïque, si l'on voulait persévérer dans le dessein de commencer la campagne par la prise de Mayence. Mais le général Michaud s'était vainement adressé au Comité de salut public; vainement il avait représenté l'impossibilité où il se trouvait de poursuivre le siége de Mayence, si l'on continuait de le laisser dans le dénûment absolu de toutes les choses nécessaires. Ses plaintes et ses représentations étaient également restées sans résultat, et c'est alors que, désespérant de réussir dans une entreprise sans moyens de succès et contre toutes les règles de l'art militaire, il se servit du prétexte de ses blessures, pour solliciter son remplacement dans le commandement en chef de l'armée de siége.

Cette dernière demande du général Michaud avait été appuyée par Merlin de Thionville, commissaire de la Convention près de l'armée de Rhin-et-Moselle. Lié d'amitié avec le général Kléber et plein d'estime pour ce brave guerrier, ce député ne cessait de représenter au Comité de salut public que le siége de Mayence était une opération dont le succès ne pouvait pas être mis en doute, si Kléber en était chargé. Ces sollicitations, et les justes motifs qu'alléguait le général Michaud pour demander son remplacement, déterminèrent le Comité à adopter les propositions de Merlin, et Kléber fut nommé pour succéder au général Michaud. Nous avons déjà parlé de cette nomination à la date du 22 mai.

Kléber, avec cet ordre de commandement, reçut celui de

1795 — an III. Allemagne.

pousser avec vigueur le siége de la place. Accoutumé à voir tous les obstacles céder à la valeur des troupes françaises, le gouvernement se persuadait qu'il dépendait uniquement des chefs et des soldats de mettre la France en possession de cette ville, enviée depuis si longtemps. Il se contenta donc d'intimer l'ordre de s'en emparer, et négligea, comme par le passé, de fournir aux troupes les moyens propres à seconder cette valeur qui seule n'était point suffisante dans cette grande entreprise. Kléber ne voulait point compromettre sa réputation militaire en se chargeant aveuglément d'une expédition qu'un excès d'enthousiasme ou d'indifférence pouvait seul faire croire d'une exécution peu difficile, tandis que son expérience lui démontrait qu'elle ne pouvait avoir qu'un résultat fâcheux : aussi s'empressa-t-il, à son arrivée devant Mayence, d'adresser au Comité de gouvernement un mémoire dans lequel il démontrait, avec autant de clarté que de précision, qu'il n'était pas en son pouvoir de surmonter les difficultés que présentait cette opération.

Ce mémoire, dont Kléber envoya une copie au général Jourdan, son ami, ne parvint point à détromper le Comité de salut public. Les têtes étaient tellement exaltées, et l'on croyait la conquête de Mayence si facile, que Jourdan, à son passage à Paris, fut écouté avec étonnement lorsqu'il voulut, dans une séance du Comité, représenter que Mayence ne pouvait pas tomber au pouvoir des Français, si l'on ne faisait point passer sur la rive droite du Rhin un corps de troupes qui pût opérer l'investissement de la place sur ce point. Cette confiance du gouvernement dans la valeur et le dévouement de la faible armée qu'il s'obstinait à charger seule de la prise de cette ville, était honorable sans doute pour les guerriers qui en étaient l'objet; mais devait-elle suffire pour leur faire tenter, pour ainsi dire, l'impossible? Plusieurs écrivains ont accusé Pichegru d'avoir contribué puissamment à égarer ainsi l'opinion du Comité de salut public. En effet, les membres de ce Comité avaient dans ce général une confiance absolue, dont nous avons démontré précédemment l'origine et les causes. Dominés par ce général, qu'ils regardaient comme le plus ferme appui de la république, ils n'osaient prendre aucune détermination sans le consulter d'avance; et Pichegru, qui avait ses vues, se gar-

dait bien d'indiquer les moyens de pousser les hostilités avec vigueur. 1795 — an III. Allemagne.

En effet, dans son désir ardent de jouer le premier rôle dans l'État, et poussé par cette ambition secrète, entraîné par son penchant pour les formes monarchiques, et persuadé que leur retour pouvait seul faire cesser les déchirements continuels de la patrie, le vainqueur de la Hollande travaillait dans l'ombre, et avec assez d'activité, à préparer les voies qui pouvaient assurer le succès de cette entreprise. Soit qu'il eût été deviné par eux, soit qu'il eût cherché lui-même à gagner leur estime, les royalistes et les étrangers, malgré la confiance que lui accordait le Comité, consentaient plus facilement à la gloire de Pichegru qu'à celle des autres généraux. Les républicains de bonne foi défendaient avec plus d'affection celle du général Jourdan; et cette préférence, dont Pichegru se montra toujours jaloux, hâta peut-être la résolution qu'il avait prise d'abandonner la cause de la république.

Pendant cette dernière année de la Convention, où toutes les passions anciennes et les partis nombreux, nés du milieu des tempêtes révolutionnaires, se ranimèrent avec une nouvelle fureur, la fortune vint offrir à Pichegru le rôle politique qu'il ambitionnait, et qu'il feignait de refuser ou de craindre avec un soin extrême. Les thermidoriens (nous avons déjà dit qu'on nommait ainsi le parti qui avait triomphé au 9 thermidor), fatigués et inquiets de la lutte qu'ils soutenaient, dans un temps de disette, contre les jacobins et la turbulente population de la capitale, avaient appelé à leur secours le conquérant de la Hollande. Il vint à Paris sans escorte, et sans doute il eut tort dans l'intérêt des projets qu'il avait adoptés; mais il est possible que Pichegru, ne s'étant point expliqué assez ouvertement avec les royalistes, ait eu la crainte de voir échouer son entreprise, s'il la tentait trop tôt. En venant seul à Paris, il évitait tous les soupçons et pouvait s'aboucher plus sûrement avec les nombreux agents que les princes entretenaient dans la capitale. Redoutant également de voir un nouveau parti l'emporter sur celui des thermidoriens, et de perdre par là toutes les facilités que lui offrait un gouvernement qui le regardait d'avance comme son sauveur, il avait résolu de prendre la défense de la Convention

1795 — an III. Allemagne

pour profiter de ses divisions. Nommé commandant de l'armée parisienne, il avait réprimé fort heureusement la révolte du premier germinal (21 mars)[1]; et c'est lui qui avait été chargé de conduire hors de Paris les députés Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, et leurs compagnons d'exil[2].

La Convention, reconnaissante du dévouement qu'il paraissait avoir montré dans cette circonstance, crut devoir le récompenser en le nommant général en chef de la nouvelle armée de Rhin-et-Moselle, en le chargeant, par conséquent, de la commission importante du blocus de Mayence, et en continuant de lui subordonner cette brave armée de Sambre-et-Meuse, que commandait toujours le général Jourdan. Mais, tandis que celui-ci brûlait d'impatience de sortir de l'inaction dans laquelle il languissait, Pichegru, au lieu de se rendre devant Mayence, où sa présence était si nécessaire, prolongea son séjour à Paris, et l'employa habilement à préparer tous les moyens qui pouvaient le mettre à même de déclarer enfin ses véritables sentiments. Peut-être eut-il la pensée de faire éclater dans Paris même la révolution qu'il méditait; mais le désastre de Quiberon, l'évanouissement de cette grande et dernière espérance des royalistes, l'obstacle apporté par l'utile et glorieuse défensive des armées des Alpes et d'Italie, sous le commandement de Kellermann, au succès des troubles du Midi, persuaderent au général que le moment d'agir n'était point encore arrivé. Il quitta Paris pour se rendre à l'armée.

Son arrivée dans les lignes de Mayence fut le signal d'acclamations universelles de la part des soldats, qui se félicitaient de pouvoir sortir enfin de leur long repos, et qui se flattaient que, sous le commandement du général dont le talent avait si heureu-

[1] Nous reviendrons sur cette insurrection, en parlant de celle du 13 vendémiaire.

[2] « Pichegru, dit Lacretelle, rendit cet important service à la Convention, sans y attacher et surtout sans paraître en attendre aucun prix. Sa présence à Paris excita peu l'attention du peuple ; mais il ne fut point insensible aux hommages que lui rendaient de plus dignes appréciateurs de la gloire. Il se montra dans des sociétés peu zélées pour la république. Son ton y fut simple et discret, mais de manière à inspirer la confiance et à permettre l'espoir. Il s'enivra de louanges qu'il avait l'air de ne pas écouter. »

sement triomphé de tous les obstacles dans les sept Provinces-Unies, ils verraient bientôt la victoire se ranger sous leurs drapeaux, et qu'ils franchiraient promptement ce fleuve, dont ils désiraient effectuer le passage pour se porter en avant. Mais, dès le premier moment de sa présence dans le camp, Pichegru s'appliqua à retenir plutôt qu'à exciter la valeur de ses troupes. Toujours sombre et taciturne, on voyait qu'il méditait un grand dessein, et les généraux qui n'étaient point dans sa confidence avaient peine à le reconnaître. Cependant telle était la confiance qu'il avait su inspirer aux républicains les plus dévoués, que, bien loin d'exciter les soupçons, cette conduite mystérieuse leur inspira de l'admiration, et fit naître des espérances. On supposait que, tout entier à la grande entreprise dont il était chargé, il cherchait dans son génie les moyens de la faire réussir. On se reposa donc entièrement sur lui, et les guerriers français modérèrent leur impatience de voler à de nouveaux exploits, persuadés qu'avec lui ils ne cueilleraient que des lauriers. Mais, tandis que son armée demeurait ainsi dans l'attente, Pichegru travaillait sérieusement à mettre à exécution les promesses qu'il avait faites aux royalistes. Son quartier général, devant Mayence, était devenu le rendez-vous de tous les agents de la famille royale, de l'Angleterre et de l'Autriche. Pour mieux tromper le gouvernement républicain, Pichegru avait fait entendre au Comité de salut public qu'il n'était pas impossible d'entrer en arrangement avec l'Autriche, et lui avait fait concevoir l'espoir de conclure avec cette puissance une paix semblable à celle qui avait été faite avec la Prusse; l'Autriche, de son côté, pour justifier le général Pichegru, était convenue de laisser les Français tranquilles dans leurs lignes, et de rester sur la défensive, comme si déjà il y eût eu un armistice conclu entre les deux puissances belligérantes. Et cependant Pichegru négociait avec le parti royaliste, et surtout avec le prince de Condé, dont la présence à l'armée autrichienne facilitait beaucoup les communications. Il paraît que son dessein, à cette époque, était de faire proclamer la royauté par ses soldats..... Mais, avant d'essayer de jeter quelque jour sur cette intrigue, il convient de reprendre le fil des événements militaires.

1795 — an III. Allemagne.

Nous sommes arrivés à l'époque où la campagne sur le Rhin

1795 — an III. Allemagne. va, pour ainsi dire, commencer à s'ouvrir d'une manière active; car nous avons fait remarquer que, jusqu'à présent, le blocus incomplet de Mayence, et les opérations incertaines et mal secondées de l'armée qui s'y trouvait employée, ne pouvaient être considérés comme des efforts réels du gouvernement contre l'Autriche et l'empire germanique Nous essayerons, au milieu de l'obscurité qui nous environne dans cette partie de nos annales militaires, nonobstant le manque de documents précis et positifs où nous nous trouvons, de présenter cependant, avec quelque clarté, la relation des événements qui se sont passés sur cet intéressant théâtre de la guerre. On serait presque tenté de croire que tous ceux qui ont écrit sur cette matière se sont entendus pour dérouter la perspicacité de l'historien qui voudrait un jour réunir tous leurs matériaux. Les circonstances que nous allons décrire nous ont presque toutes été transmises par des témoins oculaires. Mais la conduite de Pichegru fut si mystérieuse à cette époque, il y eut si peu de personnes dans sa confidence, qu'il nous a été presque impossible d'obtenir des renseignements certains sur ses opérations. Il n'en sera pas de même à l'égard de celles du général Jourdan. Franc dans ses vues comme dans sa conduite, ce guerrier n'eut pas besoin d'envelopper ses actions du voile du mystère. Un grand nombre de ceux qu'il admit alors dans sa confiance existent encore, et nous écrivons d'après les rapports qu'ils nous ont transmis. Les opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse seront conséquemment plus faciles à retracer que celles de l'armée de Rhin-et-Moselle.

Par le même décret qui donnait à Pichegru le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle, Jourdan se trouvait, ainsi que nous venons de le dire, continué dans celui de l'armée de Sambre-et-Meuse. Kléber, qui s'était contenté de se tenir sur la défensive autour de Mayence, et qui venait de remettre ses troupes sous les ordres de Pichegru, éprouvait un vif regret de ne plus se voir sous le commandement de Jourdan, dont il avait partagé les succès et la gloire dans la campagne de 1794. Il fit tant de sollicitations auprès du gouvernement, que celui-ci lui permit de quitter l'armée de Rhin-et-Moselle, pour reprendre un commandement dans l'armée de Sambre-et-

Meuse, où l'appelait son amitié pour le général en chef. 1795—an III.
Allemagne.

Des corps de l'armée du Nord cantonnés dans la Hollande avaient été confiés à la direction du général Moreau. Cette armée était destinée à garder les pays conquis, et devait, en cas d'échec, donner la main à celle de Sambre-et-Meuse : elle était comme la réserve des troupes commandées par Jourdan et Pichegru; mais le général Moreau n'eut aucune occasion de la faire agir. L'année 1795 n'augmenta point la gloire de ce général : ce n'est que l'année suivante que nous le verrons jeter les bases de la haute réputation militaire qu'il s'est acquise depuis, et qui l'a placé au premier rang des illustres capitaines.

Jourdan reçut l'ordre de se mettre en mouvement, à l'effet de seconder la grande opération du siége de Mayence, qu'allait enfin entreprendre Pichegru. L'armée de Sambre-et-Meuse était forte de 70,000 hommes d'infanterie et de 14,000 chevaux, sans compter les garnisons de Liége et de Maëstricht, dépendantes de la même armée.

Lorsque Pichegru était entré dans la Hollande, l'armée de Sambre-et-Meuse avait abandonné Coblentz aux troupes des armées du Rhin et de la Moselle, et s'était concentrée sur le bas Rhin, pour soutenir les opérations de l'armée du Nord, et tenir en observation les Prussiens. Les divisions des généraux Lefebvre et Morlot s'étaient, comme nous l'avons dit, réunies seules aux troupes de l'armée du Nord, et avaient contribué, par leur bravoure, aux succès obtenus par l'armée de Pichegru. Celle de Sambre-et-Meuse, à l'époque dont nous parlons, était formée en douze divisions, dont deux de cavalerie de réserve. Elle occupait les positions suivantes :

Les divisions des généraux Lefebvre et Morlot étaient postées sur la rive droite du Rhin, la première aux environs de Lochen, et la seconde à Emmerich, Arnheim et Doësburg.

La division du général Montaigu était cantonnée aux environs de la ville de Clèves.

Celle du général Hatry occupait le pays de Gueldres.

Le général Championnet avait pris position aux environs de Meurs et d'Orsoye.

Les troupes aux ordres du général Grenier avaient été distribuées sur le territoire de Kempen et villages voisins.

1795 — an III. Allemagne. La division du général Bernadotte était répartie sur le Rhin, depuis Neuss jusqu'à Cologne.

Celle du général Chapsal était en entier dans la ville de Cologne.

Le général Marceau avait établi les troupes de sa division dans le pays compris entre Bonn et Andernach.

Le général Poncet avait pris poste aux environs de Düren.

Enfin, les deux divisions de cavalerie étaient cantonnées sur la Meuse, savoir : celle aux ordres du général Dubois à Maseyck et Stockem, et celle commandée par le général d'Espagne, aux environs de Huy.

A cette même époque, les membres composant le nouveau Comité de salut public avaient renoncé à l'usage adopté par l'ancien, de correspondre directement avec les généraux en chef. Ces suprêmes magistrats de la république transmettaient leurs ordres aux commissaires de la Convention près des armées, et ceux-ci les communiquaient aux généraux, ou prenaient des arrêtés pour en ordonner l'exécution. Les délégués conventionnels présents à l'armée de Sambre-et-Meuse, avaient ainsi donné l'ordre au général Jourdan de profiter de la position des divisions Lefebvre et Morlot sur la rive droite du Rhin, pour essayer d'enlever la place de Wesel par un coup de main. Wesel avait des fortifications considérables, et se trouvait défendue par une nombreuse garnison prussienne : aussi Jourdan se promettait-il peu de succès de cette entreprise. Cependant, comme il ne voulait point désobéir aux ordres des commissaires conventionnels, dont plus d'une fois il avait failli être la victime, il faisait les dispositions nécessaires pour exécuter cette attaque projetée contre Wesel, lorsqu'on apprit que les ministres de France et de Prusse étaient à la veille de signer la paix de Bâle.

La conclusion définitive du traité entre les deux puissances belligérantes, dont nous avons déjà rapporté les détails, laissait désormais l'armée de Sambre-et-Meuse disponible. L'Autriche restait seule en armes contre la France ; mais ses troupes n'avaient qu'un faible point de contact avec celles de Jourdan. Aussi le Comité de salut public, qui n'ignorait pas les immenses préparatifs de guerre que les Autrichiens faisaient du côté de

Mayence et de Coblentz, fut enfin forcé de porter quelque attention sur ce point. C'est alors que Pichegru avait été choisi pour diriger les opérations des troupes françaises autour de Mayence. Jourdan eut ordre, de son côté, de se rapprocher de Coblentz, et de se tenir prêt à agir au premier signal. L'armée de Rhin-et-Moselle était peu dans le cas d'entreprendre de grandes choses, tant qu'on la laisserait dans l'état déplorable où l'avait réduite son séjour dans les lignes de Mayence. Les fatigues et les maladies l'avaient, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, diminuée de plus de moitié; et cependant il était présumable que les Autrichiens allaient chercher à déboucher de Mayence pour tenter de forcer les lignes, et essayer de marcher au secours de Luxembourg encore assiégé par les Français. Cette circonstance, qu'il était aisé de prévoir, engagea le Comité de salut public à faire les dispositions nécessaires pour mettre l'armée de Rhin-et-Moselle dans le cas de faire échouer cette entreprise. 1795 — an III. Allemagne

Pichegru fut donc autorisé à disposer des 24,000 hommes qui formaient l'investissement de Luxembourg, et Jourdan reçut l'ordre de les faire remplacer par deux divisions de son armée commandées par le général Hatry. Nous avons vu qu'un prompt succès avait suivi cette mesure, et comment Luxembourg était tombé au pouvoir des Français. Jourdan fut encore obligé d'envoyer, vers le 20 juin, un renfort de 6,000 hommes à Pichegru; et, le 24 juillet, 10,000 hommes de son armée furent de nouveau dirigés, par ordre du Comité de salut public, sur celle de Rhin-et-Moselle. Ces différents vides furent remplis par environ 20,000 hommes que le général Moreau reçut l'ordre de détacher de l'armée du Nord, pour les faire passer à celle de Sambre-et-Meuse. Jourdan fit alors un mouvement général sur sa droite et porta sa gauche devant Dusseldorf, d'où les troupes restées sous ses ordres s'étendirent jusqu'à Bingen, tandis que Pichegru rappelait devant Mayence les corps de son armée qui étaient répandus sur le Rhin depuis Bingen jusqu'à Andernach.

Lorsque ces divers mouvements furent opérés, Jourdan donna une nouvelle organisation à son armée. Il réduisit le nombre de ses divisions à huit, et il forma une réserve de cavalerie. Le

1795 — an III. Allemagne. commandement des divisions fut confié aux généraux Lefebvre, Morlot, Tilly, Championnet, Grenier, Marceau, Bernadotte et Poncet. Jourdan réserva les généraux Kleber et Hatry pour commander des corps formés de plusieurs divisions réunies.

L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi reformée, se trouva placée de la manière qui suit :

Les 24,600 hommes qui s'étaient emparés de Luxembourg campaient encore aux environs de cette ville ;

L'aile gauche de l'armée, forte de 20,200 hommes, bordait le Rhin depuis Urdingen jusqu'à Sinzig, entre Bonn et Andernach ;

Le corps de bataille, qui pouvait compter 26,700 hommes, avait ses positions entre Andernach et Coblentz ;

L'aile droite, forte de 14,800 hommes, occupait les bords du Rhin depuis Coblentz jusqu'à Bingen, et se liait ainsi à la gauche de l'armée de Rhin-et-Moselle, qui occupait les lignes formées devant Mayence. Le corps de bataille de cette même armée était vers Mannheim, etc., jusqu'à Landau. La droite, aux ordres du général Desaix, s'étendait sur le haut Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse, malgré les pertes et les désertions, comptait ainsi un effectif de 86,300 hommes. Les renseignements nous manquent pour assigner la force précise de celle qui était commandée par Pichegru; mais on peut présumer qu'elle était au moins égale, ce qui pouvait former un total de 172,000 hommes.

Cette réunion de forces françaises sur le même point était imposante, et pouvait donner lieu à des opérations grandes et décisives; mais, outre les causes que nous avons déjà déduites, et qui favorisèrent singulièrement les Autrichiens, ceux-ci avaient accumulé sur l'autre rive du fleuve des troupes tellement nombreuses, que les Français éprouvèrent beaucoup de difficultés pour obtenir quelques avantages, et finirent par essuyer des revers. La droite de la grande armée autrichienne, composée de l'armée du bas Rhin, aux ordres du général Werneck, s'étendait jusqu'à Duisburg, et s'appuyait au cordon de neutralité que les Prussiens avaient tiré, après la paix de Bâle, depuis Duisburg sur la Ruhr ou Roer, jusqu'à Emden d'un côté, et jusqu'aux frontières de Saxe de l'autre. Le centre était vers

Mayence et Mannheim, sous le commandement du général Clairfait. La gauche s'étendait, comme dans les années précédentes, jusqu'à Kehl, avec un cordon jusque vers Bâle. 1795 — an III. Allemagne.

Cette position des forces ennemies resta la même jusqu'au mois d'août; et nous avons dit que les Autrichiens et les Français demeurèrent réciproquement tranquilles dans leurs cantonnements. Au milieu d'août, la droite des Impériaux, commandée par Werneck, occupait plusieurs camps retranchés sur la ligne entre le Mayn et le Wipper; elle n'était que de 20 à 25,000 hommes, car les plus grandes forces avaient remonté le fleuve. Clairfait avait son quartier général à Gros-Gerau; une armée formidable se rassemblait sur le Rhin, vers Fribourg: on y comptait plus de 80,000 hommes, sans le corps du prince de Condé, qui était vers Muhlheim. Le général Wurmser, qui vint prendre le commandement de ces forces considérables, annonçait le dessein de pénétrer en France par l'Alsace, et d'y faire une invasion d'autant plus dangereuse, qu'elle devait être, dit-on, favorisée par un grand nombre d'habitants de ce pays, patrie du général en chef Pichegru. On a accusé ce général d'avoir lui-même suggéré ce plan à l'ennemi. Nous ne le pensons pas: Pichegru travaillait, il est vrai, à rétablir en France les formes monarchiques; mais le peu de renseignements qu'on a sur son projet ne nous prouvent pas qu'il désirât le faire avec le secours toujours si fatal des étrangers. Quoi qu'il en soit, le général se rendit sur le haut Rhin. Par ses ordres, le général Desaix, qui commandait dans cette partie, sut si bien en imposer à l'ennemi par des mouvements de troupes combinés, qu'il fit échouer ce projet d'une invasion en France, et que Wurmser, quoique connu par son caractère entreprenant, n'osa pas même en tenter l'exécution.

Pendant que le général Pichegru était en pourparlers avec les princes français, et négociait avec les agents de l'Autriche, Jourdan, impatient d'agir, et bien loin d'imiter les tâtonnements du premier, faisait d'immenses préparatifs pour effectuer le passage du Rhin. En effet, le Comité de salut public, voyant la saison s'avancer, et ne recevant point de nouvelles satisfaisantes de la négociation que Pichegru prétendait avoir entamée pour la paix, avait enfin senti qu'il était urgent de

1795 — an III. Allemagne. pousser les hostilités avec quelque énergie, et venait de donner l'ordre aux deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse de tenter de franchir le fleuve, pour se porter sur la rive droite du Rhin, et compléter l'investissement de Mayence. D'après le plan remis par le Comité à Pichegru, le passage devait avoir lieu, par l'armée de Rhin-et-Moselle, à Mannheim, dont il fallait qu'elle s'emparât, et par l'armée de Sambre-et-Meuse, à Rheinfels, après toutefois que Pichegru aurait réussi dans son opération.

Différentes causes rendaient ce plan dangereux, et pour ainsi dire inexécutable. En effet, les principales forces de l'ennemi étaient concentrées devant l'armée de Rhin-et-Moselle; et il était douteux que cette armée pût passer le fleuve de vive force sans éprouver quelque échec, en présence de l'armée autrichienne. D'un autre côté, le passage du Rhin à Rheinfels, par l'armée de Sambre-et-Meuse, n'était pas moins périlleux. Le fleuve, dans cet endroit, est tellement encaissé, que 3 à 4,000 hommes seraient plus que suffisants pour empêcher une armée de 50,000 hommes de déboucher. Dans un mémoire que Jourdan adressa au Comité de salut public pour lui démontrer combien pouvait devenir fatale au salut de la république l'exécution de ce plan, il proposait au contraire de passer d'abord le Rhin entre Wesel et Dusseldorf, à l'extrémité de l'armée commandée par le général Clairfait. Il motivait cette proposition sur ce qu'il n'était point probable que le général autrichien fît passer des forces considérables sur le bas Rhin, parce que, s'il commettait cette imprudence, il s'exposerait à avoir ses communications interceptées avec les États héréditaires, par le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle vers le haut Rhin.

Ce nouveau plan, dont Pichegru ne put s'empêcher d'approuver les dispositions, fut présenté au Comité de salut public par l'un de ses membres, Gillet, qui, ayant été longtemps commissaire de la Convention auprès de l'armée de Sambre-et-Meuse, s'était lié d'une étroite amitié avec le général Jourdan. Gillet fit valoir avec tant d'adresse les observations de son illustre ami, que le Comité renonça à son premier plan, et en envoya un second aux commissaires de la Convention près

les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, avec ordre de le faire mettre promptement à exécution.

1795 — an III. Allemagne.

Dans ce dernier plan, deux grandes attaques devaient avoir lieu : l'une par l'armée de Rhin-et-Moselle, entre Huningue et Brisach, et l'autre dans le duché de Berg, par l'armée de Sambre-et-Meuse. Le Comité prescrivait en même temps de faire venir des équipages de pont de la Hollande, pour servir au passage de cette dernière armée; mais cette mesure pouvait encore être dangereuse, en ce que le mouvement de ces équipages de pont indiquerait nécessairement, à l'avance, aux ennemis le point sur lequel l'armée française se proposait de tenter le passage du fleuve. Jourdan sentit que le général autrichien ne manquerait point d'y réunir ses troupes les plus vaillantes, et de s'y fortifier de manière à pouvoir s'opposer vigoureusement aux efforts des Français. Pour éviter cet inconvénient autant qu'il dépendait de lui, ce général prit le parti de ne point se fier entièrement sur l'arrivée des pontons de la Hollande, et de faire les préparatifs de deux attaques, afin de forcer l'ennemi à diviser ses moyens de défense.

Le Rhin forme aux environs d'Urdingen un coude assez considérable, parfaitement propre à favoriser l'établissement d'un pont. La configuration des rives du fleuve offre en outre la facilité de placer des batteries au-dessus et au-dessous d'Urdingen, qui, croisant leurs feux sur le terrain de la rive droite, pourraient en éloigner les troupes ennemies chargées d'empêcher un débarquement.

Une île, située au-dessous de la ville que nous venons de nommer, présente aux troupes qui s'en empareraient l'avantage de mettre à couvert, sur le bras du fleuve qui coule entre elle et la rive gauche, les bateaux dont on peut avoir besoin. Jourdan, après avoir fait reconnaître cette position avec tout le soin dont il était capable, résolut d'effectuer sur ce point sa principale attaque. Il espérait que les équipages de pont arriveraient sans obstacle de la Hollande jusqu'à Essenberg, et que de là à Urdingen le trajet n'étant pas long, ils pourraient être remontés avec rapidité, aussitôt que le feu des batteries et les troupes qui auraient passé le Rhin en bateaux, auraient forcé l'ennemi à s'éloigner de ses bords. Le village

1795 — an III. Allemagne. de Weissenthurn fut désigné comme le point le plus favorable pour exécuter le second débarquement ou la fausse attaque.

Weissenthurn se trouve en face de Neuwied, sur une élévation qui domine la rive droite du Rhin; des batteries placées sur cette hauteur pouvaient croiser leurs feux sur la plaine de Neuwied, et en éloigner l'ennemi. Une île située au bas du village présentait les mêmes avantages que celle d'Urdingen. Ce point était encore plus favorable à un débarquement que le premier, et Jourdan l'avait choisi, par cette raison même, pour effectuer sa fausse attaque. En effet, il était probable que le général autrichien réunirait sur le point de Weissenthurn ses principaux moyens de défense, puisqu'il devait calculer que, si cette attaque était couronnée d'un plein succès, elle aurait des suites bien plus fâcheuses pour lui que celle d'Urdingen : car les troupes autrichiennes qui étaient sur le bas Rhin pouvaient faire leur retraite sans difficulté, si l'armée française forçait le passage à Urdingen; au lieu qu'elles se trouvaient exposées au danger d'être enveloppées, si le passage s'effectuait à Weissenthurn.

Jourdan chargea le capitaine d'artillerie Tirlet [1] du soin de réunir tout ce qui était nécessaire pour la fausse attaque. Le général du génie Dejean eut la même commission pour le passage projeté à Urdingen. Nous avons eu plusieurs fois occasion de parler avantageusement de l'habileté et des talents du général Dejean. Jourdan lui-même nous fait connaître le capitaine Tirlet. « Tirlet, dit-il dans un de ses rapports, officier d'un grand mérite, qui porte dans le service un zèle et une activité au-dessus de tout éloge, et qui n'a jamais rien trouvé d'impossible, était certainement l'homme le plus propre à remplir cette mission. » Dejean et Tirlet eurent en effet la gloire de tout préparer pour le débarquement, quand à peine il était possible d'en concevoir l'espérance, et dans un temps où la France, manquant de numéraire, écrasée, ruinée par la chute d'une masse prodigieuse de papier-monnaie, ne pouvait exécuter, dans l'intérieur, aucuns travaux dans ses manufactures languissantes et dans ses ateliers déserts. Avec

[1] Depuis lieutenant général, et l'un des inspecteurs généraux d'artillerie.

le zèle énergique que montrèrent dans cette circonstance ces deux habiles officiers, le général en chef et l'armée de Sambre-et-Meuse tout entière, il est probable que les deux attaques projetées par Jourdan auraient eu tout le succès qu'il se promettait ; mais Pichegru devait encore mettre obstacle à l'exécution de ses plans. 1795 - an III. Allemagne.

Tandis que Tirlet et Dejean s'occupaient de rassembler ainsi tous les moyens de transport indispensables pour passer de l'autre côté du Rhin, Jourdan avait fait prendre à son armée les positions suivantes :

La division du général Lefebvre fut cantonnée aux environs d'Urdingen, celle du général Morlot aux environs de Neuss, et celle du général Tilly aux environs de Gladenbach. Le commandement de ces trois divisions réunies en corps d'armée fut confié par Jourdan au général Kléber, qui établit son quartier général à Crevelt, et fut chargé de veiller aux préparatifs de tout ce qui concernait le passage du Rhin à Urdingen.

La division du général Championnet fut placée à Cologne, et eut ordre d'observer les bords du Rhin au-dessus et au-dessous de cette ville ;

Celle du général Grenier occupa Bonn, et s'étendit, le long du Rhin, jusqu'auprès d'Andernach ;

Une brigade de la division du général Bernadotte était campée en arrière de Weissenthurn, et une brigade en avant de Keltig ;

La division du général Poncet était postée en avant de Metternich. Ces deux dernières divisions étaient sous le commandement du général Hatry, dont le quartier général était à Bassenheim. Il était chargé de veiller aux préparatifs du passage projeté à Neuwied.

Une brigade de la division du général Marceau occupait les hauteurs de la Chartreuse, en arrière de Coblentz, sur la rive droite de la Moselle. Le reste de cette division était répandu sur les bords du Rhin, jusqu'au-dessus de Rheinfels.

Les camps de la Chartreuse, de Metternich et de Keltig, ainsi que les hauteurs de Weissenthurn, étaient fortement retranchés, et des redoutes placées de distance en distance,

1795 — an III
Allemagne.

depuis Coblentz jusqu'à Andernach, battaient tout le cours du Rhin. Jourdan avait cru nécessaire de faire construire tous ces ouvrages, parce que l'ennemi pouvait assez facilement passer le Rhin dans cette partie, sous la protection du fort d'Ehrenbreitstein, à la faveur des îles qui sont situées au-dessous de Coblentz, et qui étaient occupées par les Autrichiens. Pour la facilité des communications, Jourdan avait en outre fait construire un pont de bateaux sur la Moselle, à Moselweis.

Tirlet et Dejean avaient mis à exécuter les ordre de Jourdan une telle activité, qu'en moins d'un mois tout était préparé pour les deux passages projetés. On s'étonne qu'avec si peu de moyens ils aient pu réussir avec tant de promptitude. Il est vrai qu'autant le Comité de salut public mettait de négligence à approvisionner les armées, autant celles-ci montraient de zèle et de dévouement à seconder les efforts de leurs généraux. Dans un temps où, par la chute progressive des assignats, les traitements militaires étaient presque nuls, on vit les soldats et les officiers de tout grade se priver d'une partie de leur faible solde pour favoriser les desseins du général qui possédait toute leur confiance. Jourdan, avec des troupes aussi dévouées, pouvait donc se flatter d'un succès presque certain dans son entreprise; mais Pichegru, qui, d'après le plan du Comité de salut public, aurait dû former une attaque sur le haut Rhin, ne faisait aucune disposition pour tenter cette opération, Livré tout entier aux intrigues politiques et au fol espoir d'amener des troupes encore imbues de toutes les idées républicaines à proclamer solennellement le retour de la royauté en France, il semblait ne rester sur le Rhin que pour être spectateur des événements, et se tenait sur la défensive la plus absolue. Vainement Jourdan, qui sentait combien cette inaction pouvait devenir funeste au succès de ses propres opérations, s'adressa-t-il plusieurs fois à Pichegru pour l'engager à le seconder avec plus d'énergie; rien ne put le faire sortir de son apathie, qui sans doute dut paraitre bien extraordinaire de la part d'un général qu'on regardait encore à cette époque comme la colonne et le plus ferme appui du parti républicain. Cette conduite, qui parut naturelle du mo-

ment qu'on connut les vœux secrets qu'osait alors former le général Pichegru, eut pour l'ennemi les résultats les plus avantageux, et qui influèrent puissamment sur les événements postérieurs. Les Autrichiens, voyant qu'ils n'avaient rien à craindre de l'armée de Rhin-et-Moselle, commandée par un général qui paraissait obéir aux ordres des princes français présents dans leurs rangs, firent descendre sur le bas Rhin plusieurs nombreux détachements de leur armée, afin d'opposer une plus forte résistance à Jourdan, dont la franchise républicaine leur inspirait des craintes mieux fondées.

Ces renforts mirent le général Clairfait à même de réunir sur les deux points menacés tous les moyens de résistance qui lui parurent convenables. Un corps de 25,000 hommes fut établi dans la plaine de Neuwied ; un autre corps de 20,000 combattants fut réuni dans l'anse d'Urdingen ; deux camps volants se trouvèrent établis par ses soins, l'un vis-à-vis de Bonn, et l'autre à Mühlheim, près de Cologne. Des forces aussi considérables, et les travaux immenses que l'ennemi s'empressa et eut le temps d'élever dans la plaine de Neuwied et dans l'anse d'Urdingen, exigèrent qu'il fût porté quelques changements aux premières dispositions arrêtées par Jourdan, et la prudence commanda de rassembler de plus grands moyens de passage.

La fausse attaque que les Français devaient effectuer vis-à-vis de Neuwied n'était plus praticable ; mais, tout en gémissant du regret d'être obligé d'y renoncer par la faute de son collègue Pichegru, Jourdan, pour tenir l'ennemi en échec dans cette partie, et continuer de lui donner le change sur ses véritables intentions, résolut de s'emparer de l'île de Neuwied, située, comme nous l'avons dit, au bas du village de Weissenthurn. Les troupes attendaient depuis longtemps le moment où elles pourraient enfin reprendre l'offensive, et donner à l'ennemi de nouvelles preuves de valeur. L'annonce du combat fut donc pour elles le signal de la joie et de l'enthousiasme : toutes demandaient d'une voix unanime à faire partie de l'expédition ; mais Jourdan avait jugé qu'il n'était besoin que d'une poignée de braves pour se rendre maîtres d'une île qui n'était point occupée par l'ennemi. Dans la nuit du 1er septembre, 1,200

1795 — an III. Allemagne.

grenadiers, commandés par le général Jacopin, passèrent sur des nacelles préparées à la hâte, et assez légères pour traverser le fleuve avec rapidité. Ils réussirent dans leur entreprise sans avoir couru aucun danger, et déjà ils travaillaient à élever dans l'île des retranchements et des batteries propres à en assurer la possession, lorsque le bruit qu'ils faisaient entendre en construisant ces ouvrages avertit les Autrichiens, campés sur la rive opposée, de la présence des Français. L'ennemi dirige aussitôt sur l'île de Neuwied un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie; les batteries françaises y répondent. Il s'établit une canonnade opiniâtre pendant tout le reste de la nuit; mais, au jour, les Français avaient achevé leurs ouvrages, et demeurèrent maîtres de l'île, qui fut promptement et fortement retranchée, et dans laquelle on éleva trois batteries. Plusieurs autres furent ajoutées à celles qui existaient déjà sur la rive gauche du fleuve.

Le lendemain, Jourdan profita de l'espèce de trouble où cette attaque avait jeté les Autrichiens, pour faire conduire en arrière de Weissenthurn l'équipage de pont que Tirlet avait réuni sur la Moselle. Les bateaux descendirent cette rivière, et entrèrent dans le Rhin, voguant sous le feu de la forteresse d'Ehrenbreitstein et de toutes les batteries dont les Autrichiens avaient hérissé les hauteurs de la rive droite. La clarté de la lune découvrait à l'ennemi la marche des bateaux, qui continuèrent leur navigation malgré une grêle de boulets et d'obus, et arrivèrent ainsi à l'île dont les Français venaient de s'emparer. Cette action hasardeuse eut tout le succès qu'en attendait le général en chef. Les Autrichiens, fâchés de voir les Français établis si près d'eux, firent toutes leurs dispositions pour les en déloger; mais, pendant ce temps, Jourdan, satisfait de les voir prendre le change, faisait ses préparatifs pour exécuter sa grande attaque et passer le Rhin.

Kléber avait proposé au général en chef de jeter des troupes sur la rive droite du Rhin, au-dessus de Dusseldorf, pour tâcher de s'emparer de cette place. Kléber ne se dissimulait pas que cette tentative était difficile et dangereuse; il n'ignorait point qu'on n'avait pas les moyens d'établir un pont sur ce point, et que si les troupes chargées du débarquement étaient

repoussées, elles couraient risque d'être culbutées dans le Rhin; mais en même temps il représentait que Dusseldorf n'était défendu que par des troupes palatines; que cette place céderait probablement a la crainte d'être incendiee par les batteries établies sur la rive gauche du Rhin. « D'ailleurs, » ajoutait Kléber, l'un des généraux les plus braves d'une armée qu'on regarde encore aujourd'hui comme l'école de la bravoure française, « doit-on trouver difficile une entreprise quand on a des Français pour l'exécuter? et doit-on renoncer à une opération dont le succès, en nous rendant maîtres de Dusseldorf, assurera le passage du fleuve par l'armée tout entière ? » Toutes ces considérations, et surtout la confiance que montrait Kléber, déterminèrent Jourdan à adopter le projet présenté. Afin de la favoriser, il fit jeter sur l'Erft une quantité de bateaux suffisante pour conduire dans un seul trajet trois bataillons sur la rive droite. La division du général Championnet fut mise, en conséquence, à la disposition du général Kléber, chargé du soin de cette expédition partielle et du grand passage de l'armée sur l'autre rive. Le général Grenier prit le commandement de la division du général Morlot, qui était rentrée dans l'intérieur.

1795 — an III. Allemagne.

La petite portion de territoire qui est située entre Angerort et Eichelkamp, vis-à-vis de Bliersheim, et qui fait partie du duché de Berg, était comprise dans la ligne de neutralité convenue avec la Prusse, à l'époque du traité de Bâle; de manière que les Autrichiens ne gardaient la rive droite du Rhin que jusqu'à Angerort; mais il avait été stipulé dans le traité, que les princes dont le territoire serait compris dans cette ligne ne pourraient prétendre à jouir des avantages de la neutralité, qu'après avoir rappelé leur contingent de l'armée de l'Empire. L'électeur palatin n'ayant pas rempli cette condition, les commissaires de la Convention décidèrent que les troupes françaises pouvaient passer le Rhin à Eickelkamp sans violer le traité conclu avec la Prusse. Cette décision rendait l'opération beaucoup moins dangereuse; cependant, pour assurer davantage le succès, on jugea à propos de se procurer une plus grande quantité de bateaux, afin de jeter à la fois 4,000 hommes sur la rive droite.

1795 — an III. Allemagne.

Un officier fut, en conséquence, envoyé à Duisburg, pour louer des bateaux sur la Ruhr; mais les Prussiens, auxquels ils appartenaient, ne voulurent jamais les laisser sortir à vide, parce qu'ils prétendaient que les Autrichiens pourraient considérer cette complaisance de leur part comme une violation de la neutralité. Ils exigèrent qu'on fît, pour charger ces bateaux, un immense achat de paille, et permirent alors de les emmener, attendu, disaient-ils, que le roi de Prusse ne pouvait pas mettre d'entraves aux spéculations commerciales de ses sujets. Cette opération coûta plus de 550,000 francs en numéraire, qui furent payés sur la caisse de l'armée.

Après s'être procuré des bateaux, il fallut les mettre en état d'être dirigés à la rame, et trouver des bateliers pour les conduire. La prudence voulait qu'on ne prît pas des hommes du pays, qui auraient pu trahir le secret de l'entreprise. Il fallut donc confier les avirons à ceux des soldats auxquels on supposa l'expérience ou l'aptitude nécessaire à cet exercice. Une demi-brigade d'infanterie fut chargée de ce service; et les soldats mirent à s'instruire tant de zèle et d'empressement, qu'après s'être exercés pendant quelques jours à manier la rame, ils furent en état de diriger les bateaux à la satisfaction de leurs chefs.

Enfin, tous les préparatifs jugés nécessaires étant terminés, Jourdan se rendit au quartier général de Crevelt, le 5 septembre, et donna ses derniers ordres pour que l'aile gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse passât le Rhin dans la nuit qui allait suivre.

Le comte d'Erbach, qui commandait les troupes autrichiennes stationnées vis-à-vis d'Urdingen, avait fait construire sur les bords du Rhin une ligne de batteries et de retranchements, depuis Buchum jusqu'à Angerort. Une seconde ligne de redoutes, partant de celles que l'ennemi avait élevées vis-à-vis de l'extrémité de l'île d'Urdingen, passait en avant de Mündelheim, et venait aboutir à Dam. Une troisième ligne d'ouvrages de campagne partait du même point que la seconde, passait devant Saren, et venait s'appuyer au Rhin à Buckum; enfin, une quatrième ligne demi-circulaire venait aboutir à Angerort. Ces ouvrages, construits avec le plus grand soin, étaient défendus

par environ 20,000 hommes ; mais, heureusement pour les attaquants, l'artillerie n'était point proportionnée au nombre des redoutes. Les Autrichiens avaient en outre établi quelques batteries sur les bords du Rhin, vis-à-vis de l'embouchure de l'Erft, au-dessus de Dusseldorf. Ces batteries n'étaient gardées que par de faibles détachements du corps d'armée aux ordres du comte d'Erbach.

De son côté, Jourdan avait fait construire sur la rive gauche du Rhin quatorze batteries, partant d'une hauteur située un peu au-dessus d'Urdingen, jusque vis-à-vis d'Angerort. Trois autres batteries avaient été élevées, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, dans l'île d'Urdingen, et plusieurs autres, établies très-près des bords du Rhin, en face de Dusseldorf, devaient protéger le débarquement et intimider la garnison, en lui faisant craindre de voir incendier la ville. L'artillerie, partagée dans ces différentes batteries ou redoutes, consistait en quatre pieces de 16, vingt-quatre de 12, vingt-huit de 8, quarante-quatre de 4, et vingt-deux obusiers. Les Français avaient, pour moyens de passage, quarante-sept bateaux, que Tirlet avait fait transporter sur l'Erft, et sur lesquels on pouvait embarquer 900 hommes ; trente-quatre bateaux amenés de la Meuse sur le Rhin, en arrière de l'île d'Urdingen, pouvant également contenir 900 hommes, et trente bateaux qu'on avait fait descendre de la Ruhr dans le Rhin, à Essenberg, et sur lesquels on pouvait transporter 3,000 hommes à la fois sur la rive droite. Les équipages de pont de la Hollande, rassemblés à Essenberg, étaient prêts à être remontés jusqu'à Urdingen, aussitôt que la rive droite serait libre et balayée. Le général Kléber, chargé du soin de veiller à l'exécution des deux débarquements projetés, avait sous ses ordres les divisions des généraux Lefebvre, Grenier, Tilly et Championnet, formant environ 40,000 combattants.

Il etait neuf heures du soir, et les troupes française, rangées en silence sur le rivage, attendaient avec impatience le signal pour s'élancer dans ces bateaux qui allaient les porter sur la rive droite du Rhin. Jamais l'armée de Sambre et-Meuse, qui, dans tant d'autres circonstances, avait donné de si belles preuves de l'esprit guerrier qui l'animait, n'avait montre plus d'ardeur

1795 — an III. Allemagne. et de dévouement. Aucun soldat n'eût cédé sa place dans une entreprise dont la gloire et l'importance étaient appréciées par tout le monde. Le général Tilly avait reçu l'ordre de faire relever, à Crevelt, trois compagnies d'un bataillon de l'Yonne, qui manquaient de baïonnettes. Dès le soir du 5 septembre, la plupart de ces braves, que cette mesure avait désespérés, viennent trouver leur général, et lui disent : « Vous avez dit que nous ne marcherions pas, parce que nous manquions de baïonnettes; nous avons cherché chez tous les armuriers, et nous en voilà pourvus; vous ne nous refuserez pas la grâce que nous vous demandons, de partir avec nos camarades. » De tels traits ne démontrent-ils pas en effet que l'armée de Sambre-et-Meuse n'avait point dégénéré de sa première ardeur, et qu'avec des soldats ainsi disposés, Jourdan, s'il n'eût pas été entravé dans ses opérations, pouvait espérer encore des victoires semblables à celle de Fleurus?

Le signal attendu avec tant d'impatience est enfin donné. La division du général Lefebvre se met la première en marche pour se rendre sur les bords du Rhin, vis-à-vis d'Eichelkamp, afin d'effectuer le passage du fleuve.

Le général Tilly suit le mouvement de Lefebvre, et se place en seconde ligne, pour passer immédiatement après la première division.

Six bataillons de la division du général Grenier passent le bras du fleuve qui sépare l'île d'Urdingen de la rive gauche, et prennent position; le reste de la division se rassemble en arrière de Bodsberg.

La division du général Championnet se porte près de l'embouchure de l'Erft, à l'exception de trois bataillons qui eurent ordre de demeurer dans les ouvrages construits sur la rive gauche, vis-à-vis de Dusseldorf.

D'après les instructions données par Jourdan au général Lefebvre, la première division devait commencer son embarquement à onze heures du soir; mais des difficultés imprévues retardèrent cette opération jusqu'à une heure du matin. A ce moment seulement, 3,000 hommes de cette division réussirent à monter dans les bateaux et débarquèrent sans obstacles à Eichelkamp. Le général Lefebvre était lui-même à la tête de ce pre-

mier noyau, et se portait en avant avec son avant-garde, com- 1795 an III Allemagne.
posée de quatre bataillons commandés par le général de brigade Damas[1], lorsque l'officier prussien, commandant sur cette partie de la ligne de neutralité, prétendit s'opposer à ce mouvement, et voulut adresser au général quelques plaintes sur cette violation du traité de Bâle. Lefebvre lui répondit : « Je suis soldat; je dois obéir à mon chef : le général Kléber commande ici. » Et il ordonne au général Damas de continuer de marcher en avant.

Les bateaux qui avaient débarqué les 3,000 hommes sur la rive droite, s'étaient hâtés de revenir vers la rive gauche, pour chercher d'autres troupes; mais, malgré tous les efforts des pontonniers, le courant du fleuve, très-rapide en cet endroit, les avait emportés au-dessous du point d'embarquement. Il fallut les remorquer jusque vis-à-vis d'Eichelkamp, opération qui occasionna de grands retards.

Pendant ce temps, le général Lefebvre avait réuni les troupes du premier débarquement, et s était porté sur la route de Duisburg à Dusseldorf. Après avoir fait un mouvement à droite, il s'était avancé sur l'Angerbach, vis-à-vis de Spick. Ce mouvement fit enfin connaître à l'ennemi que les Français tentaient le débarquement. Les avant-postes autrichiens se portèrent aussitôt sur le rivage, et engagèrent une vive fusillade. Avertie par le bruit de la mousqueterie, que l'ennemi était aux prises avec les Français, l'artillerie des batteries élevées sur la rive gauche commença aussitôt un feu effroyable sur les redoutes et retranchements de la rive droite. En même temps le général Lefebvre se porta avec vigueur contre le poste de Spick. Les Autrichiens tentèrent vainement de se défendre. Après un combat où d'ailleurs leur artillerie fit beaucoup de mal aux Français, ils furent obligés de se replier sur le gros des troupes du général Werneck, qui se trouvait campé entre Wetzlar et Hoeckum. Ce mouvement et cette attaque avaient eu pour but, de la part des Français, de tourner ce même corps de troupes, pendant qu'une autre division de l'armée devait l'attaquer de front; ce

[1] Depuis lieutenant général et l'un des inspecteurs généraux de la gendarmerie.

1795 — an III. Allemagne. qui réussit parfaitement. Dans cette première action, où l'ennemi éprouva une perte assez considérable, le général de brigade Damas, commandant les quatre bataillons qui formaient l'avant-garde du général Lefebvre, fut blessé grièvement d'un coup de feu, au moment où, à la tête de ses braves, il leur montrait lui-même le chemin de la victoire.

A trois heures du matin, 10,000 hommes d'infanterie de la première divison, avec trois pièces d'artillerie légère, avaient déjà débarqué. Le général Grenier lui-même avait profité du ralentissement du feu des batteries autrichiennes, pour faire embarquer et porter sur la rive droite les 900 hommes de sa division. Mais, le Rhin ayant considérablement baissé dans la journée précédente, les bateaux du général Grenier s'engravèrent au milieu du fleuve. Il fallut un temps très-long pour les mettre à flot, et ce ne fut qu'avec des peines inouïes qu'on parvint à les faire revenir derrière l'île d'Urdingen. L'embarquement des troupes de cette division se trouva ainsi suspendu jusqu'au jour.

Cependant le général Championnet avait fait déboucher ses bateaux de l'Erft dans le Rhin. Cinquante-deux nacelles, pouvant à peine contenir 600 hommes, devaient transporter les braves qui allaient s'emparer de Dusseldorf. Jamais peut-être entreprise n'avait été plus périlleuse. L'extrême bravoure du général Kléber, et la confiance qu'il portait à ses soldats, avaient pu lui en dissimuler les dangers. En effet, il fallait plus que de l'audace pour entreprendre de passer le Rhin en face même de Dusseldorf. Cette ville était fortifiée, défendue par une garnison de 2,000 hommes, protégée par un camp retranché où se trouvaient 12 à 15,000 Autrichiens, et par une citadelle dont les remparts, hérissés de plus de cent bouches à feu, semblaient défier les plus courageux efforts. Mais Championnet, particulièrement chargé de cette expédition, avait cette ardeur guerrière qui vient à bout de tous les obstacles. Il sentait de quelle importance était la prise de Dusseldorf pour le salut de l'armée. En effet, pour exécuter les mouvements indiqués par le général en chef et couper la retraite à l'ennemi, il fallait se rendre maître de Dusseldorf par une prompte capitulation ou de vive force, et se réunir rapidement à la droite et a la gauche

de l'armée française ; sans quoi, cette aile droite, séparée du gros 1795 — an III. Allemagne.
de l'armée, courait elle-même le risque d'être culbutée dans le Rhin, si l'ennemi trouvait le temps de se réunir pour l'écraser.

Un événement singulier retarda cette dangereuse expédition. Tandis que le général Championnet parcourait les bords du Rhin pour reconnaitre les postes autrichiens, il aperçut un héron immobile au milieu du fleuve, vis-à-vis de l'embouchure de la rivière d'Erft, où devait se faire le débarquement. Un général romain eût vu dans cette événement un bon ou un mauvais présage ; Championnet en conclut que le fleuve dans cet endroit, manquait de profondeur. Il fait jeter deux ou trois soldats à la nage, qui reconnurent un banc de sable de près de cent toises de longueur, dont quelques pouces d'eau recouvraient seulement la surface. Championnet est en conséquence obligé de renoncer au projet de passer le fleuve dans cet endroit, et de faire remorquer deux lieues plus haut ses nacelles, vers une rivière affluente au Rhin, près de Grimlingshausen. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, il fait conduire sur les bords du fleuve l'artillerie nécessaire pour protéger son débarquement. Après qu'on eut empaillé les roues et toutes les pièces de fer, ses soldats, en silence défilent vers les bateaux à sept heures du soir. « Compagnons de mes périls, leur dit Championnet, demain, au soleil levant, nous serons à Dusseldorf, ou nous serons morts glorieusement pour la patrie. »

Quatorze compagnies de grenadiers entrent dans les nacelles. Championnet prononce la peine de mort contre tout soldat qui ferait feu durant le passage. Il fallait la recevoir sans la renvoyer à l'ennemi. C'est le comble de l'héroïsme, dans des soldats français, de contenir ainsi leur impétuosité. Il était onze heures du soir ; la lune, levée depuis une heure, permettait à l'ennemi de voir tous les mouvements des Français. Cette circonstance qui aurait pu intimider d'autres hommes que des soldats républicains, sert au contraire à exciter le courage des grenadiers, et bientôt éclairera leur triomphe. Cependant, à peine les bateaux avaient quitté la rive gauche, qu'ils sont aperçus par l'ennemi. Le feu de toutes les batteries autrichiennes est aussitôt dirigé sur la flottille. L'artillerie française, rangée sur la rive opposée, riposte à son tour à cette décharge de l'ennemi, et foudroie les batteries et les bataillons allemands.

1795 — an III. Allemagne.

Le Rhin semble rouler des eaux embrasées. La surprise et l'ardeur des combattants, le danger de cette attaque sur un fleuve rapide, les cris des mourants, l'obscurité de la nuit, succédant à la clarté des bouches à feu, répandent quelque désordre dans la flottille. Plusieurs bateaux dérivent, et d'autres s'engloutissent. Cent cinquante pièces de canon, tonnant à coups pressés, formaient avec les obus qui se croisaient sur le fleuve le tableau le plus horrible et le plus majestueux des fureurs de la guerre. Cependant, au milieu du tumulte de cette traversée périlleuse, les grenadiers français exécutaient ponctuellement l'ordre qu'ils avaient reçu de leur général. Plusieurs d'entre eux périrent atteints par les obus ou les boulets; pas un seul ne songea à venger leur mort, en tirant contre l'ennemi sur l'autre rive.

Enfin deux barques touchent au rivage allemand. Dans l'une est le général Legrand, impatient de se voir aux prises avec l'ennemi. Ce brave officier se jette dans le fleuve et s'écrie : « Camarades, suivez-moi ! » Le capitaine Penne[1] s'élance sur ses traces avec les grenadiers qu'il commandait. Déjà un bataillon tout entier a mis pied à terre. Legrand fait aussitôt battre la charge et s'avance audacieusement contre les Autrichiens, surpris d'une telle intrépidité.

Les Français se jettent sur eux, les enfoncent et les culbutent en poussant des cris de victoire : les mêmes cris retentissent sur les eaux. Le reste de la flottille arrive; les grenadiers courent à la charge avec d'autant plus de fureur qu'ils ont été plus longtemps obligés de se contraindre; ils poussent les Impériaux dans les bois, la baïonnette aux reins, s'emparent d'une batterie armée de quatre canons, et chassent entièrement l'ennemi de l'anse de Hanheim. Legrand avec son bataillon parvient jusque sur les glacis de Dusseldorf. Les Français appellent alors à grands cris leurs braves camarades, que la flottille était allée chercher. Jalouses de partager les dangers et la gloire des grenadiers, les troupes qui étaient encore à la rive gauche du Rhin pouvaient à peine contenir leur vive impatience; elles auraient voulu s'embarquer toutes à la fois.

Cependant les débarquements successifs avaient conservé

[1] Depuis maréchal de camp.

aux Français leur supériorité, quoique l'ennemi eût reçu des renforts qui lui permirent de tenir quelque temps. Un feu de mousqueterie des mieux nourris durait depuis une heure; mais le général Championnet arrive; sa présence ranime le courage, fait redoubler les efforts. Le comte d'Erbach, qui commandait la partie de l'armée du général Werneck chargée de défendre les approches de Dusseldorf, fait vainement avancer sa réserve. Les Autrichiens se déconcertent et s'ébranlent; leurs généraux sont impuissants pour les empêcher de rompre leurs rangs. La frayeur les fait fuir; la baïonnette achève de terminer leur défaite. La réserve du comte d'Erbach est entraînée dans ce mouvement rétrograde, avant d'avoir combattu. L'ennemi abandonne le bois dans lequel il s'était retranché, et laisse le champ de bataille couvert de morts et de blessés. Plusieurs jettent leurs armes et implorent la pitié des vainqueurs. 1795 — an III. Allemagne.

Mais tandis que sa division était aux prises avec les Autrichiens, le général Championnet avait ordonné de bloquer sur-le-champ Dusseldorf, canonné et bombardé tout à la fois de la rive gauche du Rhin. Le général Legrand, qui déjà, depuis le commencement de l'action, était parvenu jusque sur les glacis, à la tête du premier bataillon de grenadiers, somme avec énergie le gouverneur, le ministre dirigeant Hompesch, de rendre la place. Celui-ci veut tergiverser et demande du temps; on lui accorde dix minutes. Quelques boulets et des obus ébranlent sa résolution, et la place est rendue aux Français par capitulation. Les 2,000 hommes de troupes palatines qui occupaient Dusseldorf mirent bas les armes et défilèrent devant 700 grenadiers français. Cette garnison, prisonnière de guerre, fut, aux termes de la capitulation, renvoyée de suite avec parole de ne point servir avant son échange. Les vainqueurs trouvèrent dans Dusseldorf 168 pièces de canon, 10,000 fusils, et des munitions de guerre de toute espèce. Mais le grand avantage de cette conquête était la possibilité donnée à la division victorieuse d'achever le mouvement qui lui avait été indiqué, et d'opérer, désormais sans danger, sa jonction avec les autres corps de l'armée française.

En effet, tandis que les soldats du général Championnet donnaient des preuves si éclatantes de leur bravoure, l'in-

1795 — an III. Allemagne.

fanterie du général Lefebvre était successivement arrivée sur la rive droite du Rhin. Deux pièces de canon avaient même été transportées dans des bateaux avec une centaine d'hommes à cheval, officiers, sous-officiers ou cavaliers. Lefebvre se hâta de disposer de son infanterie aussitôt qu'elle fut débarquée, et se porta rapidement en avant pour favoriser, autant qu'il était en lui, les efforts de la division du général Championnet. Après avoir traversé l'Angerbach à Spick, il s'avança sur Haberkam, attaqua vigoureusement les ennemis qui défendaient ce poste, les en chassa après un combat où il leur fit éprouver une grande perte, et prit position en arrière d'un ruisseau situé à côté du village qu'il venait d'emporter. Par cette manœuvre, la droite de son corps d'armée se trouvait appuyée à Haberkam, et sa gauche s'étendait dans la direction d'Angermünd.

Son dessein était de reformer ses colonnes et d'attaquer promptement les divisions ennemies, si elles osaient lui résister. Mais le général autrichien, en apprenant que Lefebvre, après avoir forcé le poste de Spick, était maître de Haberkam, et que Championnet s'était emparé de Dusseldorf, prit promptement son parti, et pour éviter le danger de se trouver enveloppé par les deux divisions victorieuses, il quitta la position où il venait de se rallier, s'éloigna rapidement des bords du Rhin, et prit poste, sa gauche appuyée à Kalkum, et sa droite à un ruisseau un peu en avant d'Angermünd.

Cette retraite du général autrichien était d'autant plus prudente, que déjà les autres divisions françaises, animées par le succès des premières, opéraient en toute hâte leur débarquement, et brûlaient du désir de se mesurer à leur tour avec l'ennemi. Les généraux Tilly et Grenier vinrent se joindre à la division du général Lefebvre, et s'étendirent ensemble de Wittach à Angermünd. Ce nouveau débarquement, qui doublait tout à coup les forces des Français, augmenta encore la terreur des Autrichiens. Le général Werneck donna aussitôt l'ordre de continuer la retraite, et le comte d'Erbach s'empressa d'imiter cette manœuvre rétrograde. Débordé par ses deux extrémités, dans sa position de Slockum, ce dernier général se retira du côté de Ratingen, en ayant soin de faire protéger son mouvement par 1,800 hommes de cavalerie, et fut trop heu-

reux de pouvoir s'en tirer à si bon marché. En effet, les Français se trouvaient dans l'impossibilité de se porter à sa poursuite, faute de chevaux; leur cavalerie n'avait pas encore traversé le fleuve, et, quand elle arriva, l'ennemi était déjà hors de toute atteinte. Jourdan et Kléber, qui étaient aussi parvenus sur la rive droite, reconnurent qu'il était inutile de chercher à troubler une retraite à peu près terminée. Cependant telle avait été la promptitude avec laquelle les Autrichiens s'étaient hâtés de fuir, qu'ils laissèrent au pouvoir des Français sept pièces de canon, plusieurs caissons et plus d'une centaine de prisonniers.

1795 - an III. Allemagne.

Les succès glorieux obtenus dans cette journée étonnèrent les généraux Jourdan et Kléber eux-mêmes. Ces dignes appréciateurs du courage s'empressèrent d'en témoigner leur satisfaction à l'armée, et ces louanges de ses chefs furent pour elle un aiguillon bien propre à redoubler son dévouement. Le premier soin du général Championnet, en prenant possession de Dusseldorf, avait été d'établir l'ordre et une discipline sévère dans cette ville conquise. En voyant les soldats conserver l'obéissance la plus entière dans Dusseldorf, dès le moment de leur entrée, on eût pu croire que ces troupes se trouvaient depuis longtemps en garnison dans une ville de leur patrie. C'est un témoignage que les Autrichiens eux-mêmes se plurent à leur rendre dans les relations du temps.

Nous citerons, pour terminer cet article, deux passages des rapports faits sur le passage du Rhin par le général Jourdan et le conventionnel Gillet, parce qu'ils ajoutent de nouveaux détails et rendent justice à des noms qui doivent, par conséquent, se trouver consignés dans nos annales :. .... « Les généraux de division et de brigade, dit le général Jourdan, ont tous exécuté, avec la plus grande intelligence et le plus grand courage, les ordres qui leur ont été donnés....... Le général de brigade du génie Dejean nous a été d'une grande utilité pour l'embarquement des troupes; le chef de brigade du génie Lagastine avait fait construire sur la rive gauche du Rhin, depuis Gelep jusqu'à Fiermen, des ouvrages imposants et bien distribués. L'artillerie, commandée par le général de brigade Debelle, qui a été placée dans ces ouvrages, a fait le feu le

1795 – an III. Allemagne. plus vif, et a parfaitement secondé notre attaque.... » — « La conduite du général Legrand, dit à son tour Gillet dans son rapport, et son intrépidité sont au-dessus de tout éloge. Le capitaine Daumerre, commandant le bataillon de grenadiers, s'est conduit avec l'audace la plus déterminée. Le capitaine Chaudon, de la cinquième compagnie, s'est emparé d'une batterie dont il a égorgé le poste à la baïonnette. Balthazard, sergent-major, et quatre grenadiers, se sont emparés de deux pièces de canon, après avoir tué tous les canonniers. Les chefs de bataillon du génie Cafarelli-Dufalga et Poitevin, qui ont passé avec la première colonne, ont savamment dirigé les mouvements de l'embarquement, et se sont conduits avec autant de courage que de discernement, aussi bien que les adjoints Vinache et Capitaine, qui les ont parfaitement secondés. »

« Cette action de guerre, dit un auteur moderne, rappela le fameux passage du Rhin à Tolhuys, tant célébré sous le règne de Louis XIV, qui fut exécuté avec la même valeur ; mais celui de Dusseldorf fut le résultat de combinaisons plus vastes, plus compliquées et plus savantes. »

19 septemb. 3e j. compl. Piémont. *Combat de Campo di Pietri et du Petit-Gibraltar.* — Les Austro-Sardes, rebutés par l'inutilité de leurs dernieres tentatives, restèrent à peu près dans l'inaction pendant un mois après l'engagement avec la division Serrurier au camp de Cerise. Le général Kellermann mit à profit ces instants de relâche, pour renforcer les positions qu'occupait l'armée d'Italie, et pour les mettre en mesure de résister à de nouveaux efforts.

De son côté, le feld-maréchal Dewins avait préparé des moyens d'attaque, sur lesquels il paraissait compter davantage. Vers le milieu de septembre, le général Masséna aperçut, sur toute la ligne ennemie qui lui était opposée, de grands mouvements de troupes, et des transports de munitions et d'artillerie, qui lui firent présager que l'inaction simulée de l'ennemi allait cesser, et que ce dernier se disposait encore à essayer de frapper un coup décisif. Après avoir fait faire quelques reconnaissances pour obtenir des renseignements encore plus certains, Masséna instruisit le général en chef des projets du généralissime autrichien, en lui annonçant positivement que tout faisait présumer que l'intention des Austro-Sardes était de

livrer un combat général pour le 18 ou le 19 septembre. 1795 — an III. Piémont.
Kellermann, plein de confiance dans la bonne disposition des troupes qu'il avait déjà si souvent mises à l'épreuve, dans l'avantage des positions occupées par l'armée, et dans les mesures prises par lui et les généraux sous ses ordres, conçut peu d'inquiétudes sur les suites de cette nouvelle attaque. Il savait à la vérité que l'ennemi pouvait lui présenter des forces presque triples des siennes; mais il avait l'expérience que cette supériorité avait été inutile à son adversaire, dans les combats multipliés que ce dernier avait engagés récemment. Au lieu donc de chercher à prendre une position plus en arrière, il résolut d'attendre les Austro-Sardes de pied ferme, et de leur disputer la victoire avec cette généreuse opiniâtreté dont ses soldats et les chefs qui les commandaient lui avaient déjà donné de si glorieux gages. Il se rendit à Borghetto, pour examiner la situation de l'armée et faire les dispositions convenables. Accompagné des généraux Masséna et Berthier, il fit la reconnaissance de la ligne ennemie, et donna des instructions à tous les postes de la ligne française. Il ordonna aux généraux de tenir leurs troupes en alerte et prêtes à recevoir l'ennemi, à quelque heure qu'il se présentât.

Le 19 septembre, l'armée austro-sarde, commandée par le général Dewins en personne, commença son mouvement. Une très-forte division se présenta devant la droite de l'armée française. Un détachement de 2,000 hommes d'élite se plaça à la redoute précédemment construite par l'ennemi sur la hauteur qui domine Campo di Pietri, et qui était garnie de cinq pièces de canon et d'un obusier. Cette colonne d'élite était destinée à l'attaque du poste fortifié auquel les Français avaient donné le nom de *Petit-Gibraltar*. Il était placé sur un rocher du plus difficile accès, au pied du centre de la ligne française, entre Borghetto et la rive droite du Tanaro, en avant du village de Zuccarello. Pendant l'attaque du Petit-Gibraltar, un corps de 8 à 10,000 hommes devait s'avancer sur plusieurs colonnes, pour soutenir les efforts dirigés contre le centre et la droite des Français.

Toutefois l'attaque principale contre la droite de l'armée française ne devait avoir lieu, d'après le plan du général

1795—an III. Piémont. Dewins, qu'après l'enlèvement du Petit-Gibraltar, qui se trouvait, comme on vient de le voir, en dehors de la ligne, et qui, restant occupé par les Français, apportait les plus grands obstacles au mouvement offensif des Austro-Sardes. Le combat fut donc engagé par le détachement des 2,000 hommes d'élite dont nous avons parlé tout à l'heure. La redoute où ils s'étaient réunis commença par diriger un feu très-vif de ses cinq pièces de canon et de son obusier sur le Petit-Gibraltar. La troupe qui occupait ce poste était commandée par l'adjudant-général Saint-Hilaire, excellent officier, à qui le général Kellermann avait recommandé de tenir jusqu'à la dernière extrémité. La canonnade partie de la redoute n'ayant produit aucun effet, la colonne d'élite ne tarda point à se développer pour attaquer les retranchements avec la plus grande impétuosité; mais le brave Saint-Hilaire attendait les Austro-Sardes de pied ferme. Il avait fait connaître aux officiers et aux soldats toute l'importance du poste qu'ils avaient à défendre; ceux-ci avaient répondu aux exhortations de leur digne chef, par le serment de se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans le poste confié à leur valeur. L'attaque fut aussi vive qu'opiniâtre, il fallut tout le dévouement des soldats français pour résister au choc terrible des Austro-Sardes. Deux fois ces derniers gravirent au pas de charge la colline qui précède le plateau du rocher, et deux fois, repoussés à la baïonnette, écrasés par le feu meurtrier des derniers rangs, ils furent obligés de descendre avec précipitation et en désordre. Convaincu qu'une attaque de front était impossible, le général qui commandait ce corps d'élite fait tourner la colline, et essaye d'attaquer le poste par les flancs et le derrière. Mais Saint-Hilaire avait tout prévu; et, renforcé, pendant la première attaque, par quelques détachements envoyés par le général Kellermann, il était en mesure de faire face de tous les côtés. Lorsqu'après avoir tourné la colline, l'ennemi se présenta pour tenter un troisième effort, il trouva encore la même résistance et les mêmes obstacles à surmonter. Cette opiniâtre défensive était bien faite pour étonner les assaillants, malgré toute leur intrépidité; aussi décelèrent-ils un mouvement d'hésitation, dont l'adjudant général Saint-Hilaire sut habilement profiter. Il ordonna la charge; et,

se mettant à la tête de ses braves, il s'élance, avec la rapidité de la foudre, sur les Austro-Sardes, les culbute du premier choc, et les précipite au bas de la colline. Ce mouvement est si prompt, et l'ardeur des Français est telle, qu'il devient désormais impossible aux officiers ennemis de rallier leurs soldats. La déroute est complète, et la poursuite est si vigoureuse, que la plupart des Austro-Sardes sont taillés en pièces ou faits prisonniers. De cette colonne de 2,000 hommes, 1,500 restent sur le champ de bataille; le reste ne parvient à s'échapper qu'en se glissant à travers les rochers et en gravissant isolément les montagnes. Quelques-uns de ces fuyards rejoignirent promptement le général Dewins, qui n'apprit point sans le plus douloureux étonnement le résultat d'une attaque sur laquelle il avait fondé un brillant espoir. Les soldats de Saint-Hilaire, las de poursuivre les vaincus, revinrent occuper les retranchements qu'ils venaient de défendre avec tant de gloire.

1795 — an III. Piémont.

Le général Dewins, trompé dans son attente, ne crut pas devoir donner plus de développement à son plan d'attaque, et, renonçant à l'entreprise qu'il avait méditée, il replia ses troupes pendant la nuit pour leur faire reprendre leurs positions ordinaires.

On aurait peine à croire au petit nombre de Français qui se signalèrent d'une manière si extraordinaire, si le fait que nous venons de rapporter n'était pas confirmé par les témoignages les plus authentiques, et affirmé encore aujourd'hui par les personnes les plus respectables. Les 2,000 hommes d'élite de l'armée austro-sarde venaient d'être anéantis par 480 Français, faisant toute la force effective aux ordres de l'adjudant général Saint-Hilaire. De tels soldats doivent faire présager tout ce que pourra faire cette armée d'Italie qui va, dans quelques mois, sous un nouveau capitaine, ouvrir une campagne qui ne sera qu'une continuité de succès non moins étonnants.

Le général Kellermann devança, à l'égard de l'adjudant général Saint-Hilaire, les témoignages de la satisfaction du gouvernement républicain pour une conduite aussi digne d'éloges. Cet officier supérieur fut nommé général de brigade sur le champ de bataille, ainsi que l'adjudant général Joubert, qui avait puissamment coopéré à l'avantage de cette journée. Le

1795—an III. Piémont. général en chef mentionna honorablement, dans son rapport au Comité de salut public, le chef de bataillon Mermet, qui avait également combattu avec une grande distinction.

Cette action remarquable fut la dernière qui se passa à l'armée d'Italie, sous le commandement du général Kellermann, et fut comme un adieu solennel et glorieux donné par les soldats à leur respectable chef. En effet, tandis que le vainqueur de Valmy soutenait avec avantage la lutte difficile où il était engagé avec les Austro-Sardes, le Comité de salut public lui ôtait son commandement, pour le remplacer à l'armée d'Italie par le général Schérer, et ne laissait sous ses ordres que le faible corps commandé en Savoie par le général Moulins, et auquel on rendait sa première dénomination d'Armée des Alpes. A l'époque où l'affaire du Petit-Gibraltar eut lieu, le général Kellermann connaissait déjà la détermination du Comité de salut public à son égard. Il en avait reçu la notification au moment où il venait d'adresser à ce même Comité le plan qu'il avait formé pour tirer parti des renforts qu'on envoyait à l'armée pour prendre l'offensive, en débutant par une opération prompte et vigoureuse qui permît de pousser les avantages sans rencontrer d'obstacles, et d'entreprendre une brillante campagne d'hiver dans les plaines de l'Italie. Ce plan, que le général Schérer s'empressa d'adopter à son arrivée à l'armée, promettait une grande illustration à Kellermann, et l'on conçoit facilement qu'il dut renoncer avec regret à son exécution; elle seule pouvait le dédommager de l'aridité de cette guerre de postes qu'il avait faite cependant avec un avantage digne d'éloges et d'encouragement [1].

[1] On trouve, dans la lettre que le général Kellermann écrivit en réponse à celle du Comité de salut public, l'expression de ses regrets. Il y fait connaître l'estime et l'attachement qu'il portait à cette brave armée, dont on lui enlevait le commandement :

« J'attends, disait-il, le général Schérer, pour aller prendre le commandement de l'armée des Alpes. J'emporterai avec moi la satisfaction d'avoir, depuis trois mois, combattu avec gloire un ennemi de deux tiers plus fort que moi; d'avoir fait manquer la campagne combinée entre les Austro-Sardes et l'Angleterre, et de les avoir arrêtés à trente lieues au delà des frontières du département des Alpes-Maritimes.....

Mais, je l'avoue, je pars avec le regret de ne plus combattre avec mes

Le motif qui avait engagé le Comité de salut public à remplacer le général Kellermann par le général Schérer, était dans la paix nouvellement conclue avec l'Espagne. Les renforts promis à l'armée d'Italie étaient tirés de l'armée des Pyrénées-Orientales, dont Schérer était le commandant en chef à l'époque de la conclusion du traité. Il parut juste et convenable au Comité de laisser à ce général le commandement des mêmes troupes, en les dirigeant sur l'armée d'Italie, et c'est dans cette vue qu'on l'avait nommé général en chef de cette armée. Néanmoins, le général Schérer n'ayant pris le commandement de l'armée des Pyrénées-Orientales qu'à la fin, pour ainsi dire, des hostilités, ce n'était pas un titre suffisant pour mériter, vis-à-vis du général Kellermann, une préférence dans laquelle ce dernier devait voir une disgrâce non méritée. 1795 — an III Piémont.

Quoi qu'il en soit, le successeur de Kellermann arriva à Nice dans les derniers jours de septembre. Ce dernier l'attendait dans cette ville : il lui communiqua ses plans, les ordres et les instructions qu'il avait donnés, et les dispositions qu'il avait prises. Schérer reçut ces communications avec empressement et reconnaissance, reconnut la sagesse et la prévoyance de son prédécesseur, et Kellermann partit pour se rendre à l'armée des Alpes, « avec la certitude satisfaisante, dit-il dans ses Mémoires, que l'homme qui le remplaçait ne laisserait point échapper la victoire. »

Suite des opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse; passages de la Sieg, de la Lahn. Investissement de Mayence sur 20 septemb. 5e j. compl. Allemagne.

braves compagnons d'armes de l'armée d'Italie, et de ne pas exécuter le projet d'attaque que je vous ai proposé ; plan dont l'exécution, attendue avec tant d'impatience par nos dignes soldats, devait chasser les Autrichiens de la rivière de Gênes, nous mettre en possession de leurs magasins, les forcer à prendre leurs quartiers d'hiver dans le Milanais ; enfin, les couper totalement de l'armée piémontaise, et forcer le roi de Sardaigne à faire une paix qu'il doit désirer.....

« Il me reste encore un devoir à remplir : c'est de rendre à mes braves frères d'armes la justice qui leur est due. Je les ai tous vus aux avant-postes, dont quatre fois j'ai fait le tour, depuis la mer jusqu'à la droite de l'armée des Alpes..... Ils ont évidemment prouvé la fausseté du préjugé jusqu'à présent reçu, que le soldat français n'était propre qu'à l'attaque, et que son courage le rendait peu propre à la défense. »

1795—an III. Allemagne. *la rive droite du Rhin.* — On a vu avec quelle bravoure et quel bonheur les Français venaient de réussir à passer le Rhin à la vue d'un ennemi beaucoup plus nombreux, et qui eût pu, avec plus d'audace, les culbuter dans le fleuve. Dès le lendemain de leur arrivée sur la rive gauche, les divisions des généraux Lefebvre, Tilly et Grenier avaient pris position, la droite à Wittach et la gauche à Angermünd; Championnet occupait Dusseldorf, avec les braves qui s'en étaient emparés. Jourdan s'arrêtait ainsi pour donner le temps à sa cavalerie, à son artillerie et à ses équipages de venir le joindre en traversant le fleuve.

Il avait en conséquence ordonné au général du génie Dejean de faire ses dispositions pour jeter un pont de bateaux à Urdingen; mais, malgré toute l'activité ordinaire à cet excellent officier, et tous les soins qu'il donna en personne à l'entreprise, le pont ne put être prêt que le 7 septembre au matin. On vit alors défiler sur le fleuve, avec un ordre parfait, la cavalerie, l'artillerie et les équipages, et Jourdan put concevoir l'espérance de continuer avec avantage une expédition dont les commencements étaient si favorables.

Le 8 septembre, l'armée réunie sous les ordres de Jourdan se porta au delà de Dusseldorf, et vint prendre position, ayant sa gauche appuyée au Rhin à Neuhauf, et sa droite appuyée à Girresheim. Le général républicain voulait, dans cette position, faire reconnaître la direction du général autrichien d'Erbach dans sa retraite, et explorer les rives du Wipper, sur lequel il allait manœuvrer. L'adjudant général Ney, chargé de cette commission importante, s'en acquitta avec autant d'intelligence que de bravoure et d'exactitude. Cet officier, qui depuis devait fournir une carrière si brillante et si malheureuse, partit à la tête d'un corps de flanqueurs, et s'avança rapidement sur les lieux qu'il avait à reconnaître. Arrivé à la hauteur d'Opladen, il rencontra deux escadrons du corps des émigrés français de Rohan, sortis du village pour le combattre. Ney fit charger trois fois ces cavaliers, et ce ne fut qu'à la troisième charge qu'il réussit à les contraindre de se retirer et de se jeter dans Opladen. L'ennemi s'était retranché dans une redoute qui défendait un pont sur le Wipper : Ney résolut de l'attaquer. Reçu vigoureusement par les émigrés, il voit tomber à côté de

lui un grand nombre des siens, parmi lesquels se trouvait Lacour, chef d'escadron au 19e régiment de chasseurs. La valeur des Français républicains s'irrite par cet obstacle; ils se précipitent sur les émigrés, pénètrent dans la redoute, massacrent ceux qui veulent faire résistance, et finissent par rester maîtres du pont et du village. Les émigrés avaient pris la fuite en abandonnant leurs blessés et une vingtaine de prisonniers. 1795 — an III. Allemagne.

Cette reconnaissance apprit à Jourdan que le comte d'Erbach, après avoir rétrogradé jusqu'à Ratingen, avait pris le parti de gagner précipitamment Siegen par Schwelm et Breckerfeld, afin d'opérer sa jonction avec le corps autrichien commandé par le prince de Wurtemberg. Le général républicain, ne voyant plus d'ennemis autour de lui, résolut de précipiter son mouvement, et de se mettre à la poursuite du comte d'Erbach. Le 10 septembre, l'armée s'ébranla de nouveau, et vint prendre position, la droite à Deutz devant Cologne, et la gauche à Hutten. L'avant-garde française, commandée par le général Lefebvre, atteignit promptement l'arrière-garde autrichienne, et eut avec elle un engagement assez vif, dans lequel elle garda cependant l'avantage. Jourdan, ayant alors appris que le comte d'Erbach et le prince de Wurtemberg manœuvraient pour se joindre au corps de Wartensleben, et ne voulant pas se mesurer avec eux avant d'avoir réuni toutes ses forces, attendit dans cette dernière position les troupes qui n'avaient pas encore passé le Rhin.

Pour accélérer la marche de ses troupes qui devaient remplacer celles qui formaient l'arrière-garde de l'armée, Jourdan fit construire deux nouveaux ponts, l'un au-dessus de Dusseldorf, vis-à-vis de Hamm, et l'autre à Cologne; ils servirent à faire effectuer le passage du Rhin par la division du général Morlot, employée dans l'intérieur. Les généraux de brigade Schalcter et Bastoul commandaient les troupes de la division. Le premier fut chargé par Jourdan de faire occuper Dusseldorf à la place de Championnet, de contenir les habitants du duché de Berg, et de veiller a la sûreté des ponts d'Urdingen et de Hamm. Le second, avec une brigade, avait une commission semblable pour le pont de Cologne, et devait en outre protéger l'arrivée des convois à l'armée.

1795 — an III. Allemagne.

Le 13 septembre, l'armée quitta ses positions de Deutz et de Hutten, pour s'avancer sur la Sieg. Le général Lefebvre rencontra l'ennemi retranché en avant de Blankenberg, et montrant par sa contenance qu'il était décidé à se défendre vigoureusement; mais Lefebvre avait ordre d'attaquer et l'exécuta. Le combat commença de part et d'autre par une vive fusillade, qui fut longtemps sans résultat. Lefebvre, voyant que ses troupes n'osaient pénétrer plus avant, donna ordre au général Debelle de diriger contre les retranchements ennemis une compagnie d'artillerie légère. Cette manœuvre eut un succès complet. Vainement les Autrichiens essayèrent de faire taire l'artillerie française par le feu redoublé de leur propre artillerie : le feu des pièces françaises, dirigé par le général Debelle, était si vif et si meurtrier, que bientôt les Autrichiens commencèrent à s'ébranler. L'ardeur des attaquants augmente à la vue de l'irrésolution de l'ennemi. Le général de cavalerie d'Hautpoul, à la tête des 1er, 6e et 9e régiments de chasseurs, s'élance alors avec impétuosité, charge la cavalerie autrichienne, qui s'était avancée pour prendre les Français en flanc; et, après un combat sanglant, parvient à la culbuter sur ses retranchements. Cette victoire avait donné aux Français l'avantage de tourner les redoutes; ils se précipitent de toutes parts pour y entrer, et les Autrichiens, se voyant cernés, évacuèrent leur position, abandonnant aux vainqueurs une pièce de 13 et un obusier.

L'infanterie autrichienne, qui avait moins souffert que la cavalerie, s'était ralliée à l'entrée des bois qui couvraient la position abandonnée, dans l'intention d'y arrêter les Français; mais ce second effort n'eut pas plus de succès que le premier. Le général d'Hautpoul chargea si vigoureusement les bataillons autrichiens, qu'ils furent presque aussitôt rompus, et se jetèrent en désordre dans les bois, où ils furent poursuivis. La nuit, devenue très-obscure, empêcha seule d'achever cette poursuite. Les Autrichiens avaient perdu un grand nombre des leurs, tués, blessés ou faits prisonniers. Le prince de Würtemberg opéra sa retraite sur Altenkirchen, et le général Lefebvre vint prendre position à Uckerath, où il passa la nuit. Mais le lendemain, dès la pointe du jour, il se remit en marche pour arriver à Altenkirchen. L'arrière-garde autrichienne voulut en-

core essayer de se défendre. Quelques volées de canon suffirent pour la forcer à continuer sa retraite, et les Français occupèrent Altenkirchen. 1795 — an III. Allemagne.

Le prince de Würtemberg fuyait dans l'intention d'opérer, de concert avec le comte d'Erbach, sa jonction avec le général Wartensleben. En effet, celui-ci, qui était resté assez inutilement dans la plaine de Neuwied, occupé à répondre, par le feu de son artillerie, aux canonnades du général Hatry, venait enfin de comprendre que l'intérêt de la cause qu'il servait demandait impérieusement qu'il se réunît aux corps battus par les Français. Il quitta sa position brusquement, et se replia sur la Lahn, où il campa conjointement avec le prince de Würtemberg et le comte d'Erbach. La réunion de ces trois corps d'armée donnait à l'ennemi une force imposante, qui fit reconnaître à Jourdan la nécessité d'appeler promptement à lui son aile droite que commandait le général Hatry de l'autre côté du Rhin. Hatry, débarrassé de la présence incommode du général autrichien, avait déjà fait ses dispositions pour passer ce fleuve. Un pont de bateaux fut jeté rapidement sur le Rhin, et le 15 septembre l'aile droite vint se joindre à l'armée du général Jourdan. Cette réunion, opérée si heureusement, causa le plus vif enthousiasme parmi les guerriers français. Jourdan se voyait à la tête de forces si considérables, qu'il promit aux soldats de les conduire en quatre jours sur les rives de la Lahn : il tint parole.

En effet, l'armée se mit en marche sur cinq colonnes dirigées sur Wetzlar, Weilburg, Dietz, Limburg et Nassau. Le général Bernadotte, qui commandait la colonne de droite, était chargé d'attaquer les Autrichiens qui occupaient Nassau : après une légère résistance de la part de ceux-ci, il parvint à les déposter, et Nassau resta au pouvoir des Français. Le général Poncet, à la tête de la seconde colonne, devait agir contre Dietz. A son arrivée devant cette place, il trouva le pont coupé. Il fallait traverser la rivière pour marcher à l'ennemi, le vaincre et le dissiper. Cette opération était d'autant plus difficile, que les Autrichiens, campés sur l'autre rive, montraient toute la confiance de la victoire, et essayaient leurs forces par une vive canonnade dirigée sur les Français. Cependant, ce double obstacle ne découragea point le général Poncet et ses braves soldats. Sous le feu roulant

1795 — an III. Allemagne. de l'artillerie autrichienne, à laquelle il répondait par la sienne, le général Poncet réussit à construire des radeaux pour faire passer ses soldats. Les plus braves et les plus impatients se jettent à la nage : les uns et les autres sont bientôt sur l'autre rive. Attaquer les Autrichiens à la baïonnette et les vaincre fut pour les Français l'affaire d'un moment. Épouvanté par ce nouvel excès d'audace, l'ennemi oublia tout à coup sa résolution de se défendre, et se mit à fuir. Les vainqueurs s'élancent aussitôt à sa poursuite; mais les Autrichiens s'étaient ralliés à quelque distance de la ville qu'ils avaient abandonnée. Deux bataillons du général Poncet sont arrêtés et charges par les hussards de Saxe, au moment où ils débouchaient de Dietz. Cette brave infanterie ne se déconcerte point. A la vue de l'ennemi, elle serre ses rangs, attend de pied ferme les hussards de Saxe, les reçoit audacieusement la baïonnette au bout du fusil, renverse un grand nombre d'entre eux, les repousse, et les force à se retirer avec une perte considérable.

Championnet, qui commandait la troisième colonne, avait un plus long trajet à parcourir. Il se dirigeait sur Limburg, et arriva tard devant cette place. Cependant il s'empara des faubourgs, en culbutant l'ennemi chargé de les garder; mais la nuit ne lui permit pas d'attaquer la ville. Il bivouaqua autour de Limburg. Le général Tilly, qui marchait à la suite de la division du général Championnet, arriva au moment de la prise de possession des faubourgs, et forma la seconde ligne de cette division.

La quatrième colonne, aux ordres du général Grenier, et la cinquième, commandée par le général Lefebvre, s'emparerent, sans éprouver beaucoup de difficultés, l'une de Veilburg, et l'autre de Wetzlar. Lefebvre se rendit maître, dans cette dernière ville, d'un convoi d'effets d'habillement qui devenaient fort utiles à l'armée dans la situation pénible où elle se trouvait. Ainsi, par l'effet de cette marche rapide, la promesse de Jourdan était accomplie. L'armée était présente sur la Lahn, le 19 septembre. La division du général Marceau était seulement restée autour d'Ehrenbreitstein pour cerner cette place et couvrir le pont de Neuwied.

Jourdan parcourt tous les postes de son armée, et vient, par

sa présence, animer encore le généreux enthousiasme de ses soldats. Toutes ses dispositions étaient prises, tous les ordres étaient donnés pour effectuer une attaque générale le lendemain; mais l'ennemi avait senti toute l'imminence des dangers qui le menaçaient en acceptant le combat. Le conseil des généraux autrichiens décida qu'une prompte retraite était le seul moyen de salut qui restât à leur armée. Ils mirent donc à profit la nuit du 19 au 20 septembre pour opérer ce mouvement rétrograde; et quand, à la pointe du jour, les tirailleurs français se répandirent dans la plaine, ils ne rencontrèrent que les dernières colonnes de l'armée autrichienne en retraite. Jourdan fit aussitôt marcher à la poursuite des fuyards plusieurs régiments de cavalerie; mais l'ennemi avait sur eux trop d'avance. Les cavaliers français ne réussirent qu'à ramasser quelques centaines de prisonniers et des déserteurs

1795 – an III.
Allemagne.

Aucun obstacle n'arrêtait plus l'armée républicaine dans sa course victorieuse. Le 25 septembre, elle arriva sur les bords du Mayn sans avoir rencontré d'ennemis. Elle s'avançait ainsi à grandes journées vers le but de ses efforts, vers cette ville de Mayence, dont le long blocus, commencé dès la fin de l'année précédente, n'avait pu jusqu'ici être entrepris régulièrement. Mais Jourdan se trouvait singulièrement gêné dans ses mouvements par la circonstance de la ligne de neutralité qu'il avait l'ordre précis de respecter. Cette ligne, passant à Höchst au-dessous de Francfort, le général républicain ne put s'étendre sur le Mayn au delà de ce point. Il fut même obligé de rappeler à lui la division du général Lefebvre, qui s'était avancée du côté de Francfort, par la route de Vetzlar[1]. Néanmoins, le 26 septembre, son avant-garde se présenta devant Mayence; et cette ville, objet de tant de désirs et de toute l'ambition du gouvernement républicain, allait enfin être investie sur la rive droite du Rhin, comme déjà elle l'était sur la gauche.

Nous nous voyons encore une fois dans l'obligation de reporter l'attention de nos lecteurs sur des détails plus affligeants que ceux qui viennent de leur être exposés. Une nouvelle

[1] Par le traité de neutralité, les troupes françaises pouvaient faire usage de cette route pour se porter de la Lahn sur le Mayn; mais elles ne pouvaient séjourner dans l'intérieur de cette ligne.

1795 — an III. Allemagne. scène de déchirement intérieur s'ouvre dans la capitale de la France ; l'étendard de la guerre civile y est arboré, et le sang des citoyens va couler par les mains des soldats de la patrie! Pourquoi sommes-nous forcés de retracer de pareils événements ?.....

1795 — an IV. 5 octobre. (13 vend.) France. *Insurrection des sections de Paris contre le gouvernement conventionnel.* — Nous avons parlé, dans ce volume, des nouveaux troubles qui agitèrent l'intérieur de la république pendant le cours de l'année 1795 ; nous allons dans cet article rapporter les circonstances de ces troubles, qui peuvent se rattacher au plan que nous avons adopté. C'est annoncer que nous ne voulons parler que des faits militaires ; et si nous abordons quelques-unes des questions politiques de cette époque orageuse, c'est uniquement parce que nous y serons forcés pour le développement des événements que nous devons décrire. Il eût été sans doute plus agréable, pour des écrivains vraiment français, comme nous faisons profession de l'être, de n'avoir à transmettre à la postérité que les nobles et brillants exploits de nos braves armées du dehors. Que n'est-il en notre pouvoir de garder le silence sur les égarements qui signalèrent aussi le temps où la France ne parut vraiment grande et généreuse qu'au delà de ses limites? Que ne pouvons-nous imiter l'ingénieuse fiction de la muse de l'Histoire du grand Condé [1], en supprimant d'avance, dans nos annales, les feuillets où nous devons décrire les erreurs et les délits politiques de nos concitoyens. Mais le caractère dont nous nous sommes revêtus nous impose la loi d'être les organes de la vérité, et nous nous efforcerons de remplir cette tâche difficile. Le tableau de nos discordes civiles servira d'ombre à celui de notre gloire militaire, et celle-ci recevra de cette opposition un nouveau lustre, une nouvelle splendeur.

La révolution du 9 thermidor (27 juillet 1794) n'avait point produit, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'effet qu'on

[1] Dans un tableau qui ornait autrefois la galerie de Chantilly, la muse de l'Histoire est représentée arrachant, du livre qui renferme la vie militaire de ce prince, les feuillets où sont retracés ses faits d'armes contre la France, lorsqu'il était au service d'Espagne, ou lorsqu'il avait pris parti dans les troubles civils.

était en droit d'attendre, l'affermissement du gouvernement républicain sur des bases plus stables et mieux reconnues : les partis s'étaient réveillés avec d'autant plus d'énergie, qu'ils avaient été plus longtemps et plus fortement comprimés. Tandis que dans le Midi s'organisaient les bandes d'assassins dont nous avons parlé[1], les ennemis du gouvernement conventionnel, liés ensemble par une haine commune, quoique diamétralement opposés d'intérêt, travaillaient de concert à renverser cette assemblée de prétendus représentants du peuple, et mettaient à profit, pour y réussir, la faiblesse déguisée sous le nom de modération, dont la Convention cherchait à se faire un appui. C'est surtout à Paris qu'on put remarquer le plus étrange amalgame qu'eût encore présenté la révolution : celui des citoyens honnêtes avec des hommes perdus de réputation, entachés de crimes et d'infamie : celui des royalistes marchant dans la même voie que leurs ennemis les plus acharnés, les jacobins ou montagnards ; mais tous ces partis cherchaient également à se tromper ; et si le succès eût couronné leurs efforts, sans doute on les eût vus ensuite lutter ensemble et se disputer la victoire. Ainsi la France ne pouvait sortir d'une revolution que pour entrer dans une série de nouveaux troubles. Le temps n'était pas encore venu où tous les partis devaient se confondre et s'anéantir sous un gouvernement sage et vraiment constitutionnel.

Cependant, malgré cette espèce de fédération de plusieurs partis contre le gouvernement conventionnel, il ne paraît pas que les royalistes aient participé aux deux mouvements populaires qui eurent lieu contre la Convention dans les mois de germinal (avril) et de prairial (mai) de cette année 1795. Ces deux insurrections avortées, qui faillirent replonger la France dans l'affreuse anarchie de 1793, furent l'ouvrage du seul

[1] Un homme dont la faiblesse et l'inexpérience avaient contribué à enhardir et à protéger ces bandes à leur formation, le député Cadroy, en mission dans le département des Bouches-du-Rhône, effrayé des excès auxquels se livraient les soi-disant vengeurs de la cause de l'humanité, écrivait à la Convention : « Les factieux ne font plus mystère de leurs criminelles espérances. Ils se flattent de jouer bientôt à la boule avec les têtes des amis de la révolution du 9 thermidor, et ils ajoutent que jusqu'ici ils n'ont eu du sang que jusqu'à la cheville, mais qu'ils en auront bientôt jusqu'aux genoux..... »

1795 — an IV. France. parti montagnard. Afin de jeter plus de lumière sur la catastrophe du 13 vendémiaire, nous allons parler de ces deux insurrections, dont la journée de vendémiaire fut comme la suite éloignée.

Dans le temps même où la France était parvenue, par ses victoires au dehors, au plus haut degré de gloire et de puissance qu'elle eût atteint jusqu'alors, à raison peut-être des efforts prodigieux qu'il avait fallu faire, ce beau pays se trouvait réduit à un état d'épuisement et de misère tel, que l'histoire nous en présente peu de semblable. Les extorsions des agents de la terreur, le pillage organisé par eux, la dépréciation effrayante du papier-monnaie, et surtout un fléau qui avait sa source dans les excès du gouvernement renversé, toutes ces causes avaient amené la détresse intérieure où se trouvait la république. Les classes du peuple les plus exposées à souffrir du fléau de la famine observaient ses progrès avec une défiance et même un effroi qui les accéléraient encore. Les jacobins, habiles à saisir les moindres causes de révolution, spéculèrent aussitôt sur cette disette : par leurs cris d'alarme, par les désordres partiels qu'ils excitaient, par leurs mesures insidieuses, ils cherchèrent à communiquer à la masse du peuple de Paris le sentiment de vengeance qui les animait. L'ancien Comité de salut public, dont la politique avait toujours été de flatter ce même peuple pour se l'attacher, avait fait des sacrifices immenses pour entretenir l'abondance dans la capitale, et Paris s'était vu nourri aux dépens de la population des autres départements. Le nouveau gouvernement, dans son système de modération, n'ayant plus d'intérêt à ménager les pauvres pour contenir les riches, crut pouvoir alléger le trésor public de cette charge : il cessa tout à coup de pourvoir lui-même à la subsistance de la capitale, et laissa à la ville le soin de s'approvisionner elle-même par les moyens ordinaires. L'effet de cette mesure prouva qu'elle était intempestive. L'augmentation du prix du pain devint tout à coup effrayante; les murmures et les mécontentements du peuple s'élevèrent en proportion contre le gouvernement. Le député Boissy-d'Anglas[1], qui avait proposé à la

[1] Depuis pair de France.

Convention la mesure dont nous venons de parler, devint l'objet de la haine générale [1]. Depuis longtemps le commerce des blés avait perdu son cours ordinaire. Les membres de l'ancien Comité du gouvernement faisaient accaparer les grains dans les départements pour les distribuer à bas prix dans la capitale. Il fallait du temps pour rétablir les relations commerciales détruites et, dans l'intervalle, la disette se faisait sentir avec toutes ses horreurs. Le mal s'accrut au point qu'il fallut recourir aux précédents moyens d'approvisionnement : des agents de la Convention furent envoyés dans les départements et tentèrent, par leurs offres, la cupidité des fermiers et des propriétaires. Cependant l'emploi de ce moyen acheva de donner au fléau qu'on voulait détruire tout son développement. Le blé fut caché ou détourné de sa destination. Paris, qu'on voulait préserver d'une famine commune à un grand nombre de départements, se vit presque réduit aux extrémités d'une ville assiégée. Pendant plusieurs jours, chaque habitant ne reçut que deux onces d'un pain noir et malsain. 1795—an IV. France.

C'est alors que les montagnards se flattèrent d'un triomphe prochain. Des cris d'indignation s'élevaient de toutes parts contre la Convention ; les plus grands dangers l'environnaient. Toutefois, fidèle au système de douceur qu'elle paraissait avoir embrassé, elle ne songeait point, ou plutôt elle craignait de s'entourer d'une force militaire, qui aurait pu la faire soupçonner de tyrannie. Ses ennemis en profitèrent pour faire éclater contre elle une insurrection semblable à celles qui avaient précédé les révolutions antérieures opérées dans son sein. Les Jacobins se croyaient d'autant plus sûrs du succès, qu'ils avaient dans la Convention un grand nombre de leurs partisans, ennemis, comme eux, des hommes du 9 thermidor.

Le 1er avril 1795, les habitants des faubourgs, excités par leurs meneurs habituels, se portent en tumulte sur la Convention, forcent les portes de la salle de ses séances, inondent les galeries et les tribunes, faisant retentir l'enceinte des cris : « *Du pain et la constitution de* 1793 ! » La terreur s'empare de l'esprit de la plupart des membres de l'assemblée. Ceux-là seuls

[1] Le peuple des faubourgs l'appelait alors *Boissy-Famine*.

1795 — an IV. France. qui ont le secret de l'émeute accueillent ces furieux par des encouragements, et applaudissent à l'orateur de l'insurrection, qui, porté à la barre par les flots des factieux qui l'entourent, parle en ces termes : « Vous voyez les hommes du 14 juillet, du 10 août et du 31 mai. Nous vous demandons du pain, la liberté des patriotes, et la constitution de 1793. Il est temps que la classe indigente ne soit plus la victime de l'égoïsme des riches et de la cupidité des marchands. » Puis se tournant vers la partie de l'assemblée connue sous le nom de la *Montagne*, parce que les députés de cette faction occupaient les gradins les plus élevés du siége demi-circulaire de la représentation nationale : « O toi, montagne sainte, toi qui si souvent as sauvé le peuple, montre-toi dans ce moment de crise ! nous sommes là pour te soutenir et défendre la liberté. » — « Oui, répondent à l'instant les députés montagnards en se levant tous par un mouvement spontané ; oui, nous te défendrons, peuple infortuné ! mais demeure fidèle à tes soutiens. » Déjà les pétitionnaires s'étaient mêlés avec les députés de leur parti ; déjà, renforcée par ce mélange, la minorité de la Convention se préparait à rendre des décrets ; mais les thermidoriens, revenus de leur premier effroi, avaient appelé et amené autour de la Convention une réunion de jeunes gens, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de militaires présents en ce moment à Paris. Ce bataillon avait déjà réussi à disperser la majeure partie des séditieux qui étaient à l'extérieur, et ceux qui avaient pénétré dans le lieu des séances étaient cernés. Ces derniers apprennent ce qui se passe en dehors de la salle ; ils se troublent, et se précipitent bientôt dans les passages qu'on leur a ménagés à dessein. C'est vainement que les députés jacobins cherchent à retenir les fuyards, en leur exposant les suites funestes de cet abandon ; ils ne sont point écoutés, et la salle des séances est évacuée par les séditieux étrangers qui l'occupent. Un morne silence succède à l'agitation tumultueuse de la Montagne ; et les factieux qui y sont assis attendent, avec une sorte de stupeur, la détermination que va prendre l'assemblée sur une révolte qu'ils ont si manifestement secondée. Billaut-Varennes, Collot-d'Herbois, Barrère de Vieuzac, que la Convention hésitait, depuis deux mois, à mettre en jugement, sont jugés par elle-même. Dix-sept dé-

putés sont arrêtés et envoyés en prison. Les chefs des séditieux, Pache, ex-ministre de la guerre, le limonadier Raisson et l'ex-général Rossignol sont également arrêtés : c'est alors que Pichegru, qui se trouvait à Paris, fut chargé par l'assemblée de protéger ces mesures.

1795 — an IV
France.

On pouvait croire qu'ayant échoué ainsi dans une première tentative, les jacobins attendraient au moins longtemps pour la renouveler ; mais de tels hommes ne se laissent point abattre par quelques revers momentanés, et la modération que la Convention avait montrée, en ne faisant point couler le sang des coupables, fut imputée à la crainte, et ne servit qu'à rendre le parti encore plus audacieux. Le faubourg Saint-Antoine, dont les habitants ont eu une si grande part aux événements révolutionnaires, était devenu le rendez-vous et l'asile des agitateurs ; et, six semaines après la première insurrection, le 1er prairial (20 mai), le tocsin sonne tout à coup. A ce signal, plus de 30,000 hommes prennent les armes dans ce faubourg, et marchent contre la Convention. On a remarqué que, dans la funeste journée du 31 mai 1793, les rassemblements avaient été moins nombreux, et surtout moins animés de fureur. Les cris de ralliement étaient encore : *Du pain et la constitution de* 1793 ! Cependant la Convention, avertie du danger, s'était hâtée de se réunir et d'appeler autour d'elle ses défenseurs. A midi, elle est investie par les hommes qui viennent l'attaquer et par ceux qui accourent pour la défendre. Les deux partis restent en présence, attendant le moment de l'explosion. Une députation des séditieux paraît à la barre. Elle présente une pétition, qui n'est que la menace d'exterminer tous ceux qui oseront repousser leurs demandes. Boissy-d'Anglas, ce même Boissy, l'objet de la haine envenimée des factieux, occupait le fauteuil du président de l'assemblée. Ce député donna, en cette occurrence, l'exemple d'un sang-froid et d'un courage admirés de ses ennemis et dignes de l'âme généreuse d'un citoyen des républiques de la Grèce ou de Rome. Il répond à la pétition avec la prudence et la dignité convenables en pareille circonstance. Du fond des tribunes de l'assemblée s'élèvent les plus épouvantables cris : *Du pain, du pain, ou la mort!* Boissy reste calme et ordonne aux séditieux d'évacuer les tribunes. Ceux-ci résis-

1795 — an IV. France. tent, encouragés par les exhortations des députés montagnards. Tout à coup l'une des portes de la salle est enfoncée avec un fracas horrible. Des flots d'hommes et de femmes furieux entrent, sont repoussés, rentrent encore. Une lutte parricide s'engage au sein même de la représentation nationale : le sang coule, et ce sang est celui d'un représentant du peuple !

Au moment où les factieux avaient forcé la porte de l'assemblée, le député Féraud, qui se trouvait auprès de cette porte, avait voulu retenir ces forcenés, en les conjurant, dans les termes les plus pathétiques, de ne point violer l'enceinte conventionnelle. « Tuez-moi, avait dit cet homme courageux en découvrant sa poitrine, tuez-moi si vous voulez du sang ; mais ce ne sera qu'après avoir marché sur mon corps que vous franchirez ces limites. » Bientôt, renversé par le choc terrible de cette masse, il est en effet foulé aux pieds par elle. Il se relève, et il aperçoit l'intrépide président, immobile sur son fauteuil, menacé par vingt fusils dirigés sur lui, et n'opposant à toutes les vociférations de la multitude que le calme stoïque du sage au milieu du renversement de la nature. Féraud se fait jour jusqu'au bureau, et veut faire à Boissy un rempart de son corps ; mais, atteint d'une balle, il est lui-même victime de son généreux dévouement. Le président reste inébranlable à son poste. Fier de leur assassinat, comme d'une victoire remportée sur leurs adversaires, les séditieux se jettent sur le corps de l'infortuné Féraud, auquel il reste encore quelques sentiments d'existence, et l'entraînent dans les couloirs de la salle pour lui trancher la tête. « Que le règne des lois commence, et que ma vie finisse ! s'écrie alors le courageux député, je meurs content. » Un coup de sabre sépare la tête du tronc, et cette tête est à l'instant placée au bout d'une pique. Les assassins rentrent dans la Convention, portant devant eux cet étendard du carnage. A la vue du terrible trophée, tous les députés ennemis du crime ont quitté leurs bancs, et fuient le repaire de la terreur. Un seul homme est demeuré inaccessible à tout autre sentiment qu'à celui du devoir : c'est Boissy-d'Anglas. Il a senti qu'en abandonnant le fauteuil, les factieux vont avoir un champ libre pour toute leur fureur. Il est resté, en se dévouant à la mort pour le salut de tous. Entouré par la horde homicide, il est encore couché en

joue; les piques et les baïonnettes se croisent sur sa poitrine : on lui présente la tête de Féraud, il se détourne avec horreur : on continue à la lui mettre sous les yeux, en le menaçant du même sort; il s'incline respectueusement devant le martyr de la loi et de la patrie, « et ne descend de ce fauteuil de gloire, » dit l'historien Lacretelle, dans l'ouvrage duquel nous avons puisé presque tous les détails de cette scène tragique, « que lorsque ses amis eux-mêmes l'en arrachent. Encore frappés du respect dont il a saisi leur âme, les assassins le laissent passer; aucun d'eux ne peut expliquer pourquoi ils l'ont épargné. »

Les jacobins se trouvaient enfin les maîtres; les membres de leur parti, restés seuls dans la salle, avaient déjà décrété le rétablissement de la constitution de 1793, la liberté des individus arrêtés après le 9 thermidor, et le réarmement de tous les habitants de Paris, lorsque les députés Legendre, Auguis, Kervelegan, Chénier et Bergouin, qui s'étaient mis à la tête du bataillon de la section de Paris dite la Butte-des-Moulins, entrent à minuit, au pas de charge, dans la salle de la Convention, le sabre en main, en criant tous : *A bas les brigands! à bas les montagnards!* Ils fondent sur les séditieux, et surtout sur les conventionnels restés dans la salle. Les femmes (il y en avait un grand nombre parmi les insurgés) poussent des cris effroyables. Quelques hommes du peuple rendent leurs armes; d'autres tombent, suppliants, aux genoux des assaillants : il serait difficile de peindre l'immobile consternation des montagnards, qui, après avoir mis cette multitude en mouvement, en éprouvaient pour la seconde fois le honteux et subit abandon.

Nous ferons remarquer, comme la plus grande preuve de la faiblesse où le gouvernement conventionnel était tombé après le 9 thermidor, la mollesse avec laquelle il profita de ce nouvel avantage sur ses ennemis. La Convention se contenta de casser les décrets rendus par la minorité factieuse, et de faire arrêter quelques-uns des membres qui avaient pris part à l'insurrection. Elle souffrit que, dès le lendemain de cette journée mémorable, les mêmes hommes qui l'avaient outragée la veille lui présentassent une pétition où ses actes étaient, pour ainsi dire, qualifiés d'attentats à la liberté du peuple, et elle s'abaissa jusqu'à faire des promesses, d'autant plus indignes qu'elles étaient

1795 — an IV. France.

perfides et equivoques. On a prétendu que le motif de cette étrange conduite était la crainte de voir la jeunesse parisienne, qui l'avait sauvée, profiter de l'ascendant et du crédit que lui donnait la victoire, pour dominer cette assemblée. Il convient de dire que peut-être ses appréhensions, à cet égard, n'étaient pas sans quelque fondement, puisque nous allons voir, en effet, à quelque distance du 1er prairial, ces mêmes jeunes gens qui l'avaient tirée du péril se déclarer contre elle et prendre les armes pour la renverser.

Les rebelles comptaient aussi sur l'indulgence de la Convention à leur égard, et la terreur dont ils avaient été frappés d'abord fut bientôt dissipée. Les Jacobins n'eurent point de peine à les faire rester sous les armes pendant la soirée du 21 mai (2 prairial) et pendant la nuit. Les habitants du faubourg Saint-Antoine bivouaquèrent à côté de leurs canons (chaque section de Paris en avait deux, depuis l'établissement de la garde nationale), et les mèches étaient allumées. Les rebelles avaient arraché, pendant le jour, des mains de la force armée, l'assassin de Féraud, qu'elle conduisait au supplice, et l'avaient ramené en triomphe dans le faubourg. Cette audace parut cependant rendre quelque énergie à la Convention : elle décréta le désarmement du faubourg Saint-Antoine ; et le général Menou, nommé commandant de la force parisienne, fut chargé de l'exécution de cette mesure, qui pouvait seule arrêter les troubles et sauver Paris des horreurs d'une guerre civile. Menou rassembla à la hâte le peu de troupes qui se trouvaient alors dans la capitale, auxquelles se joignirent quelques militaires isolés et ces mêmes jeunes gens qui avaient délivré la Convention l'avant-veille, et qui brûlaient d'impatience d'ôter à ces hommes dangereux le moyen de renouveler leurs criminelles entreprises. Menou se trouva bientôt à la tête d'un corps considérable ; et, dans la matinée du 22 mai, il marcha contre le faubourg rebelle, que Dubois-Crancé, qui se souvenait apparemment du siége de Lyon, voulait qu'on bombardât. Les habitants du faubourg laissèrent approcher la troupe conventionnelle sans l'inquiéter ; ils laissèrent même la première colonne s'engager fort avant dans la grande rue et commencer le désarmement dans toutes les maisons qui s'y trouvaient ; mais ils s'étaient réunis

plus loin, et, tournant les deux côtés de la rue, ils cherchaient à fermer toute issue à cette imprudente avant-garde. Déjà cette dernière est presque cernée; à chaque rue transversale, du canon et une forêt de piques lui ferment le passage. Des fenêtres, et même du haut des toits, des femmes, des enfants, paraissent disposés à lancer sur les têtes de cette troupe composée, en grande partie, des jeunes gens dont nous venons de parler, tout ce qu'une fureur aveugle peut mettre entre leurs mains. Cependant, soit horreur du massacre, soit tout autre sentiment de terreur ou d'hésitation, les rebelles craignent de porter les premiers coups: et la colonne, qui connaît enfin tout le danger auquel elle s'est exposée, se retire sans essuyer d'autre agression que des injures et de vaines menaces.

Toutefois le général Menou avait fait des dispositions pour débarrasser son avant-garde. Il arrivait successivement, des différents quartiers de la ville, une foule de citoyens empressés de secourir et d'appuyer leurs fils, leurs frères ou leurs amis qui s'étaient dévoués pour ramener la tranquillité publique. A trois heures, plus de 40,000 hommes cernaient le faubourg Saint-Antoine. La menace de jeter des obus dans le faubourg, d'après l'avis ouvert par Dubois-Crancé, effraya les rebelles. Ils reçurent les troupes de la Convention, et livrèrent, avec leurs armes, quelques chefs de la sédition. Cette soumission du faubourg Saint-Antoine fut comme la reddition de la dernière forteresse du jacobinisme.

Telles furent les deux insurrections populaires qui précédèrent celle du 5 octobre (13 vendémiaire). La Convention eut enfin la force de se venger du mouvement du 20 mai, en faisant juger par une commission militaire les principaux chefs et les députés montagnards décrétés d'arrestation. Vingt des premiers, et six des derniers, Duroi, Goujon, Romme, Duquesnoy, Bourbotte et Soubrany, furent condamnés à mort. Peyssard, aussi membre de la Convention, ne fut jugé qu'à la déportation. Les six députés condamnés à mort eurent le courage de chercher à se soustraire à l'échafaud, en se poignardant de concert avec des ciseaux que l'un d'eux avait cachés dans la doublure de ses habits, et qu'ils se passèrent mutuellement. On eut la cruauté de conduire au lieu du supplice, avec ceux qui avaient

1795 — an IV. France.

survécu aux coups dont ils s'étaient frappés, les cadavres de ceux qui avaient succombé. Ils moururent avec une intrepidité digne peut-être d'une meilleure cause. Duquesnoy s'écria, avant de recevoir le coup fatal : « Je désire que mon sang soit le dernier sang innocent que la tyrannie fasse couler; puisse-t-il consolider la république ! » Et Bourbotte : « Les ennemis de la liberté ont seuls demandé mon sang ; mes derniers vœux, mon dernier soupir, seront pour ma patrie. » On a prétendu que Romme, qui avait passé pour mort de ses blessures, échappa à sa destinée par une espèce de miracle, et parvint à se sauver en Russie auprès du comte Strogonoff, dont il avait été l'instituteur; mais ce fait n'a jamais été bien avéré.

Dans l'intervalle qui sépare le soulèvement du 1er paririal de celui qui nous reste à raconter, les discordes civiles, bien loin de s'apaiser, prirent encore un nouveau degré d'incandescence. Le sort des victimes de Quiberon avait, d'un bout de la France à l'autre, fait pousser aux royalistes un cri d'indignation et renouvelé les haines contre la Convention. Bientôt un désir ardent de vengeance se manifesta dans le cœur des opprimés. C'est alors surtout que les troubles partiels du Midi prirent le caractère alarmant dû terrorisme arborant une couleur nouvelle : on fut obligé de prendre les armes pour repousser ce danger nouveau. Mais, au milieu de toutes les mesures prises dans les villes de Lyon, de Marseille, de Toulon, etc., pour résister a cette réaction générale, l'histoire n'a consacré que ces mots d'une effrayante énergie : « Prenez, prenez les ossements de vos pères pour marcher contre leurs assassins ! » disait un commissaire conventionnel à des jeunes citoyens du Midi qui lui demandaient des armes pour marcher contre les jacobins réunis, par un pacte criminel, aux compagnons de Jésus ou du Soleil.

L'impulsion de ce mouvement général devait se faire ressentir jusqu'à Paris. Les royalistes voulurent mettre à profit l'irritation des esprits. L'effroi causé par les derniers soulevements qui pouvaient replonger la France dans la terreur et la désolation; la crainte que la Convention ne penchât, malgré la vigueur apparente qu'elle avait déployée, dans ces circonstances, vers le parti révolutionnaire; les pretentions qui croissaient journelle-

ment à proportion des concessions qu'elle était obligée de faire; 1795 — an IV. France.
enfin le manque d'unité d'action dans toutes les mesures que prenait cette assemblée pour diriger le vaisseau dégréé de l'État au milieu de la tourmente : toutes ces causes réunies favorisaient les desseins des royalistes, qui sentirent qu'en attaquant au cœur ce gouvernement sans vertu, sans énergie, et en le prenant, pour ainsi dire, au dépourvu, il leur serait facile de l'anéantir, et de faire triompher la cause pour laquelle ils avaient déjà fait de longs et d'inutiles efforts.

Il est vrai de dire que la Convention sentait elle-même toute la difficulté de sa position. Son administration n'était qu'une suite prolongée de ce terrible gouvernement révolutionnaire, dépouillé à la vérité de quelques-uns de ses moyens atroces, mais également privé de cette puissance énergique qui l'avait si fortement défendu contre ses ennemis de l'extérieur, et qui avait si longtemps comprimé ceux de l'intérieur. En repoussant la constitution de 1793, il avait fallu en asseoir une nouvelle sur des bases moins incertaines, et présenter enfin au peuple français une garantie durable contre l'anarchie qui l'avait dominé jusqu'alors. La Convention décréta sa prochaine dissolution, en promulguant un nouvel acte constitutionnel, ouvrage de Boissy-d'Anglas, qui établissait, comme mode de gouvernement, un Directoire exécutif composé de cinq membres, et deux conseils de législature, celui des Anciens, et celui des Cinq cents représentants, au lieu d'un corps unique reconnu par les constitutions précédentes. Cette constitution, qui semblait renverser les espérances des royalistes, leur laissait cependant celle de voir rejeter le nouvel acte, puisqu'il devait être proposé à l'acceptation des assemblées primaires, avant d'être mis en vigueur; mais la Convention pressentit le danger, et, pour l'éviter, dans un moment où les royalistes paraissaient avoir un parti trop nombreux, elle décréta postérieurement que les deux tiers de ses membres feraient nécessairement partie du nouveau corps législatif.

Tous les partis qui divisaient alors la nation, mais qui tous portaient la même haine au gouvernement qui retenait encore la puissance, virent dans la dernière mesure prise par la Convention un motif suffisant pour se prononcer ouvertement

1795 — an IV. France.

contre cette usurpation tyrannique des droits du peuple, surtout du droit d'élection, droit que la lutte continuelle des factions, depuis la première Assemblée législative, rendait alors plus cher et plus important pour tous les citoyens. La Convention devait donc s'attendre à voir rejeter la constitution et les décrets additionnels qu'elle y avait joints. C'est surtout à Paris que les principaux efforts se réunirent, et l'assemblée compta parmi ses ennemis les plus ardents les mêmes hommes qui naguère l'avaient préservée, au péril de leur vie, du renversement projeté par les jacobins.

Pour obvier à ce nouveau danger, la Convention eut recours à un moyen qui pouvait difficilement manquer de réussir. Ses armées, malgré la négligence qu'elle avait apportée dans leur administration, et la désertion, résultat du mécontentement et de la misère, étaient encore nombreuses et sur un pied respectable; les avantages multipliés qu'elles avaient remportés sur les ennemis de l'extérieur, l'expérience qu'elles avaient acquise de la guerre, leur avaient fait sentir la nécessité d'une discipline rigoureuse, sans laquelle il faut renoncer aux succès. Nous avons dit que les généraux avaient mis un soin particulier à concilier cette même discipline avec les idées nouvelles de liberté et de républicanisme, et l'on a pu voir qu'ils n'avaient point travaillé en vain. La Convention spécula donc sur cet esprit d'obéissance qui régnait encore parmi des soldats plus habitués à vaincre qu'à raisonner sur les subtilités de la politique; elle envoya la constitution à l'acceptation des armées, et les généraux, accoutumés depuis longtemps à n'agir qu'au nom de la Convention, craignant encore d'attirer sur eux-mêmes tout son ressentiment par une conduite équivoque, entrèrent pleinement dans les vues de cette assemblée. Pichegru lui-même n'usa pas de l'influence qu'il aurait pu exercer sur l'armée de Rhin-et-Moselle en sens contraire; et l'acceptation de la constitution et des décrets additionnels eut lieu à l'unanimité des suffrages militaires. Sûre désormais de l'appui des soldats, la Convention s'empressa d'en appeler quelques corps auprès d'elle, et se crut en mesure de braver les efforts de ses ennemis. Quelques écrivains contemporains ont prétendu, mais sans en fournir de preuves, que l'assemblée chercha à exciter

les esprits à l'insurrection, en l'encourageant par l'apparence d'une fausse sécurité. 1795 — an IV. France.

L'ouverture des assemblées primaires dans chacune des quarante-huit sections de Paris fut le signal de la lutte entre la Convention et ses adversaires. Les purs royalistes y parurent réunis avec les constitutionnels de 1791 ; mais s'ils étaient d'accord sur les objets de leurs alarmes, ils différaient dans leurs vœux. Les jacobins, qui trouvèrent le moyen de se glisser entre ces deux partis, pour profiter de leur triomphe, furent cependant obligés de feindre un égal éloignement pour la classe des *sans-culottes*, naguère leur plus ferme appui, mais sur laquelle ils ne comptaient plus depuis qu'ils en avaient été abandonnés au 12 germinal et au 1er prairial. On les vit surtout s'élever avec plus de force que les deux autres partis, contre l'appel fait par la Convention aux hommes dits *patriotes* de 1789, débris de ceux qui avaient marché dans les journés du 15 juillet de cette même année 1789, et du 10 août 1792.

Les assemblées primaires retentirent de déclamations virulentes contre la Convention. Ce tumulte plaisait surtout aux jeunes gens, amateurs de nouveautés politiques, et qui se croyaient appelés à changer la forme de l'État : ils offrirent leurs bras aux sections pour appuyer leurs prétentions. La constitution fut acceptée, mais les décrets additionnels furent rejetés à la presque unanimité des sections : trois ou quatre seulement d'entre elles votèrent en faveur de ses décrets.

L'effervescence était à son comble ; on remarquait dans Paris une agitation semblable à celle du 14 juillet ; cependant les sectionnaires n'avaient pas encore pris les armes : ils y coururent quand la Convention déclara que les décrets étaient acceptés par la majorité des assemblées primaires. On prit la résolution de combattre pour démentir cette assertion.

De toutes les sections de Paris, la plus animée contre la Convention était celle dite *Lepelletier* : elle avait été la terreur des montagnards en 1793, sous la dénomination des *Filles Saint-Thomas*, nom d'un couvent de religieuses situé dans son arrondissement. Son assemblée était présidée par un certain Richer-Serizy, homme hardi, entreprenant, écrivain, orateur éloquent, doué de presque toutes les qualités qui constituent

5175 — an IV. France. un chef de parti, et secrètement dévoué à la cause royale. Cette section devint promptement le point central de la conjuration, et c'est elle qui donna l'impulsion aux autres : elle imagina de faire un pacte fédératif entre toutes les sections, et proposa de l'étendre aux villes voisines qui avaient montré le plus d'opposition au gouvernement conventionnel. Cette idée avait été suggérée aux sectionnaires de *Lepelletier* par l'arrivée d'une députation des villes de Dreux, Nonancourt et Verneuil, dont les assemblées primaires avaient été cassées par la Convention, par suite du tumulte et des troubles qui y avaient eu lieu. Cette députation sollicita insidieusement l'appui de Paris. Elle fut accueillie avec intérêt, et les conjurés se félicitèrent de trouver des auxiliaires dans les départements qui avoisinent la capitale. Il fut arrêté qu'on repousserait la force par la force, et une garde suffisante fut organisée pour protéger le corps électoral assemblé dans la salle du Théâtre-Français, faubourg Saint-Germain, à l'effet d'élire les députés qu'on voulait chosir ailleurs que dans la Convention.

Le corps électoral de Paris s'assembla le 3 octobre, et environ deux cents électeurs se trouvèrent réunis dans la salle des Français. L'étendue de cette enceinte et l'obscurité qui y régnait, parce qu'on avait négligé, peut-être à dessein, de l'éclairer, donnaient un appareil sombre et religieux aux serments solennels qu'on y prêta de combattre la tyrannie. Quelques armes étincelaient au milieu de ces ténèbres, et le cliquetis des baïonnettes de la garde se faisait entendre par intervalles. Des voix mâles et énergiques prononcèrent quelques discours pleins de l'éloquence du moment. L'enthousiasme s'accrut ; mais on ne put tomber d'accord sur aucune des mesures à prendre pour soutenir la démarche qu'on venait de faire. Les électeurs délibéraient encore, lorsque la Convention rendit un décret qui ordonnait à l'assemblée électorale de se dissoudre sur-le-champ. La proclamation qui fut faite de ce décret sur la place du Théâtre-Français fut interrompue par les insultes du peuple. Elle parut cependant faire quelque impression sur l'esprit de plusieurs électeurs, qui se retirèrent. Les autres, voyant cette défection, et craignant de devenir victimes, imitèrent l'exemple des premiers ; et, vers le milieu de la nuit, la salle, devenue

entièrement vide, fut occupée par un détachement de grenadiers des troupes conventionnelles. 1795 — an France.

Les deux partis se préparèrent, dans le même temps, à l'attaque et à la défense. Les sections insurgées s'étaient donné des chefs militaires. Les principaux furent les généraux Danican et Duhoux. Danican avait servi la république dans la Vendée, et s'était même distingué au siége de Granville, lors de l'attaque de cette ville par Laroche-Jacquelein. On ignore les motifs qui lui firent déserter la cause des républicains pour embrasser celle des royalistes qu'il avait combattus. Quoi qu'il en soit, il se montra, en cette dernière occurrence, un des plus zélés antagonistes de la Convention. Celle-ci, de son côté, ordonna au général Menou de marcher contre la section Lepelletier, et de la désarmer. Déjà, par une circonstance favorable, les sections de Paris se trouvaient privées de leurs canons. La Convention avait pris, fort heureusement pour elle, cette détermination prudente, à la suite de l'insurrection du 1er prairial. Menou partit le 4 octobre, à dix heures du soir, et marcha contre la section Lepelletier, à la tête d'une forte colonne de troupes de ligne, soutenue par plusieurs pièces d'artillerie. La section n'était gardée que par 7 à 800 hommes. Ce petit nombre de citoyens ne voulut point obtempérer à l'ordre qui lui fut donné de se dissoudre ; ils annoncèrent qu'ils se défendraient jusqu'à la dernière extrémité. Le général Menou se vit dans une situation fort embarrassante. Il était placé entre la nécessité d'obéir à la Convention et l'horreur que lui inspirait un combat dont les victimes seraient des Français. Il prit la résolution de se retirer. En entendant derrière lui quelques murmures : « Soldats, dit-il à sa troupe, si quelqu'un d'entre vous ose se servir de ses armes, je le tue de ma main. » La vengeance de la Convention fut prompte : Menou fut destitué, mis en arrestation, et le député Barras fut nommé à sa place pour commander les troupes que la Convention avait fait venir pour sa défense. Déjà avant ce dernier événement, le général Menou était devenu suspect au gouvernement conventionnel, en refusant de commander le bataillon des patriotes de 89. Instruit de la formation de ce bataillon, il s'était présenté à la commission des cinq, créée par l'assemblée dans son

1795 — an IV. France. sein, et il avait dit : « J'apprends qu'on arme tous les bandits : je vous déclare formellement que je ne veux pas avoir sous mes ordres un ramassis de brigands et d'assassins organisés en patriotes de 1789. » Le général Berruyer fut alors nommé pour diriger les mouvements de ce bataillon.

Le député Barras, dévoré d'ambition, prévoyait bien que la conduite qu'il allait tenir dans cette circonstance critique devait lui ouvrir la carrière des dignités dans le gouvernement nouveau dont il s'agissait de préparer l'établissement, et il mit la plus grande célérité dans ses préparatifs d'attaque et de défense. Officier avant la révolution, il avait quitté de bonne heure le service, et n'avait eu ni le temps ni l'occasion d'acquérir les connaissances nécessaires pour la direction d'un corps de troupes : il ajoutait à cette inexpérience un grand fonds d'indolence et de mollesse que n'avait pu vaincre entièrement l'activité révolutionnaire à laquelle il s'était livré pour satisfaire plus aisément ses passions. Il sentit qu'il aurait besoin d'un aide et d'un guide dans une entreprise au-dessus de ses propres moyens ; mais, craignant, en s'adjoignant un des généraux connus qui se trouvaient alors à Paris et dont il pouvait redouter d'ailleurs les intentions secrètes, de se donner un rival qui pût revendiquer la gloire du succès, il jeta les yeux autour de lui, et fixa son choix sur un jeune général de brigade disgracié par le Comité de salut public encore existant. C'était Bonaparte !....

Ce général, déjà connu avantageusement à l'armée d'Italie, où il commandait l'artillerie, n'avait point été compris dans le dernier travail d'organisation présenté à la Convention par le député Aubry, organe du Comité de salut public. Sur ses réclamations, ce même Comité l'avait désigné depuis pour prendre le commandement d'une brigade de ligne à l'armée des côtes de Cherbourg. Bonaparte ne se rendit point à cette destination, qu'il regardait comme une continuité de disgrâce, et, persistant dans le désir d'être employé dans son arme (l'artillerie), il était venu à Paris, s'était attaché à Barras, dont il était connu depuis le siége de Toulon, et espérait, avec la protection de ce député, qu'il avait choisi pour patron, avoir le poste qu'il désirait. Barras, en trouvant dans le jeune général un

génie au-dessus du sien, le crut plus propre qu'aucun autre à remplir ses vues, et compta pleinement sur ses bons offices et sur sa reconnaissance. Il le désigna pour commander sous ses ordres l'armée conventionnelle.

Le général de la Convention admit également auprès de lui tous les officiers qui étaient venus offrir leurs services, et destitua les généraux Despérières et Debar, qui partageaient les sentiments de Menou. Il établit des postes à toutes les avenues des Tuileries, désigna des réserves, et donna à chaque officier-général un ordre de commandement circonscrit. Il y avait au camp des Sablons un parc d'artillerie de position : Barras la fit venir, et prit, pour la servir, quelques canonniers qui se trouvèrent dans le bataillon des patriotes de 89, et dans la gendarmerie. Deux obusiers furent placés au Pont-Neuf et au pont des Tuileries.

Les dispositions matérielles ne furent point non plus négligées. Des magasins de vivres, tirés de l'intérieur de Paris, furent établis aux Tuileries ou dans les environs de ce château : on fabriqua du biscuit, et des ordres furent donnés pour qu'une ambulance et des cadres se trouvassent prêts au besoin. Ces précautions annonçaient la crainte d'être tenu longtemps bloqué par la population parisienne. Des éclaireurs furent envoyés sur les routes de Versailles, de Saint-Germain et de Saint-Denis. La Convention appréhendait également de voir arriver au secours des sections la population des villes qui avaient signé l'acte fédératif de garantie de la section Lepelletier. De nombreux détachements, protégés par une artillerie formidable, furent placés aux postes du couvent des Feuillants, des rues de la Concorde et de l'Echelle, du Carrousel, à ceux du Pont-Neuf, du quai des Tuileries. Tous ceux déjà établis aux avenues de la place de la Révolution (Louis XV), furent encore augmentés. La soirée et la nuit du 12 au 13 vendémiaire furent employées à faire ces préparatifs, qui annonçaient aux Parisiens qu'un combat terrible allait s'engager dans leurs murs.

Cependant la section Lepelletier, qui dirigeait toute l'insurrection, avait fait battre la générale dans les divers quartiers de la ville que n'occupaient point les troupes de la Convention. Des commissaires nommés par cette section parcouraient, ac-

1795 — an IV. France. compagnés de huit tambours, les rues et les places, invitant tous les citoyens à courir aux armes, et à se joindre à eux pour combattre l'ennemi commun. Ces proclamations produisirent l'effet désiré : une foule immense se réunit dans les lieux indiqués; on s'empare de divers établissements publics, et notamment de la Trésorerie. Une forte colonne de citoyens du faubourg Saint-Germain, commandée par Lafond, un des chefs désignés par le comité de la section Lepelletier, se présenta devant le poste conventionnel qui occupait le Pont-Neuf. Le général Carteaux, commandant le détachement, se voyant assailli par des forces bien supérieures aux siennes, se retira sans brûler une amorce, emmenant avec lui son artillerie. En même temps les autres sections s'empressaient de concourir au succès de la cause commune. La section du Mont-Blanc arrêtait les subsistances que Barras faisait venir à son camp des Tuileries; celle de l'Arsenal s'emparait de chevaux appartenant à l'État, et proposait à la section dirigeante (celle de Lepelletier) de se rendre à Essonne pour prendre possession des moulins à poudre qui s'y trouvent. La section Poissonnière s'emparait également d'une certaine quantité de chevaux d'artillerie, et celle du Théâtre-Français, indépendamment des bataillons qu'elle tenait sous les armes, écrivait encore circulairement aux communes environnant la partie méridionale de la capitale, pour les engager à marcher au secours des citoyens de Paris.

Barras semblait vouloir tenir ses troupes sur une stricte défensive. Son but était de rejeter sur les sections tout l'odieux d'une première agression. En effet, à deux heures de l'après-midi, le 5 octobre (13 vendémiaire), les colonnes sectionnaires se formèrent dans les deux parties de la ville que divise la Seine, et marchèrent sur la Convention. Le bataillon de la section dite *de la Fidélité* se jeta sur le poste commandé par l'adjudant-général Devaux, qui avait sous sa garde un dépôt d'artillerie. Mais les soldats qui défendaient ce poste firent si bonne contenance, en présentant la baïonnette aux assaillants, que ceux-ci n'osèrent pas pousser plus avant, et rétrogradèrent après un moment d'hésitation. Cette circonstance fut très-heureuse pour la Convention; car, si le poste eût été forcé, les

insurgés se trouvaient possesseurs de plusieurs pièces de canon avec leurs caissons de munitions. 1795 — an IV. France.

A quatre heures, les deux partis étaient en présence sur tous les points. Les plus grands rassemblements se trouvaient dans les rues Saint-Honoré, de Richelieu, aux débouchés des rues du Dauphin, de l'Echelle, de Saint-Nicaise. Le bataillon de la Butte-des-Moulins occupait les degrés de l'église de Saint-Roch, en face de cette même rue du Dauphin, qui portait alors le nom de la Convention. C'était là que le combat allait être le plus sanglant, et c'est dans le parvis du temple d'un Dieu de paix que des citoyens allaient recevoir la mort des mains de leurs concitoyens. Les relations ne sont point d'accord sur la manière dont commença cet engagement déplorable. Les uns prétendent que ce fut un coup de fusil tiré d'une des fenêtres d'un restaurateur où dînaient des députés, qui engagea les sectionnaires à riposter par une décharge générale des premiers rangs qui occupaient le débouché de la rue. D'autres prétendent que l'agression vint des sectionnaires. Ils rapportent qu'après plusieurs pourparlers inutilement entamés entre les généraux Danican et Duhoux, d'une part, et Barras, de l'autre, des sectionnaires s'étaient avancés vers les constitutionnels, avec des démonstrations amicales, et qu'au moment où ces derniers ouvraient leurs rangs pour les recevoir, une décharge, partie derrière les sectionnaires, et au-dessus de leurs têtes, avait renversé quelques soldats de Barras. Cette version coïnciderait avec l'ordre donné par le général conventionnel à ses troupes, de laisser commencer l'attaque par les troupes des sections.

Quoi qu'il en soit, le sang avait été versé, et Barras ordonna au général Berruyer, et à l'adjudant général Noël Huard, qui commandaient les détachements postés dans la rue étroite du Dauphin, de marcher sur les sectionnaires et d'attaquer le bataillon placé sur les marches de l'église Saint-Roch. L'entreprise était difficile. Les sectionnaires avaient l'avantage de la position, et de toutes les fenêtres environnantes de la rue Saint-Honoré partaient de nombreux coups de fusil, qui se croisaient sur les attaquants, en même temps que le bataillon les fusillait de front. Berruyer et Huard, qui avaient débouché de la

1795—an IV. France. rue, allaient être repoussés et peut-être entourés, lorsque le général Bonaparte accourt avec deux pièces de canon, par le haut de la rue du Dauphin. Il braque les pièces contre l'église et contre la rue du même nom, également occupée par une colonne nombreuse. La troupe de Berruyer tourne à droite et à gauche, dans la rue Saint-Honoré, pour démasquer les pièces. Alors la mitraille vole dans les rangs des sectionnaires. Le bataillon des patriotes de 1789 marche la baïonnette en avant; le poste de Saint-Roch est emporté. Les sectionnaires fuient en désordre, et la mitraille les poursuit encore dans les rues où la terreur porte leurs pas.

Deux autres engagements avaient lieu au même moment dans les rues Saint-Nicaise et de l'Echelle. L'adjudant-général Blondeau [1], qui commandait le poste de la rue Saint-Nicaise, obtint, par le moyen de son artillerie, le même succès que Bonaparte. Le général Brune et l'adjudant-général Gardanne, qui commandaient, l'un dans la rue de l'Echelle, et l'autre dans la rue Saint-Honoré, furent d'abord forcés de se replier, parce qu'ils voulurent combattre à armes égales, en négligeant de se servir de leur artillerie. Mais quand ils eurent fait avancer cette dernière, et qu'elle eut vomi la mitraille, les sectionnaires épouvantés ne songèrent plus qu'à effectuer leur retraite, et se replièrent, d'un côté dans le haut de la rue de Richelieu, et de l'autre jusqu'à l'Oratoire.

Sur l'autre rive de la Seine, les sectionnaires osèrent également braver le canon conventionnel. Ils avaient réuni une forte colonne, qui, s'avançant par le quai Voltaire, menaçait d'attaquer le pont des Tuileries (Royal). On dit qu'une grande partie des sectionnaires qui composaient cette colonne nombreuse, et marchaient en bon ordre, étaient des jeunes gens appartenant aux familles les plus distinguées de la capitale, et que cette bouillante jeunesse, ne déguisant plus ses vœux, faisait retentir le quai des cris répétés de *vive le Roi!* Le poste du Pont-Royal, par sa situation et par les dispositions qu'avait prises Barras, était précisément le plus difficile à emporter. Le pont était hérissé d'artillerie. Le quai des Tuileries, à partir du

[1] Depuis maréchal de camp.

Louvre, était également garni de canons. Il suffit aux généraux Carteaux, Verdières et Lestrange, qui commandaient cette partie de la ligne de défense, de faire une décharge à mitraille sur les sectionnaires pour les dissiper. Ils s'échappèrent par les rues qui débouchent sur le quai Voltaire. Il en fut de même d'une autre colonne venue par le haut du faubourg Saint-Germain, et qui voulut déboucher par le palais Bourbon, pour venir attaquer le pont de la Révolution (Louis XVI), et se porter ensuite sur la place Louis XV. La mitraille força également ces derniers assaillants à rétrograder. 1795—an IV. France.

Sur ce même point, c'est-à-dire par les Champs-Elysées, accouraient en toute hâte les habitants de la ville de Saint-Germain, avec quelques pièces de canon, pour prêter leur secours aux sections de Paris. Ce renfort aurait pu être d'une grande utilité aux ennemis de la Convention, qui manquaient, comme on l'a vu, d'artillerie. Mais, plus zélés que braves, les jeunes gens de Saint-Germain ne surent point résister à l'attaque d'un simple piquet d'éclaireurs que Barras avait placé vers l'allée des Veuves. Ils s'enfuirent honteusement, abandonnant leurs canons, et se jetèrent dans la grande rue de Chaillot, pour éviter plus sûrement la poursuite des soldats conventionnels.

Cependant les sectionnaires, repoussés à Saint-Roch et dans les rues Saint-Honoré, Saint-Nicaise et de l'Echelle, s'étaient ralliés sur les boulevards, et redescendaient par les rues de Richelieu et Vivienne. Le Palais-Royal et le Théâtre dit de la République (Français) étaient toujours en leur pouvoir. Barras ordonna aux généraux Montchoisy et Duvignau de se mettre à la tête d'une colonne prise dans la réserve postée sur la place Louis XV, de s'avancer avec deux pièces de 12 sur les boulevards; et, descendant par la rue de la place Vendôme, de venir se réunir au détachement qui était au couvent des Capucines; tandis que d'un autre côté le général Brune ferait avancer deux obusiers par les rues Saint-Nicaise et de Rohan. Le général Carteaux, passant par la rue Saint-Thomas-du-Louvre, devait, avec 200 hommes et du canon, prendre position sur la place du Palais-Royal, tandis que le général Berruyer, chargé du commandement du poste des Feuillants, devait s'avancer par la place Vendôme et la rue des Petits-Champs.

1795 — an IV. France.

Ces dispositions eurent tout le succès que Barras s'en était promis. Les sectionnaires furent forcés dans le Palais-Royal. Vainement ils voulurent se défendre au Théâtre de la République; Brune fit tirer à boulets sur les portes d'entrée. La colonnade qui règne au-devant de l'édifice fut très-endommagée. Les sectionnaires se retirèrent par le Palais-Royal et la rue Vivienne, et Brune fit occuper le théâtre.

Les sectionnaires, malgré tous ces échecs, n'avaient pas encore perdu tout espoir : à la nuit, ils barricadèrent les rues où les conventionels n'avaient point encore pénétré, et dépavèrent ces mêmes rues pour assommer les patrouilles qui tenteraient de forcer les barricades; mais Barras fit faire feu sur plusieurs travailleurs, et fit marcher pour renverser toutes ces barricades. Celle de la barrière des Sergents, au débouché des rues Croix-des-Petits-Champs et du Coq-Saint-Honoré, ne fut forcée qu'après une fusillade assez vive où les conventionnels perdirent quelques hommes. Pendant la nuit, les sectionnaires avaient réussi à reprendre le poste de l'église de Saint-Roch. L'adjudant-général Vachot, envoyé contre eux, ne put les déloger qu'à la pointe du jour, le 14 vendémiaire. A ce moment, les sectionnaires, convaincus de l'inutilité d'une plus longue résistance, abandonnèrent tous les postes qui leur restaient encore, et se retirèrent dans leurs quartiers respectifs. Presque tous rentrèrent dans leurs maisons.

Il est facile de voir, par tous les détails de cette action, que les sectionnaires ne durent leur défaite qu'au denûment absolu où ils étaient d'artillerie. L'immense supériorité de leur nombre leur eût donné l'avantage, s'ils eussent pu riposter à la mitraille des conventionnels. Le champ de bataille sur lequel ils combattaient, et où ils ne pouvaient se développer ni tourner leurs ennemis, ne leur offrait aucune ressource. Plusieurs d'entre eux avaient pressenti l'inutilité de cette attaque. « Donnez-nous des canons, et nous répondons du succès, » avaient dit quelques-uns des chefs. Richer-Serizy s'écria : « Imitez les Vendéens! ils trouvèrent le moyen de s'emparer de l'artillerie de l'ennemi. » Cette exhortation était fort belle; mais l'éloquent président sectionnaire pouvait-il avoir l'espoir de trouver dans les bourgeois de la capitale cet enthousiasme, ce dévouement,

et surtout ce mépris généreux de la mort, qui avait souvent donné la victoire aux Vendéens? 1795 — an IV. France

« La Convention, dit l'historien Lacretelle, illustra sa victoire par la clémence; elle laissa se perdre en vaines menaces une vengeance qu'elle ne croyait déjà avoir que trop remplie par le succès de ses armes. Elle laissa les barrières ouvertes pendant trois jours à tous ceux qui avaient à redouter sa colere. A la vérité, elle nomma des commissions militaires, mais qui ne prononcèrent presque que des jugements par contumace; vingt jours après, la plupart des condamnés étaient rentrés dans Paris, et n'y étaient plus inquiétés. Deux seulement subirent la peine de mort : l'un avait déja attenté à sa vie; la commission qui jugea l'autre (il se nommait Lafond, et avait montré beaucoup de courage pendant le combat) chercha à l'absoudre, mais ne put contenir l'imprudente franchise de ce jeune homme, qui faisait tous les aveux qui lui étaient les plus funestes. »

Ces mesures de clémence, adoptées par la Convention a l'égard de ceux qui avaient voulu la renverser, furent, pour ainsi dire, les derniers actes de son autorité, et comme les adieux qu'elle fit au peuple français, qu'elle avait représenté pendant trois ans et un mois (depuis le 21 septembre 1792 jusqu'au 26 octobre 1795). Ce jour-là elle annonça solennellement qu'elle n'existait plus, par l'organe de son président Genissieux, qui parla en ces termes : « La Convention nationale déclare que sa mission est remplie, et que sa session est terminée. Union, amitié, concorde entre tous les Français, c'est le moyen de sauver la république. »

Barras avait déjà obtenu la récompense de son dévouement dans la journée du 13 vendémiaire; choisi unanimement pour être l'un des cinq membres du directoire exécutif qui allait tenir les rênes du gouvernement de la France, il eut pour collègues les députés La Réveillère-Lépaux, Letourneur, Rewbel et Carnot, nommé en remplacement de Syeyès, qui avait refusé.

Combats du col de la Croix et de la Novalaise. — Pendant que Kellermann, attendant son successeur dans le commandement de l'armée d'Italie, se trouvait encore à Nice et se préparait à se rendre à celle des Alpes, restée sous ses ordres, le général Moulins, qui dirigeait les opérations de cette dernière 14 octobre. (27 vend.) Piémont.

1795 — an IV. Piémont. armée en son absence, avait été attaqué par les Piémontais. Le 23 septembre, 300 d'entre eux se portèrent contre les avant-postes français placés sur le col de la Croix, et les forcèrent de se replier sur la Montal. Le général Pouget, commandant de cette position, engagea un combat assez vif avec les assaillants, et parvint facilement à les repousser. Il chargea ensuite l'adjudant-général Chambaud, de faire une reconnaissance sur les retranchements de l'ennemi, près du village de Malchaussée, et de les attaquer, si l'occasion se présentait de le faire avec quelque espérance de succès.

En conséquence de ces instructions, l'adjudant-général Chambaud partit, le 25 septembre, à cinq heures du soir, du village de Veyrolle, à la tête de 500 hommes, divisés en trois colonnes, se dirigeant chacune sur le village de Malchaussée, afin d'en attaquer les retranchements au signal d'une fusée qui devait être lancée. Le lendemain, à trois heures du matin, les colonnes étant arrivées au rendez-vous, le signal convenu fut donné, et l'attaque commença par un feu de mousqueterie très-bien soutenu de part et d'autre; mais, comme il était à craindre que les ennemis ne fussent secourus par leur seconde ligne, Chambaud fit battre le pas de charge : les Français cessèrent leur feu et gravirent la montagne avec leur audace habituelle; une des colonnes attaqua le baracon, et les deux autres le camp ennemi. Les Piémontais firent pleuvoir en vain sur les attaquants une grêle de balles; vainement, se croyant en sûreté dans leurs retranchements, insultaient-ils les soldats français en parodiant les chants républicains : ces sarcasmes ne servirent qu'à irriter davantage la valeur de ces derniers, qui se précipitèrent dans les retranchements avec une espèce de rage, y pénétrèrent, et engagèrent avec l'ennemi un combat corps à corps. Les Piémontais, forts de leur nombre, montrèrent eux-mêmes une grande vigueur dans cette mêlée; mais rien ne put arrêter la fougue républicaine. Après avoir fait de l'ennemi un carnage épouvantable, les Français le forcèrent de quitter la partie, et restèrent maîtres du camp et du baracon.

C'étaient les deux colonnes de gauche qui avaient remporté cet avantage. Celle de droite, instruite de ce premier succès, précipita sa marche, et bientôt les Piémontais, qui s'étaient

repliés sur le village de Malchaussée, furent attaqués de nouveau. Les Français s'élancent dans le village, la baïonnette en avant, tuent, massacrent tout ce qui ose leur opposer de la résistance; et bientôt, après un combat ou plutôt un carnage qui avait duré une heure, ils chassèrent entièrement les ennemis, et restèrent maîtres de Malchaussée. Les Piémontais perdirent dans ces deux affaires un grand nombre de morts et de blessés. La moitié d'entre eux restèrent prisonniers. 1795 — AUTV. Piémont.

Le général Poujet résolut de profiter de la terreur inspirée à l'ennemi pour pousser plus loin ses avantages. Informé que les Piémontais avaient rapproché leurs avant-postes de la ligne de défense du mont Cénis, il fit ses dispositions pour les attaquer et les repousser au delà de la Novalaise. En conséquence de ce projet, il rassembla, le 14 octobre, 600 hommes, divisés en trois colonnes, dont la troisième, commandée par l'adjudant général Lacombe, eut ordre de se diriger par les montagnes de l'Arpon, à l'effet de protéger la retraite, en cas de besoin. La seconde colonne, aux ordres du général Fournier, devait longer les revers de la montagne de Montpensier, et prendre à dos l'ennemi par le poste de la chapelle Sainte-Marie. Enfin la première colonne, commandée par le général Poujet en personne, devait marcher au centre, et attaquer de front les Piémontais.

Malgré une défense opiniâtre, le poste de la chapelle Sainte-Marie fut forcé de se rendre prisonnier : ce premier succès enhardit les troupes. Le général Fournier fit tourner le village de la Novalaise afin d'arrêter les secours qui venaient aux Piémontais du poste de Venaus, qu'on savait avoir été prévenu du danger de ses avant-postes par le bruit de la fusillade. Attaquées alors de toutes parts, et ne voyant aucun jour à opérer leur retraite, ces troupes imitèrent la conduite du poste de la chapelle Sainte-Marie; et, mettant bas leurs armes, se rendirent prisonnières, après avoir éprouvé une perte considérable dans le combat.

Pendant ces deux derniers engagements, le lieutenant Magné s'était distingué d'une manière brillante. Commandant la compagnie de carabiniers du deuxième bataillon d'infanterie légère, il arrêta, par des prodiges de valeur, une colonne de

1795 — an IV. Piémont

300 Piémontais, qui s'avançaient en toute hâte pour couper la retraite aux troupes françaises. Cet avantage ne coûta la vie qu'à un seul carabinier ; et cependant, dans cette journée, les Français avaient eu à surmonter tous les genres d'obstacles : la neige et la pluie tombaient en abondance.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1794 ET 1795.

Belgique, Hollande.

Moniteur. — *Dictionnaire des siéges et batailles.* — *Jomini.* — *Tableau historique.* — *Galerie militaire.* — *Histoire de Pichegru.* — *Histoire de Moreau.* — *Relations des principaux siéges.* — *Galerie historique.* — Lacretelle, *Histoire.* — *Histoire des guerres en Europe.* — *Mémoires et relations manuscrites.*

L'Observateur impartial aux armées de la Moselle, etc., etc., par Lecomte. Quelques renseignements utiles.

Hist. chronologique des opérations de l'armée du Nord et de celle de Sambre-et-Meuse, par David. Ouvrage à consulter.

Magasin des événements milit. modernes les plus remarquables (en allemand). Recueil historique renfermant d'utiles documents pour l'hist. des guerres de la révolution française.

Journal militaire autrichien, années 1818 et 1820. Campagne des armées autrichiennes et alliées dans les Pays-Bas.

Porbeck, *Hist. critique des opérations de l'armée anglaise combinée, dans les années* 1794 *et* 1795 (en allemand). L'auteur, qui a pris part aux événements de ces campagnes, entre dans les détails les plus circonstanciés sur les opérations de l'armée anglaise à partir du moment où le duc d'Yorck se sépara des Autrichiens.

Observations milit. sur la conquête de la Hollande (en allemand). Renseignements utiles sur l'armée hollandaise.

Nouvelle Bellona (en allemand). Mémoires importants relatifs à la bataille de Turcoing, au siége d'Ypres et à l'évacuation de Nimègue.

Allemagne.

Moniteur. — *Tableau historique.* — *Dictionnaire des siéges et batailles.* — *Jomini.* — Lacretelle, *Hist.* — *Négociations et traités*, etc., par Arnold, membre du tribunat. — Dedon, *Précis historique des armées de Rhin-et-Moselle.* — *Galerie militaire.* — *Histoire de Pichegru.* — *Mémoires du maréchal Gouvion Saint-Cyr.* — *Histoire des guerres en Europe.* — *Mémoires et relations manuscrites.*

Journal militaire autrichien, ann. 1824. Documents précieux sur la campagne de 1794 en Allemagne.

Feuille militaire hebdomadaire, n° 485-487 (en allemand). Relations détaillées des combats du Schänzel et de Johanniskreuz.

Journal des campagnes de 1793 *et* 1794, par le général Blücher (en allemand). Notices intéressantes sur les opérations du corps du général Knobelsdorf dans les Pays-Bas et sur le Rhin.

Correspondance du général Grenier et de son état-major avec les généraux Jourdan, Kleber, Ernouf, etc. C'est une collection des ordres donnés par le général Grenier pendant les années 1795 et 1796.

France.

Moniteur. — *Tableau historique.* — Marcillac, *Hist.* — *Mémoires* du citoyen B**. — *Mémoires* de Rochambeau. — *Dict. des siéges et batailles.* — Lacretelle, *Hist.*

Vendée, Bretagne.

Moniteur. — Beauchamp, *Hist.* — *Mém.* de madame de Laroche-Jacquelein. — Berthre de Bourniseaux, *Précis histor.* — Turreau, *Mémoires.* — Bouviers-Desmortiers, *Réfutation.* — Lacretelle, *Hist.* — Rousselin, *Vie de Hoche.* — *Mémoires et notes manuscrites.*

Mémoires sur l'expédition de Quiberon, par Villeneuve-Laroche-Barnaud. Notices très-détaillées par un témoin oculaire.

Italie.

Moniteur. — *Tableau historique.* — *Jomini.* — *Dict. des siéges et batailles.* — Lacretelle, *Hist.* — *Histoire des guerres en Europe.* — *Mém. manuscrits* du maréchal Kellermann. — Desjardins, *Guerres d'Italie.*

Mémoires pour servir à l'histoire de la dernière guerre des Alpes, par B. Patono. Cet ouvrage, peu utile sous le rapport historique, renferme sur la force et l'organisation des armées piémontaises, des aperçus bons à consulter.

Espagne.

Moniteur. — *Dict. des siéges et batailles.* — Marcillac, *Hist.* — *Mém.* du citoyen B**. — *Tableau historique.* — *Jomini.* — *Galerie militaire.* — *Relations et mémoires manuscrits.*

Mercurio historico y politico de España, réimpression des rapports officiels de la Gazette de Madrid.

Colonies.

Moniteur. — *Mém.* de Rochambeau. — *Relation sur les colonies.* — *Mémoires et comptes rendus*, par Laveaux, Rigaud, l'ordonnateur Perrond. — *Précis de la guerre maritime*, par Kerguelen. — *Mémoires et notes manuscrites.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

Première Coalition.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

CHAPITRE VII.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

CHAPITRE VIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1794.

CHAPITRE IX.

ANNÉE 1795.

CHAPITRE X.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.

CHAPITRE XI.

SUITE DE L'ANNÉE 1795.



PARIS. — IMP. Vve P. LAROUSSE ET Cie, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49.

